UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01722002 1

520 M

LA QUESTION D'ORIENT

DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'A LA PAIX DE SÈVRES

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

AUTRES OUVRAGES DE M. ED. DRIAULT

Napoléon et l'Europe : I. *La Politique extérieure du Premier Consul* (1800-1803) *(Couronné par l'Académie française)*, 1 vol. in-8.

Napoléon et l'Europe : II. *Austerlitz. La Fin du Saint-Empire*, 1804-1806 ; 1 vol. in-8.

Napoléon et l'Europe : III. *Tilsit. — France et Russie sous le premier Empire. — La Question de Pologne* (1806-1809). 1 vol. in-8 *(Couronné par l'Académie française)*.

Problèmes politiques et sociaux. 2e édit. 1 vol. in-8.

La politique orientale de Napoléon *(Sebastiani et Gardane)* (1806-1808). 1 vol. in-8, 1904 *(Couronné par l'Institut)*.

Napoléon en Italie (1800-1812), 1 vol. in-8.

La question d'Extrême-Orient. 1 vol. in-8.

Vue générale de l'histoire de la civilisation : I. — *Les origines*. II. — *Les temps modernes*. 2 vol. in-16 avec 218 gravures et 34 cartes dans le textes, 3e édit. *(Récompensés par l'Institut)*.

Le monde actuel, *Tableau politique et économique*. 1 vol. in-8.

Histoire Politique et Sociale (1815-1915), en collaboration avec M. G. Monod, de l'Institut, 5e édit. revue, 1 vol. in-8.

Recueil des Intructions données aux ambassadeurs et ministres de France *depuis le traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française*. Tome XIX : Florence et Gênes, 1 vol. gr. in-8 sur papier de Hollande, avec introduction et notes.

L'Unité Française. Préface de M. H. Welschinger, de l'Institut. 1 vol. in-16.

Les Traditions Politiques de la France et les conditions de la Paix. 1 vol. in-16.

La Reprise de Constantinople et l'alliance franco-russe. 1 br. in-8.

La Grande Idée. La Renaissance de l'hellénisme, 1 vol. in-16.

Les Leçons de l'Histoire. 1 vol. in-16.

HMod
D1194.2

LA QUESTION D'ORIENT

DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'A LA PAIX DE SÈVRES (1920)

PAR

ÉDOUARD DRIAULT

PRÉFACE DE GABRIEL MONOD, DE L'INSTITUT

HUITIÈME ÉDITION
ENTIÈREMENT REFONDUE

OUVRAGE RÉCOMPENSÉ PAR L'INSTITUT

555932
30.12.52

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1921

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays

D
371
D7
1921

AVERTISSEMENT

POUR LA HUITIÈME ÉDITION (1920)

Cette histoire de la *Question d'Orient* a reçu du public un si favorable accueil qu'elle est devenue classique, pour ainsi dire, et que nous sommes obligés d'en préparer de fréquentes éditions. Celle-ci aura un caractère plus décisif, la question d'Orient étant arrivée à une sorte de solution au moins provisoire.

On se résout volontiers à ces revisions quasi-régulières d'un phénomène historique de cette importance ; car, en dehors de l'intérêt qu'il y a à rappeler les faits acquis, ils ont dans le passé leur explication, et on y peut même retrouver dans une certaine mesure le sens de leur évolution : ainsi la connaissance du passé de la France nous assurait sa haute tenue dans la guerre et garantissait sa victoire ; elle renfermait d'inépuisables ressources d'énergie ; elle ne pouvait pas mourir sous un coup de violence brutale.

Donc il est toujours intéressant et utile d'embrasser l'ensemble de la Question d'Orient pour en apprécier les caractères et en démêler les solutions. Elle est en vérité aussi vieille que le monde, et elle durera autant que lui, car on se disputera toujours la possession de ces pays qui sont historiquement les plus prestigieux de la terre, qui tiennent en eux la plus grande partie du mystère en quoi consiste l'avenir des sociétés humaines.

Pourtant nous ne remontrons pas ici au crime de Caïn ou au rapt d'Hélène, et la misère de notre livre est qu'il ne traite pas de la *Question d'Orient* dans son plus bel âge, l'âge antique, celui où brillèrent successivement dans le Levant, le levant de la civilisation, l'Egypte des Pharaons, les empires du Tigre et de l'Euphrate, Ninive, Babylone, Suse, Persépolis, la Grèce si glorieuse autrefois, Rome en ses provinces d'Asie, Byzance puis Constantinople, Damas

et Bagdad, l'Orient rayonnant d'une admirable lumière quand le reste du monde était encore plongé dans les ténèbres de la barbarie.

Nous ne traitons ici, malheureusement, que de l'âge turc, c'est-à-dire, tout au contraire, de l'âge où cet éclat fut éteint sous la pire oppression que des hommes aient jamais connue ; nous écrivons la lamentable histoire des destinées de l'Orient depuis que les Turcs ont pris Constantinople jusqu'au moment où ils vont la perdre : — ce qui donne d'ailleurs à notre sujet une très forte unité.

Les Turcs, malgré cinq cents ans de domination en Europe, y ont toujours été des étrangers. Ils n'appartiennent en aucune manière au monde méditerranéen ; ils sont venus de l'Asie orientale ; ils sont de la race mongolique : c'est pourquoi ils ne purent être que campés dans l'Asie antérieure et les Balkans. Leur établissement y resta superficiel.

Ils se refusèrent à toute fusion avec les populations un moment soumises ; ils ne se convertirent pas au christianisme, ils ne les convertirent pas à l'Islam. Ils leur laissèrent leurs institutions civiles et religieuses ; ils se contentèrent de les écraser d'impôts, de leur prendre leurs jeunes garçons et leurs jeunes filles pour les harems, de les massacrer aux moindres velléités de résistance. Ils ne furent guère moins rudes aux Arabes ; ils usurpèrent le gouvernement religieux de l'Islam après avoir fait mourir le dernier des califes arabes ; ils ruinèrent les grandes capitales arabes si brillantes autrefois, Bagdad et Damas. Ils fermèrent la route de l'Inde qui était ouverte aux marchands depuis les origines de l'histoire. Par eux le silence de la mort régna cinq cents ans sur les pays du Levant.

Mais l'Europe voulut retrouver les chemins de l'Orient. Elle les chercha d'abord par de grands détours, par l'Amérique avec Christophe Colomb, par le périple de l'Afrique avec Vasco de Gama. Elle s'installa peu à peu en Asie centrale, qu'il s'agisse des Russes venus du Nord ou des Anglais venus de la mer ; ou dans l'Afrique du Nord, et là il s'agit surtout de la prépondérance française, suite des Croisades.

Puis elle put s'approcher. L'empire turc étant marqué

des signes évidents de la décadence, la Révolution française donna l'éveil aux nationalités que les sultans avaient laissées vivre sous leur sanglante oppression. Sur les murailles de Sainte-Sophie, le plâtre détaché, les peintures chrétiennes commencèrent à reparaître. Napoléon se jeta en plein Orient par l'Egypte et la Syrie et posa la *Question d'Orient*, comme tant d'autres questions où allait se définir l'Europe contemporaine : — la Turquie déjà malade, les nations chrétiennes de son empire prêtes à l'émancipation, les grandes puissances européennes toutes interessées aux destinées du Levant, quelle allait être la solution? Le drame de cette formidable histoire était noué.

La Turquie ne pouvait éviter d'être éliminée de l'Europe qu'en s'assimilant à l'Europe, sinon par les croyances religieuses, du moins par l'octroi des libertés nécessaires aux nationalités de son empire, comme l'Autriche-Hongrie ne pouvait échapper à la mort que par l'émancipation de ses divers peuples. Il se trouva des Turcs, non pas les Jeunes-Turcs, pour y essayer : ce fut la période du *Tanzimât* sous les sultans Abd-ul-Medjid et Abd-ul-Aziz. La *Réforme* échoua, et Abd-ul-Hamid II revint à la politique naturelle aux Turcs, la politique des massacres, en Bulgarie, en Arménie, en Crète.

Dès lors la conciliation était impossible et le démembrement inévitable : après la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie devinrent indépendantes. Les pays arabes le tentèrent aussi sous Mehemet-Ali ; du moins l'Egypte se détacha tout à fait de l'obéissance au sultan et devint le foyer de la renaissance arabe.

A la faveur de ces déchirements intérieurs, les grandes puissances resserrèrent le cercle d'investissement. La Russie pressa de plus en plus fortement sur les rivages de la mer Noire et vers l'Arménie. La France fut de plus en plus puissante dans l'Afrique du Nord, tout en maintenant sa situation morale en Syrie. L'Angleterre s'assura les chemins de l'Inde, de Malte et Chypre à Port-Saïd et Aden.

Par l'effort interne, pour ainsi dire, des peuples chrétiens de l'empire turc et par la pression externe des grandes

puissances, la mort de l'homme malade semblait d'un jour à l'autre imminente. L'épisode allemand lui donna sous nos yeux un accès de fièvre qui hâta la fin. Les Allemands dans la Méditerranée n'étaient pas moins étrangers que les Turcs; c'était la condamnation de leur usurpation. Certes, en reprenant, dans la dernière partie de ce volume, la suite des événements contemporains, il nous sera impossible d'en dire toutes les causes et d'en pénétrer tous les caractères: trop de documents nous manquent encore. Mais il est possible de les éclairer en les replaçant dans leur milieu historique, car il n'est pas d'homme ni de peuple assez fort pour arrêter l'évolution que déterminent les siècles. Même Napoléon ne fut si grand que pour avoir agi dans le sens des traditions dont son génie et son empire étaient le produit.

C'est pourquoi, à rétablir la Question d'Orient dans le spectacle des siècles, on démêlera dès aujourd'hui, parmi le chaos des faits de guerre et des négociations de paix, le sens des évolutions fatales.

Après les temps de la barbarie turque, en vain un moment réveillée par la violence germanique, voici que nous arrivons enfin à l'ère de la liberté, de la renaissance, de la lumière rallumée au foyer de l'Orient. On se défendrait mal d'une sorte d'émotion religieuse à s'approcher de ce berceau de l'humanité, à prévoir les merveilles qu'y prépare, après une guerre atroce, la communion des peuples civilisés, à renouer, par-dessus l'ère turque, la chaîne des temps avec les éclatantes civilisations du passé.

Nos héritiers seront bien heureux qui auront à faire l'histoire d'un Orient plus brillant encore que celui de l'antiquité. Il nous faut contenter de la joie d'avoir vu, après cinq cents ans d'esclavage, l'Orient libéré.

ÉDOUARD DRIAULT.

Versailles, 1920.

PRÉFACE

Depuis la funeste guerre de 1870, la question d'Orient est devenue le problème capital de la politique européenne. Elle tient la première place dans les préoccupations des hommes d'État comme dans les méditations des historiens. Le traité de Francfort, en arrachant à la France, par une conquête impolitique autant qu'injuste, des provinces qui lui sont passionnément attachées, qui sont la chair de sa chair, a créé entre les grandes nations européennes un courant permanent et maladif de haines, de jalousies et de méfiances. L'Italie monarchique, en lutte ouverte avec le Saint-Siège, a cherché dans l'Allemagne impériale et protestante une protection contre les influences républicaines et cléricales qu'elle pouvait redouter du côté de la France ; les liens naturels que créaient entre les Italiens et les Français la reconnaissance pour les services rendus, la communauté d'esprit, de civilisation, d'intérêts commerciaux, ont été brisés par des hommes d'État imprudents ou sans scrupules, par une presse légère et ignorante, qui ont créé comme à plaisir entre les deux peuples une animosité factice et une malveillance aveugle. Tandis que la France, si peu capable pourtant de longues rancunes, était protégée contre la lâcheté de l'oubli par le danger dont la redoutable proximité de la frontière ennemie menace la sécurité de sa capitale, la Russie et l'Angleterre sont devenues inquiètes et jalouses l'une de la puissance militaire, l'autre de la puissance commerciale et industrielle de l'Allemagne. Toutes les nations continentales ont été prises d'une fièvre d'armements qui les épuise et qui, dans un pays démocratique et parlementaire comme la France, menace de miner les institutions républicaines par la prédominance de l'élément mi-

litaire ; l'Angleterre se croit obligée d'avoir une flotte capable de lutter contre les flottes combinées de l'Europe entière et souffre, elle aussi, d'avoir à entretenir un instrument aussi coûteux sans s'en servir jamais. Pourtant, malgré cette attitude menaçante des nations européennes, armées jusqu'aux dents les unes contre les autres, à aucun moment, depuis 1870, on n'a couru sérieusement le risque de voir éclater une guerre qui aurait mis directement aux prises soit la France et l'Allemagne, soit l'Angleterre et la Russie, soit l'Allemagne et l'Angleterre. Les alliances formées, d'une part entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, entre la Russie et la France de l'autre, l'amitié maritime de l'Angleterre et de l'Italie, ne sont pas autre chose que des sociétés d'assurance mutuelle contre les risques de guerre directe. La Triplice et la Duplice ne peuvent avoir que le *statu quo* pour objet immédiat en Europe, quoi qu'en aient pu penser des patriotes échauffés en France et en Italie.

Les nations chrétiennes de l'Europe redoutent tellement de voir se produire entre elles des conflits dont toutes comprennent la gravité et dont aucune ne peut prévoir l'issue, qu'elles évitent tout ce qui peut les mettre directement aux prises. Elles savent que si la guerre finit par éclater, comme il arrivera fatalement un jour ou l'autre, ce sera inopinément, par suite de complications survenues en dehors de leurs frontières, en Amérique, en Chine, en Afrique ou dans l'empire Ottoman.

On ne soupçonnait pas le danger américain avant l'année 1898. La guerre, surprenante et absurde en apparence, que les États-Unis ont entreprise contre l'Espagne, a tout à coup fait surgir, aux yeux de l'Europe stupéfaite, la possibilité d'une alliance anglo-américaine, où le Japon entrerait peut-être, qui assurerait à la race anglo-saxonne la domination des mers.

Le danger chinois était prévu depuis plus longtemps. La rivalité de la France et de l'Angleterre en Indo-Chine a donné depuis plusieurs années une importance exceptionnelle aux luttes d'influence dont Pékin est le théâtre. La France a trouvé tout à coup un précieux appui dans l'alliance de la Russie, qui de longue date travaillait, après s'être rendue

maîtresse du cours de l'Amour, à dominer en Mandchourie, en Corée et dans le golfe de Petchili. La guerre du Japon et de la Chine, en révélant la faiblesse du colosse chinois et la force maritime et militaire jusque-là inaperçue du Japon, cette Angleterre du Pacifique, a introduit un élément tout nouveau dans le problème chinois. La France, la Russie et l'Allemagne ont oublié les questions qui les divisent en Europe pour arracher au Japon les fruits de la victoire, afin d'empêcher un démembrement prématuré de la Chine qui aurait surtout profité à l'Angleterre et au Japon coalisés. Ce démembrement n'était du reste que retardé. La hardie initiative prise en Chine par l'empereur Guillaume II, toujours fécond en surprises, a eu pour résultat de livrer toute la côte orientale de la Chine aux convoitises européennes; la France étend la main vers le Yunnan, le Kouang-Si et le cours du Si-Kiang, l'Angleterre vers le bassin du Yang-Tsé-Kiang, l'Allemagne au sud et la Russie au nord du golfe de Petchili, tandis que le Japon prétend à une sorte de protectorat sur la Corée. L'Angleterre n'a pas vu sans dépit ce partage d'influences dans un pays qu'elle regardait comme une province de son empire commercial, et ce dépit a pris parfois dans la bouche de ses ministres des formes menaçantes.

Le danger africain se manifeste de trois côtés à la fois : à l'est où l'Angleterre voudrait établir une ligne de communication ininterrompue du Cap à Alexandrie et où la France et l'Abyssinie menacent de couper cette ligne sur le Bahr-el-Ghazal et le Bahr-el-Abiad ou Nil moyen; à l'ouest où la question de l'*Hinterland* du Dahomey et du Congo a déjà risqué de mettre la France et l'Angleterre aux prises sur les bords du Niger et sur ceux du lac Tchad; au nord où la question d'Égypte entretient entre la France et l'Angleterre des froissements perpétuels, qui se compliquent d'une lutte d'influence de la France et de l'Italie en Abyssinie.

La question d'Égypte et les questions africaines en général ont des liens étroits avec le quatrième danger qui menace la paix européenne, le danger musulman, ou en d'autres termes, avec la question d'Orient. La poussée des Anglais du sud au nord, du Cap aux grands lacs équatoriaux à tra-

vers le Transvaal, et du nord au sud, de l'Égypte aux sources du Nil, tire sa principale gravité de la question d'Égypte. La rivalité des Français et des Anglais autour du lac Tchad et sur le cours moyen du Niger est en relations étroites avec la pénétration commerciale du Sahara par les routes de la Tripolitaine, de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc. Or toute l'Afrique septentrionale est rattachée au point de vue religieux à l'Islam ; elle a son centre religieux à la Mecque, et elle n'a pas entièrement rompu les liens politiques qui l'ont unie à Constantinople. Toute agitation dans l'empire ottoman y a son contre-coup.

Pendant longtemps on a restreint le nom de *Question d'Orient* aux relations de l'empire ottoman avec les états chrétiens d'Europe. Il ne pouvait en être autrement alors que les seuls problèmes qui se posaient aux hommes d'État étaient l'indépendance des pays danubiens ou de la Grèce, la lutte entre la Russie et la Turquie pour la domination dans la mer Noire, l'autonomie de l'Égypte, l'organisation intérieure et la réforme administrative de l'empire ottoman sous l'influence de l'Europe, les relations diplomatiques des puissances chrétiennes avec le sultan. M. Driault, dans l'ouvrage qu'il nous donne aujourd'hui sur la *Question d'Orient,* a senti qu'il fallait donner à cette expression une signification beaucoup plus large et que, pour bien poser les problèmes mêmes que nous venons d'énumérer, il faut les envisager dans leur rapport avec l'histoire de l'Islamisme tout entier. Tous les problèmes politiques (et l'on pourrait ajouter aussi sociaux) du temps présent se présentent à nous non plus comme des questions européennes, mais comme des questions mondiales, où Pékin, le Cap et New-York sont impliqués aussi bien que Paris, Londres ou Berlin. Nous sommes forcément amenés à les envisager dans leurs rapports avec l'évolution de l'histoire universelle.

M. Driault aura été le premier à composer un exposé clair et concis de la question d'Orient prise ainsi dans son sens le plus large, c'est-à-dire comme l'histoire des relations de l'Islamisme avec le monde chrétien. L'Islamisme, du VIIe au XVIIe siècle pendant une période de mille ans, a étendu sur toute l'Asie occidentale et méridionale, sur l'Afrique sep-

tentrionale, et sur l'Europe méridionale sa domination religieuse et politique. L'Espagne et une partie des îles de la Méditerranée avaient seules réussi dès le moyen-âge à échapper à son joug. L'effort de l'Europe chrétienne pour s'opposer par les croisades à l'invasion musulmane avait été impuissant et les États chrétiens avaient fini par chercher dans l'empire turc un allié et un client. Mais à partir du XVIIe siècle, l'empire ottoman commence à s'affaiblir par l'excès même de sa prospérité et de sa puissance, et plus encore par son incapacité à s'assimiler les populations conquises ; il n'a pas pu en former un seul peuple ni les fondre avec les Turcs, qui restent comme une armée campée en terre ennemie. L'Europe orientale, menacée dans son existence même, réagit alors avec une énergie désespérée contre l'invasion qui menace de la submerger, et bientôt, aidées par l'indomptable besoin d'indépendance des populations balkaniques, la Russie et l'Autriche commencent à refouler les infidèles. C'est une nouvelle croisade, victorieuse cette fois, de la Croix contre le Croissant. Cette croisade revêtira les formes nouvelles que lui imposent les conditions de la civilisation moderne et l'affaiblissement de la foi. Si, dans les masses populaires russes et chez les chrétiens de la péninsule balkanique, on retrouve encore quelque chose de cet enthousiasme religieux, rapace et cruel qui animait autrefois les compagnons de Godefroi de Bouillon, d'ordinaire les calculs d'une politique de conquêtes et les combinaisons de la diplomatie donnent à la lutte de l'Europe chrétienne contre les Turcs une tournure peu mystique et peu désintéressée. Les préoccupations commerciales se mêlent aux préoccupations politiques ; les rivalités des États européens assurent toujours aux Turcs des alliances ou de bienveillantes neutralités qui les sauvent d'une ruine totale ou retardent leur décadence ; ils trouvent même des garanties pour la durée de leur domination dans les jalousies qui divisent les chrétiens établis sur le territoire ottoman. Au XVIIe et au XVIIIe siècle la France a cherché dans une alliance de la Suède, de la Pologne et de la Turquie le moyen de réduire les États allemands à l'impuissance et d'arrêter la Russie dans ses ambitions européennes. Au XIXe siècle, la

France et l'Angleterre se sont constituées à plusieurs reprises les gardiennes de l'intégrité de l'empire ottoman, tantôt contre la Russie et l'Autriche, tantôt par méfiance l'une de l'autre. Après la guerre turco-russe de 1878, c'est l'Europe tout entière qui est intervenue pour empêcher l'anéantissement de la puissance turque en Europe, et après les massacres d'Arménie et l'insurrection de la Crète, le concert des grandes puissances, à la suite de la France, a pris sans rire pour mot d'ordre le principe de l'*Intégrité de l'empire ottoman* qui remplace désormais pour nous le *Gesta Dei per Francos,* tandis que l'Allemagne, plus cynique, manifestait pour le *Sultan rouge* une amitié bruyante autant qu'intéressée.

Malgré les délais que les rivalités et les ambitions des nations chrétiennes ménagent à la décadence de l'Islam, il semble bien qu'en dépit des conquêtes religieuses qu'il continue à faire en Afrique, sa puissance politique soit destinée à disparaître. Ce n'est pas sans raison que M. Driault définit la question d'Orient : le problème de la ruine de la puissance politique de l'Islam. Pour envisager ce problème dans toute son étendue, il ne fallait pas se borner à l'étudier dans le bassin de la Méditerranée ; il fallait montrer l'Angleterre détruisant les états musulmans de l'Inde et menaçant l'indépendance de l'Afghanistan ; la Russie devenue maîtresse de la côte septentrionale de la mer Noire, conquérant tout le Turkestan, franchissant le Caucase et s'emparant d'une partie de l'Arménie, s'agrandissant aux dépens de la Perse même, à laquelle elle impose son impérieuse amitié ; la France créant, du cours du Congo aux frontières de la Tunisie, un grand empire africain où l'islamisme est la religion dominante ; l'Égypte échappant à l'autorité du sultan pour devenir une province anglaise ; le Monténégro, la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie arrivant successivement à l'indépendance par la diplomatie et par la guerre ; enfin l'Autriche et l'Angleterre mettant la main l'une sur la Bosnie et l'Herzégovine, l'autre sur Chypre, en leur qualité de protectrices de la Turquie. C'est de tous les côtés à la fois, sur toutes ses frontières d'Asie, d'Afrique et d'Europe que l'Islam a été contraint de reculer

et d'abandonner quelques-unes de ses provinces à la domination ou au protectorat des chrétiens. Cette marche en avant de l'Europe chrétienne contre l'Islam est si bien une forme moderne de la croisade que la diplomatie européenne admet à l'égard des Turcs des principes qui lui paraîtraient des énormités s'ils étaient appliqués à une autre puissance. Pendant la guerre de Thessalie en 1897, on a répété à satiété le prétendu principe d'après lequel tout territoire ottoman libéré de la domination turque ne peut jamais rentrer sous le joug du sultan. On serait, je pense, bien embarrassé de dire sur quelles règles du droit des gens se fonde cet axiome. La vérité, c'est que les Turcs se sont montrés incapables de former une seule nation des populations musulmanes et chrétiennes qui sont juxtaposées dans l'empire ottoman, incapables aussi de leur assurer une bonne administration, la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, incapables de leur appliquer un autre système de police que la spoliation et les massacres. La ruine graduelle de la domination turque en Europe apparaît aux politiques et aux historiens comme une nécessité inéluctable. On n'hésite que sur le moment où cette ruine sera achevée et sur la manière dont elle se produira.

Ce qui retarde ce moment, c'est précisément la difficulté de régler le partage de l'empire ottoman et la crainte d'une conflagration générale chaque fois que la question d'Orient menace d'entrer dans une phase aiguë. L'Europe sent en elle tant de causes de guerre et elle a si peur de la guerre que les moindres incidents orientaux la font tressaillir. Quand on se rappelle la vigoureuse intervention de Napoléon III en Syrie lors des massacres des Maronites par les Druses, on est stupéfait de voir avec quelle indifférence l'Europe a laissé s'accomplir les massacres bien autrement atroces des Arméniens, organisés et commandés par le gouvernement d'Abd-ul-Hamid. Elle n'a mis en mouvement sa diplomatie et mobilisé ses forces que pour maintenir en Orient un *statu quo* nécessaire à sa propre tranquillité.

Il est en effet si difficile d'imaginer de quelle manière l'Orient pourrait être organisé le jour où le sultan serait chassé de Constantinople, on sent si bien que les hasards de la force

pourront seuls résoudre les problèmes multiples soulevés par l'héritage de l'*Homme malade,* que toutes les puissances s'empressent autour de lui comme des gardes vigilantes, d'autant plus que l'homme malade a de redoutables retours de vigueur et que plus d'une des gardes-malades songe de temps à autre à utiliser cette vigueur à son profit.

M. Driault ferme son livre sur l'espérance que l'alliance franco-russe donnera à la question d'Orient une solution conforme aux intérêts de l'humanité et à ceux de la France. L'espérance est toujours une douce chose et l'alliance russe a ce mérite aux yeux des Français de leur avoir fait connaître de nouveau ce sentiment qu'ils avaient désappris. Mais si l'espérance est douce, l'illusion est dangereuse. Or, l'Orient est le pays des mirages. Il y a des points de la question d'Orient que l'alliance franco-russe pourra résoudre. Elle peut, je crois, amener le règlement de la question d'Égypte en neutralisant le canal de Suez et les régions limitrophes, sous la garantie de l'Europe, sans dépouiller l'Angleterre de la situation prépondérante qu'elle s'est faite en Égypte. Elle peut, si elle le veut, assurer à la Crète l'autonomie qui lui a été promise. Elle aurait pu, si elle l'avait voulu, arrêter les massacres d'Arménie ; elle pourrait encore, si elle le voulait, améliorer sérieusement la situation des restes misérables des Arméniens disséminés en Asie mineure. Mais je ne vois pas comment il lui serait possible d'arriver à des vues communes en prévision du partage de l'empire ottoman.

En ce qui concerne la Turquie d'Europe, les prétentions rivales des Bulgares, des Serbes, des Grecs et de l'Autriche rendent impossible toute entente entre ces puissances. Il fut un temps où les Grecs semblaient à tous les ennemis de la Turquie les héritiers désignés de ses territoires d'Europe ; il y avait des Grecs qui, dans leurs rêves, voyaient Constantinople rendu à l'hellénisme. Ces rêves se sont dissipés ; et beaucoup de Grecs accepteraient, par hostilité contre leurs rivaux chrétiens, la domination turque, si les Turcs étaient capables d'organiser un gouvernement régulier. Les Bulgares sont aujourd'hui de toutes les nations balkaniques la plus militaire, celle dont les progrès

sont le plus rapides, le gouvernement le plus actif et le plus ferme. Ils sont déjà maîtres d'une partie de la Thrace et étendent leurs prétentions à toute la Macédoine. Mais cette nation de paysans, sans commerce et sans industrie, est encore pauvre ; elle ne peut songer à des entreprises militaires et elle se contente d'obtenir du sultan des concessions réitérées en le menaçant d'agressions toujours arrêtées à temps. Elle forme avec la Roumanie une barrière contre la Russie qui ne peut plus désormais arriver par la voie de terre à Constantinople ; elle ne pourrait y parvenir que par l'Asie mineure : mais elle ne permettrait pas aux Bulgares de s'établir sur le Bosphore. Du côté de la Macédoine, les ambitions bulgares sont contrecarrées moins par la Serbie, qui paraît peu capable de reconstituer la grande Serbie de ses rêves, que par l'Autriche à qui l'occupation de la Bosnie impose l'obligation de tendre vers Salonique. La Macédoine se trouverait alors séparée de la Bulgarie et écartelée entre les Monténégrins, les Albanais et les Grecs.

Certes, si l'on pouvait disposer des États à sa guise, comme sur le papier, on pourrait imaginer une fédération balkanique où chaque province autonome prendrait sa part du gouvernement fédéral commun ; mais on ne peut songer à diviser les États déjà existants en deux ou plusieurs provinces séparées, et on ne peut non plus imaginer l'union pacifique d'États aussi disparates que la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, la Serbie, le Monténégro, divisés par des jalousies cruelles, et leur association avec des pays comme la Macédoine, la Thrace et l'Albanie, qui n'ont jamais eu encore de vie politique autonome. Et que deviendraient alors les prétentions autrichiennes, sans parler des velléités italiennes du côté de l'Épire ? On a beau tourner et retourner le problème dans tous les sens, on n'en entrevoit pas la solution. Elle est laissée pour le moment au dieu des batailles. Aucune puissance européenne ne verrait sans déplaisir Constantinople aux mains d'une autre puissance chrétienne, et l'on ne peut vraiment pas demander au Pape d'échanger Saint-Pierre contre Sainte-Sophie, ce qui cependant aurait l'avantage de résoudre deux problèmes d'un même coup. Mais il faudrait pour cela commencer par réunir l'Église grecque et

l'Église romaine, ce qui est peut-être encore plus difficile que de réconcilier les Chrétiens et les Turcs.

La destinée de l'Asie mineure n'est pas plus facile à régler que celle de la Turquie d'Europe. La grande situation morale que la France a conquise dans ce siècle en Syrie et qui aurait pu, sous Napoléon III, lui permettre d'y établir une sorte de protectorat, subsiste encore, quoique diminuée, mais on ne voit pas quels avantages nous retirerions d'un établissement dans ces contrées, qui nous obligerait à abandonner l'Égypte aux Anglais, exciterait la jalousie de l'Italie et nous mettrait en rivalité avec les Russes. Les Russes et les Anglais ont seuls des intérêts commerciaux de premier ordre du côté du golfe Persique et ils aspirent, les uns et les autres, à tenir sur la Méditerranée les têtes des lignes ferrées qui se dirigeront sur la Perse et l'Inde. La Russie, déjà avancée en Arménie jusqu'à Kars et Erivan, regarde certainement tout le nord de l'Asie mineure comme une proie qui lui est réservée, et il est bien probable que quand elle arrivera à la Méditerranée, ce sera par Alexandrette plutôt que par Constantinople. Mais la Russie méditerranéenne sera-t-elle encore la Russie alliée de la France ?

La France n'a aucun intérêt à faire mûrir avant l'heure tous ces redoutables problèmes. La Russie, occupée d'achever son Transsibérien et de s'établir fortement au nord de la Chine, n'est pas plus pressée que nous de leur donner une solution. Elle sait que le temps travaille pour elle, plus que pour nous malheureusement. La France et la Russie ont laissé massacrer les Arméniens parce que la Russie n'était pas fâchée de montrer aux Arméniens qu'il valait encore mieux être opprimés par les Russes qu'égorgés par les Turcs ; et parce que, si la Russie peut s'entendre avec l'Autriche sur les grandes lignes d'une politique balkanique, elle ne peut s'entendre avec la France que sur le maintien du *statu quo* aussi bien en Turquie d'Europe qu'en Turquie d'Asie. Aussi l'alliance franco-russe ne s'est-elle manifestée dans les dernières complications orientales que comme chef d'orchestre du concert européen, ce concert où les instruments n'ont été d'accord que lorsqu'ils restaient tous

silencieux. Après tout, au point de vue égoïste de nos intérêts immédiats, cette politique de *statu quo* est vraisemblablement celle qui nous est la moins désavantageuse, la seule qui ne risque pas de faire éclater par accident une guerre européenne dont personne ne pourrait prévoir l'étendue, la durée, ni l'issue. Le mot d'ordre de la politique de M. Hanotaux, *intégrité de l'Empire Ottoman,* quel que soit le discrédit qui s'y attache après toutes les atteintes qu'il a reçues, était dicté par la prudence et l'intérêt national. Mais il ne faut pas oublier que ce mot d'ordre ne conservera pas longtemps sa vertu, que la Turquie ne peut avoir pour l'alliance franco-russe les sentiments qu'elle a eus jadis pour l'alliance anglo-française ; que pendant que, courtier bénévole et mal récompensé, nous dépensons nos forces à concilier les intérêts, à apaiser les rivalités, à panser les plaies, d'autres poussent leur pointe : les Anglais avancent vers Khartoum, les Russes multiplient en Asie mineure les écoles et les couvents, les Allemands inondent l'empire ottoman de leurs produits, se font accorder des chemins de fer et des colonies agricoles, se flattent de faire de l'armée turque un corps détaché de l'armée allemande, et commencent à jouer à Jérusalem même le rôle de grande puissance catholique. Sans doute nous ne restons pas inactifs, et grâce à nos diplomates, à nos missions, à notre Alliance Française, nous avons conservé jusqu'ici en Syrie une situation prépondérante. Mais nous avons besoin de faire d'immenses efforts pour ne pas laisser entamer cette situation, aussi bien par les Russes que par les Allemands et les Anglais. Dans cette rivalité pacifique, la seule qui comporte des calculs et une action méthodique au milieu de l'imbroglio oriental, nous ne devons compter sur l'aide de personne, mais seulement sur notre propre énergie, et sur l'antique prestige que conserve encore en Orient le nom de la France comme celui de la puissance chrétienne et civilisatrice par excellence.

G. Monod.

Versailles, 1898.

La Bulgarie resta toute meurtrie du désastre que lui avait infligé l'empereur Basile II. Mais les Roumains, réfugiés depuis le commencement du moyen âge dans les Carpathes et quelques-uns dans les Balkans, retrouvèrent au XIIe siècle le souvenir de Trajan et y reformèrent leur nationalité. Deux frères, Asan et Pierre, se rendirent à Constantinople pour se plaindre des impôts excessifs qu'Isaac l'Ange levait sur leur pays: ils furent outragés. Ils donnèrent à leurs amis le signal de l'insurrection, bâtirent à Tirnovo une église en l'honneur de saint Démétrius: Pierre y prit le titre de tsar. Dès lors, ils tentèrent de refaire l'empire bulgare du grand Siméon. Ils battirent une armée grecque à Berrhœa (1190); ils prirent Varna, Sofia, Philippopoli, Andrinople, ravagèrent la Thrace. Après Pierre et Asan, leur jeune frère Johannitsa pénétra jusqu'au centre de la Macédoine et jusqu'à Belgrade; un légat du pape vint à Tirnovo le couronner roi de Bulgarie.

L'empire grec était cerné entre les États francs du Levant et les jeunes États chrétiens dont la papauté consacrait la naissance au sud du Danube.

Le pape Innocent III arma contre l'Islam une puissante croisade. Les rois refusèrent de s'y engager, mais un grand nombre de seigneurs furent disposés à partir. Venise leur loua des vaisseaux et comme paiement reçut d'eux Zara, qu'ils enlevèrent en passant. Elle réussit même à les détourner sur Constantinople, sous prétexte d'y rétablir l'ordre et d'en faire la base de leurs opérations postérieures contre Jérusalem.

Constantinople fut prise, non sans peine, et affreusement pillée. Les vainqueurs se partagèrent les dépouilles de l'empire grec: c'était un plus merveilleux butin que celui même de la première croisade. Baudouin de Flandre fut empereur; Boniface de Montferrat fut roi de Thessalonique ou Salonique; le doge de Venise, Dandolo, prit le titre de baile ou despotès, et se proclama, au nom de la République, seigneur d'un quart et demi de l'empire grec; un autre Vénitien, Thomas Morosini, fut patriarche catholique de Constantinople. Il y eut un duché de l'Archipel, une baronnie d'Athènes, une principauté de Morée.

Mais il y eut aussi bien des jalousies excitées par le partage. Le roi Boniface fut peu docile à l'égard du Basileus Baudouin. Les Grecs se maintinrent invincibles sur quelques points: les l'Ange fondèrent le despotat d'Epire ou d'Arta,

les Commène l'empire de Trébizonde ; Théodore Lascaris fut empereur de Nicée.

Il semble surtout que la plus grande faute commise par les maîtres de cet empire latin fut de ne pas s'entendre avec les populations chrétiennes de la péninsule des Balkans, et, à cet égard, la croisade de 1204 marque un des points critiques de l'histoire générale, et notamment de cette histoire de l'Orient. Qui sait si elle ne fut pas l'unique occasion d'établir solidement sur le Bosphore de jeunes et vigoureux États chrétiens, capables, le schisme grec étant ainsi presque évité, de servir d'avant-garde à l'Europe contre les Turcs et l'Asie musulmane ?

Mais il y a à peine place ici pour ces réflexions. L'empire latin excita dès sa naissance l'hostilité de l'empire valaquo-bulgare qui fut son premier ennemi. La lutte fut ardente entre ces frères chrétiens, entre les Croisés et les Bulgares, ou *Bougres,* comme ils disaient, du tsar Johannitsa. Le 14 avril 1205, celui-ci remporta sur Baudouin la grande victoire d'Andrinople; il envahit la Thrace; le Basileus voulut l'arrêter : en 1207, Baudouin fut pris et tué ; Johannitsa mourut la même année, et son empire lui survécut peu.

L'empire latin lui-même tomba vite en décadence, sous Henri de Flandre, puis Pierre de Courtenay, et enfin les fils de celui-ci, Robert de Namur et Baudouin II. Il fut peu à peu resserré autour de Constantinople par les Grecs, dont le patriotisme s'était réveillé dans le malheur. Les Comnène de Trébizonde devinrent bientôt les vassaux du sultan turc d'Iconium. Le despote d'Epire, un bâtard de la famille des l'Ange, fit la première tentative sérieuse pour restaurer l'empire grec; il fut battu sur les bords de la Maritsa par des bandes bulgares. Théodore Lascaris était plus puissant à Nicée : il avait avec lui le patriarche grec. Son gendre et successeur, Jean Doucas Vatatzès, prit Gallipoli dès 1235, puis Salonique. Il fut renversé en 1259 par Michel VIII Paléologue; celui-ci, deux ans après, justifia son usurpation : par surprise, presque sans lutte, il rentra dans Constantinople (1261).

L'empire grec reprenait pour deux siècles son existence pénible ; car, en dépit de cette restauration par les Paléologue, l'heure de la décadence est venue. Il sombrera dans les grands bouleversements de peuples qui continuent de troubler l'Asie.

La première moitié du XIIIe siècle fut en effet le temps de l'extraordinaire épopée des Mongols du Tchinguiz-khan. Témoudjine, chef de quelques tribus turques de l'Amour supérieur, réussit, à la fin du XIIe siècle, à grouper autour de sa bannière, de gré ou de force, en affectant de combattre pour le service des empereurs de Chine, les populations du Gobi et des bords du Hoang-ho. Puis, quand il se vit assez fort, à la tête d'une cavalerie solide, commandée par des chefs jeunes et indomptables, comme Djébé et Souboutaï, il planta à Karakoroum l'étendard des Mongols bleus, et prit le titre de Tchinguiz-khan, ou Seigneur Invincible, Autocrate. Alors ce fut du Pacifique à l'Europe centrale une merveilleuse chevauchée. La Chine du nord fut conquise, avec la Corée, avec Péking. Vers l'ouest, la porte de la Dzoungarie fut franchie, par la victoire du Tchou (1207). Boukhara, Samarcande furent enlevées dans le galop de ces intrépides guerriers; la Caucasie fut soumise, le Caucase traversé, les tribus russes vaincues sur les bords de la Kalka (1223). Cet empire, né tout d'un coup, terriblement grand en quelques années, semblable aux tempêtes de sable qu'un coup de vent soulève dans le désert et jette sur les caravanes surprises, paraissait capable d'écraser musulmans et chrétiens.

La tempête tomba aussi vite qu'elle s'était formée. Le Tchinguiz-khan mourut en 1226; son empire se démembra; son petit-fils Batou resta maître des steppes de la Russie et établit à Saraï, sur la Volga, son camp de la Horde d'or. Parmi les héritiers du conquérant, le parti chinois l'emporta sur le parti turc; Péking fut leur capitale et non plus Karakoroum, et l'effrayant fracas de la conquête mongole s'éteignit dans l'Extrême Orient.

III. — La chute de l'empire Grec.

L'empire grec, restauré en 1261, comprenait le récent empire de Nicée avec Nicomédie, Brousse, Scutari, Magnésie, quelques îles comme Rhodes, Imbros, Lemnos, une partie du Péloponèse, Constantinople enfin et la Thrace, avec Andrinople, Salonique et une partie de la Thessalie. C'était à peu près l'empire athénien de la Confédération de Délos, avec la plus grande partie de l'archipel et Athènes en moins, la région continentale de Nicée en plus. Ce n'étaient guère que les faubourgs de Constantinople, les

boulevards nécessaires à sa sécurité éphémère. Le despotat d'Epire restait indépendant, de même le duché d'Athènes sous une dynastie florentine. Les Vénitiens possédaient la plupart des îles de l'Archipel, la Crète, des quartiers fortifiés à Constantinople et dans quelques autres villes grecques. Les Gênois étaient retranchés dans Galata et Péra, tenaient le commerce de la mer Noire et les ports de la Crimée, Kaffa surtout.

L'Empire présentait comme des brèches sur toutes ses frontières. Troublé d'ailleurs au dedans par les dissensions, par les révolutions de palais dont il avait toujours souffert, notamment par l'usurpation de Cantacuzène, il était bien incapable d'opposer à une invasion quelque peu redoutable une résistance sérieuse. Il était une proie.

Mais il restait douteux si cette proie serait aux nations chrétiennes du voisinage, ou aux Musulmans de l'Asie antérieure. Cela même est jusqu'au XIXe siècle le tout de la question d'Orient.

Charles d'Anjou, le frère de saint Louis, appelé à Naples par le pape contre les Hohenstaufen, nourrit le grand dessein de refaire l'empire latin de Constantinople. Les Vêpres Siciliennes le retinrent (1282). Un de ses descendants, devenu par mariage roi de Hongrie, fut l'héritier de ce dessein : Louis le Grand, puissant dans la plaine du Danube moyen de 1342 à 1382, étendit sa suzeraineté sur la Bosnie, la Serbie, la Valachie, la Moldavie, jusqu'à la mer Noire ; il parut disposer ainsi d'une base solide pour reprendre les projets de son aïeul. Mais la Hongrie est bien loin de Constantinople pour y agir efficacement ; les Slaves diffèrent trop des Magyars pour consentir à leur domination. Après Louis le Grand, la Hongrie commença d'être entraînée dans la vie politique de l'Allemagne.

La Serbie avait été plus près de refaire l'empire d'Orient d'éléments jeunes et vivaces. Elle eut de 1331 à 1355 un souverain fort et ambitieux, l'illustre Stéphane Douchan. Il soumit la Bulgarie ; il porta les frontières de la Grande Serbie jusqu'à la Chalcidique, jusqu'à l'embouchure de la Maritza ; il se fit couronner à Uskub empereur de Serbie et de Romanie ; il se donna pour le vrai successeur des empereurs romains ; il prépara une grande expédition contre Constantinople, dont il voulait faire sa capitale.

Il mourut subitement le 20 décembre 1355, et la Grande Serbie ne lui survécut pas. Les Serbes d'aujourd'hui en

ont conservé le souvenir et n'abandonnent pas l'espoir de la ressusciter tout entière.

L'année suivante (1356), les Turcs Ottomans violaient le territoire de l'Europe en occupant Gallipoli, sur le détroit des Dardanelles. « Il était écrit » sans doute que Constantinople serait musulmane.

Pendant le XIIe et le XIIIe siècle, l'empire seldjoukide, le sultanat de Roum, comme il s'appelait encore, s'était affaibli et démembré : les Croisades y avaient contribué. Il s'était dissous en dix émirats, qui se partagèrent l'Asie Mineure ; le plus puissant fut celui d'Erzeroum (Arx Romanorum). Il appartenait à la fin du XIIIe siècle, comme fief du sultan de Roum, à un chef turc arrivé du Khorassan, Ertoghroul : il mourut en 1288, et son fils fut Osman ou Othman ; c'est de lui que ses guerriers ont pris le nom d'Osmanlis ou Ottomans. Il mérita cet honneur : il se convertit à l'Islam et ouvrit ainsi à sa tribu une glorieuse carrière, lui donna une raison de vivre et de conquérir ; l'Osmanli est depuis le soldat de Mahomet.

Il aimait la fille du pieux cheikh Edébali, et celui-ci ne voulait pas la lui donner en mariage. Une nuit, Osman rêva qu'il voyait sortir du sein d'Edébali la lune qui, d'abord en forme de croissant, puis grossissant à vue d'œil et enfin devenue pleine, venait se cacher dans ses reins, à lui Osman. Alors de ses reins surgit un arbre colossal, dont les rameaux couvraient de leur ombre les terres et les mers ; des racines de l'arbre coulaient les grands fleuves du monde, Tigre, Euphrate, Nil, Danube ; les grandes montagnes, Balkans, Taurus, Caucase, Atlas, étayaient ses rameaux. Tout à coup s'éleva un vent violent, qui tourna toutes les pointes des feuilles, allongées en lames de sabre, vers un point unique, et ce point était une ville qui, située à la jonction de deux mers et de deux continents, semblait un anneau serti de deux saphirs et de deux émeraudes[1]. Osman, ayant raconté ce rêve au cheikh Edébali, put épouser la femme qu'il aimait.

Il commença aussi la grandeur de sa tribu ; il conquit Brousse en 1317 et en fit sa capitale. Son fils Orkhan constitua la redoutable armée régulière qui fut l'instrument de l'expansion musulmane, les janissaires (fantassins) et les

1. Rambaud, dans Lavisse et Rambaud, *Histoire générale*, III, 823.

spahis (cavaliers) ; il prit Nicomédie, Nicée. Ce fut son fils Souleïman qui, en 1356, s'empara de Gallipoli.

La conquête de la péninsule des Balkans fut rapide. L'empire grec était impuissant, et les Etats chrétiens désunis, jaloux les uns des autres, livrés à l'anarchie depuis la mort de Douchan le Grand. Mourad Ier, le fils d'Orkhan, mit sa capitale à Andrinople (1360) ; il occupa ensuite Philippopoli, Sofia, pénétrant ainsi déjà dans la vallée du Danube. Il força l'empereur de Constantinople à lui payer un tribut annuel.

Le centre stratégique de la péninsule des Balkans est représenté par le plateau de Mésie ou de Kossovo, d'où descendent en tous sens la Morava serbe et la Morava bulgare vers le nord, le Drin blanc vers l'Albanie et le Montenegro, le Vardar et la Strouma vers l'Archipel. Les peuples des Balkans s'unirent pour disputer cette position aux Turcs. La bataille du 15 juin 1389 fut funeste aux Chrétiens ; leurs principaux chefs furent pris, et un grand nombre périrent. Du moins l'honneur fut sauvé : un noble serbe, Miloch, se jetant au milieu des Turcs, pénétra jusqu'au sultan Mourad et le tua. Grâce à lui, les Serbes, à travers les siècles, ont chanté comme un glorieux fait d'armes la grande bataille du Champ des Merles de Kossovo.

Elle n'empêcha pas la conquête ottomane de se poursuivre. Bayézid ou Bajazet, le fils de Mourad, vainquit en 1396 à Nicopolis une armée des Croisés de l'Occident ; Jean sans Peur, le fils du duc de Bourgogne, fut parmi ses prisonniers : car la France était toujours le vaillant soldat du Christ. Le sultan victorieux soumit aussitôt la Bosnie, la Bulgarie, la Roumanie même, au sud la Grèce et la Morée. Il se prépara à attaquer Constantinople.

Elle fut sauvée, pour un demi-siècle encore, non par sa propre force, — elle semblait mûre pour la conquête, — mais par une intervention asiatique.

Aussitôt après la mort du Tchinguiz-khan, son empire s'était démembré ; l'élément chinois, dont il était en partie formé, l'avait emporté ; l'expansion du bouddhisme avait achevé de l'enlever aux influences turques, et les chefs qui en gouvernaient les diverses régions de plus en plus isolées se rendirent indépendants. Ainsi en 1369, l'émir de Transoxiane, Timour Kourikane, se proclama roi de ce pays à Balkh et échappa à la souveraineté des Gengiskhanides. Il

fut un ardent musulman, un *Tangri Kouli* ou serviteur de Dieu. Il fut un Turc, et non, comme le Tchinguiz-khan, le chef de toutes les tribus des Mongols bleus, et à cet égard, sa domination eut un caractère beaucoup plus national, tout en se renfermant, de ce fait, dans des limites territoriales plus étroites. Timour, surnommé Lenk, ou le Boiteux, à la suite d'une blessure (nous avons fait de là Tamerlan), établit sa capitale à Samarkand, où il revint fréquemment célébrer ses victoires: il fit quelques expéditions dans le bassin de l'Indus, mais ne chercha pas à s'y maintenir; il posséda vraiment le Turkestan, le Khorassan, l'Afghanistan, la Perse, la Mésopotamie, la Transcausasie, la Géorgie et l'Arménie. Il entra en conflit avec les Mongols de la Horde d'or, maîtres de la Russie, les battit, et contribua à leur décadence, bientôt achevée par les tsars de Moscou.

Il fut appelé en Asie mineure par les émirs Seldjoukides, jaloux des Osmanlis, et en partie dépouillés. Il projetait aussi de restaurer le khalifat de Bagdad, détruit par les Gengiskhanides en 1258; il prétendait réduire les Osmanlis à lui obéir, faire l'unité des Turcs musulmans. Il envahit l'Asie mineure; Bayézid accourut d'Europe, lui livra bataille à Angora, fut vaincu et pris : l'armée des janissaires fut détruite (1402). Mais Timour ne poursuivit pas son succès; il alla triompher à Samarkand et y mourut bientôt (1405).

Les Osmanlis restèrent quelques années tout étourdis de leur défaite, et leurs conquêtes en Europe leur échappèrent en grande partie. Mourad II refit leur puissance militaire, reprit ce qu'ils avaient perdu. Il y rencontra de rudes résistances : Georges Castriot, que les Turcs appelèrent Scander-beg, comparant sa bravoure à celle d'Alexandre de Macédoine, battit toutes les troupes qu'il envoya en Albanie, et demeura indépendant. Jean Hunyade, le « chevalier blanc des Valaques », un héros venu de Transylvanie à la défense de la cause chrétienne, battit Mourad II sur la Morava (1443) et reconquit la Serbie. Il envahit la Bulgarie, avec une armée de Croisés où étaient le roi de Hongrie, Vladislas, le légat du pape Césarini; mais Mourad remporta la grande victoire de Varna (1444) : le légat et le roi y périrent. Hunyade se rejeta sur la Serbie méridionale, et, dans la plaine de Kossovo, tenta encore une fois la fortune des armes; il fut vaincu, mais resta maître de la plus grande partie de la Serbie méridionale.

Mourad II eut pour successeur, en 1451, son fils Mahomet II. Ce fut Mahomet le Conquérant. Il commença par assiéger Constantinople. Après cinquante-trois jours de siège (avril-mai 1453), il y entra par la brèche. Le dernier empereur grec, Constantin Dragasès, périt glorieusement les armes à la main. Le sultan alla droit à Sainte-Sophie, y dit la prière, et en fit ainsi une mosquée. Plus tard, il construisit l'un des quatre minarets qui en marquèrent le caractère nouveau ; il fit couvrir d'un enduit de chaux les mosaïques dont Justinien avait orné ses murailles, et elle devint pour des siècles l'un des sanctuaires vénérés de l'Islam.

Ce succès décisif eut ses conséquences immédiates. La Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine se soumirent (1459-1467). Vlad l'Empaleur en Valachie, Etienne le Grand en Moldavie infligèrent quelques échecs aux Turcs ; mais ces deux pays furent, peu de temps après, réduits à l'obéissance. La Morée et Athènes furent conquises aussi. L'Empire de Mahomet II s'étendit dès lors de l'Euphrate au Danube. Il fut borné, pour quelque temps encore, par deux obstacles où le sultan brisa ses efforts : il ne put prendre Belgrade, dont l'héroïque défense fut le dernier exploit de Jean Hunyade ; il fut repoussé de Rhodes par les chevaliers de Saint-Jean, et mourut avant d'avoir pu venger sa défaite (1481).

Au temps même où les Slaves de Serbie et de Bulgarie succombaient dans la lutte contre le sultan, la Russie échappait à la domination mongole et pouvait reprendre vers l'Orient ses destinées interrompues. Vaincue par les hordes mongoles au XIIIe siècle, la Moscovie avait avivé sa foi orthodoxe au contact de l'étranger, serré sa nationalité sous le poids de l'oppression, exalté son dévouement à ses tsars par les besoins de la défense.

Après un siècle de résignation, Dmitri Ivanovith fit une première tentative contre les Tartares de la Horde d'or. Son audace fut récompensée. Il gagna la grande victoire de Koulikovo, le Champ des Bécasses, sur le Don, en 1380 : il en a gardé le surnom de Donskoï, et, quoique le camp mongol de Saraï ait duré encore plus d'un siècle, les Russes datent de Dmitri l'ère de la délivrance.

Au siècle suivant, Ivan III commença de « rassembler la terre russe » ; il soumit Tver, Pskov, Novgorod la Grande, et envoya leurs cloches à Moscou ; il poussa ses frontières

jusqu'au lac Ladoga et à la mer Blanche. Il refusa définitivement le tribut au khan de la Horde d'or. Celui-ci fut écrasé enfin sous les coups de ses voisins ligués contre lui. En 1502, Saraï fut détruite.

Le frère du dernier empereur byzantin, despote de Morée, avait été dépouillé par Mahomet II ; il s'était enfui à Rome avec sa fille, Sophie Paléologue. Le pape Sixte IV et le cardinal grec Bessarion songèrent à marier cette héritière au tsar de Moscou, dans la pensée de préparer la revanche du christianisme ; alors le schisme grec avait cessé, pour peu d'années. Le mariage fut célébré en 1472. La fiancée fut conduite en Russie à travers l'Allemagne, s'embarqua à Lübeck, aborda à Revel et gagna Moscou par Novgorod.

Ivan III adopta l'aigle à deux têtes des Paléologue, et se donna pour l'héritier et le vengeur désigné des empereurs de Constantinople.

IV. — L'empire Ottoman.

L'empire ottoman, héritier de l'empire byzantin, eut les avantages et les inconvénients de cet héritage. Puissant comme lui de part et d'autre des détroits, il commanda quelque temps les routes de l'Europe à l'Asie et exerça sur toute l'Europe centrale une réelle suprématie fondée sur la crainte de ses armes. Mais il eut les mêmes ennemis, Slaves surtout au nord, Persans à l'est, et, par le progrès naturel des connaissances humaines et la découverte de la route des Indes orientales, il se trouva menacé, de loin d'abord, puis de plus près, par les empires européens fondés en Asie. Lorsque Christophe Colomb voulait atteindre l'Inde par l'ouest, il pensait prendre l'Islam à revers et l'écraser dans son berceau. Rêve chimérique, disaient ses comtemporains, et depuis, la plupart de leurs descendants ne pensent pas différemment. Ne semble-t-il pas pourtant que de nos jours, Russes et Anglais, arrivés ensemble au Pamir, maîtres les uns du Caucase, les autres du Nil, enserraient les Musulmans par l'est, comme d'autres puissances chrétiennes par l'Ouest sur la Méditerranée ? Il est vrai que Russes et Anglais autour du Pamir furent longtemps plus préoccupés de se surveiller et de se contenir réciproquement que de conduire ensemble la croisade contre le Croissant.

D'ailleurs ce sont des dangers qui ne se sont pas formés

aussitôt contre les Turcs. Le XVIe siècle du moins fut pour eux le grand siècle. De la mer Adriatique au Gange et au golfe du Bengale, des steppes de la Russie méridionale ou du Turkestan jusqu'aux sables de l'Arabie et du Sahara, ils refirent, par leurs diverses tribus, un empire plus vaste que l'empire arabe, que l'empire d'Alexandre. Jamais l'Islam ne fut si redoutable ; la chrétienté trembla, maintes fois se croisa, sans beaucoup d'enthousiasme néanmoins.

Les Ottomans furent puissants surtout sous Sélim et Soliman. A la mort de Mahomet II, en 1481, son fils Bayézid II s'empara du pouvoir, et en écarta son frère Djem. Il ne le fit pas tuer : la coutume du fratricide d'Etat s'établit seulement sous son successeur; mais il le vainquit et le força à quitter l'Empire. On connaît les mésaventures de ce Djem ; il erra à travers l'Europe en quête de protections et d'alliances ; il tomba ensuite entre les mains du pape Alexandre VI Borgia. Quand Charles VIII envahit l'Italie, il se fit remettre le prince turc comme otage : il pensait se servir de lui quand il attaquerait Constantinople ; héritier de la maison d'Anjou à Naples, il avait hérité aussi ses ambitieux desseins sur l'empire d'Orient ; ils furent encore plus vains chez lui que chez les précédents maîtres du royaume. Djem, qui avait, pour son malheur, trop longtemps vécu dans la maison des Borgia, mourut, au bout de peu de jours, dans le camp français, « de choses, dit un contemporain, qui ne convenaient pas à son estomac ».

Bayézid II n'eut pas un règne glorieux. Il reçut du dernier souverain musulman de Grenade, Boabdil, un appel pressant contre les Espagnols; le sultan en fut très ému, mais ne fit rien pour y répondre. L'Islam fut rejeté en Afrique, où les Espagnols le suivirent, et plus tard d'autres nations chrétiennes : premier recul du Croissant, au moment même de ses plus éclatants triomphes.

Bayézid fut renversé du trône en 1512 par son fils rebelle Sélim. Mauvais fils, il fut un frère féroce : il édicta et appliqua cette loi qu'un sultan, à son avènement, pour éviter toute compétition, peut et doit faire périr ses frères. Jamais la raison d'État n'a produit de plus effroyable maxime.

Il régna sans rivaux en effet, mais huit années seulement. Il les employa très bien. Il ne fit pas la guerre aux chrétiens de l'Europe, et c'est pourquoi son nom est

moins illustre que celui de son fils; mais il remporta de grands succès en Asie et y constitua aux Osmanlis l'empire qu'ils ont à peu près conservé jusqu'à nos jours.

La Perse, après Timour, avait été quelque temps troublée par des querelles entre ses descendants et divers usurpateurs. Elle était échue, à la fin du xve siècle, à une dynastie nouvelle, qui devait être glorieuse et longue, celle des Seffis ou Sophis. Le sophi Shah-Ismaïl avait encouragé contre les Ottomans quelques rivalités parmi les chefs turcs de l'Asie Mineure ; ce fut l'occasion d'un conflit semblable à celui qui jadis avait mis aux prises les Byzantins et les Sassanides; mais les causes en étaient différentes : ce fut une guerre religieuse entre deux sectes musulmanes également sûres de leur foi à laquelle elles sont restées toujours également fidèles, les Sunnites et les Chiites. Les Ottomans sont des Sunnites; ils admettent comme aussi digne de foi que le Coran lui-même la sunna ou les commentaires qui ont été ajoutés par les trois premiers khalifes aux enseignements de Mahomet. Pour les Chiites, les trois premiers khalifes sont des usurpateurs; Ali seulement fut le légitime héritier du Prophète, parce qu'il avait épousé sa fille Fatima et représentait ainsi le principe de l'hérédité, du droit divin ; ils s'en tiennent par suite exclusivement au Coran et considèrent les Sunnites comme des hérétiques. Ce sont en quelque sorte les protestants de l'Islam.

Sélim fut le plus fort. Il battit les Persans à Tchaldiran, le 24 août 1514, prit Tauris qui était alors leur capitale, conquit toute la région de l'Azerbaïdjan. Dans les années qui suivirent, il reçut la soumission des chefs de la Géorgie et du Kurdistan, fut maître de la Mésopotamie septentrionale et de tout le pays qui s'étend jusqu'aux déserts de la Syrie.

Il avait espéré contre les Persans l'alliance des Musulmans de l'Égypte, Sunnites comme les Osmanlis. La dynastie des Eyoubites, établie au Caire par Saladin, s'était éteinte en 1250, et, depuis, le pouvoir y appartenait aux Mamelucks, aristocratie militaire composée des chefs de guerre. Redoutant le voisinage des Osmanlis, ils avaient fait alliance avec les Persans : ce fut le prétexte dont se servit Sélim pour les attaquer. Il entra dans Alep (1516) et prit le titre sacré de « Serviteur des deux saintes villes de La Mecque et Médine ». Il eut bientôt d'autres succès, s'em-

para de Damas, fut vainqueur à Gaza, parut devant le Caire en 1517, et fut maître de toute l'Égypte. Il y conserva la milice des Mameluks ; mais il mit à sa tête un pacha turc, résidant à la citadelle avec une forte garde de soldats réguliers. L'Yémen reconnut aussi la domination du sultan de Constantinople ; Sélim y découvrit un misérable cheikh, légitime descendant des Abbassides, qui lui céda sans trop de peine ses droits au khalifat ; désormais, les sultans ottomans prirent ce titre ; ils furent les légitimes héritiers des illustres souverains arabes du moyen âge ; ils furent reconnus comme les chefs religieux de tous les Musulmans ; ils eurent en dépôt l'étendard vert du prophète ; La Mecque dépendit de Constantinople.

Le fils de Sélim, Soliman, eut une longue carrière (1520-1566), et, s'il ne fit pas de plus brillantes conquêtes que son prédécesseur, il resta cependant plus célèbre, parce qu'il fut continuellement en relations avec les États de l'Europe, parce qu'il assura à son empire une sorte de droit de cité parmi eux, parce qu'enfin son règne marqua incontestablement l'apogée de la puissance ottomane.

Dès son avènement, il reprit la lutte contre les chrétiens. En 1521, il enleva Belgrade et porta la frontière de ses États jusqu'à la Drave : il s'ouvrait ainsi la voie du Danube moyen et de l'Europe centrale. En 1522, il assiégea Rhodes ; le grand-maître des chevaliers de Saint-Jean, Villiers de l'Isle-Adam, y fit une longue et énergique résistance. Le sultan l'emporta pourtant et s'ouvrit ainsi la voie de la Méditerranée, où ses flottes furent bientôt toutes-puissantes. L'horizon de l'empire ottoman s'élargissait vers l'ouest.

Il ne tarda pas à faire en ce sens un nouveau progrès. Les deux frères Barberousse, Baba-Aroudj et Khaïr-ed-din, pirates de leur métier, où ils étaient habiles et heureux, prirent Alger en 1516, et y établirent leur repaire. Ils l'organisèrent avec beaucoup de méthode, conquirent une partie du pays intérieur pour être plus solides sur la côte, et se trouvèrent en quelques années maîtres d'un véritable royaume algérien, de Bougie à Tlemcen. Ils y furent menacés par les Espagnols qui, depuis la conquête de Grenade, sous l'ardente inspiration du cardinal Ximenès, avaient poursuivi la croisade jusque sur le continent africain dont ils tenaient quelques positions importantes, comme Oran. Après la mort de son frère, Khaïr-ed-din ne crut pas pouvoir résister seul

à ces menaces ; il entra en relations avec le sultan de Constantinople, lui offrit l'hommage de son royaume, reçut quelques renforts de janissaires, fut nommé *beglierbeg* pour l'Algérie et même *capitan-pacha,* c'est-à-dire amiral-général des flottes ottomanes.

C'est à ce titre qu'il fut à deux reprises l'adversaire direct de Charles-Quint. En 1535, il ne put empêcher la prise de Tunis par l'empereur, qui coupait ainsi ses communications avec la Méditerranée orientale. En 1541, il fut plus heureux ; il infligea devant Alger un désastre retentissant aux troupes impériales. Alors toute la Méditerranée fut comme un lac ottoman.

Soliman allait-il être le vengeur de l'Islam battu en Espagne par les Rois Catholiques ? Du moins il se trouvait, de Belgrade à Alger, l'ennemi naturel des Habsbourg, et, n'eût-il pas eu l'alliance française, que néanmoins il eût sans doute poursuivi dans cette direction les destinées de son empire.

François Ier à son avènement ne prévoyait pas qu'il consommerait l'alliance sacrilège de la Croix et du Croissant. Lorsqu'en 1519 il disputait à Charles-Quint la couronne impériale, il affichait l'intention, s'il était élu, de conduire toute l'Europe à une gigantesque croisade contre les Musulmans. Le malheur changea ses sentiments. On prétend qu'après Pavie, sa mère Louise de Savoie adressa au sultan un pressant appel ; quoi qu'il en soit, c'est l'année suivante que Soliman commença la grande lutte en Hongrie. Depuis la prise de Belgrade, ce pays se sentait sous la menace du cimeterre ; il s'abattit sur lui en 1526. Les Ottomans franchirent le Danube. Le roi Louis II de Hongrie et Bohême tenta de les arrêter et leur livra bataille à Mohacs, le 28 août. Ce fut un terrible désastre pour les chrétiens : le roi Louis, l'archevêque Tomori y succombèrent, et les poètes magyars pleurèrent longtemps sur « la mort de la nation ». Soliman entra bientôt après dans Bude, la capitale de la Hongrie. En 1529, il mit même le siège devant Vienne ; mais Charles-Quint, qui négociait alors avec François Ier la paix de Cambrai, put envoyer des secours à son frère, l'archiduc Ferdinand, et les Musulmans furent repoussés.

Le roi de France, soucieux de son titre de roi Très Chrétien, répugnait en effet à l'alliance turque. Mais l'ambition de Charles-Quint était si redoutable qu'il lui fallut se décider ; après plusieurs démarches préliminaires, un de ses

envoyés, Jean de la Forêt, alla trouver Soliman en Mésopotamie, et signa avec lui le traité de Belgrade (1535).

Les deux alliés coordonnèrent très habilement leurs opérations. Khaïr-ed-din Barberousse et le comte d'Enghien unirent les flottes ottomane et française dans les eaux gênoises et bombardèrent ensemble Nice, qui fut affreusement ruinée. Toulon fut alors le port d'attache de nos amis les Turcs ; on avait eu soin pourtant, avant leur arrivée, d'en faire sortir les femmes et les enfants.

Dans le même temps, Soliman reprenait ses campagnes en Hongrie. Après Louis II, son beau-frère, Ferdinand d'Autriche, le frère de Charles-Quint, fut élu roi de Bohême et de Hongrie. Dans ce dernier pays, un compétiteur se leva contre lui, Jean Zapoly, prince de Transylvanie, qui, pour mieux réussir, sollicita l'appui des Turcs. Soliman le lui accorda et l'établit à Bude. Après sa mort en 1540, Soliman ne laissa à son jeune fils Sigismond Zapoly que la principauté de Transylvanie ; Ferdinand d'Autriche ne posséda que la Hongrie occidentale, le long des dernières pentes des Alpes. Le sultan garda pour lui la vallée même du Danube, ou la Hongrie proprement dite ; il y mit un beglierbeg, et Bude fut, pour un siècle et demi, le boulevard avancé de l'Islam vers l'Europe centrale.

L'alliance franco-turque avait donc été fructueuse ; elle avait contenu la puissance de la maison d'Autriche. Elle eut pour la France des avantages durables ; ils résultent des capitulations de 1535. Les Français eurent le droit de faire le commerce dans tous les ports de l'empire ottoman ; les vaisseaux des autres États n'y purent paraître que sous le pavillon français. La France obtint aussi pour ses nationaux la liberté religieuse la plus complète et la garde des Lieux Saints ; ce qui comportait une sorte de protectorat sur les chrétiens de l'empire ottoman. Ces souvenirs ne sont pas effacés : soutenue par les Turcs au XVIe siècle, la France leur a rendu plus tard le même service, et l'alliance turque commença d'être une des traditions essentielles de sa diplomatie.

L'empire ottoman a atteint alors ses plus extrêmes limites. Sauf les possessions vénitiennes de Chypre, Candie, Corfou et de la côte dalmate de Zara, héritage des Croisés que la Sérénissime Seigneurie a su habilement s'attribuer, Soliman règne de Bassora sur le golfe Persique à Bude sur le Danube. Trébizonde a succombé. Les Tartares de Crimée,

menacés par les Russes depuis la destruction du camp de la Horde d'or, se rattachent aux Turcs et sont les vassaux du sultan. Toute la mer Noire est donc, comme la Méditerranée orientale, un lac ottoman.

Cette puissance pourtant fait peut-être illusion. Soliman, en 1565, échoue assez misérablement devant Malte ; l'empire ottoman ne franchira pas cette borne. Héritier de l'empire byzantin, il en prend complaisamment les vices ; il en garde la sacro-sainte hiérarchie, la rigoureuse étiquette, la complication administrative, qu'il exploite au mieux pour pressurer ses sujets et fournir aux frais exorbitants du palais et du harem. Car il conserve aussi, en les aggravant des mollesses orientales, les mœurs relâchées de la cour de Byzance. Sous Soliman même, le harem est puissant dans le gouvernement; les grands vizirs succombent vite dans les intrigues qui s'y entrecroisent ; et Roxelane la Rieuse, une Russe envoyée à Constantinople par les Tartares qui l'ont enlevée, bouleverse l'État et en compromet l'intérêt pour satisfaire ses caprices et assurer le trône à ses fils.

Les Turcs vainqueurs ne peuvent se fondre avec les peuples vaincus : les différences de races et de religions sont trop profondes. Ils ne le cherchent pas. Ils lèvent sur leurs provinces tous les impôts qu'elles peuvent fournir, et surtout cette effroyable dîme des jeunes gens enlevés pour le recrutement des janissaires. Sauf cela, ils laissent aux populations sujettes, non par bienveillance mais par dédain, leurs habitudes et une sorte d'autonomie; il y a toujours à Constantinople un patriarche orthodoxe et le sultan confirme son élection. La Moldavie, la Valachie, la Transylvanie sont des États vassaux qui paient seulement un tribut et dont les princes reçoivent leur investiture du sultan. Les montagnards du Montenegro et de l'Albanie sont indépendants de fait et le resteront. Les Grecs quittent en grand nombre leur pays et font le grand commerce de la Méditerranée ; ils s'y enrichiront et y trouveront des ressources pour les futures luttes de l'indépendance. Les populations des plaines sont les plus malheureuses ; elles supportent tout le lourd poids du joug ottoman, et leurs souffrances entretiennent de siècle en siècle la haine du Turc. Sélim le Féroce en avait compris le danger ; sentant l'union impossible entre vainqueurs et vaincus, il avait songé à assurer l'avenir en massacrant tous les chrétiens de son empire ; il n'osa appli-

quer cette effroyable politique, qu'on crut voir renaître à la fin du XIXe siècle; et l'empire ottoman resta formé de deux couches de populations superposées et réfractaires. Ce fut le vice essentiel de sa constitution.

Dans le temps même de Soliman, à l'autre extrémité de cette Asie antérieure où évoluent en apparence si capricieusement les diverses phases de la question d'Orient, se fondait dans l'Inde un autre empire musulman.

Djahir-ed-din Mohammed, surnommé Bâber ou le Tigre, arrière-petit-fils de Timour, Turc par conséquent en dépit de la qualification de Mongol qui lui est restée, était sultan de Khokand. En 1497, il prit Samarkand, et, suivant les traces de son aïeul, il envahit l'Inde par la voie historique du Pendjab. Il remporta en 1526, l'année de la bataille de Mohacs, la victoire de Panipat, en avant de Delhi; il entra dans Agra, dispersa l'année suivante une grande coalition des souverains hindous, et fonda, sur l'Indus et le Gange, l'Empire des Grands Mongols. Son petit-fils Akbar (1566-1605) en porta la frontière jusqu'aux premières pentes du Dekkan et le consolida pour plus d'un siècle.

Dans le même temps encore, les Portugais apparaissaient sur les côtes de l'Hindoustan: Vasco de Gama y accomplit son premier voyage en 1497. D'Alméïda fut le premier vice-roi des Indes portugaises. D'Albuquerque voulut s'assurer aussi les routes qui conduisent dans ce pays; il en voulut tenir l'entrée par la mer Rouge et le golfe Persique; il prit Ormuzd, Socotora; il occupa Malacca et son détroit vers les mers de Chine. Il établit sa capitale à Goa et y mourut en 1515. L'Océan Indien était comme un lac portugais.

Les Européens entraient ainsi en contact avec les puissances musulmanes de l'Asie. Il n'était pas réservé aux Portugais d'y remporter des succès décisifs; mais ils ouvraient la voie à d'autres nations qui y furent plus heureuses. Déjà, de la Méditerranée à l'Inde, les acteurs de l'histoire moderne de l'Orient sont en présence et les conflits s'annoncent.

Les Turcs ne se maintinrent pas longtemps à l'apogée où les avaient portés les sultans conquérants Mahomet II, Sélim et Soliman. Des sultans fainéants vinrent ensuite, qui compromirent la fortune de leur nation, qui, fils d'esclaves du harem, servis par des esclaves, enfermés au fond

du sérail loin de la vue de leurs sujets, loin ainsi de tout renseignement sur l'empire, livrés à des débauches sans nom, laissèrent aux femmes et aux eunuques une influence prépondérante sur les affaires et sur le sort des grands vizirs les plus habiles. La décadence en devait résulter; elle se manifesta de bonne heure par des signes évidents. Il en faut noter quelques-uns.

Sélim II (1566-1574) mérita le surnom d'Ivrogne. Son armée enleva Chypre aux Vénitiens; toute la garnison en fut massacrée ou réduite en esclavage. Venise et le pape Pie V suscitèrent une grande croisade : l'Espagne, le grand-duc de Toscane, la république de Gênes formèrent avec eux la Sainte-Ligue, et le commandement des vaisseaux alliés fut donné à don Juan d'Autriche, le fils naturel de Charles-Quint. Don Juan remporta à Lépante sur la flotte turque une grande victoire, le 7 octobre 1571; mais elle lui avait été chaudement disputée; les vaisseaux chrétiens avaient été trop maltraités pour qu'il fût possible de les conduire devant Constantinople, et les résultats de cette croisade furent nuls. Venise même traita avec le sultan et renonça à l'île de Chypre.

Sous Mahomet III (1595-1603) et Ahmed Ier (1604-1617), la guerre recommença contre l'Autriche entre Bude et Vienne; un traité fut signé en 1606 à Sitvatorok; les sultans renoncèrent au tribut que les Habsbourg leur payaient depuis Ferdinand Ier, et même la Transylvanie fut déclarée vassale à la fois du sultan et de l'empereur.

Sous Mustapha Ier et Osman II (1617-1623), l'anarchie troubla Contantinople, comme aux plus mauvais jours du byzantinisme; Osman II périt assassiné dans une émeute. Pendant ce temps, les Persans eurent le plus grand règne de la dynastie des Sofis, celui de Shah-Abbas-le-Grand (1586-1628). Il porta son empire à l'est jusqu'à Balkh et Kandahar; il reprit Ormuzd aux Portugais, fonda sur le golfe Persique Bender-Abbas, établit sa capitale à Ispahan. Il reprit aux Turcs l'Azerbaïdjan et Tauris, la Géorgie, Bagdad, Diarbékir et Mossoul, et poussa ainsi ses frontières jusqu'au Tigre.

Le sultan Mourad IV (1623-1640) fut d'une férocité inouïe même en pays musulman, tuant à coups de flèches les gens qui étaient sur son passage dans ses promenades, faisant jeter à l'eau les jeunes paysannes qui chantaient et dansaient dans la campagne quand son humeur était triste.

Mais ce fut un batailleur qui releva l'empire chancelant déjà. Il reprit Bagdad, la ville des khalifes (1638), y fit massacrer 30.000 Persans et une grande partie des habitants. Après lui, l'île de Crète fut enlevée aux Vénitiens de 1645 à 1669 et tomba pour deux siècles sous la très lourde domination des Ottomans.

Pourtant leur puissance est plus faible et leurs ennemis reprennent courage. Les intrigues du harem sont scandaleuses sous Ibrahim Ier, aussi cruel qu'efféminé, étranglé en 1648 dans une révolution de palais. Les Janissaires eux-mêmes sont moins solides ; ils ne se recrutent plus de l'enlèvement des plus robustes parmi les enfants chrétiens : les sultans ont renoncé à cette affreuse dîme du *Devchürmé* et les rangs des Janissaires se complètent par des protégés du sérail ou du harem, qui recherchent les faveurs assurées à ce corps d'élite, mais qui n'en sont pas pour cela de meilleurs soldats.

Par contre, les Albanais, les Grecs, les Slaves, notamment parmi ceux-ci les Pomaks du Rhodope, se convertissent en grand nombre à l'Islam, pour échapper à la persécution réservée aux *raïas,* et obtenir des fonctions, une part de pouvoir ; l'administration, même le gouvernement central, vont se trouver souvent entre les mains de ces renégats. L'Islam, ou du moins la nation des Osmanlis, est pénétrée d'éléments étrangers qui travailleront, par la force des choses, à sa dissolution.

La fin du Devchürmé laisse aux chrétiens leurs jeunes gens les plus forts, qui vont parmi les klephtes, les palikares, les montagnards rebelles de l'Albanie et de la Grèce. Le Montenegro ainsi continue sa vaillante résistance, toujours indomptée ; une ordonnance du prince y a décrété que tout guerrier qui abandonne son poste recevra des habits de femme et une quenouille ; mais le poste est bien gardé et la quenouille reste aux femmes. Jean le Terrible en Moldavie inflige de grosses pertes aux Turcs : il est vaincu en 1574, supplicié et toute la province dévastée. Michel le Brave en Valachie bat, en 1595, le grand vizir Sinan-pacha devant Bucharest et lui fait repasser le Danube ; il conquiert la Transylvanie, la Moldavie, restaure ainsi l'ancienne Dacie, fait un moment l'unité de la nationalité roumaine. Il meurt en 1601. Les Roumains ne se soulèveront plus qu'au XIXe siècle ; ces souvenirs ne seront pas perdus.

La Russie plus éloignée sera plus tôt qu'eux prête à reprendre la grande croisade contre l'Infidèle. Non seulement elle est délivrée de la Horde d'or ; mais elle prend déjà l'offensive contre ses anciens conquérants. Ivan le Terrible s'empare de Kasan (1552), d'Astrakhan ; il soumet les Cosaques du Don : il touche ainsi la Caspienne et s'approche de la Crimée. L'avènement des Romanof en 1613 est une défaite pour l'influence polonaise en Russie ; mais les Romanof, conscients peut-être de leurs intérêts vers l'Occident, ou instruments d'abord aveugles des destinées de leurs peuples, adoptent de bonne heure la civilisation européenne ; il leur faut se rendre dignes de conduire contre l'Islam venu d'Asie la revanche de l'Europe. Ils s'y préparent : sous Ivan le Terrible, le Cosaque Yermak, franchissant l'Oural, s'est emparé de Sibir (1582) ; il a entamé la Sibérie ; les premiers Romanof gagnent du terrain en ce sens ; ils prennent Tioumen, Tobolsk, Tomsk et la vallée moyenne de l'Obi. Le Far-East asiatique s'ouvre à l'esprit aventureux des Cosaques et à l'ardente expansion de la foi orthodoxe.

Ils ont encore une longue carrière à fournir, de pénibles luttes à soutenir pour gagner des terres plus fertiles et jouer un rôle dans l'Asie antérieure. Mais vers le sud aussi, l'Islam est pris à revers par d'autres nations européennes. Les Grands Mongols conquérants sont morts ; leurs successeurs à Delhi sont des princes fainéants, comme les premiers héritiers de Soliman le Magnifique. Djahan-Gir (1605-1627), Shah-Djahan (1627-1658) sont affaiblis par la mollesse du climat de l'Inde, par les débauches où les entraîne leur toute-puissance. Tout au plus songent-ils à embellir leurs capitales, Agra et Delhi, de merveilleux monuments, palais, mosquées, où ils accumulent les plus invraisemblables trésors. Le fils de Shah-Djahan, Aureng-Zeb, va porter l'empire mongol de l'Hindoustan à son apogée ; mais la décadence suivra aussitôt.

Les Européens sont prêts à recueillir la succession. En 1602, la compagnie hollandaise des Indes Orientales enlève Ceylan aux Portugais. La compagnie anglaise, fondée en 1599, établit son premier comptoir à Surate, fonde Madras en 1639, obtient en 1644 de Shah-Djahan la permission de faire du commerce dans l'intérieur du Bengale : le Grand Mongol ne sait pas quels ennemis il prépare à ses héritiers. La compagnie française de 1604 est remplacée en 1642 par

la compagnie de l'Orient et de Madagascar ; elle crée des comptoirs prospères à Madagascar et dans l'île Bourbon ; elle apprend le chemin de l'Inde.

Au milieu du XVIIe siècle, les empires musulmans sont donc partout bornés. L'Autriche menace la Hongrie turque. La Russie pousse au sud les Cosaques du Don et fait le tour de la Caspienne. Anglais et Français sont dans l'Inde et seront bientôt en contact avec les empereurs mongols. C'est tout autour de ces frontières, du Danube au Gange, que dès lors l'Islam va soutenir l'assaut des Chrétiens.

BIBLIOGRAPHIE

[*Ces indications bibliographiques n'ont point la prétention d'épuiser la documentation d'un pareil sujet; il ne s'agit ici que des principaux ouvrages qui s'y rapportent.*]

F. Martens, *Recueil Général des Traités.*

Baron de Testa, *Les traités de la Porte Ottomane.*

Hammer, *Histoire de l'empire ottoman,* trad. Hellert.

Léon Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie : Turcs et Mongols, des Origines à 1405,* Paris, 1896.

A. Rambaud, *Histoire de la Russie. — L'Empire Grec au Xe siècle, Constantin Porphyrogenète.*

Louis Léger, *Les Études Slaves.*

A. Leroy-Beaulieu, *L'Empire des Tsars.*

De la Jonquière, *Histoire de la Turquie.*

Th. Lavallée, *Histoire de l'empire ottoman.*

E. Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère,* t. I.

A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française,* t. I, les Mœurs et les Traditions.

H. Vast, *Le siège et la prise de Constantinople par les Turcs* (Revue Historique, Mai 1880).

CHAPITRE II.

LA QUESTION D'ORIENT AU XVIIIe SIÈCLE.

Politique nouvelle de l'Autriche vers le Danube inférieur. — Politique nouvelle de la Russie vers la mer Noire et le Danube inférieur. — Nouveaux intérêts de l'Angleterre vers l'Inde.

I. — PROGRÈS DE L'AUTRICHE.

Le sultan Mohammed IV et ses grands vizirs les Kœprilü. — La bataille de Saint-Gothard (1er août 1664). — Les Turcs devant Vienne; intervention de Jean Sobieski : sa victoire au Kahlenberg (1683). — Victoires autrichiennes sur les Turcs. — Le prince Eugène. — Les Vénitiens en Morée. — Les Russes à Azov. — Le traité de Carlowitz (1699).

Pacification de la Hongrie. — Les confins militaires. — La campagne de Pierre le Grand sur le Pruth (1711). — Le traité de Falksen : restitution d'Azov. — Le traité de Passarowitz (1718).

La diplomatie française et le dogme de l'intégrité de l'empire ottoman. — L'ambassade du marquis de Villeneuve. — Les Turcs devant Belgrade. — Le traité de Belgrade (1er septembre 1739). — Les capitulations de 1740. — Prestige de la France à Constantinople.

II. — PROGRÈS DES RUSSES.

Le grand dessein de Catherine II. — La guerre turco-russe (1768-1774). — Les Russes en Grèce. — Destruction de la flotte turque à Tchesmé (3 juillet 1770). — L'entente austro-prussienne. — Le premier partage de la Pologne (1772). — Le traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774).

Le projet grec (1772-1781). — M. de Ségur à Pétersbourg. — Potemkin : colonisation de la Russie méridionale. — Occupation de la Crimée; le voyage de Kherson. — Nouvelle guerre turco-russe (1787-1792). — Le plan prussien du baron de Herzberg. — Les traités de Sistova et de Yassy (1791-1792.)

III. — EN ASIE. — PROGRÈS DES ANGLAIS.

Progrès des Anglais. — Les Russes en Sibérie.

La Perse. — Fin de la dynastie des Sophis (1722). — Le règne de Nadir-shah (1736-1747). — Avènement de la dynastie turcomane des Kadjars (1761)

Les Grands Mongols de Delhi. — Aureng-Zeb. — Démembrement de l'empire mongol de l'Inde. — Les Français dans l'Inde : Martin, Dumas, Dupleix. — Les Anglais dans l'Inde. — Le traité Godeheu (1754). — Robert Clive. — La bataille de Plassey (1757) et la conquête du Bengale. — Warren Hastings.

La décadence des puissances musulmanes et les ambitions européennes à la fin du XVIIIe siècle.

Trois grands faits politiques ont marqué l'histoire générale du XVIIe et du XVIIIe siècle. Tous les trois ont intéressé la question d'Orient, et, du Danube au Gange, modifié la condition de l'Islam, menacé son avenir.

La Russie du XIXe siècle semble hésiter entre sa « vocation occidentale et sa vocation orientale », entre l'Europe et l'Asie. Il en fut presque ainsi de l'Autriche auparavant ; elle hésita entre l'Allemagne et les Balkans, entre le Rhin et le Danube. D'origine allemande, titulaires depuis le XVe siècle de la couronne du Saint-Empire Romain Germanique, héritiers par là du dogme ancien de la souveraineté universelle, du *dominium mundi,* les Habsbourg portèrent plus d'attention aux affaires allemandes qu'à leurs intérêts mêmes sur le Danube moyen. La politique de Charles-Quint les éblouit longtemps, et ils furent longtemps, à cause de cela, inconscients de la nouvelle destinée de leur État. Les traités de Westphalie commencèrent à les éloigner du Rhin ; la souveraineté reconnue à chacun des nombreux petits princes de l'Allemagne, l'impuissance de l'Empereur dans l'Empire, l'influence française solidement établie sur les pays rhénans, portèrent l'action de l'Autriche dans une autre direction. Ce fut d'abord malgré elle ; et Léopold Ier resta, pendant tout son règne, attaché à la politique impériale de ses ancêtres, ne manqua pas d'entrer dans toutes les coalitions formées contre Louis XIV, pensa établir son second fils, l'archiduc Charles, sur le trône d'Espagne et restaurer ainsi l'empire de Charles-Quint. Les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade arrachèrent enfin cette espérance aux Habsbourg. L'Espagne fut aux Bourbons. La politique prussienne inaugurée par Frédéric II, la prétention désormais affirmée par les Hohenzollern de disputer aux Habsbourg catholiques la domination de l'Allemagne protestante achevèrent de déterminer l'orientation nouvelle de l'Autriche : elle évolua décidément vers le Danube moyen, vers la Hongrie ; elle redevint la Marche Orientale, l'Œsterreich qu'elle avait été aux origines ; elle reprit la lutte contre les invasions venues de l'Asie. En se retournant, elle se trouva face à face avec les Ottomans.

La Russie, délivrée des Tartares de la Horde d'or, délivrée de l'influence polonaise par l'avènement des Romanof, limitée au nord par la puissance suédoise, se rapprocha dans le même temps de la mer Noire et du Danube, dont les Mongols l'avaient violemment écartée depuis le XIIIe siècle.

Pierre le Grand lui donna figure européenne et l'introduisit brutalement, malgré elle, par la plus vigoureuse action qu'un homme ait jamais exercée sur son peuple, dans le « concert » des États européens, selon la formule consacrée. Dès lors, la Russie revendiqua son héritage, malgré la prescription acquise, retrouva par-dessus les siècles les droits de Sophie Paléologue, femme d'Ivan III, réclama audacieusement Constantinople. Mais ce n'était pas seulement pour elle une vaine question de succession; c'était une suite de la croisade chrétienne contre les Musulmans, usurpateurs de la Terre d'Europe et des Lieux Saints ; c'était le grand œuvre de la libération des Chrétiens persécutés par les Infidèles, des Slaves écrasés sous l'oppression des Asiatiques. A qui donc ce rôle pouvait-il appartenir mieux qu'au chef de la religion orthodoxe, qu'à l'empereur de la grande nation slave? N'y était-il pas providentiellement voué? Il eût forfait à s'y dérober. C'était même pour la Russie une nécessité économique, qu'elle a mieux comprise au XIXe siècle, que de s'assurer des débouchés sur la mer Noire et la Méditerranée, et elle la sentait déjà instinctivement. Pour elle aussi, bien plus même que pour l'Autriche, les Ottomans étaient les ennemis naturels. Les Habsbourg allemands abdiquaient en quelque sorte leur nationalité en se faisant les défenseurs des Magyars et des Slaves contre les Turcs, et les Romanof slaves pouvaient, à plus juste titre, se proclamer les champions des Slaves contre l'ennemi commun de leur foi et de leur race. Et ainsi s'annonça dès lors la rivalité de l'empereur de toutes les Russies et de l'empereur d'Allemagne à la poursuite du même dessein, l'un et l'autre se pouvant dire historiquement les héritiers des empereurs romains, destinés l'un et l'autre par leur titre à la conquête de l'ancienne capitale de Constantin. Le dernier mot de cette rivalité n'est pas dit. Elle a maintes fois déjà sauvé les Ottomans de la défaite suprême.

Enfin l'Angleterre acheva, au XVIIe et au XVIIIe siècle, de conquérir ses libertés parlementaires. Maîtresse de ses destinées nationales, consciente de ses intérêts, et capable de les développer sans obstacle constitutionnel, elle aspira aussitôt à l'empire des mers, et dès le début fit en ce sens les efforts les plus heureux parce qu'ils furent merveilleusement ménagés, avec une sûreté et une audace qui sont une des grandes leçons de l'histoire.

Comme si le moment était venu de grouper autour de la

question d'Orient tous les agents qui y devaient tenir un rôle, à côté de la France prépondérante dans le Levant depuis les croisades, à côté de l'Autriche et de la Russie descendant au Danube inférieur, l'Angleterre, dès le premier jour, voulut surtout l'empire de l'Inde; quand elle l'eut conquis, elle en voulut surveiller les routes, et elle se trouva au rang des nations les plus intéressées aux destinées de l'Islam.

I. — Progrès de l'Autriche.

L'Autriche d'abord occupa le premier plan de cette histoire. Elle y fut appelée par la dernière manifestation offensive des Ottomans dans l'Europe centrale.

Le sultan Mohammed IV eut un long règne (1648-1687). Il ne fut pas comparable aux illustres conquérants qui avaient fondé l'empire des Turcs. Il eut du moins le mérite de choisir d'habiles vizirs et de les laisser gouverner à l'abri des intrigues du harem. Ce fut le temps de la dynastie ministérielle des Kœprilü ; le premier, une sorte de Richelieu, fit cesser l'anarchie dans le gouvernement et l'administration par d'impitoyables exécutions, et permit ainsi à ses successeurs d'exercer à peu près tranquillement l'autorité légitime qu'ils tenaient du sultan. Ceux-ci furent malheureux dans leurs entreprises guerrières ; mais, vaincus, ils conduisirent la défensive avec beaucoup de courage et continrent, autant qu'il était possible, la réaction victorieuse des peuples chrétiens. Ils sauvèrent l'honneur des armes ottomanes.

Ahmed Kœprilü II prétendit revenir sur les concessions déjà faites à l'empereur au commencement du siècle : il lui refusa le droit d'intervenir dans l'élection des princes de Transylvanie, et, pour affirmer la position hostile qu'il reprenait, il envahit la Hongrie septentrionale, marcha sur Vienne, enleva la forteresse de Neuhœsel, à l'entrée de la Moravie, pilla cruellement cette province et la Silésie. Le danger était grand ; toute l'Europe chrétienne s'émut ; le pape fit appel à tous les gouvernements de l'Occident. Louis XIV s'empressa d'offrir de nombreuses troupes à l'empereur : il ne lui déplaisait pas d'exercer sur l'empire et sur l'Autriche une sorte de protection, de montrer sa puissance. Léopold Ier le comprit ainsi et n'accepta qu'un secours de 6.000 Français ; il ne voulait pas être écrasé

par la générosité du roi de France. D'autres considérations pourtant agirent sur l'esprit de Louis XIV pour lui faire oublier les intérêts de l'alliance, séculaire déjà, de la France avec les Ottomans : en d'autres circonstances encore, ses sentiments religieux l'emportèrent sur les intérêts les plus évidents de son royaume. Il eût été aussi fier que Charles-Quint de conduire contre les Turcs quelque magnifique croisade ; s'il ne prêta pas une grande attention au projet que lui soumit Leibniz en 1671 d'une conquête de l'Égypte, c'est qu'il se préparait à l'invasion de la Hollande, et qu'il avait pour les hérétiques autant de haine que pour les Infidèles. Il eut la satisfaction de faire bombarder Tunis et Alger (1665) et montra à ses successeurs le chemin de ces repaires de pirates. Il envoya Duquesne dans le Levant ; celui-ci fit une descente à Chio, parut dans les Dardanelles avec ses vaisseaux, jeta la terreur au Sérail, et, sous la menace de ses canons, fit renouveler les privilèges jusque-là reconnus au commerce français. C'est la dernière fois d'ailleurs que les rois de France se mettent aussi décidément au rang des ennemis du sultan : la tradition de François Ier l'emportera bientôt pour deux siècles sur les idées de croisade.

L'armée impériale, grossie des 6.000 Français que commandaient Gassion, Coligny, La Feuillade, fut conduite en Hongrie par le grand capitaine Montecuculli et rencontra l'armée du grand vizir à Saint-Gothard, sur le Raab. A la vue des soldats français, à la coiffure ornée de longues perruques blondes, les Turcs se moquèrent et les prirent pour des jeunes filles. Ils se moquèrent peu de temps ; les perruques blondes se battirent bien et eurent le principal honneur de la victoire : car l'empereur leur en témoigna quelque humeur. Le sultan, par la convention de Vasvar, confirma les stipulations du traité de Sitvatorok.

L'empereur ne tira pas encore un grand profit de son succès ; il se mêla aux affaires de l'Occident et à la guerre de Hollande. En 1682, Emerich Tœkely, prince de Transylvanie, tenta de soulever la Hongrie autrichienne et en revendiqua la couronne. Il fit alliance avec le sultan qui se disposa à soutenir ses prétentions. Le grand-vizir Kara-Mustapha, gendre de Kœprilü Ier, à la tête de 100.000 Turcs, envahit l'Autriche et se porta aussitôt sous les murs de Vienne ; il en poussa le siège avec une grande activité. Mais la résistance fut très énergique ; la ville pourtant eût

été enlevée sans doute, et il est impossible de calculer les résultats qu'aurait eus un pareil événement, si le vaillant roi de Pologne, Jean Sobieski, n'était accouru à la tête de toute la cavalerie de son royaume. Il remporta en avant de Vienne l'éclatante victoire du Kahlenberg ; les Turcs levèrent le siège en hâte et s'enfuirent vers le sud. Ce fut un désastre. Kara Mustapha, en arrivant à Belgrade, fut exécuté par ordre du sultan.

Sobieski pensa l'occasion bonne de conduire contre les Turcs une suprême croisade : que l'Europe chrétienne fît un effort, et elle reporterait la guerre sous Constantinople même, et elle rejetterait les Ottomans au delà du Bosphore. L'Europe chrétienne avait de bien autres préoccupations. Pourtant la victoire du Kahlenberg fut le signal de la première réaction offensive des Chrétiens contre les Musulmans ; et c'est pourquoi elle est une des dates capitales de la question d'Orient.

L'Autriche se décida à suivre l'impulsion donnée par le roi de Pologne, et les rapides succès de ses armées mirent en évidence la décadence des Turcs. Elle remporta la victoire du Gran (1684), reprit Bude qui depuis un siècle et demi était le boulevard avancé de l'Islam en pleine terre chrétienne (1686). En 1687, le grand vizir Suleïman fut battu à Mohacs, là même où, en 1526, le dernier roi national de la Hongrie, Louis II, avait succombé devant l'irrésistible invasion de Soliman le Magnifique. L'année suivante, les Autrichiens prirent encore Stuhlweissenbourg, auprès de Bude, Semendria au sud de Belgrade. Belgrade même, la glorieuse conquête de Soliman, tomba entre leurs mains. A leur approche, les populations chrétiennes s'agitaient en Serbie, en Grèce, en Thrace, jusqu'aux portes de Constantinople. L'empire turc allait-il tout d'un coup s'écrouler, comme tant d'autres fragiles constructions politiques de l'Orient ? En 1691, le grand vizir Mustapha-Zadé, le second fils de Kœprilü Ier, fut tué à Salankemen, au nord de Belgrade. Enfin et surtout, le prince Eugène de Savoie, mis à la tête de l'armée impériale, remporta en 1697, à Zenta, la plus éclatante victoire de cette campagne. Les Autrichiens envahirent aussitôt la Bosnie, la Serbie, marchèrent vers le sud.

D'autres peuples se jetaient sur l'empire turc, croyaient la succession déjà ouverte, venaient à la curée. Les Vénitiens, toujours avides, depuis la croisade de 1204, d'occuper

les meilleures positions commerciales ou stratégiques, précurseurs en cela des Anglais, attaquèrent la Morée pour remplacer la Crète qu'ils avaient perdue quelques années auparavant; Thomas Morosini en enleva l'une après l'autre les principales forteresses. Il prit Athènes en 1687. Il y avait une poudrière dans le Parthénon; les boulets vénitiens firent sauter la poudrière et le temple. Ils conquirent encore la plus grande partie de la côte de la Dalmatie.

Pierre le Grand entra aussi dès ce moment dans la question d'Orient, comprit qu'il ne fallait pas laisser l'Autriche la régler seule, entendit l'appel des Slaves orthodoxes, émit déjà la prétention de protéger les intérêts des chrétiens grecs dans la Palestine, contre la prépondérance des religieux latins protégés par la France, et, pour pouvoir suivre cette politique nouvelle de plus près, descendit vers la mer Noire. Il marcha contre Azov, échoua en 1695, prit la ville l'année suivante.

Mais le sultan avait été assez vaincu: il demanda à traiter. Comme la succession d'Espagne allait s'ouvrir, l'empereur consentit à des négociations. Elles furent rapidement conduites et aboutirent, le 26 janvier 1699, au traité de Carlowitz.

L'Autriche obtint toute la Hongrie et la Transylvanie, moins le banat de Temesvar, compris entre la Theiss inférieure et les monts Bihar. Elle rendit Belgrade. Elle promit de conserver à Bude le tombeau d'un religieux musulman, Gul-Baba, « le père des roses », et il est resté pour les Turcs un lieu de pèlerinage. Les Hongrois l'entretiennent toujours en témoignage de leurs sympathies turques. Venise eut la Morée et la Dalmatie. Pierre le Grand garda Azov. C'était le premier recul des Ottomans: leur empire, même en Europe, était entamé sur trois points.

L'Autriche organisa fortement sa conquête. Les Hongrois étaient mal disposés à supporter sa domination, et Léopold Ier crut les réduire par la violence; il ordonna contre les chefs de leur nationalité de terribles persécutions et tint à Eperies de sanglantes assises. Il força la diète de 1687 à reconnaître la souveraineté héréditaire des Habsbourg, à renoncer à ses privilèges d'élections. Il ne fit que surexciter l'esprit d'indépendance des Hongrois, et François Rakoczi, de 1703 à 1705, souleva un moment contre l'empereur tout le royaume. Léopold Ier mourut en 1705. Son fils Joseph Ier

fut plus habile ; vainqueur de l'insurrection de Rakoczi, il entama des négociations avec l'aristocratie hongroise, et en 1711, l'année même de sa mort, il signa avec ses représentants la convention de Zathmar : moyennant leur soumission définitive, il leur laissa les privilèges auxquels ils tenaient le plus. Les Hongrois furent de loyaux sujets des Habsbourg ; ils allaient même contribuer maintes fois au salut de la monarchie autrichienne.

Le prince Eugène donna aux pays compris entre la Drave et la Save des institutions militaires particulières. Il y appela des colons de la Serbie, heureux d'échapper au joug ottoman ; il fit d'eux les gardiens de la frontière. Ce furent les Confins militaires, la « marche » moderne de la monarchie des Habsbourg, le boulevard avancé d'où elle allait surveiller les transformations politiques de la péninsule des Balkans.

La guerre de la succession d'Espagne la détourna encore vers l'Italie et les Pays-Bas, où le prince Eugène alla chercher d'autres victoires. Pierre le Grand tenta d'en profiter pour brusquer les événements ; le congrès de Carlowitz ne lui avait assuré qu'un maigre butin. Dès le lendemain de ce traité, une ambassade russe, en grand équipage, montée sur un vaisseau de guerre, la *Forteresse,* parut à Constantinople et causa chez les Ottomans la plus vive émotion : la mer Noire n'était donc plus un lac ottoman ? Elle n'était plus « la fille inviolée des sultans » ?

D'autre part, les Turcs envoyèrent, à partir de ce moment, des hospodars de race grecque en Moldavie et en Valachie : peut-être pensaient-ils de cette façon donner quelque satisfaction à leurs peuples. Mais ces hospodars grecs, les Mavrocordato, les Cantacuzène, les Ypsilanti, nommés pour trois ans, accablèrent leurs administrés d'impôts et de vexations variées ; et leurs victimes prirent l'habitude de s'adresser à la Russie et de compter sur son intervention.

L'occasion se présenta une première fois en 1710. Le roi de Suède, Charles XII, était venu se faire battre par Pierre le Grand à Pultava en 1709 et avait trouvé un asile en Turquie. Établi à Bender sur le Dniester, près de la frontière russe, il s'efforçait de faire comprendre au sultan que, comme les Suédois, les Ottomans avaient dans la Russie leur plus redoutable ennemie et qu'il leur fallait aussitôt s'unir pour la rendre impuissante. Pierre le Grand parut

irrité que le sultan eût reçu dans son empire le roi de Suède vaincu. D'ailleurs il entretenait des intrigues en Serbie, en Valachie. Il avait fait faire son portrait avec cette inscription : Pierre Ier, empereur des Russo-Grecs. Il était heureux d'avoir un prétexte d'action. Il envahit le territoire ottoman, franchit le Dniester, marcha vers le Pruth. Le grand vizir conduisit contre lui une armée que le sultan refusa de confier à Charles XII, au grand désespoir de celui-ci. Les troupes russes n'en furent pas moins repoussées, enveloppées complètement, à la merci des Turcs, réduites, si ceux-ci voulaient, à une capitulation sans conditions. La maîtresse du tsar, la future tsarine Catherine Ire, le sauva de cette crise ; elle fit porter au grand vizir tous ses bijoux et de riches présents ; elle n'aurait sans doute pas désarmé Charles XII au même prix. Le tsar en fut quitte pour signer le traité de Falksen (21 juillet 1711) : il restitua Azov et s'engagea à ne pas intervenir dans les affaires polonaises. C'était la seule concession que le sultan faisait aux idées politiques de Charles XII : il pensait ainsi dresser une barrière devant l'expansion de la Russie vers l'ouest. Elle n'était pas suffisante.

Les Turcs crurent que la fortune leur revenait et reprirent les hostilités contre Venise. En moins d'une année, ils reconquirent la Morée. L'Autriche, garante du traité de Carlowitz, libre vers l'ouest par le règlement de la succession d'Espagne, intervint. Le prince Eugène arriva des Pays-Bas et renouvela ses victoires passées. Il battit les Ottomans à Peterwardein (1716), conquit Temesvar et tout le Banat, enleva Belgrade. Le sultan effrayé se hâta de traiter à Passarowitz (juillet 1718). Il paya cher son imprudence. Venise renonça à la Morée, où du reste son intolérance religieuse avait excité chez les orthodoxes de violentes haines ; elle garda seulement la Dalmatie : elle aussi reculait de jour en jour et se renfermait dans ses lagunes, pour y mourir. Mais l'Autriche prit le Banat de Temesvar, la Serbie septentrionale avec Belgrade, et la Petite Valachie jusqu'à l'Aluta. Elle ne s'est jamais avancée plus loin dans la direction de Constantinople. On comprend qu'elle tienne le prince Eugène pour le plus illustre de ses hommes de guerre.

Les défaites subies éclairèrent les Turcs sur les dangers dont ils étaient menacés. Le malheur leur rendit l'énergie perdue, et ils se persuadèrent de la nécessité de remédier

aux abus de leur gouvernement. Il y avait dans les États voisins des forces que jusque-là ils avaient méprisées, mais avec lesquelles il leur fallait désormais compter; et, de même que Pierre le Grand avait emprunté à l'Occident les principes de la transformation sociale imposée à la Russie, aussi les sultans demandèrent des leçons à l'Europe. Ils s'adressèrent naturellement à la France, en souvenir de la tradition diplomatique inaugurée par François Ier, et restée, malgré Louis XIV, l'un des éléments essentiels de la lutte contre la maison d'Autriche. Mais, tandis qu'autrefois c'était François Ier qui sollicitait l'intervention du sultan, et que celui-ci prenait avec le roi de France un ton quelque peu protecteur, les rôles maintenant sont renversés, et c'est la France qui le plus souvent tient entre ses mains la fortune de l'empire ottoman, par ce fait seul que l'Autriche, jadis préoccupée surtout de ses intérêts dans l'Occident, a évolué vers l'Orient, que la Russie est entrée en scène, et qu'ainsi en quelque sorte le centre de gravité du continent européen s'est déplacé à l'est.

Alors prend naissance, dans le système politique du gouvernement de Versailles, une conception qui d'année en année se précisa et qui s'est conservée jusqu'à nos jours : la France a, depuis François Ier, des avantages commerciaux considérables, un monopole réel dans les ports du Levant. Elle a obtenu du sultan, pour ses nationaux et pour les catholiques en général, des privilèges religieux suffisants, et susceptibles d'améliorations. Elle a intérêt au maintien de cette situation; toute intervention étrangère ne peut que lui être nuisible. Elle se doit pourtant à elle-même, à son renom de générosité chevaleresque, à son vieux titre de « fille aînée de l'Église », de ne pas couvrir de sa complaisance et d'une sorte de complicité les persécutions encore trop fréquentes ordonnées par les sultans contre les chrétiens, les cruautés du gouvernement ottoman, la barbarie asiatique dont il donne trop souvent les preuves. Elle ne peut lier amitié avec lui qu'à condition de le transformer, d'entreprendre son éducation par ses marchands et par ses consuls, de l'élever à la dignité d'un gouvernement civilisé. Ce sont les termes essentiels du dogme qui s'établit dans la diplomatie française de l'intégrité de l'empire ottoman.

Jamais la France ne l'a appliqué avec plus d'éclat, n'en a tiré plus de prestige que pendant la guerre de la succes-

sion de Pologne. Il donna alors tous les bénéfices qu'il renfermait. Le gouvernement français subit d'abord de graves échecs; il ne soutint pas suffisamment le beau-père de Louis XV, Stanislas Leczinski, et les troupes austro-russes établirent Auguste III sur le trône de Pologne. Le cardinal Fleury songea alors à l'article du traité de Falksen, par lequel la Russie s'était engagée à ne pas intervenir dans les affaires polonaises : la Turquie était donc garante de l'intégrité et de l'indépendance de la Pologne. Fleury le lui rappela, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France à Constantinople, M. de Villeneuve. Le sultan demanda une alliance formelle, explicite, avec la France : il voulait bien agir, mais il voulait être sûr de ne pas être ensuite abandonné ; un renégat chrétien, depuis quelques années passé à son service, au milieu d'une carrière extrêmement agitée, le pacha Bonneval, parfois très écouté aux conseils des grands vizirs, d'autres fois disgracié quand son langage était trop sincère, homme de jugement ferme au demeurant, encourageait le sultan à exiger de Louis XV un traité écrit. Le cardinal Fleury ne crut pas qu'il fût possible à un haut dignitaire de l'église romaine de compromettre sa signature à côté de celle du grand-vizir des Ottomans. Il répondit évasivement aux pressantes instances du sultan, qui se tint quelque temps sur la réserve, malgré l'habileté et l'énergie de M. de Villeneuve.

Le sultan fut quand même obligé d'agir. Pierre le Grand n'avait pas réussi à conclure l'alliance étroite qu'il rêvait avec la France. Sa veuve Catherine Ire n'avait pas davantage réussi à marier sa fille Élisabeth avec Louis XV. Rebutée sans cesse par le gouvernement français, la Russie conclut en 1726 avec l'Autriche une étroite alliance qui eut une durée plus que séculaire, malgré quelques interruptions. Elles ne s'accordèrent pas seulement sur la question polonaise ; elles s'entendirent aussi contre la Turquie. La Russie était désormais la libératrice attendue par les peuples des Balkans ; les conflits, les incidents de frontières faciles à aggraver étaient presque continuels entre les deux empires. Les Tartares de Crimée et les Cosaques du Don et du Dniéper étaient sans cesse en état de guerre. Profitant de cette situation, informé peut-être des efforts de l'ambassadeur de France à Constantinople, le gouvernement russe envoya brusquement une armée contre Azov. La ville fut prise (1736) ; Bakhi-seraï, la résidence du khan des Tartares, fut complètement détruite

Toute la Crimée fut parcourue par les troupes russes et mise à feu et à sang.

L'Autriche offrit sa médiation, le sultan l'accepta : il ignorait son accord avec la Russie. La Russie exposa ses revendications : l'annexion de tout le pays du Caucase au Danube, la libre navigation de la mer Noire, l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie. L'empereur trouva ces prétentions suffisamment modérées, et, en récompense de ses bons offices, réclama pour lui-même le district de Novi-Bazar, au sud de la Serbie. Le sultan se vit joué. Il refusa naturellement d'admettre de pareilles conditions ; une armée autrichienne envahit la Serbie, prit Nisch ; puis l'empereur déclara la guerre aux Turcs.

Le sultan recourut alors à la France, et Villeneuve redevint tout-puissant dans les conseils de la Porte. Les Turcs, se souvenant des défaites que leur avait infligées le prince Eugène, redoutaient la guerre et paraissaient prêts aux négociations. Villeneuve releva leur courage : le prince Eugène venait de mourir (1736) ; ses successeurs ne le valaient pas ; l'armée ottomane au contraire avait été transformée par des officiers français ; elle était capable de contenir les Autrichiens, de vaincre.

Il eut raison. Les généraux autrichiens Seckendorf, Neipperg, étaient en effet des incapables. Avant de s'avancer de Nisch sur Sofia, ils voulurent prendre Widdin sur le Danube, et échouèrent. Enhardis, les Turcs reprirent Nisch et descendirent sur Belgrade par la vallée de la Morava (1737) ; ils prirent Orsova en 1738, et, au printemps suivant, ils osèrent remettre le siège devant Belgrade, recommencer les exploits de Soliman le Magnifique.

Villeneuve les trouva cette fois téméraires : il savait la force de cette ville ; il savait qu'après un échec, ils seraient aussi démoralisés qu'ils étaient alors entreprenants ; il eut peur que leur audace compromît tout. Et il résolut d'intervenir personnellement pour sauver l'œuvre bien commencée.

Il quitta Constantinople le 26 mai 1739 en grand équipage, avec une suite nombreuse et magnifique, afin de prouver aux populations que l'ambassadeur du roi Très Chrétien était le seul maître de la paix et de la guerre. Une telle démonstration devait aussi, paraît-il, en imposer aux Autrichiens.

Il eut plus de succès que sans doute il ne l'espérait ; arrivé à Belgrade, il entama aussitôt des négociations avec Neipperg, le général autrichien. Celui-ci vint les continuer au camp

turc devant la ville ; le grand-vizir, qui le reçut, s'emporta en violences contre lui, et Neipperg, menacé par une explosion du fanatisme musulman, eut peur, se réfugia chez l'ambassadeur de France, sous sa sauvegarde. Très rapidement Villeneuve le décida à demander à l'empereur de pleins pouvoirs pour traiter, et, quand ils furent arrivés, il lui fit signer le 1er septembre 1739 le traité de Belgrade.

L'Autriche rendait au sultan la Serbie, la Valachie occidentale, Orsova, Belgrade même, que les Turcs n'avaient pas pris et dont elle obtint seulement de raser les fortifications nouvelles dont elle l'avait entourée. Les conséquences de ce désastre furent lointaines : depuis cette date jusqu'à 1878, l'Autriche ne dépassa pas les frontières où le traité de Belgrade la fixait. Son offensive dans la péninsule des Balkans était pour longtemps brisée, et par la France.

La Russie traita aussi quelques semaines après. Elle ne garda qu'un lambeau de territoire entre le Dniéper et le Boug, à distance de la côte, qui lui restait interdite.

Villeneuve poussa son succès jusqu'au bout. L'année suivante, le 19 juillet 1740, il fit signer un pacte de défense mutuelle entre la Suède et la Turquie. Si la Pologne était pénétrée par l'influence austro-russe, d'autres obstacles lui étaient ainsi opposés.

Et enfin, en récompense du service considérable que le marquis de Villeneuve venait de lui rendre, le sultan renouvela et compléta les Capitulations précédemment accordées à la France : les privilèges commerciaux des marchands français furent de nouveau proclamés et étendus. L'Orient fut alors pour nous comme un immense empire colonial qui reçut nos objets d'exportation et nous livra les siens, dans des conditions exceptionnellement favorables. Les sanctuaires de la Palestine furent maintenus en la possession des religieux latins, en dépit des prétentions des orthodoxes soutenus par la Russie. Les Capitulations de 1740 sont encore la loi des Français de l'empire ottoman ; mais beaucoup des privilèges qu'elles réservaient à la France ont été étendus à d'autres nations, à presque toutes les nations de l'Europe, et la situation actuelle n'est plus comparable avec celle du siècle dernier.

Quoi qu'il en soit, le traité de Belgrade fut le plus beau succès obtenu par la diplomatie française au XVIIIe siècle. Il grandit singulièrement le prestige de la France en Orient, parmi les Turcs surtout. L'ambassadeur de France resta

longtemps le conseiller le plus écouté du sultan, un véritable premier ministre sans portefeuille, sans responsabilité, le protecteur d'ailleurs tout naturel des populations sujettes, « le grand-vizir des chrétiens », comme on a dit, une sorte de vice-empereur. Ne pouvait-on pas espérer conduire à bien, dans de telles conditions, l'éducation nouvelle de la Turquie ? Pierre le Grand avait plus complètement transformé la Russie. — Mais la Russie était son pays, et non un pays étranger, et une réforme, surtout morale, n'est bonne qu'autant qu'elle est faite par l'effort même du sujet.

II. — Progrès des Russes.

Pendant vingt-cinq années, le conflit oriental s'apaisa. L'Europe fut occupée d'autres soins. Il fut question du démembrement de l'Autriche ; il fut question ensuite du démembrement de la monarchie prussienne. L'Angleterre prit à la France son empire colonial. Les États Chrétiens se déchirèrent entre eux.

Les Ottomans jouirent de ce spectacle. La France essaya de les pousser contre Marie-Thérèse pendant la guerre de la succession d'Autriche. Mais ils étaient fatigués sans doute des dernières luttes ; ils étaient satisfaits du résultat obtenu à Belgrade, ne se souciaient pas de le compromettre. Aussi bien, Fleury n'avait jamais consenti à une alliance formelle avec eux. Marie-Thérèse très habilement distribua de riches dons dans le divan et le harem. Les Turcs ne bougèrent pas.

Puis le renversement des alliances de 1756 les émut au dernier point. L'union de la France avec l'Autriche et la Russie leur parut monstrueuse et leur causa les plus vives inquiétudes. Cette triple alliance se tourna contre la Prusse et ne dura pas.

Presque aussitôt après son avènement (1762), la tsarine Catherine II attira de nouveau l'attention de l'Europe sur la question d'Orient et prétendit la résoudre d'un coup. Allemande de naissance, elle n'en défendit pas moins vigoureusement les intérêts de l'orthodoxie, sous lesquels elle pouvait dissimuler son ambition. Fort libre en fait de croyances, « philosophe » et correspondante assidue des philosophes de France, elle fit répandre pourtant dans tout le pays des Balkans la vieille légende que l'empire des Turcs serait détruit par une nation blonde venue du nord ; elle se présenta aux chrétiens la croix grecque à la main et pensa

par ce signe les soulever en masse. Chez tous les souverains russes qui ont agité ces passions religieuses, de Pierre le Grand à Alexandre II, il est bien difficile de distinguer la sincérité religieuse de la politique de l'intérêt bien entendu, et il se cache en eux, en des proportions variables et parfois impossibles à déterminer, une variété très originale du machiavélisme.

D'abord, la mort du roi de Pologne Auguste III donna à Catherine l'occasion d'intervenir dans les affaires de ce malheureux royaume. Elle y établit sur le trône son amant Stanislas Poniatowski. Elle y entretint les dissensions religieuses. Lors de la formation de la confédération de Bar, elle y envoya des troupes, sous prétexte de protéger les Juifs et les orthodoxes inquiétés par les catholiques et de faire respecter la liberté de conscience. Voltaire applaudit.

Le gouvernement français fit quelque chose pour sauver la Pologne. Choiseul rappela aux Ottomans l'intérêt qu'ils avaient eux-mêmes à l'intégrité de la Pologne. Le baron de Tott montra au divan les continuels empiétements de la Russie : elle avait donné au pays récemment occupé par elle entre le Dniéper et le Boug le nom de Nouvelle-Serbie ; elle y organisait de nombreuses et redoutables colonies militaires ; elle nourrissait des intrigues suspectes en Moldavie, en Valachie. Elle se réservait évidemment de reprendre ses projets sur la mer Noire dès qu'elle serait libre vers la Pologne. Il était prudent au sultan de la prévenir.

Ce raisonnement fut compris : le sultan se prépara à agir. Un prétexte le servit. Des troupes russes, pour entrer en Pologne par le sud, violèrent le territoire turc vers Balta, à l'est du Boug. La tsarine ne daignant pas s'expliquer sur ce fait, le sultan lui déclara la guerre, le 30 septembre 1768. Au printemps suivant, les Janissaires se portèrent aux bords du Dniester.

Cette première campagne ne leur fut pas favorable. Les opérations traînèrent en longueur autour de Choczim ; à la fin, les Turcs furent surpris au passage du Dniester, dispersés en une folle panique. Les Russes les suivirent aussitôt vers le sud, et, par la connivence des populations, entrèrent à Yassy, à Bucharest.

L'année suivante (1770), l'empire ottoman fut ébranlé, jusque dans ses fondements, par l'une des plus étonnantes aventures de toute cette histoire. Un Grec de Larissa, Papaz-Ogli, devenu capitaine dans l'armée russe, proposa

au comte Orlof de soulever la Grèce : il assura l'entreprise facile ; des nouvelles venues des Balkans paraissaient le prouver.

Une flotte russe, partie de Saint-Pétersbourg, traversa toute la mer Baltique, les détroits danois, fut reçue triomphalement dans les ports anglais. L'Angleterre alors ne redoutait rien de la Russie ; elle ne craignait pas encore ses progrès vers l'Inde ; son ennemie, c'était partout la France. De plus, la Russie, encore mal outillée, inhabile aux travaux de l'industrie, était une cliente de l'Angleterre ; et, en s'unissant à elle dans le Levant, celle-ci espérait profiter de ses victoires, obtenir des avantages commerciaux, ruiner peut-être le monopole de la France. Elle consentit donc à mettre au commandement des vaisseaux russes, à côté de l'amiral Spiridof, un ancien officier anglais, Elphinston, et la flotte de la tsarine, mieux conduite, bien pourvue de vivres et de munitions, fit voile vers le détroit de Gibraltar. Choiseul songea, dit-on, à la détruire au passage. C'eût été facile sans doute ; c'eût été le vrai moyen de sauver l'empire ottoman et les intérêts français dans la Méditerranée : le gouvernement anglais déclara qu'il ferait de la moindre attaque un cas de guerre. Choiseul n'osa : sa situation au pouvoir était à ce moment minée par l'influence de Madame Du Barry.

La flotte russe passa, entra dans la Méditerranée. A Livourne, Alexis Orlof en prit le commandement suprême, et en avril 1770, la conduisit sur les côtes grecques. Elle parut en vue du Maïna, de cette région montagneuse de la Morée, où vivait, dans une indépendance complète, et même dans une continuelle hostilité contre les Turcs, une hardie population de klephtes, autant brigands que patriotes et chrétiens. Ce fut par toute la Morée une extraordinaire émotion. Les Grecs se soulevèrent contre le sultan : ils crurent toucher le moment de la délivrance ; des légions spartiates se formèrent et se joignirent aux marins russes. Les Roumains et les Serbes s'agitèrent aussi ; par tout l'empire ottoman, les nationalités opprimées depuis trois siècles ressuscitaient et reprenaient les armes.

Ce beau mouvement n'eut pas de suites heureuses. Les Russes s'entendirent mal avec les Grecs ; peut-être les dissentiments qui séparent aujourd'hui les Grecs et les Slaves se manifestèrent-ils déjà. Orlof conduisit une petite troupe contre Tripolitza ; l'attaque échoua, un peu par la faute des

uns et des autres. Il recula, rembarqua ses soldats, reprit la mer pour échapper aux Turcs. Ceux-ci se vengèrent sur les Grecs, ordonnèrent d'épouvantables massacres à Tripolitza, Trikala, dans les îles, à Lemnos, à Smyrne. Les Grecs s'en prirent à ceux mêmes qu'ils venaient d'acclamer ; ils s'indignèrent contre ce qu'ils appelaient « la fuite des Russes ». Leurs désillusions éclatèrent en manifestations tumultueuses contre la tsarine qui les avait trompés et livrés sans défense à la vengeance du sultan.

L'échec était grave. Orlof le répara bientôt, grâce à des circonstances heureuses. Les vaisseaux turcs de l'Archipel, ignorant la position exacte de la flotte russe, furent poussés par les vents dans la rade de Tchesmé, derrière l'île de Chio ; ils s'y serrèrent les uns contre les autres dans un espace trop étroit pour la liberté de leurs mouvements. Orlof survint et, par un coup d'audace que lui inspira Elphinston, il se jeta sur les Turcs. Il poussa au milieu de leurs vaisseaux immobilisés quelques brûlots : l'incendie se déclara ; en quelques instants, il gagna toute la flotte ottomane ; elle fut entièrement détruite, presque sans combat, au milieu des hourrahs des Russes (3 juillet 1770). Elphinston voulut les mener tout de suite à Constantinople ; ils refusèrent de le suivre ; il conduisit plusieurs vaisseaux aux Dardanelles, s'y maintint quelque temps ; il ne fut pas soutenu. Le baron de Tott mit la capitale ottomane en état de défense ; Orlof ne parut pas ; il se contenta d'occuper quelques îles de l'Archipel. Le succès était ainsi déjà considérable ; l'effet produit en Europe fut immense : il sembla que l'empire ottoman fût à la merci de Catherine II.

L'Autriche s'alarma. Elle craignit que la question d'Orient ne fût aussitôt résolue par les Russes, et sans elle ; elle n'y pouvait consentir. Elle se rapprocha de la Prusse, comme elle devait le faire, en des circonstances analogues, un siècle plus tard, quand l'armée russe en 1878 vint camper devant Constantinople. L'empereur Joseph II eut avec le roi de Prusse Frédéric II deux entrevues consécutives, à Neisse et à Neustadt : il renonça à jamais à la Silésie ; il obtint à ce prix l'appui de Frédéric ; ils fondèrent ensemble ce qu'ils appelèrent « le système patriotique allemand », se promirent un concours mutuel à la fois contre la France et contre la Russie.

Les Russes avaient remporté de nouveaux succès au nord du Danube. Ils avaient conquis la Crimée, obligé le khan

des Tartares à fuir à Constantinople, pris Akkermann, Kilia, Ismaïl. Roumiantzof avait remporté la victoire de Kagoul (1771). L'Autriche intervint, prétendit imposer sa médiation entre les belligérants, déclara qu'elle ne permettrait pas le passage du Danube par les armées russes, signa un traité d'alliance avec le sultan. La tsarine ne paraissait pas vouloir céder; la guerre était imminente.

Frédéric II l'empêcha par une énergique action diplomatique à Pétersbourg. Catherine II n'était pas sans redouter les conséquences d'une guerre avec l'Autriche, à plus forte raison avec l'Autriche et la Prusse; elle se montra bientôt plus traitable. Le roi de Prusse lui offrit de prendre en Pologne le paiement de ses victoires: ses agrandissements n'y éveilleraient pas les inquiétudes de l'Autriche qui s'agrandirait d'autant; la Prusse participerait à cet accord, selon le principe éminemment juste de l'égalité des parts. Tout le monde obtiendrait satisfaction sans complications hasardeuses. Catherine II adopta cette manière de voir: elle ne pouvait faire autrement. L'orage, un moment menaçant sur le Danube, s'éloigna et retomba sur la malheureuse Pologne: « J'ai fait l'office de capucin, disait Frédéric II; j'ai éteint les flammes. » — « Au nom de la très sainte Trinité, la Prusse, l'Autriche et la Russie communièrent d'un même corps eucharistique », comme disait encore le roi de Prusse, c'est-à-dire, en des termes moins mystiques, qu'elles opérèrent un premier démembrement de la Pologne (15 janvier 1772).

La question turque se régla par suite plus aisément. Des négociations s'ouvrirent d'abord à Focsani: elles n'aboutirent pas. Le comte Grégoire Orlof, qui y représentait la tsarine, retourna bientôt à Saint-Pétersbourg; car ses fonctions auprès de Catherine II l'obligeaient à la résidence, et il craignait d'être remplacé dans « l'appartement ». D'autres pourparlers furent engagés ensuite à Bucharest. Les hostilités se ralentirent. Les Russes éprouvèrent même quelques échecs. Enfin Roumiantzof passa le Danube, fut vainqueur à Bazardjik, bloqua le grand-vizir dans Choumla. Le 21 juillet 1774, les Ottomans signèrent le traité de Koutchouk-Kaïnardji.

La Russie obtint peu d'avantages territoriaux: Azov, Kertch, Iénikalé, Kinburn. Elle fit proclamer l'indépendance de la Crimée; elle obtint le droit de libre navigation sur la mer Noire. Ces avantages furent même compensés

par des avantages équivalents que s'attribua l'Autriche; sans déclaration de guerre, en dépit même de l'alliance conclue avec le sultan en 1771, uniquement par la consciencieuse application du principe commode de l'égalité des parts, elle occupa la Bukowine, et le sultan dut y consentir (1775). On lui fit entendre que l'Autriche l'avait sauvé en 1771 d'une ruine imminente, et que la reconnaissance est une belle vertu.

Mais Catherine II introduisit dans le traité de Kaïnardji d'autres stipulations où l'égalité ne pouvait être assurée. La Porte s'engageait à prendre en considération les représentations qui seraient faites par le gouvernement russe en faveur de l'Église grecque de Constantinople et de ses desservants, et à accueillir, avec les égards qui conviennent entre puissances amies et respectées, les démarches des ministres russes en faveur des principautés de Moldavie et de Valachie. Stipulations vagues, qui ouvraient la voie aux interprétations les plus étendues, qui dissimulaient mal ce double fait parfaitement compris par les agents diplomatiques de l'Autriche : la tsarine obtenait en réalité le protectorat des principautés roumaines et le protectorat des chrétiens de l'empire ottoman, c'est-à-dire le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de cet empire. « Tout l'échafaudage des stipulations du traité de Kaïnardji, écrivait alors Thugut, agent autrichien à Constantinople, plus tard chancelier de l'empire, est un modèle d'habileté de la part des diplomates russes, et un rare exemple d'imbécillité de la part des négociateurs turcs. Par l'adroite combinaison des articles de ce traité l'empire ottoman devient dès aujourd'hui une sorte de province russe[1]. »

Marie-Thérèse et Kaunitz furent naturellement très effrayés du danger de l'ambition moscovite, mal détournée et pour peu de temps sans doute par le démembrement de la Pologne. Jusqu'à la mort de l'impératrice, le gouvernement autrichien se tint sur la réserve, surveillant jalousement les agissements de la politique russe, et peu disposé à laisser se produire sur le Danube de nouveaux troubles dont Catherine II ne manquerait pas de profiter.

Cette sagesse n'était pas pour plaire au fils de Marie-Thérèse, le brouillon Joseph II. Dans le bouleversement général de l'Europe à la fin du XVIIIe siècle, il fit tout pour

1. Sorel, *La question d'Orient au* XVIIIe *siècle*, p. 260-261.

satisfaire son amour de l'agitation, et, jugeant qu'il suffisait de n'avoir point de scrupules pour réussir, comme les Hohenzollern, il se dépensa dix ans dans tous les sens en des efforts énormes dont le résultat fut nul. Du vivant de sa mère, qu'il effrayait de sa turbulence, il tenta de mettre la main sur la succession de Bavière un moment ouverte. Il en fut empêché par la diplomatie française qui ne voulait pas que l'Autriche grandît sur le Rhin, et surtout par Frédéric de Prusse qui, lui aussi, tenait à pousser les Habsbourg sur le Danube. Comme les traités de Westphalie, le traité de Teschen de 1779 rejeta l'ambition autrichienne à l'est.

Joseph II pensa alors, dans cette direction, à recueillir quelques lambeaux de la succession ottomane. Catherine II répondit à ses avances, enchanté de cette complicité qui lui permettrait de tirer parti de ses avantages. Depuis longtemps, une correspondance s'était établie entre Joseph et la tsarine sur ce sujet, et ils se mettaient peu à peu d'accord : ensemble, ils travailleraient à la délivrance des chrétiens opprimés par les Turcs ; ensemble, tous deux ayant des sujets slaves, ils répondraient à l'appel des Slaves des Balkans ; ensemble, ils conduiraient la croisade contre le Croissant. Ils prévoyaient bien quelques difficultés pour l'heure du partage ; mais ils auraient, avant ce moment, élargi les frontières de leurs empires ; chacun d'eux se flattait de l'espérance de jouer l'autre. D'ailleurs pour pêcher en eau trouble, il convient d'abord de troubler l'eau.

Ainsi prit corps d'année en année, dans les lettres des deux souverains, le fameux projet grec, dernière manifestation de l'Autriche et de la Russie contre le sultan ; il est resté aussi l'expression la plus nette de l'ambition des deux puissances dans les Balkans. Sous sa première forme, qui remonte à l'année 1772, il attribue à la Russie la partie orientale de la péninsule des Balkans, Moldavie, Valachie, Bulgarie, Roumélie et Thrace, avec Constantinople et les Dardanelles ; à l'Autriche, la partie occidentale, Serbie, Bosnie, Herzégovine, Albanie et Macédoine jusqu'à la Morée. Sous sa forme définitive, en 1781, il comporte la formation de deux États chrétiens : la Moldo-Valachie, dont le souverain sera à choisir, et l'empire grec, restauré à Constantinople pour Constantin, le second des petits-fils de Catherine II, avec la réserve que cette couronne impériale sera à jamais séparée de la couronne impériale de Russie.

La tsarine prendra seulement Otchakof et la petite Tartarie comprise entre le Boug et le Dniester, avec deux îles de l'Archipel pour les intérêts de son commerce. L'Autriche aura la Petite Valachie jusqu'à l'Aluta, Widdin, Orsova, Belgrade, à peu près ses acquisitions du traité de Passarowitz, et en outre tout le pays situé le long de l'Adriatique jusqu'à la ligne la plus droite de Belgrade à l'embouchure du Drin et au lac de Scutari, c'est-à-dire la Bosnie et l'Herzégovine qu'elle a occupées depuis. Venise sera indemnisée de ce qu'elle pourra perdre ainsi en Dalmatie par l'occupation de la Morée, de la Crète et de Chypre.

Les auteurs du projet grec se rendaient compte des embarras que pouvait leur créer la France, forte de ses privilèges séculaires dans le Levant. Il leur parut bon de lui faire sa part, au risque, si elle la refusait, de se passer de son assentiment; il fut question de lui réserver, par exemple, l'Égypte et la Syrie. L'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, M. de Ségur, fut circonvenu par les ministres de la tsarine; il comprit ce qu'on attendait de lui; il fut séduit par la pensée d'une grande alliance des nations chrétiennes qui refouleraient enfin en Asie « la barbarie musulmane ». Son avis et son enthousiasme ne furent pas partagés par le gouvernement français qui s'en tint à la politique de l'intégrité de l'empire ottoman. Louis XVI avait alors des préoccupations plus pressantes; les difficultés financières où il se débattait l'obligèrent bientôt à la convocation des États-Généraux, et la Révolution de 1789 interrompit brutalement le grand dessein de M. de Ségur.

Elle n'arrêta pas, au moins d'abord, l'exécution du projet grec. Joseph II et Catherine II étaient d'appétit à se passer d'un troisième complice dans le démembrement de l'Empire turc. Dès le traité de 1774, la tsarine avait préparé activement les approches et n'avait laissé aucun doute au sultan sur ses intentions. Potemkin, nommé au gouvernement de la Russie méridionale, avec les pouvoirs extraordinaires d'un vice-roi, avec une réelle souveraineté fortifiée par sa situation personnelle auprès de Catherine II et par un tempérament très autoritaire, entreprit la colonisation de ces vastes et fertiles provinces. Ce fut une œuvre gigantesque, même en comparaison de la germanisation que dans le même temps Frédéric II poursuivait dans les nouveaux territoires de son royaume. Certes Potemkin ne l'acheva pas; une seule carrière n'y pouvait suffire. Mais il com-

mença de fixer les colons au sol, de faire défricher les steppes qui sont devenus depuis de merveilleuses terres à blé ; il y attira ainsi une population de jour en jour plus serrée ; il indiqua les abondantes ressources qu'elle y pouvait trouver. Il déplaça très sensiblement vers le sud le centre de gravité de l'empire russe, que Pierre le Grand avait porté vers la Baltique ; il le poussa vers la mer Noire, dans la direction du Bosphore, et dès lors, plus la Russie a exploité les richesses naturelles de ce domaine, plus elle a eu besoin d'un débouché vers la Méditerranée.

En ce sens, la possession de la Crimée était d'absolue nécessité. En 1784, en dépit du traité de 1774 qui en garantissait l'indépendance, la tsarine déclara la presqu'île annexée à son empire, et le dernier souverain tartare du sang du Tchinguiz-khan alla mourir chez les Turcs. En 1787, Catherine alla visiter ses provinces du sud, cet « empire de Tauride » que Potemkin organisait. Ce fut un voyage triomphal, où le favori exagéra les résultats de son gouvernement, faisant naître sur le passage de sa souveraine des villages populeux, des villes bruyantes d'activité au milieu des solitudes muettes. Il la conduisit à Kherson, où elle vit un arsenal formidable préparé pour la guerre sainte prochaine, à Sébastopol, dont le port naturel était déjà aménagé ; il lui montra de nombreux vaisseaux de guerre sur toutes ces côtes ; il la fit passer sous des arcs-de-triomphe portant cette inscription : « Chemin de Byzance ». Il la précéda jusqu'à la frontière turque, comme pour indiquer à ses armées la route de l'invasion. Elle eut à Kherson une entrevue avec l'empereur Joseph II et le projet grec entra dans la voie de l'exécution.

Le Divan vit dans le voyage de Kherson et dans l'occupation de la Crimée de suffisantes provocations. Il déclara la guerre à la Russie dès le 13 août 1787. Mais les Turcs ne furent pas prêts à entrer en campagne avant le printemps suivant. Ils prirent alors l'offensive et se jetèrent sur Kinburn, d'où Souvarof les repoussa. Le général russe, poursuivant son succès, prit Otchakof, marcha vers le Dniester. Joseph II, retenu pendant ce temps par l'insurrection des Belges, envoya Laudon contre les Turcs au commencement de l'année 1789. Belgrade fut prise, et les Autrichiens entrèrent en Bosnie. Les opérations militaires sur le Danube furent encore retardées par une diversion suédoise. Gustave III, fidèle à l'alliance turque conclue en 1740, fidèle

surtout aux vrais intérêts de la Suède et inquiet pour elle du sort de la Pologne, conduisit une armée en Finlande et marcha sur Pétersbourg. Il ne fut arrêté que par l'opposition des nobles suédois habilement entretenue par la tsarine, et signa la paix de Warelœ.

Frédéric le Grand était mort. Son neveu Frédéric-Guillaume II continuait tant bien que mal sa politique. Le premier ministre prussien, le baron de Herzberg, s'inspirant des événements de 1772, pensa tirer des complications orientales une nouvelle occasion d'agrandissement pour son pays. Il fit aux belligérants les propositions suivantes : la Russie prendrait Otchakof et la Bessarabie jusqu'au Pruth, mais céderait une partie de la Finlande à la Suède; l'Autriche prendrait la Moldavie et la Valachie, mais rendrait la Galicie à la Pologne; moyennant quoi, la Suède et la Pologne donneraient à la Prusse une partie de la Poméranie, Thorn et Danzig ou les embouchures de la Vistule. Les négociations que ce plan suscita furent très lentes, puis rompues par d'autres complications.

La Révolution française prenait des proportions considérables. D'émeute en émeute, l'autorité de Louis XVI s'écroulait, et de nouveaux principes étaient proclamés dont le caractère général inquiétait la sécurité des autres souverains. Joseph II mourut le 10 février 1790. Son frère Léopold II était plus prudent; il redoutait, comme leur mère, l'ambition russe; il se préoccupait de la situation de la Belgique et surtout des graves événements qui se déroulaient en France. Il se rapprocha de la Prusse au congrès de Reichenbach (1790), et, accentuant bientôt sa défection à l'égard de la Russie, il signa avec les Turcs l'armistice de Giurgewo dès le 19 septembre 1790, et traita définitivement avec le sultan à Sistova (30 décembre 1791). Il rendit Belgrade, ne garda que le Vieil-Orsova et le petit district de l'Unna.

Catherine II, tout en protestant vigoureusement de sa haine contre les Jacobins de France, de sa bonne volonté à envoyer contre eux ses meilleures troupes, n'eût pas été fâchée, en attendant, d'achever ses desseins sur le Danube. Elle continua, quelques mois encore, les hostilités : Souvarof avait pris Kilia, Ismaïl, où il avait fait massacrer presque toute la population, brisé les régiments turcs à la bataille de Focsani. Une autre armée russe occupa Anapa, au pied du Caucase, sur la mer Noire. Mais la tsarine s'ef-

fraya des menaces de guerre de la Prusse, de l'Autriche, de l'Angleterre même, qui commençait à comprendre le danger des projets russes sur la Méditerranée. Elle consentit à signer la paix de Yassy (9 janvier 1792). Elle garda Otchakof et le pays compris entre le Boug et le Dniester. Ce fut encore la Pologne qui paya pour la Turquie : la Prusse et la Russie la démembrèrent une seconde fois en 1793; l'Autriche prit part avec elles au dernier partage et à la destruction totale de la République polonaise, par le traité de Saint-Pétersbourg, le 3 janvier 1795.

La réconciliation fut de nouveau complète entre l'Autriche et la Russie. L'alliance fondée en 1726, renouvelée en 1756 contre la Prusse, en 1772 contre la Pologne, en 1781 contre la Turquie, se resserra pour quelques années encore. Elle devait être à l'avenir plus fragile, par le contact plus sensible des deux empires plus proches. C'est que, dans le temps même où l'Autriche prenait définitivement conscience de ses intérêts sur le Danube inférieur, la Russie y portait non moins nécessairement ses vues, et devenait maîtresse des côtes septentrionales de la mer Noire; l'alliance était suspecte : elle n'était déjà plus pour l'Autriche qu'un moyen de surveiller et de contenir la Russie.

III. — En Asie. — Progrès des Anglais.

Les succès des Russes sur la mer Noire ne les empêchaient pas de préparer l'avenir de leur empire asiatique. Ils avaient pris possession de la Sibérie au XVIIe siècle. En 1604, ils avaient occupé Tomsk, en 1628 Krasnoiarsk, en 1642 Iakoutsk; en 1645, ils avaient atteint Okhotsk; en 1648, ils avaient fondé Nertchinsk sur la Chilka, l'un des bras du fleuve Amour; en 1696, ils étaient au Kamtchatka et en achevaient la conquête en 1711. Déjà même ils poussaient leurs colonies plus loin vers le sud; un de leurs voyageurs, Stépanof, explora le Soungari en 1654, et diverses tentatives de pénétration dans ces régions excitèrent les inquiétudes des Chinois; ils commencèrent à prendre des mesures de précaution et obtinrent en 1689 le traité de Nertchinsk : la limite des deux empires désormais voisins fut fixée à l'Argoun, le bras méridional de l'Amour. De ce côté, cette frontière n'a pas changé depuis; mais elle devait être modifiée très sérieusement dans le bassin inférieur du fleuve. Vers l'ouest, au nord de la mer d'Aral, les Russes s'avan-

çaient dans les steppes des Kirghiz; ils occupaient Omsk en 1716 et Semipalatinsk en 1718; mais ils devaient attendre jusqu'au XIXe siècle pour faire dans cette direction des progrès décisifs. Encore sous le règne de Pierre le Grand, ils franchissaient le Caucase, prenaient Derbent en 1722, puis Bakou, et tout le Mazandéran ou la côte méridionale de la mer Caspienne; sur la rive orientale de cette mer, ils s'établissaient en 1716 à Krasnovodsk, non loin de l'endroit où devait être plus tard la tête de ligne du chemin de fer transcaspien.

Car, après le glorieux règne d'Abbas-le-Grand, mort en 1628, l'empire des Sofis de Perse s'était aussitôt démembré en plusieurs khanats indépendants. En particulier, il y avait une opposition irréductible entre les Persans chiites et les Afghans sunnites. C'est en grande partie pour s'être trouvés enserrés entre les sunnites de la Mésopotamie et de l'Afghanistan que les Persans sont restés en général impuissants dans les temps modernes. L'Afghan Mîr-Mahmoud, au commencement du XVIIIe siècle, entreprit même la conquête de la Perse; il s'empara de Kirman, remporta la victoire de Gulnabad, près d'Ispahan, en 1722, entra dans la capitale persane, et par un massacre de plus de cent princes de la famille régnante, mit fin à la dynastie des sofis, qui avait duré 223 ans. C'est à la faveur de cette réaction afghane que les Russes pouvaient franchir le Caucase et que les Ottomans prenaient Tauris, Erivan et tout le pays du Kurdistan.

Il est vrai que les Persans trouvèrent un vengeur inattendu dans l'usurpateur Nadîr. Ce berger du Khorassan, à qui son père avait laissé pour tout héritage un chameau, se fit brigand dans la montagne, et, après quelques fructueuses expéditions, groupa autour de lui des bandes redoutables. Il fut assez fort pour décimer au passage l'armée afghane de Mîr-Mahmoud revenant d'Ispahan chargée de butin; elle fut achevée ensuite par les Béloutchis. Alors Nadîr se trouva le maître du pays persan. Au nom du sofi Thamasp-Kouli-khan, à force de cruautés, de persécutions telles qu'il passa pour un fou furieux, il s'imposa à toutes les tribus du voisinage; il reprit Tauris aux Ottomans et les repoussa jusqu'à Bagdad et au Tigre; il reprit le Mazandéran, la Géorgie, l'Arménie aux Russes, les rejeta au delà du Caucase.

Il prit le titre de shah en 1736. Alors il continua ses bri-

gandages sur un plus vaste terrain. Il conquit et pilla Herat, Merv, Kandahar, Ghazna; dans le Turkestan, Khiva, Boukhara, Samarkand. Puis il fut maître de Kaboul, envahit l'Inde, pilla Lahore, Delhi (1738), en rapporta d'énormes richesses. Ce pirate du désert avait un moment refait l'empire des Achéménides du Tigre à l'Indus. Ce ne fut pas pour longtemps: il fut assassiné en 1747. La Perse fut encore une fois démembrée; l'Afghanistan en resta séparé. En 1761, un chef de bande, d'origine turcomane, fonda à Téhéran la dynastie des Kadjars, qui a continué d'y régner jusqu'à nos jours.

Les peuples de l'Iran semblaient donc impuissants à fonder après les Mongols une organisation politique durable. On dirait que ces Aryens ont épuisé toute leur vitalité dans les temps anciens; ce sont d'autres Aryens venus d'Europe qui ont conduit la lutte contre les races étrangères.

Le dernier souverain glorieux de la dynastie des Grands Mongols de Dehli fut Aureng-Zeb. Fils de Shah-Djahan, après s'être débarrassé de l'opposition de ses frères, il régna de 1660 à 1707. Ce contemporain de Louis XIV fut un musulman intolérant, un véritable saint pour les disciples de Mahomet, « l'empereur-derviche », comme on l'a appelé. C'est au nom de l'Islam qu'il prétendit achever la conquête mongole dans l'Inde; il réprima cruellement une révolte des Fakirs, un soulèvement du Radjpoutana. Il attaqua le plateau du Dekkan; il prit Golconde; il porta son empire jusqu'à Tritchinapaly, sur le Cavéry: il ne put pas arriver jusqu'à l'extrémité méridionale de la presqu'île.

Ce fut le dernier effort des musulmans de l'Inde. Les persécutions religieuses ordonnées par Aureng-Zeb eurent pour résultat de surexciter la foi des Hindous, de leur rendre la conscience de leur nationalité, de préparer ainsi une réaction vigoureuse contre les Mongols étrangers à la fois par leur race et par leur religion. Les Mahrattes commencèrent à se soulever sous le brigand Sivadji; les Seykhs manifestèrent leur tempérament belliqueux sur l'Indus. Sous l'empereur Ahmed (1748-1759), les Mahrattes de Pouna, près de Bombay, furent puissants jusqu'au Gange et se firent les protecteurs du Grand Mongol. Il trouva un défenseur de l'Islam, d'ailleurs redoutable pour lui-même, dans un usurpateur afghan qui accourut avec ses bandes et livra aux Mahrattes la bataille de Panipat, au nord de Delhi (1761). Les Mahrattes furent vaincus, et la « recon-

quête hindoue » contenue. Les Mongols n'en profitèrent pas. L'empire se démembra en de nombreuses nababies, soubabies, dans la vallée du Gange et dans le Dekkan ; il se morcela à l'infini, rendant ainsi plus aisée l'œuvre des compagnies européennes établies sur les côtes de la péninsule.

L'empire de l'Inde, désormais vacant, parut d'abord réservé à la France. Elle y fit d'admirables progrès du milieu du XVIIe siècle au milieu du siècle suivant.

En 1671, Colbert destina à cette entreprise un armement considérable sous l'amiral de La Haye. Surate fut occupée sur la côte occidentale, et le roi de Golconde éprouva à ses dépens la valeur des soldats français. François Martin, en 1674, obtint du nabab du Carnatic le droit de fonder un comptoir à Pondichéry. Chandernagor aussi fut occupé à la même époque. Martin, qui fut le premier gouverneur général des établissements français de l'Hindoustan, de 1674 à 1701, préféra Pondichéry à Chandernagor: ce fut un tort grave. Il fit de Pondichéry sa capitale, lui donna très vite une grande prospérité, occupa au nord de cette ville Mazulipatam, sur la côte de Malabar Calicut, posa les premiers jalons de la conquête française dans le Dekkan.

Lenoir, qui lui succéda après la reconstitution de la Compagnie française par Law, fonda Mahé, au nord de Calicut. Dumas, de 1735 à 1741, construisit Karikal, au sud de Pondichéry et fortifia solidement les autres postes français, de façon à les rendre imprenables pour les bandes inexpérimentées des Hindous. Dupleix lui succéda en 1741. Il fut, comme on sait, le fondateur de la politique que les Anglais ont conduite à son terme en ce siècle: intervenir dans les querelles incessantes des souverains indigènes et se faire payer cette intervention par la cession des meilleurs endroits. Il serait oiseux d'entrer dans le détail des opérations diplomatiques et militaires de Dupleix, assisté de sa femme, la Bégum Jeanne, et de son habile lieutenant Bussy. En voici le résultat qui seul importe ici. En quelques années, par le choix intelligent de ses protégés et le triomphe qu'il leur assura sur leurs rivaux, Dupleix fut maître de la plus grande partie du Dekkan. Il reçut la soumission du nizam d'Haïderabad et eut une garnison à Golconde; il imposa une sorte de protectorat aux Mahrattes jusqu'à Pouna, dans le voisinage de Bombay. En récompense, il occupa directement, pour le compte de la Com-

pagnie française, toute la côte des Circars avec Yanaon presque jusqu'aux embouchures du Gange, le pays du Carnatic et la côte de Coromandel, sauf Madras; il ne put s'emparer de Tritchinapaly, où les intrigues anglaises déjouèrent tous ses efforts. Néanmoins il était le maître de la plus grande partie de la péninsule, et, grâce à lui, c'était bien la France qui paraissait destinée à conduire contre les Mongols la reconquête indo-européenne.

Mais les Anglais occupaient aussi de bonnes positions : Madras auprès de Pondichéry, Bombay auprès de Surate, surtout Calcutta à l'embouchure du Gange, à l'entrée de cette merveilleuse plaine du Bengale qui s'étend jusqu'aux portes de Delhi, jusqu'au cœur de la domination mongole. A ce moment, l'Angleterre, maîtresse de ses destinées par la victoire de son Parlement sur l'absolutisme royal, a la très nette intelligence de ses intérêts sur les mers et leur consacre tous ses soins avec une clairvoyance, une énergie, une persévérance dont le gouvernement français fut en ce point totalement dépourvu. Dès la guerre de la succession d'Autriche, les Anglais se jetèrent sur Pondichéry ; ils en furent repoussés par La Bourdonnais, qui amena de l'île de France la belle flotte qu'il y avait construite ; ils perdirent même Madras, que le traité d'Aix-la-Chapelle leur rendit en 1748.

Le gouvernement de Louis XV écarta lui-même les obstacles de leur route. Les actionnaires de la Compagnie française se plaignaient de la modicité de leurs dividendes, compromis dans les coûteuses entreprises de Dupleix; les Anglais se plaignaient de ces entreprises mêmes qui compromettaient les intérêts de leur commerce avec les indigènes. Louis XV, pour éviter ces ennuis, rappela Dupleix, qui fut dépouillé de sa fortune et vint mourir misérablement à Paris en 1763, assez tard pour voir ce qu'était devenue son œuvre.

Il fut remplacé par Godeheu, qui signa avec la Compagnie anglaise de l'Inde une convention restée justement flétrie de son nom, « dégradante pour l'honneur de la France », dit un Anglais, le colonel Malleson : il s'engagea à ne plus intervenir dans les affaires des indigènes, à se renfermer dans l'administration des intérêts commerciaux de la Compagnie. D'un trait de plume, il livra l'empire de l'Inde aux Anglais. De ce jour en effet, l'Inde était perdue pour la France ; l'influence anglaise fut tout naturellement

et très vite prépondérante auprès des nababs du pays, habitués par Dupleix à recourir aux Européens. L'incurie du gouvernement de Louis XV rendit facile ensuite la destruction même des comptoirs français de la côte. Pendant la guerre de sept ans, toutes les villes françaises furent enlevées par les Anglais ; Lally-Tollendal capitula dans Pondichéry. Le traité de Paris (1763) rendit à la France les cinq villes de Chandernagor, Yanaon, Pondichéry, Karikal et Mahé, mais en limitant le chiffre des garnisons qui pouvaient y être maintenues, en empêchant toute possibilité d'extension vers l'intérieur. La fortune avait été merveilleusement partiale pour les Anglais. Le pire, c'est qu'en France personne alors ne se rendit compte de la gravité de ces événements.

Dans le même temps, l'Angleterre s'établissait solidement dans le Bengale, où, dès avant la guerre de sept ans, elle ne rencontrait pas la rivalité de la France. Le mérite en revint à Robert Clive, un « mauvais sujet » parti de sa famille dans l'Inde pour faire une fin, et qui, arrivé à un commandement subalterne à Madras, fut envoyé à Calcutta en 1756 pour y organiser la résistance contre le soubab de Mourchidabad, Surajah-Dowlah. Celui-ci, fatigué du voisinage des Anglais aux bouches du Gange, leur avait pris Calcutta et leur avait fait des prisonniers qu'il avait indignement traités. Clive lui suscita un compétiteur, Meer-Jaffeer, rentra dans Calcutta, mena une petite troupe contre sa grande armée, lui livra bataille à Plassey (1757), remporta une brillante victoire, dont le retentissement fut considérable dans toute l'Inde septentrionale, établit son protégé à Mourchidabad. L'empereur mongol de Delhi, Alam II, se crut de force à châtier cette petite bande d'Européens qui disposait des nababies les plus proches de sa capitale. Il marcha en personne vers le Gange inférieur, fut battu à Patna (1761), obligé de céder le Bengale aux Anglais. Une nouvelle victoire à Buxar leur livra le Gange moyen, et le pays de Behar jusqu'aux portes de Bénarès ; ils exercèrent même déjà une façon de protectorat sur le nabab de l'Aoude. En quelques années, Clive avait donné à l'Angleterre un empire de 60 millions d'habitants ; c'était le fruit naturel de la décomposition de l'empire du Grand Mongol. Il y eut encore un Grand Mongol à Delhi, jusqu'à la dramatique exécution de 1858 ; mais il ne fut plus qu'un jouet, un instrument entre les mains des Anglais.

Après Clive, qui fut accusé de concussions, acquitté, mais « blâmé » d'avoir détourné 6 ou 7 millions de francs, aux dépens de la Compagnie, et qui se tua en 1774, Warren Hastings fut le premier gouverneur-général des possessions anglaises de l'Inde, de 1774 à 1785. Aussi peu scrupuleux que Robert Clive, il remplit consciencieusement les caisses de la Compagnie, dont les dividendes furent superbes. Le nabab de Bénarès fut quelque temps taillable à merci ; pendant plusieurs années, il dut livrer 50.000 livres sterling, puis 100.000, puis 500.000, sans compter les petits cadeaux au gouverneur ; quand il fut ruiné, on le déposséda, on lui prit sa ville et son territoire. Hastings ensuite s'entendit avec le rajah d'Aoude pour dépouiller la grand'mère et la mère de celui-ci : les Begums furent cernées dans leur palais de Faizabad, menacées de mort par famine ; elles livrèrent un trésor de 1.200.000 livres, et, parce qu'elles avaient résisté, leurs terres furent confisquées. La politique de Warren Hastings était une politique de bandit ; mais il avait fortifié la domination anglaise dans le Bengale, préparé la lutte prochaine contre les Mahrattes, répandu d'un bout à l'autre de la péninsule la terreur du nom anglais, enrichi les actionnaires de la Compagnie. Accusé de concussions et de crimes variés par les plus illustres orateurs de l'Angleterre, Burke, Fox, Sheridan, qui défendaient les droits sacrés de la justice et de l'humanité, il fut acquitté à l'unanimité. Il vécut de longues années encore dans son magnifique domaine de Daylesford, et mourut en 1818, titulaire du doctorat en droit de l'université d'Oxford, membre du Conseil privé de la couronne, populaire et comblé d'honneurs. Ses amis pourtant ne purent lui faire obtenir la pairie

A la fin du XVIIIe siècle, la décadence des puissances musulmanes, des Ottomans de l'Europe, des Mongols de l'Inde, des Persans de l'Iran, paraît irrémédiable. Emportées d'abord par le fatalisme aux plus extraordinaires conquêtes, elles semblent désormais s'abandonner à la fatalité contraire, et leurs tentatives de réaction contre cette fatalité n'ont pas de durée. L'avenir leur échappe.

En Europe, l'Autriche, de plus en plus tournée vers les Balkans, a reconquis la Hongrie ; elle est arrivée devant Belgrade et les Portes de fer : elle dépassera peu cette limite. La Russie a atteint la mer Noire, le Caucase, le

Dniester ; elle ne s'avancera pas beaucoup plus loin vers les Balkans. Mais il est impossible alors de prévoir que cette expansion de l'Autriche et de la Russie dans la direction de Constantinople est déjà bornée ; l'une et l'autre se persuadent encore qu'elles auront bientôt à se disputer, ou à se partager l'empire ottoman, riche proie pour leurs compétitions rivales.

En Asie, les modifications territoriales seront autrement importantes ; l'étau dont les États européens enserrent l'Islam n'est pas près de se fermer de ce côté. Les Russes n'occupent encore que la grande plaine sibérienne ; il est vrai qu'ils sont restés, depuis la domination des Mongols, en contact ininterrompu avec l'Islam, de la Volga au Turkestan. Les Anglais n'occupent encore que la côte des Circars, enlevée à la France, et le Bengale ; ils sont déjà entrés en conflit avec le Grand Mongol de Delhi, et sa faiblesse leur promet d'autres profits.

La France pourtant n'a pas consenti à leur laisser la paisible possession de cet empire. Elles les y inquiètera longtemps, plus ou moins directement. Elle n'a pas consenti davantage à se désintéresser des affaires ottomanes et de ses privilèges anciens dans le Levant. Et ainsi la question d'Orient, dans toute sa complexité, sur tout l'immense théâtre où elle s'agite, est devenue une question tout entière européenne.

Et c'est pourquoi elle ne pouvait pas manquer d'être affectée par le grand bouleversement politique et social que la Révolution française jeta dans toute l'Europe, et dont les répercussions devaient gagner le monde entier.

Jusque-là, en Asie comme en Europe, les peuples de l'Orient n'étaient que matières à partages, à combinaisons diplomatiques des grandes puissances, éléments de leur rivalité, appoints de leur équilibre, ou tentations à leurs entreprises impériales : l'empire turc cédait la place à l'empire autrichien ou à l'empire russe, comme l'empire mongol de l'Inde à l'empire anglais. Qui se souciait jusque-là des Arabes ou des Syriens, des Arméniens ou des Grecs, des Bulgares ou des Serbes ? Ils étaient des troupeaux, à l'égard des grands de ce monde, et il leur arrivait d'avoir de mauvais bergers, chrétiens ou musulmans.

Mais la Révolution française proclama alors le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, à disposer d'eux-mêmes, donc essentiellement à s'émanciper de toute domination.

Tout de suite cet appel fut entendu, parce qu'il répondait à une mentalité politique universelle, seulement plus mûre en France. On ne saurait dire en quelques mots toutes les conséquences que de telles nouveautés allaient avoir pour les peuples dont nous nous occupons ici. Ils reçurent tous avec ferveur l'Évangile de la Révolution; et ainsi la France, qui jadis avait été l'apôtre de la Croisade chrétienne, qui fut désormais l'apôtre de la Croisade révolutionnaire, y allait renouveler le prestige de son nom. Si elle n'y devait pas gagner beaucoup de bénéfices matériels, pas beaucoup plus que dans les Croisades du moyen âge, elle y devait renouveler son autorité morale, et, si elle continua d'avoir là-bas des rivales politiques, nulle puissance n'exerça là-bas une influence comparable, nulle ne put lui disputer le premier rang dans l'estime, dans l'admiration et la reconnaissance des peuples de l'Orient.

BIBLIOGRAPHIE

Albert Sorel, *La Question d'Orient au XVIIIe siècle; — Essais d'histoire et de critique; — Lectures historiques.*

Albert Vandal, *Le pacha Bonneval; — Une ambassade française en Orient, La mission du marquis de Villeneuve; — Louis XV et Elisabeth de Russie.*

Colonel Malleson, *Les Français et les Anglais dans l'Inde.*

Richard Green, *Histoire du peuple anglais* (trad. Aug. Monod).

Seeley, *L'expansion de l'Angleterre* (trad. Baille et Rambaud).

Nous renvoyons une fois pour toutes aux ouvrages généraux indiqués aux précédents chapitres.

CHAPITRE III.

LE GRAND DESSEIN DE NAPOLÉON.

I. — LES APPROCHES; BONAPARTE EN ÉGYPTE; LES ANGLAIS DANS L'INDE.

Relations de la Convention avec le gouvernement ottoman. — Le général Aubert-Dubayet. — Les projets de Bonaparte sur l'Orient. — L'expédition d'Égypte. — La bataille du Nil. — L'Institut du Caire. — Perte de l'Égypte : Kléber et Menou.

Bonaparte et le tsar Paul. — Le grand projet contre l'Inde. — La paix d'Amiens (1802).

Les Anglais dans l'Inde. - La mort de Tippoo-Sahib ; la conquête du Mysore (1799). — Le gouvernement du marquis de Wellesley. — La défaite des Mahrattes (1802-1805).

II. — LE GRAND PLAN DE NAPOLÉON SUR L'ORIENT.

La mission Sébastiani en Orient (1802). — Le général Decaen dans l'Inde. — Le traité de Presbourg (1805). — Sébastiani à Constantinople.

Les Anglais devant Constantinople. — Leur échec (février 1807). — Les Anglais en Égypte. — Leur échec (septembre 1807). — Le traité de Finkenstein entre Napoléon et la Perse (mai 1807). — L'entrevue de Tilsit (juillet 1807).

La Révolution du 29 mai 1807 à Constantinople. — Chute de Sélim III. — Nouvelle révolution : avènement de Mahmoud (28 juillet 1808). — Insurrection des provinces ottomanes : Djezzar-pacha ; les Wahabites; Pasvan Oglou ; le Montenegro ; le patriote grec Rhigas ; Ali de Janina ; la Serbie ; Kara-Georges et Miloch Obrenovitch.

Le traité de Tilsit . — Négociations franco-russes sur la question d'Orient. — La lettre du 2 février 1808. — Projet de partage de l'empire ottoman : la « langue de chat ». — Le grand dessein sur l'Inde.

III. — LA DÉFAITE DE NAPOLÉON.

Baylen. — L'entrevue d'Erfurt (septembre 1808). — Le traité de Vienne (1809). — Le gouvernement français des provinces illyriennes.

La guerre turco-russe (1806-1812) et le traité de Bucharest (28 mai 1812). — Le grand plan de Napoléon en 1812. — La défaite de Napoléon.

L'Orient au moment du congrès de Vienne.

Le personnage de Napoléon, en Orient comme ailleurs, domine les premières années du XIXe siècle. Le Levant, l'Égypte, l'Inde entrèrent dans ses desseins comme l'Italie et l'Allemagne. Inquiet de tous les problèmes, il pensa résoudre celui-ci : il en agita tous les éléments, il en indiqua les solutions, il en montra toute la complexité.

Certes il serait excessif d'affirmer que la question d'Orient fût le nœud de sa politique : il fut plus souvent préoccupé de l'Allemagne, de l'Italie, ou de la lutte contre l'Angleterre. Mais c'est précisément par l'Orient qu'il pensa atteindre son inabordable ennemie, et par suite, il ne le quitta jamais des yeux ; il y édifia ses combinaisons politiques les plus aventureuses sans doute, mais aussi les plus géniales. Il y porta ses vues dès ses premières victoires en Italie; il y poursuivit les Anglais à travers l'ancien continent; il y brisa sa fortune. C'est en ce sens qu'il put concevoir un moment l'idée de la domination universelle ; c'est bien à Constantinople qu'il plaça le centre du monde.

On dirait qu'il s'est cru comme exilé dans l'Occident, que, se reconnaissant de la race des conquérants de l'Asie, il y voulut sans cesse retourner. Par deux fois, il pénétra dans cet Orient mystérieux pour y saisir la gloire; par deux fois, de l'Égypte et de la Russie, il fut rejeté à l'ouest. Qui sait si l'impossibilité de suivre les traces d'Alexandre le Grand ne fut pas parmi ses grandes douleurs ? N'expliquerait-elle pas en partie son ambition toujours insatiable?

Peut-être, si la réalité de ses projets ne se trouvait par là comme embrumée dans les rêves d'une imagination sans cesse en travail, faudrait-il chercher dans cette histoire les plus beaux traits de son intelligence politique. Du moins, à le suivre à Venise et Ancône, au Caire et à Saint-Jean-d'Acre, à Vienne et Moscou, tout autour, mais toujours à distance de Constantinople et de l'Asie antérieure, fasciné et impuissant, on rencontre les scènes les plus dramatiques de sa carrière.

I. — Les approches; Bonaparte en Egypte; les Anglais dans l'Inde.

Dès que la Convention eut délivré la France de l'invasion étrangère et qu'elle eut le loisir de regarder au delà des

frontières, elle reprit en Orient les traditions de la politique royale. Le Comité de Salut public fut en effet le continuateur direct des diplomates de l'ancien régime: il pouvait se rendre compte que la guerre turque, terminée seulement en 1792, avait détourné de la France une bonne part des efforts de l'Autriche et de la Russie.

Sélim III, sultan depuis 1789, était un souverain jeune et libéral, disposé à réformer les mœurs de son État, capable, pensait-on, de comprendre et d'aimer la Révolution. Il y eut de bonne heure un club à Constantinople, et l'on apprit avec enthousiasme à Paris que les musulmans « patriotes », avec la cocarde tricolore à leur turban, chantaient sur les bords du Bosphore le « Çà ira! » en dansant autour d'un arbre de la liberté.

Le dernier ambassadeur de Louis XVI auprès de la Porte, le comte de Choiseul-Gouffier, avait quitté son poste dès 1790. Le successeur que le gouvernement français lui donna, M. de Sémonville, ne fut pas reçu par le Divan: les idées jacobines effarouchaient encore. Descorches, ex-marquis de Sainte-Croix, envoyé après lui, fut arrêté au passage à la frontière de Bosnie. Arrivé tard à Constantinople, en juin 1793, il n'y fut pas reconnu officiellement, mais seulement toléré; il obtint pourtant que la Porte conserverait la neutralité dans la guerre que l'Europe monarchique faisait à la France, que la France jouirait toujours dans le Levant de ses antiques privilèges commerciaux et y exercerait comme ci-devant le protectorat des catholiques.

Le traité de Bâle signé avec la Prusse en avril 1795 fut implicitement la reconnaissance du démembrement de la Pologne et parut être l'abandon du vieux système oriental de la diplomatie française.

Cependant la Convention et le Directoire reprirent en Turquie les tentatives de réformes qui avaient été faites jadis par le marquis de Villeneuve et le baron de Tott, et qui avaient relevé la puissance musulmane en face de la Russie et de l'Autriche. M. de Verninac-Saint-Maur, nommé chargé d'affaires extraordinaire auprès du sultan en 1795, arriva à Constantinople précédé d'un détachement de grenadiers français, et, comme il disait, « de la renommée des victoires républicaines ». Il ne fut que maladroit, prétendit passer par-dessus toutes les règles étroites de l'étiquette orientale, « révolutionner la Turquie ». Il indisposa le

sultan et tout le monde, et compromit la situation de son gouvernement.

Le général Aubert-Dubayet, qui le remplaça bientôt, fut plus habile. Très droit, très ferme et très prudent, il exerça vite sur la Porte une grande influence; il obtint le rétablissement intégral des capitulations de 1740. Comme il était l'un des meilleurs soldats de la République, qu'il s'était illustré au siège de Mayence, il excitait une vive admiration. Le sultan lui demanda des ingénieurs, des officiers instructeurs, des ouvriers d'artillerie, des canonniers et des canons, et le chargea de former les Turcs aux nouvelles méthodes militaires. Sous la direction du général, il y eut déjà un corps de 800 canonniers turcs, une cavalerie turque exercée à la française, et une infanterie armée de fusils français, manœuvrant comme les grenadiers de l'armée de Sambre-et-Meuse. On l'appela l'infanterie des *nizam-gedittes* ou de la nouvelle ordonnance.

Mais le Directoire eut ensuite une politique provocante qui inquiéta la Porte.

Bonaparte, maître de l'Italie après la prise de Mantoue et pendant les négociations du traité de Campo-Formio, songe à ses destinées: il faut abattre l'Angleterre, pour cela conquérir la Méditerranée, prendre Gibraltar et Malte, occuper l'Égypte, accomplir « le rêve qui, depuis les croisades, hante les imaginations françaises[1] ». — « C'est en vain, écrit-il alors au Directoire, que nous voudrions soutenir l'empire de Turquie; nous verrons sa chute de nos jours. » Aussi attribue-t-il une importance spéciale à la possession d'Ancône et des îles Ioniennes, « stations naturelles sur la route du Levant ». Il va jusqu'à dire, dépassant peut-être sa pensée : « Les îles de Corfou, de Zante et de Céphalonie sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. »

Il adresse une lettre, le 30 juillet 1797, au chef des Maïnotes, « ces dignes descendants de Sparte, le seul peuple de l'ancienne Grèce qui ait su conserver sa liberté. » Quelques mois après, il écrira à Ali, pacha de Janina, en l'appelant « mon très respectable ami, » et lui enverra un de ses aides de camp, pour lui faire « certaines ouvertures ».

Le traité de Campo-Formio, le 17 octobre 1797, à l'imitation des traités de partage de la Pologne, opéra le dé-

1. Sorel, *Bonaparte et Hoche en* 1797, p. 93.

membrement de la République de Venise. L'empereur eut Venise, l'Istrie et la Dalmatie. La France eut les îles Ioniennes et les établissements vénitiens d'Albanie : Butrinto, Parga, Arta, Prevesa; elle devenait, au flanc de l'empire ottoman, l'héritière de Venise. Le sultan était en droit de s'émouvoir.

Avant même la signature du traité, Bonaparte avait chargé le général Gentili d'occuper ces îles, et de « faire l'impossible pour en captiver les peuples ». — « Vous ne manquerez pas, dans vos diverses proclamations, de parler de la Grèce, d'Athènes et de Sparte. » Le général Gentili fut en effet merveilleusement accueilli par les habitants de ces îles ; à Corfou, l'un des principaux du pays se présenta à lui, un livre à la main : « Français, dit-il, vous allez trouver ici un peuple ignorant dans les sciences et dans les arts, mais il peut devenir encore ce qu'il a été ; apprenez, en lisant ce livre, à l'estimer ». C'était l'Odyssée. Et Bonaparte, écrivant cela au Directoire, ajoutait, grâce à un vague souvenir de ses études classiques : « L'île de Corcyre était, selon Homère, la patrie de la princesse Nausicaa... Le drapeau tricolore va être planté sur les débris du palais d'Ulysse. » La question de la régénération de la Grèce était ouverte.

Bonaparte porta bientôt ses vues plus loin, au delà de la Méditerranée. Il importe peu que le Directoire ait songé, en ordonnant l'expédition d'Égypte, à se débarrasser de Bonaparte, ou même que Bonaparte ait songé uniquement à sa propre gloire. La France avait assez d'intérêts de premier ordre dans cette expédition pour qu'il convienne d'admettre que le Directoire et Bonaparte en ont tenu compte dans leurs desseins. Sans remonter jusqu'aux croisades, ni même jusqu'à Louis XIV, auquel Leibniz proposa de détourner vers le Nil les forces qu'il dressait contre la Hollande, la question d'Égypte était familière à beaucoup de Français de la fin du XVIIIe siècle. Choiseul, assure-t-on, pensa y trouver la compensation de la perte de l'Inde française ; Volney, l'auteur des *Ruines*, écrivait en 1788 : « Par l'Égypte, nous toucherons à l'Inde ; nous rétablirons l'ancienne circulation par Suez, et nous ferons déserter la route du Cap de Bonne-Espérance. »

Au XVe siècle, les Portugais avaient fait le tour de l'Afrique pour aller dans l'Inde, parce que les Turcs barraient la route ancienne de l'Asie antérieure ; puisque dé-

sormais la décadence des Turcs était irrémédiable, il était naturel que la circulation se rétablît par le Levant. Il s'agissait donc en tout cela des plus graves intérêts, non pas seulement de donner à la France une part de l'empire ottoman et de maintenir l'équilibre que la décadence de cet empire pouvait compromettre, mais encore de lui garantir la domination de la Méditerranée au moment où cette mer redevenait le centre de l'ancien monde.

Le 23 Germinal an VI (12 avril 1798), un arrêté du Directoire chargea Bonaparte, nommé général en chef de l'armée d'Orient, de prendre l'Égypte ; il devait aussi faire couper l'isthme de Suez et « assurer la libre et exclusive possession de la mer Rouge à la République française ». Il devait enfin maintenir, autant que possible, une bonne intelligence avec le Grand Seigneur et ses sujets immédiats.

Les agents diplomatiques de la France à Constantinople furent en effet chargés de témoigner au sultan les bons sentiments du Directoire : on ne prétendait pas lui prendre une de ses plus riches provinces; on voulait seulement châtier la milice des Mameluks, qui était à son égard très indocile. Malheureusement le général Aubert-Dubayet venait de mourir, et toute son influence, toute son éloquence n'auraient pas été superflues pour convaincre le sultan que l'expédition d'Égypte était une marque de l'amitié que le gouvernement de la République française ne cessait d'éprouver pour lui. Le sultan eut le mauvais esprit de s'en formaliser, à l'instigation des Anglais, qui ne perdirent pas cette occasion de nous nuire et de se défendre.

L'expédition d'Égypte fut le premier fait important de la nouvelle et terrible lutte qui s'engageait entre la France et l'Angleterre.

L'armée française partit de Toulon le 19 mai. Bonaparte l'avait appelée, dans une proclamation à ses soldats, « l'une des ailes de l'armée d'Angleterre ». L'amiral anglais Nelson crut qu'elle allait passer par le détroit de Gibraltar et se disposa à l'en empêcher. Cependant la flotte française vogua vers l'est, toucha Malte. L'île fut enlevée aux chevaliers de Saint-Jean presque sans lutte, le 10 juin, et Vaubois y fut laissé avec une petite garnison. Bonaparte débarqua à Alexandrie le 1er juillet ; la ville lui fut abandonnée. Il marcha aussitôt sur le Caire; ses soldats endurèrent de terribles souffrances dans la traversée du désert de Damanhour, et faillirent se laisser démoraliser: quel-

ques-uns se suicidèrent sous les yeux du général en chef en lui reprochant leur mort. Les Mameluks tentèrent d'arrêter cette marche. Leur cavalerie fut repoussée aux combats de Ramanieh, de Chébréiss, et, le 21 juillet, au pied des Pyramides, les Français remportèrent une victoire décisive : tous les assauts des Mameluks se brisèrent contre les carrés de l'infanterie française, et quelques volées de boulets de canons, une fusillade bien nourrie, les décimèrent. Leurs principaux chefs s'enfuirent, Mourad-bey dans la Haute-Égypte, Ibrahim-bey en Syrie. Bonaparte entra au Caire ; ses soldats oublièrent leurs misères.

Cependant Nelson, resté trop longtemps à Gibraltar, s'était mis à la poursuite des Français ; il les chercha en Sicile, en Morée, en Crète ; il jura de les trouver, « pourvu, disait-il, qu'ils fussent au-dessus de l'eau ». Il trouva les vaisseaux de l'amiral Bruëys en rade d'Aboukir ; il les surprit dans une position désavantageuse, les attaqua le 1er août, en brûla la plus grande partie. Bruëys et Dupetit-Thouars furent tués à leur bord. Villeneuve s'échappa avec deux frégates. Cette bataille, que les Anglais appelèrent « la victoire du Nil », eut un grand retentissement ; Nelson fut fait baron du Nil. Les Français étaient enfermés en Égypte ; l'Angleterre semblait tenir à sa merci l'une des meilleures armées du Directoire. Il n'était pas possible que Bonaparte privé de sa flotte fît rien d'important en Orient.

Il se décida à organiser sa conquête. Desaix, lancé à la poursuite de Mourad-bey, le battit à Sediman et occupa toute la Haute-Égypte ; il s'y fit aimer des indigènes. Bonaparte réprima une insurrection du Caire et y établit solidement son autorité. Il s'efforça aussi de gagner l'amitié des Musulmans en affichant le plus grand respect pour leurs croyances ; dans ses manifestes, il affecta de fondre, en une harmonie bizarre, les versets du Coran et les articles de la Déclaration des droits ; à la fête du Nil, on le vit, en costume oriental, se rendre à la mosquée principale et réciter avec les cheikhs les litanies musulmanes. Les Égyptiens l'appelèrent Ali-Bounaberdi et furent tout prêts à le reconnaître pour leur pacha, leur sultan.

Mieux que cela, il créa, avec les nombreux savants qu'il avait amenés de France, l'*Institut du Caire*. Monge, Berthollet, Fourrier, Geoffroy-Saint-Hilaire, Conté, travaillèrent à la régénération de l'Égypte. Ils commencèrent

l'étude de ses anciens monuments. Un officier français découvrit l'inscription trilingue de Rosette, où Champollion retrouva en 1822 le secret des hiéroglyphes. Conté en particulier ouvrit des manufactures, entreprit d'enseigner aux habitants de la vallée du Nil de meilleures méthodes de culture, se multiplia pour rendre à ce pays la prospérité qu'il avait perdue depuis l'occupation turque. Ce fut une admirable Renaissance, qui ne tarda pas à porter ses fruits. Grâce à l'Institut du Caire, l'Égypte ancienne et moderne resta le domaine des savants français. Des études furent faites sur le canal de Néchao, sur le percement de l'isthme de Suez.

Bonaparte pourtant ne consentait pas à n'être que pacha d'Égypte. Ibrahim-bey s'était réfugié en Syrie. Le sultan, ayant déclaré officiellement la guerre à la République française, avait chargé le pacha de Damas d'attaquer les Français en Égypte, pendant qu'une flotte anglo-turque, sous Mustapha-Pacha, tenterait un débarquement vers Alexandrie. Bonaparte, qui préférait l'offensive à la défensive, quitta l'Égypte au printemps de 1799, franchit l'isthme de Suez, prit El-Arisch, Gaza, Jaffa, assiégea Saint-Jean d'Acre. Y laissant quelques troupes, il battit le pacha de Damas à Tibériade, au mont Thabor, revint devant Saint-Jean d'Acre. Les canons qui lui arrivaient d'Alexandrie par mer pour la continuation du siège furent pris par les Anglais, servirent à la défense de la place. Djezzar-pacha, assisté de Sydney Smith, résista d'ailleurs très vigoureusement. Dépourvu de moyens suffisants, Bonaparte se résigna à lever le siège. Cet échec lui fermait la route d'Asie Mineure et de Constantinople, par où il avait peut-être rêvé de rentrer en Europe et de prendre à revers la seconde coalition qui venait de se former contre la France.

Il retourna en Égypte pour s'opposer au débarquement des troupes turques qu'amenait la flotte anglaise. Le 25 juillet, presque un an après la bataille du Nil, il remporta à Aboukir sur Mustapha-Pacha une grande victoire et rejeta les ennemis à la mer. Vainqueur, mais toujours enfermé dans une conquête où il s'impatientait de ne pouvoir plus agir, il résolut de quitter l'Égypte et d'aller reprendre sa place en Occident : il avait désormais plus de profit à espérer de la guerre européenne et du discrédit où était tombé le Directoire. Il partit secrètement d'Alexandrie le

22 août, laissant à Kléber le commandement de ses troupes, échappa aux croisières anglaises et débarqua à Fréjus, le 9 octobre. Le mois suivant, le 19 brumaire, il renversa le Directoire et devint premier Consul.

Il se hâta d'en finir avec l'Autriche pour pouvoir reprendre la lutte contre l'Angleterre, qui refusait de traiter. La campagne de 1800 fut très glorieuse en Italie et en Allemagne. L'empereur, vaincu à Marengo et Hohenlinden, signa la paix de Lunéville, le 9 février 1801, sur les bases du traité de Campo-Formio : il garda la Vénétie, l'Istrie et la Dalmatie, mais dut reconnaître l'existence des Républiques Cisalpine, Batave, Helvétique et Ligurienne, c'est-à-dire la suprématie de la France en Italie et aux Pays-Bas.

Cependant les Anglais serraient de près les Français restés en Égypte. Kléber, menacé par des forces supérieures, venues d'Angleterre, de Constantinople, et même par une armée de 10.000 cipayes de l'Inde dont l'arrivée fit sensation, désireux d'aller se battre en Europe, signa avec Sydney Smith la convention d'El-Arisch (24 janvier 1800), par laquelle il abandonnait l'Égypte à condition que ses troupes seraient transportées en France. L'amiral Keith exigea ensuite qu'il se rendît sans conditions : « On ne répond à de telles insolences que par des victoires, » dit Kléber à ses soldats. Il remporta sur les Anglais la victoire d'Héliopolis, le 20 mars, et demeura le maître incontesté de l'Égypte. Il résolut alors de rester dans la vallée du Nil et d'y fonder de façon durable l'empire de la France. Il se réconcilia avec Mourad-bey, qui fut dès lors pour lui un ami loyal, donna à tout le pays une administration très sage et lui assura ainsi quelque temps d'une paix et d'une prospérité très brillante. Un fanatique le tua au Caire d'un coup de poignard, le 14 juin 1800, et anéantit dans leur germe les belles promesses de ce gouvernement.

Le général Menou, qui lui succéda, était bien incapable de continuer son œuvre. Les Anglais ne tardèrent pas d'ailleurs à le bloquer. Ils s'emparèrent enfin le 25 septembre 1800 de l'île de Malte, qu'ils assiégeaient depuis vingt-six mois, depuis les premiers temps de son occupation par les troupes de Bonaparte ; et, maîtres dès lors de la Méditerranée, ils exercèrent sur tous, même sur les neutres, une tyrannie qui leur suscita des ennemis redoutables.

C'est en effet dans l'hiver de 1800 à 1801 que Bonaparte noua une étroite alliance avec le tsar Paul Ier, qui, mécon-

tent de sa participation à la seconde coalition, nourrissait à l'endroit du premier Consul une vive admiration. Les deux amis formèrent alors contre l'Angleterre le premier de ces grands projets dont la réalisation n'a jamais pu être poursuivie, mais qui sont comme une éclatante lumière jetée sur l'avenir.

Ils se rendaient compte que l'Angleterre était vulnérable dans l'Inde, où sa domination était à peine assise. Ils y voulaient conduire une expédition qui soulèverait au passage tous les peuples de l'Iran et du Turkestan, et les jetterait dans la vallée de l'Indus en une masse aussi irrésistible que jadis celle des conquérants mongols. L'amiral Knorring, à la tête des Cosaques du Don et de 10.000 réguliers, partirait d'Orenbourg et passerait par le Turkestan, Khiva, Boukhara, dans la direction du Haut-Indus. 35.000 Français, sous le commandement de Masséna, descendraient la vallée du Danube jusqu'à la mer Noire, débarqueraient à Taganrog, gagneraient de là la mer Caspienne avec 35.000 Russes, atteindraient la Perse, puis Hérat, Kandahar et rejoindraient Knorring à l'entrée de l'Inde. Ils emmèneraient avec eux un grand nombre de savants, destinés à former une sorte d'*Institut de l'Inde,* et à renouveler, en retrouvant ses origines, la vieille civilisation hindoue. L'expédition fut réglée dans ses moindres détails; le tsar comptait vingt jours pour la descente du Danube, cinquante-cinq ensuite pour arriver en Perse, puis quarante-cinq pour gagner l'Indus : en tout, quatre mois environ. Les Franco-Russes devaient entreprendre la conquête de l'Inde vers la fin de juin 1801. Déjà l'amiral Knorring avait appelé sous son commandement de nombreuses tribus de Cosaques, et il avait franchi la Volga, lorsque l'assassinat de Paul Ier, le 24 mars 1801, arrêta tout.

Bonaparte ne put, par cette gigantesque diversion, sauver l'Égypte. Les Anglais y avaient débarqué 20.000 hommes. Menou fut battu à Canope, le 21 mars. Le général Belliard capitula au Caire le 25 juin, et Menou lui-même à Alexandrie, le 2 septembre. Les dernières troupes françaises furent rapatriées.

Pitt avait été renversé du ministère. Son successeur Addington se montra mieux disposé à la paix, que l'Angleterre, victorieuse sur mer, pouvait signer à d'honorables conditions. Elle fut conclue à Amiens, le 27 mars 1802. L'Égypte fut rendue au Sultan; les Anglais s'engagèrent à

restituer Malte aux chevaliers de Saint-Jean. La France s'engagea à évacuer les ports qu'elle occupait dans le royaume de Naples; elle renonçait aux Iles Ioniennes qui devaient former la République des Sept-Iles, sous le protectorat de la Porte et de la Russie. Les grands projets de Bonaparte sur la Méditerranée étaient renversés : l'Orient lui échappait. Mais il n'avait pas dit à cet égard son dernier mot.

Tout en détournant avec grand succès, et aussi avec le concours des circonstances, les entreprises dirigées contre eux, l'expédition d'Égypte ou le plan franco-russe d'une part, et bientôt d'autre part la menace du camp de Boulogne, les Anglais fortifiaient avec une énergie infatigable leur établissement dans l'Inde, et y accomplissaient des conquêtes aussi considérables et plus durables que les plus étonnantes de l'épopée napoléonienne.

Warren Hastings, jusqu'à sa retraite en 1785, avait achevé la soumission du Carnatic et de la côte des Circars récemment enlevés à la France ; il avait étendu le Bengale jusqu'à Bénarès. De ces deux points de départ, ses successeurs continuèrent la conquête du Dekkan et celle du bassin du Gange. Des deux côtés, ils ne rencontrèrent pas seulement les petits souverains indigènes, mais auprès d'eux un grand nombre d'officiers et d'aventuriers français, héritiers de la pensée de Dupleix et de Bussy. Le plus illustre fut le Savoisien Benoît de Boigne, ce « magicien qui faisait des canons avec des pierres, du riz avec du sable, des héros avec des Hindous, » et qui fut, entre 1785 et 1794, le principal instrument de la puissance du Sindhia des Mahrattes, souverain des pays du Gange supérieur et de la Djemma, protecteur du Grand Mongol de Delhi. A ce point de vue, les guerres des Anglais dans l'Inde sont comme un épisode de leur grande lutte contre la France.

Lors de la guerre de l'indépendance américaine, le bailli de Suffren avait trouvé un allié dévoué dans le souverain du Mysore, l'usurpateur Haïder-Ali : la conclusion hâtive du traité de Versailles avait empêché que cette alliance portât tous ses fruits. Haïder-Ali n'en était pas moins un dangereux voisin pour les Anglais. Après lui, son fils Tippoo-Sahib leur voua la même haine et attira sur le Mysore les armes de Lord Cornwallis, le successeur de Warren Hastings. Dans une première guerre, de 1790 à 1792, les Anglais lui prirent Bengalore, le vainquirent à Arikéra

et l'enfermèrent dans sa principale forteresse Séringapatam. Il y capitula. Lord Cornwallis lui laissa ses États, de peur, en l'affaiblissant trop, de rompre l'équilibre du Dekkan en faveur des Mahrattes, très redoutables aussi au centre du plateau.

Lorsque la Révolution triompha en France, son écho se fit entendre jusque dans le Mysore. De nombreux Français y vinrent; un certain Ripaud y fonda un club jacobin et l'on y jura « haine à tous les rois, excepté au citoyen sultan Tippoo-Sahib ». Cependant, dès 1793, le gouverneur anglais John Shore occupa les cinq villes françaises de l'Inde et bientôt aussi l'île de Ceylan où les Hollandais ne pouvaient pas résister. Au mois de janvier 1799, Bonaparte, qui pensait bien ne pas rester enfermé en Égypte, se mettait en rapports avec Tippoo-Sahib et lui écrivait : « Vous avez déjà été instruit de mon arrivée sur les bords de la mer Rouge avec une armée innombrable et invincible, remplie du désir de vous délivrer du joug de fer de l'Angleterre. » Il cherchait à s'entendre avec lui pour une action commune.

Les Anglais redoutaient ce danger. Le nouveau gouverneur, Richard Wellesley, y trouva une raison de recommencer la guerre contre Tippoo-Sahib. Il commença par s'emparer des ports de la côte de Malabar, par où le sultan du Mysore pouvait correspondre avec la haute mer, Mangalore, Cannanore, Tellitchéry, Calicut. Entourant ainsi Tippoo-Sahib par l'ouest comme par l'est, il envoya contre lui son frère Arthur Wellesley. Celui-ci fut vainqueur à Malvelly, le 25 mars 1799. Il enferma de nouveau le sultan dans Seringapatam; après quelques jours de siège, il donna l'assaut à la citadelle ; Tippoo se défendit vaillamment sur la brèche et s'y fit tuer (avril 1799). Arthur Wellesley resta quelque temps gouverneur de la ville. Le Mysore fut démembré entre les Anglais, les Mahrattes et le nizam d'Haïderabad.

Le marquis de Wellesley, de 1798 à 1805, fut l'un des plus conquérants parmi les grands gouverneurs anglais de l'Inde. Tout en surveillant les approches de son domaine administratif, envoyant des cipayes en Égypte, signant avec le shah de Perse le traité de Téhéran, il s'occupait surtout d'agrandir toujours le territoire de la Compagnie. Il fut l'inventeur du système de la « force subsidiaire : » il obligeait les petits souverains du pays à recevoir chez eux des troupes anglaises, sous prétexte de les protéger, et en

échange de ce service, il leur faisait payer des subsides en argent ; selon les besoins, il augmentait la force de la garnison et en même temps recevait une plus forte indemnité pécuniaire. Plus habile que Dupleix, il faisait à la fois les affaires de l'Angleterre et des actionnaires de la Compagnie.

Ainsi le Nizam perdit en 1800 les territoires que l'année précédente il avait obtenus du partage du Mysore ; dans ceux qu'il garda, il reçut une « force subsidiaire ». Le royaume de l'Aoude fut démembré : il perdit, par le traité de Luknow (1801), Gorakhpour à l'est, Allahabad au sud, au confluent du Gange et de la Djemma, Faroukhabad, Shahdjahanpour, Bareilly et le Rohilkhand à l'ouest. Il se trouva ainsi complètement entouré par les possessions anglaises et acculé à l'Himalaya. Les Anglais pouvaient attendre : sa soumission n'était plus qu'une affaire de temps.

Mais l'empire anglais se trouvait toujours partagé en trois tronçons : le Bengale, Bombay et la côte de Coromandel. Le centre du triangle formé par ces trois points était occupé par les États des Mahrattes. Quoique divisés entre plusieurs souverains, ils étaient redoutables. Les Mahrattes avaient avec eux un grand nombre de Français, habiles organisateurs d'armées, vaillants soldats sur les champs de bataille. Ils avaient été les principaux représentants de la réaction hindoue contre la domination musulmane et contre les envahisseurs afghans et persans ; ils y avaient subi des échecs ; mais il n'était pas assuré qu'ils ne tenteraient pas encore de refaire l'unité de l'Inde à leur profit. Les Anglais n'étaient pas disposés à leur en laisser le loisir.

Wellesley, sous divers prétextes ou même sans prétexte, leur fit une guerre continuelle et les décima peu à peu. En 1802, le Peshva de Pouna, voisin de Bombay, accepta le protectorat anglais sur toutes ses terres, étendues le long de la mer d'Oman, de Surate à Goa. Le nabab de Surate fut détrôné. Maîtres déjà de la côte de Malabar, les Anglais tenaient ainsi tous les rivages occidentaux du Dekkan.

De 1802 à 1805 fut conduite la première grande guerre mahratte. Arthur Wellesley, parti de Bombay, parcourut tout le pays jusqu'à la Djemma, renversant devant lui tous les obstacles. Le général Lake, parti d'Allahabad, occupa Agra ; le 11 septembre 1802, il livra bataille, sous les murs de Delhi, aux Mahrattes assistés de plusieurs corps de troupes françaises ; il fut vainqueur. Il remporta encore la

victoire de Lasvari. Une garnison anglaise fut installée à Delhi, auprès du Grand Mongol, inutile spectateur de ces luttes autour de son trône.

Dès lors, c'en était fait de la puissance des Franco-Hindous, qui avait paru un moment capable de sauver l'indépendance de l'Inde, mais que le gouvernement français n'avait pas pu ou pas sù soutenir. Vainqueurs des héritiers du grand Sindhia, les Anglais purent se donner pour les protecteurs du Grand Mongol, pour les légitimes représentants de sa suzeraineté sur toute la péninsule. Ils s'acquittèrent consciencieusement de cette fonction.

II. — Le grand plan de Napoléon sur l'Orient.

L'Inde était désormais un facteur essentiel de la politique générale, et, depuis l'expédition d'Égypte, les Anglais en surveillaient toutes les routes, notamment celle de la Méditerranée. Pour les atteindre et les réduire à l'impuissance, il fallait occuper les positions principales sur cette mer. Or ils ne se décidèrent qu'en 1803 à évacuer l'Égypte; ils refusèrent d'évacuer Malte, Napoléon dans le même temps violant d'autre façon le traité d'Amiens; et, moins d'un an après la signature de la paix, au printemps de 1803, la guerre fut de nouveau déclarée.

Napoléon savait bien la rupture inévitable; il lui suffit d'assurer aux fêtes de son avènement et de son couronnement la paix nécessaire à leur éclat et à leur grandeur. Dès l'automne de 1802, il envoyait le colonel Sébastiani en mission « commerciale » dans le Levant. Celui-ci cacha à peine le caractère militaire de son voyage; il passa par Tripoli, puis par Alexandrie et Le Caire. Il y fut accueilli par des acclamations unanimes: elles étaient surtout l'expression de la colère excitée par la tyrannie maritime de l'Angleterre. A Saint-Jean d'Acre, il fut reçu avec le même enthousiasme; il resta aussi quelque temps à Smyrne, aux îles Ioniennes. Quand il fut revenu en France, son rapport fut publié au *Moniteur Officiel* du 30 janvier 1803, et il se trouva surtout rempli de considérations stratégiques sur la situation du Levant, les chances de succès d'une nouvelle expédition sur la Méditerranée: « 6.000 Français, y disait-il, suffiraient à reprendre l'Égypte ». Les Anglais crurent prudent de garder Malte, et les Russes envoyèrent des troupes aux îles Ioniennes.

Au mois d'avril 1802, un mois après le traité d'Amiens, le général Decaen demanda à être envoyé dans l'Inde, « à seule fin de combattre les Anglais ». Ostensiblement il fut chargé d'aller reprendre possession des cinq villes françaises de l'Inde. Mais il emmena avec lui quelques milliers de soldats choisis, et il reçut des instructions très précises sur les relations à renouer avec les indigènes, les préparatifs à faire contre la domination anglaise. Quand il fut arrivé à Pondichéry, la déclaration de guerre était imminente et les Anglais refusèrent de lui rendre la ville. Ils tinrent même ses vaisseaux en surveillance; il eut grand'peine à leur échapper à temps et à se retirer à l'île de France. De là, jusqu'en 1811, il ne cessa pas de diriger contre eux les entreprises les plus audacieuses, renouvelant les exploits des plus fameux corsaires d'autrefois. Il n'eut jamais assez de ressources, de la part de son gouvernement, pour tenter rien de sérieux contre l'Inde elle-même. Napoléon prétendait y atteindre par le continent.

Après l'échec de son projet de descente en Angleterre, l'empereur se retourna contre les alliés, les mercenaires de sa grande ennemie. Il battit les Autrichiens et les Russes à Austerlitz et imposa aux premiers le traité de Presbourg (26 déc. 1805). L'Autriche cédait la Vénétie au royaume d'Italie, la Dalmatie et l'Istrie, moins Trieste, à la France. Chassée de l'Italie, elle le fut bientôt de l'Allemagne, et le Saint Empire Romain Germanique disparut l'année suivante. Ne recevant en échange aucune compensation, l'Autriche resta l'ennemie de Napoléon. Talleyrand pourtant adressa à l'empereur un mémoire célèbre[1] dans lequel il lui conseillait de donner à l'Autriche la Moldavie et la Valachie jusqu'au Danube; elle aurait ainsi barré aux Russes la route de Constantinople; elle les aurait rejetés à l'est en Asie, où ils se seraient heurtés bientôt aux Anglais, pour le plus grand intérêt de la prépondérance française dans l'Europe occidentale. Là encore se rencontrent des idées qui ont été en partie reprises de nos jours par le prince de Bismarck. Mais il n'est pas certain que l'Autriche eût pris dès ce temps une conscience si nette de sa « vocation orientale »; il est difficile de croire qu'elle eût du jour au lendemain abandonné sans arrière-pensée

1. Publié par M. Pierre Bertrand dans la *Revue historique* (janvier-mars 1889). Paris, F. Alcan

sa politique séculaire, qu'elle eût docilement obéi à l'impulsion de Napoléon.

Celui-ci reprenait donc pied en 1805 sur la péninsule des Balkans, allongeait singulièrement en ce sens la ligne de côtes qu'il possédait, entrevoyait plus clairement la possibilité de fermer l'Europe aux Anglais. Bientôt vainqueur de la Prusse, protecteur de la Confédération du Rhin, provoqué par les Anglais qui décrétèrent le blocus des côtes de la Manche, il signa à Berlin, le 21 novembre 1806, le décret du blocus continental. Ce fut la forme où s'exprima et tenta de se réaliser son rêve de domination européenne, où se matérialisa sa haine contre son implacable ennemie. Il voulut en finir avec la Russie pour reprendre contre l'Angleterre quelque gigantesque entreprise.

Le maréchal Lefebvre enlève Danzig en mai 1807. Napoléon encourage les espérances patriotiques des Polonais, qui ont auprès de lui un puissant défenseur de leur cause dans la personne de la comtesse Walewska. Il veut entraîner les Turcs à la guerre : « As-tu cessé de régner ? écrit-il dès 1802 au Sultan. Réveille-toi, Sélim, appelle au ministère tes amis, chasse les traîtres ; confie-toi à tes vrais amis,... ou tu perdras ton pays, ta religion et ta famille. » Sébastiani va à Constantinople avec de nombreux officiers ; il pousse le sultan à profiter des circonstances pour se venger des Russes, lui offre le concours de l'armée française de Dalmatie qui descendra le Danube au premier signal. Il lui montre les agissements suspects des hospodars de Valachie et de Moldavie, Ypsilanti et Morousi, tous deux dévoués à la Russie ; il obtient un premier succès : ils sont révoqués. L'ambassadeur de Russie, le prince Italinski, demande des explications, n'en reçoit point, prend ses passe-ports. L'ambassadeur d'Angleterre, lord Arbuthnot, malade, envoie son secrétaire William Pole au Divan ; l'Anglais y court à cheval ; il se présente aux ministres ottomans couvert de boue, la cravache à la main, exige impérieusement le renvoi immédiat de Sébastiani. 100.000 Russes, sous Michelson, envahissent et occupent la Moldavie. Le sultan est ébranlé.

Sébastiani tient bon. Il relève le courage des Ottomans ; il leur rappelle les temps de 1739 et l'ambassade du marquis de Villeneuve. Il est entendu : les Turcs lancent à la Russie et à l'Angleterre la déclaration de guerre (décembre 1806).

Les Anglais y répondent aussitôt. L'ambassadeur s'est retiré sur les vaisseaux de l'Archipel. Il revient avec la flotte de l'amiral Duckworth. Les Dardanelles et le Bosphore avaient été précipitamment fortifiés par le commandant Juchereau de Saint-Denis. La flotte anglaise s'engage dans les Dardanelles, le 19 février 1807; les canons des châteaux d'Europe et d'Asie croisent leurs feux sur elle; ils sont bientôt démontés, réduits au silence; les canonniers turcs effrayés abandonnent leurs batteries; la panique gagne tous les forts, au long du rivage, entre dans Constantinople, répand la terreur au sérail. L'amiral Duckworth pénètre dans le Bosphore, jette ses ancres au cap San Stefano, à deux lieues, en vue du palais du sultan.

Le moment est critique. Sélim parle d'en passer par les exigences des Anglais. Sébastiani combat cette faiblesse: les Anglais peuvent être bloqués dans le Bosphore; on peut leur faire regretter leur audace; il est facile d'armer les forts, de leur fermer la retraite; Constantinople n'est pas une place que l'on puisse ainsi enlever d'un coup de main. Sébastiani l'emporte encore, se charge de tout. Selon son avis, le Divan consent à entamer des négociations avec l'amiral Duckworth, les traîne en longueur, d'heure en heure, de jour en jour.

Cependant Constantinople est mise en état de défense. Excités par l'exemple de Sébastiani et de ses Français, les Turcs travaillent avec énergie; des vaisseaux, des chaloupes, des brûlots se rangent devant la Corne d'Or, en ferment l'entrée. Les fortifications sont partout réparées; le sultan, les ministres visitent à pied les travaux, sont pris eux-mêmes d'une ardente fièvre belliqueuse. Partout des terrassements s'élèvent, au Bosphore, aux Dardanelles, se hérissent d'artillerie. Le divan ne se hâte pas de répondre aux sommations anglaises; Duckworth s'impatiente, s'inquiète. 1.200 canons ouvrent leurs gueules menaçantes sur les Anglais; Duckworth n'attend pas les décisions du sultan; il craint d'être pris au piège; il le sera s'il reste devant la ville. Le 1er mars, il lève ses ancres, reprend le chemin des Dardanelles; au passage, il est rudement salué par les batteries des châteaux; il se hâte, perd deux corvettes, 600 hommes tués, et disparaît au sud, heureux d'en être quitte à ce compte.

Il en coûte aux Anglais d'en rester sur cet échec. Quinze jours après, à l'improviste, l'amiral Fraser paraît sur les

côtes égyptiennes, y débarque des troupes, enlève Alexandrie (17 mars). Il compte profiter de l'anarchie qui de nouveau trouble la vallée du Nil sous le gouvernement des Mameluks. Mais les temps sont changés depuis 1801. Le sultan a envoyé en Égypte, pour contrebalancer l'influence des Mameluks souvent rebelles, des troupes albanaises plus dociles, sous un chef intelligent et brave, Méhémet-Ali. Le pacha d'Égypte, Khosrew, n'est qu'un jouet aux mains des Mameluks; ils veulent qu'il éloigne les Albanais; Méhémet-Ali le dépose et le renvoie à Constantinople: de là entre eux une haine personnelle qui se retrouvera. Le successeur de Khosrew est massacré; un autre est déposé; dans ce désordre, Méhémet-Ali habilement gagne quelques Mameluks, se fait élire pacha par eux et par ses Albanais; il est maître de l'Égypte; le Divan confirme ses pouvoirs (juillet 1805). Il augmente alors ses troupes albanaises sur lesquelles il peut compter. Les Mameluks sont mécontents; ils s'entendent avec les Anglais; et c'est ainsi qu'Alexandrie tombe aux mains de l'amiral Fraser. Celui-ci veut refaire à son profit la campagne d'Égypte; il marche sur Rosette, il est battu, se renferme dans Alexandrie, y est assiégé, capitule en septembre 1807, et se rembarque.

Ces défaites de l'Angleterre resserraient l'alliance entre le sultan et Napoléon, et l'empereur put compter que les Turcs, en agissant sur le Danube, feraient une diversion utile à ses opérations contre la Russie, immobiliseraient du moins une bonne partie des troupes du tsar.

Il trouva d'autres alliés encore, jusqu'en Asie: « si la Turquie fut notre droite, la Perse fut notre extrême-droite ». Les Russes étaient en guerre avec la Perse, du jour où ils avaient franchi le Caucase; en 1783, le tsar de Géorgie, Héraclius, reconnut leur protectorat; en 1801, à sa mort, il leur laissa ses États. Le shah de Perse, Feth-Ali-khan, s'y opposa, envoya des troupes sur la Koura; elles furent battues, les Russes occupèrent le Daghestan et Bakou.

Feth-Ali pensa trouver un appui dans l'alliance française; il envoya des ambassadeurs à Napoléon, alors en Pologne. Ils furent reçus par l'empereur à Finkenstein, et il signa avec eux le traité du 4 mai 1807: il y avait déclaration d'amitié et d'alliance entre Napoléon et le shah; la France garantissait à la Perse la possession de la Géorgie, s'engageait à lui fournir des officiers, des canons, des fusils.

Moyennant quoi, les troupes persanes agiraient contre les Russes vers le Caucase; les troupes françaises pourraient traverser la Perse, les escadres françaises s'abriter dans ses ports, si l'empereur jugeait nécessaire de les envoyer vers l'Inde. L'alliance de la Perse pouvait donc servir contre la Russie; Napoléon pensait aussi l'employer contre l'Angleterre, et, à la suite du traité de Finkenstein, le général Gardane fut envoyé à Téhéran, pour y étudier un plan d'invasion de l'Inde par l'Iran.

Napoléon vainquit les Russes sans avoir besoin de toutes ces alliances dont il les enserrait au sud-ouest et au sud-est. Sa victoire de Friedland, le 14 juin 1807, fut décisive. Le tsar Alexandre Ier sollicita une entrevue qui eut lieu à Tilsit, sur le Niémen: les deux empereurs y restèrent quinze jours ensemble et y fondèrent, sinon une amitié sincère, du moins une alliance en apparence solide.

Ils agitèrent, pendant ces quinze jours, bien des questions délicates; le sort du monde y fut débattu, et notamment la question d'Orient. Napoléon n'était pas sans embarras à ce sujet; il avait surexcité toutes les forces musulmanes contre la Russie, et maintenant il fondait son système politique sur l'alliance russe. Il était difficile d'échapper à cette contradiction dangereuse.

Il en fut sauvé par une série de révolutions de palais qui bouleversèrent alors le gouvernement ottoman pendant plus d'une année. L'influence occidentale, même française, ne plaisait pas à tous les Ottomans, et le parti Vieux-Turc, appuyé sur les ulémas ou docteurs du Coran et sur les Janissaires inquiets pour leurs privilèges, s'irritait chaque jour davantage contre Sélim, à mesure que les troupes du *nizam-djedid* ou de la nouvelle ordonnance devenaient plus nombreuses et plus capables de soutenir la politique réformatrice du sultan. Au mois de mars 1805, Sélim III promulgua un hatti-chérif prescrivant de verser dans le nizam-djedid les jeunes gens les plus robustes et les plus intelligents des autres corps, même des janissaires. C'était achever la réorganisation militaire de l'empire, mais aussi décimer les anciennes troupes. Les Janissaires se révoltèrent; Sélim ne se crut pas encore capable de les réduire et retira son hatti-chérif. La rébellion s'apaisa, mais la défiance dura.

Lors de l'attaque de la flotte anglaise, en février 1807,

les batteries improvisées par Sébastiani furent servies par des soldats recrutés en hâte, et appelés *yamaks tabieli,* ou « assistants des batteries ». Après l'échec infligé aux Anglais, ils reçurent des récompenses, des privilèges; mais les Janissaires les excitèrent, leur firent craindre d'être versés dans le nizam-djedid; leurs chefs se mirent en rapport avec le chef des yamaks, Kabakchi-Oglou. Celui-ci, dans l'espérance de s'emparer du pouvoir, se souleva avec l'aide des Janissaires, conduisit ses soldats à Constantinople après leur avoir fait prêter serment sur son sabre nu. Arrivé devant le sérail, il se fit livrer dix-sept ministres ou hauts dignitaires du sultan, et leurs têtes coupées furent rangées sur le front du bataillon des yamaks. Puis le sultan dut ordonner la suppression de toutes les troupes du nizam; enfin, il fut déposé, enfermé, remplacé par son cousin Mustapha (29 mai 1807).

Cela dura quelques mois. Le pacha de Routchouk, Mustapha le Baraïctar ou le porte-étendard, était un fidèle serviteur de Sélim et un zélé partisan de ses réformes. Quand il se jugea assez fort pour réussir, il mena ses troupes à Constantinople. Kabakchi-Oglou fut pris et tué dans la somptueuse villa qu'il habitait sur le Bosphore. Le Baraïctar exigea le rétablissement de Sélim: on ne lui livra que son cadavre. Le sultan Mustapha n'en fut pas moins déposé, et Mahmoud II fut proclamé le 28 juillet 1808. Le Baraïctar fut grand-vizir. Il ordonna quelques exécutions, pour décapiter le parti adverse; quelques femmes du harem, qui s'étaient trop bruyamment réjouies de la mort de Sélim, furent cousues dans des sacs et jetées au Bosphore.

Le nouveau vizir était du reste un personnage très cruel; il excita bientôt de vifs mécontements. Un jour qu'il se rendait à la mosquée, la foule ne s'écartant pas assez vite sur son passage, il la fit bâtonner par ses gens; elle s'ameuta, menaça. Le Baraïctar s'enfuit, s'enferma dans son palais; l'émeute grandit, y vint mettre le feu, le vizir se retira dans une tour avec son esclave favorite et un eunuque noir; on les chercha, on ne les retrouva que trois jours après, brûlés. Cependant les Janissaires exigeaient la chute de Mahmoud et le rétablissement de Mustapha. Mahmoud fit étrangler Mustapha, et, comme il se trouva désormais le seul descendant d'Osman, il fut respecté; les révoltés se calmèrent; les ulémas vinrent en corps le féli-

cuer du triomphe de la religion et des anciennes lois (4 novembre 1808).

Non seulement Constantinople était troublée par des désordres capables de lasser les meilleurs amis des sultans, mais aussi les provinces de l'Empire étaient sans cesse agitées par des tentatives insurrectionnelles, fruit de la faiblesse du gouvernement, des idées d'indépendance jetées par la France révolutionnaire à travers tous les peuples, des espérances suscitées par les exploits inouïs des armées de Napoléon. Ces tentatives avaient les caractères les plus variés.

C'était le pacha de Beirout, Djezzar, qui massacrait les chrétiens du Liban, défendait en 1799 Saint-Jean d'Acre contre Bonaparte, puis se rendait indépendant dans cette ville et y bravait toutes les colères du sultan, jusqu'à sa mort en 1804.

C'était la tribu des Wahabites, qui, accusant les Turcs d'être infidèles aux enseignements de Mahomet, se révoltait dans l'Arabie centrale, s'emparait de La Mecque, de Médine, en 1803 et 1804.

C'était le Bosniaque musulman, Pasvan Oglou, qui, maître de Widdin, puis successivement de Nicopolis, Plevna, Sofia, Nisch, Sistova, Routchouk (1797-1798), rêvait de refaire le vieil empire bulgare du moyen âge, de lui donner Constantinople pour capitale, déclarait la guerre au sultan, battait les Turcs, arrivait jusqu'à Andrinople, y recevait du divan l'investiture du gouvernement de toute la Bulgarie et y restait indépendant jusqu'en 1807.

C'était le Monténégro, qui, sous le vladika Pierre Ier, remportait sur les Ottomans victoires sur victoires, faisait solennellement proclamer par le sultan que « jamais les Monténégrins n'avaient été les sujets de la Porte », fondait une étroite alliance avec la Russie, conservant bravement à l'orthodoxie cette forteresse montagneuse du Monténégro autour de laquelle allaient peu à peu surgir, comme jadis autour des Asturies d'Espagne, une rangée de plus en plus compacte d'États chrétiens, ressuscités pour la conquête de la ville de Constantin.

C'était en effet l'ardent patriote Rhigas, de Velestino, qui appelait les Grecs à la liberté en des chants enflammés et tentait de les grouper en une active association secrète pour la préparation de la guerre sainte; livré par les Autrichiens aux Turcs, il était noyé dans le Danube à Belgrade en 1798.

C'était Ali, le pacha de Janina, maintes fois le correspondant de Bonaparte, qui occupait Arta, toute l'Acarnanie, y agrandissait son domaine aux dépens des pachas ses voisins, bloquait sur leurs rochers et massacrait en 1803 les Souliotes orthodoxes, constituait cependant l'unité des Skipétars ou Albanais musulmans, rappelait ainsi le souvenir de Pyrrhus et paraissait capable de restaurer l'antique royaume de l'Épire.

C'était encore la Serbie, lasse de l'oppression des Janissaires et groupée autour de sa rustique aristocratie des éleveurs de porcs. Elle était restée très agitée depuis l'occupation autrichienne, surtout après le traité de Sistova; les Turcs s'apercevaient qu'il y avait désormais « quelque chose de changé » en Serbie. Les Janissaires n'en furent que plus cruels; beaucoup de Serbes furent dépouillés ou tués, des femmes enlevées. Ces persécutions produisirent des révoltes; même, en 1804, une Skouptchina ou assemblée générale proclama « chef des Serbes » un énergique éleveur de porcs, Georges Petrovitch, surnommé Kara-Georges ou Georges le Noir. Il prétendit ne faire la guerre qu'aux janissaires, non au sultan; mais le succès l'encouragea à réclamer pour son pays l'autonomie, à lutter même pour l'indépendance.

Il remporta d'éclatantes victoires sur les pachas turcs qui furent envoyés contre lui, notamment celle de Chabatz; il prit Belgrade en décembre 1806, et les Turcs furent complètement chassés. Kara-Georges essaya de donner une organisation régulière à la Serbie; mais il voulut se réserver une autorité presque absolue; il excita ainsi de vives résistances, notamment de la part de Miloch Obrenowitch, riche éleveur lui aussi. La Serbie resta troublée de ces dissensions; pourtant la guerre qui éclata en 1807 entre les Russes et les Ottomans lui fut favorable; les Serbes combinèrent à peu près leurs opérations avec celles des armées russes du Danube, et Kara-Georges put rêver la restauration de la Grande-Serbie de Douchan. Là aussi, sous la domination musulmane, renaissait l'esprit national et orthodoxe.

Dans de pareilles conditions, Napoléon put considérer que l'alliance turque n'était pas pour entrer en balance, dans ses combinaisons politiques, avec l'alliance russe. Un jour qu'à Tilsit il passait avec le tsar une revue de troupes,

on lui remit des dépêches; il en prit connaissance, et, se tournant vers Alexandre : « C'est un décret de la Providence, dit-il, qui m'annonce que l'empire turc ne peut plus exister. » Il venait d'apprendre la chute de Sélim III et la révolution du 27 mai. Il parut quelque temps résolu à abandonner l'empire ottoman à ses destinées. Après avoir tenté de le réformer, de le rajeunir par l'action de l'Occident, il songea à le démembrer, à lui donner le coup mortel, comme pour indiquer aux diplomates de l'avenir les deux solutions extrêmes entre lesquelles ils devaient si longtemps hésiter.

La Prusse vaincue, à la merci du conquérant, pensa se tirer d'affaire en détournant le danger sur la Turquie. Le premier ministre du roi Frédéric-Guillaume III, M. de Hardenberg, proposa au tsar et à l'empereur un plan de sa façon qui devait, pensait-il, satisfaire tout le monde, excepté sans doute le sultan. La Russie prendrait la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie, la Roumélie, avec Constantinople et les Détroits. La France prendrait la Grèce et les Iles de l'Archipel. L'Autriche aurait la Bosnie et la Serbie. La Pologne serait refaite et donnée au roi de Saxe; la Saxe deviendrait prussienne. Napoléon ne voulut pas tenir compte, du moins pour le moment, de ce projet. Il « cassa les deux ailes de l'aigle noir de Prusse »; de ses provinces occidentales il fit le royaume de Westphalie pour Jérôme; de ses provinces orientales, il refit le grand-duché de Varsovie sous le gouvernement du roi de Saxe, membre de la Confédération du Rhin.

Il fut pourtant question aussi de l'empire ottoman dans le traité de Tilsit. Dans l'acte patent, de même que l'article 13 stipulait la médiation du tsar entre la France et l'Angleterre pour la conclusion d'une paix définitive, de même les articles 22 et 23 comportaient l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie par les Russes, et la médiation de Napoléon pour amener la paix entre la Porte et la Russie. Parmi les « articles séparés et secrets », le premier attribuait à la France les bouches de Cattaro, sur la côte dalmate. Enfin, dans le traité d'alliance, le tsar promettait, si sa médiation n'avait pas abouti à un traité de paix avant le 1er novembre, de déclarer la guerre à l'Angleterre et d'aider la France à appliquer partout le blocus continental; de même, si un traité de paix n'intervenait pas dans les trois mois entre la Russie et la Porte, « la France ferait

cause commune avec la Russie, et les deux hautes parties contractantes s'entendraient pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs ». (Article 8.)[1]

Les deux alliés négocièrent sur ces bases pendant plusieurs années, et jamais peut-être la question d'Orient ne fut traitée avec une telle ampleur. Tout d'abord l'adjudant-général Guilleminot fut envoyé en Valachie pour ménager un armistice entre les troupes turques et russes; il fut conclu le 24 août 1807 à Slobodzié. Mais les Russes se montrèrent mal disposés à évacuer les Principautés; il leur coûtait de se retirer: fallait-il donc que l'alliance française, déjà peu populaire dans la haute société de Saint-Pétersbourg, nécessitât un tel sacrifice de la part des Russes? C'en serait assez pour la compromettre à jamais, et le chancelier du tsar, le comte Roumiantzov, et le tsar lui-même s'efforçaient de faire comprendre à Savary, envoyé extraordinaire de Napoléon en Russie, et à Napoléon, qu'il fallait « nationaliser » l'alliance parmi les Russes en laissant au tsar les Principautés. Alexandre Ier d'ailleurs trouverait tout naturel que Napoléon se pourvût lui-même d'un agrandissement équivalent, qu'il prît par exemple la Bosnie et l'Albanie. En un mot, la diplomatie russe s'efforçait d'entraîner Napoléon sur la pente du partage ottoman.

Napoléon se déroba : il ne lui convenait pas d'entretenir ce sujet de conversation. Il craignait que, si l'on adoptait le principe du démembrement, l'Angleterre, maîtresse de la Méditerranée, ne s'attribuât aussitôt l'Égypte et les îles. Il consentit à laisser les Principautés à la Russie, à condition que le tsar le laisserait enlever à la Prusse une nouvelle province, la Silésie. Alexandre ne dissimula pas le mécontentement qu'une telle proposition lui inspirait, et la conversation languit, non sans quelque froideur de la part du tsar.

Napoléon ne désespérait pas de faire la paix avec l'Angleterre: était-ce fatigue, ou pressentiment sinistre chez ce vainqueur? Mais, à l'ouverture de la session du Parlement britannique, en janvier 1808, le discours du trône fut particulièrement belliqueux, au point que l'Empereur y vit

1. Voir le texte de ces traités dans A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, tome I, à l'appendice.

comme un défi. Il le releva et adressa au tsar Alexandre la très éloquente lettre du 2 février 1808. Non seulement il l'y encourageait à la conquête de la Finlande sur les Suédois ; mais il y parlait de la marche d'une armée franco-austro-russe sur Constantinople, sur l'Asie, sur l'Inde: « Il faut être plus grands malgré nous, ... reconnaissons l'époque arrivée de grands changements et de grands événements. » L'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, M. de Caulaincourt, fut autorisé à négocier aussitôt le partage de l'empire ottoman.

Le tsar fut enthousiasmé de ces dispositions nouvelles, et des conférences furent aussitôt ouvertes entre Caulaincourt et Roumiantzof. Avant de s'engager vers l'Iran et l'Inde, la Russie voulait régler d'abord le sort de la péninsule des Balkans. On se mit vite d'accord sur la distribution territoriale de ce pays. La Russie devait prendre la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie; la France aurait la Bosnie, l'Albanie et la Grèce. L'Autriche devait s'allonger entre les deux par la Serbie et la Roumélie, jusqu'à Salonique. Il fut plus difficile de s'entendre sur Constantinople et les Détroits; le tsar voulait absolument cette ville; il n'admettai pas de partage sans elle; elle en était la raison d'être. Il lui fallait aussi les Détroits qui sont la porte nécessaire au développement économique de la Russie vers la Méditerranée. Caulaincourt céda sur Constantinople, mais à condition que la France aurait les Dardanelles: il y a deux clefs qui ouvrent la mer Noire, le Bosphore et les Dardanelles; il était juste que la Russie et la France eussent chacune la sienne. A quoi Roumiantzof objectait que la mer Noire était aux Russes, non à la France, et qu'il ne pouvait leur convenir de remettre une des clefs de leur maison à un étranger, fût-il un ami; en matière politique, la confiance ne peut aller à cet excès de naïveté.

On discuta longuement sur cette presqu'île des Dardanelles qu'à cause de sa forme, les deux interlocuteurs appelaient « la langue de chat ». Roumiantzof offrait à la France, en échange des Dardanelles, l'Égypte, la Syrie, les Échelles du Levant; Napoléon ne pouvait se résoudre à ouvrir la Méditerranée à la Russie; il comprenait très clairement la gravité d'une pareille concession : il ne la fit pas. Il fut entendu que les deux souverains auraient une nouvelle entrevue, qu'on en finirait alors sur la question du partage.

L'entrevue fut retardée par les affaires d'Espagne. Les dissensions des Bourbons de ce pays, les querelles entre le père et le fils, Charles IV et Ferdinand VII, encouragèrent Napoléon à s'emparer encore de cette couronne. Il força à Bayonne l'abdication des deux princes, leur donna pour résidences les châteaux de Compiègne et de Valençay, et envoya son frère Joseph régner à Madrid. Il ne croyait pas rencontrer de résistance sérieuse au-delà des Pyrénées et songeait toujours à son grand dessein sur Constantinople et l'Inde.

Il préparait sa route. Le général Gardane, qu'il avait envoyé en Perse, était arrivé à Téhéran le 24 décembre 1807; il y fut d'abord chaleureusement accueilli. Mais la nouvelle de la paix de Tilsit fut désagréable au shah, qui avait pensé que l'alliance française lui serait utile contre les Russes et qui n'était pas loin de considérer le traité de Tilsit comme une vraie trahison à son égard; d'autant mieux que les armées du tsar, inutiles en Pologne, reprirent les hostilités avec plus de vigueur sur la Caspienne. La situation ne tarda pas à devenir difficile pour Gardane; en février 1809, il devait être obligé de quitter la Perse, et, aussitôt après son départ, une mission anglaise allait arriver à Téhéran et signer avec le shah un traité d'alliance anglo-persane stipulant l'expulsion de tous les Français. Le nouveau gouverneur anglais de l'Inde, George Elliot ou lord Minto (1807-1813), se préoccupait de fermer aux Français la route de l'Inde; il traitait avec Runjeet-Singh, le puissant chef des Seykhs du Bengale, avec le chef afghan Shoudja et pensait ainsi dresser devant Napoléon des obstacles infranchissables.

Napoléon n'en était pas troublé; il voulait mettre l'Angleterre à ses pieds en quelques mois. Il dressa alors le plus gigantesque plan qu'ait jamais conçu un conquérant. L'armée de Dalmatie, sous le commandement de Marmont, incessamment renforcée depuis Tilsit, avec Corfou pour place d'armes et centre d'approvisionnements, où s'entasse de jour en jour un formidable dépôt de munitions et de vivres, traversera la Bosnie. Elle opérera sa jonction en Macédoine avec les Autrichiens, vers Andrinople avec les Russes. Sous ce choc, l'empire ottoman sera balayé d'un coup. Alors l'armée tripartite passera en Asie et se rangera sur l'Euphrate, prête, sur un signe, à pousser plus loin.

En même temps, tous les ports de l'Espagne, de l'Italie,

de l'Autriche, lanceront d'innombrables petits vaisseaux dans toutes les directions; la flotte de Toulon occupera la Sicile; celle de Tarente jettera une armée en Égypte; celle de Rochefort fera le tour de l'Afrique; celle de Brest portera un corps de débarquement quelque part sur la côte anglaise, ou en Irlande, ou dans la Tamise; les vaisseaux marchands de l'Angleterre seront enlevés par une multiple et insaisissable guérilla de corsaires. Elle sera enveloppée dans un effroyable tourbillon ; elle sera frappée partout à la fois, sans savoir où ni comment se défendre.

Et l'Empereur, établi à Tarente, se dressant sur la Méditerranée et sur le monde, comme le Dieu terrible des batailles, maître du tonnerre, assistera là à l'humiliation de l'Angleterre aux abois, épuisée, vaincue sans combattre. Sinon, si elle refuse d'avouer son impuissance, les destinées s'accompliront: l'armée des nations franchira l'Euphrate, le Tigre, et, par-dessus l'Iran, sur les traces d'Alexandre de Macédoine, elle ira d'une poussée renverser l'empire anglais de l'Inde et changer à jamais la face de la terre.

III. — La défaite de Napoléon.

Comme il rêvait ainsi, — jusqu'à quel point était-il dupe de son imagination? — il reçut la nouvelle de la capitulation de Baylen : l'honneur de l'armée française atteint, sa réputation d'invincible compromise, l'Espagne soulevée, Joseph chassé de Madrid, tous les peuples récemment vaincus frémissants de l'espoir de la vengeance, l'avenir noir. L'Empereur fut un moment frappé de stupeur: était-ce un avertissement de la fortune jalouse?

Il se ressaisit vite : il irait en Espagne ; en une campagne d'un ou deux mois il écraserait l'insurrection, rétablirait l'ordre; il reprendrait bientôt le grand dessein. Mais, pendant qu'il serait à cette extrémité du continent, il fallait que l'Europe centrale fût contenue, que personne n'en profitât pour quelque soulèvement qui serait très grave en ces circonstances. Il pensa au tsar pour « faire la police » en Allemagne et en Autriche et hâta l'entrevue dont il avait été question entre eux.

Elle eut lieu à Erfurt en septembre 1808. Les fêtes qui y furent données furent très brillantes, plus brillantes que celles de Tilsit; mais, à cause des affaires d'Espagne, à

cause aussi des dissentiments qui s'étaient déjà manifestés entre les deux alliés au sujet de l'Orient, les conversations furent beaucoup moins cordiales. Chacun d'eux chercha à tirer pour soi le meilleur parti de la rencontre, et les vastes pensées de jadis, les vertigineuses envolées d'imagination firent place à la froide discussion d'un protocole où l'on tut de parti pris les brûlantes questions récemment soulevées par la lettre de février.

Napoléon retira une partie de ses troupes des garnisons prussiennes; il comptait que le tsar lui garantirait la tranquillité de l'Allemagne et de l'Autriche. En échange de ce service dont d'ailleurs il devait s'acquitter très légèrement, Alexandre Ier se fit reconnaître la possession de la Finlande, qu'il venait d'enlever aux Suédois, et surtout celle des Principautés de Moldavie et de Valachie, « prenant le Danube pour frontière ». Napoléon demanda seulement que cette convention ne fût pas aussitôt publiée.

Il put ainsi partir pour l'Espagne et rétablir son frère sur le trône de Madrid. Il eut à peine le temps d'achever son entreprise : comme il poursuivait vers la Galice l'armée anglaise du général Moore, avant de l'avoir atteinte, il fut rappelé à Paris par l'agitation patriotique de l'Allemagne et les armements de l'Autriche. Il y courut. Il forma précipitamment son armée sur le Danube supérieur et marcha au-devant de l'archiduc Charles. Il comptait sur le concours des troupes russes; il n'eut que des protestations d'amitié, sans appui efficace. Il comprit dès lors qu'il n'avait plus rien à espérer de l'alliance du tsar.

Il n'en fut pas moins victorieux des Autrichiens autour de Ratisbonne, et surtout à Wagram, le 9 juillet 1809, et leur imposa le traité de Vienne. Il annexa à son empire le district de Villach en Carinthie, toute la Carniole, Gœritz, la Croatie civile et militaire, Trieste, Raguse et Fiume. L'Autriche n'eut plus de côtes sur l'Adriatique et Napoléon y put surveiller étroitement l'application du blocus continental. De ces provinces, jointes à la Dalmatie qu'il possédait depuis 1805, il fit le gouvernement des provinces illyriennes, qu'il confia à Marmont, duc de Raguse, avec Laybach pour capitale. Il était bien placé, vers la Save supérieure et aux bouches de Cattaro, pour tenir en échec l'ambition russe sur le Danube.

Les souvenirs de la domination française dans ces régions sont restés très vivaces. Les habitants trouvaient les

Français trop peu dévots; mais ils admiraient l'ordre introduit dans le pays, la justice et les impôts égaux pour tous, les grands travaux publics entrepris partout, ponts de pierre, routes plantées d'arbres. On prête à l'empereur François Ier, visitant ce pays après la chute de Napoléon, et étonné de sa prospérité, ce joli trait : « C'est bien dommage que les Français ne soient pas restés ici plus longtemps! »

Sans se préoccuper désormais de s'entendre avec Napoléon pour le règlement des affaires d'Orient, le tsar poursuivait la guerre contre la Turquie. Il avait refusé de ratifier l'armistice de Slobodzié et d'évacuer les Principautés; la convention d'Erfurt lui en garantit la possession. Mais le sultan n'y consentit pas et repoussa l'ultimatum que le colonel Paskiévitch lui apporta en ce sens.

Les hostilités recommencèrent. Elles se traînèrent péniblement encore pendant trois ans, les Ottomans étant incapables sans doute d'une offensive énergique et le tsar sans cesse distrait par la politique napoléonienne.

En 1809, les Russes ne purent prendre les places du Danube; ils échouèrent à Braïla, Giurgewo, Kraïova. Au printemps de 1810, le tsar y envoya le général Kamenski, le conquérant de la Finlande. Il franchit le fleuve par la prise de Silistrie (juin); puis il enleva les retranchements turcs de Razgrad et attaqua Choumla. De furieux combats s'engagèrent autour de cette importante position très vigoureusement défendue. Les Russes remportèrent surtout la victoire de Batynia (7 septembre), et la plupart des forteresses du Danube, Nicopolis, Sistova, Routchouk et Giurgewo, tombèrent en leur pouvoir. La campagne se termina cependant sans qu'ils pussent s'emparer de Choumla.

Au commencement de 1811, Kamenski voulut faire un effort décisif sur cette ville; mais il fut rappelé avec une partie de ses divisions. Le tsar, inquiet des armements de Napoléon, décidé à la guerre, qui faillit éclater en avril de cette même année, massait le plus de troupes possible à la frontière du grand-duché de Varsovie. Kamenski fut remplacé au Danube par Kutusof, avec la mission de combattre et surtout de négocier au plus tôt avec les Turcs, fût-ce au prix des Principautés. Kutusof, pour traiter dans de bonnes conditions, chercha d'abord quelque succès sur les troupes ottomanes. Il avait abandonné le siège de Choumla et re-

passé le Danube. Le grand vizir, encouragé par cette retraite, le suivit imprudemment sur la rive gauche du fleuve, et les deux armées se trouvèrent de nouveau en présence à Slobodzié. Très habilement Kutusof, envoyant son aile gauche le long du Danube, en arrière des Turcs, coupa leur ligne de retraite, et les cerna complètement (octobre 1811).

Alors il consentit à négocier; les pourparlers furent très longs: les agents de Napoléon s'efforçaient d'empêcher la paix; le sultan les écoutait peu, se souvenant de Tilsit. Le tsar s'impatienta de ces retards, il avait besoin de son armée du Danube. Il rappela Kutusof et le remplaça par l'amiral Tchitchagof. A l'arrivée de celui-ci, les préliminaires venaient d'être rédigés; ils furent transformés en un traité définitif, signé à Bucharest, le 28 mai 1812. Il était temps: ce jour-là même, Napoléon quittait Dresde pour prendre le commandement de son armée en marche sur le Niémen.

Par le traité de Bucharest, le tsar rendit au sultan les Principautés de Moldavie-Valachie; il se contenta de l'annexion de la Bessarabie, c'est-à-dire du pays compris entre le Dniester et le Pruth presque jusqu'à la bouche la plus septentrionale du Danube. Il allait pouvoir employer toutes ses troupes contre l'invasion française, et surtout il devait lui être très profitable de n'avoir pas à redouter une diversion ottomane sur le Danube inférieur: si Marmont descendant la Save avait en effet rejoint les Turcs en Roumanie, les Russes auraient couru de grands dangers. Le tsar sentait tout le prix de cette neutralité du sultan; aussi, pour ne pas la compromettre, la sentant peut-être mal assurée, repoussa-t-il le plan de l'amiral Tchitchagof, qui offrait de remonter le Danube et la Save, en soulevant les populations slaves des Balkans, et en les entraînant sur l'Illyrie, Trieste et Venise: première ébauche du Panslavisme. Tchitchagof reçut l'ordre de ramener ses troupes vers le Dniéper et la Bérésina.

Abandonné par les Turcs, en guerre avec les Russes, en hâte d'en finir avec les Anglais, d'achever sa carrière par une campagne plus merveilleuse que toutes, Napoléon dresse le grand plan de 1812. Il est difficile d'y distinguer les réels desseins de sa politique des rêves de son imagination; mais, dans cette dernière poussée de son génie à travers l'Orient, le rêve est aussi instructif.

Il voulut, comme en 1806, comme alors Talleyrand le lui

avait conseillé, rejeter les Russes en Asie; il s'efforçait ailleurs de contenir les Anglais en Occident. Prévoyait-il une Europe écrasée entre les deux colosses? Héritier du titre des Césars romains, gendre du dernier représentant du Saint Empire Romain, conçut-il la pensée que lui seul pouvait encore arracher la Méditerranée aux ambitions croissantes des Germains d'Angleterre et des Slaves de Russie, et sauver la civilisation latine?

Vainqueur de la Russie, maître de Moscou, que ferait-il de sa victoire? Au delà, par la mer Noire et la Caspienne, il eut sans doute une dernière, une suprême vision de l'Orient; sur cette double route, où les Russes ont suivi depuis la voie que leur indiquaient « le testament de Pierre le Grand » et le puissant génie de Napoléon, jetterait-il une armée sur l'Inde, comme Alexandre le Grand, pour en revenir par l'Égypte, une autre sur Constantinople, pour en fixer d'un trait de son épée les destinées mystérieuses?

On raconte que, dans la longue file des équipages nécessaires à son service personnel pendant la campagne de Russie, un fourgon, toujours étroitement clos et particulièrement surveillé, renfermait tous les insignes impériaux, la couronne, le sceptre et l'épée du sacre, le lourd manteau de pourpre et le diadème impérial. Où voulait-il, quittant le harnais de guerre, renouveler la cérémonie de Notre-Dame? — A Moscou? — Ce n'eût été qu'une usurpation. — Plus loin peut-être, sur la route de Babylone, de Persépolis, à Samarcande, à Delhi, d'où, vainqueur tout-puissant, le monde à ses pieds, le globe d'or en sa main, il se dresserait en une flamboyante apothéose[1].

Il prit Moscou, et ce fut tout. Il en sortit au milieu des flammes de l'incendie et commença l'effroyable retraite. Derrière les débris de la Grande Armée, les peuples vaincus se levèrent comme une meute altérée de vengeance et la suivirent en grondant jusqu'à Paris. Les souverains victorieux à leur tour, relevés d'une longue humiliation, se partagèrent les riches dépouilles du conquérant. Ce fut une curée sans scrupules.

Il fut peu question de l'Orient au congrès de Vienne; car il avait échappé presque absolument aux entreprises de Napoléon. Le tsar chercha bien à se faire reconnaître par

1. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, tome III, p. 315-316.

les alliés une sorte de protectorat sur les chrétiens de l'empire ottoman, analogue à celui de la France sur les catholiques du Levant : cela ne pouvait convenir ni à l'Autriche ni à l'Angleterre, et on se garda d'agiter trop un sujet aussi brûlant. Le traité de la Sainte Alliance, entre les trois souverains de Russie, de Prusse et d'Autriche, représentant les trois branches principales de l'Église chrétienne, ses termes bibliques, ses appels à la renaissance de la foi religieuse, parurent annoncer une croisade contre l'Islam, et le sultan en exprima quelque inquiétude. Ce n'était qu'une « assurance mutuelle des rois contre les peuples », une entente, à préciser dans les détails d'application, sur la croisade à conduire contre les principes révolutionnaires, une dernière manifestation, aussi vaine que prétentieuse, de l'absolutisme de droit divin.

Cependant l'Orient fut intéressé, indirectement du moins, aux résultats des délibérations de Vienne et de nouvelles positions furent prises par les puissances victorieuses autour de Constantinople ; de nouveaux caractères apparurent, dans l'empire ottoman lui-même, dont ces puissances ne tinrent encore aucun compte, qui pourtant devaient modifier la question plus que toutes les finesses de la diplomatie.

L'Autriche encore une fois oublia sa vocation orientale ; peut-être craignait-elle de fournir quelque prétexte aux convoitises de la Russie. Elle reprit seulement ses provinces perdues de Carinthie, de Carniole et de Croatie, et la plus grosse part de l'ancien domaine de Venise, souvenir de Campo-Formio, le royaume d'Illyrie et le royaume de Dalmatie. Cela ne la détournait pas de l'Occident, où elle chercha et trouva la récompense de sa victoire ; elle eut le royaume Lombard-Vénitien et la prépondérance sur l'Italie, la présidence de la Confédération germanique et la prépondérance sur l'Allemagne.

L'Angleterre, occupée surtout de la lutte contre Napoléon, en était restée dans l'Inde aux conquêtes du marquis de Wellesley. C'était assez pour qu'elle cherchât à s'assurer de libres communications avec cet empire, — car elle n'avait plus de rivalité à y redouter, — pour qu'elle en occupât les routes. Elle prit donc le Cap de Bonne-Espérance, et, Bonaparte ayant attiré son attention vers l'isthme de Suez, elle commença de prendre sur la Méditerranée les meilleurs points stratégiques : elle eut, avec Gibraltar, Malte et le protectorat des îles Ioniennes.

La Russie se rapprochait par le nord comme l'Angleterre par le sud. Sa longue guerre avec la Perse s'était terminée en 1813, le 24 octobre, par le traité de Gulistan ; elle resta maîtresse de la Géorgie et de Tiflis, annexa en outre le Daghestan, le Chirwan et la côte de la Caspienne jusqu'à l'Araxe ; elle eut le droit de libre navigation sur cette mer. Elle commença de rivaliser à Téhéran avec l'influence anglaise. Le traité de Bucharest l'avait établie aux embouchures du Danube par l'acquisition de la Bessarabie. Elle continuait de s'allonger le long des côtes septentrionales de la mer Noire.

Pendant ce temps, l'empire ottoman, auquel les grandes puissances n'osaient toucher, de peur de complications incalculables, continuait à se disloquer, par l'action naturelle de ses vices anciens et des principes de la Révolution française.

Non seulement Ali, le pacha de Janina, était de plus en plus indépendant. Non seulement Méhémet-Ali en Égypte fortifiait son autorité, massacrait les Mameluks le 1er mars 1811, enlevait aux Wahabites les villes saintes de Médine et de La Mecque (1813), et commençait la transformation de l'Égypte par l'imitation de Bonaparte ; c'était un vassal qui pouvait être utile au sultan et aussi se lever contre lui.

Mais surtout les peuples chrétiens des Balkans devenaient de jour en jour plus avides de liberté à mesure que la domination musulmane devenait moins redoutable et les enseignements de la France révolutionnaire mieux compris. Les Roumains, depuis longtemps gouvernés par des hospodars particuliers, et presque autonomes, pénétrés par l'influence russe pendant l'occupation de 1806 à 1812, retrouvaient leur langue nationale, « comme une belle médaille romaine sous une rouille séculaire », et s'apercevaient ainsi qu'ils étaient plus Latins que Grecs, tout près de se défier déjà de l'ambition russe qui venait de leur ravir la Bessarabie.

Les Serbes, abandonnés par les Russes au traité de Bucharest, refusèrent pourtant de se soumettre, malgré les conseils du tsar, volontiers taxés par eux de trahison. Les Turcs, libres sur le Danube, envoyèrent de nombreuses troupes en Serbie, et le héros de la guerre de l'indépendance, Kara-Georges, fatigué ou désespéré, s'enfuit en Autriche, avec de riches trésors. Miloch Obrenovitch, son rival, essaya d'obtenir du grand vizir Kourchid-pacha une pacification honorable ; on ne s'entendit pas, et les Janissaires se remirent à massacrer. En 1814, toute la Serbie se souleva dans

un grand enthousiasme patriotique; Miloch fut acclamé chef suprême à Takovo et entreprit contre les Turcs une guerre sans merci. Ils s'en effrayèrent; le tsar, vainqueur de Napoléon, agit à Constantinople; le sultan consentit à un compromis; un pacha turc fut rétabli à Belgrade; mais Miloch fut reconnu woïvode héréditaire : les deux forteresses de Belgrade et de Kragouiévats furent partagées entre des soldats turcs et des miliciens serbes en nombre égal. Les impôts durent être fixés par le woïvode et le pacha, répartis par la Skouptchina ou assemblée nationale. Sous ce régime d'autonomie, la Serbie eut quelques années de tranquillité et y entretint l'espoir d'une complète indépendance.

Il était difficile aux Grandes Puissances de contenir ce mouvement des nationalités chrétiennes; elles étaient même moralement obligées de l'encourager. Il allait pourtant limiter leurs ambitions, car il renfermait toute la force de la Révolution.

BIBLIOGRAPHIE

La *Correspondance* de Napoléon.

Les *Mémoires de* Talleyrand.

Boulay de la Meurthe, *Le Directoire et l'Expédition d'Egypte,* Paris, 1885.

d'Angeberg, *Les négociations du Congrès de Vienne.*

A. Sorel, *Bonaparte et Hoche en 1797.*

A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier, l'alliance russe sous le premier Empire,* 3 vol.

S. Tatistcheff, *Alexandre Ier et Napoléon.*

Juchereau de Saint-Denis, *Les Révolutions de Constantinople.*

Edouard Driault, *La politique orientale de Napoléon de 1806 à 1808; — Napoléon et l'Italie; — Napoléon et l'Europe:* I. *La politique extérieure du premier Consul;* II. *Austerlitz;* III. *Tilsit.*

DEUXIÈME PARTIE.

LA RÉFORME DE LA TURQUIE ET LES DÉMEMBREMENTS.

1815-1878

CHAPITRE IV.

L'INDÉPENDANCE DE LA GRÈCE.

I. — LA RENAISSANCE DE LA NATIONALITÉ GRECQUE.

Marchands, klephtes et marins des îles. — La politique du tsar Alexandre Ier. — Rapprochement avec la France. — L'Autriche et l'Angleterre. — Les Philhellènes, les Philomuses, les Hétairies

II. — L'INSURRECTION ET LA RÉPRESSION.

Alexandre Ypsilanti en Moldavie (1821). — L'insurrection en Grèce — Mort d'Ali de Janina (1822). — Massacres à Constantinople, à Chio. — L'assemblée d'Epidaure (janvier 1822). — L'intervention du tsar Alexandre.

La politique anglaise. — Canning. — Le sultan Mahmoud appelle l'armée égyptienne. — Dissensions intestines parmi les Grecs. — Ibrahim-pacha en Morée. — Le siège et la prise de Missolonghi par les Turcs et les Égyptiens (1825-1826).

III. — L'INTERVENTION EUROPÉENNE ET L'INDÉPENDANCE (1826-1829).

Destruction de la milice des Janissaires (juin 1826). — Débuts de la réforme militaire en Turquie. — L'agitation philhellénique en Europe. — Vigoureuse intervention du tsar Nicolas Ier. — La convention d'Akkermann (octobre 1826).

Les inquiétudes de l'Angleterre. — La triple alliance de Londres (6 juillet 1827). — La bataille de Navarin (20 octobre).

Traité de Tourkmantchaï entre la Russie et la Perse (février 1828.) — Le général Maison en Morée (1828). — Les Russes en Arménie et dans les Balkans (1828-1829).

Le traité d'Andrinople (14 septembre 1829). — Le nouveau royaume de Grèce. — L'entente franco-russe en 1828-1830. — Le projet Polignac.

I. — La renaissance de la nationalité grecque.

La Renaissance des nationalités, fruit naturel des idées révolutionnaires venues de France, et plus encore de la décadence ottomane, allait devenir à la question d'Orient la solution la plus naturelle et pourtant la moins prévue par la diplomatie européenne. C'est que, conduite par des souverains de droit divin, il lui fut difficile pendant longtemps de se faire à cette solution, funeste à ses intérêts, contraire à ses principes. A peine, au siècle suivant, y montre-t-elle quelques dispositions favorables ; et les nationalités chrétiennes des Balkans, héritières légitimes de l'empire ottoman, mieux que cela, légitimes maîtresses des pays occupés jadis par les Turcs et indignement exploités par eux pendant des siècles, n'ont fait reconnaître leur droit à l'existence qu'à travers les plus égoïstes intrigues des grandes puissances ; elles n'ont dû le plus souvent leur indépendance qu'à l'opposition des intérêts de leurs prétendus protecteurs. La Grèce en fit la première expérience, et si elle rencontra, de l'Angleterre à la France et à la Russie, de vives sympathies et de beaux dévouements, elle n'obtint des gouvernements qu'un concours tardif et qu'une demi-satisfaction.

Elle fut, parmi les nationalités effacées pendant des siècles sous l'oppression musulmane, la première à reparaître, et dès le début avec le plus de relief, à cause des souvenirs classiques que la civilisation occidentale avait cultivés, à cause de son éloignement de Constantinople, à cause de sa situation maritime favorable à sa liberté, à cause surtout de sa personnalité fortement marquée depuis l'antiquité et toujours vivante à travers les générations qu'elle avait formées. Dans le temps même où la flotte de Catherine II réveillait les espérances des Grecs, Coraï adaptait les formes anciennes de la langue grecque à sa prononciation nouvelle, créait le grec moderne écrit, en faisait une langue littéraire, comme pour rendre la voix à ce peuple qui voulait vivre encore. La ruine de la flotte turque, la décadence de l'influence française dans le Levant, la rupture entre la France et la Porte au moment de l'expédition d'Égypte, la longue guerre entre Napoléon et l'Angleterre, donnèrent aux Grecs une clientèle commerciale considérable ; ils furent d'actifs et audacieux mar-

chands ; ils retrouvèrent les secrets de leurs ancêtres du Pirée ; ils eurent sur toutes les mers du Levant de nombreux vaisseaux, qui de nouveau sillonnèrent la Méditerranée, de Marseille à Odessa ; à l'abri du pavillon anglais le plus souvent, pour pouvoir passer partout, ils s'enrichirent. Ils eurent dans la plupart des ports méditerranéens des colonies marchandes très prospères ; celle du Phanar notamment entassa des trésors, pour les luttes futures de l'indépendance. Elles grandissaient d'ailleurs à l'aise ; Sélim III témoignait aux chrétiens une grande bienveillance et c'était un des traits de son esprit de réforme.

Mais ces milliers de Grecs, entreprenants et riches, étaient faibles encore par leur extrême dispersion ; en Grèce seulement, la race était groupée en agglomérations compactes, par endroits pénétrées de la foi musulmane qui y avait trouvé des adeptes intéressés, presque partout organisées en petites républiques municipales auxquelles les Turcs avaient toujours laissé quelque liberté. Pourvu que les impôts, très lourds et très arbitraires, fussent régulièrement envoyés au Grand Seigneur, les cités grecques s'administraient à leur gré ; elles avaient à leur tête des primats, de religion grecque, désignés par leurs concitoyens, reconnus par les chefs ottomans, intermédiaires naturels entre les uns et les autres ; elles formaient même parfois des milices d'*armatoles*, armées et recrutées librement. De tout temps, la Grèce avait aimé l'indépendance municipale. Sut-elle jamais comprendre d'autre organisation politique ?

Ces petites sociétés, très isolées dans leurs cantons montagneux, souvent jalouses les unes des autres, étaient-elles capables de se grouper contre le maître ? La surveillance des pachas turcs était de plus en plus défiante, et, au moindre soupçon, volontiers cruelle. On n'y pouvait échapper que dans les rochers les plus abrupts, les îles les plus cachées, où en réalité jamais la domination ottomane n'avait été reconnue. Ainsi le Maïna, la presqu'île que forme le Taygète au-dessus de Sparte et sur la rive droite de l'Eurotas, était le refuge inviolable des Grecs belliqueux, impatients de tout gouvernement ; autant brigands que guerriers, les uns maîtres de la montagne de génération en génération, les autres réfugiés dans ses cavernes pour échapper à la police turque, ces klephtes ou palikares faisaient volontiers le coup de feu sur les régiments du sultan, razziaient les villages voisins, s'enrichissaient

de rançons adroitement extorquées à d'imprudents voyageurs.

Ainsi vivaient encore les hardis marins des îles : Psara, près de Chio, et surtout Hydra et Spetzia, à l'extrémité de la presqu'île de l'Argolide, les îles Nautiques, comme on les appelait, ou les îles des Marins, étaient le repaire des pirates de la mer, terreur des vaisseaux turcs aux dépens desquels ils faisaient l'apprentissage de la guerre de l'indépendance, terreur quelquefois aussi des vaisseaux chrétiens dont la cargaison excitait leur envie.

Janina, où le pacha Ali refusait l'obéissance au sultan, le Maïna, les îles Nautiques : trois foyers où couvait l'incendie qui allait enflammer toute la Grèce.

On le savait en Europe ; on le constatait avec espérance ou avec inquiétude. Le tsar Alexandre Ier était un personnage ondoyant dont il était difficile de pénétrer les intentions. Défenseur victorieux de la cause des souverains contre les principes révolutionnaires, libéral et même volontiers « républicain », mais persuadé que les rois de droit divin savent mieux que leurs sujets les libertés qui conviennent, il était disposé par là à adopter les vues de M. de Metternich sur les dangers de toute révolution et la nécessité de s'y opposer.

Il était impossible pourtant qu'il eût oublié le grand projet de son aïeule : c'eût été renier son propre nom et les traditions les plus populaires de la Russie. N'avait-il pas tenté au congrès de Vienne de se faire reconnaître le protectorat des chrétiens de l'empire ottoman? Le sultan n'avait-il pas pu voir dans le traité de la Sainte-Alliance comme une menace de croisade? Le tsar, après la défaite définitive de Napoléon, n'avait-il pas conservé toute son armée sur le pied de guerre? Pourquoi? Son titre de tsar l'obligeait à prendre en mains la cause de l'orthodoxie. Et ce rôle religieux n'était pas pour déplaire à sa nature mystique.

L'occasion était bonne, peut-être unique, de continuer vers Constantinople la marche indiquée par Catherine. L'Europe paraissait reconnaître la suprématie du tsar sur le continent ; la France n'était plus un obstacle, et même Alexandre commençait à entretenir avec elle des relations flatteuses : il avait besoin d'elle pour régler selon ses intérêts la question d'Orient. Il disait le 19 juillet 1821 à l'ambassadeur français, M. de La Ferronnays : « Ouvrez le compas depuis le détroit de Gibraltar jusqu'au détroit des Darda-

nelles ; voyez ce qui est à votre convenance, et comptez non seulement sur le consentement, mais sur l'assistance sincère et efficace de la Russie ». Il ajoutait aussitôt : « Il faut que les Turcs soient repoussés bien loin et que tout le monde puisse s'arranger. C'est la Russie aujourd'hui que la France doit avoir comme alliée. » Au même ambassadeur, il disait encore l'année suivante : « La France et la Russie réunies feront la loi à l'Europe. »

C'est que le tsar sentait devant lui l'opposition de deux autres puissances. L'Autriche ne voulait pas laisser soulever la question ottomane : elle perdait un peu alors la conscience de ses destinées orientales et regardait de nouveau vers l'Italie et l'Allemagne ; elle se rendait compte pourtant qu'elle ne devait pas se laisser fermer la route de la mer Noire et de l'Archipel. M. de Metternich dissimulait ces raisons nationales sous cette considération politique qu'il ne fallait nulle part permettre aucune entreprise révolutionnaire ; et il tenait le tsar par cet argument. L'Angleterre, étrangère à la Sainte-Alliance, n'avait pas de telles raisons à son service ; mais elle ne voulait pas laisser descendre les Russes dans la mer Méditerranée ; elle ne voulait pas exposer à un tel danger sa route la plus courte vers l'Inde. Elle était bien placée pour surveiller les démarches du gouvernement russe : elle avait depuis 1815 le protectorat des Iles Ioniennes. Déjà donc les intérêts très égoïstes des puissances venaient compliquer la question d'Orient et entraver la libre évolution des nationalités.

L'opinion publique, ignorante de ces intérêts contradictoires, toute sentimentale et aveuglément généreuse, entraînait malgré eux les gouvernements. Car les patriotes grecs lui adressaient d'émouvants appels et l'excitaient par des aventures romanesques comme on les aimait en ce temps, dans la réalité et dans la fiction. Ils fondèrent, dès avant 1815, diverses associations entre ceux qui se lamentaient sur la Grèce esclave et mûre pour la liberté : la société des Philhellènes, la société des Philomuses, qui ouvrit partout des écoles grecques. Au congrès de Vienne, le Corfiote Jean Capo d'Istria, ministre du tsar, obtint pour elles de belles souscriptions parmi les plénipotentiaires : ils ouvrirent largement leur bourse, satisfaits de s'acquitter à ce prix envers l'hellénisme et l'humanité. Le même Capo d'Istria, passant bientôt après dans les îles Ioniennes, y

excita par sa présence et ses encouragements quelques troubles que les Anglais apaisèrent bien vite.

En octobre 1815, trois Grecs du Phanar, Skouphas, Xanthos et Dikœos, fondèrent l'Hétairie, association secrète qui, dès le début, eut un caractère insurrectionnel, distribua des armes, des appels à la guerre, recueillit d'importantes sommes et prépara le soulèvement. Elle se répandit très vite dans tout le Levant, à Smyrne, Chio, Samos, au delà même, à Bucharest, à Moscou, à Trieste. Elle eut des membres très hardis, comme le chef des Souliotes Marcos Botzaris ; Alexandre Ypsilanti, aide de camp du tsar, en accepta la direction suprême, tint Alexandre au courant et obtint de lui de bonnes paroles.

Dès lors, l'agitation se produisit sur divers points. Kara-Georges, réfugié à Kiev depuis 1814, revient en Serbie en 1817 pour la soulever, du consentement du tsar, semble-t-il : pendant ce temps, les hétairistes se lèveront en Valachie et en Grèce ; les Turcs, impuissants contre une révolte générale, seront rejetés en Asie et la croix grecque portée d'un trait à Sainte-Sophie. Il fut bientôt assassiné par des émissaires de son rival, le woïvode Miloch.

Le 23 mars 1820, Ali de Janina se révolte décidément contre le sultan ; le pacha de Bérat reçoit l'ordre de marcher contre lui. Ali appelle à l'aide les chrétiens que récemment il combattait et décimait par des massacres féroces : il affirme qu'il veut être le sauveur des Grecs ; il entre dans l'hétairie, il en devient un des chefs.

Le 6 mars 1821, Alexandre Ypsilanti, comptant sur les hétairistes de la Moldavie et sur le tsar, passe le Pruth à la tête d'une petite troupe. Il lance parmi les populations chrétiennes une proclamation toute remplie de souvenirs classiques : « Les Turcs, ces descendants efféminés de Darius et de Xerxès (?), seront bien plus faciles à vaincre que les Perses de jadis. » Il occupe bientôt Bucharest, et cette nouvelle excite dans toute la péninsule des Balkans une très vive émotion. Le tsar est alors à Laybach, où les souverains de la Sainte-Alliance prennent des dispositions pour écraser la révolution italienne. En apprenant la tentative de son aide de camp, Alexandre s'écrie d'abord : « Oh ! le brave garçon ! » et pense à l'aider. Mais Metternich intervient, lui fait peur de la Révolution, lui dicte une sorte de désaveu de l'entreprise d'Ypsilanti ; le tsar fait écrire à celui-ci : « Il serait indigne de l'empereur de

miner les fondements de la Turquie par l'action honteuse d'une société secrète. » L'ambassadeur de Russie à Constantinople, le baron de Strogonof, offre même au sultan le concours du gouvernement russe pour réprimer l'insurrection. Les vieillards du temps de Catherine en furent stupéfaits.

Dès lors Ypsilanti devait échouer. Les Roumains avaient déjà assez de libertés pour ne pas se compromettre dans l'intérêt des Grecs ; les timides abandonnèrent l'affaire quand ils connurent la réponse du tsar. La bande des insurgés fut décimée à Dragasani sur l'Aluta (juin 1821); Alexandre Ypsilanti se jeta en Hongrie ; il y fut arrêté et tenu en prison à Munkacs jusqu'en 1827. Il mourut quelques mois après.

II. — L'insurrection et la répression.

Mais, en même temps qu'il avait franchi le Pruth, son frère Démétrius Ypsilanti et le prince Cantacuzène avaient abordé en Morée. En mars 1821, ils y déployèrent l'étendard de l'hétairie, une bannière noire en signe de deuil avec un phénix en signe de résurrection. A leur proclamation les marins d'Hydra et les Palikares du Maïna répondirent aussitôt : l'archevêque de Patras Germanos appela tous les Hellènes à la guerre sainte et planta sur la forteresse de Kalavryta le drapeau de l'indépendance.

Les Maïnotes accoururent : les marins d'Hydra armèrent leurs petits vaisseaux, préparèrent leurs brûlots. Sur de nombreux points du pays des foyers de rebellion se déclarèrent ; les garnisons turques s'enfermèrent dans les forteresses, abandonnèrent la plaine et la montagne aux insurgés ; ils eurent bientôt l'audace d'attaquer même les places fortes : sous le commandement de Colocotronis, ils enlevèrent Patras, Navarin, Tripolitza, Missolonghi, surtout l'importante place de Napoli de Romanie ou Nauplie. La Morée presque tout entière se trouva en quelques semaines conquise sur les Turcs.

Le sultan a toujours compté sur le système de la terreur pour réprimer les moindres soulèvements ; cela lui a longtemps réussi, cela lui réussit encore quelquefois. Il donne à l'application de ce système le plus d'éclat possible ; il organise autour de ses massacres politiques une mise en scène, habile à force d'expérience, destinée à frapper les

yeux et à produire sur les coupables ou les hésitants un effet salutaire. Deux ou trois massacres bien choisis et bien conduits suffisent en général à rétablir l'ordre.

Kurchid-pacha, envoyé contre Ali de Janina, lui prit Parga, Preveza, sur la côte de la mer Ionienne, l'enferma dans sa capitale. Il lui proposa une entrevue, lui fit espérer un accord avec le sultan, le reçut sous sa tente, le fit saisir, emprisonner, décapiter, envoya sa tête à Constantinople (février 1822). Les Grecs de l'hétairie qui, par Arta, venaient au secours d'Ali, furent cernés, battus, presque tous tués.

Yousouf-pacha, envoyé en Morée, marcha sur Patras, s'en empara, et, pour l'exemple, y fit massacrer 15.000 habitants.

Le jour de Pâques, sur ordre de l'autorité, les maisons des Grecs à Constantinople sont cernées par des soldats turcs, prises d'assaut l'une après l'autre, pillées ; les Grecs y sont saisis, massacrés de sang-froid ; femmes et enfants ne sont pas épargnés. Les églises chrétiennes sont envahies par des bandes furieuses ; le patriarche Gregorios est arraché à l'autel, tiré dehors, massacré ; le grand-vizir s'amuse une grande heure à voir son cadavre insulté, traîné dans la boue par la populace turque, pendu enfin en vêtements sacerdotaux à la porte de son palais. Dans les environs de Constantinople, en Thrace, en Macédoine, mêmes spectacles, massacre général. Deux archevêques, quatre-vingts évêques y périssent : c'est bien une guerre sainte, l'effroyable explosion du fanatisme religieux, le pire qui fût jamais.

A Chio, 15.000 soldats turcs sont débarqués le 22 avril 1822. Il y a eu quelques troubles, mais ils sont alors apaisés; la population, avec les prêtres et les jeunes filles, va au-devant des soldats pour témoigner de sa soumission. Elle est accueillie à coups de fusils et de sabres. Le carnage commence aussitôt ; l'église est brûlée ; les hommes sont empalés, pendus, les femmes éventrées, les enfants coupés en morceaux ; les derviches encouragent les massacreurs, qui n'en ont pas besoin. Un mois durant, ces scènes se continuent nuit et jour, sauf quelques intervalles de repos indispensables à un tel travail. Des rangées de gibets, où pendent sinistrement des cadavres, des pyramides de têtes coupées autour desquelles tournent et crient les oiseaux de mort, se dressent tout autour du rivage et font

à la belle île une couronne de martyre. Enfin les Turcs partent pour d'autres terrains d'exécution; ils emmènent 35.000 esclaves, surtout des jeunes filles.

Ils ne partirent pas tous. L'Archipel était sillonné d'une nuée de petits vaisseaux grecs donnant partout la chasse aux exécuteurs du sultan. Ils étaient commandés par des marins illustres, Canaris, Andreas Miaoulis ; ils traînaient après eux leurs terribles brûlots enduits de soufre, d'huile et de goudron. Les massacreurs de Chio furent trop longtemps en besogne ; la nouvelle s'en répandit avant qu'ils n'eussent le temps de disparaître. Canaris les surprit dans le port, les bloqua, jeta ses brûlots au milieu de leurs navires, les détruisit : 3.000 Turcs et avec eux le capitan-pacha furent noyés, vengeance d'ailleurs inégale au crime.

D'autres brûlots furent portés en rade de Mitylène, où était mouillée la flotte turque de l'amiral Mohammed-bey ; son vaisseau sauta, et cette formidable explosion coûta la vie à un millier de Turcs. Les marins grecs conduisirent d'île en île cette guerre d'extermination : nulle part les Ottomans ne purent leur tenir tête ; ils perdirent à jamais l'empire de l'Archipel. Sur mer aussi, jadis, les Athéniens de Thémistocle et de Cimon avaient sauvé la liberté de la Grèce.

Le 1er janvier 1822, dans un bois auprès d'Epidaure, se réunit une assemblée de députés envoyés par les insurgés. Ils proclamèrent solennellement dans un grand cri d'enthousiasme l'indépendance de leur patrie ; ils essayèrent d'organiser un gouvernement régulier. Ils nommèrent un conseil exécutif de cinq membres, présidé par Mavrocordato, dont les principaux ministres furent Negris et Colettis. Il fut assisté d'un Sénat législatif de 59 députés présidés par Démétrius Ypsilanti. Il y eut bientôt des dissentiments entre ces chefs du parti national ; mais du moins la Grèce était ainsi officiellement représentée en face de l'Europe ; elle affirmait son existence.

A la nouvelle de l'assemblée d'Epidaure, l'émoi fut grand à Constantinople. Le 25 février 1822, le sultan Mahmoud présida au sérail un grand conseil, composé de ses ministres, des ulémas et des chefs des janissaires. Les délibérations en furent très animées sans doute ; il y fut question d'effroyables mesures de violence, d'un massacre de tous les chrétiens de l'empire ottoman. Le ministre

d'Angleterre intervint, s'efforça d'apaiser la colère du gouvernement turc, en retarda l'explosion, en atténua ainsi les effets.

L'Europe tout entière commençait à s'intéresser à l'insurrection grecque, et rien n'y contribuait plus que les massacres eux-mêmes. Était-il possible de laisser détruire toute une population chrétienne par les infidèles ? N'était-il pas temps de les rejeter en Asie, de les réduire à l'impuissance de nuire ?

Le tsar tenait difficilement les engagements que Metternich avait obtenus de lui à Laybach. Ses secrètes sympathies pour les Grecs, excitées par l'opinion de toute la Russie, ne se pouvaient plus dissimuler ; il laissait échapper publiquement des plaintes, des menaces contre les Ottomans, des cris d'indignation contre les massacreurs. Il cherchait un moyen diplomatique d'intervenir à Constantinople, sans trop irriter les membres de la Sainte-Alliance ; il se souvenait que les conventions du traité de Bucharest avaient été mal respectées par les Turcs, que par exemple la Serbie n'avait pas obtenu les garanties promises. Le trouble où tous ces événements le jetaient inquiétait de jour en jour davantage le gouvernement autrichien.

Enfin, ne se contenant plus, entraîné par les traditions de la politique russe, par son tempérament ardent de chrétien, même de croisé, Alexandre adressa tout à coup au sultan un ultimatum hautain : il lui reprocha vivement les massacres de Constantinople et de Chio, le mit en demeure de relever les églises détruites, de respecter dans tout son empire le culte chrétien, de rétablir le régime des traités dans les principautés danubiennes. Il exigea une réponse immédiate. Mahmoud ne répondit pas. L'ambassadeur russe Strogonof reçut l'ordre de quitter Constantinople : c'était une rupture. Les conséquences en pouvaient être considérables. Mais le tsar n'osa pas poursuivre dans cette voie ; il était retenu par la parole qu'il avait donnée à Metternich ; il ne trouvait pas le moyen de concilier ses intérêts et ses sentiments dans les Balkans avec l'alliance autrichienne ; il redoutait l'Angleterre ; il était déchiré de scrupules, perdu dans l'irrésolution.

Le gouvernement anglais surveillait de près les événements de l'Orient ; il ménageait l'avenir avec beaucoup d'habileté. Sa politique étrangère était alors dirigée par Canning : il arrêtait l'exécution des violentes mesures que

voulait prendre le sultan ; il empêchait le bombardement de Nauplie par les Turcs ; dès février 1823, il reconnaissait aux Grecs la qualité de belligérants. Voulait-il déjà assurer l'indépendance de la Grèce ? Oui, peut-être ; mais surtout il voulait disputer au tsar le monopole du protectorat des chrétiens, lui ôter tout prétexte d'intervention. Il pouvait compter sur l'Autriche ; il était ainsi très fort. Mais il ne voulait pas non plus pousser le tsar à bout, de peur d'un éclat irréparable, et, avec une extrême souplesse, il encourageait les Grecs, contenait les Turcs, enveloppait les Russes de flatteries et de promesses ; il tenait tout dans sa main.

L'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg eut avec le tsar Alexandre de longues conférences, où il voulait surtout l'amuser pour l'empêcher d'agir. Il réussit même à lui faire commettre quelques imprudences. Alexandre proposa en effet d'assurer l'autonomie de la Grèce, mais sous le protectorat de la Porte, ou de la Russie, ou de toutes deux ensemble, et en la divisant en trois tronçons d'États : la Grèce occidentale, la Grèce orientale, et la Morée. Il laissa voir ingénûment qu'il ne voulait pas laisser se fonder sur les débris de l'empire turc une nation trop forte, et que, tout en défendant les populations chrétiennes des Balkans, il voulait qu'elles fussent assez faibles pour avoir toujours besoin de la Russie. Il y eut un grand mécontentement en Grèce, et le prestige de l'Angleterre grandit au détriment de celui du tsar : si bien qu'un parti d'insurgés pria l'Angleterre de consentir à l'annexion de la Grèce aux îles Ioniennes, sous son protectorat. Canning n'osa pas s'y prêter.

Alexandre s'énerva de toutes ces difficultés, s'impatienta de ses échecs et de son impuissance, et, dans une crise de découragement, pendant les derniers mois de sa vie, il alla jusqu'à demander au gouvernement anglais de régler à lui seul la question grecque. Il mourut le 1er décembre 1825, avant que cette faiblesse d'une âme généreuse et désabusée n'eût produit ses résultats.

Rien ne pouvait être plus agréable et plus avantageux au sultan que toutes ces intrigues. Combien de fois les Turcs ont profité de ces conflits diplomatiques entre les puissances européennes ! En vérité, ils leur doivent d'être encore à Constantinople ; ils faillirent dès ce moment y gagner la victoire sur les Grecs.

Metternich en effet, inquiet des complications que les

affaires de Grèce pouvaient produire si la politique russe devenait tout à coup plus nette et plus hardie, y entrevoyant même la possibilité d'une dissolution de l'empire ottoman qui ne pouvait qu'être funeste aux intérêts autrichiens sur le Danube et par surcroît ruiner les principes conservateurs de la Sainte-Alliance, conseillait au sultan une répression énergique et rapide, excitait sa colère contre les rebelles. Aussi exerçait-il à Constantinople une influence très écoutée, comparable à celle que plus tard l'Allemagne s'assura auprès du sultan Abd-ul-Hamid II, encore contre les Grecs et pour le plus grand avantage économique et politique des puissances de l'Europe centrale. Le sultan n'avait pas alors de troupes suffisamment solides pour écraser en quelques mois le soulèvement des Grecs ; il préparait la destruction des Janissaires et n'avait encore rien pour les remplacer. On affirme que c'est sur le conseil de l'internonce d'Autriche que Mahmoud demanda au pacha d'Égypte sa flotte et son armée pour vaincre l'insurrection.

Par un firman en date du 16 janvier 1824, le sultan confia donc cette mission à Méhémet-Ali, l'appelant déjà « l'exterminateur des Infidèles », et lui promettant en récompense les pachaliks de Candie et de Morée. Le pacha s'en réjouit : son ambition y trouvait son compte ; il avait là l'occasion d'étendre sa puissance sur toutes les mers du Levant.

Ses troupes furent bientôt prêtes. Dès le mois de juillet suivant, 16.000 fantassins, 800 chevaux, une nombreuse artillerie furent embarqués à Alexandrie sur 60 vaisseaux, sous le commandement du fils adoptif de Méhémet, Ibrahim-pacha, et du Français Sèves, devenu Souleïman-bey

Ibrahim passa d'abord par Rhodes où il rallia une flotte turque qui n'osait en sortir par peur des Grecs, longea ensuite la côte d'Asie mineure pour y prendre d'autres renforts. Miaoulis, qui le cherchait, se jeta sur lui dans les eaux de Samos, lui détruisit une partie de ses vaisseaux ; les Égyptiens poursuivis, harcelés à travers les Cyclades, tombèrent près de Naxos au milieu des brûlots de Canaris ; ils y laissèrent quelques centaines d'entre eux. Ils se réfugièrent dans une rade de Candie ; Miaoulis et Canaris les y suivirent, continuèrent leur œuvre de destruction, empêchèrent Ibrahim de prendre le large : il dut se résigner à hiverner dans l'île, où il refit ses forces par quelques pilla-

ges bien ordonnés, et se prépara à la guerre grecque par une première série de massacres.

Pendant cet hiver, les Grecs s'épuisèrent en querelles intestines ; beaucoup commencèrent à désespérer, à cause de l'inaction de la Russie, des intrigues de la diplomatie européenne auxquelles ils ne comprenaient rien, du dénûment où végétaient leurs bandes et les équipages de leurs flottilles. Celles-ci, un moment glorieusement unies sous l'énergique commandement de Miaoulis, se disloquèrent faute de ressources. Ibrahim sentit plus de liberté autour de l'île de Crète ; à peine l'hiver fini, il prit la mer et, sans rencontrer d'obstacles, aborda à Modon le 26 février 1825.

Son seul débarquement était une terrible défaite pour les Grecs : que pouvaient-ils faire contre les soldats bien aguerris et disciplinés du pacha d'Égypte ? Les succès d'Ibrahim furent rapides. Les années 1825 et 1826 marquèrent la grande crise de l'insurrection grecque.

Aussitôt en effet Ibrahim court à Coron assiégé, ravitaille la place, disperse les assiégeants, et, commençant par la pointe sud-ouest la reconquête de la Morée, il investit Navarin, l'ancienne Pylos, jadis illustrée déjà par de fameuses opérations de guerre. L'épouvante est générale en Grèce à cette nouvelle. Le capitaine Tsamados jure de mourir ou de sauver Navarin et part sur sa flottille ; devant Navarin, il enlève l'îlot de Sphactérie et s'y établit pour empêcher l'investissement et secourir la place, les Grecs restant maîtres de la mer. L'artillerie de Souleïman-bey, postée sur le rivage voisin au-dessus de l'île, la couvre de ses feux, y rend la position intenable ; les soldats de Tsamados sont obligés de la quitter, de remonter sur les vaisseaux. Tsamados, fidèle à son serment, refuse de partir ; il se fait tuer, avec une poignée de braves, et, parmi eux, le comte de Santa-Rosa, ancien ministre de la guerre du royaume de Sardaigne. Dès lors, Navarin est perdue ; Miaoulis tente une diversion, entre dans la rade de Modon, avec quelques brûlots, coule plusieurs vaisseaux égyptiens. C'est en vain. Navarin capitule le 18 mai ; presque tous ses habitants sont massacrés.

Ibrahim continue sa course dévastatrice, il disperse les bandes de Colocotronis, prend Kalamata, Tripolitza, pillant et massacrant, assiège Nauplie, la capitale des rebelles, pense la surprendre et l'enlever. Il est surpris lui-même, dans une embuscade que lui a tendue Démétrius Ypsilanti,

perd une partie de son armée, recule, brûle en s'éloignant tous les oliviers de la plaine, détruit Argos. Sauf Nauplie, il est maître de toute la Morée, et se retire à Tripolitza, où il organise sa conquête, ou plutôt le pillage de sa conquête, le massacre de ses nouveaux sujets.

Cependant la Grèce continentale n'était pas plus heureuse que la Morée. Elle avait été presque entièrement reconquise par le pacha de Roumélie, Rachyd, qui, au commencement de l'année 1825, vint mettre le siège devant Missolonghi ; 4.000 soldats d'élite y étaient enfermés sous le commandement de Botzaris. Les tranchées de siège furent ouvertes sous la direction d'ingénieurs autrichiens ; l'amiral ottoman Topal-pacha acheva l'investissement en bloquant le port. Quelques brèches pratiquées dans les murailles, Rachyd-pacha ordonna plusieurs assauts ; ils furent tous repoussés. Il se résigna à prendre la ville par la famine : Miaoulis arriva, passa à travers les vaisseaux de Topal en en brûlant quelques-uns, ravitailla les assiégés. Furieux, les Turcs ordonnèrent, le 21 décembre, une formidable attaque ; ils crurent triompher, ils escaladèrent la muraille, ils pénétrèrent dans la brèche. Tout à coup une épouvantable explosion préparée par les Grecs fit sauter tout un pan des murs et plus de 2.000 Ottomans. Rachyd, désespérant de l'emporter, appela à son secours Ibrahim.

Celui-ci, ayant obtenu la permission de son père et 8.000 hommes de renfort, arriva quelques semaines après et prit la direction du siège. Lui aussi tenta l'assaut ; il fut repoussé et de nouvelles explosions de mines lui tuèrent beaucoup d'hommes. Lui aussi fut réduit à ne compter que sur la famine pour forcer la ville à se rendre. Il organisa un blocus rigoureux ; il enleva les îlôts de la rade, Vassilidi, Klissova, y porta ses canons, et, quand Miaoulis se présenta pour secourir les assiégés, il ne put passer entre les feux de l'artillerie égyptienne. Après quinze mois d'une résistance admirable, les habitants de Missolonghi durent songer à se rendre ; quelques-uns, refusant de quitter la ville, résolurent de se faire sauter ; d'autres, en deux colonnes, essayèrent de percer la ligne des assiégeants : l'une des deux colonnes fut surprise par Ibrahim, rejetée et poursuivie dans la ville. Les Égyptiens y entrèrent en même temps ; les Grecs se défendirent rue par rue, détruisant leurs maisons pour y ensevelir avec eux le plus grand nombre possible de leurs ennemis. Le primat Christos Kapsalis était

réfugié avec 2.000 femmes, enfants et vieillards dans le dépôt des munitions de guerre : les Égyptiens arrivent ; on leur tient les portes fermées jusqu'à ce qu'ils soient très nombreux ; on leur ouvre ; ils se précipitent comme une trombe. Le primat alors met le feu aux barils de poudre qu'il a rangés au milieu de l'enceinte ; une explosion formidable ébranle toute la ville ; 5.000 morts restent sous ces ruines, dont 3.000 Égyptiens. Les 4.800 affamés de la colonne qui réussit à échapper à Ibrahim, et qui se réfugia à Salone, furent les seuls survivants des 15.000 habitants de Missolonghi (avril 1826).

Ibrahim retourna en Morée. Rachyd alla assiéger Athènes (août). La résistance y fut conduite par le colonel français Fabvier qui ne capitula qu'en juin 1827.

Les Grecs étaient vaincus. Il ne leur restait plus que de petites places, les îles et leur pauvre capitale de Nauplie. La défaite aggrava naturellement leurs dissensions, les divers chefs de partis se rejetant les uns aux autres la responsabilité des événements. L'assemblée nationale se brisa en deux assemblées rivales, celle des Péloponésiens et celle des continentaux, l'une à Hermione, l'autre à Egine. Les soldats se mêlèrent à ces querelles ; à Nauplie, les deux forts principaux étaient commandés par deux chefs d'opinions différentes : ils se canonnèrent l'un l'autre, canonnèrent la ville, y descendirent pour se battre, la pillèrent pendant huit jours. Les marins ne songèrent plus à la lutte nationale, revinrent à la piraterie. La Grèce se perdait elle-même et risquait de détourner d'elle ses meilleurs amis.

III. — L'intervention européenne et l'indépendance (1826-1829).

Pour beaucoup, au commencement de l'année 1826, la guerre était finie ; les insurgés allaient être tous pris, et sans doute en grand nombre massacrés. Le sultan triomphait. Il lui fut pénible de devoir son salut et sa victoire à son vassal le pacha d'Égypte. Il crut le moment venu de refaire son armée, comme avait fait Méhémet-Ali : il serait vraiment alors le sauveur et le maître de l'empire ottoman. Sans plus tarder, il se mit à l'œuvre, avec d'autant plus de hâte que le tsar Alexandre Ier venait de mourir, que son frère Nicolas Ier ne paraissait pas d'aussi bonne composition,

et que Mahmoud craignait d'avoir besoin de ce côté de bonnes troupes.

Comme Méhémet-Ali avait détruit la milice des Mameluks, Mahmoud commença par détruire l'odjak des Janissaires. Cela était nécessaire; les Janissaires avaient perdu toute vertu guerrière; les guerres du XVIIIe siècle avaient prouvé leur insuffisance, et Sélim III avait essayé d'organiser à côté d'eux des troupes plus modernes: ils l'avaient renversé et tué. Il fallait donc d'abord les écraser: jamais ils ne consentiraient aux moindres réformes. Ils n'étaient plus qu'une garde prétorienne, une sorte de noblesse militaire, jalouse de ses privilèges désormais immérités, uniquement occupée de plaisirs et de débauches, n'affirmant sa force que par des révolutions de palais, agent le plus responsable de la dissolution de l'empire. Un historien ottoman, Essad-Effendi, l'exprime à sa façon: « Ces coursiers fougueux, bondissant en liberté dans les pâturages du désordre, se considéraient comme les rois du pays, entretenaient le feu sous la chaudière de l'insubordination et limaient le collier de l'obéissance ».

Mahmoud fit venir des instructeurs arabes, autrichiens, prussiens, comme plus tard le capitaine de Moltke, et leur confia l'organisation d'une infanterie nouvelle, à laquelle il donna le nom de *Monallem Eschkindschi,* ou soldats actifs. Puis, pour la recruter, il ordonna aux Janissaires de fournir à la nouvelle armée 150 hommes par *orta* ou régiment. L'injure était cruelle. Les Janissaires ne la voulurent pas supporter. Le 16 juin 1826, ils se soulèvent, arrivent devant le sérail, renversent les marmites. Mahmoud ne fut pas surpris: il avait secrètement réuni un grand nombre de canons. Il déploie l'étendard vert du prophète, ferme les portes de Constantinople, lance l'anathème sur l'odjak. Une effroyable mitraille balaie la place devant le sérail; les Janissaires sont refoulés, jusque dans leurs quartiers; leurs casernes sont brûlées. 3.000 furent tués, 7 ou 8.000 furent pendus les jours suivants, 20.000 chassés presque nus de Constantinople, comme des vagabonds. En quelques heures, la révolution militaire était accomplie. Le 17 juin, un firman du sultan prononça l'abolition définitive de l'odjak des Janissaires.

Dès lors, toute la nouvelle armée fut instruite à l'européenne: Mahmoud trouva dans le Coran les arguments nécessaires à sa réforme: « La guerre est un jeu au plus fin, a

dit le prophète; combattez l'ennemi avec ses propres armes ». Les résultats ne furent pas immédiats; une transformation de ce genre ne s'accomplit pas brusquement, et Moltke a pu se moquer de cette armée à l'organisation de laquelle il contribua pendant deux ans: « La réforme, dit-il, a consisté surtout en choses extérieures, en noms et en projets. On a fait une armée sur modèle européen, avec des tuniques russes, un règlement français, des fusils belges, des turbans turcs, des selles hongroises, des sabres anglais, des instructeurs de toutes nations, une armée formée de timariotes, de soldats à vie, de landwehr à service indéterminé, où les chefs étaient des recrues, les recrues des ennemis de la veille ». Néanmoins, dans ces formes extérieures, l'esprit d'indiscipline était bien mort; le dévouement au padischah fut rajeuni; l'imitation de l'Europe fut peu à peu très sérieuse, et l'empire ottoman allait manifester, quelques années plus tard, une véritable renaissance militaire capable de compliquer encore les problèmes de la question d'Orient, en remettant en discussion cette proposition devenue un axiome que la succession était ouverte, l'Osmanli moribond, incapable de disputer son bien à l'avidité des héritiers.

Mahmoud rêva-t-il d'être un Pierre le Grand pour l'empire ottoman? La comparaison exigerait d'importantes réserves. Il brisa bien l'aristocratie des fonctionnaires, devenus presque héréditaires, et il se plut à confier les plus hautes charges à des serviteurs dévoués, d'humble origine, qui, lui devant tout, lui furent soumis; il diminua l'autorité presque absolue du divan ou du conseil des hauts dignitaires en traitant les affaires avec chaque ministre en particulier. Il fut assez fort pour résister aux prétentions des ulémas. Il s'attaqua même aux coutumes, plus fortes que les lois. Il but du vin et prit plaisir à griser ses officiers ou ses ministres; il s'habilla à l'égyptienne, vêtements courts, barbe courte, fez au lieu de turban, régla la coupe et l'étoffe des costumes, la longueur de la moustache. Toutes ces réformes furent peu importantes ou éphémères. L'influence de Mahmoud ne fut durable que sur l'armée ottomane, et par là ce sultan, vicieux, débauché autant que féroce, et qui devait terminer sa vie dans l'épilepsie et la folie, tient une grande place parmi les souverains ottomans du XIXe siècle.

Ce ne fut pourtant pas lui qui profita de la réforme, et,

pendant les dernières années de son règne, son empire parut à la veille de sa ruine.

L'insurrection grecque, où il pensait trouver ses premiers triomphes, lui apporta ses premières déceptions ; car, derrière les Grecs, il rencontra l'Europe, moins facile à dominer. Singulier spectacle, que l'Europe, qui au moyen âge plein de foi ne sut pas s'unir pour empêcher la conquête ottomane, se soit parfois unie en ce siècle pour hâter le démembrement de l'empire turc !

A la première nouvelle du soulèvement des Grecs, l'Occident s'était ému. De bonne heure, en France notamment, les libéraux, qui y virent une occasion de lutter pour les idées révolutionnaires, formèrent des comités philhellènes ; puis les catholiques et les ultra-royalistes participèrent à ce mouvement, par une sorte de renaissance de l'esprit des croisades. Tous étaient aussi inspirés par leurs souvenirs classiques, par leur sympathie naturelle pour Athènes, pour la Grèce d'Homère, de Sophocle et de Démosthène. D'illustres volontaires partirent à la défense de cette sainte cause : l'ancien ministre piémontais Santa-Rosa, le colonel français Fabvier, lord Byron, qui y donna une partie de sa fortune et qui mourut à Missolonghi en 1824. Des appels de fonds furent organisés par des concerts, des loteries, des quêtes ; les dons privés fournirent des sommes importantes. D'habiles spéculateurs y virent aussi une bonne affaire, comme ces banquiers de Londres qui couvrirent l'emprunt de 27 millions émis par le gouvernement grec insurrectionnel, qui sur ce total retinrent d'avance 5 millions pour le service de l'intérêt, 500.000 francs pour l'amortissement, et livrèrent le reste en nature, vieux fusils, vieux canons, vieux bateaux, à la façon d'Harpagon.

Ces mesures n'étaient pas suffisantes à sauver la Grèce, si sa cause n'avait pas été prise en mains par quelqu'un des puissants du jour. Le tsar Alexandre, mort en décembre 1825, eut pour successeur son frère Nicolas Ier. C'était un tout autre tempérament, un caractère énergique et hardi, un esprit même aventureux, passionné pour la gloire et sûr que, pour un tsar, la gloire est « sur le chemin de Byzance ». D'un tel homme, la Porte avait tout à craindre, d'autant mieux que les clauses du traité de Bucharest, incomplètement exécutées, lui offraient un commode moyen d'intervention, et que le sultan, par le massacre des Janissaires, avait peu de moyens de défense.

A peine établi sur son trône, Nicolas masse des troupes à la frontière du Pruth. Le 17 mars 1826, il adresse à la Porte un bref ultimatum : il exige l'exécution des garanties promises aux principautés danubiennes, le règlement de la question serbe, l'envoi sous six semaines de négociateurs turcs à la frontière russe : « passé ce délai, il sera facile aux ministres de Sa Hautesse de calculer les conséquences de leur refus ». Il s'abstient de parler des Grecs ; mais combien de temps durera cette réserve?

L'Angleterre s'inquiète. Wellington est envoyé à Saint-Pétersbourg en mission extraordinaire : il offre au tsar l'appui du gouvernement anglais en faveur de la Grèce ; il prend les devants pour n'être pas dépassé. Le 4 avril, un protocole est signé en ce sens : la Grèce sera autonome ; mais elle restera une dépendance de la Porte à laquelle elle paiera un tribut annuel ; la Russie et l'Angleterre offriront ou imposeront leur médiation, en s'interdisant tout avantage particulier.

Mais il ne faut pas que la Porte irrite le tsar et produise par son obstination quelque terrible éclat de sa colère. Le gouvernement anglais agit auprès du sultan pour qu'il donne satisfaction à Nicolas Ier sur la question danubienne et l'oblige ainsi à tenir au fourreau son épée impatiente. Le sultan comprend ; il envoie des plénipotentiaires à Akkermann, à la frontière. Les ministres russes leur soumettent leur ultimatum, n'en veulent rien retrancher ; les Turcs essaient de traîner les négociations en longueur ; les Russes menacent de s'en aller, s'en vont ; les Turcs les rappellent en hâte, et, sous la menace, signent le 7 octobre la convention d'Akkermann, « confirmative et explicative du traité de Bucharest ». La Russie obtient Soukhoum-kaleh, Anaklia, Redout-kaleh en Mingrélie, au pied du Caucase ; elle fait proclamer la libre navigation de la mer Noire. La Serbie est désormais presque indépendante. La suzeraineté de la Roumanie est partagée entre la Porte et la Russie : les hospodars, élus pour sept ans par les nobles du pays avec le consentement du sultan, ne pourront être déposés qu'avec la permission du tsar.

Nicolas va-t-il se contenter de ce succès ? C'est douteux. Il paraît très entreprenant ; il ne retire pas ses troupes des rives du Pruth ; il espère évidemment d'autres complications. Il a d'autres armées au sud du Caucase : ne ménage-t-il pas quelque attaque contre l'empire ottoman par l'Asie

mineure? Déjà il renouvelle la lutte contre la Perse au sujet des nouvelles frontières de la Russie transcaucasienne; le shah de Perse, Feth-Ali, vient aussi d'organiser son armée à l'européenne, et il se croit assez fort pour reprendre la Géorgie; son fils, Abbas-Mirza, franchit l'Araxe, marche sur la Koura et Tiflis. Le général Paskiévitch l'arrête et le bat à Elisabethpol (septembre 1826). Ce nouveau conflit est plein de surprises possibles: le tsar est capable d'écraser la Perse et de se jeter ensuite sur les Ottomans.

Il faut vite régler la question grecque. L'Angleterre, assistée de l'Autriche, qui a les mêmes craintes, offre sa médiation au sultan, sur les bases du protocole du 4 avril. Le sultan ne répond pas à cette note; il presse Rachyd-pacha d'enlever Athènes qui résiste encore. Les semaines, les mois passent. Les Russes comptent sur cette obstination du sultan qui nécessitera d'autres mesures. L'Autriche et l'Angleterre insistent auprès de la Porte; longue attente encore. Enfin, en juin 1827, le sultan répond aux puissances: il leur reproche d'encourager par leur intervention la résistance des rebelles; il leur rappelle les principes de la Sainte-Alliance, qui reposent sur l'obéissance nécessaire des sujets à l'égard de leurs souverains légitimes; il ne leur reconnaît pas le droit de s'occuper des affaires intérieures de l'empire ottoman, pas plus que l'Angleterre ne reconnaîtrait à qui que ce soit le droit d'intervenir en faveur de l'Irlande; il leur déclare qu'à l'avenir il ne leur répondra plus sur cette question. C'était digne, habile, quelque peu ironique, mais très dangereux, étant donné les dispositions de la Russie.

A ce moment, le tsar recherchait manifestement un rapprochement avec la France, qui ne se dérobait pas; Charles X, poussé par l'opinion publique, était prêt, comme la Russie, à agir en faveur des Grecs. Un accord franco-russe sur cette question eût réduit l'Angleterre à l'impuissance et ruiné son prestige: Capo d'Istria, l'ancien ministre du tsar, venait d'être élu par les Grecs président provisoire de leur République. La Grèce renaissait, au milieu de ses plus écrasantes défaites, par la seule transformation de la politique russe.

Le gouvernement anglais vit très clairement ces dangers, et, pour ne pas être évincé tout à fait, il s'accorda de bonne grâce avec la France et la Russie, et elles signèrent avec lui, le 16 juillet 1827, la triple alliance de Londres, confir-

mation et extension du protocole anglo-russe d'avril 1826 : la « séparation civile » devra être absolue entre la Grèce et la Turquie ; la Grèce ne sera pas astreinte au tribut. Pourtant la Turquie restera suzeraine en droit. La Porte devra répondre à la notification de cette convention dans le délai d'un mois ; faute de quoi, les puissances alliées imposeront, par la force au besoin, l'armistice aux belligérants.

La notification est faite au sultan le 16 août. Il est inébranlable dans sa résistance ; à sa demande, Méhémet-Ali envoie encore 4.000 hommes en Morée, malgré les protestations des consuls européens (septembre). C'est que la Porte ne croit pas à l'entente cordiale des trois puissances, ni par suite à une action militaire combinée de leur part ; elle compte sur leurs divisions ; elle sait que le gouvernement anglais n'a signé le traité de Londres que pour barrer la route à la Russie et ôter à l'accord franco-russe ce qu'il aurait de redoutable pour les Ottomans.

Ce calcul fut faux, mais par hasard. En prévision de l'obstination du sultan, les trois alliés avaient pris des dispositions secrètes, et décidé d'envoyer quelques vaisseaux sur les côtes grecques. Les vaisseaux anglais arrivèrent les premiers devant Navarin, sous le commandement de l'amiral Codrington : ils furent bientôt rejoints par la flotte française de l'amiral de Rigny.

Ensemble les deux amiraux entrent en pourparlers avec Ibrahim-pacha et concluent avec lui, le 25 septembre, un armistice pour attendre les événements : Ibrahim s'engage à ne pas quitter Navarin. Codrington alors se retire à Zante, de Rigny à Milo. Les Égyptiens aussitôt essaient de sortir du port : de Rigny revient précipitamment, les Anglais aussi ; l'amiral russe de Heyden arrive enfin le 18 octobre. Ils constatent qu'Ibrahim, en dépit de ses promesses, parcourt la Morée à la tête de plusieurs milliers d'hommes, pille et massacre ce qui a pu échapper à ses précédentes exécutions, se moquant ainsi de l'Europe, sûr de son impuissance. Les amiraux se décident à entrer dans la rade de Navarin et exigent le respect de l'armistice.

Le 20, au matin, la flotte alliée se range à l'entrée du port, sans opposition. Cependant quelques brûlots turcs s'approchent sournoisement de ses deux extrémités ; un canot parlementaire leur est envoyé pour les inviter à se retirer ; d'un vaisseau égyptien des coups de fusil sont tirés sur le canot, qui riposte. La fusillade cesse : un autre canot est

mis à l'eau pour inviter les Égyptiens à plus de précaution et de respect : en réponse, un boulet est envoyé à la frégate française la *Sirène*. Indigné, l'amiral de Rigny fait feu de toutes ses pièces ; les Égyptiens répondent : la bataille s'engage. C'est pendant trois heures une confusion indescriptible, une canonnade furieuse entre les 110 bâtiments de guerre entassés dans cette petite rade. Les Égyptiens se montrèrent très inexpérimentés, ou furent égarés par la colère ; ils tirèrent en aveugles, sans viser, ou trop haut ou trop bas ; les alliés eurent un tir extrêmement meurtrier. A sept heures du soir toute la flotte turco-égyptienne était brûlée : les Musulmans avaient perdu 6.000 hommes, les alliés 140.

Les conséquences de cette bataille imprévue furent considérables : enthousiasme général en Grèce, en Russie, en France ; — grande colère à Constantinople : le sultan déclara toutes relations rompues avec les alliés, et leurs ambassadeurs quittèrent la ville ; — vif mécontentement à Londres : l'amiral Codrington fut destitué ; le duc de Clarence, grand amiral des flottes anglaises, donna sa démission ; le gouvernement caractérisa l'affaire de Navarin « d'accident fatal » : dans le discours du trône du 29 janvier 1828, Sa Majesté Britannique se déclara « profondément affligée de cet événement sinistre ».

En effet, la Grèce allait se trouver à la merci des fureurs d'Ibrahim. Cela et la rupture avec la Porte allaient autoriser le tsar à des résolutions belliqueuses. Paskiévitch achevait la défaite des Persans ; il avait enlevé à la fin de 1827 Etchmiadzin, Abbas, Sardar-abad, gagné par la prise d'Erivan le titre glorieux d'Erivanski, battu le fils du shah sur l'Araxe, rejeté l'ennemi au delà de la rivière. Il prenait alors Tauris, marchait sur Téhéran et imposait à Feth-Ali le traité de Tourkmantchaï (21 février 1828), par lequel le shah cédait à la Russie les khanats d'Erivan et de Nakhitchevan et payait une forte contribution de guerre. Le 26 avril suivant, Nicolas Ier déclarait la guerre à la Porte ; il franchissait lui-même le Pruth le 7 mai avec le général Wittgenstein, et prenait possession de tout le pays roumain jusqu'au Danube. L'amiral de Heyden entrait avec sa flotte dans le détroit des Dardanelles.

L'empire ottoman allait-il tomber d'un coup ? L'Angleterre ne le pouvait permettre ; la France était intéressée aussi à contenir l'inquiétante ambition de la Russie, à limiter

la guerre à la délivrance de la Grèce. Elles s'entendirent pour hâter l'expulsion des Égyptiens de la Morée et signèrent à cet effet le protocole du 19 juillet 1828 : le gouvernement français refusa d'en laisser le soin aux Anglais, à cause de leur situation aux îles Ioniennes ; le gouvernement anglais admit que la France s'en chargeât seule.

Quinze jours après, trois brigades, composées de 14.000 hommes, furent embarquées à Toulon, sous le commandement du général Maison. Le 29 août, elles parurent devant Navarin. Un consul anglais, au nom de son gouvernement, prétendit retarder le débarquement, sous prétexte que l'amiral anglais Sir Pulteney Malcolm était parti pour Alexandrie, afin d'obtenir du pacha d'Égypte qu'il rappelât de son gré son fils Ibrahim, ce qui rendrait l'intervention française inutile ; le pacha y consentit en effet et signa en ce sens le 6 août la convention d'Alexandrie.

Cependant, le général Maison, ne connaissant que les instructions de son gouvernement, mit ses troupes à terre dans la rade de Modon. Il entra en rapports avec Ibrahim, s'entendit bientôt avec lui, et le départ des Égyptiens fut fixé au 9 septembre. Pendant ces quelques jours, les relations furent très amicales entre les Égyptiens et les Français, entre Maison et Ibrahim. Celui-ci fut reçu au camp français, y assista à une grande revue, admira en particulier la tenue du 3e régiment de chasseurs à cheval, donna son sabre au colonel ; il s'entretint familièrement avec les officiers, demandant, non sans malice, pourquoi les Français, après avoir été faire des esclaves en Espagne en 1823, venaient maintenant en Grèce faire des hommes libres.

Mais, en quittant les places fortes de la Morée, il les avait remises à des garnisons turques, qui refusèrent de les abandonner sans ordre du sultan. Maison dut y conduire sa petite armée ; d'ailleurs, aux premières sommations, les Turcs cédèrent leurs forteresses, et les Français prirent ainsi possession de Navarin, Coron, Patras, Tripolitza ; il fallut pourtant ouvrir une brèche dans les murailles du château de Modon, tirer quelques coups de canon, menacer d'un assaut, pour en faire sortir les Turcs ; il y eut 25 Français tués. En quelques jours, la Morée fut tout entière délivrée ; le gouvernement de Charles X put se féliciter de son intervention : Maison fut fait maréchal de France.

Il n'était pas aussi facile d'arrêter les Russes, qui trouvaient l'occasion bonne d'avancer le règlement de la ques-

tion d'Orient, et qui, sans se préoccuper désormais de la Grèce, entamaient l'empire ottoman de part et d'autre de la mer Noire.

La campagne de 1828 fut surtout fructueuse pour eux dans la Caucasie. Paskiévitch, dès la déclaration de guerre, se jeta sur les places turques; il prit Kars, après un siège de quatre jours, en juillet. La peste se mit alors dans son armée, et retarda un peu ses mouvements ; il assiégea pourtant Akhaltsikh et s'en empara le 28 août. Il prit encore Poti, Ardahan, puis, en pleine Arménie, Bayasid, Topra-Kaleh. Alors il enleva Erzeroum et hâta sa marche sur Trébizonde.

La lutte fut plus pénible sur le Danube, où les Turcs avaient des troupes plus nombreuses. La campage de 1828 fut même presque absolument stérile. Le tsar et Wittgenstein occupèrent d'abord la Dobroudja, qui leur livrait une large entrée sur la Bulgarie ; mais Braïla leur fit une longue et héroïque résistance ; il leur fallut rester trois mois devant Varna, où ils ne purent entrer que par la trahison du commandant turc Youssouf-pacha. Ils restèrent trois mois encore devant la forte place de Choumla, et toutes leurs attaques furent repoussées. Beaucoup de juges très compétents affirment même que, si les généraux turcs avaient alors pris l'offensive, ils auraient trouvé les troupes russes en très mauvaise situation : ils n'y songèrent pas.

La campagne de 1829 fut confiée au général Diébitch. Il prit d'abord Silistrie, et battit une armée turque à Kulevtcha ; mais il échoua encore devant Choumla et y perdit beaucoup de temps. Pour ne pas compromettre encore ses opérations, il risqua une audacieuse tentative, la traversée des Balkans ; jamais une armée russe ne l'avait osée. Les Turcs ne les défendirent pas, les croyant sans doute infranchissables. Diébitch s'y engagea par deux routes, celle de Pravadia à Aïdos et celle de Varna à Bourgas tout le long de la mer. Il ne rencontra aucun obstacle, et, tout étonné de son succès, concentra son armée le 24 juillet à Roumélikoï ; se tenant très étroitement en communication avec la côte, il pouvait se ravitailler par la flotte russe et ne risquait pas d'être tourné. Il put ainsi marcher sur Andrinople ; il y entra le 14 août sans coup férir ; son avant-garde se porta même, dans la direction de Constantinople, jusqu'à Tchorlou et Rodosto, à quelques lieues de la capitale ottomane.

Il courait pourtant là de gros risques ; il n'avait plus que 15.000 hommes ; une attaque sur Constantinople eût été une folie ; sa petite troupe pouvait être facilement délogée d'Andrinople, peut-être cernée et écrasée, si les pachas turcs de la Macédoine et de l'Albanie étaient arrivés ; en tout cas, elle ne pouvait pas s'y maintenir longtemps, et il était à craindre que l'heureuse audace de Diébitch Zabalkanski ne s'achevât par un désastre. Heureusement, les négociations ouvertes avec le sultan aboutirent vite, et le 14 septembre 1829, le traité d'Andrinople fut signé.

La diplomatie européenne n'avait pas attendu le résultat de la guerre turco-russe pour essayer d'y mettre fin au plus tôt. Depuis la rupture des relations avec la Porte, au lendemain de Navarin, les ambassadeurs à Londres avaient recherché le moyen d'apaiser le conflit. Le gouvernement ottoman se montrant plus traitable en proportion de ses revers, la Conférence de Londres avait abouti au protocole du 22 mars 1829 : la Grèce devait comprendre les Cyclades, la Morée, et la région continentale jusqu'aux golfes d'Arta et de Volo ; elle serait gouvernée par un prince chrétien choisi par les puissances et paierait un tribut annuel au sultan.

Ce protocole servit de base au traité d'Andrinople. La Russie garda les îles des Serpents, poste d'observation aux embouchures du Danube, et quelques-unes des places conquises dans la Transcaucasie, Anapa, Poti, Akhaltsikh, Akhalkalaki ; les droits de la Serbie, de la Moldavie, de la Valachie furent confirmés, et même augmentés pour ces deux dernières principautés en ce point que leurs hospodars seraient désormais élus à vie, et non pas seulement pour sept ans. Un hatti-chérif proclama, en novembre 1829, l'autonomie de la Serbie. Pour la Grèce, le traité reproduisait les termes du protocole du 22 mars.

Le tsar obtint le libre passage des détroits, le libre commerce sur la mer Noire et dans tout l'empire ottoman pour les sujets russes, et une indemnité de guerre de 137 millions de francs, avec le droit d'occuper provisoirement la Bulgarie et les principautés, jusqu'à l'entier paiement de cette somme.

C'était un éclatant succès pour la politique de Nicolas Ier. Selon la tradition diplomatique de ses prédécesseurs, et surtout de Catherine II, il pouvait faire parade de modération ; mais il s'attribuait, au lieu de satisfactions matérielles,

des avantages considérables par l'élasticité voulue de certains articles du traité. L'empire ottoman était ouvert de toutes parts, vers le Caucase et le Danube; il était pénétré par l'influence commerciale de la Russie et par les vagues droits de protectorat qu'elle gardait sur les États danubiens, il était à sa merci par le règlement d'une indemnité très élevée. En toutes ces stipulations, il devait être facile au gouvernement russe de trouver, quand il voudrait, tel prétexte d'intervention qui lui conviendrait. N'était-ce pas d'ailleurs sous prétexte de préciser certains points du traité de Bucharest que Nicolas était entré brusquement en scène au commencement de l'année 1826? Les conventions turco-russes depuis le XVIIIe siècle sont ainsi reliées par une chaîne ininterrompue de clauses dont l'empire ottoman est comme enserré de plus en plus étroitement, et qui témoignent de la souplesse et de l'infatigable constance de la politique russe. Le gouvernement du tsar pouvait donc se féliciter de son triomphe, et M. de Nesselrode écrivait alors: « La Russie pouvait peut-être donner le dernier coup à la monarchie ottomane; mais cette monarchie, réduite à n'exister plus que sous la protection de la Russie, convenait mieux à ses intérêts politiques et commerciaux que toutes combinaisons qui l'auraient forcée soit à trop s'étendre par des conquêtes, soit à substituer à l'empire ottoman des États qui n'auraient pas tardé à rivaliser avec la Russie de puissance, de civilisation, d'industrie et de richesse. »

On saisit là l'aveu d'une politique qui reparaîtra jusqu'à la fin du siècle. Il ne plaît pas à la Russie de laisser trop d'indépendanee aux États formés du démembrement de l'empire ottoman, de laisser rompre ainsi l'équilibre de l'Orient. Du reste, en toute cette histoire de l'insurrection grecque, n'est-il pas évident que la plupart des gouvernements, pour ne pas dire tous, ont été inspirés par leurs intérêts immédiats beaucoup plus que par de généreuses sympathies à l'égard d'un peuple malheureux et particulièrement digne de ces sympathies? Il y a un contraste flagrant entre l'enthousiasme des peuples autour de l'insurrection grecque et l'égoïsme des gouvernements: il n'est pas pour surprendre dans un temps où la cause des peuples était précisément en contradiction avec celle de leurs souverains.

Il ne faut donc pas s'étonner que les intérêts de la Grèce aient été traités avec la plus avare parcimonie, que la

liberté lui ait été minutieusement mesurée, sous ce prétexte qu'elle était incapable d'en user avec sagesse, pour cette raison qu'on ne la voulait ni trop grande ni trop libre.

La France et l'Angleterre ne voulaient plus que la Grèce restât tributaire du sultan, parce que, orthodoxe de religion, elle subirait trop l'influence envahissante de la Russie ; il fut donc décidé que son indépendance serait absolue. Mais l'Angleterre trouvait le nouvel État trop étendu en face des îles Ioniennes; elle obtint que ses limites septentrionales seraient ramenées à l'Aspro-potamo, au Sperchios et au golfe de Lamia. Ce fut l'objet du protocole du 3 février 1830.

Il y avait loin de cette Grèce étriquée, réduite à des roches stériles, privée de tout ce qui pouvait lui assurer quelque prospérité, la Crète, les îles Ioniennes, la Thessalie, à la réalisation de la Grande-Idée, c'est-à-dire de l'ancien empire athénien de la mer Egée, de l'union en un même État de tous les pays de population grecque. On ne lui donna pas davantage Samos, qui avait partagé l'enthousiasme et les épreuves de la guerre de l'indépendance. Elle forma pourtant, à partir de 1832, une principauté demi-indépendante, tributaire de la Porte, gouvernée par un bey chrétien nommé par le sultan et assisté d'un sénat de quatre membres. Elle fut d'ailleurs très prospère depuis et la tranquillité n'y fut plus troublée.

Les Grecs purent donc se persuader que les puissances ne les avaient sauvés que comme malgré elles, par le seul jeu de leurs intérêts contradictoires ; ils n'éprouvèrent aucun sentiment de reconnaissance. Le mécontentement public a partout pour conséquences les querelles des partis, se rejetant l'un à l'autre les responsabilités. La Grèce en fut très troublée ; ce qui donna aux puissances un nouveau prétexte de la tenir en suspicion. Le parti russe y était représenté par le chef du pouvoir exécutif Capo d'Istria ; il avait des ennemis, surtout les Mavromichalis, chefs des Maïnotes, irrités de l'impuissance où manifestement on voulait retenir la Grèce, des intrigues au milieu desquelles elle mendiait quelques pouces de territoire ou quelque liberté de vivre. Capo d'Istria allait tomber victime de ces querelles, assassiné en 1831 ; ce qui ne fut pas une solution.

Elles rendirent plus difficile le choix d'un roi pour la Grèce. Le traité d'Andrinople avait établi qu'elle serait constituée en une monarchie chrétienne; le protocole du

3 février 1830 décerna cette couronne à Léopold de Saxe Cobourg-Gotha. Celui-ci hésita longtemps, demanda une extension de frontière, reçut un refus, refusa d'aller régner en Grèce. Enfin, à cette nation habituée depuis des siècles à l'activité de la vie municipale, on donna une organisation européenne, une hiérarchie administrative imitée de celle de la France, avec préfets, sous-préfets et maires; à ce peuple de tout temps amoureux de liberté, fier de son nom et des gloires de sa race, fervent dans l'orthodoxie, on donna pour roi un Bavarois catholique, Othon, fils du roi Louis. Du moins, le nouveau royaume obtint enfin la frontière du golfe d'Arta (mai 1832).

Il n'est pas jusqu'à la France, la plus désintéressée des puissances européennes en cette affaire, qui n'ait cherché à en tirer un avantage positif. Rentré dans le concert européen en 1823, comme exécuteur des œuvres de la Sainte-Alliance en Espagne, le gouvernement français avait joué en Grèce un plus noble rôle. Il avait opéré la délivrance de la Morée et n'en avait pas réclamé le paiement. Mais il y avait trouvé l'occasion d'un rapprochement avec le gouvernement russe.

Le tsar, en effet, avait aisément senti l'hostilité secrète de l'Angleterre et de l'Autriche. Il avait la conscience que sans elle il aurait obtenu de ses victoires d'autres profits. Il recherchait donc l'appui de la France, sûr qu'elle ne ferait pas à la Russie la même opposition qu'au XVIIIe siècle, ses intérêts n'étant plus prépondérants dans le Levant. Le gouvernement français voyait dans l'alliance russe le moyen d'étendre les frontières du pays vers le nord et de guérir ainsi les plaies de 1815. C'était surtout l'idée des ultras, que le trône des Bourbons serait singulièrement consolidé par cette gloire qui effacerait l'éclat de la légende napoléonienne. Chateaubriand écrivit un mémoire à ce sujet: « Nous voulons avoir la ligne du Rhin depuis Strasbourg jusqu'à Cologne. Jamais l'Autriche, jamais l'Angleterre ne nous la donneront; nous ne pouvons compter que sur la Russie ».

M. de Martignac, en 1828, confia le ministère des affaires étrangères à M. de la Ferronnays, ambassadeur depuis plusieurs années à Saint-Pétersbourg, ardent partisan de l'entente franco-russe. Il entretint avec le tsar des négociations très suivies au printemps de 1829; l'armée de Diébitch marchait sur Constantinople à travers les Balkans; touchant au but, Nicolas Ier redoutait une intervention de l'Autriche,

capable de compromettre toute sa campagne diplomatique et militaire. Charles X promit de marcher sur le Rhin avec 100.000 hommes « si l'Autriche bougeait ». L'Autriche ne bougea pas, et la signature de la paix d'Andrinople coupa court à cette combinaison franco-russe.

L'accord n'en était pas moins établi, évident aux yeux de l'Europe, et dès ce moment avantageux à la France. Il n'est pas sûr que Charles X aurait osé entreprendre l'expédition d'Alger, s'il n'avait compté sur le tsar. Il redoutait une intervention de l'Angleterre, qui, en effet, s'y opposait assez vivement; il s'y décida en pensant qu'elle hésiterait à braver l'accord franco-russe et à créer dans de telles conditions un nouveau conflit méditerranéen. A ce point de vue, l'occupation d'Alger fut comme la récompense de l'expédition française en Morée, et, dans le temps où la Russie refoulait l'Islam au sud du Caucase, la France resserrait aussi son domaine en Afrique.

Le colonel de Polignac, fils du ministre de Charles X, affirme[1] que l'alliance de la France et de la Russie était fondée dès lors sur deux avantages équivalents; la France aiderait la Russie à organiser aux dépens du sultan une Roumélie protégée; la Russie aiderait la France à annexer la Belgique, sous une forme quelconque. Il était visible à ce moment que la Belgique se soulèverait bientôt contre la Hollande et s'en détacherait: elle fût tombée tout naturellement en possession de la France. Charles X fut renversé avant que ce projet ne pût avoir un commencement d'exécution.

Le prince de Polignac, le ministre de 1830, établit même sur cette alliance un vaste projet de remaniement de la carte de l'Europe, qui eût d'un seul coup réglé toutes les questions politiques les plus aiguës, à l'Occident comme à l'Orient. Ce grand dessein repose sur l'expulsion des Turcs, qui assurerait aux États chrétiens la disposition de territoires capables de garantir, d'un bout à l'autre du continent, un juste système de compensations. Il s'inspire du louable désir de résoudre tous les conflits renfermés dans les traités de 1815 et ainsi de donner à l'Europe de longues années de paix; il fait penser aux chimères dont Sully peuplait généreusement l'imagination de Henri IV.

Les Turcs rejetés en Asie, à la Russie reviendraient la

1. E. Daudet, *Histoire diplomatique de l'alliance franco-russe*, p. 27-28.

Moldavie et la Valachie, à l'Autriche la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine. L'empire grec serait restauré, avec Constantinople pour capitale, avec le roi des Pays-Bas pour empereur. De cette façon, on pourrait donner à la Prusse la Saxe et les Pays-Bas, au roi de Saxe la Prusse rhénane, à la France la Belgique et le Luxembourg, à l'Angleterre enfin les colonies hollandaises.

Ce n'était qu'une utopie. Comment faire consentir la Russie à la constitution sur les Détroits d'un État jeune, sans doute entreprenant, autrement dangereux que l'empire ottoman? Comment faire consentir l'Angleterre à l'établissement de la France à Anvers, de la Prusse à Amsterdam et Rotterdam? Il s'y trouvait encore d'autres impossibilités.

Le projet Polignac éclaire pourtant les conceptions politiques de ce temps. Sauf pour le sultan, il donne satisfaction partout au principe de légitimité et trouve un trône pour chaque souverain. Il se fonde à peu près sur le principe des frontières naturelles, sur ce que Bismarck appellera plus tard « les arrondissements nécessaires ». Il respecte les droits des nationalités: à la Grèce tous les pays grecs, à la France la Belgique, à la Prusse la Hollande; il les méconnaît pourtant sur le Danube et livre les principautés aux grands États chrétiens du voisinage: du moins elles retrouveraient ainsi des peuples de races parentes. Il tient compte même, dans une certaine mesure, des besoins économiques des États de l'Europe, quand il donne à la Prusse un large débouché sur la mer du Nord, à la France les bouches de l'Escaut, à l'Angleterre des colonies.

Il était en somme beaucoup plus logique que l'œuvre du Congrès de Vienne. Mais quelle chimère que de vouloir régler les questions européennes par la seule logique, que de prétendre limiter par elle les ambitions rivales! Chaque État semble préférer un avenir obscur, mais plein de promesses, à une situation plus sûre, mais trop modeste; il aime mieux deux « tu l'auras » qu'un « tiens ». L'ambition, la lutte pour la vie et pour la gloire est toujours l'unique inspiration des grandes puissances, peut-être aussi des grands hommes d'État.

Le plan Polignac fut soumis au tsar Nicolas Ier qui sans doute n'y apporta qu'une attention distraite; l'auteur et son souverain disparurent bientôt de la scène politique. Le sultan continua de régner à Constantinople; il y avait pourtant tremblé, parce que la moindre insurrection, dans cet empire

fait de peuples opprimés, prend vite une importance européenne, parce que le moindre bruit y attire l'attention des grandes puissances, parce que leurs rivalités s'y rencontrent et trop rapprochées s'y surexcitent d'une sensibilité nerveuse, jusqu'à la fièvre, parce que Constantinople est le plus terrible foyer d'incendie qu'il y ait au monde. Le XIXe siècle est tout rempli de ces alertes où l'Europe, divisée contre elle-même par ses jalousies, ne peut faire que la part du feu.

BIBLIOGRAPHIE

CHATEAUBRIAND, *Le Congrès de Vérone.*
LAMARTINE, *Histoire de la Turquie.*
DE MOLTKE, *Campagnes des Russes dans la Turquie d'Europe,* 1828-29, traduction française en 2 volumes
DUFEY, *Histoire de la régénération de la Grèce,* 3 vol.
TEXIER, *La Grèce et ses insurrections.*
DEBIDOUR, *Histoire diplomatique de l'Europe,* t. I: la Sainte Alliance.
Ch. SEIGNOBOS, *Histoire politique de l'Europe contemporaine* (cf. sa bibliographie).
GERVINUS, *Insurrection et régénération de la Grèce,* trad. Minssen, 2 vol.
POUQUEVILLE, *Histoire de la régénération de la Grèce,* 4 vol.
Gaston ISAMBERT, *L'Indépendance grecque et l'Europe.*

CHAPITRE V.

MAHMOUD ET MÉHÉMET. — LA RÉFORME DE LA TURQUIE.

Le Tanzimât. — Nécessité et difficulté de la réforme de l'empire ottoman. — Mahmoud.

I — LE SULTAN ET LE PACHA. — MAHMOUD ET MÉHÉMET.

Les réformes de Méhémet-Ali en Égypte. — « La confiscation universelle ». — Prospérité de l'Égypte. — Les forces militaires et navales du pacha. — Les conquêtes : fondation de Khartoum ; expansion de l'Islam en Afrique.

La question de Syrie. — Conquête de la Syrie par Ibrahim. — Sa victoire à Konieh (21 décembre 1832). — Les Russes au Bosphore (février 1833). — L'amiral Roussin à Constantinople. — La convention de Kutayeh (5 mai 1833). — Le traité d'Unkiar-Skélessi (8 juillet 1833).

II. — LA CRISE DE 1840.

Grandeur de Méhémet-Ali. — Puissance de la France en Égypte. — Inquiétudes de l'Angleterre. — Nouvelle guerre entre Mahmoud et Méhémet. — Victoire d'Ibrahim à Nézib (24 juin 1839). — La flotte turque livrée au pacha d'Égypte.

Intervention de l'Europe. — La note collective du 27 juillet 1839. — Situation prépondérante de la France dans le Levant en 1839. — Rapprochement de l'Angleterre et de la Russie contre la France. — La politique de Thiers. — La quadruple alliance de Londres (15 juillet 1840). — Préparatifs de guerre en France, en Allemagne.

Défaites de Méhémet-Ali. — La note française du 8 octobre 1840. — Le ministère Guizot. — La convention d'Alexandrie (25 novembre 1840). — Le hatti-shérif du 1er juin 1841. — La convention des détroits (13 juillet 1841). — Succès diplomatique de l'Angleterre.

III. — LA CHARTE DE GULHANÉ

Les puissances européennes garantes de l'intégrité de l'empire ottoman. — Continuation de la réforme en Turquie : Abd-ul-Medjid; Reschid-pacha. — La charte de Gulhané (3 novembre 1839). — Réorganisation de l'armée ottomane. — L'œuvre de Reschid-pacha. — Opposition des ulémas et des fanatiques musulmans. — Agitation des provinces chrétiennes : troubles en Serbie, en Palestine, dans le Liban. — Dissensions en Grèce : la Constitution de 1843; le ministère Colettis ; Piscatory et sir Edmond Lyons. — La politique de la France dans le Levant.

L'empire ottoman venait de courir le plus terrible danger; jamais encore son étrangeté, sa *barbarie* n'avaient été aussi manifestes; jamais encore il n'avait paru aussi différent de l'Europe par les mœurs, par la religion, par tous ses caractères essentiels: il était pour tous un corps étranger à expulser du continent, dont il troublait l'économie.

Comme la Chine de nos jours, il en eut conscience. Il se persuada de la nécessité de se transformer, de se régénérer, au moins d'emprunter aux puissances occidentales leurs moyens de défense. Alors naquit chez les Ottomans le parti des Jeunes-Turcs, ou des partisans de la Réforme; alors commença chez eux l'histoire du *Tanzimât* ou de la réorganisation. « Je suis convaincu, disait le grand-amiral Khalil-Pacha en 1830, que, si nous ne nous hâtons pas d'imiter l'Europe, nous devrons nous résigner à repasser en Asie. »

Cette histoire de la réforme ottomane n'est pas achevée au début du xxe siècle. Elle eut son premier chapitre au lendemain de l'insurrection grecque, sous les sultans Mahmoud et Abd-ul-Medjid; elle fut troublée par des querelles intestines inévitables, plus encore par l'intervention des puissances européennes, plus préoccupées que jamais de la question du démembrement de l'empire turc, avides de l'accomplir, liées pourtant au principe de son intégrité, seule digue possible à leurs convoitises contradictoires, quelques-unes d'ailleurs mal disposées à le laisser en paix refaire ses forces.

Mahmoud au Sérail, avant son avènement, avait entendu et adopté les opinions réformatrices de son cousin Sélim III; il avait, au milieu des circonstances dramatiques de son avènement, partagé sa haine pour les janissaires, qui n'étaient plus désormais que des agents de révolution. Aux temps les plus critiques de la guerre de Grèce, il avait saisi l'occasion de les détruire, au risque de compromettre la sécurité même de Constantinople. Du moins il avait ainsi renversé le principal obstacle que pouvait rencontrer la politique des réformes.

Car si, capable d'un moment d'énergie, Mahmoud ne l'était pas d'une politique très suivie, il comprenait, par l'instinct même de la conservation, la nécessité de la transformation de l'État ottoman, et il la formulait avec une certaine largeur de vues et un réel bonheur d'expression.

Certes il ne suffisait pas d'avoir massacré les janissaires; l'incompatibilité de l'empire ottoman avec l'Europe appa-

raissait surtout en matière religieuse. Le Coran y était la loi de l'État comme la doctrine des consciences ; le sultan était surtout le successeur du prophète et des khalifes, le commandeur des croyants pour la guerre sainte à toujours poursuivre contre les infidèles, le serviteur d'Allah. Comment ainsi accorder l'empire musulman avec l'Europe chrétienne ? Cette question ne se posait pas, tant qu'il était assez fort pour mépriser les infidèles et rester avec eux en état de guerre ; elle était pressante du jour où il n'était plus capable de résister à la réaction chrétienne : il lui fallait se soumettre aux conditions de son existence nouvelle, ou se résoudre à la défaite, à la retraite en Asie, périr peut-être.

Il fallait donc renoncer au principe militant du Coran, délier l'État de la loi religieuse, le séculariser en quelque sorte, l'arracher à la théocratie des ulémas, comme l'Europe moderne s'était arrachée à la théocratie pontificale, fermer l'ère de la guerre et des persécutions, émanciper les « raïas », faire l'égalité des vainqueurs et des vaincus, jeter enfin des racines profondes dans ce sol européen où les Turcs n'étaient jusque-là que campés, comme des conquérants nomades. « Je ne veux, disait Mahmoud, reconnaître désormais les musulmans qu'à la mosquée, les chrétiens qu'à l'église, les juifs qu'à la synagogue. Je veux que, hors de ces lieux où tous rendent également hommage à la divinité, ils jouissent uniformément des mêmes droits politiques et de ma protection paternelle. »

L'œuvre était bien difficile. Est-elle possible ? On a parfois comparé, avec beaucoup de réserves évidemment, Mahmoud et Pierre le Grand. Mais les Russes sont des Européens ; le tsar n'avait eu à diriger, dans la voie de la civilisation européenne, qu'un peuple attardé, mais préparé par ses origines à la suivre. L'État ottoman est « un navire dont il faut renouveler la carène, la mâture, les voiles et l'équipage[1] ». Ce n'est pas assez dire : c'est comme s'il s'agissait, selon un ministre de Mahmoud, « d'enseigner à nos peuples une autre langue ». Et même n'est-ce pas, plus encore, comme s'il s'agissait de changer la nature même de ces peuples, et une telle transformation se peut-elle obtenir ? Ne mourront-ils pas de cette transfusion de sang européen ? Et d'ailleurs, parmi les puissances chrétiennes qui s'y emploient, ne s'en trouve-t-il pas qui redoutent la

1. Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, tome I, p. 5.

guérison du patient, qui souhaiteraient plutôt de le voir succomber à l'opération?

I. — Le sultan et le pacha. — Mahmoud et Méhémet.

Le pacha d'Égypte Méhémet-Ali semblait prouver alors l'aptitude des musulmans à une régénération selon l'initiation européenne. Mais, outre que les Égyptiens ne sont pas des Turcs et qu'ils ont dans le passé manifesté avec éclat leur aptitude à faire œuvre durable, il ne faut pas croire que Méhémet n'ait fait qu'imiter l'Europe: toute sa carrière est marquée de traits originaux, d'un caractère bien oriental. En France notamment, il excita un engouement extraordinaire qui faillit entraîner le gouvernement de Louis-Philippe aux pires dangers; on le loua, en termes dithyrambiques, d'avoir « francisé l'Égypte, » d'avoir « épousé la pensée de Napoléon ». Il y eut beaucoup de trompe-l'œil dans l'œuvre du pacha d'Égypte; il « tapissa sur la rue, vers l'Europe, » et, derrière ces apparences où la France se laissa prendre, il gouverna l'Egypte comme un despote asiatique, ou, si l'on veut, comme un pharaon des anciens temps. Il n'eut de Napoléon que l'ambition immense et sans scrupules.

Arrivé au pachalik du Caire à force de ruse et de froide cruauté, maître absolu de la vallée du Nil après le massacre des Mameluks, il resta aussi loin que possible des principes libéraux de la Révolution française. Par la destruction des Mameluks et la confiscation à son profit de toutes leurs terres, il se trouva propriétaire de la moitié du sol de l'Égypte. Dès 1808, il avait confisqué les biens très considérables aussi des mosquées et de tous les établissements religieux, sous prétexte qu'ils seraient mieux administrés par lui et qu'il se chargerait de leur entretien dans de meilleures conditions. En 1809, il imposa à tous les propriétaires du pays une contribution extraordinaire de 40 millions répartie en proportion de l'étendue des terres. Beaucoup de réclamations se produisirent; le pacha se montra disposé à les accueillir, à condition qu'elles fussent appuyées sur les titres authentiques de possession, qui durent être remis à ses agents. Alors il saisit et garda titres et propriétés: la spoliation se trouva ainsi plus facile et plus complète.

Il fut le seul propriétaire de la terre égyptienne, le seul

maître des manufactures, le seul agriculteur, le seul industriel, par suite le seul commerçant. Il fut d'un coup extrêmement riche, et trouva dans cette fortune énorme le moyen de s'enrichir davantage et de développer ses desseins ambitieux.

Il est incontestable d'ailleurs qu'il administra habilement ce bien mal acquis. Il tira l'agriculture de l'ignorance où elle végétait depuis des siècles; il introduisit dans la vallée du Nil des cultures nouvelles, rapidement fructueuses, celles du coton, du mûrier, de l'olivier, de la canne à sucre. Il fonda un grand nombre de fabriques. Il envoya des jeunes gens en Europe pour s'instruire des arts et des sciences de l'Occident. Il institua une école de médecine, un conseil de santé, qui furent dirigés par un Français, le docteur Clot-bey.

Il éleva la plus belle mosquée du Caire, qui porte son nom et renferme son tombeau: comme les Pharaons constructeurs de Pyramides, il abritait luxueusement sa dépouille mortelle. Il refit la prospérité d'Alexandrie, alors misérable bourgade de 6.000 habitants, inférieure à Rosette. Il comprit qu'Alexandrie est un port mieux placé, loin des alluvions du Nil. Il voulut y amener de l'eau potable et construisit le canal Mahmoudieh; dans ces travaux, au milieu des déserts brûlants qui séparent Alexandrie du Nil et où les Français de Bonaparte avaient tant souffert, des milliers de fellahs moururent de la fièvre et de la dysenterie. Qu'importe ? Les vies humaines ne comptent pas pour les Pharaons du Nil. Le canal part d'Afteh sur la branche de Rosette, longe le lac Mariout, traverse Alexandrie et aboutit à la mer: il est long de 78 kilomètres, large de 30 mètres; sur ses bords des arbres ont été plantés, ont fait une magnifique promenade où s'alignent, sous le plus beau ciel, fabriques, jardins et villas. Le pacha étendit de même très ingénieusement le système de la canalisation du Delta et du Fayoum. Il fit bien valoir sa terre.

Il consacra surtout ses soins à ses forces militaires, nécessaires à la réalisation de ses grands desseins. Ayant la toute-puissance, il eut tôt fait de recruter ses armées et ses flottes. En mai 1826, il a besoin de 12.000 soldats: il ordonne à ses gouverneurs de lever tous les hommes propres au service et de les diriger sur le camp d'El Kanqah ; les gouverneurs font du zèle; ils envoient au maître

de longues bandes de misérables, liés deux à deux, avec des entraves de bois au cou et aux poignets, la plupart accompagnés en le même équipage de leurs femmes et de leurs enfants : en tout 70.000 hommes. Le pacha fait son choix, prend les 12.000 plus robustes, renvoie les autres qui reviendront, selon le même système, au prochain appel.

En 1830, le pacha vient d'armer quatre vaissaux ; il lui faut des matelots. Il fait arrêter tous les âniers d'Alexandrie ; ses soldats font une razzia de fellahs dans la campagne ; on choisit les meilleurs ; en trois jours, les équipages sont au complet. Au reste, la *presse,* que pratiquèrent maintes fois les Anglais pour finir l'effectif de leurs vaisseaux, n'était pas différente du recrutement imaginé par Méhémet-Ali.

Soldats et marins furent instruits par des Européens. Après la bataille de Navarin, la flotte égyptienne fut refaite par un constructeur de Toulon, M. de Cérisy. Un Français, le colonel Sèves, plus tard Souleïman-bey, forma les officiers du pacha. D'autres Français, comme le lieutenant Besson, dirigèrent l'armement des vaisseaux et les exercices des marins égyptiens.

Le pacha put ainsi jouer un grand rôle politique ; il soumit les Wahabites pour le compte du sultan ; il entreprit pour son propre compte, dans l'intérêt de sa terre d'Égypte, la conquête du Nil moyen. De 1821 à 1823, il soumit la Nubie, le Kordofan ; avec un remarquable coup d'œil, dans une situation exceptionnelle, il fonda Khartoum, la capitale du Soudan égyptien, dont la grandeur fut rapide, dont l'avenir sera peut-être plus brillant encore.

Sur les traces de ses armées, l'Islam s'étendit, et, dans le temps où les puissances chrétiennes le refoulaient vers l'Atlas, sur le Danube, sur l'Indus et au sud du Caucase, il échappa dans une autre direction, vers le Nil supérieur et l'Afrique centrale, à cette pression. Qui pourrait calculer, même aujourd'hui, les conséquences de cette renaissance musulmane imprévue ? Ce fut comme le commencement d'un second âge de la conquête arabe.

Tout naturellement Mahmoud, incapable de vaincre les Grecs révoltés, fit appel à son vassal. Celui-ci fut heureux de cette occasion de développer sa puissance vers le nord comme vers le sud. La France lui arracha le pachalik de Morée, mais son ambition n'en fut pas désarmée : l'affaire grecque fut pour lui riche en résultats.

Il n'était pas possible que Mahmoud laissât au pacha d'Égypte l'indépendance et la puissance qu'il avait conquises ; cette grandeur nouvelle qui s'élevait dans la vallée du Nil rappelait le souvenir des démembrements de l'empire des Abbassides, et le sultan ne pardonnait pas à Méhémet-Ali de lui avoir rendu service.

Méhémet, mécontent de n'avoir rien gagné en Grèce, réclama pourtant le paiement de son intervention : il demanda pour son fils Ibrahim le pachalik de Damas. Le sultan refusa. Le pacha avait besoin de la Syrie ; pour refaire sa flotte détruite à Navarin, il lui fallait les bois du Liban. Aussi bien, toujours les maîtres de l'Égypte ont convoité la Syrie, les Pharaons de l'antiquité comme les Ptolémées successeurs d'Alexandre ; c'était par la Syrie que la vallée du Nil s'ouvrait au reste du monde ; elle n'avait pas d'autre horizon, tant que le Nil supérieur restait inconnu. En 1831, des fellahs ruinés par la lourde domination de Méhémet se réfugièrent dans le pays de Saint-Jean d'Acre ; il les réclama au pacha de cette ville, Abdullah ; celui-ci se refusa à les livrer, les sujets du sultan pouvant habiter l'une ou l'autre région de l'empire.

Sans autre déclaration de guerre, Méhémet envoya Ibrahim, à la tête de 30.000 hommes, à la conquête de la Syrie. Nourrissait-il d'autres projets ? Voulait-il aller jusqu'à Constantinople ? Rêvait-il de prendre la place du sultan, ou du moins de gouverner en son nom, comme un maire du palais de ce souverain fainéant, comme les émirs turcs du moyen âge qui protégeaient les Abbassides de Bagdad ? Son ambition se devait régler sur les événements ; elle est difficile à pénétrer ; il faut se garder d'attribuer à cet oriental fataliste des desseins trop précis.

Quoi qu'il en soit, les succès d'Ibrahim furent rapides ; plus heureux que Bonaparte parce qu'il était maître de la mer, il prit Saint-Jean d'Acre le 27 mai 1832, Damas le 14 juin suivant. Le 9 juillet, l'armée du pacha d'Alep fut battue à Homs, sur l'Oronte, achevée le 11 à Hama, à quelques lieues au nord. Mahmoud envoya contre les Égyptiens une autre armée plus forte, sous Hussein-pacha ; la rencontre eut lieu à Beylan, entre Antioche et Alexandrette, à quelque distance au sud d'Issus, à l'entrée des défilés du Taurus. Les Turcs y furent écrasés, et Ibrahim put entrer dans l'Asie mineure, suivant en sens inverse la marche d'Alexandre le Grand.

Mahmoud effrayé aima mieux faire appel à l'Europe que de subir la loi de son vassal; il sollicita l'intervention des grandes puissances. L'Angleterre était tout occupée de sa réforme électorale; le gouvernement français était sous le coup de la mort de Casimir Perier et il avait des sympathies pour le pacha d'Égypte. La Russie était l'ennemie naturelle du sultan; mais il ne lui convenait pas que Constantinople tombât aux mains d'une puissance jeune et forte qui lui serait plus redoutable que les Ottomans affaiblis; elle était effrayée des progrès d'Ibrahim; elle offrit au sultan son appui militaire, voulut bien se charger de le défendre, de repousser les Égyptiens, — elle saurait bien se faire payer ensuite.

Mahmoud trouva cette générosité excessive; il hésita. Il mit sa dernière espérance dans l'armée de Reschid-Méhémet qui venait de pacifier l'Albanie et qu'il envoya en Asie mineure. Ibrahim lui livra bataille à Konieh, le 21 décembre 1832, lui infligea un désastre complet, le fit prisonnier, marcha sur Constantinople.

L'instant était critique. Le pacha d'Égypte voulait toute la Syrie et la Mésopotamie; il voulait Bagdad par où il ouvrirait au commerce la route de l'Inde. Il rêvait de devenir le grand vizir de l'empire ottoman et d'en refaire la fortune. L'Islam tout entier s'agitait; il voyait en Ibrahim le vengeur du Coran, que Mahmoud ne respectait plus; il voyait dans le choléra, qui sévissait, la punition du ciel; il reprochait au sultan ses idées nouvelles, la destruction des Janissaires qui avaient été le glorieux instrument de la conquête musulmane. Un derviche arrête un jour Mahmoud: « Giaour padischah, lui crie-t-il, n'es-tu pas rassasié d'abomination? Tu détruis les institutions de tes pères, tu ruines la religion et tu attires la vengeance du prophète sur toi et sur nous. » Le sultan dit: « C'est un fou! » — « Fou! réplique l'autre; c'est toi qui as perdu la raison. Accourez, musulmans; c'est l'esprit de Dieu qui m'anime et m'ordonne de parler; il m'a promis la récompense des saints. » On l'arrêta, on le mit à mort; mais ses frères lui élevèrent un tombeau où les pieuses visites furent nombreuses, où il se produisit des miracles.

Alors arriva à Constantinople un aide de camp du tsar, le général Mouravief; il renouvela les offres de son maître. Mahmoud terrifié, certain qu'Ibrahim vainqueur le détrônerait et le ferait périr, comme avaient péri Sélim III et tant d'autres sultans, se jeta dans les bras de la Russie, pria

Nicolas de lui envoyer des troupes : « Que voulez-vous, disait-il à ses conseillers, au risque d'être étouffé plus tard, un homme qui se noie s'accroche à un serpent. » Peut-être comptait-il, en s'adressant aux Russes, hâter l'intervention des autres puissances européennes.

Ni la France, ni l'Angleterre, en effet, ne pouvaient laisser le tsar protéger seul le sultan. Louis-Philippe n'était pas, comme Charles X, lié à la politique russe ; il avait depuis son avènement rencontré la continuelle et violente hostilité de Nicolas Ier, qui ne lui pardonnait pas d'être « le roi des barricades ». Outre ces raisons dynastiques, il ne croyait pas devoir laisser les Russes prendre Constantinople. Il n'avait alors auprès du Divan qu'un chargé d'affaires, M. de Varennes. Celui-ci conseilla au sultan de négocier avec Méhémet-Ali, et Halil-pacha fut envoyé à Alexandrie pour offrir au pacha d'Égypte la Syrie méridionale, c'est-à-dire les pachaliks de Saint-Jean d'Acre, Naplouse, Saïda et Jérusalem. Méhémet-Ali voulait au moins toute la Syrie, avec le district d'Adana en Asie mineure, et le consul de France à Alexandrie, M. Mimaut, encourageait ses exigences. Les propositions turques furent repoussées ; Ibrahim reçut l'ordre d'avancer et arriva à Kutayeh, son avant-garde à Brousse (février 1833).

Mahmoud appelle la flotte russe. Le 20 février, elle jette l'ancre dans le Bosphore, devant le palais du sultan.

Cependant, en France, le ministère du 11 octobre 1832 prenait une conscience plus nette de la gravité des circonstances. Le duc de Broglie envoya comme ambassadeur à Constantinople l'amiral Roussin. En arrivant, il trouve les vaisseaux russes dans la Corne d'or ; il en est exaspéré ; il court au palais, somme le sultan de renvoyer les soldats du tsar, le menace des plus terribles complications, s'engage à faire accepter à Méhémet les propositions de la Turquie. Il l'emporte. Les vaisseaux russes, à la prière du sultan, lèvent l'ancre et s'éloignent de Constantinople.

L'amiral Roussin veut faire céder Méhémet ; il se heurte à un refus catégorique ; le pacha maintient toutes ses prétentions, pousse Ibrahim sur Scutari, en vue de Constantinople. Le sultan est obligé de rappeler les Russes, et sous les yeux de l'ambassadeur français, 15.000 Russes débarquent sur les deux rivages du Bosphore, à Buyuk-déré et Therapia, le 5 avril. Une plus forte armée se prépare à franchir le Danube.

Mais la crise touchait au dénouement. Un ambassadeur anglais, lord Ponsonby, venait d'arriver et soutenait l'amiral Roussin. Des vaisseaux français et anglais paraissaient dans l'Archipel. Méhémet-Ali ne se souciait pas d'entrer en guerre avec la Russie: il craignit de compromettre ses avantages. Le sultan, sur les instances de l'ambassadeur de France, accepta les conditions du pacha d'Égypte. Ce fut la convention de Kutayeh, qui, sous la forme d'un firman, en date du 5 mai 1833, accorda à Méhémet le gouvernement de toute la Syrie et du district d'Adana, c'est-à-dire les défilés du Taurus.

Dès le mois de juin, Ibrahim avait évacué l'Asie mineure. Les ambassadeurs français et anglais agirent pour hâter le départ des Russes. Ils ne partirent que le 10 juillet, et on se félicita que la crise fût enfin dénouée.

On apprit bientôt que, le 8 juillet, le prince Orlof, confident du tsar, avait signé avec le gouvernement ottoman le traité d'Unkiar-Skélessi. C'était le paiement du service rendu. « Inspirée par le sincère désir d'assurer la stabilité et l'entière indépendance de la Sublime Porte, » la Russie s'engageait à lui fournir tous les secours de terre et de mer qu'elle réclamerait. En échange, la Sublime Porte s'engageait à fermer les Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment étranger d'y entrer sous un prétexte quelconque. Ainsi la Russie avait, comme jadis en Pologne, un continuel prétexte à intervention; elle était en outre inattaquable dans la mer Noire. En d'autres termes, elle se réservait la possibilité d'agir seule dans l'empire ottoman, par une sorte de protectorat, et elle éloignait l'action des autres puissances.

L'émotion fut alors très vive à Londres et à Paris. Le gouvernement anglais proposa au gouvernement français d'aller aussitôt brûler la flotte russe à Sébastopol. Des croisières anglo-françaises sillonnèrent l'Archipel. La guerre parut imminente, d'autant plus que le tsar Nicolas était peu disposé à reculer, triomphait de son succès en paroles provocantes. Le duc de Broglie ne crut pas le trône de Louis-Philippe assez solide pour affronter une lutte dans laquelle la Russie pouvait compter sur la Prusse et sur l'Autriche. Car la Révolution de juillet 1830 avait eu pour conséquence une reconstitution, d'ailleurs éphémère, de la Sainte-Alliance. L'irritation de la France et de l'Angleterre se calma: elles déclarèrent seulement ne pas reconnaître les

conventions d'Unkiar-Skélessi. L'Angleterre prit aussi d'autres précautions. Elle se rapprocha peu à peu de l'Autriche et obtint d'elle, le 3 juillet 1838, la signature d'une convention par laquelle elles garantissaient ensemble la libre navigation du Danube et la sécurité de leur commerce sur la mer Noire.

II. — La crise de 1840.

Cependant Méhémet-Ali était plus puissant que jamais. Il avait en Syrie l'abondante provision des bois du Liban, un boulevard stratégique contre le sultan, l'entrée de la route continentale vers l'Inde. Il était, du Taurus à Khartoum, le maître d'un vaste empire arabe; il rappelait la grandeur des Ptolémées, de Saladin: il paraissait capable de régénérer l'Islam par le souvenir de ses fondateurs, de ses plus intrépides conquérants.

La France suivait avec une sorte d'orgueil le progrès de cette gloire nouvelle, dont elle s'attribuait en grande partie l'honneur. Elle avait les sympathies du pacha; elle entretenait avec l'Égypte d'étroites relations ; elle la considérait comme « sa plus belle colonie »; elle se plaisait à y voir le triomphe de la pensée de Bonaparte.

L'Angleterre s'inquiétait, et de la puissance de Méhémet, et du prestige de la France en Orient; elle y voyait un danger pour ses communications avec l'Inde, pour ses intérêts dans le Levant. Elle y porta une attention plus scrupuleuse; elle signa avec le sultan, le 16 août 1838, une convention en apparence anodine, interdisant l'exercice de tout monopole commercial dans l'empire ottoman, même en Égypte et en Syrie. C'était le moyen de combattre à cet égard les prétentions du pacha d'Égypte, qui gênaient le commerce européen, et la France adhéra à la convention. L'Angleterre en 1839 occupa encore Aden, pour mieux surveiller la route de l'Inde.

Elle ne désespérait pas d'abaisser Méhémet-Ali, de le réduire à la possession de la vallée du Nil. Elle entretenait les rancunes du sultan Mahmoud à son endroit; elle eut en ce sens beaucoup de crédit auprès du nouveau grand vizir Khosrew-pacha, celui-là même auquel Méhémet avait jadis enlevé le pachalik du Caire. Elle se persuadait que la convention de Kutayeh, comme le traité d'Unkiar-Skélessi,

n'aurait qu'un temps et se promit de tirer parti d'un nouveau conflit.

Elle n'attendit pas longtemps. Méhémet victorieux était de jour en jour plus exigeant ; il voulait obtenir pour sa famille l'hérédité de son vaste empire, c'est-à-dire une véritable indépendance. Non seulement Mahmoud ne voulait pas consentir à ce démembrement, mais il n'avait cédé qu'à la force en 1833, et, à mesure qu'il reconstituait son armée, il songeait à reprendre la Syrie à son vassal ; il massait des troupes nombreuses sur l'Euphrate.

Dès qu'il se crut prêt, il ouvrit les hostilités. Le 21 avril 1839, l'armée turque, sous le commandement de Hafiz-pacha, franchit l'Euphrate, envahit la Syrie. Le 7 juin, le sultan, proclamant Méhémet-Ali traître et rebelle, lança solennellement contre lui son manifeste de guerre.

Les opérations ne furent pas longues. Ibrahim se porta à la rencontre des Turcs, les rejeta habilement sur l'Euphrate, et, le 24 juin, les écrasa à la bataille de Nezib. Il marcha aussitot vers le Taurus ; il allait s'y engager pour traverser l'Asie mineure et atteindre sans doute cette fois Constantinople. Il fut arrêté par la nouvelle de la mort du sultan Mahmoud, le 30 juin. Celui-ci avait pour successeur son fils Abd-ul-Medjid, âgé seulement de 16 ans, et Méhémet ne désespérait pas de s'entendre avec le nouveau gouvernement. Il redoutait l'intervention des puissances européennes, ne voulait pas notamment donner à la Russie l'occasion de se servir du traité d'Unkiar-Skélessi ; la diplomatie française l'engageait à la prudence, lui promettait ses bons offices.

Il avait assez d'avantages pour traiter dans de bonnes conditions ; il semblait tenir l'empire ottoman à sa merci. Au commencement de juillet, la flotte turque, commandée par le capitan-pacha Achmet, quitta Constantinople, comme pour aller tenter un débarquement en Égypte. Elle était accompagnée d'une frégate anglaise, la *Vanguard,* et un grand nombre d'officiers anglais étaient à bord des vaisseaux ottomans ; ils pensaient bien mettre à la raison le pacha d'Égypte, détruire sa flotte, écraser ainsi une concurrence dangereuse à leurs intérêts dans le Levant, ruiner la trop grande puissance de Méhémet. L'amiral Lalande commandait la petite escadre française de l'Archipel ; il résolut de barrer la route aux vaisseaux turcs, malgré l'insuffisance de ses moyens. Sur l'*Iéna,* il se jette au milieu d'eux et pousse droit au vaisseau du capitan-pacha ; il le somme de

s'arrêter; il est reçu, avec ses officiers, par le capitaine Osman, introduit dans la chambre de celui-ci, et, toutes portes closes, les voix basses, on l'informe qu'Achmet-pacha est résolu à livrer toute sa flotte au pacha d'Égypte, on l'invite à joindre un de ses navires à ceux du capitan-pacha. L'amiral se retire; les officiers échangent des politesses banales et les Anglais rient de l'impuissance de la France à empêcher la défaite prochaine de Méhémet-Ali. La flotte reprend sa route, toujours dirigée par la *Vanguard*. Quelques jours après, sous les yeux des officiers anglais stupéfaits, la flotte turque entrait dans le port d'Alexandrie; ses vaisseaux se mêlaient pacifiquement à ceux du pacha d'Égypte, qui embrassait Achmet incliné devant lui. On imagine la colère des Anglais: elle se retrouva bientôt dans la politique de leur gouvernement à l'égard de l'Égypte et de la France.

Dès lors, le Divan se montra disposé à traiter; lui aussi préférait des négociations à la dangereuse protection de la Russie. Méhémet demandait l'hérédité de tous ses domaines d'Égypte et de Syrie. Les Turcs ne voulaient lui reconnaître que l'Égypte, consentaient à lui laisser la Syrie en viager. Mais évidemment ce n'était pas la dernière limite de leurs concessions, et il était probable qu'ils en passeraient par les volontés du vainqueur : ce qui aurait été un brillant succès, non seulement pour Méhémet, mais pour la diplomatie française qui le soutenait, un grave échec pour la Russie et l'Angleterre.

Lord Palmerston, alors gérant du Foreign Office, ne voulait pas le permettre. Il était de ces ministres de la Grande-Bretagne auxquels la haine de la France a tenu lieu de génie; il y était encouragé par l'opinion de son pays, car ceux-là ont toujours été les plus populaires en Angleterre. Il était soutenu en cette occasion par le chancelier autrichien, M. de Metternich, qui craignait que le sultan n'appelât encore une fois les troupes russes à son secours.

Ce fut M. de Metternich qui prit l'initiative de la note collective remise le 27 juillet au gouvernement turc par les ambassadeurs des grandes puissances: « Les soussignés, conformément aux instructions de leurs gouvernements respectifs, ont l'honneur d'informer la Sublime Porte que l'accord entre les cinq grandes puissances sur la question d'Orient est assuré, et qu'ils sont chargés de l'engager à s'abstenir de toute délibération définitive sans leur concours.

et à attendre l'effet de l'intérêt qu'elles lui portent ». La démarche était habile de la part de l'Autriche et de l'Angleterre ; la Russie ne refusa pas de s'y associer : elle aurait démasqué ses ambitions et réuni toute l'Europe contre elle. En France, le ministère Soult n'osa pas, pour des raisons analogues, se séparer du concert européen : il espérait d'ailleurs défendre heureusement les intérêts de l'Égypte, dont les victoires devaient sans doute peser d'un grand poids sur les délibérations des puissances. Il ignorait de quoi était capable l'animosité de lord Palmerston contre le pacha et contre la France.

A vrai dire, la querelle engagée dépassait singulièrement les frontières de l'empire ottoman ; elle intéressait l'équilibre européen. L'Angleterre voulait atteindre la France derrière Méhémet-Ali, et c'est pourquoi la question est alors beaucoup plus grave qu'en 1833.

Le prestige de la France est en effet considérable, à cette date, sur la mer Méditerranée. Elle exerce sur les libéraux italiens une sorte de protectorat depuis l'occupation d'Ancône. Il y a en Grèce un parti français très puissant qui ne tardera pas à arriver au pouvoir. La conquête de l'Algérie se continue dans de bonnes conditions, malgré les intrigues et les mauvais procédés de l'Angleterre. Constantine a été enlevée en 1837 ; il est question de l'établissement de la domination française à Tunis. Les Français sont influents en Égypte ; plusieurs sont parmi les conseillers les plus écoutés du pacha. Par là, l'action de la France s'étend jusqu'en Palestine, en Syrie, aux portes de l'Asie mineure, de la Mésopotamie. Vraiment on dirait que la Méditerranée tout entière va devenir un lac français ; aucune des grandes puissances de l'Europe n'y veut consentir : Nicolas Ier y mettra autant de passion que Palmerston.

L'opposition des gouvernements de l'Europe est d'autant plus éveillée que la France prend conscience de sa grandeur nouvelle, et s'en félicite en des expressions parfois maladroites. Dès le mois de juin 1839, à l'occasion des événements de Syrie, M. Jouffroy, dans un rapport retentissant à la Chambre, affirmait la volonté de la France de défendre la cause de l'Égypte. Il y était question, en des termes déjà belliqueux, de la formation définitive d'un puissant empire arabe destiné à faire équilibre ou échec à l'empire ottoman tombé dans la sphère d'action de la Russie. Un tel langage devait rapprocher contre la France le tsar et l'Angleterre.

Ce fut plus grave encore lors de la session ordinaire des Chambres ouverte en décembre 1839. On s'impatientait de la longueur des négociations orientales. La France avait conseillé au pacha de ne pas envahir l'Asie mineure, l'avait empêché peut-être ainsi de profiter de tous ses avantages. Elle avait par là pris en mains la défense de ses intérêts, et l'intervention des autres puissances européennes menaçait de les compromettre ; quelques députés reprochaient au ministère de n'avoir pas un sentiment assez énergique de l'honneur national. Cette opposition se manifesta lors de la discussion de l'adresse.

M. Thiers surtout, qui voulait renverser le ministère Soult et prendre sa place, prononça un discours très écouté. Tout en se déclarant partisan de l'alliance anglaise, il affirma que les intérêts de la Russie et de l'Angleterre étaient trop différents pour se concilier contre la France, que même alors la France devait, pour son intérêt et pour son honneur, soutenir de tout son pouvoir la cause de l'Égypte, qu'aussi bien le pacha était assez fort pour vaincre, et que le gouvernement français avait donc tout à y gagner. On éprouvait en France un tel engouement pour l'Égypte et une telle animosité contre l'Angleterre qu'on reprocha même à M. Thiers de rester attaché au système de l'*entente cordiale*. Ce fut à cette occasion une effervescence patriotique faite des éléments les plus variés, de la lassitude d'une longue paix, de la revanche contre 1815, de la conscience des forces refaites et du prestige reconquis : on parle partout du relèvement de la patrie, des victoires napoléoniennes, de la grandeur d'autrefois. Bientôt le gouvernement donnera quelque satisfaction à ces sentiments en obtenant de l'Angleterre le retour des cendres de Napoléon. On a aussi la plus grande confiance en Méhémet-Ali ; on croit ne risquer rien à soutenir ce « nouvel Alexandre », contre lequel le concert européen sera certainement de la plus ridicule impuissance : « les Russes et les Anglais y perdront leurs dents, » dit lui-même M. Thiers. Bientôt le ministère Soult tombe sur une question de politique intérieure ; M. Thiers devient président du Conseil et ministre des affaires étrangères ; c'est l'avènement de la politique « nationale ».

Lord Palmerston pouvait aisément, en de pareilles conditions, éveiller contre la France les susceptibilités de l'Europe. Il lui fut agréable d'accorder au gouvernement

français l'autorisation d'emporter de Sainte-Hélène les cendres de Napoléon: elles avaient le don d'exciter encore les inquiétudes des alliés de 1815. C'était comme un nouveau retour de l'île d'Elbe.

Cependant, conformément à la note du 27 juillet 1839, les négociations se poursuivaient à Londres entre les ambassadeurs et n'aboutissaient pas. M. Guizot y représentait la France et, grâce à ses rapports personnels avec quelques membres du ministère, lord Melbourne, lord Aberdeen, il connaissait quelque peu les mauvaises intentions de lord Palmerston, et invitait son gouvernement à s'en préoccuper.

Mais M. Thiers, tout en donnant des instructions à M. Guizot pour les conférences de Londres, s'efforçait d'autre part de résoudre le conflit turco-égyptien par un accord direct entre les parties, et il pensa obtenir un succès complet. Au mois de mai 1840, le grand vizir Khosrew-pacha fut destitué par le sultan. Le pacha d'Égypte, très satisfait, se montra disposé à traiter; une convention fut sur le point d'aboutir, sur la base de l'établissement de l'hérédité dans la famille de Méhémet-Ali en Égypte et dans toute la Syrie jusqu'au Taurus. La diplomatie française pressait vivement le divan de rédiger un firman dans ce sens: les négociations de Londres eussent été inutiles; l'Europe eût été obligée de reconnaître le fait accompli, et la France eût triomphé.

Ce secret fut éventé, à Constantinople et à Alexandrie, par les agents anglais: il n'en pouvait être autrement. Palmerston, parce qu'il avait failli être trompé, exalta encore ses haineuses passions; il pouvait compter sur le tsar et aussi sur le nouveau roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, arrivé au trône le 7 juin précédent.

Sa vengeance ne languit pas; à l'action isolée du cabinet français en faveur de l'Égypte, il opposa l'action collective des quatre autres puissances contre l'Égypte, et, le 15 juillet, sans en avoir prévenu l'ambassadeur français, sans l'inviter à y participer, de façon à bien accentuer le caractère hostile de l'événement, il signa, avec les représentants de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, le traité de Londres.

Les quatre puissances s'entendaient pour maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman, prenaient sous leur sauvegarde les détroits de Constantinople et des Dardanelles, adressaient au pacha d'Égypte l'ultimatum

suivant: il rendrait au sultan les villes saintes d'Arabie, l'île de Candie, Adana et le nord de la Syrie, et ne garderait que l'administration héréditaire de l'Égypte, viagère de la Syrie; si, dans un délai de dix jours, il n'avait pas accepté ces conditions, les parties contractantes ne lui garantiraient plus rien du tout. Elles s'accordaient enfin pour une exécution militaire en conformité de ces stipulations.

L'émotion fut énorme en France lorsque, quelques jours après, on connut ces nouvelles. « C'est un nouveau traité de Chaumont », disait le maréchal Soult. — « C'est le Waterloo de la diplomatie, » s'écriait Lamartine. M. Thiers fut sans doute très blessé; mais il ne le laissa pas trop paraître, et refusa de convoquer les Chambres d'urgence, « de peur d'être entraîné par elles ». L'opinion fut en effet, presque sans exception, portée aux mesures les plus décisives; les journaux étaient presque tous très belliqueux: « L'Europe est bien faible contre nous, écrivait *le Temps*. Elle peut essayer de jouer avec nous le terrible jeu de la guerre; nous jouerons avec elle le formidable jeu des révolutions ». Le *Journal des Débats* déclarait: « Le traité est une insolence que la France ne supportera pas: son honneur le lui défend ». On crut un moment que le ministère allait répondre immédiatement au traité par une déclaration de guerre. Louis-Philippe lui-même céda d'abord à cet irrésistible mouvement national: « Depuis dix ans, s'écria-t-il, je forme la digue contre la Révolution, aux dépens de ma popularité, de mon repos, même au danger de ma vie. Ils me doivent la paix de l'Europe, la sécurité de leurs trônes, et voilà leur reconnaissance! Veulent-ils donc absolument que je mette le bonnet rouge? » Il disait aux représentants de l'Autriche et de la Prusse: « Vous êtes des ingrats. Vous voulez la guerre, vous l'aurez; et s'il le faut, je démusellerai le tigre. Il me connaît et je sais jouer avec lui. Nous verrons s'il vous respectera comme moi ». Même sous de telles parodes, il est difficile de démêler les véritables intentions du roi, il était sans doute très profondément irrité; mais il lui fallait parler ainsi, sous peine d'être le plus impopulaire des hommes; il comprenait en ces circonstances la nécessité de « crier plus haut » que Thiers, pour ne pas être débordé et renversé par le flot de l'indignation publique. Il démusela le tigre; il ne lui ouvrit pas la porte de la cage.

Cependant on se préparait à la guerre, avec la plus

menaçante ardeur. Henri Heine écrivait de Paris à la fin de juillet : « La coalition entre l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse contre le pacha d'Égypte produit ici un joyeux enthousiasme guerrier plutôt que de la consternation. Tous les Français se rassemblent autour du drapeau tricolore et leur mot d'ordre commun est : Guerre à la perfide Albion ! »

Partout en France on envisageait cette guerre possible, probable, avec les plus vives espérances. On était, encore une fois, comme emporté par le souffle des guerres révolutionnaires et de la Marseillaise, à laquelle Rude venait d'élever son impérissable monument de l'Arc de triomphe de l'Étoile. On comptait toujours tout naturellement sur le pacha d'Égypte : il repoussera de la belle manière l'ultimatum des puissances, et comment le pourront-elles atteindre ? Il échappera, à quelque distance des côtes, aux flottes anglaises. L'Angleterre sera-t-elle donc réduite à permettre l'entrée d'une armée russe en Asie mineure et en Syrie ? Elle n'osera affronter les conséquences d'un tel fait. Même alors, le pacha est de taille à se défendre, et à infliger aux Russes de rudes échecs. Pendant que les alliés se débattront en Orient dans les difficultés inextricables préparées par l'étourderie haineuse de Palmerston, la France jettera ses armées refaites en Allemagne, en Italie ; elle prendra sur l'Autriche et la Prusse la revanche de 1815. Pendant que Méhémet se paiera dans le Levant, elle se paiera sur le Rhin, sur les Alpes.

M. Thiers se hâte. A force d'étudier l'histoire de Napoléon, il est entré dans le personnage de son héros ; il emprunte ses idées politiques sur la révolution des peuples ; il refait ses plans stratégiques pour les indiquer aux armées de Louis-Philippe à l'occasion. Il refuse d'entrer en pourparlers avec les puissances signataires du traité de Londres ; il se renferme avec beaucoup de dignité dans un isolement dont plusieurs collègues de Palmerston s'inquiètent ; ils ne sont pas tous aussi rassurés que lui sur les suites de son brutal coup de tête ; et, en vérité, elles pouvaient être terribles.

Le ministère français presse les armements. Il rappelle sous les drapeaux les soldats disponibles ; il crée, par ordonnances royales, de nouveaux régiments d'infanterie et de cavalerie, et le talent d'organisation de M Thiers se donne carrière en tout cela. Il ouvre, sous réserve de l'approbation postérieure des Chambres, les crédits nécessaires à

la construction des fortifications de Paris. Il est tout heureux de son rôle; il s'occupe de tout; il s'assimile tout: on le surprend couché de tout son long sur les cartes du Rhin et du Pô, suivant, avec des épingles noires et vertes, la marche future des armées françaises. L'historien des guerres du Consulat et de l'Empire a enfourché le cheval de Bonaparte. Il communique son ardeur, son exaltation patriotique au duc d'Orléans, fils aîné de Louis-Philippe, qui dit un jour: « J'aime mieux succomber sur les rives du Rhin ou du Danube que dans un ruisseau de la rue Saint-Denis ». Tous deux discutent les meilleurs plans de campagne; ils sont d'accord pour porter le plus puissant effort des troupes françaises en Italie, pendant que la belle flotte que la France possède dans les eaux du Levant coopérera avec les vaisseaux de Méhémet-Ali pour quelque brillante victoire navale sur les Anglais. Décidément, est-ce donc la guerre?

On s'en réjouit aussi à l'étranger. Le tsar Nicolas est enchanté de continuer contre la France la grande croisade des rois jadis conduite par son frère Alexandre: il voudrait aller étouffer la révolution dans son berceau. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV est toujours pénétré de l'esprit de la guerre patriotique de 1813 et entretient avec passion les souvenirs de son adolescence, — il était né en 1797. Toutes les haines de l'Allemagne se réveillent comme en 1813 et 1815; on y recherche toutes les injures dont il faut demander raison à l'ennemi national; il faut venger la reine Louise insultée par Napoléon; il faut venger Iéna et Valmy; il faut venger Conradin de Hohenstaufen décapité par Charles d'Anjou; il faut prendre l'Alsace, la Lorraine; il faut revenir au traité de Verdun. Le poète Becker chante:

> Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand!

et Musset lui répond:

> Nous l'avons eu, votre Rhin allemand!...
> Où le père a passé, passera bien l'enfant.

Il est certain que l'affaire de 1840 a renouvelé l'idée et le sentiment de l'unité allemande, de la grande patrie germanique; l'anniversaire de Leipzig fut alors célébré au delà du Rhin avec une nouvelle ardeur. Un historien allemand dit que « ce fut le jour de la conception de l'Allemagne ». Il compare ironiquement M. Thiers à Napoléon: la lourde

domination de l'empereur y avait fait tressaillir le sentiment national engourdi; l'agitation du ministre français de 1840 réveilla l'Allemagne de son sommeil léthargique.

Ce sont là les résultats du nouveau conflit turco-égyptien, insignifiant en lui-même, mais aggravé par l'intervention européenne, par les ambitions jalouses de la Russie et de l'Angleterre un instant coalisées contre une influence rivale, par la sensibilité nerveuse de l'opinion publique en France, avide de gloire militaire, de revanche, toujours extrêmement délicate à l'endroit de l'honneur, même de l'amour-propre national. Comme par un don spécial des pays du Levant, tout ce qui s'y passe prend, dans la vie politique des nations et dans la mémoire des hommes, d'étonnantes proportions. Un rien y est gros de conséquences, et, par l'accumulation d'intérêts innombrables et variés en ce centre de l'ancien monde, le moindre bruit y résonne étrangement. Nulle part, la diplomatie n'a autant besoin de tact, d'ingéniosité, d'expérience; nulle part, il n'est autant nécessaire de se défier du premier mouvement, des brusques sautes de l'opinion. Nulle leçon n'est plus instructive, notamment pour des Français, que celle qu'ils y ont reçue en 1840.

Toutes les espérances du gouvernement et du public en France reposaient sur la résistance du pacha d'Égypte. Mais rien de plus trompeur que les puissances de l'Orient; sous des apparences redoutables, elles n'offrent souvent aucune consistance, et s'évanouissent au toucher comme une bulle crevée.

Le 14 août, quelques vaisseaux anglais, autrichiens et turcs, sous sir Charles Napier, parurent devant Beirout. Bientôt des soulèvements se produisirent en Syrie contre Ibrahim: l'argent anglais y fut pour quelque chose, mais aussi la domination très pesante du pacha. La Montagne du Liban, peuplée de Druses musulmans et de Maronites chrétiens, formait depuis longtemps un pays autonome, une sorte de république patriarcale, ayant à sa tête un émir chrétien tributaire de la Porte, toujours choisi, depuis plus de cent ans, dans la famille des Chéabs, sous la haute protection de la France. Quand Méhémet fut maître de la Syrie, il supprima ces libertés, et le gouvernement français, à cause de ses relations très intimes avec lui, ne s'y opposa pas: l'émir de la Montagne, Béchir, passa aux Anglais, et aida puissamment, en 1840, au succès de leurs

intrigues. A la nouvelle de l'arrivée de sir Napier devant Beirout, toute la Syrie septentrionale s'agita. Méhémet effrayé offre aussitôt de rendre Candie et de se contenter de l'administration viagère de la Syrie, avec l'Égypte héréditaire.

Ce n'est point suffisant; ses propositions ne sont point entendues. Le 14 septembre, un firman du sultan proclame purement et simplement la déchéance du pacha. Le 3 octobre, Beirout tombe aux mains des Anglais; Ibrahim recule précipitamment vers le sud, résiste à peine; le fatalisme musulman brise tout d'un coup son énergie.

Tous les grands desseins de Thiers s'en vont à la dérive, entraînés par cette reculade imprévue. Le gouvernement français veut contenir cette débâcle; de graves délibérations ont lieu aux Tuileries pendant plusieurs jours; Louis-Philippe y déclare qu'il ne veut pas faire la guerre: faut-il compromettre le trône et la frontière elle-même pour un pacha qui se défend si mal, qui plie au premier contact de quelques marins anglais? Les journaux ministériels attaquent le roi. Mais l'opinion est désemparée, elle commence à craindre de s'être égarée. Du moins il est impossible de laisser déposséder complètement Méhémet-Ali: le ministère, d'accord pour quelque temps encore avec le roi, adresse aux puissances la note du 8 octobre, déclarant que la France n'admettra pas que Méhémet soit chassé de l'Égypte. C'était se rallier au principe essentiel du traité de Londres. Thiers pourtant n'avait pas renoncé à l'idée de la guerre; il n'attendait qu'une provocation nouvelle de Palmerston pour forcer la main au roi. Le 20 octobre, il présente à Louis-Philippe un projet de discours du trône pour l'ouverture des Chambres fixée au 28. Louis-Philippe en trouve le ton trop belliqueux, refuse de signer, accepte la démission du ministère Thiers. Le nouveau cabinet fut présidé par le maréchal Soult; Guizot fut appelé de l'ambassade de Londres au ministère des affaires étrangères.

Dès lors la question d'Égypte perdait de son acuité; le ministère Soult-Guizot dégageait la France de l'impasse où elle s'était jetée; son seul avènement était une concession faite à l'Europe, un gage de paix. Guizot espéra que les puissances lui en sauraient gré et se montreraient conciliantes. Tout en maintenant la note du 8 octobre, il pensa obtenir pour le pacha quelque chose de plus que l'Égypte, par exemple le pachalik de Saint-Jean d'Acre. Encore

fallait-il que Méhémet fît lui-même quelque chose pour sa propre cause: il perdit Saint-Jean d'Acre le 2 novembre, il rappela Ibrahim en Égypte, il lâcha pied partout.

Aussi, quand la Chambre des députés, au sujet du vote de l'Adresse, entama le grand débat sur les affaires du Levant, malgré les attaques d'une partie de la presse qui reprochait au ministère de vouloir « la paix à tout prix, » même au prix des platitudes les plus honteuses, malgré un violent discours de Thiers, la politique pacifique de Guizot eut gain de cause. Le 15 décembre, quand eut lieu la cérémonie de la translation des cendres de Napoléon aux Invalides, il n'y eut aucun trouble; la France avait retrouvé son sang-froid.

Ce n'est pas que Guizot abandonnât la cause de l'Égypte; il conseillait au pacha de s'en tenir désormais à l'hérédité de ce pays, affirmait nettement sa volonté immuable sur ce point et continuait les armements du ministère Thiers. Il faisait voter, le 1er février 1841, à une forte majorité, le projet de loi relatif aux fortifications de Paris. Il ne fut pourtant point facile d'arracher à lord Palmerston la proie qu'il tenait.

Après la prise de Saint-Jean d'Acre, l'amiral Napier parut devant Alexandrie et la menaça d'un bombardement immédiat si Méhémet ne se soumettait pas. Celui-ci consentit aussitôt à négocier et signa, le 25 novembre, une convention par laquelle il s'engageait à renoncer à la Syrie et à restituer la flotte turque au sultan; moyennant quoi, les puissances s'efforceraient d'obtenir pour lui de la Porte l'hérédité de l'Égypte. Mais, à l'instigation de l'ambassadeur anglais à Constantinople, lord Ponsonby, la Porte prétendit ensuite n'accorder au pacha que la possession viagère de l'Égypte. C'en était trop; l'Autriche et la Prusse se lassaient des continuelles provocations de Palmerston, refusaient de jouer plus longtemps avec le feu. Le 31 janvier, une note des quatre puissances alliées invita la Porte à promettre à Méhémet que ses descendants en ligne directe seraient nommés successivement au pachalik d'Égypte. Le sultan signa en ce sens le hatti-shérif du 13 février; mais il y introduisit des réserves inadmissibles, qu'à chaque vacance du pachalik, il choisirait à son gré le nouveau pacha parmi les héritiers de Méhémet; que le quart des contributions levées par le pacha reviendrait à la Porte; que l'armée égyptienne serait réduite à 18.000 hommes; que tous les

officiers au-dessus du grade d'adjudant seraient nommés par le sultan.

Méhémet repoussa ces conditions, Metternich dut encore intervenir directement à Constantinople. La Porte accorda enfin le hatti-shérif du 1er juin 1841, que Méhémet accepta solennellement le 10 juin : son armée fut réduite à 18.000 hommes ; il en nomma tous les officiers jusqu'au grade de colonel ; il s'engagea à ne construire aucun vaisseau sans la permission du sultan, à payer à la Porte un tribut annuel de 10 millions. A ces conditions, l'hérédité était établie en Égypte au profit de ses descendants par ordre de primogéniture.

Le gouvernement français rentra alors dans le concert européen. Il n'y avait pas mis un empressement excessif ; il avait tenu à assurer d'abord la nouvelle situation faite à Méhémet-Ali. D'aucuns même, à la Chambre des députés, l'invitaient à se renfermer dans la politique d'un isolement digne et tranquille dont les puissances se seraient vite lassées : la France eût ainsi gardé toute liberté d'action, et son abstention eût infirmé d'avance tous les arrangements pris en Orient et ailleurs par les alliés[1]. Mais Guizot y voyait des inconvénients. Il savait l'animosité de la Russie à l'égard de la monarchie de Juillet et avait une inclination personnelle pour le renouvellement de l'alliance anglaise : il avait de précieuses amitiés parmi les hommes politiques les plus influents de l'Angleterre, et espérait bien que Palmerston ne serait pas longtemps ministre : il tomba en effet quelques semaines après.

La France reprit d'ailleurs très honorablement les relations diplomatiques avec les signataires du traité de 1840. Elle s'en fit prier quelque temps, et obtint diverses satisfactions dans la rédaction des conventions nouvelles. Les quatre alliées signèrent d'abord seules un protocole de clôture sur la question d'Égypte, déclarant épuisés tous les effets de la convention de l'année précédente, brisant donc la quadruple alliance. Puis la France signa avec elles, le même jour, 13 juillet 1841, la Convention des Détroits : elle affirmait comme un principe permanent la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles à toutes les flottes

1. Duvergier de Hauranne, *La Convention du 13 juillet 1841 et la situation actuelle de la France,* (Revue des Deux-Mondes, 1er septembre 1841).

militaires de l'Europe. Le sultan conservait le droit d'excepter de cette règle les bâtiments légers employés au service des légations.

Voici par conséquent quelle était la situation générale de la question d'Orient après cette crise de 1839-1841. La France en sortait blessée dans son amour-propre plutôt que vraiment battue et diminuée; elle avait en somme consolidé la puissance de Méhémet-Ali en Égypte par l'hérédité, et elle allait continuer d'exercer dans ce pays une influence considérable. La Russie était bien autrement atteinte; le tsar avait été comme aveuglé par sa haine contre Louis-Philippe: il perdait tous les avantages du traité d'Unkiar-Skélessi, et partageait désormais avec les autres grandes puissances le protectorat de l'empire ottoman. L'Angleterre emportait tout le bénéfice de cette affaire: elle avait rejeté Méhémet et la France au sud, la Russie au nord, sauvé pour l'avenir la route continentale de l'Inde par la Mésopotamie; elle avait garanti le développement de son influence dans cette voie où elle devait remporter d'autres succès. Elle était prépondérante dans les pays du Levant.

III. — La charte de Gulhané.

L'empire ottoman était désormais sous la garantie des grandes puissances; il ne devait plus jusqu'à nos jours échapper à cette tutelle collective; c'était une nouvelle et grave étape de sa décadence: la Turquie était mineure, elle avait un conseil judiciaire.

Or il était impossible à l'Europe d'accepter la responsabilité des injustices ou des violences exercées par le gouvernement ottoman sur ses sujets chrétiens; en le protégeant, elle prenait la charge de le réformer, de gré ou de force; elle ne pouvait admettre que les drapeaux des puissances ne servissent qu'à couvrir ses excès, et dès lors, plus l'action européenne fut effective dans l'empire, plus il se modifia. Le Tanzimat fut le corollaire indispensable de la garantie des puissances.

En effet, au lendemain des événements de 1840, le sultan fit un effort, sans doute très sincère, dans cette voie. Abd-ul-Medjid était un jeune homme; mais le gouvernement de Mahmoud et le souvenir de Sélim III avaient formé à Constantinople une nouvelle école d'hommes politiques, jeunes et intelligents, capables de sentir la nécessité

de la réforme. Le principal agent de cette tentative fut Reschid-pacha, ancien ambassadeur à Londres.

Le 3 novembre 1839, quelques semaines après l'avènement d'Abd-ul-Medjid, au commencement des négociations sur le conflit avec l'Égypte, et peut-être pour gagner les sympathies de l'Europe, eut lieu, au kiosque de Gulhané, une imposante cérémonie, en présence des grands officiers et des ministres, des ulémas, des députés des autres communautés religieuses de l'empire, du personnel diplomatique, où l'on remarquait le prince de Joinville. Elle fut annoncée par cent-un coups de canons, précédée d'une prière, de l'observation du ciel par un astrologue. Puis le sultan fit donner lecture d'un hatti-shérif qui constituait une véritable charte constitutionnelle. Il promettait de garantir à ses sujets de toute religion la sécurité de leur vie, de leur honneur, de leur fortune, d'abolir la ferme de l'impôt, les confiscations, les monopoles. Un peu plus tard, à Mételin, devant le clergé grec, arménien, israélite de Smyrne, Chio et Cavale, un ministre du sultan, Riza-pacha, disait en son nom : « Musulmans, chrétiens, israélites, vous êtes tous les sujets d'un même empereur, les enfants d'un même père. Le souverain tient la balance égale pour tous ».

Ce n'étaient que des indications vagues. Mais Reschid-pacha s'en inspira pour la pratique nouvelle du gouvernement, et, pendant une dizaine d'années, avec des alternatives fréquentes de faveur et de disgrâce, il accomplit une œuvre très louable. Il poursuivit les abus de pouvoir, les actes arbitraires des fonctionnaires des divers degrés, n'hésita pas à frapper parmi les plus grands, fit condamner Khosrew-pacha comme concussionnaire.

En septembre 1843, le système européen du recrutement militaire fut définitivement établi. L'armée fut divisée en deux portions : le *Nizam,* armée active, où le service fut de cinq ans ; — le *Rédif,* ou la réserve, d'une durée de sept ans. Il y eut alors cinq corps d'armée ; la garde, le corps de Constantinople, et les trois divisions militaires de Roumélie, Anatolie, Arabie.

En février 1845, un hatti-shérif affirma comme une « affaire urgente l'établissement des écoles nécessaires pour qu'on y puise les sciences et les principes des arts et de l'industrie ». Le gouvernement essaya de séculariser l'enseignement en l'enlevant, en partie du moins, à la

direction des mosquées. Des écoles spéciales furent fondées ou réorganisées, une école de médecine, une école militaire, une école polytechnique, où trois officiers français furent appelés pour la surveillance des études.

Dans le même temps, comme les ministres du sultan étaient réunis en conseil, Abd-ul-Medjid arriva inopinément au milieu d'eux : il annonça qu'il supprimait le marché des esclaves noirs et que l'on ne rétablirait sous aucune forme les revenus afférents à l'État sur les opérations d'un établissement dont le spectacle dégradant excitait bien plus la répugnance que la curiosité des étrangers [1]. Cela suffirait à honorer ce règne.

Des enquêtes furent faites par des commissaires extraordinaires sur la situation de l'empire, et, en 1852, par le firman du 28 novembre, l'administration des provinces fut modifiée. Jusque-là, chaque province était en quelque sorte vendue au gouverneur, véritable fermier général qui assurait les redevances dues au trésor, et qui, sauf cela, traitait à sa guise ses administrés. Il confiait la levée des contributions, au meilleur compte possible pour lui-même, à un banquier, le plus souvent arménien, qui, comme le publicain de l'ancienne Rome, s'arrangeait pour faire d'excellentes affaires. Alors, la répartition et le taux des impôts étaient absolument arbitraires ; le gouverneur disposait de la force armée, de la fortune, de l'existence même de ses sujets. Là se trouve la principale cause de la misère et de la ruine des pays soumis aux Turcs. Reschid-pacha tenta d'y remédier. Il partagea les pouvoirs du gouverneur entre trois fonctionnaires indépendants l'un de l'autre, le commandant militaire ou *mouchavir*, l'administrateur civil ou *vali*, le receveur des finances ou *defterdar*. Tous furent responsables devant le divan, et reçurent des appointements fixes, pour n'avoir nul droit de se payer aux dépens de leurs administrés.

Certes, il y eut encore bien des abus, des exécutions sans jugement, des confiscations sans cause. Pourtant ils furent moins criants et moins fréquents, ils furent dissimulés ; la féodalité militaire, aussi écrasante que celle des Janissaires, fut à l'avenir moins puissante.

Mais toutes ces réformes, très incomplètes, très insuffisantes, rencontraient elles-mêmes de continuelles difficultés.

1. Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, I, 84.

Les ulemas parlaient sans cesse de la violation des leçons du Coran, de la colère de Dieu ; ils appelaient Reschid-pacha un *giaour* vendu aux infidèles ; ils étaient les chefs du parti vieux-turc, attaché au passé, hostile à toute nouveauté, fanatique, affirmant, à tort ou à raison, que les lois de l'Europe ne convenaient pas plus que ses mœurs aux Musulmans.

Ils affirmaient aussi que le Tanzimât ne ferait qu'émanciper dangereusement les raias, qu'en bien des provinces, la supériorité des Musulmans moins nombreux ne tenait qu'à la force, et que donner les mêmes droits aux chrétiens, c'était donner à ceux-ci la force, donc vouer l'Islam à la défaite : autant valait aussitôt repasser le Bosphore, rendre Constantinople aux infidèles. Ceux qui raisonnaient ainsi raisonnaient-ils absolument faux ?

En effet de jour en jour les chrétiens s'agitaient davantage. Leurs exigences croissaient à mesure qu'il obtenaient des concessions ; les communautés religieuses des diverses sectes réclamaient les unes après les autres des avantages nouveaux ; leurs jalousies apparaissaient à la poursuite des privilèges espérés. Elles s'adressaient aux puissances de même religion, les orthodoxes aux Russes, les catholiques aux Français, les protestants nouveaux venus aux Anglais.

C'était une forme nouvelle que prenaient les rivalités des grandes puissances dans le Levant ; elles y avaient maintenant mille prétextes à intervention. La Russie, mécontente du woïvode de Serbie, Miloch, lui impose en 1837 une constitution et le force à abdiquer en 1839. Son successeur Michel est encore renversé en 1842 et remplacé par le fils du héros de 1806, Alexandre Karageorgevitch. C'est le début des querelles entre cette famille et celle des Obrenovitch, occasion aux rivalités de l'Autriche et de la Russie.

Ailleurs, la Russie est rivale de la France. En Palestine, elle lui dispute la protection des Lieux Saints, réclame pour les orthodoxes les avantages des catholiques. Dans le Liban, la Porte, redevenue maîtresse du pays en 1840, n'a pas rétabli les privilèges de la Montagne détruits par Méhémet-Ali ; elle a substitué à l'émir chrétien un pacha musulman qui réside à Déir-el-Kamar. Les Maronites maltraités en appellent à la France ; Guizot obtient une transaction : le 7 décembre 1842, la Porte promet de dédoubler le Liban, de donner aux Druses un magistrat musulman, aux Maronites un magistrat chrétien. Ces promesses ne sont pas

tenues : les pachas turcs persécutent les Maronites, pour les punir de s'être plaints ; la guerre civile désole déjà la Montagne ; d'atroces excès sont commis. Le gouvernement français intervient encore ; les deux caïmacans, l'un Druse, l'autre Maronite, sont enfin nommés ; mais ils sont mis tous deux sous l'autorité du pacha musulman de Saïda : c'est souvent ainsi que les Turcs tiennent les engagements qu'ils ont pris. Guizot réclame le rétablissement de l'ancien état de choses ; la Porte consent à étudier cette question, l'étudie longtemps, si longtemps que Guizot et Louis-Philippe tombèrent avant d'avoir rien obtenu de définitif.

Ailleurs la France rencontre la rivalité des Anglais. Maîtresse de l'Algérie, influente en Égypte, son prestige en Orient n'a pas trop souffert des événements de 1840. C'est en Grèce surtout qu'elle lutte, avec succès le plus souvent, contre l'influence anglaise, dans les plus beaux jours de l'entente cordiale. Les Grecs, délivrés de la domination ottomane, ne l'étaient pas de l'ingérence européenne. Ils se partageaient en plusieurs partis, selon les puissances dont ils espéraient l'appui : il y avait le parti russe, représenté surtout par le clergé orthodoxe ; le parti français, populaire et patriote, surtout considérable parmi les palikares ; le parti anglais, représenté seulement par quelques personnages avides du pouvoir, « un état-major sans soldats », le parti des habits et non pas des fustanelles. Il résulta de ces divisions des troubles et des intrigues, d'autant mieux que le roi Othon n'était pas aimé et gouvernait avec des Bavarois, en souverain absolu. Et encore, il faut avouer que plusieurs siècles de servitude, suivis de plusieurs années d'insurrection, sont une école peu propre à l'éducation des mœurs publiques.

C'est pourquoi la Grèce était un terrain favorable à l'intervention des puissances étrangères. La France y fut représentée, à partir de 1843, par un ministre très actif et intelligent, M. Piscatory. Peu de temps après, le 15 septembre, une révolte militaire se produisit : le roi Othon dut promettre une constitution libérale et convoquer une assemblée nationale. La France et l'Angleterre se mirent d'accord pour rester neutres et favoriser ainsi la mise en train du nouveau régime. La Révolution s'acheva paisiblement ; l'absolutisme prit fin sans secousse ; le roi fut désormais assisté d'un ministère responsable et de deux Chambres, un Sénat nommé par lui, et une Chambre des députés élue

pour trois ans au suffrage universel. Par l'action normale de la représentation nationale, le premier ministère constitutionnel fut présidé par Mavrocordato, chef du parti anglais. M. Piscatory le soutint loyalement. Mais aux élections générales qui suivirent, le ministère fut battu et céda la place à un cabinet où entrèrent surtout Colettis, le chef du parti français, et Metaxa, le chef du parti russe. Le représentant de l'Angleterre, sir Edmond Lyons, s'en montra mécontent et se brouilla avec M. Piscatory : il parut qu'il n'était partisan de la neutralité qu'à condition que ses amis fussent au pouvoir.

Quand lord Palmerston revint au ministère, en Angleterre, en 1846, il partagea les sentiments de son ministre à Athènes et chercha des difficultés au ministère Colettis. La situation financière de la Grèce était pénible ; le gouvernement était obligé de demander des délais pour le paiement des intérêts de l'emprunt de 60 millions contracté au lendemain de la guerre de l'indépendance. Dès le mois de janvier 1847, Palmerston exigea le paiement immédiat du premier semestre de l'année ; il envoya des vaisseaux sur les côtes grecques ; il favorisa les intrigues de Louis-Napoléon Bonaparte, qui, en quête d'un trône, ne rêvait encore que de remplacer le roi Othon. Colettis échappa très habilement à toutes ces manœuvres ; mais il mourut le 12 septembre 1847. Palmerston et sir Lyons voulurent imposer au roi Mavrocordato, en dépit de la composition des Chambres : Othon laissa le pouvoir aux amis de Colettis, et le gouvernement anglais en témoigna de toute façon sa mauvaise humeur. Il exigea une indemnité au nom de D. Pacifico, juif portugais protégé anglais, dont la maison de commerce avait été pillée dans une émeute ; il ne se satisfit pas des offres de la Grèce et bloqua le Pirée. La Russie s'émut ; Louis-Napoléon Bonaparte, devenu président de la République Française, rappela l'ambassadeur français de Londres, et il y eut un moment de brouille sérieuse. Palmerston finit par céder.

Ainsi partout, dans le Levant, du Danube au Nil, de l'Algérie à l'Euphrate, les ambitions des grandes puissances se croisent, et les Musulmans se débattent contre ces multiples interventions, d'accord seulement pour les étouffer ; pour beaucoup d'entre eux alors, le Tanzimat n'est qu'une

des formes de la mort qui leur est réservée. Du moins ils sentent nettement qu'ils ne sont plus maîtres chez eux : l'empire ottoman n'est plus guère qu'un champ clos où se joue l'équilibre de l'Europe.

Dans cette querelle, dont les éléments se rapprochent, l'Autriche ne pèse pas encore d'un lourd poids sur le Danube et la Save ; ses intérêts politiques sont, pour quelques années encore, trop considérables en Italie et en Allemagne.

Mais la Russie a regretté bientôt d'avoir signé la convention des Détroits ; elle n'a pas perdu le souvenir des projets de Catherine II et du traité d'Unkiar-Skélessi. Elle a une revanche à prendre.

L'Angleterre est de plus en plus puissante dans le Levant et y porte une attention chaque jour plus jalouse ; c'est qu'elle y a maintenant de grands intérêts commerciaux et qu'elle ne perd pas de vue la route qui mène à son empire de l'Inde.

La France a toujours une situation de premier ordre, bien qu'elle se trouve partagée entre des traditions contradictoires. Protectrice séculaire des chrétiens d'Orient, elle devient aussi, comme par la suite de l'alliance de François Ier et de Soliman le Magnifique, une grande puissance musulmane ; elle a achevé complètement la conquête de l'Algérie ; elle joue un grand rôle en Égypte. Elle commence à concevoir, dans son intérêt, qui est aussi celui de l'équilibre général, la nécessité de protéger l'empire ottoman contre les Russes, l'Égypte contre les Anglais, et, pour cela, de les fortifier par de sérieuses réformes. Elle se heurte là à un redoutable et complexe problème : écarter les convoitises des voisins, faire vivre en harmonie les populations de races et de religions si diverses qui agitent l'empire ottoman de crises sans cesse renaissantes, concilier l'intégrité de cet empire avec les revendications des nationalités chrétiennes. N'y a-t-il pas à cela impossibilité ?

Quoi qu'il en soit, il y avait pour le moment une gloire singulière à avoir réveillé et élevé ces peuples de l'Islam, que le fatalisme de leur foi paraissait réduire à une décadence sans remède.

L'Égypte, instruite par la France, galvanisée, pour ainsi dire, par le génie de Bonaparte, n'a pas cessé depuis de tenir une place remarquable dans le développement des destinées de l'Orient ; et, si elle n'a pas soutenu longtemps le grand rôle que Méhémet-Ali lui avait assuré un moment, si,

fatiguée de son rude effort, elle se laissa aller ensuite à la servitude, elle garda dans ses malheurs mêmes le souvenir de sa grandeur renouvelée et de sa gloire un moment éclatante ; elle y devait entretenir l'espérance de sa liberté définitive. Qui sait si ces débuts prestigieux ne préparent pas dans l'avenir une renaissance éclatante ? Rien ne se perd en histoire.

Quant aux Turcs, la politique des réformes, inspirée des principes les plus libéraux venus de l'Occident, pouvait introduire des nouveautés dangereuses dans l'empire ottoman, en encourageant les revendications des peuples vaincus. Mais n'y avait-il pas là pourtant le seul moyen de consolider, de légitimer l'établissement des Turcs dans ce qui leur restait de leur grand empire, et plus tard même, refoulés en Asie, qui sait s'il n'y a pas là la condition essentielle de leur existence même ?

En tout cas la question d'Orient cessait de se résoudre du dehors, par l'action uniquedes grandes puissances ; elle avait sa solution aussi en Orient même, parmi les peuples de l'empire des sultans.

BIBLIOGRAPHIE

P. Mouriez, *Histoire de Méhémet Ali.*

Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet.*

D'Haussonville, *Histoire de la politique extérieure de la Monarchie de Juillet.*

E. Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimat,* ou *Histoire des réformes de l'Empire Ottoman,* 2 vol.

CHAPITRE VI.

LA GUERRE DE CRIMÉE ET SES SUITES. — RÉFORMES ET AUTONOMIES.

I. — FRANCE, ANGLETERRE ET RUSSIE. — LA GUERRE DE CRIMÉE.

L'influence anglaise à Constantinople.

La France et la Russie dans le Levant. — Le firman du 9 février 1852 sur les lieux saints. — Le tsar Nicolas. — L'Autriche et la Prusse. — Prise d'armes au Montenegro. — Le tsar et sir Hamilton Seymour. — L'ambassade Menchikof (mars 1853). — L'ultimatum russe. — Résistance de la Porte. — L'ingratitude de l'Autriche. — La politique prussienne. — L'enthousiasme belliqueux en Russie et dans les Balkans. — Destruction de la flotte turque à Sinope (30 novembre 1853). — L'ultimatum anglo-français. — La guerre (mars 1854).

Les Anglo-Français à Gallipoli, à Varna, dans la Dobroudja. — L'occupation des Principautés par l'Autriche. — En Crimée: l'Alma, Balaklava, Inkermann. — Le siège de Sébastopol (septembre 1854-septembre 1855). — Intervention du Piémont. — Mort du tsar Nicolas (2 mars 1855). — La prise de Sébastopol. — Prise de Kars (27 novembre 1855.)

Les négociations pour la paix. — Le Congrès de Paris (février-mars 1856). — Le traité du 30 mars.

II. — LA POLITIQUE DES RÉFORMES.

L'influence française à Constantinople. — Insuffisante application de la charte de Gulhané. — La réforme militaire. — Le hatti-humayoun du 18 février 1856. — Avènement d'Abd-ul-Aziz (1861); ses ministres Ali pacha et Fuad pacha. — La loi sur les vilayets (1864). — Note française sur l'application du hatti-humayoun (janvier 1867). — Le lycée français de Galata-Seraï. — Le Conseil d'État et la Haute-Cour de justice (1868). — Projet de construction de voies ferrées. — La guerre de 1870.

III. — LA POLITIQUE DE L'AUTONOMIE

Les oppositions aux réformes. — Inexécution des réformes. — La politique russe; nécessité du démembrement; autonomie des diverses provinces.

Fondation de la principauté de Roumanie par l'union de la Moldavie et de la Valachie (1859-1862). — La Serbie: Miloch Obrenovitch; départ des dernières garnisons turques. — Les troubles du Liban: massacres de chrétiens Maronites; massacres de Damas (avril-juillet 1860). — Intervention française; expédition du gé-

néral de Beaufort-d'Hautpoul. — Les Français dans la Montagne. — Départ des troupes françaises (juin 1861). — Organisation nouvelle du Liban par le règlement du 9 juin 1861. — En Grèce : chute du roi Othon (1862); avènement de Georges Ier et annexion des îles Ioniennes (1863). — Insurrection de la Crète (1866-1869). — Répression de l'insurrection. — Le firman du 10 janvier 1868. Querelles entre les chrétiens de l'empire ottoman : les Uniates ; le schisme bulgare (11 mars 1870).

I. — France, Angleterre et Russie. — La guerre de Crimée.

L'empire ottoman, désormais tombé sous la tutelle des grandes puissances, partout agité par les continuelles et croissantes revendications de ses peuples chrétiens, allait être le champ clos des compétitions les plus passionnées. Car les protecteurs du sultan n'étaient pas tous désintéressés ; la plupart d'entre eux n'étaient partisans de l'intégrité de son empire que dans la mesure où ils désespéraient de profiter de son démembrement ou craignaient d'en laisser le bénéfice à d'autres. La Russie, l'Angleterre et la France en particulier se surveillaient jalousement; elles s'efforçaient de maintenir entre elles l'équilibre de l'Orient, chacune, et surtout les deux premières, avec l'arrière-pensée de le rompre à son profit.

La Russie n'avait pas renoncé aux desseins de la grande Catherine. Peut-être n'avait-elle plus ouvertement la prétention d'occuper aussitôt Constantinople ou d'y mettre un prince de la race des tsars ; mais, comme jadis en Pologne, elle voulait y établir son influence, une sorte de protectorat, sous prétexte d'y défendre les chrétiens contre le fanatisme musulman; ce n'était plus d'amputation brutale, mais d'empoisonnement lent qu'elle menaçait les Turcs : entre les deux systèmes, ceux-ci préféraient le second, contre lequel ils pensaient bien trouver un antidote efficace. Déjà la Russie avait en grande partie perdu le bénéfice des traités de Kaïnardji et d'Unkiar-Skélessi; elle avait dû en 1841 partager avec les autres grandes puissances le soin de garantir l'indépendance de l'empire ottoman. L'Angleterre avait à Constantinople, depuis cette date, une situation très forte : car elle avait défendu le sultan contre la France et le pacha d'Égypte et, par surcroît, l'avait arraché à la redoutable amitié de la Russie. Elle était représentée auprès de lui par un habile et énergique ambassadeur, Sir Stratford de Redcliffe, qui gouver-

nait vraiment l'empire par l'action qu'il exerçait sur les ministres. Vainqueur de la France en 1840, le gouvernement anglais était en voie de refouler la Russie vers le nord et de fonder solidement sa prépondérance dans le Levant.

La France était restée quelque temps sous le coup de son échec, et elle avait perdu toute action dans les conseils du sultan. Mais elle avait trop d'intérêts et de traditions à sauvegarder dans ces régions pour rester à l'écart, et peu à peu elle y reprenait son rang, y ressaisissait ses droits.

Louis-Napoléon Bonaparte en effet ne pouvait faire accepter sa dictature aux Français qu'en leur donnant les satisfactions de la gloire militaire dont ils étaient privés depuis longtemps : son nom était un symbole. Dans le moment où il fondait peu à peu son autorité et montait vers le trône impérial, il avait besoin de l'appui du clergé ; pour répondre à cette nécessité, il avait fait l'expédition de Rome en faveur de la papauté ; pour cela aussi, il défendait les anciens droits de la France en Orient.

Depuis les croisades, depuis le XVIe siècle, la France était la protectrice-née des chrétiens de la Palestine ; elle avait comme le monopole de l'entretien et de l'administration des lieux consacrés par le souvenir du Christ. Ces privilèges séculaires lui avaient été solennellement renouvelés par les capitulations de 1740. Mais Louis XV avait laissé compromettre ces avantages, et l'article VII du traité de Kaïnardji avait accordé au tsar la protection des chrétiens orthodoxes dans tout l'empire ottoman. Pendant la Révolution, sous Napoléon Ier, sous Louis-Philippe enfin, les droits de la France avaient été négligés, et peu à peu les orthodoxes avaient obtenu du Divan la permission de réparer certains sanctuaires, d'occuper des situations jusque-là réservées aux Latins. Il ne déplaisait pas aux Musulmans d'entretenir ces querelles entre les diverses sectes chrétiennes.

Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République française depuis 1848, reprit énergiquement en mains dès 1850 la protection des catholiques ; il ouvrit à ce sujet une campagne diplomatique à Constantinople, la fit poursuivre fermement par son ambassadeur La Valette, exigea le respect pur et simple des capitulations de 1740. C'était la lutte ouverte entre les Latins et les Slaves, entre les catholiques et les orthodoxes ; c'était l'antagonisme de

deux races et de deux religions, la manifestation éclatante de la rivalité de la France et de la Russie, l'une forte de privilèges anciens, l'autre d'une ambition nouvelle fondée sur la haine de l'Islam et sur la vieille tradition de l'empire grec. C'était une nouvelle prise d'armes des Latins contre les Grecs, comme au temps de la croisade du XIIIe siècle.

Le sultan Abd-ul-Medjid fut embarrassé et inquiet, au milieu de ces compétitions qu'il avait à concilier. Il essaya d'abord de s'en tirer par des atermoiements variés; la Sublime Porte est fertile en ressources à cet égard: il allégua le Rhamadan, puis le Beïram, puis un voyage du ministre des affaires étrangères Ali-pacha. Ensuite il promit de nommer une commission chargée d'examiner l'affaire. Il gagna ainsi quelques mois. Mais l'ambassadeur français était pressant; il s'impatienta, menaça : les droits qu'il représentait étaient incontestables, fondés sur des actes anciens et bien des fois confirmés.

Enfin le firman du 9 février 1852 reconnut la valeur des prétentions de la France sur le monument du Saint-Sépulcre à Jérusalem, sur la grande coupole au-dessus, usurpée par les Grecs en 1808, à la suite d'un incendie dont ils avaient réparé les ruines, sur l'emplacement des tombeaux des rois francs dans la chapelle d'Adam sous le Calvaire, sur l'église de Gethsémani et sur l'église supérieure de Bethléem. Le gouvernement russe protesta avec énergie, en se fondant sur l'article VII du traité de 1774; l'ambassadeur du tsar s'écria devant les ministres du sultan : « Je vois que la Porte accepte le protectorat de la France »; il rejeta sur eux les conséquences que pouvait avoir à cette occasion le mécontentement de son souverain. Malgré le caractère conciliant des instructions du gouvernement français, la Russie maintint ses exigences et entretint, avec quelque mauvaise foi, « cette querelle de sacristie », dont elle pensait tirer parti.

Le tsar Nicolas en effet ne pouvait pas consentir à l'établissement de la prépondérance de la France et de l'Angleterre dans l'empire ottoman. C'était un puissant autocrate, on l'appelait « le tsar de fer »; il avait écrasé la Pologne; il avait vaincu les partis révolutionnaires dans toute l'Europe centrale; il représentait le droit divin avec une singulière grandeur. Il avait arraché la Russie aux influences de l'Occident, réagi contre le libéralisme sentimental de son frère

Alexandre, donné à la nation russe la conscience de sa puissante originalité. Il avait par là concentré et exalté toutes les forces mystiques de la Sainte-Russie; il lui avait rendu le vieil esprit de la croisade; il fallait maintenant lui donner satisfaction, la jeter sur l'Islam, l'ennemi traditionnel.

Et pouvait-il d'ailleurs laisser l'empire ottoman se réformer et se fortifier dans la paix? Pouvait-il abandonner tout à coup la politique nationale de la Russie? S'il attendait trop longtemps, il trouverait sur les Détroits, à l'entrée de la mer Noire, un État rajeuni et plus redoutable que jamais. Il y allait de l'avenir même de la Russie: « Pendant que l'arbre était encore frêle, il devait être plus facile de l'abattre. »

Les circonstances étaient d'ailleurs des plus favorables. Les partis révolutionnaires venaient d'être écrasés par toute l'Europe, et le tsar Nicolas y avait contribué plus que personne. Il avait notamment aidé l'Autriche à vaincre les Hongrois, et elle était obligée par suite, moralement du moins, à payer la Russie de quelque complaisance. Il avait parmi les souverains de l'Allemagne de nombreux parents, véritables vassaux qui recevaient volontiers les ordres de Saint-Pétersbourg; il était le beau-frère du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV. S'il se lançait dans quelque grande entreprise, il pensait donc pouvoir compter sur l'appui diplomatique, peut-être même sur l'alliance effective, des puissances allemandes.

Sans doute il pouvait redouter l'opposition de la France: il la méprisait. Il avait approuvé le coup d'État du 2 décembre 1851, qui avait détruit pour un temps l'esprit révolutionnaire en France; mais il avait ensuite difficilement reconnu le titre impérial à Napoléon III, lui avait avec hauteur rappelé les obligations que lui imposaient les traités de 1815, lui donnait, dans sa correspondance, la qualification de « bon ami » au lieu de celle de « frère » usitée entre souverains; et, comme à ce sujet le gouvernement français demandait des explications, l'ambassadeur russe à Paris avait répondu que le droit divin au nom duquel régnait son maître l'empêchait de reconnaître pour frères les souverains qui tenaient leurs droits d'un autre principe, celui de la souveraineté nationale. Nicolas Ier se rendait bien compte qu'il était difficile à Napoléon III d'oublier cet affront: il ne s'en inquiétait pas, pensant

tenir la France dans l'isolement. Car il ne croyait pas à la possibilité d'une entente entre la France et l'Angleterre; le nom seul de Napoléon III réveillerait sans doute la haine de l'Angleterre et le souvenir de Waterloo: elle devait être toute disposée à s'entendre avec le tsar pour tenir en échec comme jadis l'usurpateur impérial. Son avènement même n'était-il pas une violation des traités de 1815, et n'eût-il pas justifié une nouvelle coalition européenne? D'ailleurs le tsar avait lié une amitié personnelle avec le premier ministre anglais lord Aberdeen, et une entente lui semblait facile entre les cours de Londres et de Saint-Pétersbourg.

Il pouvait donc résolument entrer dans l'action. Il en était temps, s'il voulait laisser un grand nom dans l'histoire de la Russie et réparer l'échec de 1841.

Il favorisa d'abord une prise d'armes du Montenegro contre la Turquie. Ce pays était depuis des siècles gouverné par des évêques ou *vladikas* élus par les plus nobles guerriers et le plus souvent choisis dans la vieille famille des Niegosch. En 1852, le vladika Danilo voulut se marier et fonder une dynastie; il obtint l'approbation du tsar, et, pour donner une raison d'être à cette sorte d'usurpation, de sécularisation, il fit la guerre aux Turcs et se jeta sur quelques villes de la frontière. Le sultan envoya contre lui une armée de 30.000 hommes, sous Omer-pacha; le tsar massa des troupes en Bessarabie. Mais l'Autriche s'inquiéta des complications qui pouvaient surgir, des desseins du tsar: elle conseilla au sultan de faire quelques concessions au Montenegro pour éteindre aussitôt ce foyer d'incendie et ôter à la Russie tout prétexte d'intervention. Le sultan hésitait; elle insista, elle menaça, elle l'emporta : le Montenegro obtint une rectification de frontières et désarma.

Peu de temps après, le 9 janvier 1853, lors d'une soirée au Palais d'hiver à Saint-Pétersbourg, le tsar prit à part l'ambassadeur anglais, Sir Hamilton Seymour, et mit la conversation sur la situation de l'empire turc: « La Turquie, dit-il, est dans un état critique et peut nous donner beaucoup d'embarras ». Puis il ajouta : « Tenez, nous avons sur les bras un *homme malade,* gravement malade; ce serait un grand malheur s'il devait nous échapper avant que les dispositions nécessaires fussent prises ». L'ambassadeur, pris au dépourvu, répondit: « Votre Majesté dit que l'homme est malade; eh bien! Votre Majesté

daignera m'excuser si je lui dis que c'est à l'homme généreux et fort à ménager l'homme malade et faible ». Le tsar continua cette conversation les jours suivants avec l'ambassadeur, qui cherchait à se renseigner plus complètement sur ses desseins: Nicolas parla d'un partage de l'empire ottoman entre l'Angleterre et la Russie, à l'exclusion de la France, l'Angleterre prenant l'Égypte et la Crète, la Russie formant, sous son protectorat, les principautés indépendantes de Moldavie, de Valachie, de Serbie et de Bulgarie; il affirma d'ailleurs qu'il ne convoitait pas Constantinople; tout au plus prévoyait-il la nécessité de la prendre quelque temps en dépôt.

Le gouvernement anglais fut effrayé de ces ouvertures; il ne désespérait pas de mettre un jour la main sur l'Égypte, sur la Crète; mais il ne lui convenait pas de livrer à la Russie la domination de la péninsule des Balkans, dans le moment où il était lui-même très puissant à Constantinople. Sir Hamilton Seymour eut pour instructions de répondre aux avances du tsar par une fin de non-recevoir aussi ferme que possible, dans l'espérance qu'il renoncerait à ses chimères.

Nicolas brusqua les choses. Le 23 février 1853, on annonce à Constantinople l'arrivée d'un ambassadeur russe extraordinaire, le prince Menchikof, Altesse Sérénissime, amiral des flottes de la Baltique, ministre de la marine, gouverneur général de la Finlande. Avant de quitter la Russie, il passe en revue la flotte de la mer Noire, et l'armée russe de la Bessarabie. Il débarque le 1er mars à la Corne d'or; il a avec lui une suite d'illustres personnages, le prince Galitzin, le comte Dmitri de Nesselrode, l'amiral Khornilof, major général de la flotte de la mer Noire, le général Nikapotchinski, chef de l'état-major de l'armée de Bessarabie. Le 2 mars, l'ambassadeur extraordinaire fait ses visites en simple habit de ville; il va chez le grand-vizir; en dépit des usages, il refuse de voir Fuad-effendi, le ministre des affaires étrangères: celui-ci n'est sans doute pas dans les donnes grâces du tsar; il est immédiatement destitué et remplacé par Riffaat-pacha.

Dans les cercles diplomatiques, on s'inquiète de ces allures: quelles prétentions extraordinaires apporte donc un ambassadeur d'un si haut rang et d'un si grand air? Si on l'interroge, il répond par quelque plaisanterie: « Je viens négocier le mariage de la fille du sultan avec l'un des

princes de Russie. » L'ambassadeur d'Angleterre appelle les vaisseaux de l'amiral Dundas; le 20 mars, une escadre française quitte Toulon.

On se persuade que le prince Menchikof veut seulement obtenir une satisfaction complète sur la question des Lieux Saints, et le gouvernement français, dans l'intérêt de la paix, consent sur ce point à quelques concessions nouvelles : un firman du 4 mai accorde aux orthodoxes les avantages que la Russie réclame pour eux.

Dès lors l'ambassadeur extraordinaire va être obligé de se démasquer. Le 5 mai, il donne la forme d'un ultimatum aux propositions qu'il avait soumises au divan et qui étaient jusque-là restées secrètes : il offre au sultan l'alliance permanente de la Russie, à condition qu'il reconnaisse le tsar comme le protecteur légal de ses sujets grecs; ceux-ci étant au nombre de 12 millions environ dans l'empire ottoman, et, notamment dans la Turquie d'Europe, plus nombreux que les sujets musulmans, c'est une véritable abdication que le tsar prétend faire signer au sultan.

Les ministres ottomans demandent conseil et appui aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, qui les encouragent à une énergique résistance. Riffaat alors déclare les propositions russes inacceptables. Le 13 mai, Menchikof veut voir le sultan, qui vient de perdre sa mère, est enfermé dans ses appartements privés, refuse de le recevoir; l'ambassadeur menace, Riffaat donne sa démission, est remplacé par Reschid-pacha. Celui-ci préside, le 20 mai, un grand conseil des ministres et des principaux dignitaires de la Porte; par 42 voix sur 44, l'ultimatum est repoussé Le 22 mai, Menchikof amène l'écusson et le drapeau russe à l'ambassade, et s'embarque. Le 31 mai, le comte Nesselrode, fils du chancelier de Russie, tente une dernière démarche auprès du divan; il échoue, il se retire, et déclare que le gouvernement russe prendra ses garanties dans les principautés de Moldavie et de Valachie: l'armée russe, sous le commandement de Paskievitch, s'y établit en effet quelques jours après et en occupe toutes les villes jusqu'au Danube.

La France et l'Angleterre prirent naturellement la défense de l'empire ottoman ; leurs flottes vinrent jeter l'ancre dans la baie de Besika, à l'entrée du détroit des Dardanelles. Pour éviter l'agitation que l'ultimatum russe pouvait créer parmi les chrétiens de l'empire, le sultan

promulgua le hatti-shérif du 6 juin et proclama le principe de la liberté religieuse la plus absolue.

Le tsar ne fut pas effrayé de ces dangers. Il comptait sur l'Autriche et la Prusse pour agir sur le Rhin et y contenir la France : ainsi il eût été sûr du triomphe. Mais l'Autriche, oublieuse du service que la Russie venait de lui rendre, s'inquiétait de l'occupation des Principautés et voulait du tsar l'engagement de ne pas franchir le Danube : « Mais vous nous rendez la guerre impossible, dit alors le prince Orlof, ambassadeur du tsar; autant vaudrait nous la déclarer. » Le chancelier autrichien, M. de Buol, pensait imposer sa médiation aux parties adverses et s'assurer ainsi quelques bénéfices territoriaux; il ne voulait pas que la Russie disposât seule de la péninsule des Balkans. La Prusse était encore sous le coup de la convention d'Olmütz : l'Autriche venait de l'obliger durement à respecter la constitution de la Confédération germanique; elle restait toute honteuse de son ambition prise en flagrant délit et déçue. Cependant un parti se formait autour du roi Frédéric-Guillaume IV, le parti de la Croix, décidé à une alliance étroite avec la Russie pour le triomphe de la politique prussienne en Allemagne. Cette alliance devait être en effet bientôt riche en résultats, pour la Prusse surtout; mais elle n'était pas encore mûre, et Frédéric-Guillaume IV n'était pas assez hardi pour s'y résoudre contre l'Autriche; du moins il allait rendre d'importants services au tsar pendant toute la crise orientale.

Cependant les conséquences de la rupture entre la Russie et la Porte se développaient. Le tsar appela son peuple à la guerre comme à une véritable croisade ; les saintes images furent extraites des églises, exposées aux dévotions de la foule. L'enthousiasme fut unanime. Il gagna la Grèce; le roi Othon, et surtout la reine Amélie d'Oldenbourg se montrerent très hautement partisans de la politique russe, encouragèrent des désordres en Epire, en Thessalie, y envoyèrent des bandes armées. La situation devenait très critique; car, si tous les chrétiens suivaient l'exemple des Grecs et se levaient contre l'Islam, le sultan et même ses alliés seraient-ils capables d'écraser cette gigantesque levée de boucliers? En quelle posture se trouveraient la France et l'Angleterre à soutenir la cause musulmane contre une grande croisade chrétienne?

Elles précipitèrent les évènements et encouragèrent la Porte aux mesures les plus fermes. En septembre 1853, leurs flottes franchirent les Dardanelles. Le 4 octobre, le sultan lança son manifeste de guerre, et envoya sa principale armée, sous Omer-pacha, pour défendre la ligne du Danube. Celui-ci somma le prince Gortchakof d'évacuer les Principautés, et, sur son refus, franchit le Danube, occupa la Petite-Valachie, séparant habilement l'armée russe de la Serbie. En Asie mineure, une autre armée turque enleva aux Russes le fort Saint-Nicolas, sur la mer Noire.

A la fin du mois de novembre, une flotte turque de 7 frégates et 3 corvettes, commandée par Osman-pacha, longeait la côte septentrionale de l'Asie mineure pour porter des vivres à Batoum ou pour encourager la résistance de Schamyl dans le Caucase. L'amiral Nakhimof se mit à sa poursuite avec six vaisseaux de ligne et deux frégates ; il l'atteignit dans la rade de Sinope, se jeta sur elle : en quelques heures elle fut anéantie (30 novembre).

La guerre désormais était engagée; les flottes franco-anglaises franchirent le Bosphore, pour chasser tous les vaisseaux russes de la mer Noire. Le Pirée fut bloqué et le roi Othon obligé de rappeler les bandes grecques de la frontière ottomane. Le 27 février 1854, l'empereur Napoléon III et la reine Victoria adressèrent au tsar un ultimatum l'invitant à respecter l'intégrité de l'empire ottoman, à évacuer par conséquent les Principautés, à reconnaître l'indépendance absolue du sultan dans ses rapports avec ses sujets chrétiens, c'est-à-dire à renoncer à toute espèce de protectorat. A cette sommation notifiée le 19 mars à Saint-Pétersbourg, le tsar ne fit aucune réponse et les hostilités furent déclarées.

Une armée anglo-française fut envoyée dans la mer Noire sous le commandement de Saint-Arnaud et de lord Raglan. Elle eut pour point de ralliement Gallipoli. Il y eut beaucoup de désordre dans l'organisation de l'expédition ; les vivres manquèrent dans certains corps et abondèrent en d'autres ; l'artillerie arriva sur un bateau à vapeur, ses chevaux et ses munitions vinrent plus tard sur un navire à voiles.

Cependant les Russes occupaient la Dobroutscha et bloquaient Silistrie ; on craignit un moment de leur part une pointe audacieuse sur Constantinople au nez des alliés encore

impuissants, et Omer-pacha se trouva très menacé dans Choumla.

Saint-Arnaud et lord Raglan, avant d'être prêts tout à fait, se portèrent vite à Varna pour parer à ce danger. L'armée alliée se trouvait ainsi sur le flanc gauche des Russes et pouvait tourner la ligne du Danube qu'ils occupaient déjà. Ils battirent en retraite en effet, levèrent le siège de Silistrie (juin 1854) et remontèrent vers le nord, dans la pensée de décider l'Autriche à l'alliance russe par l'abandon des Principautés qu'elle avait toujours exigé, et d'attirer les Anglo-Français sur le territoire russe où ils subiraient quelque désastre comme celui de Napoléon en 1812.

L'Autriche ne s'unit pas à la Russie. Mais elle refusa aussi de se joindre aux alliés ; pourtant elle se chargea d'occuper provisoirement la Moldavie et la Valachie, et ce fut le sens d'une convention qu'elle signa avec la Porte, le 14 juin. Elle se trouva ainsi gardienne du Danube, autant contre les Anglo-Français que contre les Russes ; elle entrait effectivement dans son rôle de médiatrice. Ainsi elle était plus utile à la Russie qu'aux alliés : car ceux-ci ne pouvaient faire campagne par le Danube inférieur sans le concours militaire de l'Autriche ; elle se refusa à le leur assurer.

Par suite, ils ne purent atteindre la Russie dans ses parties vives, pour ainsi dire ; ils furent réduits à la frapper aux extrémités, sans pouvoir lui faire beaucoup de mal. Baraguay d'Hilliers enleva Bomarsund, dans les îles d'Aland, le 16 août 1854 ; il y gagna le bâton de maréchal de France. Saint-Arnaud n'avait plus rien à faire à Varna ; l'ennemi se dérobait : « Paskiévitch me vole en se sauvant », disait-il. Son armée d'ailleurs souffrit beaucoup dans ces cantonnements ; la division Canrobert, chargée de poursuivre quelques banques de Cosaques à travers la Dobroutscha, n'y trouva que des cavaliers isolés, aussitôt disparus qu'aperçus ; elle y fut affreusement décimée par le choléra ; elle perdit le quart de son effectif (juillet-août).

Il fallait pourtant faire quelque chose. Les Anglais proposèrent d'aller détruire le port militaire de Sébastopol ; ce serait enlever à la Russie pour longtemps toute possibilité d'offensive sur la mer Noire ; ce serait déjà assurer la neutralité de cette mer, sauver Constantinople en rejetant les Russes au nord.

Le 7 septembre, les troupes alliées, 30.000 Français, 20.000 Anglais, 7.000 Turcs, furent embarquées à Varna ;

du 14 au 18 septembre, elles furent débarquées sur la côte occidentale de la Crimée, à quelque distance au nord de Sébastopol, à Old-Fort.

L'armée russe du prince Menchikof prit position entre ce point et Sébastopol, sur les bords et en arrière de la petite rivière de l'Alma. Saint-Arnaud lui livra bataille le 20 septembre. Ce fut une belle victoire : les divisions Canrobert et Bosquet enlevèrent avec une grande bravoure les rives escarpées de l'Alma, chassèrent les Russes de leurs retranchements, conquirent ainsi la route de Sébastopol.

La ville est située sur le bord méridional d'un bras de mer assez allongé et étranglé à son entrée. Les alliés firent le tour de ce bras et de la ville et vinrent s'établir au sud de Sébastopol, sur le plateau de Chersonèse qui forme l'angle le plus avancé de la Crimée dans la mer Noire.

Ils auraient pu aisément enlever d'un coup de main la ville, assez mal pourvue de forts. Ils n'osèrent le risquer. Saint-Arnaud mourut le 29 septembre. Canrobert, qui lui succéda, manquait de décision. On perdit du temps. Les Russes purent prendre d'admirables dispositions défensives, sous le commandement énergique des amiraux Nakhimof et Kornilof, et sous la direction extrêmement habile du lieutenant-colonel Todtleben. Ils coulèrent la flotte russe à l'entrée du bras de mer, et Sébastopol, tout au fond, fut à l'abri des canons des vaisseaux alliés. Ils élevèrent des retranchements au sud de la ville, et la solidité de la Tour Malakof et du Mamelon Vert fut bientôt fameuse. D'ailleurs il fut impossible aux Anglo-Français de bloquer complètement Sébastopol ; elle resta par le nord en communication avec la campagne, où le prince Menchikof, à la tête d'une armée sans cesse renforcée, restait libre de ses mouvements, et inquiétait sans cesse les assiégeants. Ainsi il leur livra, le 25 octobre, la bataille de Balaklava, où fut détruite dans une charge héroïque la brigade anglaise de cavalerie légère du comte de Cardigan. Il essaya encore de surprendre les Anglais à Inkermann, le 5 novembre : ils ne furent sauvés que par l'arrivée des zouaves du général Bosquet, et ils subirent encore de grandes pertes : un retranchement qui fut particulièrement disputé en garda le nom de « batterie de l'Abattoir ». Si les alliés n'avaient pas été maîtres de la mer, ils auraient été assiégés à leur tour. Du moins, dans de telles conditions, le siège de Sébastopol ne pouvait qu'être long et exiger des efforts considérables.

Il fallut d'abord s'organiser pour passer l'hiver devant la place, et l'hiver fut très rigoureux. Le cyclone du 13 novembre, qui fit périr la *Sémillante* sur les rochers de la Corse, causa aussi de grands ravages parmi les troupes de Crimée. Elles eurent un grand nombre de malades ; quelques-uns furent retenus au quartier-général de Kamiesch, ville improvisée où s'abattit toute une population de Grecs, de Juifs, de Levantins qui firent de beaux bénéfices sur les besoins du soldat ; la plupart des malades furent dirigés sur les hôpitaux de Constantinople où la population européenne augmenta dans d'énormes proportions ; les Turcs disaient : « Les Français ne sont pas maîtres de Sébastopol ; en revanche, ils le sont de Constantinople ».

Cette occupation rappelait le souvenir de l'établissement des Russes sur les rives du Bosphore en 1833. C'était comme la manifestation extérieure de la nouvelle situation de la question d'Orient : Les Turcs n'étaient déjà plus maîtres chez eux ; l'empire ottoman était désormais sous la protection collective de l'Europe et non plus sous la protection exclusive des Russes.

Cet hiver fut aussi activement occupé par la diplomatie. La France et l'Angleterre, très embarrassées et mal assurées de l'issue du siège de Sébastopol, renouvelèrent leurs instances auprès du gouvernement autrichien; celui-ci, maître pour l'instant des Principautés, ne cherchait qu'à négocier : il eût pourtant peut-être consenti, pour garder le gage qu'il tenait, à fournir aux alliés un contingent militaire plus ou moins sérieux, ou à livrer passage à travers l'Autriche à une armée française. Il fut arrêté dans cette voie, où il était d'ailleurs indécis, par la contenance plus nette de la Prusse, qui commençait à accentuer ses bonnes dispositions à l'égard de la Russie, qui même concentrait dans la Prusse rhénane des troupes de plus en plus nombreuses, prête déjà à chercher dans les complications orientales le prétexte dont elle avait besoin pour reprendre son projet de domination en Allemagne. L'Autriche resta donc neutre, garda toute la honte de son ingratitude à l'égard du tsar Nicolas, sans profit.

Dans ces conjonctures, le gouvernement piémontais, pour appeler sur la question italienne l'attention de l'Europe et mériter l'appui de quelqu'une des grandes puissances, offrit son alliance à l'Angleterre et à la France. Elles accueillirent ses premières ouvertures, dans la pensée de hâter

ainsi l'adhésion de l'Autriche ; celle-ci se dérobant, elles consentirent, par le traité du 26 janvier 1855, à l'envoi en Crimée d'un contingent de 15.000 Piémontais.

Cet appui ne pouvait pas être bien décisif, et pourtant il fallait prendre des mesures pour achever le siège de Sébastopol : les Anglais et les Français ne pouvaient pas consentir à un échec devant cette place ; il y allait de leur prestige en Europe, et non pas seulement de la solution de la question orientale. Un nouvel emprunt fut contracté par le gouvernement français ; l'armée de siège fut portée à 130.000 hommes, par un renfort de troupes d'Algérie surtout ; le général Niel y fut envoyé pour organiser, avec des pouvoirs spéciaux, les travaux d'approche. Le gouverneur de l'Algérie, le général Pélissier, caractère très résolu, fut nommé au commandement en chef à la place de Canrobert.

L'empereur Napoléon III songea même à aller en personne devant Sébastopol, pour en finir avec les compétitions de personnes qui énervaient le commandement et précipiter la fin de ce siège déjà trop long. On en parla beaucoup dans les cours de l'Europe ; le gouvernement prussien prit peur ; le comte de Bismarck prêtait à Napoléon III l'idée de garder Constantinople et d'y restaurer une sorte d'empire latin : « L'entreprise est baroque, disait-il, c'est pour cela qu'elle est vraisemblable ».

Le gouvernement anglais détourna Napoléon de cette idée ; il redoutait que sa présence en Orient n'assurât trop d'influence à la France et n'effaçât complètement le rôle des troupes anglaises devant Sébastopol : elles se conduisaient bien ; mais elles étaient moins nombreuses que les troupes françaises, et leur bravoure était déjà éclipsée par celle de leurs alliés. D'ailleurs les conseillers de Napoléon III lui firent comprendre le danger qu'il y avait à s'éloigner de France, l'assurance nouvelle que prendraient les partis hostiles à peine vaincus, les graves conséquences que pourrait avoir à Paris la nouvelle, même fausse, de quelque échec en Crimée, le bruit inventé de la mort de l'Empereur. Il y allait de l'avenir même de la nouvelle dynastie à peine fondée. L'empereur ne partit pas.

Nicolas Ier mourut le 2 mars 1855. Il était fatigué d'un règne très rempli, où les déboires ne lui avaient pas manqué, dont les résultats étaient minimes, malgré une grande dépense d'énergie. Il était épuisé par la guerre actuelle, qui ne pouvait se terminer que par la défaite de la Russie :

il allait falloir faire la paix et il ne se sentait pas capable de s'y résigner. « Le tsar de fer ne pouvait pas plier, il se brisa. » Le 21 février, tout fiévreux, il sortit, par un froid de — 23 degrés, pour passer en revue un régiment destiné à la Crimée. Son médecin voulut l'en empêcher et se jeta devant son cheval : « Sire, c'est plus que la mort, c'est un suicide. — Vous faites votre devoir; répondit le tsar, laissez-moi faire le mien. » Il aggrava son mal et fut emporté en quelques jours, dictant lui-même cette dernière dépêche à ses sujets : « L'empereur se meurt ».

Son successeur Alexandre II pouvait être plus disposé à la paix : il n'était pas engagé dans la guerre. Mais il fallait que les alliés prissent Sébastopol ; sinon, en quelle situation se fussent-ils trouvés pour imposer des conditions à la Russie ?

Après plusieurs semaines de travaux d'approche, le général Pélissier recommença le bombardement le 6 juin. Le 7, il ordonna l'assaut : le Mamelon Vert fut pris, mais toutes les attaques sur la tour Malakof furent repoussées. Le 18 juin, à la suite d'une terrible mêlée, la tour fut enlevée, mais reprise par les Russes qui infligèrent aux assiégeants de grosses pertes. A la nouvelle de cet échec, l'émotion fut très vive à Paris ; l'empereur songea un moment à destituer Pélissier. Cependant les assiégés aussi étaient à bout de forces : Kornilof, Nakhimof avaient été tués; Todtleben était grièvement blessé ; la ville était en grande partie ruinée ; l'ardeur belliqueuse faiblissait ; on songeait à la retraite. Le tsar donna à Gortchakof, successeur de Menchikof à la tête de l'armée de secours, l'ordre d'attaquer les alliés ; il fut repoussé au pont de Traktir sur la Tchernaïa, où les Piémontais eurent une belle conduite.

Alors Pélissier fait un effort suprême. Il écrase Sébastopol sous un épouvantable bombardement, du 17 au 21 août ; 1.000 Russes sont tués ou blessés chaque jour ; les assiégeants peuvent approcher de la ville. Le 5 septembre, nouveau bombardement, qui continue le jour suivant. Le 8, à midi, la canonnade redouble, « infernale »; l'incendie s'allume sur plusieurs points de la ville ; deux frégates chargées de poudre sautent dans le port ; au milieu des flammes qui embrasent partout l'horizon, des mines que les Russes font éclater à grand fracas tout autour de leurs murailles, Pélissier ordonne l'assaut. La mêlée fut quelques heures furieuse, et longtemps le résultat en parut incertain. Au

soir, les retranchements des Russes étaient pris. Le lendemain, Gortchakof vint constater l'inutilité d'une résistance plus longue ; il permit aux défenseurs de la ville de quitter Sébastopol : le gouverneur Osten-Sacken en sortit le dernier, comme le capitaine qui ne quitte son vaisseau incendié qu'après tous ses hommes, la mort dans l'âme. Les Russes ne capitulèrent pas. Le 10 septembre, après 332 jours de siège, trois batailles sanglantes, 3 assauts plus sanglants, le général Pélissier, bientôt fait maréchal de France, planta le drapeau tricolore sur les ruines abandonnées de Sébastopol.

Ce succès, chèrement acheté, n'eut d'autres suites que la prise de Kinburn, en face d'Odessa. D'ailleurs les Russes avaient aussi quelques avantages. Au sud du Caucase, ils remportèrent sur les Turcs une série de victoires à Bayandouri, Akhaltzikh, Basch-Kadiklar, qui aboutirent à la prise de l'importante citadelle de Kars (le 27 novembre 1855). On pouvait traiter.

Les Anglais cependant tenaient à la continuation de la guerre, pour laquelle lord Palmerston, revenu récemment au pouvoir, venait de faire des préparatifs considérables au milieu de l'enthousiasme unanime de ses concitoyens. Ils voulaient une nouvelle campagne dans la mer Baltique, la destruction de Cronstadt, comme de Sébastopol, le bombardement de Saint-Pétersbourg, de façon à rendre la Russie impuissante pour longtemps. Ils signèrent dans cette intention, au mois de novembre 1855, un traité d'alliance avec la Suède, attirée par la promesse de la Finlande. Ils voulaient forcer l'Autriche à se déclarer, en menaçant d'encourager les libéraux italiens contre elle; ils envoyèrent des secours à Schamyl dans le Caucase, — comme ils en avaient envoyé à Abd-el-Kader dans les montagnes de l'Atlas. — Ils parlaient même de soulever contre le tsar une gigantesque agitation du parti révolutionnaire, surexcité d'ailleurs par le despotisme de Nicolas, et auquel Alexandre II donna bientôt, par l'abolition du servage et l'organisation des libertés provinciales, de très importantes satisfactions.

Napoléon III ne voulait plus du tout de la guerre ; elle lui coûtait très cher; elle avait été suffisamment glorieuse pour le prestige de son nom; elle ne pouvait rien lui rapporter ; il ne lui plaisait plus de sacrifier les ressources de la France aux intérêts de l'Angleterre. Aux instances de

son alliée, il répondit que, si l'on voulait continuer les hostilités, il fallait recourir aux moyens décisifs, soulever par toute l'Europe les nationalités, appeler aux armes la Pologne contre la Russie, la Hongrie et l'Italie contre l'Autriche, détruire enfin l'œuvre des traités de 1815 et remanier toute la carte de l'Europe: au milieu de ce bouleversement général, pensait-il, il serait bien maladroit s'il ne prenait pas pour sa part la rive gauche du Rhin et la Belgique. L'Angleterre en eut peur: mieux valait traiter avec la Russie, à des conditions même insuffisantes, que de soulever de telles questions. De mauvais gré, elle consentit à l'ouverture des négociations.

Comme à maintes reprises elles avaient déjà été entamées à Vienne, elles y furent reprises en décembre 1855. L'Autriche, très embarrassée, désormais ennemie de la Russie, inquiétée par la Prusse en Allemagne, par la France en Italie, avait hâte de sortir de cette fausse situation pleine de dangers prochains. Le 16 décembre, après une série de conférences avec les ambassadeurs des puissances occidentales, elle mit sa signature au bas d'un ultimatum qui fut aussitôt adressé au tsar; si, le 17 janvier 1856, il n'en avait pas accepté les termes, elle ferait cause commune avec la France et l'Angleterre.

Cet ultimatum renfermait les conditions suivantes: la Turquie cesserait d'entretenir des garnisons dans les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie, dont l'organisation intérieure serait réglée sous la garantie collective des grandes puissances. — La liberté de la navigation du Danube serait proclamée. — La mer Noire serait neutralisée, par une sorte d'extension de la convention des Détroits de 1841. — Les droits des chrétiens de l'empire ottoman seraient confirmés, mais sans aucun préjudice pour l'indépendance et la souveraineté du sultan.

Sauf de légères réserves, le tsar donna son adhésion à ces conditions.

Par suite, un congrès s'ouvrit le 25 février à Paris pour la rédaction définitive du traité de paix. Ce fut une très imposante réunion, comme il n'y en avait pas eu depuis le congrès de Vienne. Le comte Walewski, ministre des affaires étrangères, y représentait Napoléon III avec le baron de Bourqueney. Les plénipotentiaires de l'Angleterre étaient lord Clarendon et lord Cowley, ceux de l'Autriche le comte de Buol et le baron de Hübner ceux de la Russie

le prince Orlof et le baron de Brunnow, ceux du Piémont le comte de Cavour et le marquis de Villamarina, ceux de la Turquie Ali-pacha et Djemil-effendi : c'était la première fois que la Sublime Porte était admise à se faire représenter dans de telles assises.

Les délibérations de ces illustres personnages furent rapides et faciles; l'entente était à peu près faite d'avance. Elle était favorisée encore par les sympathies très visibles que l'empereur Napoléon III témoigna aux ambassadeurs russes ; on n'eût pas cru qu'ils fussent les représentants de la nation vaincue ; les égards dont ils furent l'objet rappelèrent à beaucoup le souvenir de Tilsit. Le prince Orlof, un vétéran des guerres napoléoniennes, avait un grand succès personnel dans la société impériale, et la comtesse Stéphanie Tascher de la Pagerie écrivait plaisamment à M. de Thouvenel, ambassadeur à Constantinople : « Revue et corrigée, je trouve que la Russie est encore superbe dans son comte Orlof [1] ».

De grandes fêtes furent données en l'honneur des plénipotentiaires ; le prince Impérial naquit le 16 mars, et cet événement, consolidant la dynastie, valut à Napoléon III les félicitations de tous les souverains de l'Europe. Le congrès de Paris fut certainement le point le plus brillant de sa carrière.

Et c'est sous sa haute influence que la question orientale reçut une nouvelle solution, par le traité du 30 mars.

Par l'article VII, les puissances contractantes s'engagent à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman. Par contre, le sultan leur « communique » — de son gré — un nouveau firman par lequel, de sa volonté souveraine, il garantit à tous ses sujets leurs droits respectifs. Dans l'article IX, les puissances constatent la haute valeur de cette communication, qui d'ailleurs « ne saurait dans aucun cas leur donner le droit de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de S. M. le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration de l'empire. »

Les articles X à XIV confirment la neutralité des Détroits, proclament celle de la mer Noire, sur les bords de laquelle aucun arsenal ne pourra être construit ni par les Turcs ni par les Russes.

1. *Le Congrès de Paris*, d'après la correspondance de M. de Thouvenel (Revue de Paris, 1er décembre 1896).

Les articles XV à XIX assurent la liberté de la navigation du Danube. Les travaux nécessaires et la police générale de cette navigation seront confiés à une commission internationale.

Par les articles XX à XXIX, la Moldavie, agrandie d'une partie de la Bessarabie russe, et la Valachie, sont remises en possession de leurs anciens droits, sous la garantie collective des puissances. Leur organisation intérieure sera établie d'après les vœux de leurs divans ou assemblées nationales élues, et sous le contrôle de la conférence des ambassadeurs des puissances à Paris. Dans ces deux principautés et en Serbie, la Porte ne pourra, en aucun cas, envoyer des troupes qu'avec le consentement des puissances.

En résumé, intégrité de l'empire ottoman, autonomie des principautés danubiennes, neutralité de la mer Noire, le tout sous la garantie collective des grandes puissances : telles sont les stipulations essentielles du traité de Paris en ce qui concerne la question d'Orient. C'était la constitution solennelle de ce « concert européen » dont l'histoire fut depuis si complexe et si curieuse.

La Russie y subissait un nouvel échec : le tsar n'était plus le successeur désigné du sultan, de l'homme malade, dont il s'était donné un moment pour le coadjuteur. Il était néanmoins peu atteint : cette neutralité de la mer Noire, par laquelle on prétendait briser son ambition, pouvait ne pas être définitive : une grande puissance comme la Russie pouvait-elle consentir longtemps à une neutralité comme celle dont on protège la faiblesse des petits États, la Belgique ou la Suisse? On ne pouvait empêcher qu'elle fût voisine de l'empire ottoman, qu'elle y eût des millions de frères de race et de religion, qu'elle y exerçât, même de loin, une influence religieuse et politique considérable. Sans doute l'Europe prenait acte des velléités libérales du sultan ; elle constatait la haute valeur des communications qu'il voulait bien lui faire à cet égard ; mais, sous peine d'être ridicule, il lui fallait prendre garde que ces promesses de la Sublime Porte ne fussent pas lettre morte, ne fussent pas uniquement un moyen de la désarmer, de la tromper. Or ce n'était pas la première fois que le sultan promettait sans tenir ; il devait fournir matière à d'autres interventions de l'Europe. Car cette dramatique histoire de la question d'Orient, par la répétition de ses actes, par les lenteurs

voulues de la diplomatie turque, son inconsciente et naturelle déloyauté, est faite pour lasser la patience des historiens comme celle des diplomates.

II. — La politique des réformes.

S'il est une période au XIXe siècle où l'influence française ait été particulièrement grande à Constantinople, c'est celle qui s'ouvre après le traité de Paris. Elle s'y manifesta par une politique dont il est intéressant, surtout aujourd'hui, de rechercher les principes. Certes son action fut troublée par des oppositions variées, par des complications sans cesse renaissantes, et aussi par des traditions contradictoires. Le gouvernement français y voulut rester fidèle à son alliance séculaire avec la Porte, qui avait puissamment contribué aux plus beaux succès de la diplomatie des rois de France, et qui était pour lui une précieuse garantie de l'équilibre européen. Il voulut aussi rester fidèle à ses sympathies plus anciennes encore pour les chrétiens du Levant, fortifiées par le développement des idées libérales, par la haine de toute tyrannie, par la renaissance des nationalités. De là ce double caractère du traité de Paris : d'une part, intégrité de l'empire ottoman ; de l'autre, nécessité d'assurer aux chrétiens de cet empire les libertés indispensables. Il est difficile d'affirmer que la politique française ait réussi à concilier ces deux termes, peut-être inconciliables, et, en dépit du principe de l'intégrité, la France dut maintes fois favoriser l'autonomie des diverses nationalités de l'empire du sultan.

La difficulté d'assurer des réformes sérieuses dans cet empire eût rebuté des alliés moins résolus et moins patients. Sans cesse, les puissances européennes essayèrent de faire comprendre à la Sublime Porte qu'il fallait modifier son administration, améliorer la condition de ses sujets ; sans cesse, il leur fallut se plaindre de l'oubli des engagements pris, de l'insuffisance des résultats obtenus, au point que, maintenant même, on peut se demander, après un siècle d'efforts, si l'on ne se heurte pas là à une impossibilité absolue. Jamais, même dans ces dernières années, la politique des réformes ou du Tanzimât n'a été poursuivie avec plus de constance et dans des conditions plus favorables que dans les années qui suivirent le Congrès de Paris, et, sans prétendre tirer de ce qui se passa alors des conclusions

définitives, on peut du moins y prendre d'utiles enseignements.

Les circonstances se prêtaient à cette expérience. L'ambition russe venait d'être écartée, les représentants du sultan admis pour la première fois dans un grand congrès européen, sa souveraineté solennellement proclamée intangible. Il était possible de voir de quoi ce gouvernement était capable.

La grande charte de Gulhané avait été mal appliquée. L'égalité entre les raïas et les musulmans n'était nullement assurée: les premiers étaient toujours traités en vaincus; on était revenu au mauvais système de la perception des impôts; ils étaient toujours arbitraires, pesaient toujours lourdement sur les chrétiens, s'aggravaient de concussions, de vexations; le personnel des gouverneurs de provinces était toujours très mal composé; le sultan n'avait pas eu le temps ou la force ou la volonté de changer leurs habitudes séculaires de pillage et de tyrannie. La Porte garantissait mal la sécurité de la vie, de l'honneur et de la fortune de ses sujets chrétiens.

La réforme militaire seule avait été sérieuse, du moins au point de vue de la force de l'empire. La nouvelle armée, issue de la loi de 1843, avait fait ses preuves pendant la guerre de 1854-1855; elle s'était bien comportée sur le Danube et en Crimée. Il y avait pourtant encore beaucoup à faire; les cadres étaient mauvais: entre les soldats très solides et les généraux souvent habiles, il n'y avait pas de bons officiers. L'administration y était déplorable; les chefs trouvaient dans le commandement l'occasion de fortunes scandaleuses, aux dépens de la nourriture du soldat, de la solde très irrégulièrement payée. Surtout il n'avait pas été possible d'opérer dans l'armée la fusion des chrétiens et des musulmans; les chrétiens n'y voulaient pas entrer, ils redoutaient les violences des officiers musulmans; les Musulmans ne voulaient, à aucun prix, admettre la pensée d'obéir à des chefs chrétiens. Les chrétiens sollicitaient comme une faveur la permission de se racheter du service militaire; ils y étaient autorisés, et les généraux ottomans spéculaient encore sur ces taxes de rachat. L'armée était plus forte qu'autrefois; mais elle était toujours exclusivement musulmane. Elle pouvait devenir un instrument redoutable de persécution entre les mains d'un despote.

Les grandes puissances n'avaient pas manqué d'attirer

l'attention de la Porte sur cette situation; et, dès le 6 juin 1853, au lendemain de l'ambassade Menchikof, un hatti-shérif avait de nouveau proclamé la liberté religieuse des sujets du sultan. Ce n'était pas suffisant; un acte plus explicite fut rédigé par les ministres turcs et communiqué aux négociateurs du Congrès de Paris qui en « constatèrent la haute valeur ».

Ce fut le hatti-humayoun du 18 février 1856[1]. En voici les principales dispositions, répétition en termes un peu plus précis de la charte de Gulhané:

« Les garanties promises de notre part à tous les sujets de l'empire par le hatti-humayoun de Gulhané et les lois du Tanzimât sans distinction de classe ni de culte, pour la sécurité de leurs personnes et de leurs biens et pour la conservation de leur honneur, sont aujourd'hui confirmées et consolidées et des mesures efficaces seront prises pour qu'elles reçoivent leur plein et entier effet. »

L'acte promettait ensuite l'égalité de tous devant la loi, le respect de la propriété individuelle et collective, l'admission de tous les sujets aux emplois publics et au service militaire, la liberté des cultes, l'égalité devant l'impôt, la perception directe de l'impôt par l'État, l'égalité des témoignages en justice, l'institution de tribunaux mixtes pour toutes les causes commerciales, correctionnelles et criminelles mixtes, la revision des privilèges et immunités des communautés non musulmanes, la représentation équitable de ces communautés dans les conseils communaux et provinciaux et dans le conseil suprême de justice, la suppression, dans les actes officiels, de toute appellation injurieuse pour les chrétiens, l'abolition du trafic des faveurs et l'application sévère des lois contre la corruption, les concussions et les malversations.

C'était bien; mais ce n'étaient que des principes théoriques qu'il fallait faire passer dans la pratique par un ensemble de lois nouvelles, mieux encore par une révolution radicale dans l'administration et dans les mœurs. Était-ce possible?

Quand Abd-ul-Medjid mourut, le 25 juin 1861, il n'avait encore fait que peu de chose dans cette voie. Son successeur, son frère Abd-ul-Aziz, montra d'abord des dispositions

1. Voir le texte dans Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, I, appendice n° 2.

aussi favorables, et conserva le plus souvent au pouvoir les deux principaux auteurs de la Réforme, Ali-pacha et Fuad-pacha.

Ils firent un nouvel effort très louable en promulguant en 1864 la loi sur les vilayets. Elle peut donner une idée assez exacte de la limite des concessions où le gouvernement ottoman voulait se renfermer. Le vilayet, administré par un gouverneur-général ou vali — de là son nom — est divisé en arrondissements ou sandjaks, en cantons et en communes. Chaque circonscription est pourvue d'un conseil administratif et d'un tribunal, en majeure partie électifs ; mais le corps électoral, très restreint, composé des fonctionnaires et des chefs des communautés non musulmanes eux-mêmes élus par leurs coreligionnaires, ne fait que des propositions de noms sur lesquelles le vali statue en dernier ressort : c'est lui véritablement, c'est-à-dire un fonctionnaire musulman presque irresponsable, qui nomme les membres du conseil administratif et du tribunal destinés à contrôler ses propres actes ; le principe démocratique de l'élection est bien reconnu, solennellement inscrit dans la loi, mais appliqué de telle sorte que la prépondérance soit invariablement assurée à la classe mahométane. Par exemple, le sandjak d'Andrinople, peuplé de 4.000 musulmans et de 60.000 chrétiens, avait un conseil administratif composé de 11 musulmans et de 3 chrétiens. Ce serait une pure dérision si l'on ne rappelait la nécessité où était le gouvernement d'éviter le mécontentement des musulmans. Mais aussi que penser d'une telle réforme qui passa pourtant pour audacieusement libérale?

Le gouvernement français persistait dans ses encouragements ; il se rendait compte que les Turcs étaient le seul lien capable d'empêcher toutes les races de l'empire, Slaves, Grecs, Arabes, « de s'éparpiller en poussière russe, autrichienne, anglaise ». Mais il concevait mieux la nécessité de changer les mœurs des Musulmans, de détruire en eux ce fanatisme séculaire qui était le grand obstacle à la fusion des races et à l'organisation, de part et d'autre du Bosphore, d'un État moderne laïque. Ce ne pouvait être qu'une œuvre de longue haleine : il fallait transformer l'éducation même des vainqueurs et des vaincus, leur inculquer dès l'enfance le sentiment, inconnu aux uns comme aux autres, de la tolérance. Belle œuvre, digne du grand renom de la France, si ce n'est pas une chimère !

Il y fit une tentative des plus sérieuses dans les dernières années du règne de Napoléon III. Le sultan Abd-ul-Aziz était allé à l'exposition universelle de Paris en 1867 et les égards qu'on avait eus pour lui avaient indisposé le tsar Alexandre II, inquiet de l'influence française à Constantinople et de la renaissance possible de l'empire ottoman. Dès le mois de janvier de la même année, le gouvernement français avait fait connaître ses vues à la Porte dans une note sur le hatti-humayoun de 1856 ; il y recommandait notamment le développement du système de l'instruction publique en dehors de l'action des docteurs de l'Islam, la réorganisation de l'administration financière, l'entreprise de grands travaux publics et de grandes voies de communications, une exploitation enfin régulière des richesses du sol et du sous-sol.

C'est dans ces vues que fut essayée la constitution d'un enseignement dégagé de toute confession religieuse et ouvert en commun aux jeunes gens de toutes les races de l'empire. Sous la haute direction du ministre des affaires étrangères, Fuad pacha, et de l'ambassadeur de France, selon le programme tracé par Victor Duruy, fut fondée une grande école secondaire ouverte à tous les sujets ottomans et gérée par des professeurs européens, enseignant en français. Ce fut comme le symbole de l'action de la France s'efforçant d'apprendre en sa langue aux peuples de l'Orient les éléments de la civilisation occidentale. Ce fut le Lycée de Galata-Seraï, ouvert le 1er septembre 1868. Il excita aussitôt de vives oppositions, toutes celles que suscitait naturellement l'esprit d'intolérance, celles aussi des Russes qui se moquèrent de cette Babel universitaire où l'on prétendait produire une harmonie du concert de toutes les langues slave, grecque, turque, hébraïque.

Le Lycée n'en eut pas moins très vite une grande prospérité ; il comptait plus de 600 élèves dès 1869 ; et ils s'entendaient bien ; ils oubliaient leurs querelles traditionnelles ; ils offraient déjà « le vivant spécimen de ce que l'empire serait un jour. » On comptait qu'ils seraient bientôt pour l'empire une pépinière de fonctionnaires honnêtes, capables et tolérants pour toutes les croyances. On songeait à étendre l'institution, à fonder sur ce modèle une série d'établissements provinciaux.

Ce fut la plus belle époque du Tanzimât. La même année 1868, le sultan créa le Conseil d'État, auquel il

donna des attributions administratives et législatives, une part de l'autorité suprême, de sorte qu'il pût être une sorte de Parlement rudimentaire. Il y appela une forte proportion de conseillers chrétiens, et, en inaugurant ses séances le 10 mai, il lui confia la mission d'assurer « par l'union de tous la prospérité générale et les progrès de l'instruction publique ». Cet acte fut accueilli par les très vives satisfactions des chrétiens ; ils accompagnèrent d'enthousiastes ovations le départ pour Constantinople des conseillers de leur religion. « Je compte, disait encore le sultan, faire appel à toutes les capacités comme à toutes les nationalités : Syriens, Bulgares, Bosniaques, seront ici comme en un centre commun, et deviendront les auxiliaires de mes ministres ».

Selon la même inspiration fut encore créée une Haute-Cour de Justice, composée aussi de musulmans et de chrétiens et répondant au dogme de la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire. Le président du Conseil d'État fut Midhat pacha, personnage très éclairé et très convaincu que les réformes étaient nécessaires au salut de l'empire ottoman.

Enfin, dans un intérêt stratégique et surtout économique, fut dressé le plan d'un vaste réseau de chemins de fer, destiné à recouvrir toute la péninsule des Balkans. Il devait surtout se composer de deux grandes lignes, qui, parties de Constantinople et de Salonique, se joindraient aux voies du Danube moyen. Un contrat fut passé, en 1868, entre la Porte et une compagnie dite franco-belge, formée surtout de capitalistes français, et les travaux furent bientôt commencés à Dédé-Agatch sur la mer Egée, à Constantinople et à Salonique. Les conséquences en pouvaient être très importantes ; car, par leur situation géographique, ces pays sont destinés à devenir le lieu du grand transit indo-européen. Surtout rien ne pouvait être plus favorable au développement de la civilisation européenne, à la fusion des races et des intérêts. Si les Musulmans fanatiques en marquaient de l'inquiétude et redoutaient que « la locomotive venue de Paris ou de Vienne ne fût comme le cheval de Troie apportant dans ses flancs la destruction et la mort », les esprits éclairés se persuadaient que les voies ferrées contribueraient plus que les canons rayés à la solution du problème oriental.

Quel eût été le résultat de cette politique, en apparence si résolue, si elle avait été continuée assez longtemps, si

l'influence française n'avait été brutalement interrompue par la guerre de 1870? Il serait oiseux de le rechercher.

III. — La politique de l'autonomie.

En dehors de cette catastrophe où sombra pour un temps, avec la fortune de la France, l'entreprise généreuse qu'elle poursuivait, la réforme ottomane était compromise par beaucoup d'oppositions.

Elle était continuellement troublée par des désordres, par des soulèvements. Les Musulmans, inquiets pour leurs privilèges de conquérants, les chrétiens, encouragés par les avantages obtenus à d'autres revendications, étaient presque partout en conflit permanent et de plus en plus aigu. C'était l'un des résultats inévitables de la réforme et il s'est manifesté jusqu'à nos jours. Il permettait aux uns d'assurer que la réforme était impossible, aux autres de prétendre qu'elle n'était empêchée que par les troubles. Cercle vicieux qui est, depuis, comme le tout de la question ottomane.

La Russie encourageait ces désordres, puis appelait l'attention de l'Europe sur l'impuissance de la Porte, sur la vanité de ses promesses; elle demandait à ce sujet des enquêtes internationales, obligeait le sultan à confier en 1860 au grand vizir Méhémet-Kiprisli-pacha une mission extraordinaire dans les provinces danubiennes, protestait contre l'insuffisance de cette mission, faisait elle-même enquêtes sur enquêtes par ses consuls et ses ambassadeurs, notait tous les articles inappliqués du programme de 1856, affirmait la déloyauté du gouvernement ottoman, dont les actes les plus solennels n'étaient que des trompe-l'œil destinés à éblouir l'Europe, la France notamment: elle concluait qu'il était incapable par lui-même d'aucune amélioration, « semblable à un pendule qui tend incessamment au repos et dont une main vigilante entretient le mouvement et dissimule la réelle inertie ».

Car, à y regarder de près, en écartant les apparences brillantes, qu'a-t-il fait du hatti-humayoun de 1856? L'égalité entre les musulmans et les chrétiens? Les musulmans sont toujours aussi fanatiques et considèrent toujours le droit de gouverner comme leur privilège inaliénable, issu de la conquête et des lois du Coran; les chrétiens tiennent à leur autonomie religieuse, et ne se soucient pas d'une

égalité qui la compromettrait. — L'admissibilité de tous aux fonctions publiques? Il n'y a dans tout l'empire que deux pachas chrétiens et ils sont sans fonctions, les musulmans refusant de leur obéir et le gouvernement ne leur témoignant aucune confiance. — La justice égale pour tous? Un chrétien, disent les consuls anglais, ne peut en général obtenir justice contre un musulman; un musulman, fût-il assassin, a toute chance d'être acquitté, s'il n'a contre lui que des témoins chrétiens; les chrétiens redoutent autant les gendarmes turcs que les voleurs, entre lesquels ils n'ont pas de raison de faire de différence. — La communauté du service militaire? Les musulmans ne reconnaissent pas aux chrétiens le droit de commander; les chrétiens ne veulent pas s'exposer à combattre leurs propres frères, puisque l'armée ottomane est toujours un instrument de persécution et de fanatisme. — Les travaux publics? Ils ne sont possibles qu'avec des finances prospères, et la Sublime Porte est toujours en état de banqueroute; car son administration vexatoire interdit toute exploitation régulière des richesses du sol, multiplie les douanes intérieures, les dîmes arbitraires; elle n'a même pas su, malgré ses promesses, établir la perception directe; elle en est revenue au système épuisant des fermes; elle repose sur la fraude; elle est aux mains d'un personnel généralement incapable ou malhonnête; elle n'est organisée que pour la ruine du pays où elle sévit. La réforme, dont on fait tant de bruit, n'a été comprise et voulue que par quelques individualités, en réalité mal soutenues par le gouvernement. Décidément l'Ottoman est bien l'homme malade, mourant même; il n'y a rien à espérer de lui: c'est peine perdue, c'est duperie, que de vouloir le soutenir, le faire vivre. Les musulmans ne veulent pas de la réforme; ils prétendent n'avoir qu'à y perdre. Turcs ils sont, Turcs ils resteront.

D'où la Russie affirmait que la seule politique digne de l'Europe, digne des puissances chrétiennes, était de délivrer de ce joug trop longtemps supporté les nationalités chrétiennes, de leur rendre peu à peu la liberté par la décentralisation continue; en un mot, elle voulait le démembrement, dont elle espérait profiter.

Si les Ottomans, pendant plus de quatre siècles de domination, avaient jalousement maintenu les distances entre les vainqueurs et les vaincus, s'ils avaient fondé leur

pouvoir sur la distinction des races, conservé même jusqu'au XIXe siècle les grandes divisions territoriales correspondant aux diverses nationalités soumises, Erménistan ou Arménie, Bosna, Bulgaristan, Roumélie, c'était une chimère que de les croire capables de se fondre avec leurs ennemis, de constituer avec eux une unité politique et sociale, un Etat moderne; c'était une antinomie historique.

Chimère plus étrange encore que d'imaginer sous le gouvernement des Turcs le relèvement économique des pays de leur domination. Les seules provinces prospères de l'empire n'étaient-elles pas, au contraire, justement celles qui avaient obtenu des libertés suffisantes, une indépendance plus ou moins complète, comme les îles de l'Archipel, de tout temps privilégiées par leur situation même, comme Samos libre depuis 1832, comme l'Égypte enfin. « L'Égypte, dit Ferdinand de Lesseps, a une population propre qui n'est ni turque, ni grecque, ni arabe. C'est le peuple des Pharaons. Or, toutes les fois qu'elle a été réduite en simple province soumise aux lois générales, ou sa prospérité a décliné, ou elle a recouvré sa liberté. »

D'après ces raisonnements, le gouvernement russe prétendait que les puissances occidentales se trompaient à rechercher la solution du problème ottoman dans la centralisation fondée sur l'égalité. Car ce système devait rencontrer des obstacles infranchissables, non seulement de la part des musulmans qu'il blessait dans leur orgueil et dans leurs préjugés, mais encore de la part des chrétiens dont l'ancien régime avait sauvegardé l'individualité et qui se sentaient menacés par les institutions nouvelles dans la jouissance séculaire des privilèges civils inhérents à leur organisation religieuse.[1]

Les faits donnaient alors raison à la Russie et obligeaient la France à se démentir en favorisant le démembrement de l'empire et de l'autorité du sultan : malgré les victoires de ses alliés et la proclamation solennelle de l'intégrité et de l'indépendance de la Sublime Porte, le principe de l'autonomie de ses sujets chrétiens se développa par la force des choses.

Les principautés moldo-valaques furent évacuées par les Autrichiens le 30 mars 1857. Selon les stipulations du traité de Paris, leur dépendance à l'égard du sultan n'était plus

1. Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, I, 227.

marquée que par le paiement d'un tribut; leur administration intérieure devait être organisée par deux divans élus.

La grande majorité des habitants voulaient l'union des deux principautés, de même race et de même langue roumaine. Le gouvernement français les appuyait, au nom du droit des nationalités; le gouvernement russe aussi, au nom du même droit et dans la pensée de se faire d'une Roumanie forte un avant-poste solide sur le Danube inférieur, à la fois contre la Porte et contre l'Autriche. Le caïmacan Vogoridès dirigea et faussa si bien l'élection du divan moldave que la majorité s'y déclara opposée à l'union. Les cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg protestèrent, rappelèrent même leurs ambassadeurs de Constantinople. Napoléon III fit alors un voyage en Angleterre (août 1857); le gouvernement anglais, préoccupé de la révolte des cipayes de l'Inde, ne voulut pas irriter la Russie, déjà puissante dans le Turkestan : il promit ses bons offices pour le règlement de la question roumaine.

Les élections moldo-valaques furent cassées, refaites avec plus de sincérité; en décembre, les deux assemblées se prononcèrent pour l'union des deux principautés en un seul État. La convention de Paris, signée par les ambassadeurs le 19 août 1859, décida que les deux principautés auraient deux parlements distincts, mais que leurs intérêts communs seraient traités par une commission centrale de seize membres, composée de députés de ces deux parlements. Déjà elles s'étaient donné un même prince, le colonel Couza, sous le nom d'Alexandre Ier. En 1862, les deux parlements se fondirent en un seul; les deux ministères furent remplacés par un ministère unique; Bucharest fut la capitale du nouvel État; la nation roumaine existait. Alexandre Ier gouverna en maître absolu; l'Assemblée exigeant le respect du régime constitutionnel, il la dissout par un coup d'État (1864) et promulgua une constitution fondée sur le suffrage universel et sur deux assemblées, un Sénat et une Chambre des députés. Ses ennemis formèrent contre lui un complot, le forcèrent à abdiquer, convoquèrent les Chambres pour l'élection d'un nouveau prince. Elles appelèrent au pouvoir un prince allemand de la branche catholique des Hohenzollern, qui fut Charles Ier de Roumanie (1866), appuyé par Napoléon III. Le régime constitutionnel s'établit peu à peu dans le pays. Après quelques années de convulsions politiques, la principauté commença l'exploitation de ses

richesses, et entra dans une période de calme et de prospérité.

D'autres provinces chrétiennes du sultan cherchèrent à imiter cet exemple. La Bosnie et l'Herzégovine se plaignirent de l'administration musulmane et appelèrent sur elles l'attention. Le Montenegro se souleva encore en 1858, battit une armée turque à Grahovo, obtint, grâce à la Russie, une nouvelle rectification de frontières. En Serbie, Alexandre Kara-Georgevitch se rendit impopulaire par sa soumission à l'égard de l'Autriche et de la Porte : le consul autrichien, disait-on, lui soufflait la fumée de son cigare dans la figure. Une Skouptchina, dominée par le parti russe, le déposa et rappela le vieux Miloch Obrenovitch (janvier 1859). A sa mort (1860), son fils Michel lui succéda ; il obtint en 1867 l'évacuation par les garnisons turques des dernières forteresses qu'elles occupaient dans la principauté ; les sujets ottomans durent s'éloigner. Il fut même un moment chargé, moyennant un tribut, du gouvernement de la Bosnie, et reconstitua ainsi la Grande-Serbie. Les Kara-Georgevitch, appuyés sur l'Autriche, l'assassinèrent en 1868 ; mais les Obrenovitch étaient désormais la dynastie populaire et nationale ; le neveu de Michel, Milan, fut élu prince et une constitution régulière fut appliquée : la Skouptchina devint une assemblée représentative élue au suffrage presque universel. La Serbie eut dès lors une vie politique indépendante.

D'autres troubles se produisirent ailleurs. Le Liban était toujours très agité par la rivalité des Druses musulmans et des Maronites chrétiens, ceux-ci protégés par la France comme tous les catholiques du Levant, ceux-là comptant davantage sur l'Angleterre. Les libertés promises aux chrétiens en 1856, l'intervention européenne en leur faveur surexcitèrent le fanatisme des musulmans. Peut-être le gouvernement ottoman ne fit-il rien pour s'y opposer, dans la pensée de trouver dans des désordres un prétexte pour ne pas appliquer les réformes : il faudrait alors supposer qu'il y mettait quelque mauvaise foi. Du moins, le pacha de Beirout, Kourchid, et d'autres fonctionnaires eurent une conduite très instructive au sujet des dispositions du personnel administratif de l'empire. Ce sont des faits qui se sont répétés depuis avec des analogies frappantes.

Le 27 avril 1860, trois Maronites sont assassinés à Katouli ; le 16 mai, quatre autres, dont un prêtre, sur la

route de Deir-el-Kamar à Djezzin. Le consul français va trouver Kourchid-pacha ; il répond que la responsabilité de ces malheurs doit être attribuée au Comité chrétien de Beirout, qui prêche la haine des mahométans : ceux-ci sont en état de légitime défense. Le 29 mai, la bourgade chrétienne de Beit-Meri, puis celles de Hadat, de Baadba, sont brûlées ; les soldats turcs et les Bachi-Bouzoucks irréguliers aident les massacreurs et les incendiaires. Nouvelle intervention auprès du pacha ; nouvelles plaintes de sa part contre l'évêque et le comité chrétien. Les chrétiens qui fuient veulent se réfugier à Saïda : les muftis excitent les musulmans de la ville, leur donnent des armes, les conduisent à la tuerie dans les bois voisins. Les Druses du Haouran accourent ; à Rasheya, ils tuent 700 chrétiens ; à Zahlé, ils détruisent le collège français des jésuites, tuent un religieux, parmi bien d'autres victimes. A Hasbeya, à Deir-el-Kamar, le 22 juin, les commandants turcs offrent un asile aux chrétiens dans leur sérail, leur prennent leurs armes, puis ouvrent les portes, les livrent aux Druses. Kourchid arrive le soir même à Deir-el-Kamar ; il s'enferme jusqu'au lendemain ; alors il ordonne la fin du massacre : il n'y avait plus de chrétiens à tuer. 2.000 malheureux, fuyant à travers la montagne, purent arriver à la côte et furent recueillis par des vaisseaux européens.

L'émotion fut très vive à ces nouvelles. Le consul français de Beirout, M. Bentivoglio, adressa son rapport à M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères. Celui-ci proposa à lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre à Paris, la réunion d'une commission européenne.

On apprit bientôt d'autres faits. A Damas, les chrétiens étaient très inquiets ; car ils n'étaient que 20.000 contre 130.000 musulmans. Le 9 juillet, après quelques jours d'extrême malaise, le fanatisme de ceux-ci fait explosion : le massacre commence dans le quartier chrétien ; on tue, on pille furieusement. Les consulats mêmes ne sont pas respectés ; le drogman du consulat russe est tué. Le pacha Achmet reste impassible ; il déclare qu'il agira ; il laisse faire. On tue encore le 10, le 11 ; le couvent des Franciscains est brûlé ; 8 religieux sont tués ; on compte plusieurs centaines de victimes. Et pourtant Abd-el-Kader, indigné de cette lâche barbarie, ouvrit les portes de son sérail et en sauva 1,500.

Le 16 juillet, les événements de Damas furent connus à

Paris. M. Thouvenel courut à Saint-Cloud chez l'empereur. Ils décidèrent aussitôt une intervention armée et en prévinrent l'Angleterre, en déclarant d'ailleurs qu'il ne s'agissait que de faire respecter les chrétiens conformément aux traités, et que le gouvernement français n'y prétendait pour lui-même aucun bénéfice matériel. Dès le mois d'août, 6.000 hommes furent prêts à s'embarquer à Toulon, sous le commandement du général de Beaufort-d'Hautpoul.

Alors le gouvernement ottoman affecta la plus généreuse indignation au sujet des malheurs qui venaient de se produire. Le sultan lui-même écrivit à Napoléon III et à la reine d'Angleterre des lettres très émues, promit la rapide et sévère punition des coupables, nomma Fuad-pacha commissaire extraordinaire dans le Liban. Celui-ci partit aussitôt, ordonna un procès sommaire devant un tribunal non moins sommaire, — la justice de la Porte est expéditive, quand elle veut : — 111 militaires furent fusillés, 57 civils furent pendus ; 325 coupables furent condamnés au bagne, 145 au bannissement. Abd-el-Kader fut décoré de la grande plaque de l'ordre du Medjidié. Le pacha Achmet fut condamné à mort et fusillé sans témoins, avant le jour : beaucoup s'imaginèrent qu'on l'avait fait habilement disparaître.

Quand les Français débarquèrent à Beirout, il n'y avait plus rien à faire ; la tranquillité était rétablie. Ils furent invités à parcourir la Montagne, avec les troupes turques de la région, pour constater que l'ordre y était parfait et pour y saisir les derniers coupables. Turcs et Français cernèrent les rochers les plus inaccessibles : les Turcs ouvrirent leurs rangs pour laisser fuir le plus grand nombre des massacreurs ; on ne prit presque personne. Les Français ne purent que s'apitoyer sur les ruines faites et distribuer les secours les plus urgents. Cependant la commission des consuls européens, opérant avec les magistrats turcs, estima la gravité des troubles, calcula que 6.000 chrétiens avaient été tués, que les survivants subissaient une perte de plusieurs millions. Kourchid-pacha et ses officiers furent condamnés à l'emprisonnement perpétuel ; ils furent emmenés à Constantinople, où sans doute leur captivité ne fut pas dure. Les autres coupables furent bannis, transportés à Tripoli, sauf cela très humainement traités. Quant aux indemnités pécuniaires, les consuls proposèrent qu'elles fussent assurées par une contribution extraordinaire levée sur les Druses. Mais le gouvernement ottoman déclara s'en

charger. Faut-il ajouter qu'il s'en acquitta au meilleur compte pour son trésor, du reste fort besoigneux ?

Cependant il ne convenait pas à l'Angleterre que l'occupation française se prolongeât en Syrie ; elle redoutait quelque manifestation hardie de la politique napoléonienne ; elle se souvenait de l'expédition du premier Bonaparte en Égypte ; elle craignait pour la route de l'Inde ; elle ne croyait pas au désintéressement, en étant elle-même incapable. Dès le 10 janvier 1861, lord Cowley demanda que le gouvernement français rappelât son armée ; Napoléon III répondit que les troubles avaient cessé, mais pouvaient renaître. Pourtant il ne voulait pas se brouiller avec l'Angleterre, ayant d'autres desseins en tête. Il consentit à soumettre la question à une conférence des ambassadeurs : elle fixa au 5 juin le départ des troupes françaises. Jusque-là de nombreux vaisseaux anglais se montrèrent sur les côtes de Syrie pour empêcher de nouveaux désordres qui auraient permis aux Français de rester. Le 5 juin, la petite division du général de Beaufort se rembarqua.

La France pouvait-elle faire autrement? N'a-t-elle pas perdu une occasion unique d'affermir dans le Levant sa situation et en même temps la sécurité des chrétiens et la prospérité du pays? Dans des circonstances semblables, les Anglais ont occupé depuis et gardé l'Égypte. Ce n'est peut-être pas un modèle à imiter. Du moins, la France n'eut pas à regretter son intervention, si courte qu'elle eût été : son protectorat restait incontesté, son prestige était renouvelé.

L'administration du Liban fut réorganisée par le règlement du 9 juin 1861, rédigé par les ambassadeurs d'accord avec la Porte. Elle fut confiée à un gouverneur chrétien, absolument indépendant des pachas de Beirout et de Damas. La Montagne fut divisée en six arrondissements, dotés chacun d'un conseil administratif nommé par les différentes communautés. Des tribunaux mixtes furent constitués. Le maintien de l'ordre fut assuré par un corps de police mixte. Le nouveau gouverneur, proposé par les puissances, fut un Arménien catholique, Daoud-pacha ; nommé d'abord pour trois ans, ses pouvoirs lui furent ensuite renouvelés pour huit nouvelles années. Le Liban fut dès lors tranquille et développa sa prospérité, sous la tutelle de la France.

Le principe de l'intégrité de l'empire ottoman subit encore d'autres atteintes. La Grèce était mal satisfaite de sa situa-

tion ; elle avait espéré étendre son territoire à la faveur de la guerre de Crimée : elle avait été contenue par la France et l'Angleterre. Elle en était restée mécontente, et en faisait porter la responsabilité au roi Othon. Pendant un voyage du roi, les soldats se soulevèrent, pillèrent son palais ; une assemblée nationale vota sa déchéance (1862). Elle offrit la couronne au duc Nicolas de Leuchtenberg, cousin-germain du tsar et petit-fils d'Eugène de Beauharnais. L'Angleterre s'en effraya, proposa la candidature du prince Georges de Danemark, mais ne put la faire accepter qu'en cédant à la Grèce les îles Ioniennes qu'elle occupait depuis 1815. Georges Ier fut élu le 30 mars 1863 ; il épousa en 1867 la grande-duchesse Olga, nièce d'Alexandre II. L'année suivante, la constitution fut modifiée par la suppression du Sénat : tout le pouvoir législatif appartint à la Chambre des députés, élue au suffrage universel.

Les espérances de la Grèce furent excitées par l'acquisition des îles Ioniennes. Le parti national rêva de réaliser la grande idée, c'est-à-dire de faire un État grec de tous les pays de race et de langue grecque. Il pensa profiter d'une nouvelle insurrection de la Crète.

La condition de la Crète était quelque peu semblable à celle du Liban. Elle était habitée par une majorité de chrétiens et une minorité de musulmans. L'administration y appartenait naturellement à des fonctionnaires musulmans. De là des conflits fréquents, plus fréquents à mesure que d'autres provinces chrétiennes de l'empire obtenaient leur autonomie. Les Crétois avaient participé à la guerre de l'indépendance grecque ; ils avaient même été quelques années unis aux Grecs sous l'administration de Capo d'Istria. Ils avaient été durement traités par les Égyptiens d'Ibrahim-pacha ; pourtant la paix d'Andrinople les remit sous la domination du sultan, par la convention de juin 1830. Ils se soulevèrent en 1841, lors de la crise égyptienne, en 1852, lors de l'affaire des Lieux-Saints. Après l'avènement de Georges Ier, quand il fut question de son mariage avec la grande-duchesse Olga, le bruit courut que la Russie lui promettait la Crète en dot. Les Crétois chrétiens se soulevèrent en mai 1866 et luttèrent dans leurs rochers contre les troupes turques. Des volontaires vinrent de partout à leur secours ; parmi les Français, Gustave Flourens. Ils élurent une assemblée nationale, formèrent un gouvernement provisoire, proclamèrent leur annexion à la Grèce. Le minis-

tère athénien Coumoundouros se montra disposé à tout faire pour assurer cette solution. La Russie, favorable, comptait sur les complications politiques de l'Occident, sur la guerre austro-prussienne et ses conséquences.

La Porte, sous la pression des grandes puissances, accorda à la Crète quelques libertés, par le firman du 10 janvier 1868. La Grèce ne voulait s'en contenter ; elle continua ses armements. Le 2 décembre 1868, le gouvernement ottoman rompit toutes relations avec elle. La guerre était imminente. La conférence des ambassadeurs à Paris, par la notification du 9 janvier 1869, fit défense à la Grèce de former aucune bande armée, d'équiper aucun bâtiment de guerre à destination de la Crète. Les Crétois, réduits à eux-mêmes, luttèrent encore quelques mois. L'insurrection finit par être étouffée.

La Crète resta sous le régime du firman de 1868[1]. En voici les termes essentiels. L'administration générale de l'île est confiée à un vali ou gouverneur général nommé par le sultan, et le commandement des garnisons à un commandant en chef, ces deux postes indépendants l'un de l'autre. Le vali est assisté de deux conseillers choisis par le sultan, l'un parmi les fonctionnaires musulmans, l'autre parmi les fonctionnaires chrétiens de l'empire. L'île est divisée en sandjaks ou arrondissements, dont les gouverneurs sont moitié des musulmans, moitié des chrétiens, les gouverneurs musulmans assistés d'adjoints chrétiens et réciproquement, les uns et les autres nommés par le sultan. Il y a à côté du vali un conseil d'administration composé des principaux fonctionnaires, presque tous musulmans, et de six délégués élus, trois musulmans et trois chrétiens ; il en est de même du conseil d'administration de chaque sandjak ; cependant, dans les sandjaks exclusivement chrétiens, les six délégués élus sont chrétiens. Il y a enfin, au centre du gouvernement, un conseil général élu à raison de deux délégués par kaza ou canton : chaque kaza exclusivement musulman élit deux délégués musulmans, chaque kaza exclusivement chrétien deux délégués chrétiens, chaque kaza mixte un délégué musulman. Ce conseil général doit s'occuper des travaux publics, des voies de communications, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, de l'instruction publique. Toutes ces concessions sont ménagées

1. *Livre jaune*, affaires de Crète, juin 1894-février 1897.

pour assurer, on le voit, la prépondérance à l'élément musulman, quoique la population de l'île soit de 150.000 chrétiens et de 50.000 musulmans.

Jusque-là il n'y avait de conflit dans l'empire ottoman qu'entre les représentants des deux religions en présence, les chrétiens d'une part, les musulmans de l'autre. Mais voici qu'apparaissent entre les chrétiens des rivalités grosses de complications nouvelles. Le patriarche grec de Constantinople, élu par les communautés orthodoxes, confirmé par le sultan, était le chef reconnu des chrétiens de l'empire. Il exerçait une très grande autorité, par l'autonomie que le gouvernement avait toujours laissée aux non-musulmans dans leur administration intérieure. Il nommait les évêques, très puissants eux-mêmes dans les provinces. Or le patriarche et les évêques grecs travaillaient à helléniser les orthodoxes des diverses races, et, notamment en Bulgarie, ils avaient fondé des écoles grecques privilégiées, remplacé dans la liturgie la langue slave par la langue grecque.

Au contact de l'occupation russe, en 1828, les Bulgares avaient repris conscience de leur nationalité et commencé à protester contre la politique du patriarcat. D'année en année, l'opposition grandit, encouragée par le gouvernement russe, persuadé que l'autonomie, d'abord religieuse, des Slaves de Bulgarie, ne pourrait que lui être avantageuse. En 1860, une députation des orthodoxes bulgares se présenta devant la Porte, et déclara ne plus reconnaître la suprématie spirituelle du patriarche grec. Le patriarche Cyrille donna sa démission. Les communautés bulgares refusèrent de prendre part à l'élection de son successeur.

Alors les dissidents rappelèrent que la primitive église bulgare avait été constituée par les saints Cyrille et Méthode, maintenue dans la foi par le pape Nicolas Ier, fondée ainsi par l'Église de Rome et non par celle de Byzance. Et ils se rapprochèrent de la papauté, qui fut disposée d'abord à les accueillir en leur laissant le rite et la liturgie slaves. Ils formèrent la communauté des Grecs-Unis ou Uniates, sollicitèrent la protection des catholiques de l'Occident et notamment de la France, espérèrent de cette façon échapper à la fois au panhellénisme et au panslavisme.

La Russie s'inquiéta de ce mouvement. Elle agit pour empêcher l'union définitive de la Bulgarie avec Rome. A son instigation, la Porte autorisa les Bulgares à se donner

des évêques de leur race et de leur langue, à condition qu'ils reconnussent au spirituel la suprématie du patriarche œcuménique de Constantinople. Le nouveau patriarche Grégoire se refusa à cette concession. Alors, le 11 mars 1870, un firman du sultan reconnut l'indépendance de l'Église orthodoxe de Bulgarie, avec un chef suprême, l'exarque des Bulgares, établi à Constantinople. Cette autonomie religieuse de la Bulgarie peut être considérée comme le prélude de son autonomie politique. Singulier spectacle pourtant que celui du sultan fondateur d'églises chrétiennes !

En résumé, pendant que la France défend l'intégrité de l'empire ottoman et entreprend de le transformer en un État moderne, dégagé de tout fanatisme religieux, fondé sur l'harmonie de ses diverses races travaillant ensemble à la prospérité générale, une sorte de fatalité entraîne l'État musulman à la dissolution ; le cercle des nations autonomes et de plus en plus indépendantes se resserre autour de Constantinople : après la Grèce, la Roumanie, la Serbie, le Monténégro sont désormais à peu près libres ; ailleurs même la Bosnie s'agite ; les communautés chrétiennes du Liban, de la Crète, de la Bulgarie, obtiennent quelques droits, en exigeront d'autres. Le principe des nationalités, qui groupe ailleurs en puissants états les peuples de même race, sépare ici, comme en Autriche-Hongrie, de l'aveu même de la France, les peuples de races différentes. Il est à prévoir qu'il recevra d'autres applications ; car il se présente comme une force irrésistible, capable d'emporter comme un torrent toute réaction.

Il apparaît du moins par ces épisodes variés que jamais la France n'avait exercé en Orient et dans toute la Méditerranée une plus grande influence que sous le second Empire, non pas même à l'époque de Napoléon Ier. Elle avait achevé ou à peu près la conquête de l'Algérie ; elle avait aidé puissamment à la formation de l'Italie, et elle restait encore avec elle, malgré Mentana, dans des rapports de grande cordialité et de collaboration politique. Elle était toute puissante en Égypte, et, le 17 novembre 1869, l'empereur Napoléon III étant malade, l'impératrice Eugénie, assistée de l'empereur François-Joseph, du kronprinz de Prusse et des représentants de presque toutes les maisons régnantes de l'Europe, inaugurait le canal de Suez, qui était comme le triomphe du génie français dans ce qu'il a de plus généreux et de plus civilisateur.

Mais surtout jamais la France n'avait joué un rôle plus actif à Constantinople. Il faudrait remonter, pour y retrouver un moment comparable, jusqu'aux Capitulations de François Ier ou à celles que le marquis de Villeneuve avait renouvelées en 1740. Jamais même elle n'avait entrepris avec une pareille largeur d'esprit une œuvre plus élevée; elle y avait pris conscience d'une politique qui, malgré des contradictions apparentes, se peut définir sans doute en quelques termes simples issus de ses traditions les plus fortes et les plus anciennes: défendre l'empire ottoman comme elle l'avait fait toujours contre la Russie comme contre l'Autriche; le transformer à l'image des nations de l'Occident, lui enseigner la tolérance, c'est-à-dire le respect de ses sujets chrétiens; lui donner ainsi le moyen de se laïciser, et par là de s'accorder avec toutes ses populations diverses, et préparer ainsi, dans l'entente sincère des croyances variées, une organisation sociale viable, bienfaisante pour les uns et pour les autres: en tout cas le seul moyen de sauver l'existence politique de la Turquie en Europe et en Asie.

La guerre de 1870, en affaiblissant pour un temps l'influence française, a déchaîné de nouveau tous les fanatismes contraires: cela ne prouve pas que la politique française ne fût pas la plus heureuse pour tous ces peuples. Elle était en tout cas la plus généreuse. Mais les temps étaient passés des rêves désintéressés; on arrivait aux manifestations les plus violentes des ambitions les plus réalistes.

BIBLIOGRAPHIE

Camille Rousset, *La Guerre de Crimée.*
Pierre de La Gorce, *Histoire du Second Empire.*
Gourdon, *Les négociations du Congrès de Paris.*
Duc d'Argyll, *The Eastern Question (1856-1878)*, Londres, 1881.

CHAPITRE VII.

LA GUERRE DES BALKANS (1877-1878).

I. — LA CONFÉRENCE DE LONDRES (1871).

La circulaire Gortchakof (29 octobre 1870). — La conférence de Londres et la convention du 13 mars 1871. — La nouvelle politique extérieure de l'Autriche-Hongrie et les intérêts de l'Allemagne prussienne. — L'alliance des trois empereurs. — Le chancelier Gortchakof et le panslavisme. — Le Congrès des Slavophiles à Moscou (1867). — Le panislamisme et la jeune Turquie. — La Renaissance musulmane.

II. — LES INSURRECTIONS ET LA CONFÉRENCE DE CONSTANTINOPLE (1875-1877).

Insurrection de l'Herzégovine (1875). — La note Andrassy (30 janvier 1876). — Insurrection de la Bosnie. — Insurrection de la Bulgarie. — Le memorandum de Berlin. — Déposition et mort d'Abd-ul-Aziz; avènement de Mourad (30 mai 1876). — Avènement d'Abd-ul-Hamid II. — Guerre de la Turquie contre la Serbie et le Monténégro (juillet 1876). — Les « atrocités » de Bulgarie. — Défaites des Serbes. — Le général Ignatief à Constantinople (octobre 1876) : armistice accordé à la Serbie. — La conférence de Constantinople (décembre 1876-janvier 1877). — Proclamation solennelle de la Constitution ottomane (24 décembre 1876). — Échec de la conférence européenne. — Arrangement austro-russe. — La note collective du 31 mars 1877 ; résistance de La Porte. — Convention militaire entre la Russie et la Roumanie. — La guerre.

III. — LA GUERRE.

Gravité des circonstances. — Le passage du Danube. — La pointe du général Gourko à travers les Balkans. — L'armée de Suleïman pacha devant Andrinople.

Osman pacha à Plevna ; échecs des Russes. — Échecs des Russes en Asie. — Activité du généralissime turc Méhémet-Ali sur la ligne du Lom.

Concentration des troupes russes devant Plevna. — Todtleben. — Capitulation de Plevna (28 novembre). — Prise de Kars (18 novembre). — Passage des Balkans. — Les Russes à Andrinople. — Les Russes devant Constantinople, à San-Stefano. — L'armistice d'Andrinople.

IV. — LE TRAITÉ DE BERLIN ET SON EXÉCUTION.

Le traité de San-Stefano (3 mars 1878). — La Grande-Bulgarie. — Protestations de l'Angleterre. — La politique du prince de Bismarck. — Le Congrès de Berlin (juin-juillet 1878). — Le traité du 13 juillet. — Le traité secret du 4 juin 1878 entre l'Angleterre et la Porte: les Anglais à Chypre. — La nouvelle principauté de Bulgarie.

Affaiblissement de la Turquie. — Les nouveaux royaumes de Roumanie et de Serbie (1881-1882). — Les Autrichiens en Bosnie et Herzégovine. — Le Monténégro et la ligue albanaise. — Les nouvelles frontières de la Grèce (1881). — La principauté de Bulgarie; rupture avec la Russie (1883). — La révolution de 1885 : union de la Bulgarie et de la Roumélie orientale. — Le blocus pacifique de la Grèce (1886). — La guerre entre la Serbie et la Bulgarie. — Enlèvement du prince Alexandre de Bulgarie (août 1886); son abdication. — Ferdinand de Saxe-Cobourg élu prince de Bulgarie (juillet 1887).

I. — La conférence de Londres (1871).

Le 29 octobre 1870, au moment où tombait Metz, où l'attention de l'Europe était toute au terrible drame de la guerre franco-allemande, le chancelier russe Gortchakof adressait à tous les cabinets des grandes puissances une circulaire des plus nettes : le gouvernement du tsar y déclarait annuler de sa propre autorité les engagements qu'il avait dû prendre au traité de Paris de 1856 : « Sa Majesté Impériale ne saurait se considérer plus longtemps comme liée aux obligations de ce traité en tant qu'elles restreignent ses droits de souveraineté dans la mer Noire ». Cette « mauvaise foi » a été condamnée dans les termes de la plus vive indignation.

Il était d'une politique assez méprisable de profiter des défaites de la France pour rompre avec des engagements solennellement pris devant toute l'Europe : le chancelier Gortchakof voulait sans doute se montrer capable de la souplesse et de l'esprit pratique du comte de Bismarck ; les scrupules lui paraissaient aussi chose encombrante.

Aussi bien peut-être ne faut-il pas s'indigner. La politique s'accorde mal, affirme-t-on, avec la bonne foi. Le traité de Paris avait déjà été violé par l'union des principautés moldo-valaques en un seul État de Roumanie ; le sultan n'avait pas accompli les réformes auxquelles il s'était engagé. La Russie, désarmée sur la mer Noire, ne voulait

pas rester à la merci des flottes turques armées dans les ports de l'Archipel ? Une grande puissance comme elle pouvait-elle se tenir de son consentement les mains liées ? Rien de plus naturel, semble-t-il, que la circulaire Gortchakof. Et même le gouvernement russe n'a-t-il pas manqué d'audace ? Qu'aurait-on dit en Europe si, profitant des circonstances, il avait fait naître en Orient quelqu'une de ces complications toujours faciles pour se jeter sur la Turquie, comme la Prusse sur la France ?

Peut-être le gouvernement anglais en eut-il peur. Il protesta avec énergie contre la circulaire russe, entra en rapports avec M. de Bismark, alors à Versailles, et parla de déclarer la guerre à la Russie. Le gouvernement austro-hongrois ne fut pas moins ému. Bismarck fut assez inquiet : il avait besoin de la Russie pour contenir l'Autriche disposée à s'allier à la France ; il ne voulait pas mécontenter l'Angleterre, capable alors d'intervenir en faveur de la France. Il proposa la réunion d'une conférence où la circulaire russe serait examinée par les puissances signataires du traité de Paris. C'était donner aux passions le temps de se calmer, à la Prusse le temps d'achever sa victoire. Cette proposition fut acceptée à Saint-Pétersbourg comme à Londres.

Le gouvernement de la Défense Nationale, invité à se faire représenter à cette conférence, demanda qu'elle pût s'occuper aussi de la question d'Alsace-Lorraine. Bismarck s'y opposa naturellement avec une extrême violence. Dès lors la France se montra mal disposée à s'intéresser aux affaires d'Orient, à prendre part aux délibérations de la conférence, malgré les instances de l'Angleterre. Retardée de semaine en semaine par cette abstention, la conférence n'ouvrit ses séances que le 17 janvier 1871, s'ajourna encore au 24. Ses délibérations furent peu actives ; elles aboutirent à la convention du 13 mars 1871, à laquelle le duc de Broglie apposa enfin la signature de la France : le traité de 1856 était confirmé en ce qui concernait la navigation du Danube et le droit de la Porte de fermer ou d'ouvrir les détroits ; mais la neutralité de la mer Noire n'était pas maintenue. C'était tout ce que voulait la Russie.

Dès lors elle refit ses armements sur cette mer ; elle commença à relever Sébastopol. Elle construisit des vaisseaux de guerre, augmenta la « flotte volontaire » qu'une souscription nationale avait édifiée pendant que le gouverne-

ment n'en avait pas le droit. Elle se prépara aux événements qui ne pouvaient pas manquer de se produire dans la péninsule des Balkans.

Elle comptait, un peu naïvement, sur les bons offices du gouvernement allemand, auquel elle avait permis d'écraser la France en contenant l'Autriche par une menace d'intervention. Elle ne savait pas qu'avec le comte de Bismarck il fallait se payer immédiatement du service qu'on lui rendait, et lui éviter toute tentation d'ingratitude. Elle ne comprenait pas les nécessités diplomatiques de l'Allemagne nouvelle. Car l'Autriche-Hongrie, éloignée de l'Allemagne, restait pour le gouvernement prussien un danger redoutable si elle n'obtenait d'autres satisfactions ; il fallait que Bismarck l'aidât à accentuer son orientation politiqne à l'opposé du Rhin, vers le Danube inférieur et les Balkans. Pour n'être plus allemande, il fallait qu'elle devînt danubienne : c'était une évolution politique et territoriale à laquelle elle était malgré elle entraînée depuis deux siècles ; il fallait la lui faciliter pour qu'elle cessât d'être la rivale de la Prusse. Dans cette pensée, Bismarck fut très satisfait de la chute du comte de Beust, chancelier d'Autriche, et de son remplacement par le comte Andrassy, très résolument décidé à renoncer à toute intervention en Allemagne et à surveiller les agissements de la Russie en Orient (14 novembre 1871). Andrassy après Beust, c'est le signe manifeste de toute la nouvelle politique autrichienne.

Le gouvernement russe en montra bien quelque inquiétude ; Bismarck, — et ce n'est pas son moindre succès — réussit à le tranquilliser. Le tsar Alexandre II, d'ailleurs très étroitement lié d'amitié à son oncle Guillaume Ier, ne voulait pas douter de sa bonne volonté. Une triple entrevue à Berlin (septembre 1872) parut sceller pour longtemps « l'alliance des trois empereurs ». Ils s'engagèrent à maintenir en Europe la situation territoriale résultant des derniers traités, à résoudre ensemble les difficultés que pouvait faire naître la question d'Orient, à combattre ensemble l'esprit révolutionnaire : le mouvement nihiliste alarmait fort le tsar.

Le prince Gortchakof pensait donc que le gouvernement allemand favoriserait ses desseins sur l'Orient ; ils étaient ambitieux : vieillissant, il lui eût été agréable de couronner sa carrière de quelque grande œuvre ; les lauriers de Bismarck l'empêchaient de dormir. Il s'était cru très habile à

adopter, comme lui, pour son propre compte, le principe des nationalités, alors si fort à la mode qu'il semblait que sans lui rien ne pût se faire de grand. Il y voyait de beaux profits pour la Russie : les populations slaves sont nombreuses dans l'empire d'Autriche-Hongrie, plus nombreuses et plus serrées dans la péninsule des Balkans. Si la Russie, au nom de cette parenté de races, réussissait à les grouper autour d'elle, elle serait la première puissance de l'Europe. Et ainsi, par son chancelier, la politique russe prend une forme nouvelle : ce n'est plus au nom de la religion grecque que le tsar veut conduire les destinées des peuples des Balkans ; c'est au nom du principe des nationalités, au nom du panslavisme.

Beaucoup, parmi les plus sages conseillers du tsar, se défiaient de ce principe, en prévoyaient les dangers, doutaient que toutes les populations slaves des Balkans fussent disposées à passer tout simplement de la domination du sultan à celle du tsar, les soupçonnaient de vouloir seulement se servir de la puissance russe pour ensuite lui échapper, au risque d'être taxées d'ingratitude. Ils se demandaient déjà si la Russie gagnerait quelque chose à remplacer l'État ottoman décrépit par des États chrétiens jeunes et entreprenants.

Mais l'opinion publique dédaignait ces profonds calculs ; elle embrassait avec ardeur la cause du panslavisme ; c'était le nouvel article de foi au nom duquel il fallait délivrer les frères des Balkans. Dès 1867, les « Slavophiles » avaient convoqué à Moscou tous les Slaves d'Europe au congrès de la Société des Amis de l'histoire naturelle. Ç'avait été la première manifestation publique du panslavisme. Elle fut suivie d'une ardente propagande dans les pays des Balkans ; un Comité central se forma à Moscou, un sous-comité à Bucharest ; des livres furent envoyés aux écoles de Serbie et de Bulgarie ; des jeunes gens en furent appelés aux Universités russes ; de considérables sommes d'argent y furent répandues, sous prétexte de charité ; des agences nombreuses, comme les hétairies d'autrefois, gagnèrent au panslavisme des partisans tout dévoués ; l'empire ottoman fut pénétré profondément par l'influence russe. Le prince Gortchakof comptait bien en tirer parti ; il pensait fonder sur l'action panslaviste une grande entreprise politique. Il avait envoyé à Constantinople, auprès du sultan Abd-ul-Aziz, un très habile et très ferme ambassadeur, lui-même

panslaviste déterminé, le général Ignatief. Celui-ci jouissait d'un grand crédit auprès du Divan, paraissait lié d'une étroite amitié avec le grand-vizir Mahmoud-Nézim-pacha, exerçait vraiment une grande action sur le gouvernement ottoman. La Russie semblait avoir toutes les chances de son côté.

Mais les musulmans sentaient le danger, mis en éveil par la convention du 13 mars 1871. Des circonstances nouvelles naissent les formes politiques nouvelles. Beaucoup d'entre eux se demandaient quel avantage la Porte avait obtenu de l'intervention européenne ; depuis un demi-siècle, les grandes puissances proclamaient le principe de l'intégrité de l'empire ottoman, moyennant des réformes sérieuses ; les réformes ne servaient qu'à encourager les chrétiens ; quant au principe de l'intégrité, avait-il empêché que l'Europe soutînt, après la cause de l'indépendance de la Grèce, celle de l'autonomie de la Roumanie, de la Serbie, du Monténégro ? En fait, les belles phrases de la diplomatie européenne semblaient autant de mensonges. L'empire continuait d'être démembré ; il était à la veille de la ruine. Mieux valait une franche hostilité que cette amitié dissolvante.

L'influence française à Constantinople n'avait pas survécu aux désastres de 1870 ; avec elle avait péri la cause du Tanzimât, dont du reste les musulmans s'étaient toujours défiés. Dès lors il se forma parmi eux, en face des menaces du panslavisme, un parti national, le parti de la Jeune Turquie, fondé sur la réaction contre l'Europe et sur la restauration de l'Islam : il fallait rendre à l'Islam la conscience de sa grandeur, reconstituer l'autorité du Coran, y rechercher les sources d'une vigueur nouvelle, grouper autour du padischah tous les peuples de Mahomet, former contre les nationalités chrétiennes un faisceau compact de 150 millions de musulmans, et reprendre les fortes traditions des siècles passés. Ce panislamisme avait son chef, Midhat-pacha, son état-major, les ulémas ou docteurs du Coran, ses soldats, les softas ou étudiants en théologie, ses moyens d'action, la presse, dont l'influence commença de travailler tous les pays de religion musulmane ; il avait pour adeptes presque tous les Ottomans, qui y voyaient leur dernier moyen de salut et peut-être l'instrument d'une belliqueuse renaissance. Le Croissant se relevait devant la Croix.

Les partis en présence, les événements allaient se préci-

piter. Abd-ul-Aziz, depuis son avènement en 1861, s'était soumis à l'action de l'Europe, au lendemain de la guerre de Crimée. Mais c'était un esprit faible, un caractère avili par des excès de toutes sortes. A-t-on d'ailleurs suffisamment remarqué l'incapacité intellectuelle et morale de tous ces sultans du XIXe siècle ? On dirait que le sang d'Osman est épuisé. Il fut facile à son entourage de fermer l'ère des réformes : elles n'avaient jamais été bien sérieuses. Le désordre administratif était toujours le même, le gouvernement des valis toujours aussi arbitraire et tyrannique, les impôts de plus en plus lourds, les charges accablantes, le malaise général, le trésor public vide. Le gouvernement ottoman fit banqueroute en 1875, se déclara impuissant à payer ses créanciers, la plupart européens et peu intéressants aux yeux du parti national. Grief nouveau que la Russie ne manqua pas d'enregistrer.

II. — Les insurrections et la conférence de Constantinople (1877-1878).

Sous l'inspiration de la réaction musulmane, à laquelle presque tous les fonctionnaires de la Porte étaient gagnés, les chrétiens de l'empire furent sans cesse inquiétés, maltraités, surchargés de contributions. Le joug ottoman s'appesantit sur leurs têtes dans le temps même où le panslavisme surexcitait leurs espérances. Cela suffit à expliquer l'agitation qui troubla bientôt toute la Turquie d'Europe. Comme en 1820, la crise prévue commença par des insurrections et des massacres.

Dans l'été de 1875, les habitants de l'Herzégovine se soulevèrent. Ils refusèrent les impôts, la corvée, attaquèrent les agents de la Porte, engagèrent quelques escarmouches dans la vallée de la Nareinta contre les garnisons turques. Le gouverneur, Dervisch-pacha, y conduisit des troupes ; il fut battu à Nevesigne, le 24 juillet. Des bandes chrétiennes se formèrent, sous des chefs hardis, comme Peko-Paulovitch, Luibibratich ; elles eurent leur quartier-général au couvent grec de Duze ; de nombreux villages furent incendiés ; des Serbes, des Monténégrins accoururent à l'aide des chrétiens.

Les consuls européens du pays intervinrent, demandèrent aux insurgés l'expression de leurs vœux : ils exigèrent la liberté religieuse, le droit de tester en justice, une milice

locale composée d'indigènes, la fixation et la perception régulière des impôts. Les consuls communiquèrent ces indications à la Porte, qui, par un iradé du 2 octobre, promit l'application à tout l'empire d'un plan général de réformes.

Cependant les troubles continuaient. Les Turcs furent battus à Muratovitch le 12 novembre, à Plana le 2 décembre, où 1.000 d'entre eux furent tués. Un nouvel iradé, le 12 décembre, promit l'organisation de conseils électifs où les chrétiens pourraient prendre part à l'administration du pays; ils devaient aussi avoir une gendarmerie locale. Ils n'y ajoutèrent pas confiance, marchèrent sur Niksitch, place forte à la frontière septentrionale du Monténégro, taillèrent en pièces une petite armée ennemie dans les défilés de la Duga, coupèrent la route de Raguse à Trébigne pour empêcher l'arrivée de renforts turcs (janvier 1876). A ces nouvelles, la Bulgarie elle aussi s'agitait; les jeunes gens de ce pays émigraient en masse, allaient chercher des armes en Russie, en Serbie. L'incendie menaçait de gagner toute la péninsule des Balkans; on pouvait craindre, en réponse, une explosion du fanatisme musulman.

Le gouvernement autrichien en redoutait les suites, dont la première devait être l'intervention de la Russie. Il prit les devants, et, du consentement des cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg, il adressa au divan, le 30 janvier 1876, la note Andrassy : « Les Puissances entendent qu'il soit mis un terme à une lutte ruineuse et sanglante, au moyen de réformes. Il faut que la religion chrétienne soit mise, en droit et en fait, sur le même pied que l'islamisme, que le fermage des impôts soit à tout jamais aboli, que l'exécution des réformes cesse d'être abandonnée à la discrétion des pachas, et, pour cela, que le contrôle de leur administration soit confié à une assemblée locale composée par moitié de chrétiens et de musulmans. »

Le Divan accepta les premières propositions de cette note; il refusa, au nom de la souveraineté du sultan, de soumettre son administration à un contrôle. D'ailleurs il ne fit rien dans le sens de ses promesses.

De l'Herzégovine, l'insurrection se répandit en Bosnie. Le chef Dukir enleva le village de Dubovic et en chassa les Turcs. Sélim-pacha fut forcé de battre en retraite. Les gouvernements de Serbie, de Monténégro armèrent et se préparèrent à une intervention. Le prince Milan de Serbie

parut résolu à se mettre à la tête d'un vaste mouvement slave, comme naguère le roi de Piémont à la tête des patriotes italiens. Le général russe Tchernaïef se mit à son service, et fut chargé d'abord de l'inspection des places fortes de la frontière.

Les Albanais musulmans, inquiets des progrès du Monténégro, prirent les armes. La Bulgarie se souleva en mai ; le centre de l'agitation était à Tatar-Bazardjik, entre Sofia et Philippopoli ; des agents de police turcs furent massacrés à Statiza. Les Musulmans y répondirent : les deux consuls allemand et français furent assassinés à Salonique, le 7 mai. Les Bulgares formèrent un gouvernement national secret, détruisirent la petite ville de Rakowitza. La Porte concentra de nombreuses troupes entre Routchouk, Widdin et Sofia.

Les trois empereurs se résolurent à une nouvelle action. Sur la proposition de Gortchakof fut rédigé le Memorandum de Berlin, autrement menaçant pour la Turquie que la note du 30 janvier. Ils exigeaient en Bosnie et Herzégovine la formation d'une commission de notables chrétiens, l'autorisation pour les chrétiens de rester armés jusqu'à l'entier accomplissement des iradés de l'année précédente, le droit pour les consuls ou délégués des grandes puissances de contrôler l'exécution des réformes; enfin le memorandum se terminait par cette déclaration : « si, au bout de deux mois, les puissances n'ont pas réussi à atteindre le but qu'elles se proposent, les trois cours impériales sont d'avis qu'il deviendra nécessaire d'ajouter à leur action diplomatique la sanction d'une entente en vue de mesures efficaces qui paraîtraient réclamées dans l'intérêt de la paix générale, pour arrêter le mal et en empêcher le développement ».

Il était à croire que les musulmans du parti national accueilleraient mal ces menaces. Ils y répondirent d'une façon pourtant imprévue [1]. Abd-ul-Aziz n'avait pas leur confiance. Dès le commencement de mai, 5 à 6.000 softas, armés sous leurs haillons, s'étaient présentés à la Sublime Porte; ils avaient exigé la destitution du grand-vizir Mahmoud, inféodé à la politique russe. Le sultan avait cédé, nommé Mehmed-Ruchdi grand-vizir et Haïroullah-effendi Cheikh-ul-Islam; mais il en avait gardé un vif ressentiment

1. *L'Angleterre et la Russie en Orient,* Revue d'histoire diplomatique, 1896, p. 73-83.

et parlait d'exterminer les turbulents softas comme son père avait exterminé les janissaires.

Il fut prévenu. Quelques régiments de Scutari passèrent la nuit le Bosphore. Suleïman-pacha, directeur de l'Ecole militaire de Péra, occupa, à la tête de ses élèves, avec quelques pièces d'artillerie, la colline qui domine Dolma-Baghtché, résidence du sultan. D'autres troupes complétèrent l'investissement du palais. Le ministre de la guerre alla chercher au sérail Mourad-effendi, neveu d'Abd-ul-Aziz. Le malheureux prince refusait de suivre ceux qui voulaient l'élever au trône à la place de son oncle. On l'entraîna au milieu de l'orage : une pluie torrentielle tombait, le tonnerre grondait, les éclairs embrasaient l'horizon de toutes parts. Mourad, trempé jusqu'aux os, en proie à d'indicibles terreurs, redoutant la vengeance d'Abd-ul-Aziz, répétait sans cesse en sanglotant : « Que vous ai-je donc fait, pour que vous vouliez ainsi me perdre ? »

Quand il fut arrivé au ministère de la guerre, où la plus grande pièce avait été convertie en salle du trône, le Cheikh-ul-Islam donna lecture d'un *fetva* déclarant conforme au Coran la déchéance d'Abd-ul-Aziz. Puis Mourad fut proclamé sultan par les ministres, le Cheikh-ul-Islam, les principaux ulémas, les chefs militaires et les fonctionnaires civils.

On se rendit alors au palais. Un officier de la garde se chargea d'annoncer à Abd-ul-Aziz que, par iradé du sultan Mourad, il lui était enjoint de quitter sans délai la résidence de Dolma-Baghtché et de se rendre avec sa famille au palais de Top-Capou. L'officier pénétra jusqu'au chef des eunuques, qui, à la vue des troupes assemblées autour des fenêtres, prit peur et courut auprès de la sultane-mère. Celle-ci épouvantée se rendit chez son fils. Abd-ul-Aziz dormait. On l'éveilla. En apprenant ce qui se passait, il entra dans une violente colère. Mais sa mère le supplia, lui dit le danger qu'il courait : elle était sûre qu'on le tuerait, s'il résistait. Eut-il peur, lui aussi ? Il se laissa calmer, entraîner par elle à demi vêtu, à travers les escaliers. Elle l'emmena à Top-Capou, toute heureuse de lui avoir sauvé la vie. Le nouveau sultan Mourad entra à Dolma-Baghtché, au milieu d'un grand cortège, au bruit d'interminables salves d'artillerie, d'acclamations fanatiques annonçant son avènement à la population (30 mai 1876).

Pour plus de sûreté, le 4 juin suivant, Abd-ul-Aziz fut

« suicidé », selon l'expression d'un narrateur de ces événements. Mourad cependant n'était pas encore le sultan qui convenait au parti national ; naturellement faible d'esprit, le drame de la nuit du 30 mai aggrava sa maladie mentale. Il fallut le déposer au bout de trois mois et le remplacer par son frère Abd-ul-Hamid II. Les musulmans « patriotes » pensaient pouvoir fonder sur lui de solides espérances; ils s'arrangèrent d'ailleurs pour le bien entourer.

Le règne d'Abd-ul-Hamid II s'ouvrit sous les plus sanglants auspices. La révolution du 30 mai avait paru être le signal de la débâcle définitive de la domination ottomane, et exalté les espérances des populations chrétiennes. Le prince Milan de Serbie quitta Belgrade le 29 juin, déclara la guerre au sultan le 1er juillet. Le prince Nicolas de Monténégro fit de même le 2 juillet. Les armées serbe et monténégrine ne coordonnèrent pas leurs mouvements, comme il aurait fallu ; il y avait entre Milan et Nicolas quelque jalousie: en prévision du partage qu'ils croyaient imminent, ils avaient des prétentions rivales et se défiaient l'un de l'autre. Nicolas occupa, dès le 11 juillet, tout le plateau de Gatzko, marcha sur Mostar, battit les Turcs à Vutchidol le 28 et leur tua 3.000 hommes. Mais Mouktar-pacha arriva avec des renforts et, se dirigeant sur Cettigne, obligea les Monténégrins à rentrer dans leurs montagnes. Le général Tchernaïef, commandant en chef des troupes serbes, franchit la frontière sur la Morava supérieure, enleva d'un coup de main le camp turc de Babina-glava, se jeta sur la place d'Ak-palanka, mais ne put s'en emparer.

La puissance militaire des Turcs était plus redoutable qu'on ne le supposait. Osman-pacha, de Widdin, contint les Serbes dans la région de Saïtschar et, menaçant ainsi leur gauche, brisa leur offensive. Ils perdirent Kniasevatz le 6 août; le généralisisme ottoman Abd-ul-Kerim franchit à son tour la frontière et marcha sur la citadelle serbe d'Alexinatz, devant laquelle il battit Tchernaïef le 1er septembre. Le prince Milan fut réduit à solliciter un armistice de dix jours, et en profita pour faire appel à l'intervention des puissances.

Ces combats de part et d'autre de la frontière turco-serbe avaient été l'occasion d'excès et de cruautés de toutes sortes. Les irréguliers turcs, Bachi-bouzouks et Tcherkesses, avaient donné carrière à leurs instints de brigandage et jeté la terreur autour d'eux. Ils avaient détruit

plus de soixante villages, tué hors du champ de bataille environ 10.000 chrétiens.

Alors se produisit le plus affreux épisode de ces luttes; il rappelle les massacres de Chio au temps de l'insurrection grecque. Ce furent les massacres de Bulgarie. La Porte, au milieu de la guerre contre la Serbie et le Monténégro, craignait que l'insurrection bulgare, sur les derrières de l'armée turque, ne compromît ses opérations. Le gouverneur de la Bulgarie, Chefket-pacha, reçut-il l'ordre « d'écraser l'insurrection sans regarder aux moyens? » Cela est vraisemblable. Des bandes de Bachi-bouzouks et de Circassiens appelés d'Asie furent lâchées sur la Bulgarie, et en quelques jours elle fut mise à feu et à sang. Ils assouvirent à l'aise leurs sauvages passions, brûlèrent les villages, massacrèrent les hommes au milieu des tortures les plus raffinées, violèrent ou éventrèrent les femmes, coupèrent en morceaux les enfants. Il y eut environ 25 à 30.000 victimes. L'insurrection fut écrasée complètement. Chefket-pacha fut comblé de faveurs et promu au poste de gouverneur général d'Erzeroum.

Les Serbes aussi subirent de nouvelles défaites, malgré l'infatigable ténacité du général Tchernaïef et le secours de nombreux volontaires russes ; ils allaient être obligés en octobre d'évacuer leur forteresse d'Alexinatz et d'abandonner aux Turcs toute la partie méridionale de la principauté. Déjà les généraux ottomans se réjouissaient à la pensée de marcher sur Belgrade, jadis la proie de Soliman le Magnifique, et sans doute ils se promettaient de châtier les Serbes comme les Bulgares. L'Europe pouvait-elle abandonner tous les chrétiens des Balkans à la merci des massacreurs? Il lui fallut se préparer à une intervention effective.

L'émotion avait été partout considérable à la nouvelle des événements de Bulgarie. M. Gladstone écrivit sur ces « atrocités » des phrases indignées qui retentirent à travers tout le continent et obligèrent le ministère Beaconsfield à quelque réserve dans l'appui qu'il prêtait à la Porte contre la Russie. Le tsar manifesta l'intention d'agir vigoureusement, même si les autres puissances hésitaient. Il allait être difficile de le retenir, comme il lui était difficile de résister à la pression de l'opinion publique de son empire.

L'instant était critique. Les musulmans comprirent le danger et cherchèrent le moyen de donner quelque satis-

faction à l'Europe, ou du moins à quelques-unes des grandes puissances, pour désagréger le concert européen. De cette idée partit le projet de doter l'empire ottoman d'une organisation constitutionnelle. Le 12 octobre, une circulaire du ministère des affaires étrangères de la Porte, Server-pacha, annonçait l'intention d'instituer une assemblée générale élue par les habitants des vilayets pour voter chaque année les lois, les impôts et le budget de l'Empire; elle serait assistée d'une autre assemblée nommée par le gouvernement et investie des attributions d'un Sénat. Une aussi importante réforme applicable à tous les États ottomans et émanée de la volonté du Sultan devait rendre superflues les réformes particulières que les puissances réclamaient pour l'Herzégovine et la Bulgarie.

Jusqu'à quel point ces affirmations libérales étaient-elles sincères chez les conseillers du sultan? Il est difficile de le déterminer. Quand la nouvelle constitution fut achevée, elle apparut beaucoup moins satisfaisante. Il convenait d'ailleurs au parti Jeune-Turc de limiter l'autorité absolue du sultan; car elle avait été, pendant tout le XIXe siècle, l'instrument de l'influence européenne et de la décadence de l'Empire; il ne déplaisait pas aux patriotes qu'elle fût entourée de garanties qui seraient assurées aux musulmans et non aux chrétiens. Il semble bien pour l'instant que ces belles promesses étaient avant tout destinées à éviter l'intervention de l'Europe. Elles ne furent pas prises au sérieux, la déloyauté de la Porte ayant été fréquemment éprouvée. En outre, le gouvernement russe, sans y ajouter foi non plus, se montra choqué que le sultan parlât de constitution; il y vit une épigramme à son adresse, d'autant mieux que l'opinion libérale en Russie s'agita quelque peu et que le tsar fut obligé de sévir contre plusieurs journaux.

Dès lors la diplomatie russe accentua son action et prétendit en finir avec toutes les comédies de la Porte. Le temps pressait. La Serbie était menacée d'une sanglante exécution. Le tsar envoya à Constantinople le général Ignatief, porteur d'un véritable ultimatum. Il arriva à la Porte le 15 octobre, et aussitôt exigea d'elle la promesse de l'autonomie de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Bulgarie, l'acceptation du contrôle européen sur toutes les réformes nécessaires, et, en attendant, un armistice pour la Serbie et le Monténégro. Le gouvernement ottoman essaya de traîner les choses en longueur. Le 30 octobre, Ignatief lui

adressa la sommation de conclure l'armistice dans les quarante-huit heures; sinon, il quitterait immédiatement Constantinople, et la Turquie devait savoir ce qu'elle aurait ensuite à redouter. Terrifié par cette arrogance, le sultan accorda l'armistice le 2 novembre. La Serbie était sauvée. Ignatief venait de faire comme autrefois Menchikof et avec plus de succès.

Le ministère anglais s'en effraya, ordonna à sa flotte d'aller mouiller à Besika, à l'entrée des Dardanelles, et lord Beaconsfield, dans un banquet solennel, tint le langage le plus belliqueux[1] : « La guerre peut éclater; il n'y a pas une nation au monde qui mieux que ce pays soit préparée à la soutenir ». Le tsar y répondit, dans un discours aux nobles de Moscou, en déclarant que, « s'il ne pouvait obtenir, avec le concours de l'Europe, les garanties qu'il était en droit d'exiger de la Turquie, il était bien résolu à agir seul et avait la certitude que, dans une pareille lutte, le pays tout entier serait avec lui ».

Mais le gouvernement anglais ne pouvait pas compter sur la France comme en 1853, et, outre que la cause de la Turquie était assez peu recommandable, il n'envisageait pas sans anxiété la perspective d'une lutte avec la Russie. Il juga plus adroit d'essayer encore de la conciliation, et fut disposé à prendre part à une conférence qui aurait pleins pouvoirs pour régler les difficultés pendantes.

En se rendant à Constantinople, le secrétaire d'État aux affaires étrangères, lord Salisbury, passa par Berlin. Bismarck lui déclara que l'occupation de la Bulgarie par la Russie lui paraîtrait légitime, que le gouvernement allemand ne cherchait qu'à maintenir l'harmonie entre ses alliés, les empereurs d'Autriche et de Russie, qu'il était absolument désintéressé dans toutes les affaires orientales, et qu'à ses yeux « la question d'Orient ne valait pas les os d'un grenadier poméranien ».

La conférence de Constantinople tint sa première séance le 11 décembre. L'Angleterre y était représentée par lord Salisbury et lord Elliot, l'Allemagne par le baron de Werther, l'Autriche-Hongrie par le comte Zichy et le baron de Calice, la France par le baron de Bourgoing et le comte de Chaudordy, l'Italie par le comte Corti, et la Russie par le général Ignatief.

1. Debidour, *Histoire diplomatique*, II, p. 497. Paris, F. Alcan.

Après quelques pénibles séances, elle aboutit à un programme pourtant très net : elle demandait quelques agrandissements de territoires pour la Serbie et le Monténégro, une administration autonome pour la Bosnie et l'Herzégovine avec un gouverneur nommé pour cinq ans par le sultan d'accord avec les puissances, un régime analogue pour la partie de la Bulgarie située au nord des Balkans, et, pour le reste de ce pays, des institutions régulières destinées à garantir les populations de tout arbitraire. Ces provinces devaient être occupées par des troupes belges jusqu'à l'accomplissement de la réforme, qui serait contrôlée par une commission internationale.

Le jour même où les intentions des puissances furent notifiées à la Porte, Midhat-pacha, qui venait d'être élevé au grand-vizirat, promulgua solennellement la constitution annoncée en octobre. Des salves d'artillerie en saluèrent la proclamation et annoncèrent au monde ce grand événement qui « inscrivait dans les fastes de l'Empire ottoman une date ineffaçable » : ce sont les expressions de la circulaire adressée à cette occasion par le ministre des affaires étrangères aux représentants de la Porte auprès des cabinets européens. Il y affirmait que les institutions nouvelles allaient « fonder à jamais le règne de la liberté, de la justice et de l'égalité, c'est-à-dire le triomphe de la civilisation ». Il ajoutait que la constitution n'était pas une promesse, mais « un acte réel et formel devenu la propriété de tous les Ottomans, par la volonté de Sa Majesté le Sultan ».

Cette fameuse constitution du 24 décembre 1876 établissait un Conseil de ministres responsables, une Assemblée Générale composée de deux Chambres, un Sénat nommé par le gouvernement et une Chambre de Députés élus par tous les habitants de l'Empire ; elle garantissait la liberté de la presse et des réunions, instituait l'inamovibilité de la magistrature et l'enseignement primaire obligatoire. Vaut-elle la peine d'une étude approfondie, d'une attention intéressée ? L'application qu'elle reçut permet de répondre non. Notons seulement qu'elle maintenait l'Islam comme religion de l'État, que les élections à la Chambre, comme aux conseils des vilayets, restaient soumises à l'arbitraire des pachas, que le Sénat nommé par le gouvernement serait presque exclusivement composé de musulmans et que l'Europe eût été bien naïve à attribuer à cet acte toute la vertu que la Porte prétendait en espérer.

En somme, si elle ne fut pas une moquerie, elle fut pour le sultan un moyen d'échapper aux exigences des grandes puissances. Elles demandaient quelques réformes particulières ; il accordait toute une constitution, aussi libérale que celles qui l'étaient le plus en Europe. Pouvait-il faire mieux ?

La Conférence ne se prêta pas à cette comédie. Elle fit preuve pourtant de bonne volonté et réduisit ses réclamations au minimum : sans plus parler d'extension territoriale pour la Serbie et le Monténégro, elle demanda la reconnaissance de l'autonomie de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Bulgarie, sous le contrôle d'une commission internationale.

Les ministres ottomans ne voulaient accepter aucun contrôle qui eût mis en tutelle la souveraineté du sultan. C'est un point sur lequel ils n'ont jamais transigé. Le sultan réunit un divan extraordinaire de 180 des principaux dignitaires de l'empire : l'assemblée se prononça pour un refus catégorique. Cette décision fut communiquée le 20 janvier aux représentants des puissances, qui, le lendemain et le surlendemain, quittèrent tous Constantinople. Quelques jours après, le 5 février, Abd-ul-Hamid enlevait le grand-vizirat à l'homme de la réforme, Midhat-pacha. On pouvait prévoir par là le cas qu'il ferait de la constitution ottomane.

La guerre était inévitable. La Russie pressa ses armements en Bessarabie. Le prince Gortchakof demanda aux puissances quelles mesures elles comptaient prendre pour mettre à la raison le gouvernement ottoman. Par l'entremise de Bismarck, une convention fut signée à Reichstadt entre l'Autriche et la Russie. L'Autriche s'engageait à la neutralité, à condition que la Russie n'établirait son protectorat exclusif sur aucune province ottomane, que toutes les puissances signataires des traités de Paris et de Londres de 1856 et 1871 seraient appelées à se prononcer sur les résultats de la guerre, qu'en aucun cas la Russie ne ferait aucune acquisition territoriale sur la rive droite du Danube, qu'elle ne toucherait pas à Constantinople. Le gouvernement russe pensait sans doute que les chances de la guerre modifieraient cet arrangement : l'essentiel pour le moment était que l'Europe le laissât se battre.

L'Angleterre fit un dernier effort pour empêcher cette guerre dont elle craignait les conséquences. Le 1er mars,

elle obtint la signature de la paix entre la Serbie et la Turquie ; puis elle demanda la réunion d'une nouvelle conférence à Londres : « par la note collective du 31 mars, la Porte fut mise en demeure d'exécuter les réformes demandées, de ramener son armée sur le pied de paix ; elle était avertie que les puissances veilleraient avec soin, par leurs ambassadeurs à Constantinople, sur la façon dont ses promesses seraient tenues ; enfin, si le malaise dont souffrait l'Orient se prolongeait, les gouvernements européens se réservaient d'aviser en commun aux moyens qu'ils jugeraient les plus propres à assurer le bien-être des populations chrétiennes et les intérêts de la paix générale. »

La Russie eut peur que la Porte ne cédât. Elle ajouta à la note collective une sommation particulière : « Si la Porte accepte les conseils de l'Europe et les termes du protocole de Londres, qu'elle envoie un ambassadeur spécial à Saint-Pétersbourg pour traiter du désarmement. »

Le gouvernement ottoman soumit ces exigences hautaines à la Chambre des Députés, réunie selon la constitution. Elle se prononça naturellement pour un rejet pur et simple. Alors, dans un langage très fier, il déclara que le vote de la représentation nationale lui marquait son devoir : « Nous exécuterons les réformes promises sans acception de provinces, de croyances ou de classes ; nous désarmerons si la Russie désarme ; mais nous protestons contre la tutelle humiliante que l'Europe voudrait étendre sur nous, contrairement au traité de Paris, et au mépris du droit des gens », 9 avril.

Le 16 avril, le gouvernement russe signait avec la Roumanie une convention militaire, par laquelle, moyennant le libre passage de ses troupes, il lui promettait la reconnaissance de son indépendance complète. Le 24, le tsar donnait l'ordre à son armée de franchir la frontière ottomane, « pour obtenir par la force ce que les efforts unanimes des puissances n'avaient pas réussi à obtenir par la persuasion ».

L'Angleterre tenta bien encore d'arrêter la Russie. Elle lui refusa le droit d'agir au nom de l'Europe, lui reprocha d'avoir rendu la paix impossible par ses armements et ses violences de langage, la déclara exclue du concert européen, renforça ses garnisons de Gibraltar et de Malte, ses escadres de l'Archipel. Mais, impuissante à rien empêcher, elle se contenta ensuite de demander au tsar le respect des

intérêts anglais dans le Levant : il s'engagea sans peine à respecter l'Egypte, le canal de Suez, à ne pas occuper Constantinople ni les détroits. » — 8 juin. — Les hostilités étaient déjà commencées depuis quelques semaines.

III. — La guerre (Mai 1877-février 1878).

Il n'y a pas de circonstances plus solennelles dans toute l'histoire de la question d'Orient. Jamais la Russie n'avait tenu l'empire ottoman aussi complètement à sa merci : en 1829, il lui avait fallu tenir compte des intérêts de la triple alliance dont elle faisait partie ; en 1853, elle avait été arrêtée par ses alliés de 1829. En 1877, elle n'avait plus à craindre l'opposition de la France, et sans la France l'Angleterre était impuissante. Elle comptait enfin sur l'Allemagne capable de contenir l'Autriche-Hongrie. Il semblait bien qu'il s'agît du sort même de la Turquie ; les armées russes allaient sans doute franchir le Danube, pénétrer en Bulgarie, appeler toutes les populations chrétiennes à la croisade suprême, jeter en bas le trône du sultan et planter la croix sur Sainte-Sophie. En dépit des ménagements diplomatiques, des engagements mêmes qu'il avait dû prendre, le tsar n'eut-il pas la vision d'une entrée triomphale à Constantinople, ou Tsarigrad, comme disent les Russes, la Ville Impériale ? Et, sans l'intervention de l'Europe, ce rêve ne fût-il pas devenu une réalité ? Car c'est encore l'Europe chrétienne qui arracha le sultan aux mains du tsar.

Ce n'est pas que les Turcs fussent une proie toute offerte aux armées russes. Ils furent de redoutables adversaires et tinrent la fortune hésitante pendant une longue campagne. Mais du jour où la Russie fit effort de tous ses contingents disponibles, ils furent écrasés.

Les Russes ne pouvaient rien par la mer Noire : c'était la conséquence non encore effacée du traité de Paris. Les vaisseaux turcs y étaient les maîtres : ils bombardèrent de bonne heure Poti et Soukhoum-kaleh, et mirent toutes les côtes russes en état de blocus. Peut-être même auraient-ils pu profiter mieux de leurs avantages ; mais, dans toute cette guerre, les Turcs se montrèrent absolument incapables d'offensive. Ils se défendirent bien, n'eurent pas d'autre ambition.

Les Russes étaient, par leur alliance avec la Roumanie,

maîtres de la rive gauche du Danube ; l'armée roumaine, sous le commandement du prince Charles, formait leur extrême aile droite, vers Craïova et Kalafat, où elle conservait son indépendance, comme les Piémontais à côté des Français pendant la guerre de 1859. Le passage du Danube était difficile : la rive gauche est plus basse que la rive droite ; elle est plate, découverte, marécageuse le plus souvent ; les moindres opérations y étaient faciles à surveiller. Les eaux du fleuve étaient hautes, sillonnées de torpilles et de toute une flottille de bâtiments turcs auxquels les Russes n'avaient rien à opposer. La rive droite était gardée par de bonnes forteresses, par 220.000 Ottomans, sous le commandement supérieur d'Achmet-Eyub-pacha ; grâce à la mauvaise administration de la Porte, les routes de Bulgarie étaient presque impraticables, et la marche d'une armée d'invasion y devait être sans cesse retardée. Les Russes étaient pourtant obligés de franchir le Danube au centre de la Bulgarie : la Serbie était trop loin, et il ne leur convenait pas de laisser leurs communications à la merci de l'Autriche. Inférieurs sur mer, ils ne pouvaient s'appuyer à la côte. Malgré tous ces obstacles, ils passèrent le fleuve presque sans peine, et ce fut une première et très grave faute des Turcs que de n'avoir pas su s'y opposer.

L'armée russe était sous le commandement du grand-duc Nicolas, frère du tsar. Alexandre II était venu lui-même en Roumanie avec la plupart de ses ministres, et il avait pris sa résidence à la petite ville de Ploiesci, au nord de Bucharest. Au commencement de juin, les Russes formèrent, tout au long de la rive gauche, un rideau de troupes, partout à peu près également épais, de façon à ne pas trahir l'endroit où ils tenteraient le passage. Pendant ces opérations préparatoires, quelques détachements de Cosaques réussirent à atteindre la rive bulgare pour jeter le désordre parmi les Turcs ; quelques batteries bien placées couvrirent de boulets les petits bâtiments turcs ; ainsi leur plus beau vapeur, le *Lufti-Djelil*, fut coulé dès le 10 mai ; ce fut ensuite le tour du *Seïfi*, du *Hifz-ül-Rachman*, détruits tous deux par des torpilles russes. La flottille ottomane se trouva à peu près impuissante.

Le 22 juin, les Russes parurent se porter en masses profondes sur leur gauche, vers Braïla-Galatz. Le général Zimmermann y passa le fleuve à travers les marécages et répandit ses troupes sur la Dobroudja. Les Turcs reculèrent

jusqu'au rempart de Trajan, y concentrèrent des troupes nombreuses, pensant que la plus grande partie de l'armée ennemie allait suivre le général Zimmermann. Ce n'était qu'une feinte.

Cependant le grand-duc Nicolas avait fixé le principal point de passage à Zimnitza, en face de Sistova, à l'endroit où le fleuve se rapproche le plus des Balkans. Pour donner le change, le tsar s'était porté de Ploiesci à Turnu-Magurele, en face de Nicopolis, et les attachés militaires étrangers, qui suivaient l'état-major russe, avaient été tous trompés sur ses intentions. L'armée se rangea en silence en arrière de Zimnitza, sous la direction des généraux Dragomirow et Richter. Elle commença à passer sur des radeaux dans la nuit du 26 au 27 juin ; elle ne trouva que quelques bataillons turcs en face d'elle : le général Skobelef, arrivé l'un des premiers sur l'autre rive, les dispersa sans beaucoup de peine. L'opération se continuait si aisément que le général Dragomirow craignit un piège et se hâta de rejoindre Skobelef. Les Turcs avaient abandonné Sistova : la ville fut occupée sans coup férir le matin du 27 juin, et, les jours suivants, l'armée russe franchit le Danube presque aussi commodément que si elle avait été en pays ami. Le tsar vint à Sistova le 28, y passa les troupes en revue, se rendit à l'église au milieu d'un grand enthousiasme, par les rues jonchées de fleurs, y entendit un Te Deum et communia. Le 2 juillet, la cavalerie du général Gourko entra dans Biela, sur la Jantra, et des éclaireurs partirent dans toutes les directions à travers la Bulgarie, jusqu'au Vid à droite, au Lom à gauche, aux Balkans vers le Sud. Toute cette opération avait été conduite « avec une finesse et un talent merveilleux ».

Qu'allaient faire les Russes ? La masse de l'armée ottomane était concentrée dans le quadrilatère Routchouk-Silistrie-Varna-Choumla, ainsi en face du général Zimmermann et sur le flanc gauche de la principale armée russe. Fallait-il entreprendre la conquête de toutes ces places fortes ? Ce pouvait être long. Ce serait assurément peu brillant, et il importait, pour répondre à l'attente des populations chrétiennes, de frapper fort et vite. L'état-major russe se décida à tenter une pointe rapide à travers les Balkans, sur Andrinople et Constantinople. L'entreprise fut confiée à un admirable général de cavalerie, Gourko ; pendant qu'elle s'accomplirait, le reste de l'armée, sous le grand-duc Nico-

las, occuperait fortement la ligne de la Jantra, pour observer les mouvements des Turcs et conserver les communications avec le Danube et la Roumanie.

Gourko quitte Biéla le 3 juillet, marche sur Tirnova : la garnison turque de cette ville se retire à l'est, vers Osman-bazar et Choumla. Maîtres de Tirnova le 7, les Russes pénètrent dans la montagne. Les routes sont mauvaises, les cols très difficiles aux chevaux; les canons, les caissons sont, pour ainsi dire, portés sur les épaules des soldats. Gourko évite la passe de Chipka, qui doit être la mieux gardée ; il prend, un peu à l'est, l'étroit défilé d'Haïnkœi : il n'y rencontre point d'ennemis, entre le 13 juillet dans Kazanlik sur la Toundja, prend à revers par le sud le col de Chipka. La garnison ottomane a le temps de fuir ; mais Gourko opère sa jonction avec le reste de sa petite armée : il tient deux des principaux défilés de la montagne ; la Roumélie est ouverte. Ses éclaireurs courent le long de la Toundja, jusqu'à la Maritza, jusqu'au chemin de fer de Yamboli, — 20 juillet. Allait-il donc enlever Andrinople avec sa cavalerie, pousser jusqu'à Constantinople ?

Il se heurta quelques jours après à des forces considérables, à toute une nouvelle armée turque qui surgit tout à coup en avant d'Andrinople. C'était celle de Suleïman-pacha. Elle était le 11 juillet encore dans le Monténégro ; elle s'était embarquée le 16 à Antivari, elle avait débarqué le 19 à Dédé-agatch, et, par la voie ferrée, se trouvait concentrée, par un vrai chef-d'œuvre de rapidité et de précision, entre Karabunar et Tirnova. Sa droite, par-dessus les Balkans, à travers le défilé de Demir-Kapou, rejoignait l'aile gauche de la principale armée turque du quadrilatère. Elle esquissa bientôt un mouvement offensif, refoula les cavaliers de Gourko en leur infligeant des pertes importantes, les obligea à repasser le col d'Haïnkœi, réoccupa Kazanlik. Les Russes ne purent tenir qu'à l'entrée septentrionale du col de Chipka, où ils élevèrent des retranchements solides que garda le général Radetzki.

D'autres évènements d'ailleurs obligeaient les Russes à la prudence et brisaient leur offensive trop hâtive. Le vieil Achmet-Eyub-pacha avait été remplacé à la tête des Turcs du quadrilatère par Méhémet-Ali. Celui-ci, d'origine française, descendant de protestants jadis émigrés en Allemagne, s'appelait, de son nom de chrétien, Charles Detroit, était fils d'un musicien de Magdebourg ; engagé dans l'ar-

mée ottomane et converti à la religion de Mahomet, il était vite ainsi arrivé aux plus hauts grades. Il en était digne. Attaqué par l'aile gauche des Russes, sous le prince héritier, sur la ligne Routchouk-Choumla, il fit très bonne contenance, obligea aussi le général Zimmermann à rester dans la Dobroudja où ses troupes souffrirent beaucoup des maladies.

Surtout, à leur droite, les Russes rencontrèrent une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas. De ce côté ils étaient commandés par le général Krüdener. Il s'empara le 16 juillet de Nicopolis, et aussitôt chargea le général Schilder d'occuper Plevna, position importante, à la croisée des routes de Nicopolis à Lowatz et de Sistova à Sofia. Schilder y rencontra Osman-pacha, qui, de Widdin, était venu se retrancher avec 40.000 hommes et 90 canons sur les collines qui dominent la rive droite du Wid. Les Russes se jetèrent sur ces retranchements, furent repoussés avec de grosses pertes, rejetés en désordre sur Biela et Nicopolis, — 20 juillet. Le général Krüdener accourut, et, envoyant Skobelef au sud pour prendre Lowatz et couper aux Turcs la route de Sofia, il attaqua Plevna avec toutes ses forces : il fut complètement battu le 30 juillet, perdit 8.000 hommes, recula jusqu'au Danube. Ce fut pour les Russes une dure surprise et un douloureux temps d'arrêt. Une panique même faillit désorganiser l'armée principale; la défaite fut racontée, avec les exagérations ordinaires, à Sistova, à Bucharest, dans toute l'Europe. Ce fut partout la soudaine révélation de la puissance militaire des Ottomans et du génie d'Osman-pacha.

Les Russes ne voulurent pas laisser cette impression se préciser. Le généralissime, grand-duc Nicolas, laissant un simple corps d'observation devant le quadrilatère, conduisit toute l'armée — 70.000 hommes — devant Plevna et mit son quartier-général à Pélisat. Plaçant l'armée roumaine à sa droite au nord de la ville, Skobelef à gauche à Lowatz, il prépara une attaque décisive pour le 11 septembre, jour anniversaire de la naissance du tsar. L'aile droite roumaine se conduisit très bien et enleva les retranchements turcs qui étaient devant elle ; Skobelef fit des prodiges à l'aile gauche et poussa l'ennemi jusqu'auprès de Plevna. Mais le subit de grosses pertes, échoua dans toutes ses tentatives, perdit 16.000 tués ou blessés. Le grand-duc Nicolas dut

ordonner la retraite et Skobelef désespéré abandonna les positions conquises. C'était un désastre ; non pas qu'Osman-pacha, affaibli par la bataille et privé de secours fût capable de prendre l'offensive ; mais le succès de l'invasion russe était compromis : comment reprendre la marche par les Balkans, avec Plevna sur la droite, et le quadrilatère bien défendu sur la gauche ?

D'autres échecs en Asie aggravaient encore la situation. Au sud du Caucase, le grand-duc Michel et le général Loris Mélikof avaient devant eux Mouktar-pacha, à la tête de 100.000 hommes. Une colonne russe, maltraitée au bord de la mer Noire par le tir des vaisseaux turcs, ne put enlever Batoum. L'armée principale prit Ardagan, pendant que l'aile gauche entrait dans Bayazid ; Kars, objectif de cette campagne, était investi. Mais Mouktar-pacha remporta, le 21 juin, la victoire de Halijas sur cette aile gauche, le 25 juin celle de Zewin sur le centre russe. Melikof fut encore battu le 25 août à Kysil-Tapa, et le sultan donna à Mouktar-pacha le glorieux surnom de Ghazi ou Victorieux. Les Russes repassèrent la frontière, emmenant avec eux un grand nombre d'Arméniens qui redoutaient la vengeance des Turcs. Les populations musulmanes du Caucase, encore mal soumises, s'agitèrent et il fallut y envoyer des troupes pour y rétablir l'ordre.

Les Russes ne pouvaient plus espérer conduire contre les Turcs une campagne de surprise ; il leur fallait reprendre les opérations sur de nouveaux plans, ne plus rien laisser au hasard, appeler tous les contingents disponibles, même la garde impériale. Ce furent les résolutions prises au grand conseil de guerre du 15 septembre. En attendant l'arrivée des nouvelles armées, ils durent contenir les Turcs du quadrilatère, et, pendant quelques semaines, il sembla que Méhémet-Ali allait tirer toutes les conséquences des victoires d'Osman-pacha et achever la défaite des envahisseurs ; il y fût peut-être parvenu s'il n'avait été gêné par l'opposition des autres généraux turcs, jaloux de son autorité : il s'entendait mal en particulier avec Achmet-Eyub, l'ancien généralissime, devenu son lieutenant à l'aile droite, et il était l'ennemi personnel de Suleïman-pacha, le chef de l'armée de Roumélie.

Il fit pourtant des efforts très louables. Il eût voulu se rapprocher des Balkans pour s'appuyer sur l'armée de Suleïman : Achmet-Eyub préférait, le long du Danube,

tenter de couper la retraite des Russes. Malgré ces dissentiments, malgré la mollesse de certains généraux, comme le prince égyptien Hassan, qui traînait avec lui un luxe encombrant, Méhémet battit les Russes du prince héritier à Kaceljevo le 5 septembre, à Verboka-Carkiœi le 21, et réoccupa toute la ligne de Lom. Faisant alors toutes les concessions possibles à Achmet-Eyub, il voulait pousser plus loin, marcher sur Biela, tendre la main à Osman-pacha, peut-être rejeter les Russes sur la rive gauche du Danube, achever ainsi la campagne. Son activité fut impuissante à secouer l'inertie de ses rivaux, à arracher ses troupes à leur répugnance pour l'offensive. Il fut bientôt victime des intrigues du sérail : il fut destitué de son commandement, remplacé par Suleïman-pacha ; celui-ci laissa son armée devant Chipka, vint se mettre à la tête des troupes du quadrilatère ; pour ne pas faire comme son prédécesseur détesté, il ramena les Turcs sur la rive droite du Lom et attendit les évènements. Qui sait quel aurait été le sort de la campagne, si les Ottomans avaient été mieux commandés ?

Les Russes eurent le temps d'amener 300.000 hommes autour de Sistova et de préparer l'investissement de Plevna. Il ne s'agissait plus d'enlever la place de vive force, mais de la réduire par la famine. Car, dans ses retranchements improvisés, Osman-pacha n'avait pas pu amasser d'abondantes ressources. La direction du siège fut confiée à Todtleben, le défenseur de Sébastopol en 1855. Il entoura la ville d'ouvrages bien garnis de canons. Gourko, revenu de Russie à la tête d'une petite armée très légère, enleva Lowatz au sud, Telisch au sud-ouest, coupa toutes les communications avec Sofia, jeta ses cavaliers à travers la campagne pour arrêter les vivres, acheva d'enfermer Plevna dans un cercle impénétrable. 120.000 Russes enserrèrent les Turcs sur les deux rives du Wid, le grand-duc Nicolas et les Roumains à droite, le général Ganjecki à gauche. Cependant Todtleben, sûr du résultat scientifiquement préparé, songeait au lendemain, éclairait la route de Troïan et celle de Gabrova vers les Balkans, concentrait toutes les troupes légères sous Gourko : la ville et l'armée turque prises, on marcherait d'une irrésistible poussée par les montagnes, vers Andrinople, vers Constantinople ; on frapperait sur la Turquie le coup de grâce.

Les approvisionnements d'Osman-pacha ne pouvaient soutenir son armée que jusqu'au commencement de décem-

bre. Il ne pouvait échapper à la capitulation que par une sortie : Todtleben le savait, et avait pris ses précautions en conséquence ; à la moindre alerte, toute l'armée russe devait se trouver massée en un seul point et y écraser les assiégés. Ce devait être le moment critique : on l'attendait d'un jour à l'autre. Le tsar Alexandre était venu au camp des assiégeants.

Le 28 novembre, le général turc, faisant une fausse attaque à l'est pour tâcher de tromper l'ennemi, se jeta avec 30.000 hommes sur les troupes du général Ganjecki à l'ouest, franchit le Wid, porta toutes ses forces à l'assaut des retranchements russes de la rive gauche. Tous ses efforts furent inutiles ; il eut beau payer de sa personne ; il fut blessé à la cuisse, rejeté sur la rive droite. Cependant les Russes avaient enlevé les redoutes abandonnées à l'est de Plevna, étaient entrés dans la ville, l'avaient traversée en courant, et enveloppaient la petite armée ottomane le long de la rivière. Une résistance plus longue eût été folle ; Osman-pacha se livra aux vainqueurs avec les restes de ses troupes.

D'autres succès en Asie complétèrent celui-là. Le général Loris Melikof, avec des renforts, put reprendre l'offensive contre Mouktar-pacha au commencement d'octobre. Il le battit le 15 à Winsikiof et fit capituler une partie de ses troupes. Le général Lazaref, chargé d'assiéger Kars, s'en empara d'un coup de main le 18 novembre et y fit 17.000 prisonniers. Mélikof se porta sur Erzeroum, et ses éclaireurs parurent aux environs de Trébizonde.

Une dernière marche, presque triomphale, des Russes les conduisit en vue de Constantinople. Les Serbes déclarèrent de nouveau la guerre au sultan le 14 décembre, essayèrent de s'emparer de la voie ferrée, vers Nisch et Mitrovitza ; ils descendirent ensuite sur Prizrend, la vieille capitale serbe, y firent capituler une division turque, tournèrent à l'ouest la ligne des Balkans. Le tsar rentré en Russie pour veiller aux complications diplomatiques qui pouvaient se produire, Gourko reprit, avec des forces plus nombreuses, sa course interrompue en juillet. Dès le 24 novembre, il avait enlevé Étropol, au nord-est de Sofia. Suleïman-pacha avait été rappelé du quadrilatère et se trouvait, avec la plus grande partie de ses forces, — 130.000 hommes, — au sud des Balkans, son quartier-général à Tatar-Bazardjik. Pendant que Radetzki, avec des troupes

fraîches, reprenait l'offensive en avant du col de Chipka, Gourko occupa Bugarowo le 1er janvier 1878, Sofia le 5, poussa devant lui les Turcs sur Philippopoli, leur livra une chaude bataille le 15 et le 16 janvier. Skobelef et Radetzki firent capituler 25.000 ennemis à Senovo, près de Chipka : Suleiman, pris entre Gourko et Radetzki, fut obligé de reculer. Le quartier-général russe put bientôt s'établir à Kazanlik. La Roumélie de nouveau ouverte, Gourko entra à Andrinople le 20 janvier. Le grand-duc Nicolas y reçut le lendemain deux ministres du sultan envoyés pour traiter d'un armistice.

Les Russes s'arrêteraient-ils là ? N'iraient-ils pas jusqu'à la capitale ottomane ? Dès le début de la guerre, il entrait dans les plans de l'état-major impérial « de frapper au centre de la puissance turque, de marcher sur Constantinople, et d'y dicter les conditions d'une paix durable »[1]. On citait un mot du grand-duc Nicolas : « J'ai l'ordre de ne m'arrêter devant rien, de marcher sur Constantinople, et je marcherai ». Mais Gortchakof craignait l'Angleterre dont la flotte était à Besika, prête à passer les Dardanelles ; il se sentait lié par la convention du 8 juin 1877 : il s'était engagé à n'occuper ni Constantinople ni les Dardanelles ; les mêmes promesses avaient été faites à l'Autriche et à l'Allemagne : fallait-il risquer un conflit européen quand on avait difficilement vaincu les seuls Turcs ?

Arrivé à Andrinople, la route libre jusqu'à Constantinople, Nicolas songea à passer outre aux craintes du chancelier, « un vieux radoteur tombé en enfance, devenu complètement fou », disait-on au quartier-général. « Si Dieu le veut, s'écriait le généralissime, je fixerai sur les murs de Tsarigrad l'écu aux armes de la Russie. » Et il semble que telle était la secrète espérance du tsar lui-même : « Si c'est l'arrêt du destin, disait-il à son entourage, que le grand-duc plante donc la croix sur Sainte-Sophie ! » Ils s'en rapportèrent trop au destin ; il y a pourtant un proverbe qui dit : Aide-toi, le ciel t'aidera. Nicolas, avant de prendre une résolution, demanda à Saint-Pétersbourg l'autorisation de

1. *Les Russes devant Constantinople*, article d'un anonyme russe, d'après le Mémorial de la guerre d'Orient, écrit sous la dictée du grand-duc Nicolas, depuis le départ de Saint-Pétersbourg — 19 janvier 1877 — jusqu'au départ de San-Stéfano — 18 avril 1878 — *Revue de Paris*, 15 juillet 1897.

faire occuper Gallipoli, pour barrer la route aux vaisseaux anglais. On la lui refusa, avec la pensée peut-être qu'il s'en passerait. Il n'osa. Trop discipliné, ou effrayé des conséquences, il obéit à ses instructions écrites, et non aux désirs inavoués de son gouvernement.

Il se vit dans une position critique : les Anglais à Besika, les Turcs maîtres toujours du quadrilatère, la Roumanie mécontente et lasse de la guerre, l'Autriche menaçante, l'armée russe fatiguée elle-même ; Andrinople pouvait être prise dans un cercle d'ennemis et toutes ses victoires compromises. Il signa l'armistice d'Andrinople — 30 janvier.

Mais les Anglais, par précaution, franchirent les Dardanelles, et vinrent jeter l'ancre aux îles des Princes, à l'entrée du Bosphore, en vue de Constantinople. Le tsar irrité rendit au grand-duc sa liberté d'action, l'autorisa à conduire ses troupes dans Constantinople, « même par la force », si les Anglais avançaient. Le grand-duc s'établit à San Stefano, un faubourg de la capitale, prépara l'attaque. Le sultan supplia les Anglais de se retirer ; ils levèrent l'ancre : les Russes n'entrèrent pas dans Tsarigrad. Ils eurent peut-être tort de ne pas saisir cette occasion unique ; ils comptèrent sur l'habileté de leur diplomatie, sur l'appui du prince de Bismarck, et pensèrent obtenir par des négociations, sans risquer une guerre européenne, les avantages qu'ils auraient pu se promettre de l'occupation de Constantinople.

La convention d'Andrinople indiquait les bases du traité à intervenir : indépendance et agrandissement de la Roumanie et de la Serbie, agrandissement du Monténégro, constitution de la Bulgarie en principauté autonome, administration autonome assurée à la Bosnie, à l'Herzégovine et aux autres provinces chrétiennes, paiement d'une indemnité de guerre à la Russie. Ces conditions étaient dans l'ensemble conformes aux principes de la conférence de Constantinople et du protocole du 31 mars 1877. Cependant il fallait savoir dans quelles limites la Russie prétendait établir la principauté nouvelle de Bulgarie : là se portait l'attention des cabinets européens. La question bulgare fut d'ailleurs le point essentiel des négociations qui suivirent la guerre des Balkans.

L'Angleterre inquiète était toute prête à intervenir ; elle renforçait ses garnisons de Malte et de Gibraltar ; elle manifestait l'intention d'embarquer une partie des troupes

de l'Inde. L'Autriche-Hongrie mobilisait aussi les corps d'armée de sa frontière méridionale; elle demandait la réunion d'une conférence européenne. Quant à Bismarck, il déclarait solennellement au Reichstag qu'il ne chercherait qu'à garantir la paix, qu'à maintenir notamment le bon accord entre l'Autriche et la Russie, qu'il ne voulait être qu'un « honnête courtier » entre les parties contractantes, que l'Allemagne ne prétendait à aucun bénéfice particulier. Le prince Gortchakof, qui n'avait aucune raison de se défier de l'Allemagne, qui au contraire faisait fond sur ses protestations amicales, accepta la réunion d'un congrès à Berlin.

IV. — Le traité de Berlin et son exécution (1878-1887).

La convention d'Andrinople fut précisée le 3 mars suivant par le traité de San Stefano, beaucoup plus clair; il était l'impitoyable consécration de la victoire de la Russie. Il aurait été « la fin de la Turquie », s'il avait été intégralement exécuté. Le sultan paierait une indemnité de guerre de cinq milliards et demi de francs, ou, s'il ne le pouvait, cèderait à la Russie, en Asie Batoum, Ardahan, Kars, Bayazid, en Europe la Dobroudja, que le tsar donnerait à la Roumanie en échange de la Bessarabie, ce qui porterait la frontière russe au Danube. La Roumanie, la Serbie et le Monténégro seraient indépendants, la Serbie agrandie des districts de Nisch et Mitrovitza, le Monténégro agrandi de quelques territoires bosniaques et de deux ports sur l'Adriatique, Antivari et Dulcigno[1]. La Bosnie et l'Herzégovine seraient dotées d'institutions libérales, sous le contrôle de l'Autriche-Hongrie et de la Russie.

Et surtout il serait constitué une principauté autonome de Bulgarie, s'étendant du Danube à l'Archipel, et comprenant les provinces de Bulgarie proprement dite, de Roumélie et de Macédoine, en sorte que la Turquie d'Europe serait coupée en deux tronçons, le pays d'Andrinople et de Constantinople à l'est, l'Albanie à l'ouest. Cette Bulgarie aurait un prince élu, une assemblée élue qui élaborerait sa constitution sous la surveillance d'un commissaire russe chargé de pleins pouvoirs pendant deux ans et assisté d'un corps d'occupation de 50.000 Russes.

1. Cf. *Atlas historique Schrader*, carte 51.

Enfin toutes les forteresses du Danube seraient démolies. Le règlement de 1868 serait scrupuleusement appliqué en Crète; les autres provinces chrétiennes seraient dotées par le sultan de règlements analogues, d'accord avec la Russie; l'Arménie obtiendrait aussi, sous la protection russe, des institutions propres à assurer son repos.

En somme, la Turquie était « dépecée, mise en lambeaux, sans même conserver le libre usage de ses membres épargnés ».[1] Ce qui en restait était soumis à l'influence de la Russie.

L'Autriche n'y pouvait donner son consentement; elle voulait occuper la Bosnie et l'Herzégovine, exercer sur la Serbie et le Monténégro une sorte de protectorat, analogue à celui de la Russie sur la Bulgarie, conserver la disposition de la route qui conduit à Salonique et à l'Archipel; elle voulait pouvoir faire équilibre à la domination russe dans la péninsule des Balkans.

L'Angleterre ne fut pas moins opposée au traité de San Stefano. Elle comptait désormais sur la France, où le ministère des affaires étrangères était dirigé par M. Waddington, dont les sympathies pour elle n'étaient pas dissimulées. Elle savait pouvoir compter sur l'Autriche. Lord Beaconsfield proposa même au comte Andrassy l'établissement d'un protectorat austro-anglais sur l'empire ottoman; le comte fut effrayé de cette proposition, fertile en effet en complications. Le gouvernement anglais offrit encore son appui au sultan, lui garantit l'intégrité de ses possessions d'Asie Mineure, s'il voulait permettre à l'Angleterre d'occuper l'île de Chypre, afin qu'elle pût mieux surveiller les entreprises de la Russie au sud du Caucase. Dans ces conditions, lord Beaconsfield et son sécrétaire d'état aux affaires étrangères, lord Salisbury, se crurent en mesure de parler haut à la Russie.

Le 1er avril, ils lancèrent une note très vive, où, considérant que le traité de San Stefano mettait la mer Noire sous l'absolue domination de la Russie et ne laissait à l'empire turc qu'une indépendance illusoire, ils déclaraient ce pacte inconciliable avec les légitimes intérêts de la Grande Bretagne. C'était un défi brutalement jeté à la face du tsar.

S'il n'avait eu que l'Angleterre contre lui, le tsar l'aurait

1. Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, II 90.

peut-être relevé ; mais il craignait l'intervention armée de l'Autriche, et ne se jugeait pas de force à lutter contre ces deux ennemies. Il demanda à l'Allemagne de retenir l'Autriche, comme il l'avait lui-même retenue en 1870. Il réclama le paiement du service alors rendu.

Bismarck répondit que l'Allemagne avait besoin de toutes ses forces pour surveiller la France, et qu'il lui était impossible d'en distraire une partie pour agir sur l'Autriche. En réalité, il lui convenait que l'Autriche se développât dans la péninsule des Balkans et s'y rencontrât avec la Russie, dans l'intérêt de la sécurité de la Prusse en Allemagne. Dès lors, le gouvernement russe était dans l'impossibilité absolue de relever les provocations qui lui étaient adressées ; il lui fallut passer sous les Fourches Caudines du Congrès de Berlin : « C'est là proprement la grande trahison que la Russie n'a pas pardonnée et ne pardonnera sans doute pas de longtemps à l'Allemagne ».[1]

Le congrès se réunit à Berlin le 13 juin, sous la présidence du prince de Bismarck. L'Allemagne y fut représentée, avec lui, par le baron de Werther et le prince de Hohenlohe ; l'Autriche-Hongrie par le comte Andrassy, le comte de Karolyi et le baron de Haymerlé ; la France par MM. Waddington, de Saint-Vallier et Desprez ; l'Angleterre par lord Beaconsfield, lord Salisbury et lord Odo Russell ; l'Italie par le comte Corti et le comte de Launay ; la Russie par le prince Gortchakof, le comte Schouvalof et le baron d'Oubril ; la Turquie enfin par Karathéodory-pacha, Sadoullah-bey et Méhémet-Ali-pacha. Les traités définitifs qui furent signés un mois après, le 13 juillet, apportèrent, malgré les efforts des plénipotentiaires russes, de considérables modifications au traité de San Stefano Ils eurent pour caractère essentiel de garantir en Orient l'équilibre que la Russie voulait rompre à son profit. Ils n'en furent pas beaucoup plus favorables à la Turquie et accentuèrent, autour de ses dépouilles, l'antagonisme des puissances rivales.

La Russie ne garda que la Bessarabie, jusqu'à la bouche septentrionale du Danube, et en Asie, Batoum et Kars ; elle obtint pour la Perse la cession du district de Khotour, à l'est du lac de Van.

Pour assurer le calme aux provinces de Bosnie et d'Her-

1. Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, II, 517. Paris, F. Alcan.

zégovine, il fut décidé que, pour une période indéterminée, elles seraient occupées et gouvernées par l'Autriche-Hongrie, qui pourrait même, quand elle le jugerait à propos, mettre garnison dans le district de Novi-bazar.

L'Angleterre fit alors connaître que, le 4 juin précédent, par un traité secret, le sultan l'avait chargée du soin de défendre ses possessions d'Asie Mineure, avait promis de réformer, sous le contrôle anglais, l'administration de ces provinces, et lui avait permis d'occuper l'île de Chypre. Ainsi elle allait tenir la Russie en surveillance, et, par la protection officielle exercée sur le sultan, doubler son prestige aux yeux de ses 50 millions de sujets musulmans de l'Inde. C'était sa façon de maintenir l'équilibre en Orient; elle devait bientôt mettre la main sur l'Égypte pour y garantir l'ordre.

Il n'y a pas jusqu'à l'Italie et à la France qui n'aient pensé prendre leur part de la curée. L'Italie avança de vagues prétentions sur l'Albanie et sur la Tripolitaine. La France se fit donner l'autorisation d'occuper éventuellement la Tunisie. L'Allemagne seule ne demanda rien pour elle, fit valoir auprès du sultan son désintéressement, et exerça par suite à Constantinople une influence qui n'a fait depuis que grandir.

Parmi toutes ces âpres convoitises des grandes puissances, les petits États chrétiens des Balkans n'obtinrent pas toutes les satisfactions qu'ils espéraient.

La Grèce réclamait, au nom de la communauté de race, la Crète, l'Épire, la Thessalie, une partie de la Macédoine, au moins la Chalcidique. La Russie, protectrice encore des Slaves, était mal disposée pour elle. Cependant, sur les vives instances de la France, ses vœux furent pris en considération ; elle fut autorisée à négocier directement avec la Porte sur une rectification de frontières, le long d'une ligne approximativement marquée par le Kalamas et la Selembria. Les puissances promirent leur médiation entre les parties, si elles ne parvenaient pas à s'entendre. La Crète fut laissée au sultan, qui s'engagea à y faire observer le firman de 1868, à en préciser les termes au besoin.

Le Monténégro ne reçut pas tous les territoires que lui avait promis le traité de San Stefano; il eut en Herzégovine les districts de Niksitch et de Piva, et sur l'Adriatique les deux ports d'Antivari et Dulcigno.

La Serbie eut avec Nisch le district bulgare de Pirot, c'est-à-dire à peu près toute la vallée de la Nischawa.

La Roumanie perdit la Bessarabie méridionale, eut en échange les bouches du Danube et la Dobroudja jusqu'à la hauteur de Silistrie.

Ces trois états furent proclamés absolument indépendants.

Mais voici le point essentiel des négociations de Berlin. La nouvelle principauté de Bulgarie fut réduite au pays compris entre le Danube et les Balkans, avec Sofia, et les sources de l'Isker d'une part, de la Strouma de l'autre. Elle organiserait ses institutions politiques, sous la surveillance, non pas exclusivement de la Russie, mais d'une commission européenne. Elle resterait tributaire de la Turquie. Une autre province, la Roumélie orientale, située au sud, sur toute la vallée supérieure de la Maritza, avec Philippopoli, aurait une administration autonome et un gouverneur chrétien nommé pour cinq ans par le sultan avec le consentement des puissances.

La Macédoine fut rendue à la Turquie, qui forma encore ainsi un territoire, étroit sans doute du nord au sud, mais compact et continu entre Constantinople et l'Albanie.

La Porte exprima, une fois de plus, la volonté de garantir la liberté religieuse de ses sujets, « en y donnant l'extension la plus large ». Le congrès prit acte de cette déclaration, mit tous les établissements religieux de l'empire sous la protection collective des grandes puissances, sous réserve des droits particuliers de la France en Syrie et en Palestine, qui furent solennellement confirmés. Quand le prince Gortchakof demanda par quelles mesures le congrès entendait assurer cette protection, on ne put se mettre d'accord; il ne convenait pas de limiter la souveraineté du sultan dans l'administration de ses états.

De la crise de 1877-1878, l'Empire ottoman sortait singulièrement affaibli; les populations musulmanes commencèrent à émigrer vers l'Asie en grand nombre. Le principe de son intégrité, tant de fois affirmé et qui devait l'être encore, était outrageusement violé: le démembrement se continuait. Les Turcs dès lors furent en droit de se défier de toute intervention étrangère; ils reportèrent l'origine de leurs désastres à l'action de l'Europe chrétienne qui, sous prétexte de réformes, avait énervé leurs plus fortes institutions. Ils s'y montrèrent désormais réfractaires, n'acceptèrent les observations des grandes puissances que dans la mesure où il eût été dangereux de les repousser, et leur

mauvaise volonté, qui ne fut que la volonté de se défendre, prépara aux diplomates d'autres difficultés.

Le traité de Berlin lui-même ne s'exécuta pas sans obstacles. Le prince Charles de Roumanie prit le titre de roi en 1881. Le prince Milan en fit autant en Serbie en 1882, et tous deux furent dès lors complètement indépendants, en titre comme en fait.

Les Bosniaques accueillirent mal l'occupation autrichienne. Encouragés par le tsar, ils y opposèrent une assez longue résistance. La cour de Vienne resserra son entente avec l'Allemagne, qui lui facilita la prise de possession de Novi-Bazar, après celle de la Bosnie (septembre 1879). A l'entrevue de Gastein, le mois précédent, les deux chanceliers Bismarck et Andrassy contractèrent une alliance formelle pour assurer le respect des traités existants, c'est-à-dire des traités de Francfort et de Berlin. On peut supposer que le tsar n'aurait pas hésité alors à rompre avec l'Allemagne s'il n'avait redouté les progrès du parti révolutionnaire ; le nihilisme était à ce moment en lutte ouverte avec le gouvernement russe, et Alexandre II lui-même allait tomber sous ses coups, le 1er mars 1881.

Le Monténégro n'occupa qu'à grand'peine les territoires que lui attribuait le traité de Berlin. Les populations turques du voisinage, la « ligue albanaise » encouragée déloyalement par le sultan, prirent les armes, et il fallut une démonstration navale des grandes puissances pour que le prince Nicolas pût mettre garnison à Antivari et Dulcigno (1880).

La Porte mit encore beaucoup de mauvaise volonté à céder l'Épire et la Thessalie à la Grèce, selon les conventions de Berlin. Les puissances durent imposer leur médiation : la Turquie refusa d'abandonner Janina. La frontière nouvelle fut fixée, par le traité du 22 mai 1881, à l'Arta d'une part, et d'autre part à une ligne courant le long des monts Voïoutza jusqu'au sud de l'Olympe. Les Grecs réservèrent d'autres prétentions pour l'avenir.

Les Bulgares ne tardèrent pas à violer, purement et simplement, le traité de Berlin. Leur nationalité, à peine née, se révéla aussitôt très forte et très fière de son indépendance. La constitution de 1879, votée par une assemblée élue, sous l'influence du gouverneur provisoire russe, établit un ministère responsable, et une Assemblée nationale, ou

Sobranié, dont les membres furent pour les trois quarts élus au suffrage universel, pour un quart nommés par le prince. Le 29 avril 1879, le Sobranié élut prince de Bulgarie, Alexandre de Battenberg, un parent du tsar. Les milices bulgares furent organisées dans des cadres d'officiers russes. Le gouvernement russe pensa bien conserver le protectorat du nouvel État.

Mais les Bulgares supportèrent mal cette sujétion. Il se forma parmi eux et au Sobranié un parti national hostile à l'influence russe ; le prince de Battenberg fut obligé, sous peine de déchéance, de se mettre à sa tête. Des querelles de plus en plus violentes éclatèrent entre Russes et Bulgares. Les deux officiers russes, Sobolef et Kaulbars, que le prince avait appelés au ministère, démissionnèrent le 19 septembre 1883, et Kaulbars quitta furieux la salle des séances du Sobranié en criant à la majorité : « Cochons ! Canailles ! Menteurs ! » Les Bulgares lui répondirent par des hourrahs frénétiques. C'était la rupture déjà avec la Russie.

Cependant la Roumélie orientale s'organisait aussi, en principauté autonome, sous le contrôle d'une commission européenne. Elle eut une milice nationale, une assemblée provinciale élue, un gouverneur chrétien nommé par le sultan avec le consentement des puissances. Le premier fut Aleko-pacha, prince Vogoridès. Il fut remplacé bientôt par Gavril-pacha. Les Bulgares de la Roumélie voulaient l'union avec la Bulgarie. C'était pour eux le moyen d'échapper tout à fait à la domination ottomane. Un ardent patriote, Stranski, prit la tête de ce mouvement qui gagna bientôt, car il était irrésistible et fatal, la plus grande partie du pays.

Le 18 septembre 1885, une révolution éclata à Philippopoli. Elle fut absolument pacifique, ne coûta pas une goutte de sang. Gavril-pacha fut arrêté et renvoyé sous escorte à Constantinople. Un gouvernement provisoire, sous la présidence de Stranski, nomma Alexandre de Battenberg gouverneur de la Roumélie. Celui-ci, sous la pression du parti national, malgré l'opposition de la Russie, accepta, vint à Philippopoli, y fut reçu en triomphe, prit le titre de « prince des deux Bulgaries ».

Les grandes puissances protestèrent contre cette violation du traité de Berlin, violation grave en effet ; car ainsi l'empire ottoman perdait la ligne défensive des Balkans qu'elles avaient voulu lui laisser. Mais comme la Bulgarie

nouvelle échappait manifestement à l'influence russe, leur opposition resta toute platonique. Le tsar Alexandre III, pour les mêmes raisons, se montra très irrité : il rappela les officiers russes qui étaient encore au service du prince de Battenberg, et déclara ne pas le reconnaître comme prince des deux Bulgaries. Les rôles étaient renversés : c'était la Russie qui combattait les Bulgares, et l'Europe qui les soutenait ou du moins qui les laissait faire.

Les Grecs protestèrent contre la rupture de l'équilibre balkanique, exigèrent des compensations territoriales, envoyèrent des troupes à la frontière de Thessalie. L'Europe les somma de désarmer. Comme cet ultimatum ne servait à rien, une escadre internationale, formée de vaisseaux allemands, austro-hongrois, anglais, italiens, russes, fut envoyée sur les côtes grecques qui furent mises « en état de blocus pacifique ». L'intervention amicale de la France décida les Grecs à céder, et le blocus cessa le 8 juin 1886.

Les Serbes protestèrent aussi contre l'agrandissement de la Bulgarie. Les grandes puissances ne purent pas agir contre eux de la même façon. Le roi Milan se mit à la tête de son armée, envahit la Bulgarie, marcha sur Sofia. Alexandre de Battenberg le battit à Slivnitza, le 19 novembre 1885, quelques jours après à Tsaribrod, envahit à son tour la Serbie, fut encore vainqueur à Pirot et marcha sur Nisch. Devant une intervention diplomatique de l'Europe, il consentit à s'arrêter. Milan fut dès lors très impopulaire en Serbie ; sa femme Nathalie, fille d'un officier russe, prétendit diriger l'éducation de leur fils Alexandre, et un parti national, appuyé sur la Russie, parce que l'Autriche n'avait pas voulu défendre les prétentions de la Serbie, se forma contre le roi. Milan abdiqua le 6 mars 1889, et son fils Alexandre fut proclamé roi de Serbie.

La Bulgarie resta unie de fait à la Roumélie. Encouragée par son succès, elle acheva de se défaire de la tutelle exigeante de la Russie. Le parti russe, représenté encore par quelques officiers, fit un dernier effort. Dans la nuit du 21 août 1886, des conspirateurs pénétrèrent dans la chambre du prince Alexandre, et, le pistolet au poing, l'obligèrent à signer un acte d'abdication. Il signa, et ajouta au bas de sa signature : « Dieu protège la Bulgarie ! » Alors ils l'emmenèrent, avec son frère Frantz ; à travers bois, ils les conduisirent au Danube, les mirent dans une barque qui

descendit le fleuve jusqu'à Reni, auprès de Galatz, en territoire russe. De là, sur ordre supérieur, les deux princes furent expédiés à Lemberg en Autriche, entre des gendarmes.

Les Bulgares, indignés de cette violation du droit des gens, chassèrent les chefs du parti russe, Zankof, le métropolite Clément, formèrent un gouvernement provisoire, sous la direction de Stamboulof, rappelèrent Battenberg par télégramme. Il rentra quelques jours après, au milieu d'acclamations unanimes. Il adressa au tsar une dépêche très humble, ne demandant de lui que le désaveu de la conspiration. Le tsar répondit en le menaçant de sa vengeance. Dans l'intérêt de la Bulgarie, le prince céda à cette haine acharnée ; il forma une régence sous la présidence de Stamboulof, fit à son peuple des adieux émus et s'éloigna définitivement (7 septembre 1886).

Le parti russe n'en était pas moins vaincu. Le régent Stamboulof prépara l'élection d'un nouveau prince. Waldemar de Danemark refusa cette couronne ; le Sobranié élut, le 7 juillet 1887, le prince Ferdinand de Saxe Cobourg-Gotha, petit-fils de Louis-Philippe par sa mère, officier dans l'armée austro-hongroise, appuyé par l'Autriche et par l'Allemagne. Cette intervention du prince de Bismarck, qui ne resta pas secrète, détermina le tsar à rompre avec l'Allemagne et à se rapprocher de la France.

Ferdinand et son principal ministre Stamboulof luttèrent quelques années contre les tentatives et les conspirations du parti russe. Stamboulof y gagna une réputation de cruauté en partie méritée ; il excita notamment de violentes haines par l'exécution du major Panitza en 1890.

Ce barbare pourtant a bien mérité de la Bulgarie : il l'a arrachée au danger de la tutelle étrangère ; il lui a donné la conscience de sa nationalité, de sa personnalité ; il l'a fait vivre de ses propres forces, a fortement trempé son énergie au milieu des embûches où se débattaient ses premières années. Il l'a jetée très vite et très résolument dans la voie de la civilisation, et par lui elle est devenue le plus prospère et le plus robuste des états balkaniques.

Peu à peu les passions s'apaisèrent. Ferdinand se sépara de Stamboulof, qui fut assassiné en 1895 par les vengeurs de Panitza. Il chercha à se rapprocher de la Russie, après la mort d'Alexandre III ; il fit baptiser son fils Boris dans la religion orthodoxe, et le tsar Nicolas II accepta d'être le

parrain de l'enfant. La situation du prince Ferdinand se consolida d'année en année, et en septembre 1908, il devait solennellement proclamer, dans la vieille capitale de Tirnovo, l'indépendance de la Bulgarie, consécration de la renaissance de son peuple.

La guerre de 1877 a ainsi préparé à la question d'Orient une solution que personne n'eût prévue il y a un siècle. La succession de l'empire ottoman paraissait alors réservée à l'Autriche et surtout à la Russie. Dès lors elles pouvaient bien enserrer la péninsule balkanique, l'une par la Bosnie, l'autre par la Bessarabie, et peser de toute leur influence sur leurs destinées. Mais entre elles et Constantinople s'élevaient des nationalités nouvelles, auxquelles le traité de Berlin, par le jeu des compétitions entre les grandes puissances, bien plus que par l'inspiration d'une louable générosité, a donné le droit de vivre.

Toutes désormais furent obligées, par la force des choses, de compter avec ces jeunes nations légitimement avides de s'achever dans les cadres territoriaux de leurs races respectives.

C'est par là que le traité de Berlin de 1878 marquait une date importante dans l'évolution de la Question d'Orient. Il consacrait l'impuissance de la Turquie à réaliser spontanément les réformes qui l'eussent introduite dans la société des puissances européennes. Et donc il consacrait l'avenir des nations chrétiennes depuis cinq cents ans soumises aux Turcs. En un mot il affirmait la précarité de la conquête turque en Europe : il révélait définitivement que les Turcs n'avaient jamais été qu'un corps étranger dans l'économie du continent européen, et que le moment était venu de son élimination.

Etait-il possible dès lors d'entrevoir parmi les ruines croulantes de l'empire ottoman les constructions de l'avenir ? Certes il apparaissait que la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie ne consentiraient sans doute pas toujours à passer de la domination turque à celle des grandes puissances chrétiennes, qu'elles aspireraient à une indépendance totale. La Roumanie venait de jouer dans la guerre elle-même un rôle très brillant, à côté de la Russie, et, quoiqu'elle en fût mal récompensée, elle en gardait un souvenir glorieux, promesse d'un grand avenir.

Mais aussi on ne pouvait pas prévoir dès lors, ni même

aujourd'hui, que les jeunes nations chrétiennes des Balkans fussent bientôt de taille à régler les destinées de l'Orient. Or rien de ce qui se passe en Orient ne peut être étranger au reste de la terre. Là passent les routes des continents ; là se croisent les voies de la France, de l'Angleterre et de l'Italie avec celles de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche. C'est le carrefour des peuples. Et donc, toujours sans doute la Question d'Orient sera un fait de politique mondiale, et non pas seulement balkanique.

Après le traité de Berlin les positions des jeunes États des Balkans ne sont prises que dans les Balkans, non pas sur les autres provinces turques d'Asie et d'Afrique : les Balkans ne sont pas l'Orient. En Asie et en Afrique, ce sont les grandes puissances chrétiennes qui mènent la campagne contre l'Islam turc en retraite.

En Asie, la Russie a commencé la conquête du Turkestan ; elle a Tachkent, Samarkand et Boukhara ; nul doute que son échec dans les Balkans ne donne une activité nouvelle à ses entreprises en Asie Centrale. Déjà le traité de Berlin la porte au sommet de l'Ararat, avec la grande citadelle de Kars ; elle domine les chemins de l'Arménie et de la Perse, et le besoin qu'elle a de descendre vers les mers ouvertes donne une force énorme à la poussée qu'elle y exerce. L'Angleterre s'approche au fond du golfe Persique pour lui tenir tête.., ou pour tenir tête avec elle un jour à la poussée allemande.

En Afrique, la France, dès le lendemain de ses désastres de 1870, a repris toute son activité. A Tunis, le traité de Berlin lui-même lui vaut des engagements secrets qu'elle n'est pas d'humeur à négliger. La question d'Egypte est posée. L'Angleterre, qui partage maintenant avec la France, presque à égalité, la propriété des actions du canal de Suez, surveille attentivement cette route de l'Inde. L'Angleterre veut consolider, à cause de l'Inde, sa situation dans la Méditerranée. L'Italie s'établit sur la côte d'Éthiopie.

Toutes les grandes puissances de l'Europe tendent leur effort vers l'Orient, vers ce foyer du monde où se fondent les gloires éclatantes, où se préparent les grandes fortunes historiques.

BIBLIOGRAPHIE

A. Leroy-Beaulieu, *La politique russe et le panslavisme:* Revue des Deux-Mondes (1876).

J. Klaczko, *Deux chanceliers, Gortchakof et Bismarck.*

E. Simon, *Histoire du prince de Bismarck; — L'empereur Guillaume Ier.*

J. Klaczko, *Le Congrès de Moscou et la propagande panslaviste:* Revue des Deux-Mondes, 1er septembre 1869.

E. de Laveleye, *La nouvelle politique de la Russie:* Revue des Deux-Mondes, 15 novembre 1871.

Rustow, *La question d'Orient.*

Valbert (Cherbuliez), *M. Gladstone et la question bulgare:* Revue des Deux-Mondes, 1er octobre 1876.

Lecomte, *La guerre d'Orient,* 2 vol.

C. Farcy, *La guerre sur le Danube, 1877-1878.*

A. Le Faure, *Histoire de la guerre d'Orient.*

L'Angleterre et la Russie en Orient en 1876-1877: Revue d'histoire diplomatique, 1896.

Les Russes devant Constantinople: Revue de Paris, 15 juillet 1897.

Al. d'Avril, *Négociations relatives au traité de Berlin.*

Brunswick, *Le traité de Berlin.*

Hippeau, *Histoire diplomatique de la 3e République.*

J. Klaczko, *Les évolutions du problème oriental:* Revue des Deux-Mondes, oct.nov.-déc. 1878.

G. Wyrouboff, *La question d'Orient et le traité de Berlin.*

L. Léger, *La Bulgarie; — la Save, le Danube et le Balkan.*

Ubicini, *État présent de l'empire ottoman.*

E. de Laveleye, *L'Angleterre et la Russie en Orient:* Revue des Deux-Mondes (15 juillet 1880); — *En-deçà et au delà du Danube:* Revue des Deux-Mondes, 1885.

TROISIÈME PARTIE.

LES SOLUTIONS ACTUELLES.

CHAPITRE VIII.

EN ASIE. — ANGLAIS ET RUSSES.

I. — LE PLATEAU DE L'IRAN.

Le recul de l'Islam en Asie.

Le plateau de l'Iran. — Anarchie dans l'Afghanistan. — La Perse, son originalité parmi les peuples musulmans. — La dynastie turcomane des Kadjars : Nasr-ed-din (1848-1896). — Le Babisme. — Ses caractères nationaux.

II. — L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE EN ASIE.

Les premières approches. — Les Anglais dans l'Inde. — Fin de la conquête de la Péninsule. — La guerre de l'opium (1840-1842).

Les Russes au delà de l'Oural. — Premiers projets de Pierre le Grand et de Catherine II. — Les pillards Kirghiz. — Le khan de Khiva. — Les Russes au sud du Caucase.

III. — LA CRISE DE 1840-1860.

Désastre anglais dans l'Afghanistan (1842). — Soumission des Seykhs du Pendjab (1843-1848). — L'insurrection des cipayes (1857). — L'administration de la Compagnie anglaise. — La révolte : Nana-Sahib. — Reprise de Delhi. — Sir Colin Campbell.— — Reprise de Lucknow. — Fin de la révolte. — Nouvelle organisation du gouvernement de l'Inde. — Victoria, impératrice des Indes (1877).

L'agitation générale de l'Islam vers 1850. — Les musulmans du Caucase. — L'iman Schamyl. — Vingt-cinq ans de luttes. — Prise de la citadelle de Dargo. — Défaite de Schamyl (25 août 1859). — Soumission des Tcherkesses.

IV. — LE GRAND EFFORT DES RUSSES.

Expansion de la Russie en Asie après la guerre de Crimée. — Le traité d'Aïgoun (1858) : les Russes sur l'Amour. — Les traités de Tien-tsin et de Péking. — Les Russes à Kouldja (1871). — Dans le Turkestan. — Tchernaïef. — Prise de Tachkent. — Le général Kaufmann, gouverneur du Turkestan russe; prise de Samarkand. — Soumission du khan de Bokhara (1868). — Soumission du khan de Khiva (1873).

Les Anglais maîtres de la Birmanie (1885). — Dans l'Afghanistan (1879-1880).

Nouveaux efforts des Russes depuis la guerre des Balkans. — Sur la mer Caspienne. — Les Tekkés. — Le général Skobelef. — Prise de Géok-Tépé (1881). — Occupation de Merv, de Saraks, de Pendjeh (1884-1886).

V. — L'ENTENTE ANGLO-RUSSE.

La fin d'une rivalité séculaire.

La défaite de la Chine par le Japon et le traité de Simonosaki (avril 1895). — Le partage du « gâteau chinois ». — L'alliance anglo-japonaise (1902). — La guerre de Mandchourie (1904-1905) et le traité de Portsmouth.

La poussée allemande vers l'Asie Mineure et le Golfe Persique. — L'affaire du Thibet. — L'accord anglo-russe du 31 août 1907. — La barrière anglo-russe dans l'Asie antérieure.

I. — Le plateau de l'Iran.

En Asie aussi, dans les temps modernes et surtout au XIXe siècle, l'Islam recule devant le progrès des puissances chrétiennes. Les grands empires musulmans du moyen âge se sont émiettés, contractés, sous l'action des dissensions intestines et de l'expansion européenne, capables sans doute d'unir un temps sous une même domination de vastes territoires, mais non de les exploiter fructueusement, de les civiliser en un mot. Ce rôle est jusqu'ici le monopole de l'Europe. Le moment est venu, par la retraite des conquérants d'autrefois, que leurs successeurs, les Anglais et les Russes surtout, se sont rapprochés au point de se toucher et de s'affronter.

Aussi bien, les pays dont il s'agit sont d'une importance capitale. Entre l'Europe et l'Inde, la grande route est dominée par l'Iran. Entre l'Ararat, la montagne sacrée des Hébreux, et le Pamir, le « Toit du Monde », au-dessus des plaines basses de la mer d'Aral, de la Mésopotamie et de l'Indus, se dresse le plateau qui en commande les communications. L'Iran fut le lieu des premiers empires de l'antiquité qui groupèrent toute l'Asie antérieure de l'Indus à la mer Égée et qui tracèrent les grandes voies commerciales entre la Méditerranée et le pays du Gange. Du haut de ce plateau Alexandre le Grand parut le maître du monde. La Perse fut « le carrefour des races, des religions et des civilisations »[1] ; elle semble le devenir encore ; les ambitions rivales se pressent autour d'elle. Qui sait si les destinées du monde ne se joueront pas là de nouveau ?

Les peuples de ce plateau sont actuellement bien incapables de reprendre leur grand rôle d'autrefois. Pénétrés par l'Islam, ils ont participé à sa gloire militaire, et aussi à

1. J. Darmesteter.

son impuissance politique. Ils se sont démembrés en États ennemis, sans cesse en lutte, épuisés les uns par les autres. On divisait communément ces régions en trois États : le Béloutchistan, l'Afghanistan et la Perse. Mais le Béloutchistan, aride en grande partie, n'est parcouru que par quelques tribus nomades, qui n'ont pas de chef commun ni de gouvernement régulier.

L'Afghanistan, forteresse jadis de glorieux conquérants, était partagé au moins entre trois États, et, si Kaboul est la capitale de l'émir le plus puissant, les tribus de Kandahar, de Hérat, d'autres encore, ne lui obéissent pas. Ce n'était plus qu'un pays d'anarchie et de pillage, disputé entre les peuples de l'Indus ou de la Perse, entre ses nombreux chefs. C'était le khan Mahmoud, renversé en 1803 par son frère Shah-Shoudja ; celui-ci renversé à son tour, réfugié auprès du puissant maharajah des Seykhs de l'Indus, Runjeet-Singh et retenu prisonnier par lui, puis accueilli par les Anglais. C'est le puissant vizir de Mahmoud, Féti-khan, aveuglé, décapité, coupé en morceaux par ordre de son souverain, puis vengé par son frère Dost-Mohammed, devenu khan de Kaboul à son tour. Les Anglais allaient trouver dans cette anarchie l'occasion d'intervenir.

La Perse est moins misérable, moins troublée en apparence ; elle n'est pas beaucoup plus forte. Elle a conservé pourtant, au milieu des peuples mahométans, son originalité. Elle a consacré un culte spécial à Ali, le mari de Fatima, la fille du prophète, et considère les premiers khalifes comme des usurpateurs. Elle est restée chiite, et témoigne aux autres musulmans sunnites, pour elle des hérétiques, une haine plus ardente même qu'aux infidèles. Ce n'est là que l'expression de l'indépendance religieuse qu'elle a gardée ; car, sous la conquête musulmane, elle est restée fidèle à ses vieilles traditions. Le chiisme n'est pour elle que la forme nouvelle de sa nationalité.

Elle n'en a pas moins subi l'influence énervante de la domination turque. La dynastie des Kadjars, qui y règne depuis le siècle dernier, n'est pas nationale ; elle est d'origine turcomane : c'est pourquoi elle a sa capitale à Téhéran, dans la partie septentrionale du pays, à l'écart de la Perse proprement dite. Marquée, comme les autres dynasties turques, des signes de la décadence, cette dynastie, depuis le commencement du siècle, peut-être parce qu'elle n'a pas pu enfoncer de profondes racines dans le pays, s'est appuyée

sur l'influence étrangère, surtout sur celle de la Russie plus voisine et comme destinée partout à l'héritage des souverains turcomans. Le petit-fils de Feth-Ali, Mohammed-shah, a régné de 1834 à 1848 dans l'indolence où se plaisent ces maîtres de l'Orient, quand ils ne peuvent plus conduire leurs guerriers aux retentissantes expéditions de pillage. Son fils Nasr-ed-din (1848-1896) a montré un esprit ouvert à la civilisation occidentale qu'il n'admirait d'ailleurs que par ses petits côtés, a fait plusieurs voyages en Europe, reçu à sa cour des voyageurs et des savants, surtout français, permis à M. et Mme Dieulafoy en particulier de retrouver les anciens monuments de la Perse, de raviver ainsi les souvenirs de sa grandeur. Il n'a fait qu'exalter par là le fanatisme des mollahs et derviches musulmans, comme aussi la haine des Persans pour la dynastie étrangère.

Cette double opposition religieuse et nationale a donné naissance à un très curieux mouvement qui a quelque ressemblance avec la formation, chez les Ottomans, du parti jeune-turc. C'est le babisme.

Son fondateur, Ali-Mohammed, naquit à Chiraz, au cœur de la Perse, en 1812, et se donna pour un descendant d'Ali. Très savant et très pieux, il eut une grande autorité parmi les siens à la suite d'un pélerinage à La Mecque. Ses prédications, ses conférences publiques ou secrètes attirèrent autour de lui de nombreux partisans. Il fut bientôt considéré comme un Mahdi, c'est-à-dire comme une nouvelle incarnation du Messie promis par le Coran et se fit appeler le *Bab,* c'est-à-dire la Porte par laquelle seule on peut parvenir à la connaissance de Dieu. Ses disciples, répandus très vite à travers toute la Perse pour y porter la foi nouvelle, furent les *babys*.

En conservant le dogme essentiel de l'Islam, la croyance en un Dieu unique et en l'immortalité heureuse ou malheureuse, le babisme en condamne les préceptes de vie. « Sa morale est une révolution : c'est la morale de l'Occident. Il supprime les impuretés légales, cette grande barrière de séparation entre l'Islam et le monde chrétien ; il supprime la polygamie, la grande source de la dégradation orientale : il reconstitue la famille, et il relève l'homme en relevant la femme à son niveau »[1].

Le babisme se propagea du golfe Persique à la mer Cas-

1. J. Darmesteter, *Coup d'œil sur l'histoire de la Perse,* p. 61.

pienne avec une rapidité inouïe. Il inquiéta bientôt le gouvernement, excité d'ailleurs par le haut clergé. Les babys se révoltèrent dans le Mazandéran ; ils furent écrasés ; beaucoup furent massacrés. Le Bab fut enlevé de sa maison de Chiraz et traduit devant un conseil de lettrés et de mollahs. Il fut condamné à mort ; on le pendit par les aisselles le long d'un mur à deux mètres du sol, en face d'une compagnie de soldats chargés de le fusiller. A la première décharge, il ne fut pas atteint, et, sa corde coupée par les balles, il retomba sur ses pieds et s'enfuit ; la foule crut à un miracle et poussa un « rugissement d'admiration » ; mais le prophète fut atteint à quelques pas par un officier qui l'abattit avec son sabre (1852).

Le babisme a survécu à la mort de son fondateur et a trouvé d'autres chefs. La même année, Nasr-ed-din faillit être tué par eux ; en 1896, il est tombé sous leurs coups. Car la foi nouvelle, fortifiée par le sang des martyrs comme il arrive toujours, s'est propagée quand même dans le silence et le recueillement; elle compte des milliers de fidèles, très fervents, prêts à tout, à sacrifier sang et argent à la cause de la vérité. « Si la Perse peut encore être régénérée, c'est par là qu'elle le sera »[1]. Et cette régénération serait encore un triomphe de la race aryenne.

Jusqu'aujourd'hui cependant, les héritiers du Bab ne sont qu'une secte révolutionnaire, et la Perse, comme l'Afghanistan, comme la Turquie, fut une proie offerte à l'influence politique de l'étranger.

II. — L'Angleterre et la Russie en Asie. Les premières approches.

Les héritiers de l'Islam étaient tout prêts et y tendaient leurs efforts dès le commencement du siècle. L'Angleterre, maîtresse de l'Inde, y développait sa puissance en toute sécurité : inquiétée pendant vingt ans par l'ambition de Napoléon qu'emportaient vers l'Orient les rêves d'une imagination en apparence désordonnée, elle était pour longtemps à l'abri des entreprises européennes et pouvait travailler dans l'isolement à consolider son empire, tout en

1. J. Darmesteter.

surveillant les routes d'accès. La grande compagnie, qui en gérait toujours les affaires, allait en tirer les plus énormes profits, sans se préoccuper des intérêts des indigènes, compromettant l'avenir par son avidité mercantile.

La Russie était encore loin ; mais elle allait s'approcher. Elle avait grandi vers l'Europe au XVIIIe siècle ; mais elle y avait rencontré des obstacles que le XIXe siècle lui montra infranchissables. Et, à mesure qu'elle comprit mieux la difficulté, l'impossibilité peut-être de les renverser, elle reporta une activité plus continue vers l'Orient, où Napoléon lui avait montré en un éblouissant mirage d'incomparables destinées. Depuis longtemps aussi, comme tous les conquérants asiatiques, elle enviait les richesses de l'Inde, dont elle voulait sa part ; plus encore, elle avait besoin pour ses propres richesses de débouchés sur les mers libres ; elle sentait l'absolue nécessité de briser les barrières qui l'enfermaient et l'étouffaient, et elle était entraînée par une gigantesque poussée intérieure vers l'est et vers le sud, comme un torrent sans cesse gonflé qui, contenu sur un point par des digues, porte ailleurs ses eaux irrésistibles. A l'Angleterre le rôle laborieux et ingrat de l'arrêter.

L'*East India Company* était maîtresse en 1815 du Bengale, de la moitié du royaume d'Oude, du pays de Mysore, de la magnifique île de Ceylan enlevée aux Hollandais. Elle venait de détruire la puissante confédération des Mahrattes, qui occupait toute la largeur de la péninsule du golfe de Bengale à la mer d'Oman et séparait Calcutta de Bombay et de Madras. Le marquis d'Hastings annexa la plupart de leurs territoires et soumit leurs princes au protectorat britannique. Il rejeta aussi dans le Nepaul, au pied de l'Himalaya, les belliqueuses tribus des Gourkhas, leur imposa le traité de Segauli, le 3 mai 1815, et, par la prise de Simla à l'ouest, par l'établissement de la domination anglaise dans le Sikhim à l'est, entre le Nepaul et le Boutan, les tint sous une étroite surveillance.

Toute l'Inde péninsulaire était ainsi dominée, sinon entièrement soumise et exploitée. Victorieuse de la France, chargée, à la faveur de ces victoires, des dépouilles des nations que Napoléon avait gouvernées, l'Angleterre pouvait agir en toute liberté dans l'Océan Indien et exerçait le monopole du commerce de l'Orient. Dès 1826, elle attaquait, à l'est de Calcutta, l'empire Birman, et lord Amherst, par le traité de Yandabou, le 24 février 1826, lui enlevait une

partie de ses provinces maritimes, l'Arrakan et le Merghi, et établissait un résident anglais dans la ville sainte d'Ava.

Elle prétendait aussi ouvrir l'empire chinois à son commerce. Le Bengale est fertile en opium, dont le principal débouché est en Chine. En 1840, l'empereur de Pékin, pour éloigner l'influence étrangère et aussi dans l'intérêt de ses sujets, défendit l'importation de l'opium. Le gouvernement anglais envoya contre lui une petite armée de 15.000 hommes, sous le commandement de sir George Elliot. Ils débarquèrent aux îles Chusan, bloquèrent la rivière de Canton, et forcèrent les Chinois à permettre l'importation de l'opium, à céder l'île de Hong-Kong, à payer une indemnité de guerre de 30 millions. L'empereur refusa de ratifier cette convention. Les troupes anglaises reprirent les hostilités, occupèrent Shang-Haï, Ning-Po, Amoy, Canton, parurent devant Nanking. L'empereur signa le traité de Nanking (1842), accepta la convention de Canton, paya une indemnité de 105 millions, et ouvrit aux marchands anglais les cinq ports de Shang-Haï, Ning-po, Fou-Tcheou, Amoy, Canton. L'Angleterre allait-elle donc exploiter seule les énormes ressources de la Chine et les entasser sur celles de l'Inde ? Il n'était pas à prévoir du moins qu'elle y rencontrât de longtemps de sérieuses concurrences.

Cependant la Russie faisait alors dans l'Asie occidentale les premiers pas de la course qui devait la conduire en présence des Anglais. Pierre-le-Grand en avait tracé la direction et marqué le but. Il avait signé avec la Chine le traité de Kerbéchi et créé à la frontière sibérienne le poste commercial de Kiakhta, à l'entrée de la Mongolie. Il avait entretenu des négociations avec le chef turcoman Khodja-Néfès, dans la pensée de rétablir l'ancien lit de l'Amou-Daria vers la mer Caspienne. Il avait même envoyé dans le Turkestan 6.000 hommes, commandés par le prince Bokovitch, pour tenter d'ouvrir la route de l'Inde ; l'expédition avait été malheureuse : trahie par les Kirghiz, la petite armée s'était égarée et avait été presque tout entière engloutie dans les sables.

Ailleurs enfin le tsar Pierre avait enlevé à la Perse Derbent et Bakou, au nord et au sud du Caucase, sur la mer Caspienne. Il avait fallu ensuite les restituer.

Catherine II, dont le règne est caractérisé par les plus considérables efforts que la Russie ait jamais faits vers l'ouest, ne négligea pas pourtant les indications précédentes

de Pierre le Grand. Elle entreprit en 1776, le long de la bordure septentrionale du Caucase, la construction d'une ligne de forteresses qui fut la base solide des opérations de ses successeurs au travers et au sud de la montagne. Dans le même temps, Bernardin de Saint-Pierre lui apporta un projet élaboré par Voltaire pour la conquête de Khiva. Qui s'attendrait à trouver ces poètes en pareille aventure? Il est vrai que l'expansion russe en Asie, alors comme encore sous Napoléon, en était à la période de la rêverie. La réalité n'en devait pas être indigne. Bernardin de Saint-Pierre ne s'entendit pas avec le général russe du Bosquet, et le projet fut abandonné. A la vérité, la grande Catherine poursuivait plus assidûment d'autres desseins.

Cependant le commerce de la Russie avec la Chine par la grande route du tract, à travers la Sibérie, était de plus en plus actif. Par lui naissaient et grandissaient d'importantes villes, Ekatérinembourg au pied de l'Oural et plus loin Tobolsk, Tomsk et Irkoutsk. Mais les marchands, entre Tomsk et Irkoutsk, à la hauteur de la grande plaine turcomane qui s'enfonce au sud entre la Caspienne et le Pamir, étaient sans cesse inquiétés et pillés par les Kirghiz des steppes; le gouvernement russe ne pouvait pas laisser cette grande voie à la merci des pirates. Le plus puissant chef de ces tribus et aussi le plus redoutable aux commerçants russes était le khan de Khiva; sa forteresse des bords de la Caspienne était, comme autrefois les camps retranchés des Mongols, riche des dépouilles des caravanes, remplie d'esclaves amenés de l'Iran par les cavaliers tartares, et il pensait pouvoir y braver toujours la vengeance de ses victimes. En 1819, le tsar Alexandre Ier envoya à Khiva le capitaine Mourawief pour tâcher d'établir avec le khan, Mohammed Rahim, des rapports plus réguliers. L'officier russe fut traité comme un prisonnier, puis condamné à être écorché vif, enfin, le khan redoutant peut-être déjà les conséquences d'une barbarie aussi inutile, renvoyé en Russie avec des présents.

Les pillages ne cessèrent pas, et, comme le commerce russe devenait d'année en année plus important, il fallut songer à garantir plus efficacement sa sûreté. En 1834 — la politique européenne faisait trêve alors — le tsar Nicolas fit construire une ligne de forts le long de l'Oural. En 1836, résolu à agir, il fit arrêter tous les Khiviens venus à la foire de Nijni-Novgorod. Quelques expéditions bien conduites à

travers les steppes obligèrent la plupart des tribus des Kirghiz à la soumission ou à la retraite vers le sud (1838-1844). Le général Pérovski fut même chargé d'une expédition contre Khiva, avec 5.000 hommes, 10,000 chameaux pour les vivres, et 2.000 Kirghiz pour diriger les convois. Un hiver extraordinaire déjoua toutes les précautions prises. Le thermomètre descendit au-dessous de 30°; le vin, l'eau-de-vie furent bientôt gelés ; les chameaux périrent en masse ; un grand nombre de Cosaques furent ensevelis sous les neiges. Le général Pérovski battit en retraite, ramenant à Orenbourg à peine le tiers de sa petite armée (1841). Le khan de Khiva fut plus insolent que jamais. Le gouvernement ne put qu'achever les forteresses d'Orenbourg, Orsk, Tourgaï, Irgliz, et construire le fort Aralsk sur la mer d'Aral, près de l'embouchure du Syr-Daria.

Au sud du Caucase, on sait que le roi de Tiflis, Georges XIII, pressé à l'est et à l'ouest par les Musulmans, avait légué son royaume au tsar Paul. Il en était résulté une série de guerres entre la Russie et la Perse. Celle-ci fut vaincue surtout par Paskiévitch Erivanski et dut signer les traités de Gulistan (1813) et de Tourkmantchaï (1828). Elle céda définitivement le Daghestan avec Derbent, le Chirwan avec Bakou, Erivan et les pentes septentrionales de l'Ararat; elle abandonna à la Russie le monopole de la navigation sur la mer Caspienne, qui devint comme un lac russe.

Ce qui est plus grave, dès lors la Perse cesse de lutter contre la Russie; elle est absorbée dans sa sphère d'influence. Depuis le traité de Tourkmantchaï, écrit M. James Darmesteter, « l'ambassadeur du tsar à Téhéran joue le rôle d'un résident anglais chez un rajah de l'Inde [1] ». C'est à l'instigation de la Russie et avec des officiers russes qu'en 1837, le shah Mohammed assiégea Hérat; les Anglais ne l'obligèrent à la retraite qu'en occupant Bender-Bouchir sur le golfe Persique. C'est encore pour le compte de la Russie que Nasr-ed-din, en 1855, reparut devant Hérat et s'en empara : les Anglais bombardèrent Bender-Bouchir et Bender-Abbas pour le forcer à restituer la ville aux Afghans. Les Russes ainsi escaladaient le plateau de l'Iran à sa pointe occidentale, comme ils en recherchaient les approches à travers le Turkestan.

1. *Coup d'œil sur l'histoire de la Perse*, p. 59.

III. — La crise de 1840-1860.

Les Anglais s'inquiétaient de cet orage qui se formait dans le Nord ; ils songèrent à prendre les précautions indispensables. Il fallait prévenir les Russes sur le plateau, s'y établir pour les arrêter ou pour leur ôter la pensée d'y venir. Telle fut l'inspiration de la campagne préparée en 1841 par le gouverneur général, lord Auckland. Les prétextes n'y manquaient pas.

Dost-Mohammed, qui régnait à Kaboul, pouvait être considéré comme un usurpateur ; car il avait chassé du trône Shah-Shoudja, le frère du précédent souverain, Mahmoud. Les Anglais avaient justement donné un asile au proscrit. Dost-Mohammed témoignant des sympathies pour les Russes et des sentiments contraires pour les Anglais, ceux-ci, emmenant avec eux Shah-Shoudjah, envahirent l'Afghanistan (1838). Une petite armée s'empara de Kandahar, de Kaboul, y établit Shah-Shoudjah, et força Dost-Mohammed à se réfugier auprès de l'émir de Boukhara. Il reparut bientôt, vainquit son rival, puis, désespérant de triompher des Anglais, se remit entre leurs mains et fut envoyé à Calcutta. Une garnison de 8.000 Anglais, commandée par lord Elphinstone, occupa Kaboul pour y protéger le vieux Shah-Shoudja contre le mépris de ses sujets.

Après deux ans de feinte résignation, les Afghans se levèrent en une formidable insurrection sous la conduite du fils de Dost-Mohammed, Akhbar-khan. Quelques officiers anglais furent massacrés, notamment le résident sir Macnaghten, assassiné par Akhbar lui-même. La petite armée fut bloquée dans ses cantonnements, menacée de périr de faim, sommée de capituler. Lord Elphinstone signa une convention honteuse, par laquelle il s'engageait à évacuer l'Afghanistan, abandonnait le trésor de l'armée et la plupart de ses canons, livrait des otages.

La retraite commence le 6 janvier 1842, au milieu des neiges épaisses, suivie par les bandes afghanes qui égorgent tous les traînards. On arrive péniblement à la passe de Kourd-Kaboul. Tout à coup les Afghans, embusqués sur les hauteurs, croisent sur la petite troupe une fusillade nourrie. Le drame est alors affreux ; au milieu de l'affolement général, 3.000 hommes sont tués en un instant ; d'au-

tres fuient par les sentiers, tombent pour la plupart aux mains des ennemis.

Le lendemain matin, après une nuit effroyable, Akhbar paraît, exige qu'on lui livre le général et les principaux officiers en échange du libre passage. Elphinstone est enchaîné ; l'armée se remet en marche. A la passe de Djagdalak, la route est encore barrée, les hauteurs gardées ; le massacre recommence, jusqu'à l'extermination à peu près complète. Six hommes s'échappèrent, dont cinq furent tués les jours suivants dans la montagne. Un seul, le docteur Brydon, arriva à Djalalabad, où il fit connaître le désastre.

Les Anglais se vengèrent. Une nouvelle armée reconquit l'Afghanistan, vainquit Akhbar, prit Kaboul, rasa les principales forteresses du pays. Mais Shah-Shoudja avait été égorgé par les révoltés. Dost-Mohammed rentra à Kaboul ; les Anglais renoncèrent à l'occupation de l'Afghanistan, et se contentèrent de la promesse que leur fit le khan de Kaboul de ne pas se soumettre à l'influence russe. Dost-Mohammed fut fidèle à sa parole, et signa même avec le gouverneur-général sir John Lawrence, en 1855, un traité d'amitié, les contractants se garantissant l'intégrité réciproque de leurs territoires. Si les traités étaient toujours respectés, cette clause eût suffi à tranquilliser les Anglais à l'égard des entreprises de la Russie. Pour plus de sûreté, ils avaient établi leur domination en 1843 sur la plupart des tribus du Béloutchistan, afin de pouvoir tourner l'Afghanistan par le sud, en prenant à revers les défilés de Kaboul. Etait-ce suffisant ? Et n'ont-ils pas perdu alors l'occasion de contenir les Russes par une solide organisation du pays?

C'est que leur expansion dans ce sens, et même les mesures de précaution qu'ils y prenaient ne pouvaient être assurées que s'ils occupaient le Sind, le Pendjab, c'est-à-dire toute la vallée de l'Indus. Ils s'y résolurent au lendemain du désastre de 1842. Ils commencèrent par le Sind, ou le bassin inférieur du fleuve. En 1843, lord Ellenborough y envoya sir Charles Napier avec une armée, pour exiger des populations des tributs énormes, l'abandon de l'exploitation de leurs forêts, la reconnaissance d'un chef désigné par le gouverneur anglais. Elles repoussèrent ces sommations, s'armèrent, furent battues à Miani et Dubba ; le Sind fut annexé aux domaines de la grande Compagnie. Les vain-

queurs se partagèrent les 12.500.000 francs formant le butin, dont 1.500.000 revinrent au général.

Remontant le fleuve, les Anglais attaquèrent le Pendjab. La conquête en était plus tentante ; le pays est très peuplé, très riche, s'étend jusqu'aux défilés des Solimans, à la porte de l'Afghanistan. Les circonstances étaient favorables. Après quelques années de grande puissance, pendant lesquelles le gouvernement britannique n'avait pas songé à intervenir, les tribus des Seykhs étaient livrées à l'anarchie. Elles avaient formé quelque temps, en effet, une forte confédération religieuse et militaire, sous l'autorité du fameux maharajah Runjeet-Singh, « le vieux Lion du Pendjab ». Avec l'aide d'officiers européens, et surtout du général Allard, ancien aide de camp du maréchal Brune, il avait formé une solide armée de 70.000 hommes, bien disciplinés, munis de 400 canons. Les Anglais, pendant toute sa vie, respectèrent son empire. Il mourut en 1839, et la puissance des Seykhs s'affaiblit aussitôt.

Son fils Kourrouk-Singh, d'esprit faible, fut tué par les siens au bout de quelques mois. Son petit-fils, Néo-Néal, fut écrasé par une poutre pendant la cérémonie des funérailles de son père. Il ne resta de la descendance de Runjeet qu'un enfant de six ans, Dhulpi-Singh. L'armée des Seykhs se dissout en bandes de pillards, qui franchirent maintes fois le Sutledje, et infestèrent les territoires anglais voisins.

Le gouverneur-général, lord Hardinge, écrasa ces bandes en de furieux combats, les rejeta dans leur pays, et, sans annexer encore le Pendjab, établit à Lahore un résident britannique, le colonel Lawrence, assisté de 10.000 soldats (1844).

Deux ans après, une insurrection éclata. Un chef de Moultan, destitué par le gouvernement anglais, appela les Seykhs à la guerre de l'indépendance, et eut bientôt une bonne armée autour de lui. Lord Gough fut chargé de la répression, avec 25.000 hommes. Il battit les Seykhs à Chillianwalla (décembre 1848), prit Moultan, écrasa les dernières troupes ennemies à Gouljrat (février 1849), et le nouveau gouverneur-général, lord Dalhousie, prononça l'annexion du Pendjab : les principaux chefs furent emprisonnés ; le jeune maharajah fut interné à Patna.

A peine les Anglais achevaient-ils ainsi la conquête de toute la péninsule de l'Hindoustan, dans ses frontières naturelles, que leur domination y fut compromise par la ter-

rible insurrection de 1857. Les traits en sont à préciser ; car ils caractérisent la situation de l'Angleterre dans l'Inde ; ils en montrent les points faibles, où tout danger, malgré un gouvernement très habile et une étroite surveillance, n'a pas encore absolument disparu.

L'insurrection ne gagna pas l'Inde tout entière ; elle resta localisée sur une région assez peu étendue. Le Gange supérieur et ses affluents, la Djemma et la Gogra, traversent un pays bien défini, qu'on peut considérer comme la forteresse de l'Hindoustan tout entier, l'endroit exact où s'est à travers les temps décidée sa fortune. Ce fut le berceau du brahmanisme, et c'en est resté en quelque sorte le sanctuaire. Là aussi le prophète Çakia-Mouni fonda le bouddhisme, qui se retira ensuite à Ceylan, au Tibet et en Chine. De là enfin les grands Mongols de Delhi tinrent pendant des siècles toute la presqu'île sous leur domination. La partie occidentale de cette région, Allahabad, Agra, Delhi, avait été occupée par le marquis de Wellesley au commencement du siècle ; la partie orientale, entre le Gange et la Gogra, c'est-à-dire le royaume d'Oude, avec sa capitale Lucknow, ne fut annexée que par lord Dalhousie en 1855, et cette nouvelle conquête de la Compagnie britannique contribua au soulèvement des populations voisines.

L'administration britannique était devenue dans les dernières années très lourde. En 1833, le gouvernement anglais, ouvrant l'Inde au commerce de toutes les nations et enlevant ainsi à la Compagnie son monopole, avait garanti en compensation aux actionnaires un revenu de 10 pour 100. Dès lors, les agents de la Compagnie, n'étant plus intéressés à la prospérité de la colonie, commirent de continuelles exactions, ne cherchèrent qu'à s'enrichir par tous moyens, comptant d'ailleurs sur la résignation des indigènes. L'armée d'occupation, composée de 50.000 européens, était complétée par 250.000 cipayes en grande partie musulmans, que les officiers anglais traitaient durement : on les croyait incapables de résistance parce qu'ils n'osaient se plaindre.

Cependant l'esprit de rébellion fermentait dans un grand nombre de régiments, exalté par des encouragements, des prédictions. De nombreux agents, musulmans surtout, parcouraient le pays, distribuant des symboles mystérieux, au peuple des gâteaux de farine, aux soldats des fleurs de lotus bleu, la plante sacrée, d'où sortit la première incarnation

de Brahma. Les deux fanatismes mahométan et hindou préparèrent la révolte. Une prédiction rencontrait beaucoup de créance chez les indigènes, que la domination anglaise, fondée en 1757 sur le champ de bataille de Plassey, ne devait durer qu'un siècle. En 1857, la Compagnie fit distribuer aux cipayes la nouvelle carabine Minié, avec des cartouches enduites de graisse de vache ou de porc. Les agitateurs exploitèrent ce sacrilège de faire servir à un instrument de mort le produit de la vache, animal sacré pour les Hindous. Ce fut l'occasion de la révolte. Un prince hindou, Nana-Sahib, auquel les Anglais avaient refusé le titre de rajah, en fut le chef

Le mouvement partit de Meerut. Le 11 mai 1857, les cipayes se soulevèrent, tuèrent leurs officiers, pillèrent les maisons de commerce, chassèrent les Européens, restèrent maîtres de la ville. Ils marchèrent sur Delhi ; la garnison se joignit à eux. Ils tirèrent du palais, où il vivait d'une pension de la Compagnie, le dernier descendant des Grands Mongols, un vieillard de 84 ans, et le proclamèrent roi.

Nana-Sahib de même se proclama indépendant à Cawnpour, laissa la vie aux Européens, qui s'embarquèrent sur le Gange pour se retirer à Calcutta. A quelque distance en aval, les barques furent écrasées des deux rives par la fusillade et la mitraille ; vingt-neuf sur trente furent submergées ; deux ou trois cents femmes et enfants furent retenus captifs à Cawnpour. Allahabad aussi échappa aux Anglais. A Lucknow, le colonel Henri Lawrence fut assiégé pendant trois mois dans la citadelle avec 700 hommes.

La domination anglaise n'avait pas encore couru un pareil danger ; la Compagnie y fit face avec une extrême énergie. Le Pendjab s'agitait : les officiers anglais, sir John Lawrence, le colonel Nicholson, y maintinrent l'ordre. Les régiments indigènes furent licenciés, désarmés ; les moindres tentatives de résistance furent réprimées avec une rigueur impitoyable : des centaines de cipayes furent noyés, pendus, fusillés, attachés à la gueule des canons et mis en pièces. Les autres ne bougèrent pas.

Alors la petite armée anglaise du Pendjab put porter secours aux troupes du Gange supérieur. Le colonel Nicholson remporta sur les insurgés, mal commandés, la brillante victoire de Nujuffghur, le 25 août. Marchant sur Delhi, il enleva la ville d'assaut. Il fallut la prendre rue par rue ; elle ne fut conquise qu'après sept jours de lutte, et encore,

autour de la petite troupe britannique, la population restait frémissante et irritée. Le vieil empereur mongol était tombé au pouvoir des Anglais, mais son fils Abou-Bekr et ses deux cousins étaient retranchés avec 5 ou 6.000 partisans dans le mausolée de l'empereur Humayoun. Le major Hodson s'y rend avec une centaine d'hommes déterminés, somme les princes de se rendre sans conditions ; effrayés de cette hardiesse, ils obéissent. Le major les fait monter dans une charrette et les emmène à travers Delhi. La foule grossit ; la vue des captifs l'émeut ; elle devient hostile, menace de les enlever. Hodson alors va à la charrette, tire un revolver, et de sa main, à bout portant, tue les trois princes. La foule épouvantée n'osa les venger et Delhi resta docile aux pieds de ses vainqueurs.

Les insurgés de l'Oude tinrent plus longtemps. Le général Hawelok, parti d'Allahabad, avait remporté quelques succès sur Nana-Sahib, à Futteypour, devant Cawnpour. Furieux, les cipayes se jetèrent sur les femmes et les enfants qu'ils tenaient prisonniers dans cette ville : 180 de ces malheureux furent hachés à coups de sabre, assommés à coups de crosses, écrasés contre les murs, et pêle-mêle, morts et mourants, entassés dans un puits. Hawelok n'arriva devant Lucknow que le 17 septembre. Henry Lawrence était mort ; mais le colonel Inglis continuait vaillamment la résistance. Hawelok pénétra dans la ville et sauva la garnison ; mais, très inférieur en forces, il se retira vers le sud.

Les opérations décisives ne purent être entreprises par le général en chef, sir Colin Campbell, que quand il eut reçu d'Europe des renforts suffisants, à la fin de novembre. Les Anglais reparurent devant Cawnpour, y remportèrent une victoire complète le 6 décembre, furent encore vainqueurs à Futteyghur le 3 janvier 1858, marchèrent sur Lucknow, s'en emparèrent après un assaut terrible et onze jours de combat dans les rues, y étouffèrent la révolte par d'affreux massacres (27 février-15 mars 1858). Dans les mois suivants, les dernières bandes des insurgés furent rejetées dans les montagnes du Népaul.

Ces évènements obligèrent les Anglais à modifier profondément la condition politique de l'Hindoustan. Par un bill de 1858, le Parlement supprima la grande Compagnie, et remit à la couronne l'administration de la colonie. Un ministère de l'Inde fut créé, assisté d'un conseil de quinze mem-

bres : il nomma le gouverneur-général ou vice-roi et les principaux officiers. Les indigènes furent admis aux fonctions publiques. Les cipayes furent réorganisés avec de multiples précautions et encadrés dans une armée européenne plus nombreuse.

Pour affermir la domination anglaise, le prince de Galles alla visiter l'Inde en 1875-1876. Les rajahs se montrèrent très empressés autour de lui, prodiguèrent dans des durbars merveilleux les marques de leur soumission, offrirent de riches présents, véritables tributs, et le prestige du nom anglais en fut plus éclatant dans toute la colonie. Le 1er janvier 1877, au grand durbar de Delhi, la reine Victoria fut proclamée impératrice des Indes, comme pour restaurer, au profit de l'Angleterre, l'autorité souveraine des Grands Mongols d'autrefois. L'empire anglais en parut à jamais consolidé. Jusqu'ici en effet l'Inde est restée paisible, malgré de grandes souffrances, et les traces de la grande insurrection de 1857 semblent complètement effacées. Elle est devenue dans la paix une incomparable colonie ; elle a assuré aux Anglais les plus étonnantes fortunes ; elle est devenue le fondement même de leur grandeur dans le monde, et par suite « le pivot de toute leur politique extérieure ».

On pourrait s'étonner que la Russie n'eût pas profité de la révolte des cipayes pour pousser sa marche en avant vers l'Iran, si elle n'avait eu elle-même de plus absorbantes préoccupations. Le milieu du XIXe siècle est marqué en effet par une générale agitation du monde musulman. Ce n'est pas seulement le babisme en Perse, ou le soulèvement de l'Inde. C'est encore la lutte désespérée d'Abd-el-Kader contre les Français, puis les insurrections des Kabyles. C'est encore le dernier effort des musulmans du Caucase contre la domination russe. Il est rare d'ailleurs que l'action de l'Islam sur un point ne se répercute pas jusqu'aux dernières limites de son domaine.

L'établissement des Russes à Tiflis et sur les pentes de l'Ararat coupait en plusieurs tronçons les populations musulmanes de ces régions : la Perse et la Turquie vers le sud, les Tchetchènes et les Lesghiens dans le Daghestan au bord de la Caspienne, les Tcherkesses de la Circassie dans le Caucase occidental vers la mer Noire. Ces montagnards opposèrent à la Russie une très longue résistance. Elle se personnifia dans le nom d'un héros, l'iman Schamyl-Ali, qui

fut, comme Abd-el-Kader chez les Arabes, un prophète vénéré et un intrépide capitaine.

Vers 1830, un vertueux cadi, Mollah-Mohammed, prêchant aux mahométans du Caucase la fin des haines de tribus, l'union de tous les fidèles contre les giaours, les appela à la guerre sainte, avec l'aide de deux chefs du Daghestan, Gazy-Mollah et Schamyl, tous deux du village d'Himri. Après deux ans d'agitation, ils furent cernés avec leurs partisans dans ce village, s'y défendirent en désespérés : Gazy-Mollah fut tué. Schamyl s'échappa en sautant d'un bond par dessus les soldats qui allaient le prendre, et, la poitrine et le dos troués d'un coup de baïonnette, l'omoplate et les côtes brisées d'une pierre énorme, il disparut parmi les rochers. Guéri de ses blessures au bout de quelques mois, il revint à la tête de ses hommes en 1832. On l'avait cru mort ; son retour sembla un véritable miracle, et les poètes du Daghestan chantèrent le nouveau défenseur de la foi, l'élu de Dieu : « Il a des éclairs dans les yeux et des fleurs sur les lèvres », répétaient hommes et femmes étonnés de la rapidité de ses coups et de son éloquence enflammée. Et ce ne fut bientôt qu'un cri dans tout le Caucase : « Mahomet est le premier prophète d'Allah ; Schamyl est un autre Mahomet [1] ».

Entouré d'une garde d'élite de 200 hommes, il organisa solidement ses troupes, exigea une obéissance absolue, au nom de Dieu et du prophète, exerça dans toute la montagne une véritable dictature, et conduisit la guerre sainte pendant vingt-cinq ans avec une rigoureuse méthode. Les Russes furent obligés d'envoyer contre lui jusqu'à 200.000 hommes et il leur infligea quelques rudes défaites. Tout d'abord ils pensèrent l'écraser d'un coup et le général Grabbe réussit à l'enfermer dans la forteresse d'Akulcho. Schamyl distribua des poignards aux femmes en leur ordonnant de se défendre, et de se donner la mort si l'ennemi forçait la citadelle. L'assaut fut terrible ; pendant la mêlée, qui fut un véritable massacre, Schamyl s'échappa ; ses compagnons se firent tuer jusqu'au dernier pour lui donner le temps de fuir; sa sœur Fatima se jeta dans le torrent du Koïsou pour ne pas tomber aux mains des Russes (1839). L'évasion extraordinaire du prophète ne fit que surexciter encore le

1. Cf. G. Créhange, *Histoire contemporaine de la Russie*, p. 167. (Paris, Félix Alcan).

fanatisme des montagnards, et il reparut bientôt plus redoutable que jamais, retranché dans sa nouvelle capitale de Dargo. Le général Grabbe voulut la détruire ; il tomba dans un piège, et, au milieu des forêts, sa petite armée fut presque tout entière anéantie (1842). C'était l'année même du désastre des Anglais dans les défilés de Kaboul.

Pendant deux ans, les Russes se tinrent sur la défensive, permettant ainsi à Schamyl d'organiser tout le pays, de grouper autour de lui, de gré ou de force, toutes les tribus de la montagne, d'exercer toute la population aux armes. Le gouvernement russe dut préparer de nouveaux efforts. Le général Voronzof, en 1845, renonçant aux expéditions isolées, aux pointes hardies mais périlleuses, qui d'ailleurs ne faisaient que déplacer l'insurrection, adopta un large plan d'ensemble. Il enveloppa tout le Daghestan de lignes stratégiques infranchissables, et pas à pas, escaladant les sentiers, resserrant le cercle de ses retranchements, il poussa les insurgés vers les sommets. Dargo fut enlevée dès 1845, et chaque campagne, d'année en année, fut marquée d'un nouveau progrès des Russes, très lentement, mais d'un succès certain.

La guerre de Crimée retarda les opérations décisives. Mais Schamyl ne put en profiter ; il ne réussit pas à briser la ligne de fer qui l'enveloppait. Après le traité de Paris, le prince Baratinski continua l'exécution du plan de Voronzof. Le général Yevdokimof enleva d'assaut la citadelle de Veden, ferma le défilé d'Argoun. L'iman se retira sur le plateau de Gounib, étroit rocher large de quatre à cinq kilomètres, entouré par le torrent du Koïsou ; il s'y croyait inattaquable et répondait aux sommations du prince Baratinski : « Le Gounib est haut, Allah est encore plus haut ; et tu es en bas ». Une nuit, quelques volontaires russes parvinrent au plateau par les sentiers les plus abrupts, fixèrent au rocher des crampons de fer, y attachèrent des cordes par lesquelles quelques centaines d'hommes purent se hisser, le fusil au dos. La bataille suprême fut furieuse. Les montagnards se défendirent en désespérés : 47 seulement échappèrent à la mort, et se serrèrent menaçants encore autour de la caverne à l'entrée de laquelle se dressait l'iman. Le général russe fit cesser le feu. Schamyl se rendit — 25 août 1859.

On l'envoya à Saint-Pétersbourg. Le tsar le traita avec honneur, lui fit donner une grosse pension annuelle, et la

vaste résidence de Kalouga, où il mourut pieusement en 1871. Les populations du Caucase oriental furent dès lors soumises.

Les Tcherkesses du Caucase occidental luttèrent quelque temps encore. Mais, à aucun moment ils ne furent aussi redoutables que les montagnards de Schamyl. Le traité d'Andrinople avait donné aux Russes le district d'Anapa et la côte orientale de la mer Noire. Le général russe Raïewsky fut chargé d'y assurer la souveraineté de son maître : « Le sultan vous a donnés en cadeau au tsar », dit-il aux chefs du pays. — « Vraiment ? répliqua l'un d'eux. Eh bien ! vois-tu cet oiseau là-haut sur la branche ? Je te le donne ; prends-le ». Il fallut employer les armes pour soumettre les Tcherkesses. La côte fut étroitement bloquée pour couper toute communication avec le dehors. Mais on ne fit de grands efforts contre eux qu'après la soumission de Schamyl. Les tribus, vaincues dans de sanglants combats, se soumirent pour la plupart ; mais plutôt que de vivre sous la loi du vainqueur chrétien, elles émigrèrent en masse : « Nous voulons vivre et mourir, disaient-elles, parmi nos frères de l'Islam : nous voulons que nos ossements reposent un jour dans une terre bénite.» Il fallut leur donner des vaisseaux pour les transporter à Trébizonde, à Samsoun, à Constantinople, en Bulgarie. Malgré les sacrifices pécuniaires du gouvernement ottoman, beaucoup périrent dans cet exode. Les survivants, fanatisés par les misères souffertes, furent les plus terribles agents des massacres de Bulgarie en 1876.

IV. — Le grand effort des Russes.

Tous ces événements empêchèrent le tsar Nicolas Ier de poursuivre les destinées asiatiques de la Russie. Héritier du reste des desseins de sa grand'mère Catherine II, la politique européenne l'attirait davantage. Fier de son pouvoir autocratique, il s'était fait le champion des rois contre les idées révolutionnaires, et naïvement, comme un don Quichotte de l'absolutisme, il avait mis ses armées au service de l'Autriche contre la République hongroise. Il vécut assez pour s'en repentir.

Plus encore il voulait Constantinople. Il rencontra devant elle l'Angleterre et la France, fut battu en Crimée, et, comprenant que là encore il avait poursuivi une chimère,

il se laissa mourir et emporta dans sa tombe le grand projet grec. Repoussée loin du Bosphore, la Russie se retourna décidément vers l'Est, et chercha en Asie les trophées qui lui échappaient en Europe.

En effet, le grand effort de la Russie vers le « Far-East » suit de près la guerre de Crimée et en est comme la conséquence naturelle. Il porta sur toute la largeur de la frontière méridionale de l'empire, de l'Océan Pacifique à la mer Caspienne. En 1847, le tsar avait nommé le général Mourawief gouverneur de la Sibérie orientale. Ses lieutenants explorèrent les côtes de la mer d'Okhotsk, déterminèrent les embouchures de l'Amour en face de l'île Saghalien, y fondèrent Nicolaïevsk et prirent pacifiquement possession de la rive gauche du fleuve. Mourawief fut chargé de faire accepter cette annexion par les Chinois ; après de longues et pénibles négociations, où l'énergie du général russe finit par leur en imposer, ils signèrent le 16 mai 1858 le traité d'Aïgoun. Ils cédèrent à la Russie toute la rive gauche de l'Amour. La nouvelle de ce succès fut accueillie à Saint-Pétersbourg avec enthousiasme, et le tsar donna à Mourawief le titre de comte Amourski. D'autres avantages complétèrent presque aussitôt ces importants résultats. Quelques jours après, l'amiral Poutiatine, par le traité de Tientsin, obtenait pour les Russes le droit de voyager et de commercer librement dans l'empire chinois, l'exemption pour eux des droits de douanes en Mongolie, la libre circulation des caravanes entre Kiakhta et Tientsin. La Sibérie et la Mongolie devenaient la grande route du commerce entre l'Europe orientale et la Chine. Une ambassade russe permanente fut installée à Péking, et veilla à la sécurité de ces nouveaux intérêts.

En 1860, le général Ignatief, ambassadeur en Chine, obtint encore le traité de Péking. Un consulat russe fut fondé à Ourga, la principale ville de la Mongolie. Surtout le pays compris entre l'Oussouri et la mer, avec la longue côte de la mer du Japon entre l'embouchure de l'Amour et la frontière de la Corée, fut cédé à la Russie. Vladivostok, dont le nom signifie « Domination de l'Orient », fut fondée tout au sud de cette frontière, aux confins de la Corée et de la Mandchourie, en face du Japon ; elle s'enfonce là comme un coin dans la direction des mers du sud. En 1875, les Russes achetèrent aux Japonais l'île Saghalien, en échange des îles Kouriles : ils avaient cédé en 1867 le ter-

ritoire d'Alaska aux Etats-Unis. La frontière de l'empire des tsars n'a pas été modifiée depuis dans ces régions. Mais, par-dessus la frontière, l'influence de la Russie n'a pas cessé de peser de plus en plus sur la Chine et l'Asie orientale.

Ailleurs encore elle a essayé de pénétrer dans le Turkestan chinois, dans les vallées qui s'ouvrent vers la Dzoungarie et le bassin du Tarim, de part et d'autre des monts Thian-Chan, pour tracer une nouvelle route sur Péking. Après 1860, après l'expédition franco-anglaise qui aboutit à la victoire de Palikao et à la prise de Péking, à la faveur de la formidable insurrection des Taïpings dans la vallée du Yang-tse-Kiang, les provinces chinoises de la frontière occidentale se soulevèrent aussi. La Kachgarie, ou vallée supérieure du Tarim, se déclara indépendante sous le khan Mohammed-Yakoub. Il entretint aussitôt d'amicales relations avec la Russie. Les Anglais lui envoyèrent aussi une ambassade conduite par M. Forsyth, et les deux influences rivales se préparèrent à se disputer ce terrain. Mais, après la mort de Yakoub, les Chinois furent assez forts pour rétablir leur autorité à Kachgar (1877).

Dans le même temps, Kouldja, c'est-à-dire la vallée de l'Ili, qui coule à l'ouest et se jette dans le lac Balkasch, se révolta aussi contre la Chine (1865), puis se donna à la Russie (1871). Les Chinois protestèrent ; les Russes rendirent Kouldja, mais gardèrent la partie occidentale de la province. Ils se trouvèrent maîtres de la plus grande partie du bassin de l'Ili, et disposèrent ainsi d'une nouvelle ligne de pénétration en Chine.

Leur action fut surtout continue et fructueuse dans le bassin de la mer d'Aral, dans la direction du plateau de l'Iran. En vingt ans, le long des Thian-Chan, par-dessus le Syr-Daria, ils arrivèrent à la frontière de l'Afghanistan, à la base même des montagnes, par la conquête des khanats de Boukhara et de Khiva. En 1852, le général Perovski continua la construction des forts qui devaient assurer la ligne du Syr-Daria. Il battit les troupes du khan de Khokand, leur prit la forteresse d'Ak-Medjedi, en compléta les retranchements et lui donna son nom.

Le plus illustre héros de la conquête du Syr-Daria fut le colonel Tchernaïef. Ses exploits rappellent les gestes légendaires des chevaliers de la « Bannière bleue », aux temps du Gengis-khan et de Tamerlan. En 1864, il enleva Aoulié-

Ata, Tchimkent, ouvrit la route de Tachkent, la plus grande ville du Turkestan. Dans la crainte de mécontenter l'Angleterre, le gouvernement lui envoya l'ordre de rebrousser chemin : il mit la dépêche dans sa poche et prit Tachkent — juin 1865. Il fut rappelé pour désobéissance ; mais la Russie garda la ville. Il laissa une légende dans l'armée et le peuple. Les soldats chantèrent longtemps ses hauts faits. Les Kirghiz, dans les poèmes que leurs bardes consacrent aux preux, l'appelèrent leur « chevalier ». Les Turcomans traduisirent son nom en Tchir-Naïp, « semblable au lion ».

Son successeur, le général Romanowski, eut à repousser les attaques du khan de Boukhara, Mozaffer. Avec une petite armée de 3.600 hommes, il le battit à Irdjar — mai 1866, — prit Khodjent. Les nouvelles conquêtes furent organisées en « gouvernement russe du Turkestan », sous le commandement du général Kauffmann (1867). Mozaffer fut encore battu à Zera-Buleh, sur le Zerafchan. Les Russes enlevèrent Samarkand, la grande cité du Zerafchan, l'ancienne capitale de Tamerlan qui y est enseveli, et cette conquête eut plus de retentissement que leurs autres victoires. Le khan de Boukhara s'avoua vaincu — juillet 1868, — paya une forte contribution de guerre et se reconnut le vassal du tsar. Bientôt après, le pays de Khokand eut le même sort. Les habitants de cette ville avaient chassé leur khan, Khudayar, auquel ils reprochaient d'être tout dévoué aux Russes. Il se retira à Orenbourg. Une petite armée russe, sous Skobelef, battit les révoltés à Makram (1875), occupa Khokand et les villes voisines, et en forma la nouvelle province du Ferghana, le plus riche territoire du Turkestan russe.

Le khan de Khiva lui-même fut réduit à la soumission. Sa capitale avait été une première fois occupée, puis évacuée, en 1854. En 1871, inquiet des progrès des Russes, il suscita un soulèvement des tribus des Kirghiz. Après un échec en 1872, le général Kauffmann résolut d'attaquer Khiva par trois directions différentes. Trois corps d'armée partirent d'Orenbourg, de Tachkent et de Krasnovodsk sur la mer Caspienne. La colonne d'Orenbourg fut décimée par le climat et les tempêtes du désert : elle se perdit presque tout entière. Les deux autres, sous Kauffmann et Skobelef, très maltraitées aussi, arrivèrent devant Khiva, et, après un bombardement, y entrèrent par la brèche. Le khan traita : il céda toute la rive droite de l'Amou-Daria, permit la libre

navigation des navires russes sur la mer d'Aral, paya une contribution de guerre, subit la construction au-dessus de Khiva de la forteresse d'Alexandrovsk, occupée par une garnison russe.

Les Anglais protestèrent vivement contre ces continuelles annexions de la Russie. M. Gladstone se déclara pourtant satisfait des assurances données pour l'avenir par le prince Gortchakof, et alla jusqu'à faire cette déclaration à la tribune de la Chambre des communes : « Je n'ai, quant à moi, aucune inquiétude au sujet des extensions territoriales de la Russie en Asie, aucune inquiétude d'aucune espèce. Je suis d'avis que ces craintes ne sont que des craintes de vieille femme ». Était-il moins rassuré qu'il ne l'affirmait ? Ou voulut-il calmer autrement que par des mots les inquiétudes de l'opinion anglaise ? Il obtint du gouvernement russe la signature d'une convention pour la délimitation exacte des territoires récemment acquis par la Russie. La nouvelle frontière fut fixée à l'Amou-Daria, et laissa à l'Afghanistan les pays d'Ouakhan, Badakhan, Koundouz, Balkh et Maïmené. Plus loin vers l'ouest, elle restait indécise, et les Russes ne devaient pas manquer d'en profiter. En fait, dans ces régions, l'Angleterre, faute d'alliés, était réduite à confirmer de sa signature les agrandissements de sa rivale.

Elle chercha bien aussi à accroître son domaine, à opposer conquêtes à conquêtes ; mais elle fut bien loin d'obtenir des résultats comparables.

Pour conserver ses avantages sur le marché chinois, où pénétraient la Russie par l'Amour, la France par le Tonkin, elle attaqua la Birmanie. Elle lui avait enlevé en 1852 sa dernière province maritime, le Pégou, avec les villes de Rangoun et de Martaban. Elle exigea en 1885 du roi Thibaw le monopole de l'exploitation de ses forêts de teck. Il refusa. Le vice-roi de l'Inde, lord Dufferin, lui déclara la guerre, et envoya contre lui le général Prendergast, à la tête de 15.000 hommes. Le roi fut partout vaincu, pris dans sa capitale de Mandalé ; son empire fut annexé à l'Hindoustan, dont la frontière fut portée à l'est jusqu'au Mékong, au nord au-dessus de Bhamo, sur les confins du Yu-nam chinois.

Vers l'ouest, dans l'Afghanistan, Dost-Mohammed était mort en 1863. Pendant cinq ans, ses fils se disputèrent le pouvoir, qui resta enfin à Shere-Ali. Le neveu de celui-ci, Abd-er-rhaman, se réfugia à Samarkand, où il vécut d'une pension payée par le tsar. Shere-Ali, redoutant la puissance

russe, entra en relations suivies avec le gouverneur du Turkestan, le général Kauffmann, et reçut à Kaboul une ambassade du tsar. Le vice-roi de Calcutta, lord Lytton, y envoya aussitôt une ambassade anglaise, escortée par le major Cavagnari. Shere-Ali lui interdit le passage du col de Khaïber. Lord Lytton lui déclara la guerre — novembre 1878. — 35.000 Anglais envahirent l'Afghanistan, prirent Kandahar et Kaboul, chassèrent Shere-Ali, le remplacèrent par son fils Yakoub, qui signa le traité de Gandamak — 5 mai 1879 : le nouveau souverain dut recevoir du gouvernement anglais une dotation annuelle d'un million et demi de francs ; moyennant quoi, il accepta un résident britannique à Kaboul et permit à l'Angleterre d'occuper les défilés des monts Solimans.

Quelques mois après, comme en 1842, les Afghans se soulevèrent. Le résident anglais, le major Cavagnari, fut tué. Une armée anglaise revint à Kaboul, détrôna Yakoub, qui fut interné à Simla. Le petit-fils de Dost-Mohammed, Abd-er-rhaman, reparut dans le pays, réclama son trône. Un fils de Shere-Ali, Ayoub, fut proclamé à Hérat, marcha contre les Anglais, battit le général Burrows à Mairvand, bloqua le général Primrose dans Kandahar. Le général Frederik Roberts accourut, battit Ayoub, le força à s'enfuir en Perse, entra triomphalement à Kandahar. Le pays restait très agité, l'armée anglaise enveloppée de populations malveillantes. Le vice-roi de l'Inde hâta la fin de la crise : il se décida à reconnaître Abd-er-rhaman comme émir de Kaboul. Il signa avec lui la convention de Rawal-pindi (1880) : l'émir reçut une dotation annuelle de trois millions de francs ; les troupes anglaises durent quitter l'Afghanistan ; l'Angleterre renonça à y entretenir un résident ; mais elle eut le droit de construire un chemin de fer de Chikarpour, sur l'Indus, à Quettah, à mi-chemin de Kandahar. Elle compte peu d'ailleurs sur la fidélité d'Abd-er-rhaman, qui fut autrefois un de ses ennemis les plus acharnés et qui vécut dix ans de sa jeunesse au milieu des officiers russes du Turkestan.

Que sont ces résultats, péniblement acquis et très précaires, en comparaison des victoires retentissantes de la Russie dans les mêmes pays ? Car les défaites qu'elle infligea aux Turcs en 1877 ont singulièrement grandi son prestige et la crainte de ses armes parmi les peuples musulmans ; et les déceptions qu'elle subit au traité de Berlin, en 1878, ont

excité son ardeur à d'autres triomphes dont l'Europe ne lui disputerait pas le fruit.

C'est en effet au lendemain de la guerre des Balkans qu'elle acheva la conquête du Turkestan. Il lui restait à prendre le pays compris entre l'Amou-Daria et la mer Caspienne. Elle avait sur cette mer une base d'opérations très avantageuse ; elle y avait occupé en 1841 l'île d'Ashurada, en face de la ville persane d'Asterabad, près de l'embouchure de l'Atrek. Elle occupa ensuite en 1854 Alexandrovsk, en 1869 enfin la belle baie de Krasnovodsk, en face de Bakou, à l'endroit où la mer est le plus étroite, et le général Stoliétof fonda bientôt sur cette baie le port de Mikhaïlovsk, complété plus tard en meilleure place par celui d'Ouzoun-ada.

Les Turcomans Tekkés du voisinage ne cessaient de harceler les colons russes de ces nouveaux postes, et rendaient impossibles toutes relations commerciales avec les villes de l'Amou-Daria. C'étaient d'ailleurs de terribles bandits ; ils ne vivaient que de pillage. Montés sur leurs chevaux rapides, ils entraient la nuit dans les bourgades ouvertes, massacraient les hommes valides, chargeaient les femmes et les filles en croupe, attachaient les prisonniers par un carcan au pommeau de leur selle, et ramenaient à coups de fouet tout ce butin dans leurs forteresses, accueillis par les acclamations des habitants qui accouraient au partage de la proie. Ils étaient surtout la terreur des provinces persanes du voisinage.

Le gouvernement russe résolut de détruire ce nid de brigands. Après plusieurs sommations dont les porteurs furent égorgés, le général Lomakine, en 1876, marcha sur Kysil-Arvat, et l'occupa sans pouvoir la garder. En 1879, avec une armée plus considérable, il prit l'oasis d'Ak-Tépé, et attaqua la forteresse de Denguil-Tépé, où les Turcomans s'étaient concentrés et avaient élevé de solides retranchements, sous la direction du major anglais Buttler. Toutes les attaques des Russes furent repoussées, et Lomakine ramena le corps expéditionnaire dans la vallée de l'Atrek.

Il fut remplacé par le conquérant du Ferghâna, encore illustré depuis au siège de Plewna, le général Skobelef. En se servant des premiers tronçons du chemin de fer de Mikhlaïlovsh à Kyzil-Arvat, il conduisit une petite armée jusqu'au cœur du pays des Tekkés, et mit le siège devant leur principale forteresse Géok-Tépé, avec 800 hommes et

58 canons. Elle était peuplée de 30.000 habitants, défendue par 7.000 hommes, sous le commandement du plus fameux chef turcoman, Tokma-Sadar. Skobelef entoura la ville de tranchées, malgré les furieuses sorties des assiégés pour s'y opposer. Quand ce fut achevé, l'assaut fut fixé au 12 janvier (1881). Le canon russe ouvrit dans les murs en terre glaise de la forteresse de larges et profondes brèches ; Skobelef y jeta ses soldats au milieu des Tekkés effrayés de la destruction de leurs lignes défensives ; après une terrible lutte à l'arme blanche, les Cosaques l'emportèrent, poursuivant les vaincus et les sabrant sans pitié. Le soir, ils ramassèrent 6.000 cadavres.

Le retentissement de cette victoire fut énorme. Toute résistance en fut abattue parmi les tribus turcomanes. Les chefs de villages et Tokma-Sadar lui-même vinrent jurer fidélité au quartier-général.

Les résultats ne se firent pas attendre. Le docteur Lessar explora les montagnes voisines, y détermina la route de Saraks à Hérat par la passe de Zulfikar, étudia le tracé de deux anciens bras de l'Amou-Daria vers la mer Caspienne. Le gouvernement russe signa avec la Perse, en 1882, une convention par laquelle elle lui abandonnait ses droits à la suzeraineté sur Merv. Merv est une des plus anciennes cités de l'Asie centrale, un sanctuaire vénéré chez les musulmans ; elle est dans une situation géographique importante, sur le Mourg-ab, qui vient des hauteurs de l'Afghanistan, à peu de distance du Héri-roud, la rivière de Hérat. Au milieu d'une oasis fertile, elle a été appelée, avec exagération sans doute, le grenier de l'Asie centrale. Les conquérants mongols y voyaient la clef de l'Inde. Toutes raisons suffisantes pour expliquer l'ambition des Russes à son sujet.

Skobelef y envoya, déguisé en Turcoman, l'un de ses officiers, le major Alikhanof, pour en étudier les défenses. Mais il n'eut pas la gloire de cette conquête, et mourut en juillet 1882. Son successeur, le général Komarof, ayant à se plaindre de quelques pillages des cavaliers de Merv, y renvoya Alikhanof porteur d'un ultimatum exigeant la soumission immédiate de la ville. Les habitants, effrayés par les menaces de l'officier russe qui annonçait l'arrivée d'une grande armée, désignèrent des députés pour porter à Komarof leur soumission. Il y fit son entrée sans difficulté quelques jours après — février 1884. — Au mois d'avril suivant, ce fut le tour de Saraks, sur la route de Hérat.

Les Anglais encore protestèrent énergiquement. Le gouvernement russe accepta la constitution d'une commission anglo-russe pour la délimitation de la frontière ; mais ils en retardèrent les travaux. A l'instigation des Anglais, les Afghans occupèrent le petit fort de Pendjeh, sur le Mourgh-ab, au sud de Merv. Le général Komarof, malgré les menaces des officiers britanniques, y courut, battit les Afghans, leur tua beaucoup de monde, mit garnison dans la ville.

On crut que la guerre allait éclater entre la Russie et l'Angleterre, qui pressèrent leurs armements. Grâce aux dispositions pacifiques du tsar Alexandre III et du ministère Gladstone, le conflit s'apaisa et la commission de délimitation acheva ses travaux. Les Russes acceptèrent pour frontière une ligne qui laissa à l'Afghanistan les défilés de Zulfikar, en avant de Hérat, mais qui leur assura la possession incontestée de Saraks, Merv, Pendjeh. Là encore l'Angleterre enregistrait le fait accompli.

Ce n'est pas tout. Aucune convention ne fixait la frontière russe du côté du Pamir, aux sources de l'Amou-Daria. Ils y ont profité de la continuelle anarchie qui trouble l'Afghanistan. En 1891, ils y ont envoyé une expédition, ont battu les Afghans à Somatach — juillet 1892. — Un nouvel accord anglo-russe partagea ce plateau entre l'Angleterre et la Russie, au mois de février 1895. L'Afghanistan fut tourné par l'ouest et par l'est. Le camp retranché anglais de Peïchawer était menacé. Les avant-postes des Anglais et des Russes étaient face à face.

V. — L'entente anglo-russe.

Un des spectacles les plus imposants et les plus constants de l'histoire du XIXe siècle aura été celui de la rivalité de l'Angleterre et de la Russie. On la retrouve partout de l'Europe à l'Asie, de la Méditerranée à l'Océan Pacifique, d'un bout à l'autre de l'ancien Continent. En Europe, tout au long de la Méditerranée, qu'il s'agisse de la guerre de Crimée ou de la guerre des Balkans, l'Angleterre veut sauvegarder les routes de l'Inde. En Asie, sur le plateau de l'Iran, derrière les hautes murailles de l'Himalaya, elle protège jalousement son empire de l'Inde, presque aussi soucieuse d'en fermer les accès que d'interdire à quiconque la traversée du Pas de Calais.

Encore dans les premières années du xxe siècle, on a pu voir les Anglais et les Russes en opposition jusqu'au fond de l'Extrême-Orient. Chassés de l'Europe, pour ainsi dire, par les traités de Paris et de Berlin, de 1856 et de 1878, contenus dans les steppes et les déserts de l'Asie Centrale au pied des plateaux afghans, les Russes se portèrent aussitôt sur la Mandchourie, vers Vladivostok, où ils avaient pensé s'ouvrir dès 1860 un port en mer libre. Sans doute, si loin, ils espéraient ne pas rencontrer l'hostilité de l'Angleterre. Le nouvel empereur Nicolas II, monté sur le trône en 1894, y donnait des soins personnels : il aspirait au nom glorieux de Nicolas l'Asiatique, et nul alors ne pouvait dire que l'histoire le lui refuserait.

Les circonstances y paraissaient favorables, le Japon posant à ce moment-là même la question chinoise[1]. Il nous faut suivre cet épisode, car la question d'Orient s'en est ressentie, par contre-coup. En attendant, les affaires d'Extrême-Orient apportaient dans le développement de l'histoire universelle des nouveautés d'importance capitale, nous n'indiquerons pour le moment que celle-ci : il y apparut assez vite que les puissances européennes n'y seraient pas absolument maîtresses des événements. Elles avaient fait de l'Amérique une Nouvelle Europe ; elles étaient en train d'en faire autant de l'Afrique, il n'est pas sûr qu'il en sera de même de l'Asie, il est même sûr qu'il n'en sera pas de même.

Le Japon, depuis sa révolution de 1868, s'était ouvert à tous les progrès européens, non pas par sympathie pour l'Europe, mais pour se défendre contre elle avec ses propres armes. En prenant conscience de ses forces nouvelles, il eut aussi de l'ambition, du moins celle de ne pas abandonner l'Extrême-Orient à la colonisation européenne ; et d'abord il disputa à la Chine la possession de la Corée ; il voulut prendre pied sur le continent.

Au premier contact de la vigueur japonaise, la Chine fut brisée comme une vieille porcelaine. Elle fut partout vaincue, à Pinh-yang, sur le Yalou (juillet-septembre 1894); l'armée japonaise marcha sur Moukden, capitale de la Mandchourie. La flotte prit Port-Arthur et Weï-haï-weï (novembre 1894 — février 1895), fermant le golfe du Pe-tchi-

1. Voir notre *Question d'Extrême-Orient*, ch. VIII : Le « dépécement » de la Chine.

li et menaçant d'affamer Péking. Les Chinois signèrent la paix de Simonosaki (16 avril 1895) : la Corée fut proclamée indépendante, c'est-à-dire de la Chine ; Formose, les îles Pescadores, et surtout la presqu'île du Liao-Toung, qui, avec Port-Arthur commande au nord le golfe du Pe-tchi-li, étaient cédées au Japon. Il assiégeait aussi toutes les côtes chinoises, il tenait Péking même en vérité, sous le canon de Port-Arthur.

De cette façon la Corée tombait réellement sous la dépendance des Japonais, et la Chine était à leur merci. Allaient-ils conduire les destinées de ce pays, le transformer comme ils s'étaient transformés eux-mêmes, exploiter ses incalculables ressources, armer pour leur compte ses 400 millions d'habitants de tous les instruments de la civilisation, et dresser devant l'Europe le plus formidable danger qu'elle eût connu depuis les Mongols ? En un mot le « péril jaune » était-il déjà imminent ? L'empereur Guillaume II, dans une esquisse de tableau historique, montrait toutes les puissances européennes obligées de s'unir à l'apparition d'un formidable Bouddha sur un sombre nuage à l'horizon de l'est.

Les puissances européennes intervinrent, sinon déjà de cette façon. L'Angleterre pourtant s'abstint, alléguant que ses intérêts n'étaient pas atteints. Mais la Russie, la France et l'Allemagne invitèrent « amicalement » le gouvernement japonais à renoncer à Port-Arthur. Sur une énergique démonstration navale des trois puissances, le Japon céda ; le traité de Simonosaki fut revisé, comme l'avait été celui de San-Stefano, il ne garda que les Pescadores et Formose ; il est vrai qu'il se fit en outre payer une forte indemnité de guerre qu'il allait consacrer à des armements considérables.

La Chine d'ailleurs dut témoigner sa reconnaissance aux puissances européennes qui étaient intervenues en sa faveur, et, en fin de compte, elle allait y perdre davantage. Ainsi elle assura à la France des avantages particuliers, réserva à des ingénieurs français la reconstruction de l'arsenal de Fou-Tcheou détruit en 1884 par l'amiral Courbet, la mise à l'étude des chemins de fer de l'Empire.

La Russie y gagna plus encore et se prépara à prendre part à la « curée » chinoise déterminée bientôt après par la politique allemande.

En décembre 1897, deux missionnaires catholiques alle-

mands furent assassinés dans le pays du Chan-Toung. Aussitôt un vaisseau allemand débarqua des marins dans la baie de Kiao-Tcheou : le gouvernement de Berlin exigea une indemnité, et obtint la *cession à bail,* pour 99 ans, de ce point important des côtes chinoises, à l'entrée du golfe du Pe-tchi-li, et le droit d'exploiter les houillères de la province du Chan-Toung.

Le gouvernement russe suivit cet exemple, fit occuper Port-Arthur et la presqu'île de Liao-Toung, et l'empereur de Chine lui reconnut des avantages analogues, et notamment le droit de continuer le chemin de fer transsibérien à travers la Mandchourie, sous le nom de transmandchourien, jusqu'à Vladivostok avec embranchements sur Port-Arthur et sur Péking même. La Russie était dès lors dans ces parages mieux placée que le Japon.

Les Anglais occupèrent dans des conditions analogues Weï-haï-weï, sur la côte septentrionale du Chan-Toung.

La France occupa sur la côte méridionale de la Chine la baie de Kouang-tchéou-ouan, avec des privilèges économiques ou politiques sur l'île de Haïnan et sur les riches provinces du Yun-Nan, du Kouang-si et du Kouang-Toung (Canton).

Il n'y a pas jusqu'à l'Italie qui ne voulût s'établir dans la baie de San-Moun, près de Chang-Haï : il est vrai qu'elle n'obtint rien.

Mais aussitôt les événements se précipitèrent avec une rapidité imprévue. La Chine esquissa un mouvement de révolte contre les « diables étrangers », et les « Boxeurs » assiégèrent les Légations européennes à Péking. Il y fallut une intervention armée des puissances étrangères, parmi lesquelles le Japon montra la discipline et la belle organisation de ses troupes. Les Légations furent délivrées et la Chine obligée de verser une lourde indemnité, de plus d'un milliard. Et les entreprises européennes se multiplièrent et la Chine parut n'être plus qu'un grand « gâteau » à partager.

Tout à coup, en janvier 1902, le monde entier fut étonné d'apprendre la signature d'un traité d'alliance anglo-japonaise, basée sur le maintien de l'intégrité de l'empire chinois. L'Angleterre sans doute était inquiète des développements de l'influence russe en Extrême-Orient. Le Japon y trouvait le moyen d'immobiliser l'alliance franco-russe et d'isoler la Russie : il était temps pour lui d'intervenir ;

car elle avait occupé la Mandchourie sous prétexte d'assurer la police du chemin de fer ; elle menaçait de prendre peu à peu la Corée ; elle en commençait déjà l'exploitation.

Le gouvernement japonais, en juillet 1903, lui demanda de renoncer à toute influence en Corée et de fixer la condition de la Mandchourie. Elle se prêta mal à cette négociation, qui, après de longs atermoiements, fut rompue en février 1904.

Ce fut la terrible guerre de Mandchourie : elle dura un an et demi ; les Russes, pris au dépourvu, fort éloignés de leurs bases d'opérations, furent battus partout, sur terre et sur mer, notamment à Moukden et Tsou-shima ; ils perdirent Port-Arthur, et, comme la médiation des États-Unis s'offrait, ils consentirent à négocier.

Le traité de Portsmouth (États-Unis), en septembre 1905, régla, sans doute pour longtemps, la situation politique de l'Extrême-Orient : la Russie renonça à Port-Arthur et à la Corée, qu'elle laissa aux Japonais ; elle évacua la Mandchourie.

Les victoires des Japonais, autant qu'on en puisse juger après si peu d'années, ont réveillé le monde jaune. La Chine est sortie de sa torpeur ; elle s'arme et s'outille à l'européenne, comme le Japon ; en janvier 1912 elle a renversé la dynastie mandchoue à laquelle elle reprochait tous ses malheurs, et proclamé la République, sous la présidence de Yuan-shi-Kai. Elle est peut-être de taille à défendre désormais son indépendance et à reprendre aux Européens les avantages qu'ils lui ont récemment arrachés. L'Extrême-Orient se fermera sans doute, ou du moins ne sera plus aussi accessible aux entreprises politiques de l'Europe.

La question d'Orient en prit à son tour un intérêt nouveau, comme si le monde était condamné à un éternel balancement entre l'Orient et l'Extrême-Orient. Car la Russie, en quête de la mer libre et de débouchés de plus en plus nécessaires à son activité industrielle, les chercha dans des régions moins éloignées de ce que l'on pourrait appeler son axe territorial, son centre de gravité, qui est dans les pays de la mer Caspienne et de l'Iran, c'est-à-dire qu'elle s'efforça naturellement encore d'atteindre la Méditerranée, le golfe Persique et l'océan Indien.

L'Angleterre et la Russie allaient se retrouver aux prises, comme après la conquête russe du Turkestan. Mais des

circonstances nouvelles changèrent leurs anciennes dispositions, et préparèrent une évolution politique dont les conséquences furent considérables. Il leur parut à toutes deux qu'il ne fallait pas, en se disputant l'Asie, se la laisser prendre par un troisième larron.

Car l'Allemagne manifestait dès lors des ambitions asiatiques, ou, pour pour mieux dire mondiales, *Weltpolitik*. Elle s'était présentée au congrès de Berlin, comme un « honnête courtier », sous les apparences du plus parfait désintéressement. En fait elle y avait inauguré une politique de vaste expansion. Pour achever de détourner l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne, elle l'avait poussée vers le Sud-Est, selon la direction du Danube, en lui faisant gagner la Bosnie et l'Herzégovine. Mais elle la suivait de près et s'ouvrait avec elle les routes de l'Orient.

Elle soutenait la Turquie, en rappelant au Sultan les services qu'elle lui avait rendus au traité de Berlin en empêchant le démembrement que la Russie voulait lui infliger : la Turquie ne lui devait-elle pas en effet d'être restée une puissance européenne ?

L'Allemagne affirmait une sorte de politique musulmane, au Maroc, en Syrie, comme à Constantinople. C'était une manière de se donner une politique méditerranéenne, et la Méditerranée est un chemin, la voie des grands empires de l'histoire ; elle mène aux plus riches terres du monde, aux puissants foyers de civilisation de l'Inde et de la Chine.

Tout cela s'exprima dans la politique allemande par le chemin de fer de Bagdad : au delà de Constantinople, à travers l'Asie Mineure et la Mésopotamie, il mène à l'Inde, sur les traces d'Alexandre le Grand ; en prolongeant la grande voie économique de Hambourg à Constantinople, par Berlin et Vienne, il refoulait l'expansion russe au delà de la Caspienne. Il posait l'Allemagne en rivale de l'Angleterre et de la Russie. Ce sont les raisons profondes pour lesquelles l'Angleterre et la Russie se sont rapprochées oubliant des griefs séculaires.

Le dernier épisode de leur rivalité fut l'affaire du Thibet. Les plateaux du Thibet, de l'autre côté de l'Himalaya, dominent de si haut les riches plaines de l'Inde, que les Anglais, depuis plus de cent ans, n'ont jamais cessé d'en surveiller la condition politique.

La conquête du Pendjab en 1846 leur permit d'en tenter

l'escalade par les hautes vallées du Sutledge, de l'Indus et de leurs affluents. Ils y organisèrent alors l'État protégé du Cachemire, « sentinelle avancée de l'Inde sur le plateau central du vieux continent »[1]. Plus loin même, en 1873, ils envoyèrent une ambassade, conduite par M. de Forsyth, à l'émir d'Yarkand, Yacoub, qui s'était rendu indépendant de la Chine : il est vrai que le gouvernement chinois y ayant bientôt après rétabli son autorité, cette ambassade n'eut pas de résultats politiques.

Cependant il était particulièrement difficile de pénétrer dans le Thibet proprement dit, le Thibet de Lhassa ou le Grand Thibet. On sait avec quel soin ce sanctuaire du Bouddhisme, résidence du dalaï-lama, est interdit à tous les étrangers : Gabriel Bonvalot et le prince Henri d'Orléans n'y ont pas été admis, pas plus que tant d'autres voyageurs qui y ont essayé. Et l'importance du pays est exceptionnelle : il semble que quiconque y régnerait exercerait une influence prépondérante sur toutes les populations bouddhistes, c'est-à-dire sur la plus grande partie de l'Asie.

Or il y a des bouddhistes dans l'empire russe, même en Europe, parmi les Kalmoucks de la Volga et de l'Oural, et en Sibérie chez les Bouriates du Baïkal et les Toungouses de la Léna et de l'Amour. Leurs lamas, dévoués à la Russie et au développement de son influence, servirent d'intermédiaire entre le dalaï-lama et le gouvernement de Saint-Pétersbourg. Des ambassades furent échangées : le tsar reçut les envoyés du grand-lama en 1900 au palais de Livadia, en 1902 à Peterhof. De nombreux sujets russes furent admis à Lhassa, et appelés même, étant bouddhistes, à des fonctions publiques : l'un d'entre eux y devint « grand-maître de l'artillerie ». Il fut question d'un traité d'alliance, entre le tsar et et le dalaï-lama, qui aurait été en vérité le signe et l'instrument d'un protectorat de la Russie, et qui aurait eu des répercussions immenses.

L'attention des Anglais en fut naturellement éveillée. Ils demandèrent à être admis aussi au Thibet : n'étant pas bouddhistes, ils furent refusés. Alors ils craignirent de voir descendre des armées ennemies du haut de l'Himalaya, comme les conquérants chinois qui étaient venus au XVIIIe

1. Docteur Rouire, *La rivalité anglo-russe en Asie*, p. 161.

siècle jusque dans le Népaul et le Boutan[1]. Car l'Himalaya n'est pas une barrière aussi infranchissable que l'on pourrait croire ; les pluies des moussons y ont ouvert des brèches qui sont des chemins.

Les Anglais prirent leurs précautions. Au mois de juin 1903, au moment où s'engageait entre la Russie et le Japon le conflit diplomatique qui allait donner naissance à la guerre de Mandchourie, le colonel Younghusband fut envoyé au Thibet, avec une escorte de 300 hommes, sous prétexte de régler des questions de voisinage en instance depuis fort longtemps : il est toujours facile de trouver de ces prétextes entre pays limitrophes. Arrivé à la frontière, le colonel reçut des autorités de Lhassa sommation de s'arrêter. On s'y attendait à Calcutta. Le général Macdonald, avec une armée de 3 000 hommes, s'engagea de vive force dans la vallée du Chumbi ; il eut à vaincre dans les montagnes, à plus de 4000 mètres, d'énormes difficultés. Il passa, et le 3 août 1904, les Anglais arrivèrent à Lhassa. Le dalaï-lama s'enfuit, pour ne pas laisser voir à des infidèles sa figure divine ; les autorités qui étaient restées derrière lui traitèrent avec les envahisseurs : des marchés furent ouverts à la frontière de l'Inde ; le gouvernement de Lhassa s'engagea à n'avoir aucune relation avec une puissance étrangère quelconque sans le consentement de l'Angleterre. Les Anglais ne laissèrent pas de résident à Lhassa, pour ne pas mécontenter le gouvernement de Péking ; mais, en fait, ils pouvaient exercer sur le Thibet une sorte de protectorat, et ils y avaient obtenu en tout cas des garanties sérieuses contre l'ingérence russe.

Puis la Russie, vaincue en Mandchourie, revint vers l'ouest, parut de nouveau menaçante en Asie Centrale, exerça sur la Perse une poussée puissante. D'autre part ses intérêts se confondaient en quelque manière avec ceux de l'Angleterre contre l'Allemagne. Enfin l'intervention diplomatique de la France, d'accord avec l'Angleterre depuis 1904, acheva de réconcilier les deux grandes rivales.

Ce fut l'objet de la convention du 31 août 1907. Elle a trait aux affaires du Thibet, de l'Afghanistan et de la Perse. Pour le Thibet, les deux puissances y reconnaissent les droits suzerains de la Chine et s'engagent à ne point traiter

1. Ed. Driault, *La question d'Extrême-Orient* ; ch. IV : les Chinois dans l'Asie Centrale (XVIIe-XVIIIe siècles)

directement avec le gouvernement de Lhassa, en dehors du gouvernement de Péking ; elles reconnaissent son intégrité territoriale ; elles s'interdisent toute ingérence dans ses affaires intérieures ; elles se réservent l'une et l'autre le droit d'y entretenir des relations commerciales, mais sans revendiquer ni l'une ni l'autre aucun privilège économique. — Pour l'Afghanistan, la Russie reconnaît qu'il est hors de sa sphère d'influence ; mais l'Angleterre s'engage à n'y point construire de fortifications, et à y respecter la liberté commerciale de la Russie. — Quant à la Perse les deux puissances s'engagent à en respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale. Mais, désirant maintenir l'ordre dans le pays et assurer son développement pacifique sur la base du régime de la porte libre ; considérant qu'elles ont chacune, pour des raisons géographiques et économiques, un intérêt spécial au maintien de la paix dans certaines provinces persanes, voisines de la frontière russe d'une part, de la frontière de l'Afghanistan et du Beloutchistan d'autre part, les deux parties contractantes décident, pour ce qui est de la Grande-Bretagne, qu'elle n'appuiera pas pour elle-même et n'appuiera pas au profit de sujets britanniques ou de sujets d'une tierce puissance, des demandes de concessions politiques ou commerciales (chemins de fer, banques, télégraphes, routes, transports, assurances), au nord d'une ligne reliant Kasri-Chirin, Ispahan, Yezd, Khaki, et aboutissant à la jonction des frontières de la Perse, de la Russie et de l'Afghanistan, et qu'elle ne s'opposera pas aux demandes de concessions faites dans cette région avec l'appui du gouvernement russe. La Russie fournit un arrangement correspondant en ce qui concerne la région au sud d'une ligne s'étendant de la frontière afghane à Ghazik, Biredjan, Kerman, et Bender-Albas. Entre ces deux régions ainsi réservées à l'influence anglaise et à l'influence russe, une troisième zone reste neutre, où la Russie et la Grande-Bretagne s'engagent à ne pas s'opposer, sans entente préalable, à l'octroi de concessions à leurs sujets.

En somme l'influence russe est par là prédominante dans la Perse septentrionale et notamment sur le gouververnement persan lui-même à Téhéran. Par contre, en une note spéciale, la Russie reconnaît que l'Angleterre a des intérêts spéciaux dans le golfe Persique. Les deux pays se mettaient d'accord pour surveiller discrètement les affaires

intérieures de la Perse, dans l'intérêt de l'ordre public et des transactions commerciales.

Ainsi l'Angleterre et la Russie, séparées encore l'une de l'autre par le Thibet et l'Afghanistan, comme par deux Etats-tampons, en attendant d'autres arrangements qui les y uniront par des voies ferrées, se rapprocheront en Perse pour y établir des routes qui se souderont forcément un jour pour refaire du plateau de l'Iran comme autrefois, « le grand carrefour des nations ». Elles se sont entendues déjà pour en régler les destinées ; les convulsions de ce malheureux pays leur ont donné beaucoup d'occasions ou de prétextes d'intervention. Justement en 1907, le schah Mozaffer-ed-Din dut accorder à ses sujets la constitution du 1er janvier ; il mourut quelques jours après. Son successeur Mohammed-Ali eut de la peine à se plier aux règles constitutionnelles, s'entendit mal avec le parlement persan, jusqu'au jour où il fut obligé d'abdiquer, en juillet 1909, quelques semaines après qu'Abd-ul-Hamid II à Constantinople avait subi le même sort. La chute de Mahomed-Ali n'a pas arrêté le désordre, car il n'a pas cessé depuis d'essayer de reprendre le pouvoir. Les Russes le soutiennent, et ont occupé militairement Tauris, Méched, sont venus jusqu'aux portes de Téhéran. Des marins anglais ont été débarqués à Bender-Albas, Bender-Bouchir. Ainsi, malgré des tentatives d'ingérence allemande, l'Angleterre et la Russie prennent peu à peu en Perse des habitudes de collaboration cordiale. Elles résoudront sans doute aussi de bon accord le problème du chemin de fer transiranien.

La convention qu'elles ont signée le 31 août 1907 avait, pour toutes ces raisons, une importance générale ; elle assurait la paix de l'Asie, et elle était un élément d'équilibre universel. Au point de vue de la question d'Orient elle dressait sur le plateau de l'Iran, de la Caspienne au golfe Persique, une barrière anglo-russe qui est bien aujourd'hui un des traits les plus caractéristiques de la condition politique de l'Asie.

Il reste à montrer la solidité de cette barrière.

L'océan Indien est devenu un lac anglais ; par le cap de Bonne-Espérance et par l'Australie l'Angleterre en tient les deux extrémités. Elle a d'ailleurs fondé là deux nations qui, en dehors de leur avantageuse situation géographique, sont parmi les plus laborieuses sociétés humaines : l'Australie, toute jeune encore, est devenue la maîtresse du

marché de la laine et l'un des grands marchés de l'or. Les Boers du Transvaal et du fleuve Orange, depuis près de vingt ans qu'ils ont accepté la suprématie de l'Angleterre, ont établi avec les autres colonies anglaises de l'Afrique australe les relations les plus fécondes et constitué autour de leurs mines d'or un des plus remarquables foyers de l'industrie humaine.

Mais au nord de l'océan Indien l'Inde a des richesses incomparables. Elle n'est qu'une colonie d'exploitation et, non une autre nation anglaise. Tout de même l'Angleterre y apparaît dès aujourd'hui comme l'héritière des empereurs mongols. Ce rapprochement historique a été souligné dernièrement lorsque, le 12 décembre 1911, au grand durbar de Delhi, le roi George V mit sur sa tête la couronne d'empereur des Indes et proclama capitale de cet Empire Delhi, capitale séculaire, « dont le renom survit à la fois dans les légendes hindoues et dans les traditions musulmanes[1] ».

Depuis les temps lointains de Rama, ou depuis la première invasion des Hindous dans le pays de l'Indus et du Gange, il y a là de vieilles civilisations à ressusciter. Il y a surtout aujourd'hui à donner à cet empire de plus de 300 millions d'habitants une nouvelle organisation politique ; il y a à tenir compte de quelques manifestations déjà vives du sentiment national ; il y a à déterminer le régime qui conviendra le mieux. La tâche est délicate : nul doute que l'Angleterre, qui pratique si bien chez elle les mœurs de la liberté, ne résolve ce problème, d'où dépend d'ailleurs en quelque manière sa situation même de grande puissance.

Quoi qu'il en soit l'Inde est toujours, selon une image un peu usée, le joyau de la couronne britannique. Par ses grands ports, Kouratchi, Bombay, Colombo, Madras, Calcutta, Rangoun, elle est la principale escale de la grande voie maritime qui de Gibraltar et Malte à Singapour et Hong-Kong assure l'unité de l'empire britannique et dont l'Angleterre est obligée de se garantir la libre disposition dans toute sa longueur.

Sa domination dans l'Inde est appuyée sur de fortes combinaisons diplomatiques et sur une politique très constante

1. Maurice Caudel, dans la *Vie politique dans les Deux-Mondes*, 6e année, 1911-1912, p. 118.

de pénétration à l'intérieur, comme celle qu'elle a pratiquée pour contenir le danger de l'expansion russe.

L'alliance qu'elle avait signée avec le Japon en 1902 a été renouvelée, pour dix ans, en 1905 ; elle garantit aux deux puissances l'intégrité de leurs possessions territoriales en Asie, et par là l'Angleterre disposerait des forces militaires et navales du Japon dans tout conflit où son empire asiatique pourrait être menacé de quelque côté que ce fût,

Les « frontières scientifiques » de l'Inde apportent à la solidité de cet édifice politique d'autres garanties. On entend par là les pays voisins de l'Inde dont la possession est estimée nécessaire à sa sécurité. Ce sont aussi les Anglais qui ont inventé en Afrique la commode doctrine de l'hinterland. Ainsi la Birmanie est dans les frontières scientifiques de l'Inde : cela n'empêche qu'elle n'ouvre en outre des routes utiles vers la Chine méridionale. Le Thibet a failli entrer dans le même cercle de frontières. Le Béloutchistan et même l'Afghanistan en font partie à des titres divers. Il y faut joindre maintenant la zone d'influence que les Anglais se sont réservée dans la partie orientale de la Perse, et les rivages du golfe Persique ; il y a longtemps qu'ils sont les maîtres de la route commerciale qui, le long du Karoun, affluent du Chat-el-Arab, remonte dans l'intérieur de la Perse jusque vers Ispahan.

Leur pénétration en Arabie a été lente, et longtemps inaperçue ; car il ne s'y rencontrait pas de concurrence. Ils sont les maîtres de Koweit, le meilleur endroit des embouchures du Chat-el-Arab, des îles Bahrein ; ils ont établ en 1903 leur protectorat sur tout le pays de l'Hadramaout c'est-à-dire sur toute la côte méridionale de l'Arabie.

Ainsi tout le long de la grande ligne de navigation de la Méditerranée aux rivages de l'Inde, l'Angleterre tient les côtes où aboutiront les voies ferrées de l'intérieur ; le chemin de fer de Bagdad, comme ceux qui pourront venir de Syrie, comme le transiranien, ou le transcaspien, aboutiront chez elle ; et, si elle consent apparemment à en tirer le plus de profit possible, sans doute elle ne consentira pas que sa prépondérance actuelle sur l'Asie méridionale soit compromise ou seulement menacée.

De la mer Baltique à la mer d'Okhotsk, de l'océan Arctique au Pamir, sur 22 millions de kilomètres carrés — plus de deux fois l'Europe —, avec une population de 175

millions d'habitants — de 200 millions avant 10 ans —, l'empire russe s'est établi sur l'emplacement des grands empires mongols d'autrefois; il est aux portes de Karakoroum, la capitale du Tchinguiz-Khan; il comprend Samarkand, la capitale et le tombeau vénéré de Tamerlan. Il apparaît comme leur héritier naturel, et beaucoup des peuples qui en font maintenant partie le considèrent comme tel, quelles que soient les circonstances actuelles.

Cette apparence même lui est une force. C'est par là que les cavaliers turcomans se sont rangés volontiers, à côté des Cosaques, dans ses innombrables sotnias d'irréguliers, fiers de se battre un jour sous les bannières du grand tsar blanc. Grâce à un gouvernement à la fois paternel et ferme, quasi-patriarcal, grâce à des sympathies anciennes, à une égale simplicité de mœurs restées chez les uns et les autres, encore frustes et primitives, vainqueurs et vaincus se sont étroitement mêlés. La soumission des tribus turcomanes a été aussi complète que leur résistance avait été héroïque; elles brûlent de reprendre sous les officiers russes les grandes chevauchées d'autrefois. Il y a là un phénomène historique dont il y a lieu de tenir compte dans les prévisions de l'avenir.

Mais l'empire russe d'aujourd'hui a beaucoup plus de force réelle et durable que les empires mongoliques dont il tient à peu près la place. Il a une grande unité ethnique et même religieuse, assuré par la prépondérance numérique des Petits-Russes, qui, émigrant en Sibérie dans une proportion de plus de 500 000 par an, constituent l'élément le plus actif de la colonisation de l'Asie.

Ainsi l'empire russe n'est pas un empire de nomades, mais de colons, de cultivateurs, d'aryens. Ses peuples exploitent les ressources de la terre, les mines de l'Oural ou de l'Altaï, les bois et les fourrures des grandes forêts sibériennes, et, ce qui vaut encore mieux, ils labourent maintenant les steppes; ils produisent en quantité le blé, la pomme de terre, la betterave à sucre. La Russie est la seule des grandes puissances européennes qui ait, comme les États-Unis, toutes les ressources quasi-incalculables des pays neufs.

C'est pour les mettre en œuvre que le gouvernement de Saint-Pétersbourg a jeté à travers l'empire des voies ferrées qui sont parmi les nouveautés les plus étonnantes de notre temps, le Transsibérien, le Transouralien, le Transcaspien.

Il faut s'attendre à la réalisation prochaine d'un ancien projet de Ferdinand de Lesseps, le Grand Central Asiatique, qui sera bien plus intéressant que le Transsibérien pour aller de la Russie à la Chine, qui, continuant le Transcaspien à travers le Turkestan chinois et la vallée du Tarim, sera le grand trait d'union des 400 millions d'Européens avec les 400 millions de Chinois, la route la plus courte de Londres et Paris à Hankeou et Nanking. La Russie aura aussi par l'Iran et l'Afghanistan les voies les plus rapides de Paris et Londres à Delhi et Calcutta ou Hanoï.

Et on ne voit pas d'obstacles sérieux à cette expansion aussi inéluctable que les grands phénomènes de la nature, pas de raisons pour que la Russie ne soit pas demain la plus grande puissance de la terre. Il est impossible de calculer l'avenir que son activité présente lui promet. Car chacun sait bien qu'après la crise du bolchevisme la Russie reprendra le cours de ses grandes destinées; nous ne faisons pas ici l'histoire des accidents.

C'est un moment capital de l'histoire de la Question d'Orient que celui où, par-dessus Constantinople et l'Asie Mineure, les puissances européennes, dans une émulation dramatique, tendent toutes vers le berceau de l'humanité, vers les lieux du paradis terrestre, vers les trésors de l'Inde et de la Chine.

BIBLIOGRAPHIE

Dr Rouire, *La rivalité anglo-russe en Asie au XIXe siècle.*
Amiral Mahan, *The problems of Asia and its effects on international politics*, 1913.
De Waren, *L'Inde avant et après la révolte de 1857.*

CHAPITRE IX.

L'AFRIQUE DU NORD.

I. — L'ISLAM EN AFRIQUE.

La conquête arabe au VIIe et au VIIIe siècle. — La décadence de la domination arabe. — Les Français dans l'Afrique occidentale. — Le percement de l'isthme de Suez.

L'expansion de l'Islam en Afrique au XIXe siècle. — La simplicité de la morale et du dogme de l'Islam. — L'Islam et le commerce des esclaves ; la puissance des négriers. — Les confréries musulmanes. — Les Senoûsiya. — Extension et mode de l'action des Senoûsiya.

II. — LES ANGLAIS EN EGYPTE.

Les successeurs de Méhémet-Ali en Égypte. — Les conquêtes égyptiennes. — Fondation de Khartoum (1823). — La découverte des sources du Nil. — Le khédive Ismaïl pacha (1863-1879). — La conquête du Soudan égyptien. — Guerres entre l'Égypte et l'Abyssinie. — La découverte des monuments de l'ancienne Égypte : Auguste Mariette et les Égyptologues français. — Le canal de Suez. — L'opposition de l'Angleterre. — La compagnie du canal. — L'inauguration (17 novembre 1869).

Désastreuse politique financière d'Ismaïl pacha. — Il vend à l'Angleterre ses actions du canal (1875). — Le contrôle financier anglo-français (1878). — Le mécontentement en Égypte ; opposition du khédive aux contrôleurs européens. — Déposition d'Ismaïl ; avènement de son fils Tewfik (juin 1879).

Le parti national égyptien. — Le colonel Arabi. — Les insurrections du parti militaire (1881-1882). — Arabi pacha ministre de la guerre. — La conférence de Constantinople. — L'émeute d'Alexandrie (11 juin 1882). — Abstention du gouvernement français ; bombardement d'Alexandrie. — Violation de la neutralité du canal de Suez par les Anglais. — Bataille de Tell-el-Kébir ; prise du Caire. — Les Anglais maîtres de l'Égypte.

L'agitation musulmane au Soudan. — Le Mahdi Mohammed-Ahmed — La proclamation de la guerre sainte (1881). — Les victoires du Mahdi. — Gordon pacha. — Prise de Khartoum (janvier 1885). — L'évacuation du Soudan par les Anglo-Égyptiens.

III. — L'ÉTHIOPIE ET LES ITALIENS.

L'Éthiopie. — Ses origines. — L'anarchie féodale en Éthiopie. — Le négus Théodoros. — Sa guerre contre les Anglais. — Sa défaite et sa mort (1868). — Le négus Johannès (1872-1889). — Ménélik II, roi du Choa (1865). — Puissance et prospérité de ce royaume.

Les établissements italiens sur les côtes de la mer Rouge. — Massouah. — Luttes des Italiens contre Johannès. — Leur alliance avec Ménélik. — Le traité d'Ucciali (mai 1889): affirmation du protectorat italien sur l'Éthiopie. — Occupation de Kassala par le général Baratieri (juillet 1894); défaites des Madhistes. — L'empire italien de l'Afrique orientale.

Réconciliation du négus Ménélik et du ras Mangascia. — Dénonciation par Ménélik du traité d'Ucciali (1893). — L'expédition du cosaque Atchinof. — La guerre entre les Italiens et Ménélik. — Les victoires du général Baratieri sur le ras Mangascia. — La conquête du Tigré (1895). — Les victoires de Ménélik : l'Amba-Alaghi, Makallé, Adoua (décembre 1895-mars 1896). — Le traité de paix d'Addis-Abeba (octobre 1896).

IV. — D'ALGER A TUNIS ET FEZ.

Les Espagnols sur la côte barbaresque. — Le Maroc. — Les intérêts européens au Maroc.

La France sur la côte barbaresque. — Premières relations de la France avec Alger. — Prise d'Alger (juillet 1830). — Fin de la domination turque en Algérie. — Français et Arabes : Bugeaud et Abd-el-Kader. — La colonisation française en Algérie.

La soumission des Berbères de la Kabylie (1857). — Faidherbe au Sénégal (1854-1865).

L'expansion française depuis 1880. — Établissement du protectorat français en Tunisie. — La France au Congo, dans la bouche du Niger, au lac Tchad.

La France au Maroc. — Le conflit franco-allemand (1905-1911). — La « tunisification » du Maroc (1912).

V. — L'AFRIQUE DU NORD EN 1914.

Les derniers progrès des Européens en Afrique. — La situation des Anglais en Égypte. — Échec de la convention de 1887. — L'expédition anglaise contre Khartoum (1896-1898). — La mission Marchand et l'affaire de Fachoda (1898). — Les Italiens en Tripolitaine (1912). — Les intérêts et le rôle de la France dans l'Afrique musulmane. — La convention franco-anglaise du 8 avril 1904.

I. — L'Islam en Afrique.

Lorsque la servante d'Abraham, Agar, eut été chassée de la maison de son maître, portant dans ses bras son fils

Ismaël, elle erra longtemps à travers le désert. Elle y souffrit mille maux et désespéra plusieurs fois de sauver son enfant. Un jour, privée d'eau, elle crut que les tourments de la soif allaient le lui enlever. « L'eau était tarie dans l'outre ; Agar déposa le petit Ismaël sous un arbre ; puis elle s'éloigna et alla s'asseoir en face de lui, à la distance de la portée d'une flèche ; car, disait-elle, je ne veux pas voir mourir mon fils. Assise en face de lui, elle éleva la voix et pleura. Déjà Dieu avait entendu les pleurs de l'enfant, et l'ange de Dieu dit à la mère, du haut du ciel : Qu'as-tu, Agar ? Ne crains rien ; Dieu a entendu la voix de l'enfant de la place où tu l'as couché. Lève-toi ; aide-lui à se relever, et que ta main reprenne de la force en le touchant ; car de lui sortira un grand peuple »[1].

En effet, l'islamisme, sorti de la postérité d'Ismaël, a grandi sur la terre, comme le christianisme sorti de la postérité d'Isaac : Dieu a béni la descendance de la servante presque à l'égal de celle de la femme libre[2]. Mais aussi la postérité religieuse d'Isaac n'a pas cessé de poursuivre celle de l'esclave à travers le désert.

L'Islam se répandit au moyen âge dans l'Afrique septentrionale, comme dans l'Asie méridionale, tout le long et au nord du Tropique. Ses destinées ne furent pas aussi brillantes en Afrique qu'en Asie ; peut-être y seront-elles plus durables.

Les conquérants du VIIIe siècle parcoururent en peu d'années, au galop de leurs chevaux, l'Égypte, la Tripolitaine, les pays Barbaresques, franchirent les colonnes d'Hercule, traversèrent l'Espagne, et par-dessus les Pyrénées envahirent la Gaule. Brusquement ils se heurtèrent à Poitiers contre les guerriers de Charles-Martel, et refluèrent au sud, suivis de près par la réaction chrétienne. Ce n'est pas que la seule bataille de Poitiers ait suffi à briser l'effort gigantesque de leur course ; mais, nomades, ils passèrent et ne fondèrent rien de stable. Ils vainquirent les peuples, mais leur laissèrent leurs coutumes et leur administration locale, satisfaits de lever sur eux la lourde dîme de leur récolte et l'impôt de leur jeunesse pour le recrutement des armées du prophète. Et les peuples vaincus, conservant leurs cadres politiques, y exaltèrent leur haine du conquérant et y pré-

1. Genèse, XXI, 15-18.
2. H. de Castries, *L'Islam*, p. 206.

parèrent leur vengeance. L'empire arabe se démembra avec une extrême rapidité. Il est probable notamment que les Espagnols, dont les défections furent si nombreuses, malgré le libre exercice du christianisme, seraient devenus musulmans s'ils avaient été traités avec la même rigueur que les Saxons et les Wendes par leurs conquérants chrétiens[1]. On en pourrait dire autant des peuples des Balkans. Les Capitulations du XVIe siècle, inspirées aussi par l'esprit de tolérance religieuse des Ottomans, n'ont-elles pas été le premier instrument de la pénétration chrétienne et, par suite, de la dissolution de leur empire ?

Quelles qu'en soient les raisons, la décadence de la domination des Arabes suivit de près l'expansion de leur conquête. Les chrétiens d'Espagne sortirent de leur refuge des Asturies, continuèrent leur croisade pendant des siècles, rejetèrent l'Islam en Afrique. Et si, dans le temps même où ils achevaient la libération de leur territoire, les Turcs, par une sorte d'équilibre, prenaient pied ailleurs sur le sol européen, eux aussi y furent bientôt atteints des signes de la décadence et reculèrent devant les chrétiens. Par l'Inde, par le Turkestan, par les Balkans, ils furent de siècle en siècle serrés de près, menacés d'expulsion : les voilà enfermés dans Constantinople, comme les Maures jadis dans Grenade.

En Afrique, l'Islam ne se trouva pas davantage en sûreté. Les Français, le peuple des croisades, plantèrent les premiers la croix sur le sol de l'Afrique musulmane. Ils prirent Alger aux Turcs, et de là étendirent peu à peu leur puissance jusqu'aux montagnes, jusqu'au-delà des montagnes, aux confins du Sahara. Ailleurs ils prirent pied à l'embouchure du Sénégal, à l'embouchure du Congo, prêts à s'enfoncer plus loin vers le Niger, vers le lac Tchad, enserrant par le nord et par le sud l'Islam africain entre les deux mâchoires d'un redoutable étau.

Du moins il formait encore une masse compacte et en apparence impénétrable du lac Tchad au plateau de l'Iran, de part et d'autre de la mer Rouge, sur toute l'étendue des déserts qui s'allongent par l'Arabie de l'Océan Atlantique au Pamir et à la mer d'Oman. Les Européens manifestaient bien d'inquiétantes ambitions vers le Nil, depuis Bonaparte ; mais l'Egypte paraissait forte et régénérée dans l'Islam par la maison de Méhemet-Ali, et elle semblait capable d'échap-

1. H. de Castries, *L'Islam*, p. 104.

per à toute influence étrangère. N'avait-elle pas failli, dans la première moitié du siècle, rajeunir la puissance musulmane de la Nubie à la Mésopotamie? Du moins elle était le solide trait d'union entre l'Afrique et l'Asie de Mahomet et ménageait de l'une à l'autre la grande route des pèlerinages et du commerce des esclaves.

Tout à coup l'isthme de Suez est coupé par un canal. Le principal intérêt du canal était d'ouvrir une route plus courte vers l'Inde, et il serait ridicule de voir en Ferdinand de Lesseps une sorte de croisé poursuivant, comme un nouveau Christophe Colomb et plus hardiment, la croisade contre les infidèles. Cependant son œuvre brisa irrémédiablement l'Islam ; car, le long du canal et de la mer Rouge, l'action de l'Europe fut dès lors prépondérante et forcément funeste aux destinées musulmanes, autant au moins que pourrait l'être la prise de Constantinople aux Turcs.

Les peuples mahométans sentirent le danger, accentué encore en ce temps par la guerre des Balkans, par l'expansion russe dans le Turkestan. Sous la pression de l'Europe chrétienne, leur foi parut se réveiller, capable d'une nouvelle propagande. Elle entreprit la conquête de la Chine, et certains la croient destinée à se substituer au bouddhisme. « Le mahométisme semble d'ores et déjà assuré de remporter la victoire sur les religions qui se partagent ou cherchent à se partager le continent chinois[1] ». Mais c'est l'Afrique qui demeure la terre d'élection de l'Islam ; c'est là que son expansion contemporaine a été le plus active et le plus fructueuse ; c'est en ce siècle qu'il conquit presque tout l'intérieur du continent, pendant que les Européens l'assiégeaient par toutes ses côtes.

Ce mouvement considérable est difficile à suivre. Il est l'œuvre de sociétés secrètes qui échappent par nature à l'analyse ; il apparaît par des manifestations isolées, chaque fois que les Européens pénètrent trop avant dans le pays où s'exerce son action. Ses limites seules se précisent à mesure que la colonisation européenne prend contact avec lui.

Il est néanmoins dès aujourd'hui certain qu'il a gagné presque toutes les populations africaines jusqu'au Congo,

1. Montet, *Les missions musulmanes au* XIX*e* *siècle* (Revue de l'histoire des religions, mai-juin 1883). — Cf. encore sur ce sujet Dabry de Thiersant, *Le mahométisme en Chine et dans le Turkestan oriental*. — H. de Castries, *L'Islam*, p. 184.

jusqu'au Zambèze, qu'il a recouvert à peu près tout le continent et que très peu de peuplades fétichistes ont pu lui échapper. Il a été très rapide, parce qu'il a été favorisé par les caractères mêmes de la religion de Mahomet, car c'est une religion indulgente. Elle n'élève pas ses fidèles à un idéal impossible ; elle fait une large part aux faiblesses de l'homme ; elle ne l'oblige pas à torturer sa nature et à se vaincre. Chercher à devenir parfait, ce serait chercher à égaler la divinité : abominable prétention ! Sauf pour l'usage du vin et des boissons fermentées, elle ne prêche pas la résistance aux sens ; elle n'interdit pas, limite seulement la polygamie. Rien de plus facile en somme que d'être un parfait musulman ; on met à bon compte sa conscience en règle avec les commandements de Dieu. Elle promet aux élus dans l'autre monde un bonheur très intelligible, des plaisirs matériels à ces peuples enfants qui vivent presque uniquement de la vie des sens, un printemps toujours vert parmi de frais bosquets à ces nomades pour qui l'eau est un rare trésor.

Rien de plus clair aussi que son dogme. Elle enseigne l'existence de Dieu : les populations du désert en ont la conscience instinctive, accablés souvent sous les catastrophes du climat qui leur imposent la notion de puissances surnaturelles et impitoyables. D'ailleurs, comme elle retranche de sa morale tous les préceptes gênants, elle proscrit les mystères qui rendent d'abord l'Évangile inaccessible. Elle satisfait aisément l'esprit et la chair, et, si elle ne se propose guère d'élever l'humanité à une perfection toujours plus haute, elle n'en est que mieux accueillie par les populations primitives qui répugnent aux privations et aux exigences qu'impose la foi chrétienne. Il n'en faut pas davantage pour expliquer les succès et la rapidité de sa propagande en Afrique.

Elle prit même dans le désert une conformité plus parfaite avec les leçons du Coran. En Europe et en Asie, autour des khalifes de Constantinople notamment, elle se laissait pénétrer par les influences de l'Occident, par les facilités de la vie des cours, et elle se perdait dans des compromissions qui scandalisaient les vrais croyants. Elle resta en Afrique pure de toutes ces souillures ; elle revint à la stricte et rigoureuse observance des préceptes de Mahomet : elle fut toujours la religion du désert, née dans le désert et faite pour les peuples qui y vivent.

C'est pourquoi elle s'accorda toujours avec le commerce des esclaves. Le bétail humain est depuis des siècles en Afrique le principal objet des transactions. Il est chassé par des bandes de marchands fortement organisées qui le poussent après la battue dans des parcs palissadés. Les traitants musulmans ne s'en font pas scrupule : car pour eux les nègres ne sont pas des hommes, mais des démons, tout au moins des « idolâtres », et il est agréable à Dieu qu'ils soient supprimés ou traités comme des animaux. Ce bétail est concentré peu à peu, avec un chiffre de perte notable qui n'empêche pas la vente du produit d'être toujours rénumératrice, dans des entrepôts généraux, comme Tabora près du lac Tanganika, Tombouctou et Kouka, El Obéid et Khartoum. De là, de longues files d'esclaves, enchaînés et groupés deux à deux sous un lourd carcan, sont dirigées sur les ports d'embarquement de la mer Rouge, Zeïlah, Massouah, ou Souakim ; car le commerce du « bois d'ébène » trouve encore des débouchés très suffisants en Asie et surtout dans l'empire ottoman.

Les Européens sont les ennemis détestés de tous ces chasseurs de nègres, de tous ces cheikhs propriétaires de parcs à esclaves, non pas tant parce qu'ils sont chrétiens que parce qu'ils sont anti-esclavagistes et que le développement de leur influence sera la ruine économique des maîtres du désert.

Aussi, à mesure qu'ils gagnent du terrain, sous leur contact mortel, le fanatisme musulman s'exaspère, et, dans ces dernières années, la propagande a pris une activité et une intensité qu'elle n'avait pas eues depuis plusieurs siècles. Le sultan de Constantinople, le chef officiel de tous les fidèles, n'en pouvait plus être l'inspirateur direct : car non seulement il avait perdu la foi des temps de la conquête ; mais il subissait les conseils des chrétiens ; il entreprenait pour leur plaire de prétendues réformes dans son empire ; il n'avait plus sa liberté vraiment, en sorte que plus sa politique convenait aux puissances européennes, plus les vrais musulmans se détachaient de lui. Ceux-ci le considéraient désormais, avec quelque raison d'ailleurs, comme un prisonnier aux mains des infidèles, et comment ainsi lui auraient-ils dû l'obéissance ?

L'action islamique s'est dès lors concentrée entre les mains des membres des confréries, qui, primitivement instituées dans un but exclusivement religieux, se sont transformées et sont devenues de puissants instruments poli-

tiques. Elles prêchent de nouveau, avec la passion des premiers siècles de l'Islam, le « djehad » ou la guerre sainte aux infidèles, la guerre sans trêve ni merci. Elles rappellent les récompenses que promet le Coran aux valeureux guerriers du Croissant ; elles menacent le lâche ou le déserteur des terribles peines de l'enfer ; elles annoncent la venue prochaine d'un « Maître de l'heure », qui sera le bras invincible de Dieu pour l'extermination définitive des chrétiens. Car les temps sont proches où Dieu a promis le triomphe de l'Islam.

Ces confréries sont nombreuses. Les principales sont, dans l'Afrique septentrionale, celles de Sidi-Abd-el-Kader-el Djilani, de Si Moulaï-Taïeb, des Aïssaoua et de Sid Mohammed ben Aïssa, de Sidi Youcef el Hansali, de Sidi Ahmed Tidjani.

La première est de beaucoup la plus puissante. Elle fut fondée jadis par un saint marabout dont le nom est resté vénéré dans tous les pays musulmans. Mais elle a été réorganisée en ce siècle par le cheikh Mohammed Ben Ali Es-Senoûsi, et elle est désormais plus connue sous le nom de confrérie des Senoûsiya. Sidi-es-Senoûsi est né aux environs de Mostaganem à la fin du siècle dernier. Il contribua ardemment à la défense de son pays contre les Français, fut chassé de l'Algérie en 1849 et s'établit à Djarboub, dans la Cyrénaïque, entre Siouah et Ben-Ghazi, à environ 200 kilomètres de la côte méditerranéenne. Il y est mort ; mais ses descendants sont restés les chefs de la corporation et ont continué la propagande contre les « Roumis ».

Leur autorité est reconnue dans tout le monde musulman, du lac Tchad à la mer Noire. Ils ont des agences à Boulaq en Égypte, à la Mecque, au Maroc, en Algérie, à Constantinople auprès du sultan. Le Ouadaï tout entier est sous leur autorité directe. Leurs ordres sont communiqués aux pèlerins de La Mecque, qui les portent dans leurs pays, et la transmission s'opère avec une rapidité et une assurance qui surprirent maintes fois l'Europe et qui expliquent la simultanéité des manifestations du fanatisme islamique d'un bout à l'autre de son domaine. « Les Senoûsiya mettent ainsi en relations permanentes La Mecque, Djarboub, Stamboul ou Bagdad, avec Fez, Tombouctou, Le Caire, Khartoum, Calcutta ou Java. Protées aux mille formes, tour à tour négociants, prédicateurs, étudiants, charmeurs, saltimbanques, médecins, ouvriers, mendiants, fous simulés, ou

illuminés inconscients de leur mission, ces voyageurs sont partout et toujours bien accueillis par les fidèles et efficacement protégés par eux contre les investigations soupçonneuses des gouvernements réguliers [1]». Ils appellent au désert de Libye les fidèles qui ne veulent plus vivre sous la domination des chrétiens, et donnent naissance de temps en temps à des exodes, en apparence inexplicables, des nomades du Sahara. Ils profitent des moindres circonstances pour réchauffer le zèle de leurs partisans ; car ils ont une foi robuste dans les destinées de l'Islam par l'union des bons musulmans, et dans le temps même où partout grandit la puissance des nations chrétiennes, ils rêvent les éclatantes gloires de la conquête, proclament le prochain avènement du panislamisme, la défaite des infidèles, et la soumission du monde entier aux lois de Mahomet. Ils semblent représenter ainsi le dernier effort de la résistance de l'Islam à l'invasion de la civilisation européenne[2].

II. — Les Anglais en Égypte.

L'Égypte et la vallée du Nil furent le centre de cette histoire nouvelle des relations des musulmans et des chrétiens ; l'intérêt de ces régions est devenu considérable parce qu'elles sont la grande route commerciale de l'ancien continent, et l'un des endroits principaux du développement de l'influence européenne en Afrique.

Méhémet-Ali était mort en 1848 : son fils adoptif Ibrahim ne lui survécut que quatre mois. Abbas-pacha, petit-fils de Méhémet, régna ensuite six ans (1848-1854) et se montra un fanatique musulman, hostile à toute intervention européenne. Après lui, Mohammed Saïd-pacha (1854-1863) renoua la tradition des relations avec la France. Il fut l'ami de Ferdinand de Lesseps, et l'autorisa à commencer les travaux du percement de l'isthme de Suez. Mais ce fut surtout le règne de son neveu Ismaïl-pacha (1863-1879) qui marqua l'apogée de la dynastie de Méhémet-Ali et aussi le commencement de sa décadence.

L'Empire égyptien atteignit alors son plus grand déve-

1. H. de Castries, *L'Islam*, p. 221.

2. Duveyrier, *La confrérie musulmane de Sidi-Mohammed-ben-Ali-Es-Senoûsi, et son domaine géographique.* — D'Estournelle de Constant, *Les sociétés secrètes chez les Arabes.*

loppement et recouvrit presque tout le bassin du Nil, marquant d'avance la route où devaient plus tard s'engager les explorations et les armes des Européens. Méhémet-Ali, en 1821, avait envoyé Ibrahim à la conquête de la Nubie; il avait soumis rapidement Dongolah, Berber, Chendy, le Kordofan, le Sennaar, pénétré dans la vallée du Nil bleu jusqu'aux frontières de l'Abyssinie, fondé en 1823, près du confluent des deux fleuves, la grande forteresse de Khartoum. De 1839 à 1842, les expéditions de l'ingénieur français d'Arnaud-bey commencèrent l'exploration du Sobat[1].

Puis des officiers anglais de l'armée des Indes entreprirent la découverte des sources du Nil par la côte de l'Océan Indien. En 1858, Speke et Grant trouvèrent le lac Oukéréoué, qu'ils appelèrent Victoria-nyanza, et pensèrent qu'il devait être le réservoir originel des eaux du grand fleuve. En 1864, sir Samuel Baker, parti de la Basse-Égypte, réussit à remonter jusqu'au Louta-nzigué qu'il appela le lac Albert, et acheva ainsi la solution du problème. L'honneur en revient donc surtout aux Anglais.

Sir Samuel Baker se mit au service du pacha d'Égypte Ismaïl, et, pour combattre la traite des noirs, l'encouragea à prendre possession des terres nouvellement découvertes. Il fut chargé lui-même de cette mission; établi à la petite forteresse de Fachoda, vers le confluent du Sobat, il créa une ligne de stations commerciales, peu à peu occupées par des garnisons égyptiennes, Chambi, Lado et Gondokoro, Fatiko, et pénétra jusque dans l'Ouganda, entre les lacs Albert et Victoria. Le colonel Gordon-pacha acheva après lui l'organisation de la province de l'Équateur et porta ainsi jusqu'aux sources du Nil la frontière de l'empire égyptien (1871-1875).

Dans le même temps, Ismaïl annexait encore à son domaine les pays de la rive gauche du Nil, dans la direction du lac Tchad. Un aventurier, Ziber-Rahama, d'origine allemande, parti vers l'ouest pour chercher fortune, s'y tailla une sorte de souveraineté et prit le titre de sultan du Dar Fertit. A la tête d'une bande, il enleva à la tribu des Bagaras le poste de Shegga, le principal entrepôt du commerce des esclaves dans la région. Il attaqua Brahim, le sultan du Dar Four, le battit et le tua à Monaouashi (octobre 1874), établit sa résidence à Torra. Derrière lui, une armée

1. Voir la thèse de M. Henri Dehérain, *Le Soudan Egyptien et Méhémet-Ali*, Paris, 1898.

régulière de 10.000 Égyptiens, commandée par Ismaïl-pacha-Ayoub, vint mettre garnison dans la nouvelle province.

Dans tout le bassin du Nil, l'Abyssinie seule était en dehors de l'empire d'Ismaïl. Il voulut s'en emparer : il y fut moins heureux. Münzinger-pacha pénétra par le sud dans le pays du Choa ; il fut repoussé par le roi Ménélik. Au nord, le colonel Ahrendrap s'avança dans le Tigré jusqu'à la rivière du Mareb ; le négus Johannès enveloppa deux colonnes égyptiennes et les anéantit entre Guda-Gudi et Gundet (1876). L'année suivante, le prince Hassan, fils d'Ismaïl, fut encore battu à Goura, fait prisonnier, et dut payer une grosse rançon. L'Abyssinie échappa aux convoitises des Égyptiens et entretint contre eux une haine ardente dans les continuels pillages qui troublèrent longtemps encore les frontières des deux États. Elle n'en était pas moins rejetée dans ses montagnes, loin du Nil blanc, enveloppée de toutes parts comme un îlot chrétien au milieu des Égyptiens musulmans. Car le sultan abandonna à Ismaïl, en 1868, toutes les côtes de la mer Rouge jusqu'au détroit de Bab-el-Mandeb, avec les ports de Souakim et de Massouah, et, au sud de ce détroit, la domination égyptienne était établie dans le pays des Somalis, sur toute la côte méridionale du golfe d'Aden. Ismaïl-pacha, qui avait pris, en 1867, le titre de khédive ou vice-roi, possédait un domaine de 2.250.000 kilomètres carrés, plus de cinq fois la France.

Son règne fut encore illustré par la découverte des monuments de l'ancienne Égypte, et notamment par les travaux d'Auguste Mariette, qui y consacra toute sa vie. L'Égypte des Pharaons était tout entière recouverte par les sables, et ses temples de granit avaient complètement disparu. « On dirait que le Nil, prolongeant des centaines d'années l'inondation qui ne dure d'ordinaire que quelques mois, a caché le pays pendant des siècles sous ses eaux débordées »[1]. Mariette rencontra d'énormes difficultés, mais aussi des satisfactions sans pareilles. C'est le 12 novembre 1851 qu'il pénétra dans les salles du Sérapeum et y retrouva la trace des derniers pas qui s'étaient éloignés depuis des siècles de la nécropole des Apis. Dans les années qui suivirent, jusqu'à sa mort en 1881, il continua ses recherches, explora les Pyramides, fonda le Musée de Boulaq dont Ismaïl-pacha

1. G. Charmes, *L'Égypte*, p. 75.

le nomma directeur. Après lui, Gaston Maspéro continua son œuvre, retrouva les vieilles villes de la Haute-Égypte, les temples de Thèbes aux cent portes, conserva à la France le premier rang dans les études égyptologiques ; car, écrit M. James Darmesteter, « prenne qui voudra le monopole d'exploiter l'Égypte du jour et de dépouiller les fellahs ; l'Égypte, dans ses quarante siècles, est à la France, de par le génie de Champollion et de Mariette, de par le dévouement et la science de Maspéro ».

Et ce n'est pas le plus grand service rendu par la France au pays du Nil. Ce sont des Français, qui, en perçant l'isthme de Suez, ont replacé en quelque sorte l'Égypte sur la grande route commerciale de l'ancien continent. Déjà dans l'antiquité la Méditerranée avait été jointe à la mer Rouge par le Nil : le canal de Néchao achevé par Ptolémée II unissait le fleuve au golfe de Suez ; détruit ensuite, il fut ouvert de nouveau par le conquérant arabe Amrou, sur l'ordre du khalife Omar. Le khalife abbasside Almanzor le fit encore combler. L'établissement de la domination turque dans l'Asie antérieure et les voyages de Vasco de Gama détournèrent vers le cap de Bonne Espérance la route de l'Europe à l'Inde.

Bonaparte, en 1798, reçut du Directoire la mission d'ouvrir des communications entre la Méditerranée et la mer Rouge. Un projet de canal fut dressé par Lepère, un des savants de l'Institut du Caire, puis fut oublié. Néanmoins, par le fait de la décadence ottomane et de l'attention rappelée sur ces pays, la mer Rouge redevint le grand chemin de l'Inde. Dès 1837, les Anglais organisèrent une ligne régulière de paquebots de l'Inde à Suez ; des diligences faisaient de là le service pour Alexandrie ; elles furent remplacées par un chemin de fer en 1857. La nécessité d'un canal maritime devenait ainsi plus pressante.

Ferdinand de Lesseps avait été consul de France à Alexandrie de 1831 à 1838 ; il y était devenu très populaire par son dévouement pendant la peste de 1835 ; il fut l'ami de Saïd-pacha, et, dès que celui-ci succéda à Abbas-pacha en 1854, il lui remit un mémoire concluant à la construction d'un canal direct de la Méditerranée à la mer Rouge. Le firman d'autorisation fut signé le 15 novembre 1854.

Œuvre d'initiative française, le projet excita aussitôt l'opposition et les colères de l'Angleterre. Elle craignit de voir la route de l'Inde au pouvoir de la France : Ferdinand

de Lesseps renouvela les inquiétudes que lui avait causées Bonaparte. Longtemps elle protesta ; longtemps elle retarda l'autorisation demandée au sultan ; jusqu'au bout, elle espéra arrêter l'entreprise. Lord Palmerston devant le Parlement déclara le projet « physiquement impraticable », et ajouta qu'il fallait le mettre au rang de « ces pièges qui de temps en temps sont tendus à la crédulité des capitalistes gobe-mouches ». M. de Lesseps alla le remercier de la bruyante réclame qu'il faisait à l'entreprise en s'en occupant de cette façon, et un député des Communes, M. Rœbuck, rappelant plus tard ses compatriotes au bon sens, caractérisa dans un énergique langage le rôle joué alors par son gouvernement : « Il s'agit de l'honneur et de l'intérêt de l'Angleterre. Il me semble qu'on sera d'avis que l'honneur de l'Angleterre a été sacrifié, que son grand nom a été traîné dans la boue, et que nous nous sommes conduits d'une manière égoïste et basse dans la question du canal de Suez ».

L'œuvre cependant se poursuivait. Une Compagnie du canal de Suez fut fondée ; elle obtint du pacha d'Égypte l'acte de concession des terrains, le 5 janvier 1856. Une souscription publique fut ouverte, en novembre 1858 : 400.000 titres à 500 francs, dont 220.000 souscrits en France, 176.000 par le pacha lui-même pour le trésor égyptien, donnèrent à la Compagnie les 200 millions nécessaires ; Mohammed-Saïd, puis Ismaïl mirent à sa disposition 20.000 soldats égyptiens pour activer les travaux, lui accordèrent toutes les facilités désirables, construisirent pour leur compte les phares, les ports. Car il convient de proclamer que l'Égypte a contribué pour une très large part au succès de l'entreprise.

Le premier coup de pioche fut donné le 25 avril 1859. La première section du canal, de la Méditerranée au lac Timsah, fut solennellement ouverte en présence de Saïd-pacha, le 18 novembre 1862. Le 17 novembre 1869, eut lieu l'inauguration définitive, en présence de l'impératrice des Français, de l'empereur François-Joseph d'Autriche, du prince royal Frédéric de Prusse, du prince et de la princesse des Pays-Bas, du khédive Ismaïl et de l'émir Abd-el-Kader : 130 navires, dont 50 vaisseaux de guerre, précédés par le grand yacht français l'*Aigle*, portant tous les pavillons de l'Europe, firent sans encombre la traversée de Port-Saïd à Suez, salués au passage par les hourrahs des Égyp-

tiens et de milliers d'Européens. Le gouvernement anglais n'y était pas représenté.

Ismaïl-pacha fut ébloui par cette grandeur nouvelle ; il crut la fortune de l'Égypte désormais inépuisable. Il avait conservé d'ailleurs les traditions financières des Turcs et des Mameluks. Il dépensa l'argent à pleines mains, pour ses plaisirs, pour ses caprices, autant que pour des travaux utiles, sans s'inquiéter d'établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses. Il fit construire tout un réseau de voies ferrées à travers le Delta, des usines, des fermes-modèles ; mais aussi il multiplia les palais, les jardins, pour lui et pour les membres de sa famille. Il voulut « haussmanniser » le Caire, y traça des quartiers nouveaux, y fit élever un Opéra, où eut lieu la première représentation de l'*Aïda* de Verdi. Pour couvrir tous ces frais, il emprunta, à n'importe quel taux, jusqu'à deux milliards et demi. L'Égypte n'était pas encore assez prospère pour porter le fardeau d'une pareille dette.

La banqueroute devint imminente. Le pacha ne trouva plus de prêteurs. Il offrit au gouvernement français de lui vendre ses actions du canal; le ministère du 24 mai les refusa. En novembre 1875, très secrètement, le gouvernement anglais, profitant de cette faute, acheta pour 100 millions les 176.000 actions que possédait l'Égypte; il eut dès lors, presque autant que la France, le droit d'intervenir dans le pays.

En effet il fallut se préoccuper des intérêts des créanciers du khédive, singulièrement compromis par ses agissements financiers. Les gouvernements français et anglais exigèrent d'Ismaïl une garantie pour les créances de leurs nationaux. Il dut signer en ce sens un décret par lequel toute la dette fut unifiée, certains revenus de l'état et les revenus particuliers du khédive furent affectés exclusivement au service de cette dette. Une caisse spéciale fut ainsi constituée sous la surveillance de deux contrôleurs généraux, l'un nommé par le gouvernement français, M. de Blignières, l'autre par le gouvernement anglais, sir Rivers Wilson. Tous deux firent partie du ministère égyptien présidé par Nubar-pacha, le premier comme ministre des travaux publics, le second comme ministre des finances (1878).

L'administration des deux contrôleurs fut très habile ; ils remirent bientôt l'ordre dans le budget ; mais ils ne le purent qu'en faisant autour d'eux beaucoup de mécontents.

Les Égyptiens supportèrent mal la nécessité de rompre avec leurs commodes errements financiers, de cesser le gaspillage fructueux d'autrefois ; ils ne pardonnèrent pas aux étrangers de faire succéder au temps des vaches grasses celui des vaches maigres, de faire des économies sur tout, de tarir la source des libéralités du khédive, et d'interrompre les trafics peu scrupuleux qui les enrichissaient si aisément. L'armée, dont ils étaient si fiers, fut réduite au chiffre de 11.000 hommes ; la solde des officiers, leur nombre même furent diminués : 2.500 d'entre eux furent mis en demi-solde. Le khédive, qui avait jusque-là confondu très volontiers le trésor public et le sien, ne se résigna pas à toucher désormais un traitement fixe ; il encouragea par sa contenance, par d'imprudentes paroles, l'irritation générale.

Le 18 février 1879, le jour du *dosseh* ou de la fête annuelle célébrée à l'occasion du retour du tapis de La Mecque, Nubar-pacha et sir Rivers Wilson, insultés par plusieurs centaines d'officiers qui demandaient à être payés, furent réduits à s'enfermer dans le ministère des finances et assiégés par la foule. Le khédive se rendit sur les lieux et dispersa le rassemblement avec l'aide de la troupe. Il était d'ailleurs d'autant plus populaire qu'on le savait opposé aux mesures des contrôleurs.

Le lendemain, Nubar-pacha fut obligé de donner sa démission, et le khédive déclara qu'il présiderait désormais lui-même le conseil des ministres. Quelle indépendance aurait ce conseil, sous l'autorité présente d'Ismaïl ? MM. de Blignières et Wilson protestèrent. Deux bâtiments de guerre français et anglais furent envoyés à Alexandrie.

Le khédive tint bon. Il convoqua une assemblée de notables, pour paraître avoir la main forcée. Mais il l'avait nommée tout entière ; il se fit adresser par elle, par les pachas, par les fonctionnaires de son gouvernement, des pétitions demandant que l'Égypte fût aux Égyptiens. Le 1er avril, à la suite d'une démarche des notables, il déclara que l'Égypte voulait et pouvait payer ses créanciers, mais qu'elle refusait de se laisser mettre en tutelle ; et il renvoya les deux contrôleurs généraux, « l'adjonction de l'élément étranger au cabinet étant de nature à blesser la nation dans ses sentiments les plus chers ».

Les gouvernements français et anglais répliquèrent en sommant le khédive d'abdiquer sur le champ, sous la menace

d'une intervention militaire. Il résista. Ils agirent auprès du sultan, et Abd-ul-Hamid le destitua le 26 juin 1879. Il dut céder, se retira en Italie, et fut remplacé par son fils Tewfik.

Le sultan pensa profiter de l'occasion qui venait de lui être offerte, pour affirmer son autorité suzeraine en Égypte. Dans le firman d'investiture qu'il accorda à Tewfik-pacha, il déclara maintenir l'autonomie administrative du pays ; mais il prétendit limiter avec précision les pouvoirs du nouveau khédive : les impôts durent être perçus au nom du sultan, la monnaie frappée à son effigie ; le khédive ne put nommer aucun officier au-dessus du grade de colonel, construire de vaisseaux cuirassés sans l'autorisation de la Porte ; en cas de vacance, le sultan se réserva le droit de choisir le khédive parmi les membres de la famille de Méhémet-Ali. Le gouvernement français fit opposition à ces prétentions, qui remettaient en question les avantages consentis à l'Égypte par les conventions de 1841. Abd-ul-Hamid dut y renoncer et reconnaître une fois de plus le droit de succession au khédivat par ordre de primogéniture.

On put croire la crise terminée. Tewfik accepta le contrôle anglo-français, exercé par M. de Blignières, et par sir Eveling Baring pour l'Angleterre, en remplacement de sir Rivers Wilson.

Le calme ne dura pas longtemps, les causes de désordre n'ayant pas disparu et l'intervention européenne étant de plus en plus impopulaire par son triomphe même. Le « parti national » égyptien se sentit atteint par la disgrâce d'Ismaïl-pacha, dont les intrigues ne cessèrent pas malgré l'éloignement : peut-être espérait-il quelque glorieuse restauration par les patriotes de son pays.

Ceux-ci s'agitaient en effet. Les officiers surtout manifestaient une irritation de plus en plus vive, les contrôleurs continuant forcément leur politique d'économie ; quelques colonels, surtout Ahmed Arabi-bey, devinrent les chefs du mouvement ; ils pétitionnèrent bruyamment pour obtenir la réintégration dans les cadres des officiers en demi-solde ; la plupart, de race arabe, se plaignaient des faveurs accordées de préférence aux officiers supérieurs d'origine circassienne ou turque ; ils rêvaient d'assurer leurs droits en s'emparant de l'autorité, en reconstituant une sorte d'aristocratie militaire semblable à la milice des beys mameluks, en supprimant au besoin le khédivat s'il était impuissant à

repousser l'ingérence étrangère. Ils étaient soutenus par la grande masse de la population, exaltée contre les Européens par quelques musulmans fanatiques, par les grands négociants qui s'enrichissaient, plus ou moins secrètement, du commerce des esclaves. Toutes ces colères grandissaient, s'excitaient les unes par les autres, éclataient en violentes métaphores : « Le lion britannique, le vieux lion, a de fiers appétits, s'écriait un vénéré pèlerin de La Mecque. Toujours en quête de proie, il n'est jamais repu. Que va-t-il dévorer désormais ? Ses griffes d'acier entament profondément les chairs, mais sans donner la mort. Ses victimes sont condamnées à vivre. Il faut qu'il puisse les téter à son aise, les saigner à petits coups, les boire à petites gorgées, leur sucer peu à peu la cervelle et les moëlles. Mais quelle vie ! Mieux vaudrait mourir ! Ainsi traînent une existence misérable nos frères des Indes, du pays de l'eau de rose. Ainsi sont voués à la consomption les croyants de Chypre. Ainsi la pauvre Égypte sera mangée et bue !... Mais non ! Levons-nous tous, nous les serviteurs de Dieu ! L'Égypte est aux Égyptiens ! » [1].

Au mois de janvier 1881, un colonel circassien ayant été nommé à la place d'un arabe au commandement d'un régiment de cavalerie, un grand nombre de militaires demandèrent au président du Conseil, Riaz-pacha, la révocation de cette mesure et la destitution du ministre de la guerre, un Circassien aussi, Osman-pacha. Trois colonels furent arrêtés. Toute la garnison du Caire parut vouloir se soulever pour les délivrer. Tewfik effrayé remplaça Osman-pacha par un arabe, Mahmoud-pacha, remit les trois colonels arrêtés à la tête de leurs régiments, fit augmenter la solde des officiers en disponibilité. Les officiers patriotes en furent encouragés dans leurs prétentions.

Le 9 septembre suivant, une insurrection éclata. 4.000 hommes, conduits par le colonel Arabi-bey, entourèrent le palais du khédive, obtinrent par menaces le renvoi du ministère Riaz-pacha, et son remplacement par Chérif-pacha. Une assemblée de notables, aussitôt réunie, déclara que le vote de toutes les lois de finances devait lui appartenir : ce qui annulait les attributions des contrôleurs européens. Chérif-pacha n'osa pas appuyer toutes les exigences du parti national.

1. Hennebert, *Les Anglais en Égypte*, p. 27.

Le 3 février 1882, nouvelle manifestation des colonels. Le khédive fut obligé de donner la présidence du Conseil à Mahmoud-pacha, le ministère de la guerre au colonel Arabi : les « patriotes » étaient au pouvoir. Ils donnèrent aux colonels de tous les régiments le droit de choisir leurs officiers, exigèrent l'augmentation de l'effectif de l'armée. La crise devenait plus grave que jamais. Gambetta, alors président du conseil et ministre des affaires étrangères proposa au gouvernement anglais une intervention collective. Celui-ci s'y montra mal disposé : il lui répugnait d'agir quand la France y était elle-même résolue ; il préférait attendre une autre occasion plus favorable à ses propres intérêts. Gambetta fut renversé du pouvoir quelques jours après et remplacé par M. de Freycinet.

Cependant les événements se précipitaient en Égypte. Arabi-bey, devenu Arabi-pacha, était tout-puissant au Caire ; il ne cachait pas sa haine pour les Européens, excitait le fanatisme des Égyptiens par des proclamations incessantes, des commentaires publics sur le Coran. Il passait pour un savant : il leur disait la grandeur de leur pays, le centre du monde, restaurait la divinité du Nil, le premier, le seul fleuve de l'univers ; « car il ne se jette pas dans la Méditerranée, selon l'opinion accréditée ; il plonge par un tunnel sous cette mer et sous l'Atlantique et reparaît en Amérique sous le nom de Mississipi ». Les cheikhs l'aidaient dans cette propagande, dans cette éducation des fidèles musulmans ; le cheikh Ouleich le proclamait « le Sauveur de l'Islam ». — « Tu es marqué au front de la lettre G, s'écriait-il ; tu es le Mahdi annoncé. »

Au mois de mai 1882, tous les employés européens de l'administration égyptienne furent destitués : c'était la guerre déclarée à la France et à l'Angleterre.

Les deux flottes française et anglaise vinrent jeter l'ancre devant Alexandrie le 20 mai. Ce n'est pas que M. de Freycinet fût bien résolu à une intervention militaire. Il proposa, pour gagner du temps, la réunion d'une conférence à Constantinople et chercha à obtenir une entente de toutes les puissances européennes. La conférence délibéra longuement, et ses délibérations ne servirent à rien.

En attendant, la France et l'Angleterre adressèrent au khédive la note du 25 mai. Elle demandait l'éloignement temporaire d'Arabi-pacha, l'envoi dans l'intérieur de l'Égypte des deux autres colonels les plus compromis, Ali pacha

Fehmi et Abd-el-al-pacha, la démission du ministère Mahmoud-pacha. Le ministère égyptien se retira le 26 mai. La population se souleva ; les Européens furent partout molestés, fermèrent leurs maisons ; le khédive fut menacé. Il rappela au pouvoir Arabi-pacha.

Ce triomphe fut le signal d'une formidable explosion du fanatisme musulman. Le 11 juin, une collision entre Arabes et Européens dans un quartier d'Alexandrie amène une lutte générale ; les Arabes se jettent sur les Européens, les assomment ou les poignardent en grand nombre, pillent leurs maisons : beaucoup se réfugient sur les vaisseaux anglais et français. Arabi-pacha commença d'élever autour d'Alexandrie des retranchements pour la lutte inévitable.

Le 5 juillet, le ministère anglais prévint le gouvernement français que l'amiral sir Beauchamp Seymour était autorisé à adresser aux Égyptiens un ultimatum, en vue d'arrêter leurs travaux de défense, et, au cas où cet ultimatum resterait sans effet, à ouvrir le feu contre leurs ouvrages. Il demanda si l'amiral français Conrad recevrait des instructions semblables.

Le conseil des ministres français fut d'avis que la France ne pouvait pas s'associer à l'ultimatum de l'Angleterre. L'amiral Conrad reçut l'ordre de ne pas agir.

Le 10 juillet, l'ultimatum anglais fut remis au gouvernement égyptien. Il resta sans réponse. Le 11, le bombardement d'Alexandrie commença à sept heures du matin ; les feux des forts égyptiens furent vite éteints ; à 4 heures et demie, deux cuirassés anglais entrèrent dans l'avant-port ; l'armée d'Arabi se retira hors de la ville, pendant qu'une bande de Bédouins en pillait et brûlait les principaux quartiers.

Les Égyptiens se retranchèrent en arrière d'Alexandrie, à l'abri des retranchements de Kafr-Douar. Arabi y entretenait le courage de ses soldats par les forfanteries qui lui étaient habituelles ; il transformait l'affaire d'Alexandrie en une brillante victoire sur les Anglais : l'amiral Seymour avait été pris ; on le traînait de village en village ; chaque boulet égyptien avait coulé un cuirassé ennemi ; le seul qui n'avait pas porté était tombé dans l'île de Chypre, et y avait décimé la garnison anglaise.

Les lignes de Kafr-Douar étaient vraiment assez fortes pour arrêter les Anglais, s'ils voulaient suivre la route de l'armée de Bonaparte en 1798. Sir Garnet Wolseley, nommé

au commandement des troupes anglaises renforcées, résolut de tourner les Égyptiens par le canal de Suez. Le ministère Freycinet crut pouvoir sauver l'influence de la France en assurant la protection du canal contre les belligérants ; il demanda à la Chambre un crédit de quelques millions pour en permettre l'occupation : le crédit fut repoussé par 416 voix contre 75. Le ministère tomba.

Ferdinand de Lesseps craignit qu'Arabi, menacé par le canal, ne le fît combler, ce qui eût été facile et eût assuré peut-être l'échec des Anglais. Il l'alla trouver. Arabi promit de respecter la neutralité du canal, à condition que Wolseley en fît autant : M. de Lesseps se chargea de l'obtenir. Il ne l'obtint pas. Le 20 août, malgré ses protestations, le général anglais débarqua ses troupes à Port-Saïd, occupa militairement les établissements de la Compagnie et ferma pour quelques jours le canal à la navigation. L'armée anglaise marcha vers le Delta.

Arabi ramena ses soldats de Kafr-Douar vers l'est, non sans désordre. Il n'en était pas moins sûr d'une victoire complète : il donna à chacun de ses hommes un talisman capable de tuer 25 Anglais, même à Londres, si ceux de l'Égypte fuyaient trop vite; les Anglais, disait-il, avaient amené des milliers de dogues, mais il avait préparé à leur intention exactement le même nombre de boulettes empoisonnées.

Le 23 août, les Anglais s'emparèrent d'El-Magfar, sur le canal d'eau douce. Le 25, les Égyptiens abandonnèrent leurs positions de Tell-el-Mahuta. Le 28, ils furent refoulés à Gassassin. Arabi concentra ses meilleurs régiments à Tell-el-Kébir. Le 13 septembre, Tell-el-Kébir fut pris à cinq heures du matin, en vingt minutes ; les Anglais ne perdirent que 200 hommes, Arabi s'enfuit. Le 15 septembre, ils entrèrent au Caire. Quelques jours après, le khédive revint d'Alexandrie, et en son honneur le général Wolseley passa la revue des troupes « libératrices ». L'Egypte était aux Anglais. Ils le devaient à l'abstention de la France, au souci qu'elle avait eu de ne pas heurter le sentiment national égyptien qu'elle avait cru capable d'une résistance plus énergique : même erreur qu'en 1840 à l'égard de Méhémet-Ali.

Ils n'eurent pas aussitôt tout l'empire égyptien. L'expansion de cet empire vers le Darfour l'avait mis en contact avec les pays directement soumis à l'influence des confréries musulmanes et surtout des Senoûsiya. Les fonctionnaires

d'Ismaïl-pacha n'étaient pas très redoutables aux marchands d'esclaves, dont parfois ils partagèrent les bénéfices et encouragèrent les opérations. Cependant, par leurs relations avec les puissances européennes, par la présence des officiers anglais au service du khédive, ils étaient obligés à quelque réserve, et proclamaient de temps en temps avec solennité l'interdiction de la traite des nègres. Les marchands arabes n'étaient pas sans inquiétude.

Ce fut bien autre chose, lorsque l'Égypte tomba, à partir de 1879, sous le contrôle anglo-français, et surtout, en 1882, sous la domination anglaise. Les chasseurs d'esclaves se sentirent menacés dans leurs intérêts, et les musulmans fanatiques dans leurs croyances religieuses. La propagande des derviches des corporations devint plus ardente, leurs prédications plus pressantes. Tout le Sahara et le Soudan en furent agités, d'autant mieux que les Turcs venaient d'être battus par les Russes et avaient failli perdre Constantinople. C'est à ce moment que le colonel français Flatters, explorant le centre du Sahara, y fut assassiné par les Touaregs Hoggar, que l'Algérie méridionale fut troublée par l'insurrection de Bou-Amama chez les Oulad-sidi-cheikh. Ce fut alors comme une prise d'armes de l'Islam tout entier.

Depuis 1868, les Bagaras, marchands de chair humaine dans le Darfour, vénéraient comme le « Maître de l'heure » un khouan nubien de Dongolah, Mohammed-Ahmed, instruit par les derviches de Khartoum et de Berber, affilié à la confrérie des Senoûsiya. Pendant douze ans, il mena une vie solitaire dans un îlot du Nil, l'îlot d'Abba ; retiré dans une grotte au milieu des rochers, il s'y adonnait à une dévotion outrée, prières, jeûnes, abstinences, vivait d'aumônes, parlait peu et par sentences, passait ses jours et ses nuits à pleurer sur la corruption et les péchés des hommes. Sa réputation de sainteté s'étendait d'Assouan à Khartoum.

En 1881, les Bagaras députèrent à Mohammed des envoyés extraordinaires. Ils lui offrirent le commandement de l'armée de l'Islam pour la guerre contre les infidèles. Il répondit qu'il avait fait le vœu de vivre loin des agitations du monde, « à moins que Dieu n'en ordonnât autrement ». — « Mais c'est Dieu qui le veut ! reprirent les députés. Tu es celui que Dieu a choisi ; Sidi-es-Senoûsi le sait ; Dieu le lui a révélé : il t'a déclaré Mahdi. Tu ne dois pas te soustraire aux desseins de Dieu ! »

Sortant alors de sa grotte, le Mahdi s'arma d'un grand

sabre à lame courbe, et, levant les bras au ciel, il s'écria : « Louanges soient à Dieu ! Me voici donc défenseur de la foi ! Que Dieu me maintienne sur le cou des infidèles et étende sa bénédiction sur nous ! » Il annonça bientôt que Mahomet lui était apparu et lui avait confié la mission de fonder l'empire de l'Islam. Il appela tous les musulmans aux armes et eut en quelques semaines autour de lui des troupes très nombreuses.

Ses succès furent rapides de 1881 à 1885, et les Anglais eux-mêmes sentirent la lourdeur de son bras. Le gouverneur du Soudan égyptien, Réouf-pacha, fut battu le 7 décembre 1881 ; trois autres corps égyptiens furent successivement détruits en janvier, juin et juillet 1882, autour de Khartoum. Se jugeant encore incapable d'enlever cette ville, le Mahdi concentra son armée un peu à l'ouest, et s'empara d'El-Obéid, dont il fit sa première capitale. Il y repoussa toutes les attaques qui furent dirigées contre lui. Après chaque victoire, ses troupes se grossissaient de la masse des déserteurs de l'armée vaincue. Car sa renommée grandissait dans tous les pays de l'Islam, du lac Tchad à la mer Rouge, et le doigt de Dieu paraissait le conduire.

Quand les Anglais furent les maîtres de l'Égypte, ils envoyèrent contre lui une armée de 10.000 hommes commandée par le général Hicks-pacha. Parti de Suez et débarqué à Souakim, en décembre 1882, celui-ci atteignit Berber, Khartoum, et marcha sur El-Obéid. Il sembla qu'il était entré dans les ténèbres : pendant plusieurs mois on n'eut aucunes nouvelles de lui. Un renfort de 500 hommes, qui lui fut envoyé par la même route, fut massacré le 6 novembre 1883 dans les gorges de Tokar, près de Souakim. On sut alors que le 3 novembre précédent, Hicks-pacha avait été surpris dans un coupe-gorge analogue au fameux défilé de la Hache (Hashgate) où jadis Amilcar Barca anéantit les 40.000 mercenaires de Carthage, qu'enveloppé par des forces supérieures il n'avait pu que se défendre avec l'énergie du désespoir, que son armée avait péri tout entière, qu'il était tombé lui-même bravement, le revolver au poing. Khartoum était cette fois menacée.

Une partie des Mahdistes, sous Osman Digma, marchait en même temps sur les ports de la mer Rouge et assiégeait Singat, à 60 kilomètres de la côte. Baker-pacha, débarqué à Trinkitat, y fut écrasé et perdit les deux tiers de ses hommes, le 4 février 1884. Le général Graham fut plus heu-

reux ; le 13 mars, il livra aux Soudaniens la bataille de Tamanieh, près de Souakim. Osman-Digma fut vaincu, son camp incendié, son étendard et ses bagages pris, 5.000 de ses soldats tués. Souakim était sauvée, les Derviches rejetés à distance du littoral.

Cependant le gouvernement anglais avait envoyé à Khartoum Gordon-pacha, l'ancien gouverneur du Soudan. Il y fut bientôt enveloppé de toutes parts par des masses énormes de cavaliers et de fantassins, ses communications coupées vers le nord par la prise de Berber et de Chendy, sa situation désespérée. En octobre, le colonel Stewart, envoyé à son secours, fut massacré avec tous ses compagnons. Lord Wolseley fut alors chargé d'aller délivrer Gordon, avec une armée de 10.000 hommes et des ressources considérables. Sa marche très lente et très prudente, appuyée sur le Nil, parut devoir lui assurer le succès. Le 16 janvier 1885, les Soudaniens furent battus à Abou-Kléa. Le 21, arriva un message de Gordon : « Tout va bien à Khartoum. Je puis tenir des années — 29 décembre ». Le 28 janvier, les canonnières de sir Wilson furent en vue de la ville ; point de troupes aux environs : le Mahdi avait-il fui dans le désert? Elles s'approchèrent : elles furent accueillies à coups de canons. Quelques jours auparavant, la garnison de Khartoum, travaillée par les émissaires du Mahdi, s'était révoltée, avait ouvert les portes aux assiégeants, avait massacré Gordon. Le Mahdi était dans la ville avec toute son armée.

Wolseley ne tenta pas le siège de Khartoum : il eût été sans doute écrasé. Il ordonna la retraite. Il chercha, en se retirant, à enlever Berber, pour en faire la base d'une reprise postérieure des opérations ; le général Earle y échoua et fut tué près de Kerbikan. Le général Graham marcha aussi de Souakim sur Berber ; il livra aux ennemis, les 18 et 20 mars 1885, des combats acharnés autour de Tamaï ; il y perdit beaucoup de soldats et dut renoncer à avancer. Les Mahdistes prirent même Kassala, le 30 juillet 1885, après un long siège héroïquement soutenu.

Il fallut évacuer tout le Soudan, et la frontière de l'Égypte fut ramenée aux premières cataractes du Nil, vers Ouady-Alfa et Assouan. Le Mahdi était mort le 21 juin 1885 ; les Derviches lui donnèrent pour successeur le nègre Abdullah, qui établit sa capitale à Omdurman, sur le Nil, en face de Khartoum, Osman Digma continuant à tenir la campagne à travers la Nubie.

Les Anglais remirent à d'autres temps de nouvelles hostilités, comptant sur la dissolution rapide de l'empire musulman du Soudan, quand la fin de la guerre sainte aurait épuisé le fanatisme sur lequel il était fondé.

III. — L'Éthiopie et les Italiens.

La situation de l'Abyssinie ou mieux Éthiopie [1] lui réserve peut-être un rôle important dans les luttes futures contre l'Islam et dans la pénétration du continent. Aux sources du Nil bleu et de l'Atbara, en face de Khartoum, grande comme la France, peuplée d'environ 10 millions d'habitants, elle domine, du haut de ses montagnes, appuyée à la mer Rouge et à l'Océan Indien, tout le bassin moyen du Nil. Elle fut grande dans l'antiquité, s'étendit jusqu'à l'ouest du Nil, et de l'île de Meroë, centre de leur puissance, au confluent de l'Atbara et du grand fleuve, les prêtres Éthiopiens imposèrent leur domination à presque toute l'Égypte.

Beaucoup plus tard, après de nombreux siècles d'obscurité, elle fut convertie au christianisme, s'y attacha définitivement, mais fut bientôt séparée des autres pays chrétiens par la conquête arabe. Le patriarche d'Alexandrie ne cessa pas pourtant de nommer les *abounas* ou patriarches de l'Éthiopie. Au XVe et au XVIe siècle, les Portugais, cherchant la route de l'Inde, y envoyèrent plusieurs missions. En 1541, Christoforo de Gama, l'un des fils du grand navigateur, y débarqua avec 400 compagnons pour la défendre contre les Musulmans. L'Islam resté maître du Nil inférieur et se glissant le long du fleuve jusqu'au cœur du continent, elle resta encore plusieurs siècles dans l'isolement et l'oubli.

Au XIXe siècle, quand recommencèrent les explorations européennes et les établissements coloniaux en Afrique, elle y fut retrouvée. Un voyageur français, Rochet d'Héricourt, y vécut plusieurs années et signa même avec le roi du Choa, Sahala-Sélassié, un traité qui est la première trace connue des relations de la France avec ce pays : les Français étaient admis à faire du commerce dans le Choa, à y acheter des maisons et des terres ; en cas de guerre contre les musul-

1. Les Arabes avaient désigné de bonne heure, avec une intention méprisante, les habitants de ce pays sous le nom de *Habeschi* ou Mélangés, Impurs. — On en a fait Abyssinie.

mans, la France devait considérer comme ses ennemis les ennemis du roi de Choa. Ce traité ne fut pas appliqué. D'ailleurs tous les voyageurs dénonçaient l'Éthiopie comme un pays sans cesse troublé par l'anarchie ; ses vallées, encaissées dans les montagnes, y forment en effet plusieurs régions très distinctes, notamment le Tigré au nord, l'Amhara et le Godjam au centre, le Choa au sud, dont les chefs ou *ras* ont vécu le plus souvent indépendants, indociles à l'autorité de celui d'entre eux qui s'attribuait le titre de *négus* ou roi des rois. Ce désordre réduisait l'Éthiopie à l'impuissance, y rendait les transactions commerciales impossibles, expliquant la longue obscurité de son histoire.

Bientôt pourtant l'attention de l'Europe fut attirée par le bruit qui s'y fit autour du nom du négus Théodoros. C'était un chef du Kouara, nommé Kassa, qui avait réussi à conquérir l'Amhara, imposé sa volonté aux ras du Tigré et du Choa, pris le titre de négus sous le nom de Théodoros II, et donné à l'Abyssinie quelque unité (1855). Il nourrissait de grands desseins, rêvait de détruire l'Islam et d'aller délivrer Jérusalem.

Les Anglais lui envoyèrent plusieurs missions ; car ils commençaient à surveiller la route de l'Inde par la mer Rouge. En février 1862, un consul Charles Duncan Cameron apporta au négus une lettre et des présents de la reine Victoria. Il y répondit en annonçant le prochain envoi d'une ambassade à Londres. Mais la conduite du consul anglais lui parut suspecte. Caractère très défiant, il disait un jour à un français, M. Guillaume Lejean : « Je connais la tactique de vos gouvernements européens. On lance des missionnaires d'abord, puis des consuls pour appuyer les missionnaires, puis des bataillons pour soutenir les consuls. Je ne suis pas un rajah de l'Inde pour être berné de la sorte ; j'aime mieux avoir affaire tout de suite aux bataillons ».

Ayant saisi des lettres où il était peu ménagé, il fit arrêter Cameron, et l'enferma, avec de nombreux Européens, dans la citadelle de Magdala. Les réclamations de l'Angleterre ne furent pas accueillies. Une ambassade anglaise, conduite par sir Hormuzd Rassam, débarqua à Massouah en août 1864, exigea la délivrance des prisonniers. Théodoros consentit à recevoir Rassam, puis, irrité de son langage, l'enferma à son tour.

Le gouvernement anglais lui déclara la guerre. 12.000 hommes, commandés par sir Robert Napier, débarquèrent à

Zoullah. Leur apparition permit aux ras abyssins de se soulever contre le négus. Celui du Choa, Ménélik, petit-fils de Sahala-Sélassié que Théodoros avait détrôné, refusa de lui amener ses soldats. Celui du Tigré, Kassaï, fit alliance avec les Anglais et les laissa passer sur son territoire. Ils s'engagèrent dans les montagnes par Sénafé, Adigrat, Antalo, et arrivèrent presque sans coup férir devant la forteresse de Magdala, où le négus était retranché avec sa petite armée, très réduite par les insurrections. Le 10 avril 1868, il fut écrasé devant la ville. Il chargea Rassam de négocier pour lui : sir Robert Napier exigea une capitulation sans conditions. Théodoros renvoya ses prisonniers au camp anglais, la plus grande partie de ses soldats, et attendit l'assaut avec 16 hommes, dans la partie la plus inaccessible de la citadelle. Le 13 avril, les Anglais enlevèrent Magdala. Quand le négus les vit approcher, il mit le canon de son pistolet entre ses dents, et se fit sauter la cervelle.

Satisfaite de cette vengeance, l'Angleterre rappela son armée. Les circonstances avaient favorisé son succès ; mais elle ne se croyait pas capable de garder le pays ; elle savait qu'il y aurait fallu des troupes nombreuses et beaucoup d'argent. L'Éthiopie retomba dans l'anarchie : les ras se disputèrent le pouvoir ; celui de l'Amhara, Gobhesié, se proclama négus à Gondar ; ceux du Tigré et du Choa refusèrent de lui obéir. Au bout de quatre ans, Kassaï, ras du Tigré, battit et tua Gobhesié, et, dans l'église d'Axoum, capitale religieuse du pays, il se fit couronner sous le nom de Johannès (janvier 1872).

Son autorité ne fut pas reconnue par ses rivaux. Son règne fut troublé par les attaques des Égyptiens, puis par celles des Madhistes. Ceux-ci brûlèrent Gondar, capitale de l'Amhara ; le négus marcha contre eux, fut tué à la bataille de Metemmeh (10 mars 1889). Avant de mourir, il désigna pour son successeur son fils naturel, le ras Mangascia.

Cependant, sous Ménélik II, le Choa restait indépendant et de jour en jour plus puissant. La légende rattache sa filiation à la fameuse reine de Saba, qui aurait eu de Salomon un fils, Ménélik Ier, empereur d'Éthiopie. Quoi qu'il en soit, son grand-père Sahala-Sélassié ayant été vaincu par Théodoros, il fut emmené en captivité à Gondar et y fut retenu douze ans. Il parvint à s'enfuir, rentra dans Ankober sa capitale et s'y proclama roi (1865). Indépendant dans le Choa, il y fortifia son autorité, étendit

ses frontières au sud et à l'est, par la soumission des Gallas du Kaffa, par la conquête du Harrar, lorsque l'empire égyptien s'écroula. Il abolit l'esclavage dans ses domaines, chercha à entrer en relations avec les États européens pour y acheter des armes, écrivit en 1882 au président de la République Française qu'il voulait « ouvrir et assurer à la science, au commerce et à l'industrie les routes qui conduisent du Choa dans les riches pays du sud ». Pendant ces trente années de règne, il fit de son royaume le plus fort et le plus prospère de l'Éthiopie.

La France ne répondit pas encore aux avances du roi du Choa. Elle avait cependant acheté en 1859 Zoulah, sur la baie d'Adulis, avec les îles Dessi, et en 1862 le territoire d'Obock : elle ne voulait qu'y établir des dépôts de charbon pour ses vaisseaux de l'Océan Indien.

L'Italie, en quête de colonies pour y dériver l'émigration considérable de ses habitants, déçue dans ses ambitions sur la Tunisie, cherchait à s'établir sur quelque autre rivage africain. Encouragée par l'Angleterre, qui comptait se servir d'elle pour une diversion contre les Soudaniens, elle envoya des explorateurs sur les côtes de la mer Rouge. Plusieurs y furent massacrés par les sauvages Danakils, Giuletti en 1881, Bianchi en 1884, le comte Porro en 1886. Le comte Antinori eut plus de succès ; il fut reçu par Ménélik, vécut plusieurs années auprès de lui, établit des rapports très cordiaux entre lui et son gouvernement, fut son intermédiaire pour l'achat des armes perfectionnées dont il avait besoin. Après lui, le comte Pierre Antonelli devint le représentant officiel de l'Italie auprès de Ménélik, prit sur lui une très grande influence, devint son conseiller ordinaire.

Le terrain était ainsi très bien préparé. Les Italiens établirent une colonie à Assab, tout près du détroit de Bab-el-Mandeb (1882). En 1885, l'année de la prise de Khartoum par le Mahdi, l'Angleterre, maîtresse de l'Égypte, leur laissa prendre Massouah, d'où la garnison égyptienne fut retirée. La France, malgré ses droits sur la baie d'Adulis, ne s'y opposa pas. En arrière de Massouah, ils cherchèrent des terres plus élevées, plus saines, pour y fonder un établissement durable. Ils s'y heurtèrent à l'hostilité du négus Johannès : une colonne italienne fut massacrée à Dogali, le 26 janvier 1887, par le ras Aloula. Une autre fut presque aussi maltraitée l'année suivante, le 8 août 1888, à Saganéiti.

Ces échecs les amenèrent à resserrer leurs rapports avec Ménélik, dont ils excitèrent les mauvaises dispositions contre le négus. La mort de Johannès leur parut très avantageuse à leurs intérêts ; ils continuèrent les hostilités contre son fils, le ras Mangascia, pour le plus grand profit de Ménélik, qu'ils engagèrent à prendre le titre de négus. Celui-ci signa avec eux, le 22 mai 1889, le traité d'Ucciali [1].

Cet acte reconnaissait Ménélik comme roi des rois d'Éthiopie, proclamait une paix perpétuelle et une amitié constante entre l'Éthiopie et l'Italie, donnait à la colonie italienne la limite du Mareb et de la Belesa, à la frontière nord du Tigré, assurait aux deux pays des avantages commerciaux réciproques. Par l'article 17, le roi des rois d'Éthiopie *consentait* à se servir du gouvernement de S. M. le roi d'Italie pour traiter toutes les affaires qu'il pourrait avoir avec les autres puissances et gouvernements. Cette formule paraissait établir le protectorat italien sur l'Éthiopie. Ménélik la laissa passer : elle était conçue en termes sujets à discussion, et il avait besoin du concours de l'Italie contre le ras Mangascia ; il eût eu beaucoup à craindre d'une alliance entre elle et son rival.

Cet accord fut complété par la mission du ras Makonnen, cousin de Ménélik, envoyée en Italie pour y obtenir la ratification du traité. Elle fut reçue avec un très grand cérémonial, fêtes, revues militaires, et aboutit à la signature d'une convention complémentaire, par laquelle Ménélik devait faire frapper ses monnaies en Italie, contractait un emprunt de quatre millions dans une banque italienne sous la garantie du gouvernement royal. C'était la consécration formelle du protectorat italien sur l'Éthiopie. Le roi d'Italie fit frapper une monnaie éthiopienne avec sa propre effigie, et sur la tranche, à la place des trois *Fert* traditionnels cette légende : *l'Italie protège l'Éthiopie*. Le 11 octobre, il notifia aux puissances l'article 17 du traité d'Ucciali, en le présentant comme l'affirmation de son protectorat sur l'Éthiopie. Toutes, sauf la Russie, lui donnèrent acte de cette notification.

Dès lors les Italiens pensèrent tirer sans peine les conséquences de ces actes consentis par Ménélik dans le plein exercice de son indépendance. Le ras Mangascia, leur en-

1. Voir le texte dans C. de la Jonquière, *Les Italiens en Érythrée*, p. 108-111.

nemi comme son père, d'autant plus qu'ils lui refusaient le titre de négus, ne voulait pas leur laisser les territoires cédés par le traité d'Ucciali. Ils auraient pu, en s'accordant avec lui, tenir en échec le roi du Choa et dominer l'un et l'autre. Ils crurent fortifier leur propre puissance en fortifiant celle de leur protégé, et ils ne ménagèrent pas le ras du Tigré. Ils prirent Keren dès le 2 juin 1889, Asmara le 3 août suivant, obtinrent la défection de l'un de ses principaux chefs, le ras Sebath, le menacèrent aux frontières du Tigré. Ils occupèrent même un moment Adoua, la capitale de ce royaume, le 26 janvier 1890, mais ne s'y maintinrent pas.

Bientôt ils s'établirent sur la côte de l'Océan Indien, se firent reconnaître la possession de la côte orientale des Somalis, et des conventions signées avec l'Angleterre, en mars-avril 1891, assurèrent à son influence tout l'intérieur du continent de Souakim à la Djouba sur l'Océan Indien, avec le droit d'occuper temporairement Kassala : ils consentaient par là à jouer un rôle dans la guerre préparée par les Anglais contre les Derviches. Ils s'en acquittèrent brillamment quelque temps après : sous prétexte que les Derviches pillaient sans cesse le pays des Beni-Amer, dont les chefs sollicitaient l'appui de l'Italie, le colonel Arimondi marcha contre eux, leur prit Agorda le 22 décembre 1893. Le général Baratieri arriva d'Italie avec de nouvelles forces et conduisit lui-même l'attaque contre Kassala. Le 7 juillet 1894, après de sanglants combats, la ville fut emportée. C'était le premier échec sérieux subi par les Madhistes : les Anglais jugèrent le moment venu d'en profiter et se disposèrent à reprendre l'offensive.

Les Italiens possédaient ainsi dans l'Afrique orientale, sauf les points de la côte occupés par les Français et les Anglais, un bel empire colonial, sur la mer Rouge et l'Océan indien, avec de bonnes lignes de pénétration vers l'intérieur, avec un beau rôle à jouer dans la lutte prochaine contre l'empire musulman du Soudan. Ils pouvaient se réjouir ; ils étaient au rang des grandes puissances coloniales de l'Europe. Crispi pouvait se vanter d'avoir rendu à son pays les mêmes services que Jules Ferry à la France par l'occupation de la Tunisie et du Tonkin.

Des difficultés pourtant s'étaient déjà produites avec Ménélik, et elles s'aggravaient de jour en jour. Le ras Man-

gascia, battu par eux, se réconcilia avec Ménélik, reconnut sa suzeraineté : c'était pour lui le seul moyen de conserver au moins une partie de l'héritage paternel. Il reçut du négus le gouvernement du Tigré, sa vie durant, avec les pouvoirs d'un vice-roi. Ménélik fut dès lors le maître incontesté de toute l'Éthiopie. Il en avait achevé très habilement l'unité ; il fit frapper à son effigie des monnaies qui eurent cours dans tout son empire, et se fit couronner solennellement à Entotto, sa nouvelle capitale.

Tout-puissant, à la tête de troupes nombreuses et bien armées, il fut mal disposé à supporter le protectorat de l'Italie, n'en ayant plus besoin.

Après son couronnement, il fit part directement aux puissances européennes de son avènement au trône. L'Angleterre et l'Allemagne répondirent que cette communication aurait dû être faite par l'intermédiaire de l'Italie ; l'empereur d'Allemagne accentua encore son appréciation en qualifiant le négus du simple titre d'Altesse. Ménélik se plaignit au gouvernement italien de l'humiliation qui lui était ainsi infligée, et précisant le sens qu'il attribuait, dans la langue de son pays, à l'article 17 du traité d'Ucciali, il ajoutait : « L'article 17 dit que je *peux* me servir de l'intermédiaire de l'Italie, mais non que j'y *consens* dans *toutes* les affaires que j'aurais à traiter avec l'Europe ». Il priait le roi Humbert de rectifier cette erreur, auprès des puissances ses amies. C'était remettre en question le protectorat italien.

Crispi ne pouvait l'admettre. Il eût peut-être adopté une interprétation nouvelle de l'article 17, quitte à affirmer l'action de l'Italie dans les faits. Mais il tenait à écarter de l'Éthiopie toute autre influence étrangère. Il redoutait en effet le voisinage de la France qui, par Obock, grâce à un habile gouverneur, M. Lagarde, entretenait déjà avec Ménélik de cordiales et fructueuses relations. Il redoutait plus encore les prétentions de la Russie qui manifestait l'intention d'entrer en rapports suivis avec l'Éthiopie, en exerçant sur elle une sorte de protectorat religieux. En 1889, une expédition, non officielle, il est vrai, composée d'environ 150 personnes, soldats, prêtres, artisans, femmes et enfants, conduite par le cosaque Atchinof, un fervent apôtre de l'idée slave et de la religion orthodoxe, avait essayé de pénétrer en Éthiopie, en passant par le territoire français d'Obock ; elle n'avait été arrêtée, à Sagallo, que par les canons du croiseur français le *Seignelay*, le 17 Février. Le ministère

Goblet ne voulait pas risquer un grave conflit diplomatique avec l'Italie.

Tout cela fortifiait le gouvernement italien dans la pensée de protéger son influence exclusive en Éthiopie. Il envoya auprès du négus le comte Antonelli ; on ne put s'entendre : Ménélik exigeait la suppression pure et simple de l'article 17, et même voulait remettre en discussion les frontières vaguement indiquées par le traité d'Ucciali, et encore demandait un débouché sur la mer Rouge. Après de longues et vaines négociations, le comte Antonelli se sépara de Ménélik sans avoir rien obtenu. Dans une lettre adressée à tous les souverains de l'Europe, le négus indiqua les limites exactes de son empire et ajouta avec quelque fierté : « Je n'ai point l'intention d'être spectateur indifférent si des puissances lointaines se présentent avec l'idée de se partager l'Afrique, l'Éthiopie ayant été pendant quatorze siècles une île de chrétiens au milieu de la mer des païens ». Le 11 mai 1893 enfin, il adressa au gouvernement italien la dénonciation du traité d'Ucciali, dans les conditions prévues par l'article 16 de cet acte. L'empire colonial de l'Italie, dont l'Éthiopie formait le noyau essentiel, s'écroulait.

Elle se décida à la guerre, en confia la direction au général Baratieri, et lui donna environ vingt mille hommes. Il ne nous convient pas d'entrer dans le détail des opérations militaires qui, dans l'ensemble de ces événements historiques, n'occupent que quelques mois. Leur importance sans doute paraît moins grande dans l'éloignement nécessaire au jugement impartial. Elles se partagent en deux périodes : le général Baratieri n'eut d'abord en face de lui que les troupes du ras Mangascia ; il les battit. — Il fut battu lorsqu'il eut à lutter contre toutes les forces du négus.

En décembre 1894, il somma Mangascia de licencier l'armée qu'il concentrait sur le Mareb supérieur. Le ras refusa. Baratieri, dans une brillante campagne, le vainquit le 13 janvier 1895 à Coatit, le 16 à Sénafé, obtint l'amitié du ras Agos, entra le 25 mars dans la forteresse d'Adigrat, se trouva maître du Tigré. Il poussa même ses avant-postes jusqu'à Makallé, Antalo, vers le lac Ascianghi, dans la direction du Choa, en tournant le Godjam par la crête des montagnes. Il alla faire dans l'été une tournée triomphale en Italie, en revint avec de nouvelles troupes.

Cependant Ménélik conduisait une expédition de pillage dans le pays des Gallas. Après une boucherie sanglante qui

n'épargna ni femmes ni enfants, il revint à Entoto chargé de butin. C'était peut-être pour lui un moyen d'augmenter le nombre de ses soldats par l'appât des richesses. Il n'était pas fâché de la défaite de son vassal, qui serait le meilleur gage de sa fidélité future.

Alors il appela tous les chefs de l'Éthiopie à la grande assemblée de Borroumeda. Il y affirma l'absolue indépendance de son pouvoir et la nécessité où les Italiens le mettaient, malgré son désir de la paix, de défendre par les armes sa souveraineté et l'intégrité de ses frontières. « Un ennemi a traversé les mers ; il a violé nos frontières pour détruire notre patrie et notre foi. J'ai négocié longtemps dans l'espoir d'obtenir justice sans que le sang fût versé. Mais l'ennemi ne veut rien entendre : il avance toujours, minant nos terres et nos peuples, comme font les taupes. C'est assez ! Avec l'aide de Dieu, je défendrai l'héritage de mes aïeux et je repousserai par les armes l'envahisseur. Que celui qui en a la force m'accompagne ! Que celui qui ne l'a pas prie pour nous.[1] » Tous les ras présents lui jurèrent fidélité, au milieu d'un grand enthousiasme patriotique ; 150.000 hommes le suivirent au nord.

Au commencement de décembre 1895, ils furent en contact avec l'avant-garde italienne, parvenue à l'Amba-Alaghi, à quelque distance au nord du lac Ascianghi. Le major Toselli, qui la commandait, les vit couronner les hauteurs voisines, et en fut effrayé : « Ils sont beaucoup, beaucoup ! écrivait-il au général Arimondi. Je vois les lueurs des feux s'enfoncer à gauche, à droite, en face, dans les profondeurs de l'horizon ».

Le 7 décembre, la colonne Toselli fut tout entière détruite, et son chef tomba au premier rang, sur les positions dont il avait la garde. Le major Galliano fut enfermé dans Makallé, y soutint un siège pénible, et reçut, le 25 janvier 1896, l'autorisation de capituler, à condition de rejoindre l'armée principale. Ménélik y consentit, le fit accompagner par une partie de ses hommes, et cependant, tournant à l'ouest. dans la direction d'Adoua et d'Axoum, sans que Baratieri s'opposât à cette marche de flanc très habile, il obligea les Italiens à reculer sur Adigrat, à la frontière septentrionale du Tigré. Crispi songea à envoyer des troupes vers Zeïlah,

1. E. Petit, *L'Abyssinie et les intérêts français*, dans le Correspondant du 10 mars 1897.

sur le golfe d'Aden, pour faire une diversion contre le Choa par le Harrar ; le gouvernement français rappela la convention anglo-française de février 1888, par laquelle les deux puissances s'engageaient à respecter l'indépendance du Harrar, et l'Angleterre n'osa pas permettre aux Italiens d'occuper Zeilah.

La situation de Baratieri était très critique. La prudence lui conseillait la retraite sur Massouah ; mais c'était l'abandon définitif du Tigré. Pressé par son gouvernement, il risqua une bataille qui ne pouvait pas avoir de pires résultats. Le 1er mars, il lança toutes ses colonnes, commandées par les généraux Albertone, Arimondi, Dabormida, Ellena, à l'attaque du plateau de l'Amba-Garima, qui domine Adoua. Le général Albertone s'engagea trop loin, fut isolé, battu et pris. La ligne de bataille des Italiens se trouva par là brisée au centre : les trois autres colonnes, ne pouvant se soutenir réciproquement, furent écrasées l'une après l'autre : Dabormida et Arimondi furent tués, Ellena blessé. A 11 heures et demie, Baratieri ordonna la retraite ; ce fut une débandade générale qu'il ne put ou ne sut diriger. 3 à 4.000 Italiens et toute l'artillerie restèrent aux mains du négus. Baratieri fut destitué, traduit devant un conseil de guerre, qui ne l'acquitta qu'à l'égalité des voix. Le ministère Crispi fut renversé.

Le général Baldissera, successeur de Baratieri, répara très habilement les conséquences les plus graves que pouvait avoir ce désastre. Le négus, qui venait de se faire couronner par le patriarche d'Éthiopie dans la ville sainte d'Axoum, était satisfait des résultats obtenus, et ne voulait pas les compromettre par trop d'exigences. Il se retira dans le Choa.

Les troupes italiennes furent reformées sur la frontière du Mareb. Les Derviches, qui pensaient profiter des circonstances pour reprendre Kassala, y furent complètement battus par le colonel Stevani. Le major Nerazzini fut envoyé au négus pour traiter de la paix. Elle fut signée le 26 octobre 1896 à Addis-Abeba. Le traité d'Ucciali était aboli. L'indépendance absolue de l'Éthiopie était reconnue. La frontière italienne était maintenue à la ligne du Mareb, de la Belesa et du Muna. La situation respective de l'Italie et de l'Éthiopie se trouva nettement établie : l'Italie garda sur la côte de la mer Rouge de bonnes positions, et une bonne ligne de pénétration vers le Soudan dans la direction de

Kassala, avec un horizon moins vaste, mais dégagé de nuages.

IV. — D'Alger à Tunis et Fez.

Il y a déjà longtemps que l'Islam a cessé d'être redoutable dans l'Afrique occidentale, que son offensive jadis si hardie s'est énervée. Il n'y a pas longtemps que la réaction européenne a suivi son recul, qu'elle a entamé l'Afrique elle-même.

Pendant plus de sept siècles, de la bataille de Xérès à la prise de Grenade par les rois catholiques (711-1492), les deux rivages du détroit de Gibraltar furent musulmans. Alors les Maures, rajeunissant de siècle en siècle leur puissance par l'élévation de dynasties nouvelles, avaient dans la féconde Andalousie leur plus riche colonie et réduisaient les chrétiens aux plateaux désolés du nord. En 1492 seulement, le dernier des Abencérages prit la route de l'exil et pleura sur la fin de l'empire mauresque en Europe.

Les Espagnols poursuivirent d'abord leur avantage, franchirent à leur tour le détroit de Gibraltar, conduisirent de glorieuses expéditions dans les pays barbaresques. Le cardinal Ximénès pensa y fonder un empire chrétien ; on vit Charles-Quint devant Alger et Tunis. Puis les Espagnols se détournèrent de ce rivage si proche pourtant, si naturellement lié à leurs ports. Ils allèrent chercher l'or des Indes Occidentales ; ils se ruinèrent par les amollissantes richesses du Nouveau-Monde ; comme épuisés par la croisade et la découverte de l'Amérique, ils entrèrent dans l'oisiveté, dans la décadence, s'y enfermèrent orgueilleusement, abandonnèrent la direction de l'expansion européenne en Afrique. De leur effort du XVIe siècle, ils n'ont gardé que Ceuta et Melilla sur la côte marocaine.

Ainsi les États barbaresques restèrent pour longtemps indépendants, musulmans d'ailleurs, incapables d'organisation politique, occupés seulement de brigandage et de piraterie. Ce fut jusqu'à nos jours la condition du Maroc. Le sultan de Fez était moins nuisible que celui de Constantinople, mais uniquement parce qu'il avait moins de moyens de nuire et que le terrain de son action était moins vaste. Il avait les mêmes habitudes, levant sur celles de ses tribus qui daignaient obéir des impôts exorbitants, au nom du Coran, régnant par la terreur jusqu'aux limites où son autorité était reconnue. D'ailleurs ces limites n'étaient pas très étendues: les tribus des oasis du Sahara, vers Figuig, étaient

indépendantes ; de même celles des Riffains sur les bords de la Méditerranée. C'est pourquoi cette terre naturellement très riche resta longtemps pauvre et désolée : elle devait être un merveilleux jardin, elle demeura pendant des siècles comme un désert inhabitable. Miniature de l'empire ottoman, elle suscita de la part des puissances des préoccupations analogues.

Leurs jalousies, là aussi, les tenaient en équilibre, et retardaient un dénouement fatal. L'Angleterre faisait beaucoup de commerce avec Tanger, et redoutait que l'établissement d'une puissance forte sur la côte africaine ne neutralisât l'importance stratégique de Gibraltar. Elle n'était pourtant pas en situation d'étendre sur le Maroc la sphère de son influence.

S'il est un pays auquel le Maroc semblait réservé par la nature, c'est l'Espagne. Elle avait à Ceuta une solide base d'opérations, si elle n'avait pas été surtout occupée à maintenir dans l'obéissance les derniers morceaux de son empire colonial. Elle fit un effort en 1859 et put, après une rude campagne, enlever Tétouan. Mais l'Angleterre intervint et ménagea un accord avec le sultan du Maroc ; l'Espagne rendit Tétouan moyennant quelques garanties de bon voisinage.

Le gouvernement français pouvait craindre d'exciter les susceptibilités de l'Espagne en développant résolument ses intérêts dans le Maroc, comme il avait excité celles de l'Italie par l'occupation de la Tunisie. Cependant il devait avoir désormais dans la solution de cette question une prépondérance incontestée. Par Oran et Tanger, qui sont sur les routes de Marseille et de Bordeaux vers Dakar et l'Amérique du Sud, le commerce français l'emportait au Maroc sur celui de toutes les autres nations européennes. Tout le long de la frontière oranaise la France était en perpétuel contact, parfois amical, souvent hostile, avec les tribus marocaines ; elle les pressait vers Figuig, elle souffrait de leur anarchie, elle avait un intérêt capital à la faire cesser ; et d'ailleurs, à mesure que son influence s'étendait et se fortifiait sur toute l'Afrique du nord-ouest, le Maroc en était forcément pénétré, et le cours naturel des années le conduisait doucement dans les voies françaises, où étaient entrés déjà les autres pays barbaresques.

Car la France est la grande puissance latine, la vraie héritière de Rome sur les bords de la Méditerranée. Elle a entrepris dans l'Afrique mineure une œuvre aussi glorieuse et de

conséquences plus étendues dans l'intérieur du continent: l'Afrique mineure fut un but pour les Romains, elle n'est qu'un chemin pour les Français.

Ils étaient de longue date destinés à cette fortune. Sans remonter à la croisade où mourut Saint-Louis, dans le temps où le cardinal Ximénès et Charles-Quint poursuivaient l'Islam sur les côtes barbaresques, à Tunis, à Alger, les rois de France nouaient avec les Musulmans de ces régions leurs premières relations amicales. François Ier, l'allié du sultan Soliman, combina ses flottes avec celles de Khaïr-eddin Barberousse, le chef des pirates d'Alger, et obtint de lui des capitulations avantageuses aux marchands français. Ce fut un grand scandale dans toute la chrétienté : on opposa la politique de Charles-Quint à celle de François Ier, et on reprocha violemment à celui-ci de porter si mal son titre de fils aîné de l'Église. Ce fut pourtant le commencement d'une tradition à laquelle la France est demeurée fidèle, et l'entrée dans une voie où elle a fait de singuliers progrès.

Ce n'est pas qu'elle n'ait entretenu avec les Barbaresques que des rapports cordiaux ; les navires français payèrent tribut comme ceux des autres nations à la piraterie barbaresque, et Louis XIV, redevenu le roi très chrétien, fit maintes fois bombarder les ports algériens, et donna aux Turcs de ces rivages de bonnes leçons qui leur servirent quelque temps. Mais, dans les intervalles de ces exécutions nécessaires, les relations de Marseille avec les côtes qui lui font face ne furent pas interrompues ; la seule richesse qui y pût attirer ses négociants était le corail de La Calle ; elle eut de bonne heure le monopole de cette pêche, et paya de ce fait aux deys d'Alger un fermage annuel dont le chiffre fut souvent sujet à discussion. Quoi qu'il en soit, la France fut, pendant trois siècles avant la conquête, le seul pays chrétien qui entretînt avec l'Algérie des relations régulières, qui la connût vraiment.

Pendant les guerres de la Révolution et du premier Empire, l'Angleterre ne songea pas à s'établir sur cette côte, parce qu'elle n'en avait pas besoin pour surveiller la route de l'Inde, qu'elle n'en pouvait prévoir les destinées, et que ce devait être une entreprise pénible, de longue haleine, où ses flottes n'auraient pas été suffisantes. Les deys d'Alger, sûrs du moins alors d'échapper aux colères du gouvernement français, devinrent plus exigeants à l'égard des marchands de Marseille, augmentèrent le taux du bail des pê-

cheries, se crurent à l'abri de tout châtiment, insultèrent le représentant de la France, M. Deval. Ce fut la circonstance, toute accidentelle, qui décida l'intervention française, sans que d'ailleurs le gouvernement de Charles X eût pensé dès lors qu'Alger la blanche dût être la première pierre du gigantesque édifice colonial qui s'est élevé depuis en face de Marseille. Déjà pourtant les affaires d'Égypte appelaient l'attention de l'Europe sur l'Afrique, et une vague intuition de l'avenir y poussa la France à une expédition décisive. Alger fut prise le 5 juillet 1830, et ce fut le brillant héritage que la dynastie des Bourbons directs laissa, en disparaissant pour jamais.

A vrai dire, l'héritage était à conquérir, et il y fallut tout le règne de Louis-Philippe et ses meilleures armées commandées par ses meilleurs généraux, toute l'élite militaire de la France. Il y eut d'abord à vaincre l'Odjak, la milice turque fondée par Barberousse à la façon des Mameluks d'Égypte, et qui faisait peser sur tout le pays un lourd despotisme. Alger prise et bientôt après les principaux ports de la côte, les Turcs concentrèrent leur résistance à Constantine, et, dans ce repaire haut perché sur la montagne, ils parurent invincibles. Pour en venir plus sûrement à bout, le gouvernement français traita avec les autres populations du pays, avec les Arabes qui avaient souffert pendant trois siècles de la domination de l'Odjak, et il signa avec leur principal chef, l'émir de Mascara Abd-el-Kader, le traité de la Tafna. D'un effort vigoureux, Constantine fut enlevée, 1837.

Mais l'Odjak ne constituait dans la population algérienne qu'une minorité, une aristocratie d'étrangers mal établie dans le pays, et dont l'expulsion ne faisait qu'exciter les espérances des indigènes, Arabes et Berbères, beaucoup plus nombreux. Les Arabes en particulier, venus lors de la grande poussée conquérante du VIIIe siècle, étaient maîtres des plateaux, et avaient conservé des habitudes guerrières, une fierté d'indépendance que les Turcs n'avaient pas domptées ; car ils s'étaient peu aventurés dans les montagnes de l'intérieur. Le jour donc où la France voulut prendre sérieusement la place de l'Odjak et même organiser le pays, elle dut se résoudre à une lutte acharnée et à des sacrifices de toute nature. Jadis Rome conquit, dans les guerres puniques, l'empire de la Méditerranée. La guerre d'Algérie ne renferme peut-être pas pour la France de moindres promesses, dont les temps actuels commencent à montrer les

splendeurs; aussi est-elle un des points saillants de notre histoire. Elle sera l'éternel honneur du règne de Louis-Philippe. Elle fut contemporaine des luttes non moins héroïques et non moins longues engagées par les Russes contre les montagnards musulmans du Caucase et contre l'iman Schamyl : et ces deux guerres, à si longue distance, eurent beaucoup de caractères communs, des avantages comparables.

Abd-el-Kader fit une résistance moins longue, mais aussi héroïque que le prophète du Caucase. Il trouva longtemps dans la montagne, qui lui était familière, un asile inviolable, un sûr refuge; il infligea aux troupes françaises de grosses pertes, menaça de près Oran, Alger, leur fit payer cher la victoire. Les difficultés à vaincre surexcitèrent les courages; la guerre d'Afrique donna à la France une armée et des chefs fortement trempés qui lui assurèrent, pendant même la génération qui suivit, une prépondérance militaire incontestée. Le jeune duc d'Aumale enleva, à la tête de sa petite troupe de chasseurs, toute la smalah de l'émir (1843), le força à quitter l'Algérie, à demander asile au sultan du Maroc. Joinville bombarda Mogador et Tanger. Bugeaud remporta sur les Marocains l'éclatante victoire de l'Isly (1844). Lamoricière poursuivit les bandes arabes dans les rochers les plus inaccessibles, trouva leurs retraites les plus cachées, les traqua comme un gibier effarouché, ne leur laissa trêve ni repos, eut la gloire qu'Abd-el-Kader aux abois se remît entre ses mains (1847). Comme si cette grande tâche suffisait au gouvernement de Juillet, il tomba quelques mois après.

La défaite de Schamyl par les Russes abattit cette barrière musulmane du Caucase qui leur fermait la descente vers l'Arménie, la Perse et le Turkestan, ouvrit largement devant eux l'horizon. La lutte contre Abd-el-Kader fut chez nous la grande besogne de notre colonisation africaine. Il y eut certes d'autres efforts à faire, mais non pas qui lui aient été égaux, et les progrès de l'expansion française dans l'Afrique occidentale ont été comme les fruits naturels du rude labeur qu'elle avait exigé. Elle fut d'ailleurs la première occasion d'un contact direct et prolongé avec l'Islam et la race arabe, et ainsi d'une première tentative d'éducation de cette race et de cette religion par la civilisation française. L'épreuve fut belle et noble entre toutes, et riche en résultats. Ce n'est pas qu'elle ait réussi de tous points : des fautes ont été commises : des maux sont encore à guérir.

des erreurs à réparer. Mais l'expérience était délicate et comportait de tels tâtonnements. Avec ses imperfections, qui seront des leçons pour l'avenir, l'œuvre accomplie par la France en Algérie a excité l'admiration des étrangers, sinon des Français, qui mettent une sorte de point d'honneur à se dénigrer. L'assimilation des Arabes musulmans avec les Français chrétiens s'est poursuivie d'année en année, parce que les premiers ont senti la force des seconds et que les Musulmans, fatalistes, ont le respect de la force. Aussi bien, ils se sentent plus heureux sous le régime nouveau, plus sûrs de leurs richesses, de leurs troupeaux ; ils apprennent le chemin des écoles françaises ; ils font de bons soldats français. Chez ce peuple naturellement guerrier, l'admission dans les rangs et dans les grades de l'armée française peut faire beaucoup pour la fusion définitive. Pour notre empire surtout africain, qui sait si notre armée coloniale n'empruntera pas à cette race ses meilleurs éléments, si alors les Arabes d'Algérie, sous des chefs français, soldats de la civilisation et non plus du fanatisme, ne seront pas l'instrument essentiel de la grandeur française en Afrique ? Les Russes aussi ont rangé les cavaliers turcomans sous leurs bannières.

Depuis la soumission d'Abd-el-Kader, les intérêts français se sont développés en Afrique, d'abord avec quelque lenteur. Pendant le second empire, surtout dans l'intervalle des guerres de Crimée et d'Italie, les armées de Napoléon III continuèrent la conquête du pays, et, à côté de la population arabe, rencontrèrent la race primitive des Berbères, réfugiés au temps de la conquête musulmane dans les montagnes de la Kabylie et peu à peu convertis à l'Islam. Leur hostilité violente pouvait être dangereuse dans le voisinage d'Alger. Il fallut pour les soumettre toute l'habileté et toute la bravoure des généraux Randon et Mac-Mahon. On construisit au milieu du pays le Fort impérial — aujourd'hui Fort national — pour les tenir en respect. Maintes fois encore, quelques tribus berbères ou arabes se sont révoltées contre la domination française, notamment au lendemain de la guerre de 1870 ; mais à aucun moment cette domination n'a été sérieusement compromise, et dès lors l'Algérie a pu, non seulement être livrée à une colonisation très active, mais devenir encore le point de départ de nouveaux progrès de l'influence française.

C'est aussi sous le second empire que le Sénégal s'éleva

vraiment de la situation de simple comptoir à celle de colonie, en attendant qu'il devînt le noyau d'un empire considérable. Ce fut l'œuvre de Faidherbe. Saint-Louis était alors serrée le long de la côte par les tribus maures de la rive droite du Sénégal, et par les Peuls ou Toucouleurs du bassin moyen et supérieur de ce même fleuve. Les environs de la ville furent assez aisément débarrassés des bandits maures qui empêchaient tout commerce avec l'intérieur. Mais les Peuls venaient de fonder un empire redoutable étendu jusqu'au Niger, sous le commandement d'un audacieux marabout, El-Hadj-Omar. Fanatique musulman, il avait entendu parler d'Abd-el-Kader dans ses pèlerinages de La Mecque, et il voulait l'imiter, être plus heureux que lui, régner en maître absolu sur un vaste empire soumis aux lois du Coran. En quelques années, en effet, il terrorisa les tribus nègres du Niger et du Sénégal supérieur, conquit tout le plateau du Fouta-Djalon, et ne douta pas qu'il jetterait aisément à la mer les Français du Sénégal. Le choc fut rude ; mais le résultat ne se fit pas attendre. El-Hadj-Omar vint mettre le siège devant le fort de Médine qui venait d'être construit ; il y parut le 19 avril 1857 ; il conduisit à de nombreux assauts ses 20.000 guerriers ; il resta quatre-vingt-quinze jours devant le village défendu par une centaine d'hommes, sous la direction d'un marchand français Paul Holl et d'un vieux chef indigène Sambala. Alors Faidherbe arriva en remontant le fleuve sur une canonnière, le *Basilic*, et, le 19 juillet, infligea au marabout une défaite complète à laquelle l'empire toucouleur ne survécut pas. Faidherbe profita du prestige que lui assura cette éclatante victoire pour signer des traités avec un grand nombre de rois du pays, pour appeler dans la colonie les capitaux et les marchands, pour envoyer vers le Soudan les premières missions qui préparèrent la voie à l'expansion française. Les onze années de ce gouvernement (1854-1865) furent décisives pour l'avenir du Sénégal et de l'empire français dans le Soudan. Tant il est vrai qu'il suffit souvent d'un homme pour tirer des plus modestes prémices les plus merveilleux résultats.

Le second empire d'ailleurs ne fit pas d'autres efforts dans l'Afrique occidentale. Il fut davantage préoccupé de l'Égypte et de l'achèvement du canal de Suez ; il eut ainsi dans la vallée du Nil des intérêts de premier ordre qui détournèrent son attention du Sahara ou du Niger.

La guerre de 1870 ne retarda pas longtemps l'expansion coloniale de la France. C'est un hommage à rendre au gouvernement de la République qu'il ne se soit pas un seul moment résigné à un rôle secondaire au delà des frontières du pays, et qu'il ait fait, au bout de peu d'années, le plus remarquable usage de sa force reconstituée. En 1880 commença une période d'activité à laquelle seule l'expansion russe en Asie peut être comparée.

Les progrès de l'Angleterre en Égypte, après l'établissement du condominium financier en 1879, l'occupation de Chypre par les Anglais en 1878, le développement momentané de l'influence russe dans les Balkans par la formation de la Bulgarie autonome, furent au gouvernement français l'occasion de réclamer sur la Méditerranée des compensations : il les chercha en Tunisie. Aussi bien, les menées italiennes y étaient inquiétantes, et le gouvernement de Rome cachait mal la prétention de réoccuper Carthage. La France ne pouvait consentir à un voisinage aussi dangereux : c'eût été s'interdire tout agrandissement futur au sud de l'Algérie, compromettre l'avenir même de cette colonie. C'eût été aussi maladroit que d'abandonner l'Égypte aux Anglais. Jules Ferry ne commit pas cette faute.

Sous prétexte que les frontières de l'Algérie étaient sans cesse infestées par les brigands des montagnes de la Kroumirie, et que le gouvernement tunisien, mal disposé à l'égard de la France par suite des menées italiennes, ne voulait pas prendre la peine d'y mettre ordre, une armée française envahit le territoire de la Régence, n'y rencontra aucune résistance sérieuse, arriva devant Tunis, fit signer au bey le traité du Bardo, par lequel il reconnut le protectorat de la France (12 mai 1881). Quelques résistances dans le sud du pays furent vigoureusement réprimées, surtout par la prise de Sfax (1882), et l'ordre fut bientôt parfait du nord au sud de la Tunisie.

C'était un des plus beaux succès de la politique française au XIXe siècle. Il donna à la France une très forte position entre les deux bassins occidental et oriental de la Méditerranée, et Bizerte, en face de Malte, devint un des grands ports de guerre de cette mer.

Mais surtout il compléta très heureusement l'expérience du gouvernement français en matière de politique extérieure. Le système du protectorat, inauguré en ces circonstances avec beaucoup de modération par le premier résident de

Franco a Tunis, M. Paul Cambon, produisit les meilleurs résultats. La domination française, ainsi plus légère, fut plus facilement acceptée et ne rencontra nul obstacle. La colonisation se développa bientôt avec une grande rapidité ; des travaux publics purent être entrepris, et la prospérité éclatante assurée très vite au pays consolida la situation de la France. Le gouvernement français prit la suite des engagements contractés antérieurement par la Régence dans les capitulations signées avec les diverses nations de l'Europe ; mais, d'année en année, il a peu à peu réussi à remplacer ce régime par le droit commun aux possessions européennes et à délier ainsi sans violence les entraves qui gênaient son action. Surtout le maintien de la dynastie beylicale à Tunis a singulièrement atténué le danger de la surexcitation des passions religieuses : sous le couvert du gouvernement du bey et de ses fonctionnaires musulmans, les Tunisiens se sont dès l'abord habitués à vivre en bonne intelligence avec les colons français, ont subi volontiers l'action de leur expérience agricole et industrielle, ont consenti avec eux à des rapports d'une extrême cordialité, pour le plus grand profit de la colonisation même et aussi de l'éducation des indigènes par la fusion intime des deux races et des deux religions en présence. Le retentissement de ce succès peut être considérable dans tout le domaine de l'Islam.

A la même date, un Italien, naturalisé français à l'occasion de la guerre franco-allemande, M. Savorgnan de Brazza, donnait à sa patrie d'adoption tout un empire nègre sur les bords du Congo, comme si toutes les races musulmanes de l'Afrique étaient destinées au gouvernement de la France. Comme Faidherbe à Saint-Louis, il voulut ouvrir au comptoir de Libreville un horizon plus étendu vers l'intérieur. Il atteignit la vallée de l'Ogooué, la remonta, arriva sur la rive du Congo dans le pays des Batékés, fut bien reçu par le chef de cette tribu, Makoko, et signa avec lui un traité qui établissait sur tout son royaume le protectorat de la France. Un poste fut fondé qui devint Brazzaville et fut le point de départ de l'expansion française le long du Congo moyen et de l'Oubanghi, dans la direction du lac Tchad (1880).

L'établissement de la domination exclusive de l'Angleterre en Égypte en 1882 rejeta l'attention de la France sur les terres africaines où elle n'avait pas à redouter cette terrible concurrence, où du moins elle avait encore des chances de

lutter avantageusement contre elle. De même les déceptions subies par les Russes au traité de Berlin en 1878 et dans les années suivantes en Bulgarie les détournèrent vers l'Asie centrale et orientale. De plus, la France en 1892 dénonça les traités de commerce qu'elle avait signés sous le second empire avec la plupart des nations européennes et organisa son régime douanier selon le système du plus rigoureux protectionnisme : un grand nombre de marchés se fermèrent ainsi à ses produits et il lui fallut s'assurer d'autres débouchés ; l'expansion coloniale devint pour elle une nécessité économique et sociale de premier ordre.

C'est pourquoi elle a fait depuis, dans l'Afrique occidentale surtout, un énorme effort, selon un plan très serré, appliqué avec un esprit de suite très remarquable et d'une incontestable grandeur. Elle a voulu nettement l'empire de l'Afrique septentrionale.

En 1892, le capitaine Binger, parti du Sénégal, traversa le Niger supérieur, s'engagea dans la bouche du fleuve, parcourut le Mossi et le Kong, signa sur sa route des traités d'amitié avec les chefs du pays, notamment avec le roi Tiéba, arriva à la Volta, à la Comoë, descendit alors à la côte de Guinée vers Grand-Bassam. Il avait contourné les colonies anglaises de la Gambie et de Sierra-Léone, fermé leur « hinterland », limité étroitement leur extension.

En 1894, le lieutenant-colonel Bonnier descendit le Niger par Segou, arriva au sommet de la courbe que fait le fleuve au nord, enleva par surprise Tombouctou, la cité sainte, la cité mystérieuse toujours fermée aux Infidèles, désormais surmontée du drapeau tricolore. Il tomba bientôt après dans une embuscade de Touaregs ; mais sa conquête n'en fut nullement compromise, et la France garde la plus importante tête de ligne des caravanes du Sahara occidental ; la pénétration du désert en sera singulièrement favorisée.

La même année, les comptoirs français de la côte du Dahomey furent pillés par le roi de ce pays, le farouche Béhanzin. Le colonel Dodds y fut envoyé, battit le roi nègre à Dogba, lui prit ses capitales Kana, Abomey, le força à fuir dans le nord. Quelques mois après, il l'atteignit et le fit prisonnier ; tout son royaume devint français. Un poste fut aussitôt établi à la frontière septentrionale, Carnotville, d'où la pénétration française s'enfonça en tous sens dans la boucle du Niger, en arrière des possessions anglaises de la Côte d'Or et de l'embouchure du fleuve. Plus loin, à l'est du

Niger, M. Gentil a pu transporter un bateau démontable, le *Léon Blot,* du Congo au Chari, affluent du lac Tchad, et établir l'influence française dans la région du Baghirmi, au sud et à l'est du lac. Il y fut rejoint par la mission Foureau-Lamy, qui venait de traverser tout le Sahara depuis Alger; les Français se trouvèrent alors de force à lutter contre la puissance redoutable du sultan Rabah; il fut tué dans une bataille où le commandant Lamy périt aussi. Dès lors la suprématie de la France était fortement établie dans ces régions et la jonction des terres françaises était accomplie de l'Algérie et du Sénégal avec le lac Tchad et le Congo.

Plus loin même, vers le cours supérieur de l'Oubanghi, aux confins du Soudan Égyptien, les colonels Moll et Largeau ont enfoncé depuis la domination française jusqu'au cœur de l'Ouadaï, jusqu'au Tibesti, en arrière de la Tripolitaine, jusqu'aux extrémités des territoires encore vacants et quasi-inexplorés.

Ainsi s'achevait la prise de possession d'un immense empire, le plus vaste de l'Afrique : un domaine un peu décousu, coupé de territoires anglais et allemands, la Gambie, le Sierra-Leone, la Côte-d'Or, la Nigeria, ou le Cameroun ; un empire pourtant d'une réelle unité autour du lac Tchad, autour de Tombouctou, qui fut sans doute jadis la capitale de quelque grand empire musulman.

Maîtresse ainsi de tout l'intérieur du continent, la France pesait plus fortement sur l'hinterland du Maroc, coupant les routes que fréquentaient ses marchands à travers le désert et qui étaient depuis des siècles comme les artères de sa vie commerciale, l'étouffant littéralement pour s'en assurer la conquête qui enfin, réalisée dans les premières années du xxe siècle, couronne l'édifice d'une entreprise coloniale qui depuis la prise d'Alger aura duré près de cent ans.

Il faut remonter loin dans le passé pour retrouver les origines de la pénétration française au Maroc. On en retrouverait les prémisses au temps des rois. Napoléon, maître de la plus grande partie de l'Espagne, songeait à passer le détroit de Gibraltar ; il eut des agents auprès du sultan de Fez; il n'eut pas le temps de déterminer ses desseins en ce sens. En somme, le premier épisode important des relations de la France avec le Maroc fut celui qui sortit de la fuite d'Abd-el-Kader auprès du sultan Abd-er-Rhaman. Ce fut l'occasion de la victoire de Bugeaud à l'Isly (1844),

du bombardement de Tanger et Mogador par le prince de Juinville, et de la signature de la convention de Tanger (1845).

C'est le premier acte diplomatique dont nous ayons à nous occuper ici. Le sultan du Maroc s'engageait à ne pas donner plus longtemps asile à Abd-el-Kader, reconnaissait l'établissement français en Algérie jusqu'à une frontière qui, partant de l'embouchure de l'oued Kiss près de l'Isly, remontait à peu près directement vers le Sud à travers les plateaux : ligne idéale, parce que les populations nomades de ces régions n'avaient pas trop la notion de frontière, et qu'elles n'hésitaient pas à passer d'un pays à l'autre selon les besoins de leurs troupeaux ou selon les caprices de leurs habitudes de brigandage. Cela entraîna même dans la convention de Tanger une clause de quelque intérêt : les deux puissances contractantes reconnaissaient mutuellement le droit de suite ou de poursuite sur les tribus nomades qui, ayant pillé d'un côté de la frontière, essaieraient de se mettre à l'abri en passant de l'autre côté. Ainsi la France eut le droit de poursuivre sur le territoire marocain les tribus qui seraient venues razzier sur le territoire algérien : cas très fréquent qui pouvait susciter de continuelles occasions d'intervention ; un moyen assez commode que la France eut à sa disposition pour faire mûrir d'année en année la question du Maroc.

Il y fallut d'ailleurs plus de cinquante ans, la France ayant eu dans l'intervalle d'autres soucis dans d'autres sens. Tout de même c'est par des questions de frontière que les affaires du Maroc recommencèrent à être intéressantes. Il y avait naturellement de continuelles difficultés entre les tribus des plateaux et du désert, et la sécurité des transactions régulières était sans cesse compromise. La France dut faire œuvre de police sur les confins et jusque dans l'intérieur du désert. C'est ainsi qu'en 1900 elle fit explorer et occuper le Touat par la mission Flamant. Il en résulta un conflit avec les tribus marocaines de Figuig et de Tafilet, qui, séparées de Fez par l'Atlas, vivent à peu près indépendantes du sultan ; la voie ferrée du Sud Oranais fut poussée au delà de Figuig jusqu'à Colomb-Béchar et l'ordre fut suffisamment assuré dans la région. C'était un progrès nouveau dans l'encerclement du Maroc.

Alors le gouvernement français pensa que le moment était venu de résoudre la question marocaine dans son

ensemble. Il entama des négociations avec l'Angleterre et avec l'Espagne qui y étaient spécialement intéressées ; il en résulta les accords du 8 avril et du 25 octobre 1904 : l'Angleterre obtint toutes les garanties qu'elle désirait au sujet de Tanger ; l'Espagne obtint la reconnaissance de ses droits sur le Riff, sur toute la côte méditerranéenne du Maroc et sur la région du Rio de Oro ; moyennant quoi, elles abandonnaient à la France le droit de développer librement son influence et ses intérêts sur tout le reste du pays.

Et donc la pénétration française allait préparer des résultats décisifs, lorsque l'intervention de l'Allemagne remit, pour quelques années, tout en question. L'empereur Guillaume II saisit l'occasion favorable : au moment où les défaites de la Russie en Mandchourie affaiblissaient pour un temps l'efficacité de l'alliance franco-russe, il vint lui-même à Tanger, sur un vaisseau de guerre (mars 1905), fut salué par les représentants du sultan et déclara solennellement que l'Allemagne garantissait de toute sa force l'intégrité territoriale et l'indépendance politique du Maroc.

Cette grave manifestation se rattachait à la politique musulmane de l'Allemagne et à la nécessité de plus en plus urgente où elle était de s'assurer des débouchés au moment où les marchés de l'Extrême-Orient risquaient d'être moins accessibles par suite des victoires japonaises. D'ailleurs le Maroc, en droit international, était réellement indépendant : il n'apparaissait pas au gouvernement allemand que la France eût le droit d'en disposer seule ; elle y avait des intérêts particuliers à défendre à cause de l'importance de sa frontière continentale algérienne, mais non pas d'autres droits ; elle-même, en traitant avec l'Angleterre et avec l'Espagne, avait reconnu le caractère international de la question marocaine. Pourquoi n'avait-elle pas aussi sollicité le désintéressement de l'Allemagne ? — C'est, pouvait-on répondre, qu'il eût fallu aussi le payer, et qu'à force de payer il ne fût plus rien resté.

Quoi qu'il en soit, la crise s'engageait sous la forme d'un conflit franco-allemand. A ce moment un désaccord se produisit dans le gouvernement français : M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, était d'avis qu'on pouvait continuer à développer l'influence française au Maroc sans s'occuper de l'opposition de l'Allemagne. M. Rouvier, président du Conseil, estima que cela pouvait être dangereux,

que la position diplomatique prise par l'Allemagne était assez forte, qu'on pouvait accepter de reconnaître le caractère international de la question marocaine, donc consentir à en traiter avec toutes les puissances devant lesquelles l'Allemagne affirmerait ses prétentions, mais aussi la France ferait valoir tous les droits qu'elle tenait du passé, de sa situation en Algérie et de ses accords avec l'Espagne et l'Angleterre : elle n'avait rien à craindre du jugement de l'Europe. Le gouvernement français accepta donc de soumettre la question à une conférence internationale : M. Delcassé donna sa démission.

Les débats furent longs et rudes à la conférence d'Algésiras, du 16 janvier au 7 avril 1906 (1). Ils aboutirent à l'Acte d'Algésiras, du 8 avril, qui donna un règlement provisoire, *pour cinq ans,* à la question du Maroc. Il proclama la nécessité d'introduire au Maroc « des réformes basées sur le triple principe de la souveraineté de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de ses États et de la liberté économique sans aucune inégalité ». — C'était le triomphe de la thèse allemande ; mais dans l'application la France reprenait l'avantage : elle se faisait reconnaître le droit absolu de traiter seule avec le sultan au sujet de ses territoires de la frontière algérienne et conservait ainsi tous les avantages de la convention de 1845. — L'Acte d'Algésiras affirmait ensuite la nécessité d'organiser une police indigène dans les principaux ports marocains, sous le commandement d'officiers français à Rabat, Mogador, Safi, Mazagan, d'officiers espagnols à Larache et Tétouan, d'officiers français et espagnols à Tanger et Casablanca, les uns et les autres soumis à l'inspection d'un officier supérieur suisse, résidant à Tanger, nommé par le sultan sur la présentation du gouvernement helvétique. — Enfin pour la mise en train des réformes, des travaux publics et de l'exploitation économique, on instituait une Banque d'État du Maroc au capital de 15 millions fourni en parties égales par les diverses puissances représentées à la conférence.

La Convention d'Algésiras tentait de concilier les intérêts

1. A. Tardieu, *La Conférence d'Algésiras,* histoire diplomatique de la crise marocaine (15 janvier-7 avril 1906), 3e édition revue et augmentée d'un appendice sur *le Maroc après la Conférence (1906-1909),* Paris, F. Alcan.

opposés ou les prétentions des puissances, mais, par leur conflit même mal atténué, elle organisait surtout l'anarchie marocaine, le gouvernement de Fez comptant justement, comme celui de Constantinople ailleurs, sur les dissentiments de ceux qui prétendaient changer l'antique et confortable constitution de son pays.

Naturellement il mit de la mauvaise volonté à agréer les conditions qu'on lui imposait et où il ne voyait qu'une atteinte insupportable à sa souveraineté. Il refusa de recevoir dans ses ports des instructeurs français et espagnols, sous prétexte qu'il ne pouvait pas garantir leur sécurité au milieu des soldats marocains. La France et l'Espagne furent obligées d'organiser à Casablanca et Tanger une police provisoire avec des détachements de marins, cela ne servit qu'à irriter les populations marocaines. Le 28 mai 1906, un Français, M. Charbonnier, fut assassiné à Tanger: la France se contenta de quelques excuses et d'une indemnité pécuniaire. Le fanatisme xénophobe des Marocains en fut encouragé ; l'insécurité fut générale dans tout le pays, même dans les ports, malgré les plaintes répétées du corps diplomatique de Tanger. Même à Tanger, des désordres se manifestèrent, les Européens furent menacés ; en décembre 1906, la France dut y envoyer trois cuirassés, sous le commandement de l'amiral Touchard. Cela ramena un peu de calme.

Non pas partout, ni pour longtemps. Le 19 mars 1907, le docteur Ma uchamp fut assassiné à Marrakech dans des conditions particulièrement féroces. La France en représailles fit occuper Oudjda, exigea le châtiment des coupables et l'organisation immédiate d'une police régulière. Elle parut résolue à y tenir fermement la main. Le 30 juillet, à Casablanca, sept Européens, dont cinq Français, occupés aux travaux du port, furent massacrés par la population ; le gouvernement français fit débarquer des troupes, occuper la ville et la plaine de la Chaouia, parmi des combats très vifs qui se prolongèrent pendant plusieurs semaines.

Les tribus du Maroc méridional reprochaient au sultan Abd-el-Aziz sa faiblesse à l'égard des étrangers, prétendaient qu'il fallait repousser absolument toute ingérence européenne, sous quelque forme qu'elle fût. Elles proclamèrent sultan à sa place son frère Moulaï-Hafid. Abd-el-Aziz inquiet quitta Fez, vint à Rabat pour se mettre en rapport avec les représentants de la France, le général

Lyautey et M. Regnault. Il sollicita l'appui de la France contre son frère, mais respectueuse des traités et de la fiction de l'indépendance du Maroc, la France ne voulut pas prendre parti ; elle se contenta, dans le désordre général, de faire occuper très fortement et pacifier la Chaouia ; le général d'Amade y accomplit une œuvre très remarquable.

Cependant Moulaï-Hafid remontait vers le Nord, entrait triomphalement à Fez, était reconnu sultan par toutes les tribus, obligeait Abd-el-Aziz à se réfugier à Tanger (août 1908). Il paraissait appuyé sur l'Allemagne, et le duel franco-allemand en prenait une acuité nouvelle. Le 26 septembre 1908, des déserteurs de la légion étrangère furent arrêtés dans le port de Casablanca au moment où ils allaient s'enfuir sous la protection du consulat allemand. L'Allemagne exigea qu'ils fussent relâchés ; la France s'y refusa, et le conflit parut aussitôt extrêmement grave ; non sans peine il s'arrangea, les deux puissances s'étant finalement accordées pour traduire ce cas épineux devant le tribunal arbitral de la Haye, et leurs relations se trouvèrent pour un temps au moins plus faciles.

Même bientôt on apprit avec une certaine surprise, le 9 février 1909, qu'elles avaient essayé de concilier leurs intérêts par une déclaration conjointe : Le gouvernement de la République se déclarait résolu à sauvegarder au Maroc l'égalité économique et donc à ne pas y entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands ; le gouvernement allemand, ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissait que les intérêts politiques particuliers de la France y étaient étroitement liés à la consolidation de l'ordre et se déclarait résolu à ne pas entraver ces intérêts ; les deux gouvernements se déclaraient disposés à associer leurs nationaux dans les affaires industrielles et commerciales du Maroc.

Moulaï-Hafid, estimant d'après cela qu'il n'avait plus à compter sur l'Allemagne, se rapprocha de la France, reconnut enfin les dispositions de l'Acte d'Algésiras, reçut les agents français à Fez, échangea avec eux « les paroles d'amitié », la police fut organisée. Les travaux publics furent poursuivis, la transformation économique du pays se prépara par l'accord de toutes les puissances.

Il fallut pourtant encore une crise à la solution de ce problème. Au moment où l'on arrivait au terme de cinq

ans, fixé à l'application de l'Acte d'Algésiras (1906-1911), Moulaï-Hafid, à son tour impopulaire pour avoir cédé à la pénétration étrangère, fut menacé dans Fez même par une redoutable rebellion des tribus voisines. Il appela la France à son secours; une petite armée française partit aussitôt de Casablanca, et, après une marche extrêmement pénible et brillante, entra dans Fez. En vain le gouvernement français démontrait-il qu'il n'avait agi que sur un appel du sultan et pour faire respecter sa souveraineté; l'Allemagne comprit que la France allait se dégager des liens de la Convention d'Algésiras; elle ne voulut pas permettre la « tunisification » du Maroc; elle envoya une canonnière à Agadir et déclara son intention de défendre les intérêts allemands dans la région du Sous et le Maroc méridional.

Ce fut l'origine d'une négociation des plus difficiles, qui faillit à plusieurs reprises être rompue, parmi l'émotion universelle. On aboutit enfin à la convention du 4 novembre 1911 : la France y reconnut une fois de plus l'égalité économique et la liberté commerciale de toutes les puissances au Maroc; pour obtenir le désintéressement de l'Allemagne au sujet de toute autre prétention, elle lui céda une partie du Congo pour agrandir les possessions allemandes du Cameroun; moyennant quoi, l'Allemagne reconnaissait à la France le droit d'y ordonner toute occupation militaire qui lui paraîtrait nécessaire et d'en organiser le régime politique comme il lui conviendrait. En conséquence le 30 mars 1912, Moulaï-Hafid signa avec la France un traité de protectorat, et le général Lyautey fut nommé commissaire-résident général au Maroc. L'accord s'est établi aussi sur tous les points avec l'Espagne, sur la base de la convention préliminaire de 1904. Il n'y a plus maintenant qu'à prendre effectivement possession d'un pays dont les ressources économiques paraissent être considérables.

C'est donc chose faite aujourd'hui : la suprématie française est établie sur un quart du continent africain d'Alger à Saint-Louis, au Dahomey, au lac Tchad et au Congo. Le prestige de la France ne manquera pas d'en être de plus en plus éclatant chez tous les peuples musulmans : elle pourra continuer leur éducation, et en leur faisant reconnaître la supériorité de sa force et de sa valeur, elle leur imposera, mieux encore qu'aux Arabes plus fanatiques et plus belliqueux, sa civilisation; elle les tirera de la barbarie; elle les arrachera à la traite monstrueuse dont ils sont encore

victimes. Mieux que de sanglantes conquêtes, des voies commerciales, des chemins de fer, tracés de la Méditerranée au Soudan, achèveront cette transformation de l'Afrique centrale et, en la rapprochant de l'Europe, la feront européenne.

V. — L'Afrique du Nord en 1914.

Aujourd'hui l'Afrique septentrionale, devenue le centre le plus actif de la propagande musulmane, est complètement enveloppée par les entreprises européennes. Depuis la mort du Mahdi, l'action des Derviches a perdu sa vigueur. Vers l'est, Osman-Digma fit encore quelques tentatives sur Souakim, en 1888; il fut repoussé, et les Anglais réoccupèrent Tokar, à quelque distance de la côte; en 1889, il se jeta sur Ouady-Alfa; il fut battu le 3 août à Toski par le général Grenfeld. La même année, Stanley délivra, un peu malgré lui, Emin-pacha, gouverneur égyptien de la province de l'Équateur, resté enfermé dans le pays de Lado.

Le Soudan retomba alors pour quelque temps dans le silence, sauf quelques contacts entre les Musulmans et les Européens, Belges ou Français, le long de l'Oubanghi.

Puis le mahdisme tomba en décadence: il ne faisait d'ailleurs que cacher sous des apparences religieuses les intérêts des marchands d'esclaves. Son ardeur s'éteignit; il fut peu à peu resserré, traqué par les approches des chrétiens; il tomba en dissolution; il ne trouva même pas dans l'imminence du danger suprême un vigoureux accès de désespoir. Il s'enferma dans la région de Kkartoum et attendit le coup mortel que lui portèrent les Anglais.

Les Anglais en effet se fortifiaient en Égypte. Le régime du contrôle anglo-français fut aboli dès le lendemain de l'occupation, et remplacé par une sorte de protectorat exclusif du gouvernement anglais, que représenta un résident général, Sir Eveling Baring, devenu lord Cromer. Les ministres de la reine déclarèrent longtemps en propres termes que l'occupation de l'Égypte n'était que provisoire, qu'elle cesserait quand l'ordre y serait assuré dans l'administration et dans les finances, quand la sécurité y serait absolue pour les intérêts des Européens en général.

Par suite, la condition politique de l'Égypte ne fut pas définitivement réglée. Le 22 mai 1887, une convention fut signée à Constantinople entre l'Angleterre et la Porte. Elle établissait la neutralité du canal de Suez, l'inviolabilité du

territoire égyptien. Les troupes anglaises devaient quitter l'Égypte au bout de trois ans; mais si à ce moment il y existait encore quelque danger intérieur, l'occupation pourrait être prolongée; ou si, après le départ des troupes britanniques, quelque danger y reparaissait, l'Angleterre pourrait les y renvoyer. Les grandes puissances seraient invitées à adhérer à cette convention; si une seule d'entre elles s'y refusait dans le délai de trois années, l'occupation anglaise continuerait.

Cette rédaction eût permis à l'Angleterre de prolonger indéfiniment son protectorat, reconnu désormais par un acte officiel. L'Allemagne y adhéra : il lui plaisait qu'il y eût entre la France et l'Angleterre une cause permanente de discorde ; l'Autriche et l'Italie suivirent l'exemple de l'Allemagne. Mais la Russie et la France adressèrent de vives protestations au sultan ; elles l'emportèrent : Abd-ul-Hamid refusa de ratifier la convention négociée par ses ministres. La condition provisoire de l'Égypte fut maintenue. La question resta entière.

Les Anglais n'en consolidèrent pas moins leurs positions. Tewfik étant mort le 7 janvier 1892, son fils Abbas-Hilmi-pacha manifesta bientôt quelques velléités de résistance et prétendit choisir ses ministres. Lord Cromer les brisa, menaça le jeune khédive de destitution ; il céda, mais il semble que le « parti national » ait alors fondé quelques espérances sur lui.

Longtemps pressé par la France de tenir ses promesses et de préciser la date de l'évacuation, la sécurité étant parfaite dans le pays, le gouvernement anglais, représenté par lord Salisbury, déclara que « la sécurité ne pourrait vraiment être considérée comme parfaite en Égypte que lorsque le drapeau égyptien flotterait sur Khartoum. »

Cette reconquête de Khartoum fut l'occasion du dernier conflit franco-anglais, nous voulons parler de l'affaire de Fachoda (1898). On apprit en 1895 qu'une importante mission française se préparait dans la région de l'Oubanghi. La France y avait fondé un établissement très remarquable, particulièrement organisé par un gouverneur habile autant que modeste, M. Liotard. De là était partie la mission Gentil quand elle avait voulu atteindre le lac Tchad.

En ce centre africain semblait être placé le nœud des destinées du continent. Là était passé Stanley, pour rejoindre au milieu du madhisme Emin-pacha, gouverneur

de Lado et de la province égyptienne de l'Équateur. Là les Anglais avaient essayé de nouer leur empire du Cap au Caire, le grand dessein de Cecil Rhodes. Ils avaient acheté en 1894 une bande de terre le long du lac Tanganyka, dans le Congo du roi Léopold : mais la France fit valoir le droit de préemption qu'elle a sur tout le Congo, et il fallut déchirer cette convention déjà signée. Les relations entre la France et l'Angleterre n'en furent pas améliorées.

C'est à ce moment même que s'organisa la mission du commandant Marchand, avec le projet de joindre l'Atlantique à la mer Rouge. Le gouvernement français entoura cette mission de soins particuliers ; son chef était déjà célèbre par quelques heureuses explorations dans la région du Niger ; il était un des grands « Africains » de la France contemporaine.

Le gouvernement anglais s'émut, demanda à l'ambassadeur de France la destination et le caractère de cette mission. On répondit qu'il ne s'agissait que d'une mission scientifique, peu nombreuse, douze blancs, une cinquantaine de porteurs noirs ; il ne s'agissait que d'étudier les routes qui conduisent du Congo et du lac Tchad vers le Nil.

Et la mission partit à petites journées. Pendant de longs mois elle séjourna dans le pays des Rivières, dans le bassin du Bahr-el-Ghazal.

Cependant les Anglais restaient soucieux de cette entreprise cachée dans le mystère de l'Afrique ; ils craignirent d'être prévenus sur le Nil supérieur. Des bruits étaient répandus que, si les Français s'emparaient du Haut-Nil, ils le détourneraient sur leurs possessions d'Obock, et ruineraient l'Égypte ou la tiendraient à leur merci. Plus sérieusement, le gouvernement anglais pouvait craindre que la France, après avoir repris le Soudan aux Mahdistes, n'acculât l'Égypte au rivage de la Méditerranée et n'obligeât les Anglais à en partir, l'ordre étant rétabli dans toute la vallée du grand fleuve.

Les Anglais décidèrent donc de reprendre enfin la conquête du Soudan, dans le temps où la mission Marchand s'enfonçait au cœur de l'Afrique. La besogne était rude ; elle exigea une préparation méthodique et coûteuse. Les ressources en furent demandées à la caisse de la Dette égyptienne, la France et la Russie y firent une opposition devant laquelle il fallut y renoncer. L'Angleterre dut prendre tous les frais à sa charge, ce qui lui donnait d'ailleurs le droit de s'en réserver tous les avantages.

Le commandement fut confié à un général égyptien, non anglais, le sirdar Kitchener-pacha : simble fiction assurément, mais utile au point de vue politique.

Les opérations militaires commencèrent en 1896. Dongolah fut prise. L'année suivante, on avança jusqu'à Berber, et toute la Nubie se trouva occupée. Mais la résistance du Mahdi se concentra devant Khartoum, il appela à lui toutes les forces des tribus du désert et du Soudan. Cela facilita le passage de Marchand, qui ne rencontra devant lui que des bandes peu solides.

La bataille décisive s'engagea à Omdurman, le 1er septembre 1898. Le Mahdi fut vaincu et tué, toute son armée détruite et dispersée. Ce fut la fin du madhisme, après quinze ans d'apparente grandeur.

Mais, dans les derniers jours de juillet, Marchand était arrivé à Fachoda sur le Nil et y avait planté le drapeau français. A cette nouvelle, Kitchener se précipita vers le Sud ; après huit jours de marche, il se présenta devant Fachoda à la tête de quelques milliers d'hommes, somma Marchand d'amener son drapeau. Marchand répondit qu'il ne l'amènerait que sur ordre de son gouvernement.

Le gouvernement de Londres invita donc le gouvernement français à abandonner Fachoda. La crise fut grave, une des grandes crises de notre histoire contemporaine. La France fit valoir que, Marchand étant arrivé le premier, la place lui appartenait. L'Angleterre répondit que le Soudan oriental était à l'Égypte depuis plus de vingt-cinq ans, que la rébellion des Madhistes le lui avait enlevé un moment, mais qu'il n'en était pas moins la possession légitime des khédives, que d'ailleurs, bien avant le commandant Marchand, des officiers anglais, au service de leur patrie ou au service de l'Égypte, notamment Baker-pacha, avaient passé à Fachoda et y avaient conquis le droit du premier occupant, un demi-siècle auparavant ; que par conséquent la France devait rendre un bien qui ne lui appartenait pas ; que d'autre part aux origines de la mission Marchand le gouvernement français avait lui-même déclaré que cette mission n'avait qu'un caractère d'exploration scientifique, suffisamment démontré par le petit nombre de ses membres, une douzaine de blancs ; que la France devait donc loyalement reconnaître de nouveau que la mission Marchand n'avait aucune prétention militaire ou politique.

La France, dans un moment où la Russie son alliée était

occupée surtout aux affaires d'Extrême-Orient, ne voulut pas risquer, dans un conflit auquel l'Allemagne aurait sans doute pris part, tous les résultats de ses efforts de reconstitution depuis 1870. Elle reconnut le caractère purement scientifique de la mission Marchand, et lui donna l'ordre de continuer sa route sur Obock par l'Abyssinie ; elle acheva donc son immense voyage de l'Atlantique à la mer Rouge au milieu de l'émotion universelle des Français.

Quelques semaines après, le 21 mars 1899, une convention anglo-française, destinée à achever la liquidation de l'affaire de Fachoda, donna pour limite aux deux puissances voisines dans le Soudan la ligne de partage des eaux entre le bassin du lac Tchad et celui du Nil, et c'est ainsi que l'influence française se trouva portée jusqu'à l'Ouadaï et au Tibesti. La mission Marchand a ainsi eu quand même d'importants résultats.

La convention franco-anglaise du 8 avril 1904 allait d'autre part confirmer les résultats obtenus par les Anglais en Égypte. Du jour où le canal de Suez fut percé, la possession leur en devint indispensable, et ils ont su se l'assurer avec une extrême habileté : ils y sont forts aujourd'hui du service rendu, de l'ordre rétabli. Car l'Égypte est plus que jamais la grande route de l'Inde, et l'Inde concentre plus que jamais leurs préoccupations. Il est vrai que d'autres routes seront ouvertes dans cette direction par Constantinople et par la Mésopotamie ; mais jusqu'ici le pays du Nil est le grand passage.

L'Égypte est encore utile à leur pénétration en Afrique. Ils ont entrepris de joindre Alexandrie au Cap par une ligne continue de chemin de fer et déjà ils ont atteint au nord Khartoum, au sud le Zambèze : ces deux tronçons seront sans doute réunis bientôt. Sans cela même, l'Égypte est de plus en plus nécessaire à leur influence en Afrique. Ils ne sont pas les plus puissants dans la partie occidentale du continent, où la prépondérance française s'affermit ; ils ont à compter à l'est, et même au sud, avec la rivalité déclarée des Allemands. Par l'Égypte, ils ont l'espérance d'être les maîtres au moins dans la vallée du Nil, c'est-à-dire de garder une bonne place dans le partage du continent noir. Elle est la garantie de leur empire actuel, la condition de leur grandeur future.

Ce n'est pas à dire que l'Égypte doive garder éternellement la condition politique qu'elle tient de l'occupation

anglaise de 1882. Le parti national n'a pas cessé d'y être puissant, et il faut de plus en plus compter avec lui. Mais les Anglais sont passés maîtres dans l'art de gouverner les peuples les plus divers ; ils viennent d'instituer un Parlement égyptien qui a ouvert ses séances au Caire (décembre 1913). Ils sauront accorder aux Égyptiens comme aux Afrikanders toutes les libertés compatibles avec la solidité de leur influence.

Les Italiens sont les maîtres de Massouah et du pays des Somalis. Celui-ci est mal placé pour l'extension vers le Nil, dont il est très éloigné, séparé par les zones d'influence anglaise et française. Massouah est une meilleure position, du moins pour les relations commerciales avec l'Éthiopie : car les Italiens ont rendu Kassala aux Anglo-Égyptiens au commencement de 1898, et se sont interdit ainsi toute possibilité de s'étendre dans la direction de Khartoum. L'exploitation de la vallée du Nil leur paraît aujourd'hui fermée.

Mais la dissolution de l'empire ottoman vient de leur ramener l'occasion de jouer un grand rôle dans la Méditerranée, dont ils n'ont pas oublié qu'elle fut un lac romain et sur laquelle en effet, héritiers de Venise comme de Rome, ils ont le droit de prendre une place digne de leur passé.

Leur politique actuelle est devenue un des phénomènes nouveaux et importants de la question d'Orient. L'origine en est dans les affaires de Tripolitaine, qui sont elles-mêmes une conséquence des affaires de Tunisie et du Maroc : la France ayant admis dans ce dernier cas le principe des compensations en faveur de l'Allemagne, l'Italie estima qu'il convenait qu'elle en profitât aussi ; la France d'ailleurs, ainsi que l'Angleterre, avait depuis longtemps déclaré qu'elle se désintéressait des prétentions éventuelles de l'Italie sur la Tripolitaine.

Mais le développement des intérêts économiques de l'Italie à Tripoli fut gêné par les Turcs qui y voyaient naturellement des dangers pour l'intégrité même de leur empire, gêné aussi par les Allemands qui s'y établissaient peu à peu grâce à l'influence dont ils disposaient à Constantinople. Le gouvernement de Rome estima pour toutes ces raisons que le moment était venu d'agir, sous peine d'être prévenu.

Il commença par se plaindre de la mauvaise volonté apportée par les Turcs au développement des relations commerciales de l'Italie avec la Tripolitaine. Il n'obtint

aucune satisfaction et en prit prétexte pour en faire sortir le conflit dont il avait besoin. Le 21 septembre 1911, au moment de la crise franco-allemande sur le Maroc, on annonça que la flotte italienne était mise sur le pied de guerre ; l'opinion italienne manifesta le plus vif enthousiasme ; l'opinion musulmane y répliqua en sens inverse à Tripoli, où les Italiens, où tous les Européens en général se trouvèrent en danger.

Le 28 septembre, le gouvernement italien annonça à la Porte son intention d'occuper militairement la Tripolitaine et la Cyrénaïque, et la somma de n'y pas faire opposition. Cette sommation n'eut naturellement aucun succès, et le 29 septembre l'état de guerre fut proclamé.

Le 6 octobre, la ville de Tripoli fut occupée sans beaucoup de peine. Mais la résistance s'organisa en arrière de la côte, hors de portée des navires italiens ; les Turcs et les Arabes s'y groupèrent en masses redoutables et pensèrent jeter les Italiens à la mer ; notamment le 23 octobre, à Sciara-Sciat, les Italiens subirent de grandes pertes ; un régiment de bersaglieri perdit à lui seul 6 officiers et 400 hommes ; Tripoli fut serrée de près. Elle ne fut vraiment dégagée que le 4 novembre par l'occupation de la position d'Aïn-Zara, qui assura aux Italiens la possession solide de la ville et de l'oasis voisine. Le 5 novembre, un décret royal proclama solennellement l'annexion de la Libye à l'Italie.

Ailleurs en Cyrénaïque, les Italiens occupèrent Tobrouk dont ils pensent faire le Bizerte de la Méditerranée orientale ; mais sur intervention de l'Angleterre, ils durent laisser à l'Égypte l'importante position de Soloum. Derna aussi fut prise. Benghazi fut vigoureusement défendue par les Turco-Arabes, et ne fut décidément conquise que par la brillante victoire des Deux-Palmiers, le 12 mars 1912. Ainsi les Italiens s'emparèrent peu à peu des principaux points de cette longue ligne de côtes, mais ils ne purent pas prendre encore une offensive sérieuse vers l'intérieur, où ils auront à vaincre de puissantes tribus musulmanes.

Pour obliger les Turcs à la paix, ils firent ensuite un grand effort sur mer. Le 24 février 1912, ils coulèrent deux navires ottomans dans le port de Beyrouth. Leurs escadres parurent devant les Dardanelles ; cinq torpilleurs du commandant Millo y pénétrèrent même héroïquement pour essayer de torpiller la flotte turque ; ils n'y réussirent pas mais rentrèrent dans la mer Égée malgré le feu de tous

les forts turcs. Enfin les Italiens procédèrent à l'occupation de quelques îles turques de l'Archipel ; le 28 avril 1912, ils s'emparèrent de Stampalia ou Astypalœa, puis de Rhodes et de dix autres îles, Scarpanto, Kaso, Nisero, Piskopi, Calimno, Lero, Patmos, Lipso, Symi, Cos ; ce que l'on appelle depuis le Dodécanèse, ou les Douze-Iles.

Ils avaient ainsi un gage territorial qui amena enfin les Turcs à traiter. La paix fut signée à Lausanne le 15 octobre 1912 au moment où éclatait la guerre balkanique : pour ménager la dignité du sultan, il promulgua le même jour un firman accordant aux populations de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque une autonomie complète, et le roi d'Italie promulgua la loi qui annexait la Libye à l'Italie. Quant au traité lui-même, il comporta la cessation des hostilités, le rappel des troupes ottomanes d'Afrique, la reprise des relations commerciales. Les Italiens ont gardé le Dodécanèse jusqu'à ce que toutes opérations militaires soient achevées en Libye ; en attendant cette occupation leur donne une influence particulière dans le règlement des conséquences des dernières guerres.

Si nous nous en tenons pour le moment à l'Afrique du Nord, c'est la France qui a été dans la vallée du Nil la plus redoutable rivale de l'Angleterre. Elle conserve en Égypte des intérêts considérables auxquels la dernière convention ne porte aucune atteinte ; elle garde la direction générale des antiquités, et la liberté de ses écoles est formellement garantie. Elle ne considère plus seulement Obock comme un dépôt de charbon sur la route de l'Océan Indien, mais comme la base naturelle du développement de son influence vers le Choa, le Harrar, le pays des Gallas. En ce sens, la défaite des Italiens lui a ouvert la route.

L'Afrique est ainsi de plus en plus le théâtre essentiel de son activité. De l'Algérie et du Maroc au Sénégal et au Cougo, elle enveloppe et elle pénètre de toutes parts les pays africains de l'Islam. Elle possède presque tout le domaine musulman de l'Afrique occidentale ; elle a toujours de l'influence en Égypte ; elle est en Syrie comme une protectrice séculaire et complète son antique influence religieuse par le développement de ses intérêts économiques et la propagande de ses principes de liberté. Son action sur l'Islam est plus grande même que celle de l'Angleterre.

Ce n'est pas qu'elle puisse songer à reprendre le rôle des Croisés du moyen âge. Il ne s'agit pas de pousser contre le

Soudan musulman quelque chevauchée suprême, quoiqu'il s'agisse bien d'en finir avec la traite des nègres, avec la barbarie. Il n'est pas encore prouvé que l'Islam soit réfractaire à toute amélioration sociale ou morale. Des écrivains catholiques lui consentent sa place dans le plan providentiel ; ils le jugent capable de préparer à la civilisation les peuples les plus barbares et notamment les Africains. Ces peuples, qu'il faut amener du fétichisme au monothéisme, ont besoin, dans leur degré inférieur de culture, dans leur sensualisme brutal, de cette transition, ou d'une transition analogue pour arriver au christianisme[1].

Comment passeront-ils ensuite du Coran à l'Évangile ? L'histoire ne donne pas de réponse à cette question. Au contraire, jusqu'ici l'Islam et le Christianisme paraissent impénétrables l'un par l'autre. Cependant la France, qui gouverne depuis un demi-siècle de nombreux peuples musulmans, qui pratique à leur égard une tolérance à laquelle rendent justice les moins fanatiques d'entre eux, qui apporte la fortune à leurs terres désolées, qui entretient avec les pays du Levant des rapports bien des fois séculaires, la France de Saint-Louis et de François Ier semble, entre toutes les nations européennes, la mieux faite pour conduire à travers l'Afrique musulmane la propagande du commerce et de la civilisation, pour chercher une conciliation féconde entre deux races et deux religions toujours ennemies, — si cette conciliation n'est pas une chimère.

En attendant la solution de ces grands problèmes sociaux et moraux, il nous faut déterminer ici la position de l'Afrique du Nord dans la question d'Orient.

Comme en Asie, sa situation politique actuelle oblige à constater la retraite universelle de la puissance de l'Islam, par la disparition successive des empires musulmans, arabes ou turcs. Là est l'unité de ce livre que nous avons consacré à la question d'Orient ; c'est comme la loi historique qui le détermine, pénétrée d'une sorte de fatalisme qui ne laisse pas que d'être impressionnant. Pourquoi l'Islam recule-t-il donc partout ?

Chassés d'Espagne où ils ont laissé de si remarquables souvenirs qu'on peut dire qu'elle n'a pas retrouvé encore la prospérité qu'ils lui avaient donnée, Arabes et Maures ont été refoulés sur le sol africain, par l'Espagne elle-même

1. Cf. H. de Castries, *L'Islam*, p. 253.

maintenant établie sur toute la côte du Riff, de Larache et El Ksar à Mélilla ; surtout par la France qui apparaît, après un siècle de labeur héroïque, comme l'héritière principale des grands établissements musulmans, au Maroc, où la voici protectrice du sultan de Fez, à Alger où elle a pris la place de l'odjak des pirates, à Tunis, où elle a pratiqué aussi une politique de protectorat extrêmement fructueux : elle a reconstitué toute l'ancienne province romaine d'Afrique, avec beaucoup plus d'horizon vers le sud, au delà du désert, jusqu'aux Indes noires, aux pays de l'Équateur.

L'Italie vient de s'installer sur la côte septentrionale de l'Afrique : il est trop tôt encore pour en mesurer les conséquences : curieuse expérience qu'elle fait de son rôle de grande puissance coloniale et qui donne déjà de la grandeur au règne de Victor-Emmanuel III.

L'Angleterre, qui connaissait la voie de la Méditerranée depuis longtemps, établie en Égypte depuis plus de trente ans, y a mis fin, au moins pour un temps, à l'indépendance que les khédives avaient un moment conquise, achevant ainsi de tenir en tutelle tous les anciens États musulmans de l'Afrique du Nord.

Les temps sont passés de la rivalité franco-anglaise sur la Méditerranée, de la dispute de Malte ou de celle de l'Égypte, Il est curieux même que la France et l'Angleterre se soient facilement accordées sur ce point si sensible du globe : l'Angleterre a laissé la France prendre Tunis et le Maroc, elle l'y a même aidée, et l'entente cordiale d'aujourd'hui s'est justement fondée sur la conciliation de leurs intérêts en Méditerranée.

La convention du 8 avril 1904, qui l'a couronnée très fortement, et dont le roi et la reine d'Angleterre sont venus célébrer à Paris le dixième anniversaire, a réglé par la bonne volonté des deux gouvernements les litiges coloniaux qui les mettaient en querelle, en Amérique sur les pêcheries de Terre-Neuve ou en Afrique dans la région du Niger. Surtout elle a balancé harmonieusement leurs intérêts en Égypte et au Maroc, la France s'effaçant devant l'Angleterre en Égypte, et l'Angleterre devant la France au Maroc. Il y a là de la ressemblance avec l'entente anglo-russe du 31 août 1907 dont nous parlions à la fin du chapitre précédent : les problèmes asiatiques et africains étant réglés, au moins provisoirement on se pouvait consacrer mieux

sans doute au dramatique problème de la Turquie d'Europe; ainsi se trouvait fermé au sud comme à l'est le cadre de cette dramatique histoire. Et ces ententes cordiales, nouées en une Triple Entente, constituaient déjà un des groupements directeurs de la politique universelle.

L'Italie y venait aussi. Elle ne faisait pas partie de ce groupement; pourtant elle était dans les meilleurs rapports avec l'Angleterre, depuis l'achèvement de son unité et avec la Russie depuis quelques années, et elle pratiquait habilement, comme jadis les ducs de Savoie, la politique de bascule. Elle n'avait pas cessé de considérer la France, qui fut sa libératrice, comme sa rivale. Pourtant elle devait venir à un accord plus intime avec la France et avec l'Angleterre par affinité libérale, par le souvenir de la domination qu'ont exercée sur elle pendant des siècles les empereurs allemands, surtout ceux de la maison d'Autriche, et par intérêt surtout : car elle n'avait pas intérêt à laisser les puissances germaniques descendre à la Méditerranée. Déjà elle avait arraché la Tripolitaine à l'influence allemande qui essayait d'y pénétrer. Elle était, plus que la France même, le champion du latinisme contre le germanisme.

Ainsi, de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord, nous voici revenus maintenant au champ clos des Balkans; avec les circonstances elles-mêmes, nous voici de nouveau au cœur même de la question d'Orient pour y reprendre la suite, sinon la fin des destinées de la Turquie.

BIBLIOGRAPHIE

P. Ronze, *La question d'Afrique,* préface par Ed. Driault, Paris, Alcan, 1918.

J. Hervé, *L'Égypte,* 1883.

De Freycinet, *La question d'Égypte,* 1905.

H. Silvestre, *L'isthme de Suez.*

De la Jonquière, *Les Italiens en Erythrée.*

Suivre *l'Année cartographique* que publie la Librairie Hachette depuis 1890, pour les modifications territoriales subies par l'Afrique d'année en année.

CHAPITRE X.

LE RÈGNE D'ABD-UL-HAMID II. LES MASSACRES D'ARMÉNIE (1894-1896) ET L'AUTONOMIE DE LA CRÈTE (1895-1897).

I. — LA POLITIQUE PERSONNELLE DU SULTAN ABD-UL-HAMID II.

Les Vieux Turcs et les Jeunes Turcs. — L'entourage du sultan. — Les terreurs d'Abd-ul-Hamid. — Relations du sultan avec les confréries. — Réorganisation militaire et administration financière.

II. — LES MASSACRES D'ARMÉNIE (1894-1896).

La politique arménienne. — L'église grégorienne d'Arménie. — La constitution arménienne de 1860. — Les Arméniens au service du sultan.

Les traités de San-Stefano et de Berlin : clauses relatives à l'Arménie. — L'intervention anglaise en faveur des Arméniens. — Les plaintes des Arméniens. — La nouvelle politique russe contre les Arméniens : la centralisation sous le tsar Alexandre III. — Les comités révolutionnaires.

La persécution des Arméniens par le sultan. — La politique des massacres. — Les massacres du Sassoun (août-septembre 1894). — L'intervention de l'Europe. — Le premier massacre de Constantinople (octobre 1895). — L'iradé du 20 octobre 1895. — Le grand massacre (novembre-décembre 1895). — La question des seconds stationnaires. — Les massacres de Van (juin 1896). — L'affaire de la Banque ottomane : le second massacre de Constantinople (août 1896). — Le « sultan assassin », le « sultan rouge ».

La politique européenne. — Les propositions anglaises. — La formule française de l'intégrité de l'empire ottoman.

III. — LES AFFAIRES DE CRÈTE ET LE CONFLIT GRÉCO-TURC (1895-1897).

Les Crétois et le firman de 1868. — Le traité de Berlin et le pacte de Halepa (1878). — Le firman du 26 octobre 1889. — Plainte des Crétois. — Nomination d'un gouverneur chrétien, Karatheodory-pacha. — Plainte des musulmans.

Conflits sanglants entre chrétiens et musulmans: musulmans dans les villes, chrétiens dans la montagne. — L'émotion à Athènes. — Concessions faites par le sultan : Georgis Berovitch pacha, gouverneur chrétien de la Crète. — L'arrangement du 25 août 1896. — Espérances et premières mesures de pacification. — Soulèvement des musulmans; mesures suspectes prises par le gouvernement ottoman. — Troubles à La Canée (janvier 1897). — Intervention de la Grèce: le colonel Vassos en Crète (février 1897). — L'enthousiasme à Athènes: réveil de la Grande-Idée. — Inquiétudes des Slaves des Balkans. — Proclamation de l'autonomie de la Crète par les puissances. — Sommation à la Grèce de rappeler ses troupes de Crète.

Surexcitation des passions patriotiques à Athènes. — Concentration des troupes grecques et des troupes turques à la frontière de Thessalie. — Nouveaux troubles en Asie mineure. — Explosion des haines religieuses. — Déclaration de guerre entre la Grèce et la Turquie. — La politique de la Serbie et de la Bulgarie. — La guerre (avril-mai 1897). — Premiers succès des Grecs en Epire. — L'invasion turque en Thessalie: Tyrnavos, Larissa, Pharsale. — La médiation européenne. — La situation de la question crétoise. — La défaite de l'hellénisme. — Restauration du prestige du sultan parmi les musulmans.

I. — La politique personnelle du sultan Abd-ul-Hamid II.

Nous venons d'embrasser d'un rapide coup d'œil à travers l'Asie et l'Afrique l'ensemble des pays de l'Islam qui représentent en effet une vaste unité religieuse, morale et même politique à certains égards. Nous avons relevé les grands traits de leurs relations avec les principales puissances de l'Europe chrétienne, dans le but de leur organisation économique, de leur introduction dans la société civilisée.

Mais c'est en Europe même que devaient se décider leurs destinées; c'est toujours l'Europe qui mène le monde, et en particulier la période historique qui a commencé en 1878 allait avoir une importance capitale.

L'empire ottoman, surtout depuis la guerre de Crimée, s'était mis sous la tutelle et à l'école de l'Europe. Il n'y

avait rien gagné. Elle l'avait laissé aux prises avec la Russie ; elle lui avait fait subir un démembrement effroyable et quasi-mortel, et ce n'était que par les querelles des puissances chrétiennes qu'il avait échappé à la ruine, d'ailleurs simplement retardée, de l'aveu de beaucoup.

Le sol européen se vidait rapidement des musulmans : les routes de l'Asie étaient couvertes de leur exode misérable ; ils retrouvaient en sens inverse, la mort dans l'âme, les traces de leurs ancêtres, qui jadis, sous Bayézid l'Éclair et sous Mahomed II le Conquérant, avaient couru triomphants de l'est lointain à l'Adriatique. Qu'était donc devenue la maison d'Othman ? Avait-elle encouru la disgrâce du Ciel ? N'était-elle pas punie d'avoir écouté les traîtres conseils des Infidèles ? Et si la main de Dieu s'était retirée d'elle, fallait-il lui laisser l'autorité suprême ? Etait-elle encore capable de conduire les destinées de l'Islam ?

En cette défiance presque unanime se rencontraient les fanatiques, stricts observateurs de la loi du Coran, fervents de la haine aux chrétiens, et les Jeunes-Turcs partisans de l'établissement d'une sorte de régime constitutionnel à la façon de l'Europe. Tout le monde musulman en était agité, et, au centre de l'Afrique, les confréries organisaient, à côté et hors de l'autorité du padischah, une sorte de théocratie populaire.

Abd-ul-Hamid II sauva le prestige de son pouvoir. L'Islam était de nouveau saisi d'une intense fièvre de fanatisme, singulièrement aggravée par le désespoir : la souveraineté du sultan allait y être engloutie. Il résolut de ne plus faire aucune concession réelle à l'influence européenne, en sauvant de son mieux les apparences ; il rompit avec la politique des réformes, chassa de Constantinople ou décima, par la prison ou les exécutions sommaires, le parti jeune-turc, qui porta dès lors ses plaintes et ses menaces à travers la presse de l'Occident. Il se fit le chef du parti fanatique, put reprendre ainsi son autorité compromise, restaurer à Constantinople le pouvoir personnel. Dès lors, les ministres ne sont que les instruments de la volonté du maître ; leurs délibérations ne sont qu'un trompe-l'œil, destiné à en imposer à l'Europe ; et, de fait, elle ignora longtemps cette nouvelle politique ; elle s'aperçut tard que le vrai centre du gouvernement n'était plus à la Porte, mais au palais, à Yldiz-Kiosk, la résidence d'Abd-ul-Hamid. Le sultan l'entretint longtemps dans son erreur. Cependant

de continuels et brusques changements dans le personnel des ministres, et même au grand-vizirat, trahissaient la présence d'une autorité ombrageuse, capricieuse peut-être, avec laquelle il n'en fallait pas moins compter. Pendant une dizaine d'années, la physionomie d'Abd-ul-Hamid fut ainsi dissimulée, comme enveloppée d'un voile impénétrable, et elle restait, à distance, sympathique ; car on racontait qu'il avait reçu peu d'instruction, mais qu'il aimait à lire, qu'il était irréprochable dans ses mœurs, modéré dans ses plaisirs, tout différent des sultans fainéants de jadis, qui ne régnaient qu'au harem et y perdaient prématurément toute énergie physique et morale.

Ce n'est pas pourtant qu'il faille voir en lui un souverain de valeur exceptionnelle, ni même un caractère remarquable. Élevé au pouvoir par une révolution qui coûta le trône à son frère Mourad, la vie à son oncle Abd-ul-Aziz, il sembla longtemps être resté sous l'impression d'une terreur invincible et peut-être assez naturelle, soumis par nécessité autant que par politique à un entourage qui le tenait sous la menace de la déposition ou de la mort, et qui l'obligeait à agir. Jusqu'à quel point était-il libre, et responsable de ses ordres ? Quelle part revenait, dans les manifestations de sa volonté, à ses favoris ? Il apparut seulement que, de gré ou de force, Abd-ul-Hamid était devenu le chef des musulmans fanatiques.

Le rôle était dangereux, non pas en face de l'Europe chrétienne, mais en face de ses sujets, plus exigeants à mesure qu'ils obtenaient davantage et que le succès venait à leur politique. Aussi le sultan n'osait-il trop se confier à l'un ou à l'autre de ses ministres les plus écoutés, et de temps en temps le bruit courait d'une mystérieuse révolution au palais d'Abd-ul-Hamid, de la disgrâce d'un secrétaire jusque-là très intime, de la disparition d'un conseiller qui avait eu toute sa confiance.

Car il vécut dans la crainte continuelle et inguérissable d'un attentat contre sa personne. Il sentait autour de lui la haine des Jeunes-Turcs. Il craignait, parce qu'il cédait parfois aux conseils de l'Europe, d'encourir la vengeance des Vieux-Turcs. Il se montrait rarement et très vite en public : quand il allait à la grande mosquée de Stamboul, pour baiser, selon le rite, le manteau du prophète, à chaque fête du Beïram, il faisait monter près de lui son plus jeune enfant, en face de lui Ghazi-Osman-pacha, le héros

de Plevna ; il comptait que l'innocence de l'un, la popularité de l'autre lui seraient une protection sacrée. A son palais d'Yldiz-Kiosk, il s'entourait d'une garde choisie de Kurdes et d'Albanais, qu'il avait honorés du nom de Hamidiés. Bien entouré par des gens qu'il payait très cher, il avait peur encore, il n'osait coucher deux nuits de suite dans le même appartement[1]. Sa vie n'était qu'une perpétuelle terreur de la mort, et cette terreur le livrait aux volontés de ses favoris du moment, lui suggérait les plus atroces violences contre ceux qu'il soupçonnait ou qu'on lui faisait soupçonner.

Par lui-même, ou par ces influences occultes, il avait ressaisi son rôle de chef religieux. Il accueillait avec une bienveillance respectueuse les « hadjis », les pèlerins de La Mecque, dont il défendait son trône comme d'une garde divine : il consultait les cheikhs les plus vénérés, comme cet Aboul-Houda, un derviche fanatique, venu de Syrie avec une réputation de sainteté et de sagesse, prêchant le long de la route contre la tiédeur des croyants, contre la faiblesse du khalife devant les raïas : Abd-ul-Hamid s'était réservé le monopole de ses vertueux conseils. Il entretenait de même des relations étroites avec les corporations religieuses de la Tripolitaine, avec les Senoùsiya surtout, qui étaient représentés auprès de lui : ils agitaient ensemble le rêve du panislamisme, et ils ne désespéraient pas de refaire par-dessus la vallée du Nil l'unité du monde musulman[2].

A cette politique, il fallait des instruments d'action, et le sultan acheva la réorganisation de son armée. Il avait appelé en 1883 des généraux prussiens à son service, et ils perfectionnèrent l'armement et la discipline des troupes ottomanes. En dehors de l'armée régulière, il veilla particulièrement à la formation et à l'entretien de corps spéciaux, les Hamidiés, destinés à l'exécution rapide et sûre de ses volontés : ils étaient nombreux au palais ; ils pouvaient agir dans les provinces les plus lointaines, et jouissaient pour cela, d'avance récompensés et gagnés, de privilèges dont les autres soldats étaient jaloux. Il fallait de l'argent, et le sultan entassa à Yldiz-Kiosk un trésor fait de la pénurie des finances publiques, de la cessation des travaux publics, de l'augmentation arbitraire de tous

1. A. Vandal, *Les massacres d'Arménie*, p. 21.
2. Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât* II, p. 264. — Bérard, *La politique du sultan*, p. 190.

les impôts, de l'invention de dîmes nouvelles, de l'épuisement de toutes les terres de l'empire, de la misère et de la faim de ses habitants. Parfois les valis recevaient du palais l'ordre de lever de nouvelles taxes sur leurs administrés : les impôts déjà avaient été perçus ; quand même, il fallait payer encore : si l'on ne voulait ou si l'on ne pouvait, les Hamidiés passaient, massacraient et pillaient.

L'Europe, occupée d'autre chose, ne vit longtemps, sous le nom d'Abd-ul-Hamid, qu'un gouvernement faible, capricieux, inconsistant, paresseux aux réformes promises, mais si plein d'égards pour ses conseils qu'elle se serait fait scrupule de manifester de trop brutales exigences : elle en respectait la fragilité. Elle ne perçut — et encore n'en convint-elle pas aussitôt, — la révolution opérée à Constantinople qu'à la lueur des événements d'Arménie.

II. — Les massacres d'Arménie (1894-1896).

L'Arménie est le pays que domine l'Ararat. Elle est aujourd'hui partagée entre trois empires : la Perse, la Russie et la Turquie. Les Arméniens sont restés chrétiens au milieu des musulmans; mais, dans aucun vilayet de l'empire ottoman, ils ne forment la majorité de la population ; ils vivent parmi des tribus Kurdes qui, converties à l'Islam, en ont pris le droit de persécuter les raïas, de leur faire payer dîmes et impositions de toute nature, de les piller même, avec la connivence des autorités turques. Les Arméniens sont surtout nombreux au nord et au sud du lac de Van, dans le Sassoun, c'est-à-dire entre le Tigre et l'Euphrate supérieur, autour des villes d'Erzeroum, Mouch, Bitlis, Diarbékir, et enfin, au fond du golfe d'Alexandrette, dans le Zeïtoun, autour de Marach. D'autres communautés, plus isolées, sont établies dans les principales villes de l'Asie mineure, notamment le long des côtes de la mer Noire, de Trébizonde à Constantinople.

L'Arménie avait été longtemps le champ de bataille des Turcs et des Persans, puis des Turcs et des Russes. Résignée pendant des siècles au joug ottoman, elle le supporta moins patiemment quand les Russes furent devenus les maîtres du pays de Tiflis et d'Érivan, quand ils eurent occupé Etchmiadzin, la résidence du patriarche arménien. Les Russes ont eu en Orient, comme les Français en Occident, le privilège d'éveiller la conscience des nationalités. La nationalité

arménienne était d'ailleurs particulièrement vivace. Les misères subies, les révolutions traversées l'avaient fortement trempée ; elle n'avait pas consenti, comme la plupart des tribus du Caucase, à disparaître dans la masse des conquérants. Elle avait pris dans l'oppression une originalité plus remarquable.

Les Arméniens ont leur église, distincte de l'église grecque et de l'église latine, constituée au ve siècle par Saint Grégoire l'Illuminateur. Ils ont leur pontife suprême, le *Catholicos* d'Etchmiadzin, leurs prêtres mariés, leurs moines enfermés dans des monastères vénérés, leurs écoles que ce clergé administre et dont il dirige l'enseignement, leurs poètes qui recueillent les légendes et les chants populaires de la montagne et évoquent les souvenirs de la gloire passée. Il y a parmi eux des Arméniens catholiques, ou Arméniens-Unis, qui reconnaissent la suprématie du pape de Rome et sont ainsi directement protégés par la France ; eux-mêmes sont fidèles à l'idée nationale, mettent leur activité et leur fortune à son service, et, s'ils n'admettent pas le catholicos comme chef spirituel, ils le reconnaissent comme le représentant de la « patrie »[1].

La nationalité arménienne manifesta sa renaissance d'une éclatante façon par la rédaction de la Constitution de 1860. Elle établissait d'abord les devoirs des nationaux : « participer aux frais de la nation, et la servir chacun selon son pouvoir, obéir à ses ordres et à ses lois, » — et les devoirs de la nation : « veiller aux besoins moraux, intellectuels et matériels des nationaux, conserver la tradition et la foi de l'Église nationale grégorienne, propager l'instruction sans distinction de classe ni de sexe, contribuer sans cesse au progrès général ». Elle proclamait ensuite le suffrage universel et l'élection à toutes les charges, instituait à Constantinople une Assemblée nationale arménienne de 400 membres, élue pour 10 ans et chargée de contrôler toute l'administration de la nation. Elle confiait le pouvoir au catholicos, assisté de deux conseils, l'un religieux, l'autre laïque, tous deux nommés par l'Assemblée[2].

Cette constitution fut ratifiée par la Porte le 17 mars 1863. En ce temps, le sultan, qui n'était pas Abd-ul-Hamid

1. P. Morane, *Au seuil de l'Europe, les Arméniens du Caucase.* — Correspondant du 10 avril 1897.
2. V. Bérard, *La politique du sultan*, p. 133-137.

II, voyait dans les Arméniens ses plus fidèles sujets; il trouvait parmi eux ses plus intelligents fonctionnaires ; ils occupaient dans les préfectures, dans les tribunaux, les emplois de confiance: « le sabre aux Albanais, la plume aux Arméniens », telle est alors, et jusque vers 1890, la double formule de l'administration ottomane. Au moment où la Russie atteignait les pentes septentrionales de l'Ararat, la Porte semblait vouloir lui disputer le cœur des Arméniens. Car le tsar Alexandre II les comblait aussi de faveurs ; le principal chef de ses armées au sud du Caucase pendant la guerre de 1877, son conseiller le plus écouté dans les dernières années de sa vie, fut un Arménien, le général Loris Mélikof, et il appelait l'Arménie, comme la Bulgarie, à l'indépendance, à la croisade contre les Musulmans. Les Arméniens pourtant ne se laissèrent pas alors entraîner à une grande insurrection nationale. Eurent-ils peur de la vengeance des Turcs? Ou comptaient-ils sur la bienveillance du sultan?

Du moins la Russie ne manqua pas de se charger de leurs intérêts ; et le traité de San Stefano fut la première manifestation de l'intervention européenne en faveur de l'Arménie. « La Sublime Porte, disait l'article 16, s'engage à réaliser sans plus de retard les améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens, et à y garantir leur sécurité contre les Kurdes et les Circassiens. » L'Angleterre s'inquiéta ; elle craignit que la Russie, protectrice de l'Arménie, ne dominât toute l'Asie mineure et la Mésopotamie : par la convention du 4 juin 1878, avide aussi de protéger les sujets du sultan, elle obtint que « d'accord avec le gouvernement britannique », la Porte introduirait dans ses possessions d'Asie mineure toutes les institutions propres à y relever l'état des populations chrétiennes et musulmanes; afin qu'elle pût aider en cela plus efficacement le sultan, elle était autorisée à occuper et à administrer l'île de Chypre[1].

Et enfin l'article 16 du traité de San Stefano fut reproduit dans les mêmes termes par le traité de Berlin, en l'article 61, avec cette addition : « La Sublime Porte donnera connaissance périodiquement des mesures prises dans ce but aux puissances, qui en surveilleront l'application ».

Ainsi les Puissances prenaient sous leur garantie l'amé-

1. Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, II, p. 209-211.

lioration du sort des Arméniens. La souveraineté du sultan en recevait une atteinte qu'il ressentit : il commença à les traiter moins favorablement; à mesure que sa politique personnelle s'accentua, il leur fit un grief de plus en plus grave d'être sous la protection de l'Europe, et leur prouva qu'ils eussent été plus en sûreté sans cette protection.

Les mois, les années passèrent; aucune réforme ne fut faite ; les impôts furent levés de plus en plus arbitrairement; les Kurdes furent plus entreprenants et plus rapaces que jamais ; le gouvernement les laissa faire ; mieux même, il les encouragea. Pour justifier sa présence à Chypre, l'Angleterre intervint, rappela le traité de Berlin ; mécontente des vagues promesses reçues, elle envoya une escadre dans le golfe de Smyrne. Le sultan affirma « sa haute et constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets » ; elle ne tarderait pas à être « publiquement démontrée par des faits certains et éclatants ». Les vaisseaux anglais quittèrent Smyrne.

Un an après, l'ambassadeur anglais à Constantinople, sir Henry Layard, constatait, dans un rapport officiel à son gouvernement, qu' « aucune des réformes projetées en Asie n'avait été loyalement exécutée » ; il ajoutait : « Je me suis convaincu que, depuis la fin de la guerre, le parti fanatique est parvenu à persuader à Sa Hautesse que, comme l'expérience tentée par ses prédécesseurs d'acclimater les institutions européennes en Turquie n'a pas réussi, Elle doit agir maintenant sans l'Europe et améliorer et réformer son pays *d'après les méthodes turques et mahométanes* ». L'ambassadeur exprimait en conclusion la nécessité d'une intervention très nette des puissances. Le 22 juillet 1880, M. Gladstone, affirmant déjà, en plein Parlement, une politique que l'Angleterre a reprise en ces derniers temps, lançait cette déclaration vigoureuse à la face du gouvernement ottoman : « Si désireux que nous soyons d'éviter les complications qui naîtraient de la destruction de l'empire turc, l'accomplissement des devoirs du gouvernement turc vis-à-vis de ses sujets n'est plus pour nous la question secondaire ; c'est la question primordiale, c'est le but principal vers lequel tendent nos efforts. Que si la Turquie ne se décide pas à accomplir ses devoirs, son intégrité et son indépendance devront se tirer d'affaire elles-mêmes comme elles pourront »[1].

1. Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, II, p. 219-225.

Les Arméniens, fatigués d'attendre les preuves de la sollicitude du sultan, firent présenter par leur patriarche de Constantinople aux ambassadeurs des puissances le résumé de leurs vœux : ils demandèrent un régime analogue à celui de la Crète et du Liban, un vali chrétien, sous lui des agents chrétiens ou musulmans selon les districts, une fixation régulière de l'impôt, qui serait partiellement consacré à la construction de routes et d'écoles, une gendarmerie indigène capable de mettre les villages arméniens à l'abri des pillards Kurdes. Ils voulaient aussi la constitution d'un conseil provincial élu au suffrage universel, chargé surtout de la répartition des charges de l'impôt et de l'élaboration d'un plan de travaux publics. Ils sollicitaient enfin la création d'une commission européenne de contrôle.

Le gouvernement anglais ne les encouragea pas à maintenir leur demande d'une assemblée élue, le mélange des races et des religions devant rendre difficile, dangereux peut-être, du moins pour le moment, l'établissement d'un régime représentatif ; ils devaient se montrer satisfaits si on réussissait à les délivrer du triple joug du préfet, du collecteur d'impôts et du juge concussionnaire. Sous ces réserves, il engagea avec les autres gouvernements européens des négociations sur la question : elles n'aboutirent pas ; l'Angleterre avait sans doute assez fait pour légitimer l'occupation de Chypre.

La Russie se montrait déjà mal disposée à l'égard de l'Arménie ; elle craignait désormais que les Anglais ne voulussent la dresser comme une barrière contre ses empiétements. Elle était devenue aussi hostile à la politique des nationalités qu'elle y avait été jadis favorable ; elle voyait la Bulgarie se lever contre elle, et elle redoutait le même danger du fait d'une Arménie indépendante, ou même seulement autonome, créature et comme vassale de l'Angleterre. « Nous ne voulons pas d'une Bulgarie arménienne », disait volontiers le chancelier russe, le prince Lobanof. Il fallait à la Russie le chemin libre au sud, vers l'Euphrate et vers la Perse, et elle appliqua aux Arméniens de la Caucasie, avec moins de violence pourtant, la terrible politique de centralisation qu'elle avait suivie en Pologne et qui nivelait impitoyablement tous ses sujets sous le même joug de l'administration impériale. Comment eût-elle travaillé à l'autonomie de l'Arménie turque ?

Aussi bien, les Arméniens en général devenaient trop

puissants au gré des Russes, dans le gouvernement de la Transcaucasie. Très entreprenants, très habiles, là comme partout, ils étaient les plus riches commerçants de Tiflis; ils exploitaient les plus abondantes sources de pétrole de la région de Bakou; les banques les plus prospères étaient entre leurs mains. Ces « Juifs chrétiens » amassaient d'énormes fortunes ; ils achetaient les meilleures terres de la campagne, les plus importants immeubles de la ville ; à ce titre, ils disposaient des élections, et la *douma* ou conseil provincial de Tiflis en vint à compter une majorité de 67 Arméniens contre 13 Russes. Le flot arménien, parti de Turquie et descendant les pentes de l'Ararat, menaçait de recouvrir toute la Caucasie; les journaux russes dénoncèrent « le péril arménien ».

Le tsar Alexandre III prit contre eux les premières mesures exceptionnelles destinées à les fondre, à les noyer plutôt dans la masse russe et orthodoxe. Il enleva, par une sorte de laïcisation, les écoles arméniennes à la direction du catholicos et n'y permit que l'usage de la langue russe ; il exigea des fonctionnaires arméniens leur démission ou une profession d'orthodoxie; il éloigna de la même façon les étudiants arméniens des universités russes. Il forma le dessein de faire disparaître l'Église grégorienne ; il avait déjà le droit de désigner le catholicos parmi les deux patriarches qui avaient obtenu le plus grand nombre de voix de leurs coreligionnaires, c'est-à-dire qu'il pouvait choisir le candidat de la minorité, ainsi réduit à sa dévotion. Il pouvait encore faire présider le synode arménien par un procureur laïque, souvent un général : Pierre le Grand n'avait pas procédé autrement quand il avait voulu devenir le chef de la religion grecque. Alexandre III voulut encore enlever le catholicos à la résidence d'Etchmiadzin et l'établir plus près de lui, à Saint-Pétersbourg : il eut peur que les Arméniens ne prissent alors pour capitale religieuse quelque couvent turc ou persan, et il mourut avant d'avoir achevé son œuvre d'unification.

Cependant, mal soutenus par l'Angleterre, menacés par la Russie, détestés dès lors par le sultan qui lâcha la bride aux Kurdes, et ainsi de plus en plus misérables, les Arméniens furent entraînés aux tentatives révolutionnaires. Les plus ardents d'entre eux se groupèrent en des comités d'action, l'*Hindchak* surtout, ou la Cloche, qui date de 1887.

Ils résolurent de forcer l'attention de l'Europe par des proclamations, des campagnes de presse, des manifestations insurrectionnelles, en un mot, par une agitation qui porterait le trouble dans toute l'Arménie et obligerait les puissances et le sultan à se souvenir de l'article 61 du traité de Berlin. Mais à mesure qu'ils furent plus entreprenants, la colère du sultan s'exalta contre eux ; le fanatisme musulman trouva une nouvelle ardeur parmi les *mohadjirs*, ou exilés musulmans revenus en masse de Bulgarie en Asie mineure. Dans cette surexcitation générale des passions contraires, les conflits étaient inévitables, n'eussent-ils pas été provoqués par Abd-ul-Hamid et son entourage.

La politique personnelle du sultan, l'action des comités arméniens, l'indifférence ou la mauvaise volonté des puissances européennes jetèrent l'Arménie aux plus effroyables catastrophes.

Le gouvernement ottoman prétendit « résoudre la question arménienne en supprimant les Arméniens », selon l'expression attribuée au grand-vizir Saïd-pacha. Ce fut la première application, et jusqu'ici la plus claire, de la politique personnelle du sultan. Il essaya d'abord d'obtenir des conversions en masse, et les Kurdes pratiquèrent en 1892 et 1893 des milliers de circoncisions. Puis il favorisa les émigrations : un grand nombre d'Arméniens quittèrent en effet leur pays ; mais ils vinrent à Constantinople et y furent pour le gouvernement une nouvelle cause d'embarras. Ces mesures premières ne firent que grandir la puissance des comités révolutionnaires et les pousser aux excès ; ce qui allait permettre au sultan d'user d'une autre méthode.

Déjà, le 26 février 1890, il avait donné l'ordre de fouiller les églises arméniennes et d'y rechercher les armes et les munitions qui devaient y être cachées. On ne trouva rien. Comme les Arméniens s'étaient opposés à cette profanation, on en avait tué 20 et blessé plus de 300.

Mais la grande politique des massacres ne date que de 1894. Les Kurdes avaient de tout temps le droit de lever sur les villages arméniens des contributions à peu près régulières, comme le *halif*, sorte de dîme sur les récoltes, ou le *hala*, part de la dot des jeunes mariés. Ils furent encouragés à multiplier leurs exigences, ils s'y prêtèrent volontiers ; la situation devint vite intolérable dans le pays arménien. Les chrétiens, poussés à bout, se défendirent, refusèrent de payer ce qu'ils ne devaient pas, furent frappés, frappèrent.

infligèrent aux Kurdes quelques bonnes leçons ; ceux-ci revinrent avec des renforts, avec des soldats de l'armée régulière, des Hamidiés, avec des ordres du Palais, et l'on procéda à la « répression de l'insurrection arménienne ».

Du 12 août au 4 septembre 1894, les villages arméniens du pays de Sassoun, Mouch, Talori, Chenik, Sémal, Guéliéguzan, Agpi, Spagank, et bien d'autres, sont mis à feu et à sang. Les Hamidiés et les Kurdes entrent dans les villages, forcent les maisons, pillent et tuent. Les Arméniens qui ne se défendent pas et qui implorent la pitié du bourreau, sont employés à creuser des fosses pour y jeter ceux qui se défendent; après quoi, ils y seront jetés à leur tour. Le sang enivre les assassins; ils imaginent des raffinements de cruauté inouïs, prêtres écorchés vifs ou détaillés en morceaux, femmes éventrées, jeunes filles violées, enfants coupés en deux, fréquemment sur les genoux de leur père ou de leur mère servant de billot. Les cheikhs et les imans accompagnent les massacreurs, leur indiquent les meilleurs coups à faire. Le maréchal Zekki-pacha, gouverneur de la province, général en chef du 4e corps d'armée, commande les troupes et récompense les services rendus au gouvernement; en reconnaissance de ses efforts, il reçut quelques jours après le grand-cordon de l'Imtiaz. Au mois de novembre suivant, Sa Majesté le Sultan lui conféra encore la médaille d'or du Mérite agricole[1]. En effet, trente villages avaient été brûlés ; il y avait eu 7 à 8.000 morts ; 400 jeunes femmes avaient été enlevées, dont 200 s'étaient noyées pour échapper à la honte. Le Sassoun n'était plus qu'un monceau de ruines[2].

Les gouvernements européens intervinrent. L'Angleterre demanda la formation d'une commission d'enquête. La Porte prit les devants et nomma, le 20 novembre 1894, une commission ottomane « pour rechercher les actes criminels commis par les brigands arméniens ». Trois délégués, russe, français et anglais, furent adjoints à cette commission ; ses travaux furent conduits avec une lenteur et une partialité révoltantes; ils se terminèrent en juillet 1895 par cette sanction : le vali de Bitlis, Bahri-pacha, fut révoqué et reçut la décoration de l'Imtiaz. Les délégués européens purent à

1. *Livre Bleu*, 1895, I, p. 45-46.
2. *Livre Jaune*, Affaires arméniennes, n° 10 ; M. Meyrier, consul de France à Erzeroum à M. Hanotaux, 5 octobre 1894.

grand'peine se renseigner sur les événements ; ils réussirent cependant à établir que les massacres avaient été exécutés par des soldats de l'armée régulière, sur ordres de leurs chefs, que les agents directs du Palais en étaient les auteurs responsables. La politique du sultan commençait à apparaître.

Pour éviter le retour de pareils évènements, les ambassadeurs à Constantinople présentèrent à la Porte, le 11 mai 1895, un memorandum comprenant les réformes nécessaires et d'ailleurs promises antérieurement par le gouvernement impérial : ils demandèrent que le choix des valis fût contrôlé par les puissances, que les impôts fussent régulièment fixés et perçus, que la gendarmerie fût empruntée à toutes les classes de la population, que des limites fussent tracées aux campements et aux pâturages des Kurdes, que leurs migrations fussent surveillées. La Porte opposa à ces propositions, le 3 juin, un contre-projet dont l'ambassadeur de France, Paul Cambon, écrivit aussitôt qu'il ne constituait pas même une base de discussion : elle repoussait en bloc le projet des ambassades, sous prétexte que tout contrôle européen porterait atteinte à la souveraineté impériale de Sa Hautesse le sultan. Abd-ul-Hamid ne voulait pas être importuné dans l'application de sa politique personnelle. Les puissances cherchèrent, avec la plus louable patience, une nouvelle base de discussion.

Moins patients, les comités arméniens prévinrent les ambassadeurs, le 28 septembre 1895, qu'ils allaient faire à Constantinople une manifestation pacifique pour les obliger à s'occuper d'eux, et « pour réveiller l'esprit de croisade. » La manifestation eut lieu en effet le 30 septembre : elle consista en une procession, à travers la ville, de quelques centaines d'Arméniens demandant des réformes. La police turque sortit ; il y eut des conflits : un officier ottoman fut tué. Alors, sur ordres du Palais, la police et les soldats se jetèrent sur les quartiers arméniens, et, jusqu'au 2 octobre, puis encore le 8 et le 9, ils pillèrent et massacrèrent avec une parfaite méthode, firent quelques centaines de victimes, ramassèrent un bon butin. Pendant plusieurs jours, les églises furent pleines de réfugiés, de femmes surtout qui ne consentirent à les quitter que sous la garantie des ambassadeurs. Dans le même temps, le 8 octobre en particulier, Trébizonde était ensanglantée de la même façon : il y eut 3 ou 400 morts.

Les puissances exigèrent des réformes, et, pour ne plus se heurter à une fin de non-recevoir, elles réduisirent de beaucoup les termes du memorandum du 11 mai : elles laissèrent au gouvernement ottoman toute liberté dans le choix des valis ; elles respectèrent scrupuleusement sa souveraineté. Moyennant cela, il daigna accepter leurs propositions, et un iradé, signé le 20 octobre 1895, parut donner aux Arméniens les garanties essentielles. Lord Salisbury exprima pourtant des doutes sur la sincérité des promesses du sultan.

A la nouvelle des concessions faites par le gouvernement, les musulmans entrèrent dans une grande colère : ils crurent ou affectèrent de croire que dès lors les chrétiens allaient être leurs maîtres et les massacrer à leur tour — car pour eux, la liberté, c'est le droit de massacrer —, en sorte que l'iradé du 20 octobre fut le signal du grand massacre de novembre et décembre. Les victimes se comptent alors par milliers, et non plus seulement par centaines. L'ordre est donné du haut des minarets par les muezzins qui appellent les fidèles à la curée[1] et qui, descendus ensuite aux villages chrétiens, excitent les meurtriers. Le massacre est conduit par les officiers du sultan, notamment par le maréchal Chakir-pacha, qui annonce que « le Maître a permis de tuer les Arméniens. » Pendant près de trois mois, toutes les localités habitées par des Arméniens sont affreusement ensanglantées : 3.000 morts à Diarbékir ; les bouchers étalent devant leurs boutiques de la chair d'Arméniens : « Chiens de chrétiens à vendre » ; 4 à 5.000 victimes à Erzeroum, où les bourreaux imaginent de couvrir de pétrole les chrétiens vivants et de les allumer comme des flambeaux. Mêmes horreurs, à différentes dates, selon l'arrivée des ordres de Constantinople, à Mouch, Bitlis, Kharpour, Sivas, Césarée, Malatia. Et partout, après le massacre, la misère fut effroyable et fit périr la majorité des survivants. Il n'y eut pas moins de 100.000 morts.

Car le massacre fut alors général ; l'opération fut appliquée à tout le pays arménien, même au Zeïtoun, malgré le voisinage des côtes, où l'on pouvait craindre d'être vu par l'Europe. Il est vrai que les Musulmans paraissent avoir eu peu de souci de l'opinion de l'Europe : « Allez vous plaindre au consul, » disaient-ils volontiers à leurs victimes en les

1. A. Vandal, *Les massacres d'Arménie*, p. 11.

expédiant. A Marach, dans le Zeïtoun, une école catholique, placée par conséquent sous le protectorat de la France, fut incendiée : le père Salvatore, sujet italien, fut emmené avec onze autres personnes par le colonel Mahzar-bey, et sur la route, à quelque distance, égorgé, puis brûlé avec ses compagnons. Une commission d'enquête retrouva l'emplacement du crime, marqué par des ossements et des cordes carbonisés, la terre encore grasse de la chair brûlée. Le gouvernement français obtint que le colonel ottoman fût poursuivi, mais non pas qu'il fût puni.

Que faisaient donc les grandes puissances au spectacle de ces atrocités ? Elles s'efforçaient d'abord d'en atténuer le retentissement, et pendant plusieurs mois les massacres furent en effet presque ignorés en Occident. Elles demandèrent aussi au sultan la permission d'envoyer dans la Corne d'or chacune un second stationnaire pour protéger, en cas de nouveaux troubles, leurs nationaux. Il fut d'ailleurs bien entendu qu'elles n'avaient aucunement l'intention d'exercer la moindre contrainte sur lui ; loin d'elles la pensée de porter atteinte à sa souveraineté. Les négociations engagées à ce sujet durèrent quelques semaines ; après quoi, les ambassadeurs reprirent consciencieusement l'étude des réformes destinées à améliorer la condition des sujets de la Porte.

Cependant le sultan achevait son œuvre, dans les régions où elle était restée imparfaite. Le district de Van avait été presque épargné jusque-là. Le maréchal Saadeddin-pacha y fut envoyé : Abd-ul-Hamid avait la plus grande confiance en ses talents. Il arma les Kurdes de fusils perfectionnés, leur amena des pièces de canon, et le massacre et le pillage commencèrent. Avec de pareils instruments, ce fut tôt fait. Du 15 au 25 juin 1896, Van et tous les villages de la riche plaine environnante furent incendiés ; au milieu des flammes, les boulets et les balles poursuivaient les chrétiens ; toutes les femmes furent enlevées, abominablement traitées ; tous les Arméniens mâles âgés de plus de dix ans, selon le mot d'ordre, furent massacrés. Toutes les églises, tous les couvents, et notamment le célèbre monastère de Varak, furent saccagés et détruits. Il y eut plus de 20.000 morts, sans compter les victimes de la misère qui suivit et qui y règne encore. Saadeddin-pacha fut nommé grand-officier de l'Osmanié, l'un des ordres les plus honorables que confère le sultan.

Pour en finir, le sultan obligea le patriarche arménien de Constantinople, Mgr Izmirlian, à démissionner, en le menaçant de terribles vengeances sur son peuple s'il s'y refusait. Il fut remplacé par un indigne prélat, un certain Bartolomeo, nommé en violation des règles séculaires que la Porte avait toujours respectées. Poussés à bout, les Arméniens de Constantinople voulurent obliger l'Europe, par une nouvelle manifestation, à sortir de son inaction. Le 26 août 1896, une vingtaine d'entre eux, armés de revolvers, entrèrent dans les bureaux de la Banque Ottomane, firent prisonniers les 120 employés qui s'y trouvaient, restèrent quelques heures maîtres de l'établissement, n'y commirent d'ailleurs aucun désordre. Cernés bientôt, ils n'en sortirent que sur la promesse de la vie sauve, et, sous la protection des ambassadeurs européens, ils furent embarqués sur la *Gironde*, à destination de Marseille : ils avaient voulu seulement montrer que les Arméniens n'étaient pas tous morts ou résignés.

La colère du sultan fut effroyable. Sa police avait découvert des bombes et de la dynamite dans certaines maisons, notamment dans une école de filles fermée à cause des vacances. Les auteurs de l'attentat sur la Banque arrachés à sa vengeance, il en fit porter la peine aux innocents. Une bande de fanatiques, armés de gourdins, conduits par des officiers et des agents de police, se jeta sur le quartier arménien d'Has-Keui, et le transforma, en quelques instants, en un « abattoir humain ». Pendant deux jours et deux nuits, le 27 et le 28, les massacreurs travaillèrent. Ils pillèrent les maisons arméniennes sans en oublier une ; ils n'en pillèrent pas d'autres ; ils respectèrent les femmes : on était trop près de l'Europe, on ne voulait pas donner de soi une mauvaise opinion ; ils se contentèrent d'assommer les hommes à coups de bâtons ; du moins ils s'acquittèrent en conscience de cette besogne. Pendant plusieurs jours, on ne vit plus dans le quartier que des femmes, jeunes ou vieilles, affolées par les terribles choses qu'elles avaient vues, des mains d'Arméniens coupées et étalées aux boucheries avec cette étiquette : « Pieds de cochons à vendre », de larges traînées de sang par les rues. Les eaux de la Corne d'or portèrent au Bosphore les cadavres de plusieurs centaines d'Arméniens. On compta environ 6.000 morts, le contingent d'une grande bataille.

C'est pourquoi M. Gladstone a pu appeler Abd-ul-Hamid II

le « sultan assassin ». Cette épithète n'est peut-être pas encore suffisante ; car c'est à environ 150.000 que s'élève le nombre de ses victimes : la guerre franco-allemande de 1870-1871 ne fut pas beaucoup plus affreuse à cet égard. M. Vandal a pour jamais fixé au front de l'auteur de ces monstruosités l'épithète de « Sultan Rouge ».

Comment l'Europe a-t-elle pu laisser commettre un pareil crime, auquel l'histoire, depuis le moyen âge, n'offre rien de comparable? Ce sera une des surprises de la postérité. Peut-être la maladie et la mort d'Alexandre III en 1894, la mort du prince Lobanof en 1896 expliquent-elles en particulier l'inaction de la Russie, d'ailleurs mal disposée pour les Arméniens ; mais il n'apparait pas que, dans ce désarroi du gouvernement russe, le gouvernement français ait pris l'initiative des mesures nécessaires, ni qu'il ait saisi cette occasion de manifester par des actes l'accord franco-russe. En Angleterre seulement, l'opinion publique, en des meetings bruyants, exprima son indignation. Le gouvernement britannique tenta d'obtenir des puissances une intervention efficace : le 16 septembre 1896, il proposa de déclarer au sultan que « la continuation de la mauvaise administration de son empire impliquerait pour lui-même la perte de son trône ». Le 21 octobre, il communiqua aux autres cabinets un memorandum rappelant les engagements pris par le sultan et contenus dans le traité de Berlin, et indiquant la nécessité de supprimer, par la force au besoin, les vices qui font tomber en ruines l'empire turc [1]. Ce memorandum n'eut aucun succès. L'ambassadeur de France à Constantinople était pourtant d'avis, lui aussi, que l'ère des représentations verbales ou écrites paraissait décidément close, et que « seul l'envoi de cuirassés dans la Corne d'or par les six grandes puissances donnerait au sultan l'impression d'un véritable concert européen ». Mais le gouvernement français se défiait de la politique de lord Salisbury : il le soupçonnait, à le voir ainsi pousser au démembrement de l'empire ottoman, de chercher une occasion de garder définitivement l'Egypte.

A la politique représentée par l'Angleterre, le gouvernement français, après le voyage de l'empereur de Russie à Paris en octobre 1896, opposa celle de l'intégrité de l'empire ottoman ; il réussit à l'établir comme une des bases

1. *Livre Jaune*, Affaires arméniennes, p. 277.

essentielles du droit européen actuel, et à la mettre sous la garantie collective des grandes puissances. Il la compléta par la double formule : pas de condominium, pas d'action isolée sur aucun point. L'Europe désormais prenait sous sa tutelle les populations de l'empire ottoman. Elle s'engageait par là moralement à ne plus laisser s'y reproduire les « atrocités » de Bulgarie et d'Arménie. Même elle s'engageait moralement à assurer aux Arméniens les libertés nécessaires et la réparation de leurs malheurs. Après plus de vingt ans, ces malheurs ne sont pas réparés.

III. — Affaires de Crète et conflit Gréco-Turc (1895-1897)[1]

La Crète, après l'Arménie, fournit bientôt à l'Europe d'autres sujets de préoccupation et soumit à une première et délicate expérience les principes émis par le gouvernement français.

A vrai dire, cette île ne fut jamais absolument conquise par les Turcs ; les chrétiens conservèrent toujours dans la montagne une réelle indépendance, et ils en descendirent à dates presque régulières pour faire le coup de feu contre les Musulmans. Après la grande insurrection de 1867, le firman du 10 janvier 1868 établit un compromis entre le souverain et les sujets, en instituant, sous un gouverneur nommé par le sultan, une assemblée élue. Ce ne fut pas la fin des troubles : l'Assemblée eut des volontés que le gouverneur ne respecta pas ; le gouverneur prit avec le firman des libertés contre lesquelles l'Assemblée protesta vivement, dans les rares occasions où la Porte lui permit de siéger. Les conflits furent inévitables entre l'une et l'autre, entre la majorité chrétienne et la minorité privilégiée des musulmans, et, parmi les chrétiens, il se forma un parti radical prêt à de nouvelles insurrections pour arracher l'île à la domination musulmane, par l'annexion à la Grèce.

L'article 23 du traité de Berlin, en son paragraphe premier, exigea du sultan l'application sincère du firman de 1868 et la promesse même d'y apporter les modifications équitables. Sous le contrôle des consuls européens en Crète, en leur résidence de Halepa, près de la Canée, fut signé le

1. *Livres Jaunes :* I. Affaires de Crète, juin 1894-février 1897; — II. Conflit gréco-turc. Situation de l'empire ottoman, février-mai 1897.

pacte du 12 octobre 1878. Le vali ou gouverneur-général, nommé pour cinq ans, fut assisté d'un *mouchavir* ou adjoint chrétien. L'Assemblée générale fut composée de 49 chrétiens et de 31 musulmans, dut être réunie tous les ans pendant quarante jours au moins, 60 au plus ; la Sublime Porte s'engagea à sanctionner ses lois, « si elles ne portaient pas atteinte aux droits du gouvernement impérial et aux principes de la législation de l'Empire ». Une part des revenus fut réservée aux travaux d'utilité publique, constructions d'écoles, d'hôpitaux, de routes et de ports[1].

Mais les gouverneurs généraux continuèrent à violer, du consentement du sultan, les engagements pris par celui-ci ; les Crétois continuèrent à se soulever périodiquement, surtout en 1888. Sous le prétexte de cette insurrection et par application de sa politique personnelle, Abd-ul-Hamid promulgua un nouveau firman, celui du 26 octobre 1889[2]. Il augmenta les attributions du vali, dont les pouvoirs n'eurent plus de durée déterminée, institua à côté de lui un commandant militaire. Le gouverneur-général eut le droit de présider l'Assemblée, de diriger ses débats, d'écarter toute proposition « sur les questions échappant à sa compétence ». L'Assemblée fut invitée à voter de nouvelles ressources pour « les travaux si nécessaires d'utilité publique ». Le vali reçut l'ordre de donner la plus grande publicité à ce firman, « afin de faire connaître à tous les sujets du sultan habitant dans l'île les grâces et les bienfaits qui leur étaient ainsi prodigués. » En fait, le nouveau firman compromettait les avantages précédemment accordés aux Crétois, déchirait le pacte de Halepa, mentait aux promesses antérieurement faites. D'ailleurs le gouverneur général Mahmoud-Djelaleddin-pacha se chargea de faire comprendre à ses administrés que le temps des concessions était passé et que le gouvernement ottoman avait changé de maximes.

Le mécontentement en fut plus vif, les tentatives insurrectionnelles plus fréquentes. L'île fut rejetée dans l'anarchie, dans la misère ; une telle situation ne pouvait aboutir qu'à quelque formidable révolte, qui donnerait au sultan l'occasion de régler la question crétoise par quelque sanglante exécution. Mais il lui fut impossible de cacher assez

1. *Livre Jaune*, I, p. 5.
2. *Livre Jaune*, I, p. 9.

longtemps aux grandes puissances ce qui se passait dans l'île. Les plaintes des chrétiens finirent par obtenir l'attention de l'Europe.

En juin 1894, l'Assemblée crétoise demanda au sultan la nomination d'un vali chrétien et une organisation régulière du système des impôts. Ces demandes furent appuyées par les ambassadeurs des puissances, et Abd-ul-Hamid montra de la bonne volonté ; il céda, au bout de quelques mois, aux instances des uns et des autres, et, le 5 mai 1895, il nomma au gouvernement de l'île un chrétien Karatheodory-pacha. L'accord sans doute allait pouvoir ainsi s'établir entre le gouverneur et l'assemblée, dans le plus grand intérêt de l'ordre et de la prospérité du pays.

Mais les musulmans de la Crète protestèrent violemment : avec un vali chrétien et une majorité chrétienne à l'Assemblée, quel allait être leur sort ? Ils étaient dès lors à la merci des infidèles. Le sultan ne pouvait pas vouloir un pareil scandale : on lui avait évidemment forcé la main ; le meilleur moyen de lui être agréable devait être de lui désobéir. Le comité musulman de la Canée fit appel à la résistance, à la haine des Roumis, à la guerre civile ; quelques chrétiens furent assassinés sur plusieurs points de l'île ; une véritable guerre fut déclarée au nouveau gouverneur, des attentats dirigés contre lui. Le commandant militaire, Emin-pacha, se leva ouvertement contre Karathéodory ; les gendarmes refusèrent d'obéir à celui-ci. Il semble bien que la Porte encourageait ces démonstrations : elle avait nommé un vali chrétien sous la pression des puissances ; mais elle ne voulait pas qu'il réussît, elle voulait avoir des raisons de le rappeler bientôt et de rendre une autorité plus forte aux fonctionnaires musulmans.

Les provocations des musulmans amenèrent les ripostes des chrétiens. Les désordres continuèrent, toujours plus graves. Karathéodory, impuissant à les faire cesser, fut rappelé, remplacé, le 8 mars 1896, par un musulman, Turkhan-pacha, dont le premier soin fut d'ajourner sans date la convocation de l'Assemblée.

Encouragés, les musulmans tombent sur les chrétiens, soulèvent des émeutes sanglantes dans les principales villes où ils sont nombreux, La Canée, Candie, Rethymo. Le 24 mai, on se bat dans les rues de La Canée, toute la population est en armes ; les cawas des consuls de Russie et de Grèce sont tués par les musulmans. Le consul de France

demande à Paris un navire de guerre pour garantir la sécurité de ses nationaux. On lui envoie le *Cosmao*, puis *le Neptune*. L'Italie est bientôt représentée aussi dans la baie de la Sude, près de La Canée, par le cuirassé *Piemonte*; d'autres navires européens arrivent de semaine en semaine dans les eaux crétoises.

La guerre entre musulmans et chrétiens gagne l'île tout entière : si les premiers se concentrent dans les villes, dont le séjour devient impossible à leurs ennemis, les autres se retirent en armes dans les montagnes où ils restent les maîtres et où s'organisent les comités insurrectionnels de l'*Epitropie ;* leurs principaux centres sont ceux de Sfakkia, de Saint-Basile et d'Apokorona au-dessus de La Canée. Le gouvernement ottoman envoie des troupes contre eux : elles sont battues dans la montagne de Sfakkia, en novembre ; dans une nouvelle rencontre, en décembre, elles perdent encore 15 hommes tués, dont 2 officiers. La garnison turque de Vamos est bloquée et ne sera que très péniblement délivrée le 30 mai suivant. Si donc les musulmans l'emportaient dans la plupart des villes, les chrétiens triomphaient dans tout le reste de l'île.

Ces événements excitèrent bientôt une vive émotion à Athènes. Toujours la Grèce et la Crète ont éprouvé les mêmes sentiments, ayant passé par les mêmes souffrances, et se sont unies dans la haine du Turc. Jamais rien de ce qui est Crétois ne fut étranger à la Grèce. Les hétairies, les comités patriotiques qui s'inspirent de la Grande-Idée envoyèrent de bonne heure en Crète des souscriptions, des armes, des volontaires dont la plupart débarquèrent à Kissamo. Le journal *Palingenesia* écrivait en décembre : « Le printemps prochain pourrait ramener en Crète autre chose que des hirondelles ». Et le roi Georges, pressé par l'opinion publique qui suivait avec passion les événements de « l'île-sœur », disait au ministre de France à Athènes, M. Bourée : « Vous savez que les Turcs envoient cinq bataillons en Crète ; si les choses prennent cette tournure, je vous déclare que je ne pourrai plus répondre de rien ici et que les événements suivront leur cours »[1]. En effet, le sultan envoyait en Crète des renforts, la Grèce des volontaires ; l'île allait devenir le champ de bataille des Grecs et des Turcs : ce pouvait être le signal d'une levée de bou-

1. *Livre Jaune*, I, n° 26, Bourée à Berthelot, 21 décembre 1895.

cliers dans tous les pays helléniques, notamment dans la Macédoine ; il en pouvait résulter les complications les plus graves dans tout l'Orient[1].

L'Europe intervint. A la suite d'une démarche des ambassadeurs à Constantinople, le vali de Crète reçut l'ordre de convoquer immédiatement l'Assemblée générale ; mais les chemins étaient si peu sûrs, les députés chrétiens si méfiants et quelques-uns si mal disposés qu'il se passa encore quelque temps avant qu'elle ne tînt séance. Puis, sur la proposition du gouvernement russe, les puissances présentèrent à la Porte la note collective du 24 juin : elles demandèrent la nomination d'un gouverneur-général chrétien, la remise en vigueur du pacte de Halepa, et une amnistie générale.

Le sultan donna les meilleures paroles ; le vali adressa aux populations de l'île une proclamation, où il invita les insurgés à se soumettre et à se confier en la bienveillance du souverain. Puis Turkhan-pacha fut remplacé par un chrétien, Georgis Berovitch-pacha, prince de Samos (28 juin 1896) : un iradé du 4 juillet promit le retour à la convention de Halepa et une amnistie.

Mais la situation était sans issue : toute concession faite aux musulmans irritait les chrétiens, toute concession faite aux chrétiens irritait les musulmans. Berovitch fut aussi impuissant que Karatheodory ; ses officiers musulmans lui laissèrent tout ignorer ; ses fonctionnaires prirent leurs instructions auprès du commandant militaire, un musulman naturellement, le maréchal Abdullah-pacha. Des mouvements de troupes ordonnés par ce dernier parurent suspects aux consuls européens qui tentèrent en vain de s'y opposer. Les Turcs attaquèrent les hauteurs de l'Apokorona qu'occupaient les insurgés ; ils se firent battre. Les musulmans prirent partout une attitude des plus menaçantes ; ils se jetèrent un jour sur le village d'Anapolis, y tuèrent 13 moines, 13 femmes, 2 enfants, 24 hommes, en blessèrent beaucoup d'autres, brûlèrent toutes les maisons. Les députés musulmans de l'Assemblée protestèrent contre le rétablissement de la convention de Halepa, qui les livrait aux volontés des chrétiens plus nombreux : ils voulaient qu'on assurât le respect des droits de la minorité, « sacrifiée aux réclamations outrées et radicales de la majorité »[2].

1. *Livre Jaune*, I, n° 113, Cambon à Hanotaux, 7 juin 1896.
2. *Livre Jaune*, I, n° 213, 30 juin 1896.

Mais celle-ci trouvait au contraire la convention de Halepa insuffisante, puisqu'elle n'avait pas empêché le retour des abus ; elle exigeait d'autres garanties ; elle voulait que le gouverneur-général fût toujours chrétien, nommé pour cinq ans par le sultan avec l'agrément des puissances, qu'il eût le droit de veto sur les délibérations de l'Assemblée, qu'il nommât tous les fonctionnaires de l'île, qu'il eût la disposition des troupes de garnison, que la langue grecque fût la seule langue officielle du pays, que la Crète, sauf un tribut à la Porte, pût disposer de ses revenus pour l'amélioration de ses intérêts économiques, que ces modifications à la convention de Halepa fussent placées sous le contrôle des grandes puissances[1].

Quelques-uns ne voyaient de salut que dans l'annexion à la Grèce, et les comités d'Athènes les encourageaient à n'accepter aucun compromis. Un grand nombre de volontaires grecs continuaient à venir au secours des insurgés, apportant des armes et des munitions. Les chrétiens de la montagne, autour des députés qui n'étaient pas encore partis pour La Canée, formaient une assemblée insurrectionnelle, organisaient un gouvernement provisoire. Le roi Georges et ses ministres, pressés par l'opinion publique de jour en jour plus fiévreuse, manifestaient l'intention d'envoyer un cuirassé dans les eaux crétoises. De nombreux officiers et soldats de l'armée régulière quittaient les rangs, et cette « désertion héroïque », qui sans doute leur serait pardonnée, leur permettait d'aller servir en Crète la Grande-Idée. D'autres se formaient en bandes sur la frontière turque, entraient en Épire, en Macédoine, tentaient de soulever toutes les populations helléniques contre l'oppresseur musulman. Il devenait de plus en plus difficile d'empêcher un conflit entre la Grèce et la Turquie.

Les ambassadeurs des puissances à Constantinople y firent pourtant un nouvel effort. Le 25 août 1896, ils obtinrent de la Porte un arrangement qui donnait une satisfaction presque entière aux réclamations des chrétiens de Crète. Le sultan promit de nommer Berovitch-pacha gouverneur-général pour cinq ans, et même, pour donner une marque toute particulière de ses bonnes dispositions, de l'élever au rang de vizir. Les ambassadeurs, en exécution de cette nouvelle convention, étudièrent l'organisation de la gendarme-

1. *Livre Jaune*, I, n° 224, 15 juillet 1896.

rie et la réforme de la justice en Crète. Le gouvernement ottoman y apporta bien quelques retards par des objections mesquines, selon la coutume de ses atermoiements, refusant d'admettre les étrangers dans la gendarmerie crétoise, demandant le maintien des anciens tribunaux. Il en passa pourtant assez vite par les volontés des puissances et approuva, le 28 décembre 1896, le projet d'organisation de la gendarmerie crétoise et, le 27 janvier 1897, le projet de réforme judiciaire. La commission consulaire de La Canée entra en fonctions, aida à l'application du nouveau régime, qui devait assurer la prospérité de l'île. Les députés chrétiens étaient satisfaits de l'arrangement du 25 août, témoignaient aux représentants des grandes puissances leurs sentiments de très vive reconnaissance, invitaient toute la population chrétienne à prêter son concours à l'exécution du nouveau règlement, à déposer les armes, à considérer dorénavant les musulmans comme des frères : « Enfants de la même patrie, appartenant à la même race, ayant également à gagner ou à perdre au bonheur ou au malheur du pays, chrétiens et musulmans, cessons désormais de nous ruiner et de nous entr'égorger. Jetons à l'oubli les maux récents en considération de l'intérêt général, et puisque nous avons les mêmes souffrances, aidons-nous mutuellement pour guérir des plaies mutuelles. Que le travail pacifique soit désormais la seule lutte que nous ayons à soutenir. » Tout était en bonne voie, la question crétoise paraissait résolue.

Mais ce qui plaisait aux chrétiens ne pouvait plaire aux musulmans. Les arrangements intervenus suscitèrent parmi ceux-ci de nouveaux accès de fanatisme. Dès le 29 août, on redoute à Candie un massacre de la population chrétienne. A La Canée, les musulmans tuent un religieux, dans la rue, en plein jour ; une bande de 3.000 d'entre eux sort de la ville, et, au village de Platania, tue huit personnes, en blesse cinq, brûle plusieurs maisons. Les consuls prévoient qu'un soulèvement des musulmans va remettre en question l'œuvre pacifique des puissances sur le point de s'achever. Des placards affichés à La Canée appellent la population musulmane à prendre les armes pour la défense de ses droits ; le commandant militaire déclare qu'il n'a pas reçu l'ordre de s'opposer à ces démonstrations. Les musulmans se pressent de nouveau dans les villes, occupent les maisons où les chrétiens de la montagne ne sont pas encore

rentrés; ils sont 30.000 à Candie, 20.000 à La Canée; « il faut désagréger ces masses », disent les consuls : elles sont un redoutable danger et peuvent empêcher la pacification de l'île.

Le sultan envoie en Crète un haut commissaire impérial, un musulman, Zihni-pacha, dont l'influence ne peut qu'annuler celle du vali chrétien : « mission malencontreuse, écrit M. Cambon, qui retarde la solution pacifique ». Zihni-pacha est bientôt suivi, à titre d'inspecteur extraordinaire des garnisons turques, de Saadeddin-pacha, celui-là même qui, au mois de juin précédent, avait si bien travaillé à l'exécution des ordres du sultan dans le district arménien de Van. Les ambassadeurs protestèrent contre cette désignation, et Saadeddin fut rappelé quelques jours après : il avait eu le temps d'encourager les musulmans à la résistance ; car on se rendait bien compte que cette anarchie, dont l'Europe ne trouvait pas le remède, « était l'œuvre de certaines personnalités musulmanes de l'entourage du sultan qui ne cessaient d'écrire aux musulmans de la Crète que les réformes n'existaient que sur le papier et qu'elles ne seraient jamais mises à exécution » [1]. Il fallait même prouver par des désordres croissants que ces réformes n'étaient pas possibles. Tout cela faillit aboutir en janvier et février 1897 à un drame semblable à ceux de l'Arménie.

En janvier, une émeute plus formidable que les précédentes éclate à la Canée ; les musulmans poursuivent les chrétiens à travers les rues. Le vali et les consuls européens veulent s'interposer : ils sont repoussés par une grêle de balles. Ils évacuent leur résidence de Halepa, dans la banlieue de la ville, embarquent leurs familles et le plus de chrétiens possible à bord du *Suchet*; d'autres plus nombreux se pressent sur le rivage en hâte de quitter cette terre inhospitalière. Cependant une partie de la ville est en flammes, presque tout entière au pouvoir des musulmans : le palais du gouverneur brûle ; trois jours et trois nuits, les marins du *Suchet* défendent contre eux la mission catholique. Il n'y a plus de pain; les boulangers ont été tués, leurs boutiques pillées ; les deux tiers des maisons des chrétiens sont détruites.

La panique gagne la montagne : pour que de tels excès puissent se produire à la Canée, c'est donc que les repré-

1. *Livre Jaune*, I, n° 469, Blanc à Hanotaux, 3 décembre 1896.

sentants des puissances laissent faire ? Ne peut-on plus compter sur elles? Les insurgés chrétiens, qui sont campés au-dessus de Halepa, arborent le drapeau hellénique, proclament l'annexion de leur patrie à la Grèce.

Le consul général de Grèce à La Canée, M. Gennadis, envoie cette dépêche à son gouvernement : « Aucun espoir. Tous les chrétiens seront massacrés ». Le ministère Delyanni communique cette dépêche aux députés ; ils se lèvent tous dans une violente explosion de colère et de patriotisme : la Grèce, en de telles circonstances, doit secourir ses frères de la Crète ; son abstention serait une lâcheté et un suicide. Le gouvernement annonce aux puissances l'intention d'envoyer en Crète le cuirassé *Miaoulis* et deux autres bâtiments et de répondre à l'appel des chrétiens de l'île. Le *Laurium*, chargé de munitions, y est aussitôt expédié. Le prince Georges, second fils du roi, quitte Athènes au milieu des manifestations les plus enthousiastes, pour conduire une flottille de torpilleurs dans les eaux crétoises et empêcher le débarquement des renforts turcs envoyés de Smyrne. Il ne fit du reste rien d'important. Un cuirassé grec donne la chasse au transport turc le *Fuad*, qui va de Candie à Sitia et le force à retourner en arrière. Le 13 février, le colonel Vassos est mis à la tête de trois bataillons, chargé d'aller prendre possession de la Crète au nom du roi Georges et d'en chasser toutes les garnisons turques. Il y débarque le 16 et ouvre aussitôt les hostilités autour de la Canée. Toutes les troupes grecques sont mobilisées, les réserves appelées, concentrées en Thessalie ; le prince Nicolas, troisième fils du roi, y va prendre le commandement de son régiment d'artillerie.

En face, de l'autre côté de la frontière, les Turcs massent des forces considérables sous le maréchal Edhem-pacha. Mais les Grecs ont la plus grande confiance dans la bonté de leur cause et le succès de leur entreprise, dont leur ardeur patriotique leur aplanit les difficultés. Ils comptent sur le soulèvement de la Macédoine, de l'Épire, de l'Albanie peut-être. 300.000 Grecs à Constantinople sont prêts à mettre le feu aux quatre coins de la capitale, à faire sauter le trône du sultan, à venger les martyrs arméniens et crétois. L'hellénisme va se lever tout entier, pousser à son terme enfin la croisade du christianisme et de la civilisation.

L'enthousiasme est tel à Athènes, l'effervescence si extra-

ordinaire, les passions patriotiques si exubérantes qu'elles paraissent capables de tenir lieu de nombreuses armées, d'accomplir des miracles. Les rivaux des Grecs dans les Balkans s'effrayent, redoutent leur triomphe, prennent déjà des précautions en conséquence. Le gouvernement serbe déclare : « Nous sommes pour le statu quo, mais le statu quo pour tous : des avantages consentis à l'un ou à l'autre nous feraient un devoir de revendiquer des avantages équivalents ». A Uskub en Macédoine des troubles éclatent ; des Albanais, que le sultan appelle à la frontière grecque, jettent la terreur sur leur passage. Le roi Alexandre de Serbie va à Sofia, y est reçu cordialement par la population bulgare et le prince Ferdinand, prend avec celui-ci des arrangements pour le cas où les Grecs entreraient en Macédoine. Qui donc en effet sera capable, s'ils sont vainqueurs, de localiser la guerre ?

L'empereur allemand s'emporte contre eux en une grande colère ; il court chez l'ambassadeur de France à Berlin, M. de Noailles, et propose de bloquer sans délai le Pirée et les côtes de la Grèce ; il ne prendra part à aucune autre mesure et n'admet pas que l'Europe use de ménagements à l'égard d'un peuple qui, si légèrement, provoque ses voisins et trouble la paix générale. Le gouvernement anglais au contraire recherche les moyens de permettre au roi de Grèce de rappeler ses troupes et ses vaisseaux de l'île de Crète, sans exciter l'irritation de son peuple. Il propose, le 17 février, de proclamer l'autonomie de la Crète sous la suzeraineté du sultan : ce ne serait que la consécration décisive des intentions des puissances sur l'île, car le règlement du 25 août 1896 lui donnait déjà une autonomie presque absolue. Dès lors le gouvernement hellénique n'aura nulle raison d'y maintenir ses troupes et pourra même se féliciter d'avoir hâté ce résultat. Le gouvernement français adopte immédiatement cette manière de voir, et le ministre des affaires étrangères, M. Hanotaux, déclare le 22 février à la Chambre des Députés que la Crète va être « remise en dépôt par le sultan entre les mains de l'Europe, et qu'elle jouira désormais d'une administration autonome, sous la suzeraineté de la Porte ».

Dès lors, la Grèce est sommée de rappeler ses troupes. Elle répond que le régime autonome ne sera pas plus efficace que les différents systèmes expérimentés jusque-là sans succès dans l'île, que l'anarchie continuera à ravager

le pays, que le seul moyen d'assurer son bonheur est de le rattacher à la Grèce, que le gouvernement hellénique ne peut consentir à rappeler ses troupes et à abandonner ainsi les chrétiens Crétois à la merci du fanatisme turc, qu'elles y resteront jusqu'à ce que les habitants de l'île aient eux-mêmes librement déclaré, par plébiscite, comment ils veulent être gouvernés.

Les puissances proclament le blocus de la Crète, pour empêcher tout débarquement de nouvelles troupes ; les marins de la flotte internationale prennent possession des principaux ports : La Canée, Réthymo, Candie, Sitia ; ils sont bientôt renforcés par de nouveaux bataillons envoyés par tous les gouvernements. Le dépôt de l'île entre les mains de l'Europe est accompli. Comme il est nécessaire, pour assurer l'ordre, d'augmenter les effectifs et qu'il ne paraît pas indispensable que toutes les puissances y contribuent exactement dans les mêmes proportions, que par exemple il est difficile à l'Allemagne d'entretenir des soldats dans la Méditerranée, le gouvernement anglais propose que la Crète soit occupée, au nom de l'Europe, par deux puissances comme la France et l'Italie, ou par une seule comme la France. Le gouvernement russe est disposé à appuyer les propositions de l'Angleterre. Le gouvernement français ne les accepte pas : il veut, sans doute, avoir les mains nettes, ne pas donner à l'Angleterre une raison de garder l'Égypte ; il s'en tient à la formule du concert européen : pas de condominium, pas d'action isolée. La Crète reste occupée par les contingents des six grandes puissances. Le 22 mars, les chefs insurgés de la montagne sont informés officiellement par une proclamation des amiraux que la Crète est désormais sous la garantie effective de l'Europe et que son autonomie est ainsi assurée. La paix se rétablit dans l'île.

La Grèce ne veut pas se contenter de ce résultat qui ne lui est pas directement profitable. Elle veut l'annexion de la Crète ; mais elle n'a plus maintenant l'avantage de se dévouer ou de paraître se dévouer à une cause désintéressée ; son masque chevaleresque lui a été arraché ; elle excite moins de sympathies.

Elle tient à sortir de cette affaire, qui lui a coûté beaucoup, qui a achevé de compromettre l'équilibre de son budjet, avec des satisfactions équivalentes : il faut que l'hellénisme triomphe ; il s'est trop avancé pour reculer. Le roi

est poussé par l'opinion, par la presse; s'il y résiste, il risque de perdre son trône ; il risque moins à résister à l'action des puissances.

A la nouvelle du blocus de la Crète, du débarquement des troupes internationales à La Canée et dans les autres ports, du refus de l'Europe de laisser les Grecs dans l'île, la colère, faite surtout de déception, éclate à Athènes en violents tumultes. Puisqu'on ne peut se battre avec les Turcs en Crète, on se battra en Macédoine; l'Europe ne pourra l'empêcher : on passera la frontière, on soulèvera cette province, on fera quand même la grande croisade. On envoie aussitôt des vaisseaux devant Preveza, dans le golfe d'Arta, pour susciter l'insurrection de l'Épire, à Volo pour ravitailler les troupes de Thessalie. Le prince Constantin, fils aîné du roi, un nom prédestiné, est mis à la tête de l'armée de la frontière. Des bandes déjà entrent dans le pays ennemi.

Les Turcs se défendent. Le maréchal Edhem-pacha commande 150.000 hommes en face de la petite armée grecque. Dans tout l'empire ottoman, le fanatisme de l'Islam se réveille, surexcité par l'autonomie de la Crète, par les armements des Grecs. L'Asie mineure est de nouveau troublée. Le 20 mars, 89 Arméniens sont tués à Tokat, 37 autres dans les villages voisins. Les Turcs, de complicité avec le gouverneur, semblent n'attendre qu'un signal pour recommencer les massacres. Le 26 mars, une mosquée de Scutari est profanée pendant la nuit par des chrétiens : ils y égorgent un porc et le suspendent au-dessus du Mihrab, lieu consacré à la prière : avec son sang, ils couvrent les murs de croix ; ils laissent la tête de l'animal, coiffée d'un turban, au milieu du temple. Au matin, les Musulmans furieux se jettent sur le quartier chrétien, tuent le gardien du cimetière catholique, y pénètrent et brisent les croix. Le vali réussit, avec des troupes, à empêcher un conflit qui pouvait avoir les suites les plus terribles. D'Adana, d'Angora, de Césarée, les consuls annoncent une agitation générale de la population musulmane et prévoient de grands malheurs. Les ambassadeurs des puissances font auprès de la Porte une démarche solennelle, appellent son attention sur la gravité des évènements, et lui laissent entendre que de nouveaux désordres auraient pour l'empire ottoman de désastreuses conséquences. L'émotion se calme, l'ordre se rétablit.

Cependant, à la frontière de Thessalie, les troupes turques et grecques sont en présence. Les hostilités sont imminentes. Les puissances essayent de les arrêter: elles retiennent les États slaves qui mobilisent leurs armées; elles déclarent que, si la guerre éclate, l'agresseur en aucun cas n'en pourra tirer aucun profit; elles essaient d'établir une zone neutre entre les armées grecque et turque pour éviter toute surprise; elles s'entendent pour organiser le blocus du Pirée et de Volo. M. Cambon s'efforce de faire comprendre au ministre de Grèce à Constantinople que la Grèce sera vaincue et que le coup ainsi porté à l'hellénisme sera peut-être irréparable.

Mais il n'est plus possible au roi Georges de céder; les Grecs ne le lui pardonneraient pas; il lui faut faire la guerre aux Turcs au risque d'un désastre, pour sauver son trône. Il s'abandonne aux événements.

Le 10 avril, des bandes grecques franchissent la frontière. occupent les villages de Valtinos et de Krania dont elles chassent les garnisons; d'autres débarquent sur les côtes de la Thrace, et tentent de faire sauter la voie ferrée de Dédé-Agatch à Salonique pour couper les communications de l'armée turque avec Constantinople. Le gouvernement ottoman, après avoir dûment constaté que ces bandes sont commandées par des officiers grecs et presque entièrement composées de soldats réguliers, donne à Edhem-pacha l'ordre de prendre l'offensive, envoie ses passe-ports au ministre de Grèce à Constantinople, le prince Mavrocordato. La guerre est déclarée. L'Allemagne prend sous sa protection les sujets ottomans en Grèce. La France accepte et partage avec la Russie et l'Angleterre le soin de protéger les nombreux sujets grecs de l'empire ottoman. Les puissances renoncent à leur projet de bloquer Volo et le Pirée; elles rentrent dans la neutralité la plus complète; elles ne cherchent plus qu'à empêcher la guerre de s'étendre, attendant l'occasion d'interposer leur médiation.

Les Serbes et les Bulgares étaient disposés à ne pas créer d'autres difficultés au sultan et à la diplomatie européenne, mais ils voulaient la récompense de leur sagesse et pressaient leurs gouvernements de profiter des circonstances pour s'assurer des avantages dans l'empire turc. Le gouvernement bulgare demanda et obtint de la Porte l'érection de trois nouveaux évêchés bulgares en Macédoine, à Melnik, Stroumitza et Koukouch, et le droit d'entretenir des agents

commerciaux à Bitolia (ou Monastir). Le gouvernement serbe, excité par cet exemple, demanda et obtint le rappel du métropolite grec d'Uskub, son remplacement par un métropolite serbe, et le droit de construire des écoles serbes dans toute l'étendue des vilayets de Monastir et de Salonique. Ces précautions prises contre un triomphe possible de l'hellénisme, Serbes et Bulgares suivirent les événements, l'arme au pied.

Les Turcs se chargèrent eux-mêmes de rendre l'hellénisme inoffensif.

La guerre gréco-turque ne dura que trois semaines. Les vaisseaux grecs ne profitèrent pas de la totale impuissance des Turcs sur mer. Les hostilités n'eurent que deux théâtres principaux, l'Épire et la Thessalie. En Épire, les Grecs bombardèrent longuement Preveza sans pouvoir s'en emparer; un régiment albanais de l'armée ottomane fit défection; la population du pays appela les Grecs. Tout cela jeta quelque désarroi dans les rangs des Turcs et la petite armée grecque s'avança jusqu'aux environs de Janina. Elle espéra y entrer, puis, se rabattant brusquement à l'est, à travers le Pinde, tomber sur le flanc droit de l'armée turque de Macédoine et la forcer à la retraite ou la battre. Comme d'autre part l'armée grecque de Thessalie opposait à la frontière une très vigoureuse résistance à l'énorme masse des assaillants, on crut un moment les Grecs capables de vaincre. La Porte, inquiète, pensa rappeler Edhem-pacha et le remplacer par le héros de Plevna, Ghazi-Osman-pacha, qui en effet se rendit à Salonique. Ces espérances ou ces craintes furent courtes. L'armée turque de l'Épire se réorganisa, reprit l'offensive, enleva aux Grecs les positions qu'ils avaient occupées, les rejeta à la côte, les força à lever le blocus de Preveza.

Les coups décisifs furent rapidement frappés en Thessalie par Edhem-pacha, assisté d'un général allemand mis par Guillaume II à la disposition du sultan, Grumbkow-pacha. Le 24 avril, les Turcs enlevèrent, après plusieurs jours de rudes combats, l'importante position de Tyrnavos, qui couvre les cols de la frontière; ils étaient maîtres ainsi de la route de Larissa. Le lendemain, ils occupèrent cette ville sans coup férir: les Grecs l'avaient abandonnée, non sans désordre et battaient en retraite dans la direction de Pharsale.

Très lentement, mais d'une méthode très sûre, le géné-

ralissime turc prépara la marche de son armée sur Pharsale, tout en étendant son aile gauche sur Velestinos et Volo pour y empêcher le débarquement de nouvelles troupes grecques. De jour en jour, il gagna du terrain, et l'agitation fut très vive à Athènes à la nouvelle de l'approche de cette irrésistible invasion. Le ministère Delyanni fut renversé, remplacé par un ministère Ralli : on faisait du nouveau président du conseil une sorte de Gambetta, décidé à la guerre à outrance, d'une énergie capable de changer la tournure des événements. Du moins l'espoir qu'on mettait en lui détourna-t-il la tempête qui, peut-être, eût alors emporté le trône royal.

Cela n'empêcha pas les Turcs de continuer leurs succès. Ils enlevèrent aux Grecs toutes leurs positions, Velestinos d'abord, puis le 6 mai, Pharsale qui fut peu défendue, le 8 mai, Volo qui ne le fut pas davantage. Ils poussèrent aussitôt leurs avant-postes jusqu'en face des lignes de Domokos, sur les premières pentes des monts Othrys, où l'armée grecque se retrancha.

Les Grecs se sentaient désormais incapables de vaincre, menacés d'un dur traitement. Leur enthousiasme se refroidit très vite ; ils abandonnèrent la grande idée pour songer au salut de la petite patrie. Le ministère Ralli sollicita l'intervention de l'Europe pour arracher son pays à la colère des Turcs. Les puissances exigèrent, avant d'accorder leur médiation, la signature d'un armistice, le rappel du colonel Vassos qui était toujours en Crète, la reconnaissance de l'autonomie crétoise par le gouvernement hellénique. Après quelques jours d'hésitation, la Grèce en passa par ces conditions. Grâce à l'action des ambassadeurs à Constantinople, le sultan consentit à faire cesser les opérations de guerre. Le 21 mai, les hostilités furent suspendues sur toute la ligne en avant de Domokos ; le 26 mai, les derniers soldats grecs et les derniers canons furent embarqués et ramenés de Crète au Pirée. Aussitôt les derniers chefs de l'insurrection crétoise reconnurent l'autonomie assurée à leur patrie. La Grèce remit son sort entre les mains des six grandes puissances.

Les gouvernements européens ont eu de la peine à s'entendre sur l'organisation de l'autonomie crétoise ; ils ont été préoccupés d'abord davantage des conditions de la paix gréco-turque. Ils ont ouvert de longues négociations sur la nomination d'un gouverneur général. Ils ont cherché en

Belgique, en Suisse, dans le Luxembourg, l'homme qui fera cesser l'anarchie séculaire de cette île. L'Angleterre se montra prête à accepter un Belge ou un Hollandais désigné par la France, ou même un général français. Le cabinet de Paris repoussa ces avances, défiant, à juste titre peut-être, à l'égard des présents britanniques. En attendant un choix définitif, les puissances achevèrent de rétablir l'ordre en Crète, y constituèrent une gendarmerie formée d'indigènes et d'étrangers, de Monténégrins surtout, libres des passions religieuses ou politiques des habitants de l'île. Elles réorganisèrent le système judiciaire, le mode de répartition et de perception des impôts ; elles préparèrent l'application complète de l'autonomie. Enfin, malgré les vives résistances de la Porte, malgré l'abstention de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, elles obtinrent le départ de toutes les garnisons turques de l'île, et nommèrent gouverneur-général, aux acclamations enthousiastes des Grecs, le prince Georges, second fils du roi de Grèce. La Crète était libre désormais et dotée d'un régime qui devait assurer sa prospérité.

Le traité de Constantinople, du 9 novembre 1897, péniblement arraché à la Porte par les puissances, fut dur cependant pour la Grèce. La Thessalie lui fut rendue, sauf quelques rectifications de frontière à l'avantage des vainqueurs; mais elle dut payer une indemnité de guerre ; et, comme sa situation financière était déjà auparavant fort précaire et inquiétante pour ses créanciers, elle fut obligée d'accepter un contrôle européen sur la gestion de son budget, et de subir ainsi, jusqu'au retour d'une prospérité normale, une sorte de tutelle de la part des grandes puissances.

Pour le moment l'hellénisme était contenu. L'autonomie de la Crète lui était bien une satisfaction dont un peuple plus sage que celui d'Athènes se serait d'abord contenté, en attendant l'annexion inévitable. Mais il lui fallut renoncer pour un temps à la propagande de la « grande idée » en Macédoine. De ce côté, les États Slaves profitèrent de la défaite de leurs rivaux, et, en dernière analyse, la guerre de 1897 marqua, par les concessions faites aux Serbes et aux Bulgares, un nouveau progrès du slavisme.

Mais le sultan pouvait ne pas tenir les promesses qu'il avait faites avant sa victoire. Il apparut d'abord comme ébloui de son succès sur des chrétiens, succès qui fut en somme facile, et d'ailleurs plus apparent que réel, — car il y perdit la Crète, quels que fussent les termes employés

pour déguiser ce nouveau démembrement de son empire, et les puissances l'avaient forcé à lâcher sa proie grecque ; — mais succès que son entourage exalta en un triomphe retentissant, et dont la renommée rapide chanta la gloire à travers le monde entier de l'Islam. Est-ce que l'habitude de la défaite avait rendu les musulmans moins difficiles sur le chapitre des victoires ? Ils voulurent se persuader que les victoires d'Edhem-pacha étaient le commencement de leur renaissance guerrière, les premiers lauriers d'une nouvelle guerre sainte : « Dieu s'est laissé fléchir enfin, il revient à ses fidèles dont il s'était retiré : l'épreuve est finie et le jour est proche où l'Islam reprendra sa marche en avant »[1].

Depuis plus d'un siècle, l'Islam était comme décapité, et la soumission au khalife de Constantinople était un dogme oublié des plus fervents. Abd-ul Hamid était redevenu d'un coup le Glorieux, le Vainqueur, « Soultan Aziz, Soultan Mansour », l'invincible Padischah. La victoire sur les Chrétiens de Grèce et le massacre des Arméniens mettaient à son front une éclatante auréole. On eut souci des conséquences qu'aurait eues un pèlerinage du sultan à La Mecque, — si Abd-ul Hamid avait été de force à l'oser ?

BIBLIOGRAPHIE

D'Avril. *Négociations relatives au traité de Berlin,* Paris, 1884.

Max Choubber, *La Question d'Orient depuis de traité de Berlin,* Paris, 1897.

G. Hanotaux, *La politique de l'équilibre 1907-1911,* Paris, 1914.

V. Bérard, *La Turquie et l'hellénisme contemporain,* 1893 ; — *La politique du sultan,* 1893 ; — *La Macédoine,* 1897.

Chr. Schéfer, *D'une guerre à l'autre : Histoire diplomatique de la France de 1871 à nos jours,* Paris, 1919.

René Pinon, *L'Europe et l'Empire Ottoman,* Paris, 1909.

---

1. *Revue de Paris,* 15 août 1897 : Péril possible.

CHAPITRE XI.

LA GUERRE DES BALKANIQUES (1912-1913) AUX PORTES DE L'ASIE.

I. — LES NATIONALITÉS ET LES ÉTATS BALKANIQUES.

La diversité des races balkaniques.

Les Albanais: leurs anciens rapports avec l'Italie du Sud; leur conversion à l'Islam; leurs mœurs; leurs services à la Porte. — Les Grecs: le domaine de leur race; le cadre de la « Grande Idée ». — Les Koutzo-Valaques ou les Roumains du Sud. — Les Serbes: en Dalmatie, en Bosnie; la « Vielle Serbie » de Prizrend et de Kossovo. — Les Bulgares: leur propagande nationale et religieuse.

Les groupements de races en États: La Grèce: sa lente constitution territoriale; les Iles Ioniennes; la Thessalie; l'autonomie de la Crète. — La Serbie: les Obrenovitch et les Karageorgevitch; les Autrichiens en Bosnie; l'accord serbo-monténégrin. — La Bulgarie: le souvenir de San Stefano; les rapports avec la Russie. — La Roumanie: la perte de la Bessarabie; les Roumains de Transylvanie.

II. — LA RÉVOLUTION JEUNE-TURQUE (1908-1909).

L'agitation de la Macédoine et le programme de Mürzteg (1903).

L'armée de Salonique et la Révolution de Juillet 1908. — Le programme national de la Jeune-Turquie.

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche.

Ferdinand Ier tsar des Bulgares.

La chute d'Abd-ul-Hamid II et l'avènement de Méhémet V. — Les déchirements intérieurs de la Turquie.

III. — LA GUERRE DES ALLIÉS BALKANIQUES CONTRE LES TURCS ET LA GUERRE DES ALLIÉS ENTRE EUX (1912-1913).

L'alliance balkanique (13 mars 1912). — Déclaration de guerre (octobre 1912).

Les victoires bulgares: Kirk-Kilissé, Lulé-Bourgas. — Les victoires des Serbes, des Grecs et des Monténégrins.

L'intervention diplomatique. — Les préliminaires de Londres (30 mai 1913): la destruction presque totale de la Turquie d'Europe.

La rupture entre les alliés (juin 1913). — Les Bulgares seuls contre tous: leurs défaites. — L'intervention de la Roumanie et le retour offensif des Turcs. — Le traité de Bucharest (10 août 1913): le partage de la Macédoine; le traité turco-bulgare de Constantinople (30 septembre 1913).

Les questions en suspens: la question financière; la question des îles.

Les Balkans après la guerre.

IV. — AUX PORTES DE L'ASIE.

Les Allemands sur le chemin de Bagdad. — La politique musulmane de Guillaume II; la poussée allemande au sud-est depuis le traité de Berlin; l'influence allemande à Constantinople: le voyage de Guillaume II dans le Levant.

La « voie sacrée » du Hedjaz. — La concession du Bagdad.

Le « Bagdad » au pied du Taurus. — Opposition de l'Angleterre: ses intérêts dans la région du Golfe Persique. — Opposition de la Russie: ses intérêts en Perse et en Arménie. — La France en Syrie.

L'entrevue et la convention de Potsdam: conciliation des intérêts russes et allemands; accord anglo-allemand sur la Mésopotamie. — Le partage des voies ferrées de l'Asie mineure entre la France et l'Allemagne.

V. — LA QUESTION DE LA MÉDITERRANÉE.

L'ouverture de la Méditerranée par le canal de Suez.

L'Angleterre en Méditerranée. — La France et l'héritage musulman. — Les entreprises italiennes. — La situation politique de la Grèce.

« L'équilibre autonome » de la Méditerranée.

Les Bulgares. — Les Serbes. — Les Russes. — Les efforts de l'Autriche vers le sud. — La poussée de l'Allemagne — L'équilibre mondial de la Méditerranée. — La prépondérance des races latines en Méditerranée.

I. — Les nationalités et les États Balkaniques.

Le danger d'une violente manifestation de la politique turque exaspérait les revendications des nationalités. La Question d'Orient redevenait un duel terrible entre l'Islam et la Croix. Jamais depuis le moyen âge, depuis l'arrivée

des Turcs en Europe, les passions surexcitées n'avaient eu davantage un caractère religieux. Il y a des moments où l'on pourrait dire que l'histoire recommence.

Or il y a plusieurs nationalités chrétiennes dans les Balkans, rivales les unes des autres, unies souvent dans la haine de l'Infidèle. Pourtant il y faut d'abord distinguer les Albanais. Les montagnes qui sont à l'Ouest du Pinde dominant tout le pays jusqu'à l'Adriatique en font une forteresse naturelle où ils ont gardé une originalité pittoresque. Ils se disent descendants des Pélasges, les premiers maîtres du pays: ce n'est pas sûr. Du moins ils ont dans leur passé des héros dont ils sont orgueilleux, quoi qu'ils ne soient peut-être pas tout à fait de leur race: Pyrrhus, qui fit un moment trembler Rome, sinon le Sénat romain; Scanderbeg, un autre Alexandre, que les Turcs ne purent jamais vaincre; Ali Tébéléni, le rude pacha de Janina.

Même en d'autres temps que ceux de Pyrrhus, ils eurent des rapports étroits avec l'Italie. Les Bourbons de Naples recrutèrent longtemps chez eux des mercenaires; ils y prirent tout un régiment de leur garde, le Royal-Albanais. Il y a par Durazzo, l'ancienne Dyrrachium ou par El-Bassan, une route naturelle, et historique, pour aller des régions de Brindes ou Brindisi vers la Macédoine et Constantinople, une des grandes routes de l'ancien empire romain, une de ces routes que les peuples n'oublient pas.

Mais les Albanais se sont de bonne heure en grand nombre convertis à l'Islam et leur pays fut pendant des siècles comme un rocher musulman au milieu de la mer des Chrétiens dont les assauts le battent de tous les côtés et le pressent de plus en plus. Les Albanais resteront-ils Musulmans? — Quoi qu'il en soit, ils ont été sous Abd-ul-Hamid II parmi les fonctionnaires et les soldats les plus dévoués du gouvernement de Constantinople. Et ils en eurent récompense.

Le sultan les encouragea dans leurs habitudes de pillage dont il ne souffrait pas et qui ne coûtaient qu'aux populations chrétiennes des vallées voisines, populations inquiètes et souvent rebelles qu'il convenait de terroriser parfois pour les tenir dans l'ordre, et le brigandage albanais y fut comme un moyen de gouvernement turc. Aussi les Albanais se sont attachés à la Turquie, et, musulmans pour la plupart, il convient de toujours tenir compte de

ces bonnes relations entretenues longtemps par eux avec la Porte.

Les Grecs sont nombreux hors de la Grèce ; la « Grande Idée » plus vivante que jamais, veut refaire autour de la mer Égée l'unité de la nation grecque, reconstituer peut-être un jour sa grandeur antique. Au Nord de la Thessalie, vers la Macédoine, les Grecs ont le Roumlouk, c'est-à-dire le pays des Roumis, le long de la Vistritza, sur les pentes septentrionales de l'Olympe, avec les petites villes de Verria, Karaferia, Vodena. Ils ont ensuite, au delà de Salonique, la Chalcidique aux trois pointes, sauf la plus célèbre de ces pointes, celle du mont Athos ou de l'Hagion Oros. Cette étroite presqu'île est en effet comme le sanctuaire de la religion orthodoxe ; elle n'est couverte que de monastères très vénérés et riches de dons incessants ; 10 000 moines y vivent dans la paresse et l'aisance ; ce sont presque tous des Russes qui, dit-on, cachent à peine sous la robe de bure l'uniforme des soldats du tsar. Par eux, le mont Athos est au Nord de l'Archipel, comme un Gibraltar russe.

Au delà, vers l'Est, les côtes sont encore grecques, par Orfani, Cavala, jusqu'aux Dardanelles, jusqu'à Constantinople, où vivent 300 000 Grecs ; puis, tout le long de l'Asie Mineure, les côtes occidentales sont grecques, et le grand cercle que forme la race grecque autour de l'Archipel s'achève par Rhodes et par la Crète. Tous les rivages de la mer Égée sont du domaine de l'hellénisme. Les ambitions grecques ne seront satisfaites que lorsque tout ce domaine aura été reconquis par l'hellénisme.

En 1886, à l'occasion de la majorité du prince, aujourd'hui le roi Constantin, le patriote Jean Kallostypis lui dédiait son livre *De la Macédoine*, en lui rappelant que, malgré la réunion des Iles Ioniennes et de la Thessalie, « le rêve national restait aux trois quarts inachevé... L'Hellade esclave encore a les yeux fixés sur votre règne. Puisse l'hellénisme, qui vous fête aujourd'hui dans la joie, voir par vous l'accomplissement de ses intimes désirs, et puisse la grande Idée trouver en vous, notre diadoque adoré, son prêtre et son hiérophante »[1].

1. Cité par V. Bérard, *La Turquie et l'hellénisme contemporain*, p. 223.

Les défaites de 1897 furent cruelles à l'amour-propre des Grecs ; mais ils se remirent au travail et n'abandonnèrent rien de leurs espérances.

Cependant ils ne sont pas seuls à revendiquer l'héritage ottoman, et ils ont d'autres ennemis que les Turcs, plus redoutables peut-être.

Nous ne rappelons que pour mémoire les Koutzo-Valaques. Ce sont des Valaques ou Roumains qui sont restés établis dans les montagnes du Pinde, dans la région de Mezzovo et dans les environs de Monastir, rappelant le temps où, aux premiers siècles du moyen âge, tout le pays, depuis les Carpathes jusqu'au voisinage des populations grecques, formait un grand royaume roumain. Ils sont restés fidèles à la langue roumaine, et ils conservent d'une façon très curieuse leur originalité ; mais ils ne sont que quelques milliers.

En somme, en dehors des Albanais, des Grecs et des Turcs, ceux-ci refoulés de plus en plus vers la Thrace, autour d'Andrinople et de Constantinople, la plus grande partie de la péninsule des Balkans, au Sud de la Save et du Danube, appartient aux populations slaves, partagée entre les Serbes et les Bulgares.

Les Serbes, qu'on ne peut pas séparer des Monténégrins, ont leur centre de peuplement dans la vallée de la Save. Les Croates sont des Serbes. Il y a des Serbes jusque sur les côtes de la mer Adriatique, en Dalmatie. La Bosnie et l'Herzégovine sont essentiellement peuplées de Serbes. Le traité de Berlin, en mettant ces deux provinces entre les mains de l'Autriche, fut un coup terrible porté à l'avenir de la Serbie, « faucha ses espérances jusque dans la racine » (Louis Léger). Il est impossible de dire si ces espérances sont absolument mortes. En attendant, éloignés de toute côte prochaine, refoulés par l'Autriche qui monte la garde sur les hauteurs de leur frontière occidentale, les Serbes ont été dès lors poussés vers l'Archipel le long de la vallée du Vardar et de la voie ferrée de Belgrade à Salonique.

De glorieux souvenirs historiques les inclinent dans la même direction. Uskub, sur le Vardar supérieur, fut jadis la capitale de la Grande-Serbie, et montre encore les ruines des tours construites par le puissant tsar serbe,

Stéphane Douchan. Là est la Vieille-Serbie, c'est-à-dire le pays de Prizrend et de Prichtina, là est le plateau de Kossovo, où se jouèrent maintes fois les destinées de la péninsule des Balkans, où périt, au Champ des Merles, la nationalité serbe sous les coups des Ottomans ; mais l'histoire a vu d'admirables résurrections. En tout cas, d'Uskub comme forteresse avancée, avec Koumanovo à l'Est, Kossovo à l'Ouest, les Serbes enfoncent un coin solide dans la direction du Vardar moyen.

Les Bulgares ne sont pas des Slaves purs ; ils paraissent être des Tartares slavisés ; leur originalité en est plus forte au milieu des autres races balkaniques. Ils occupent tout le pays, du Danube à l'Archipel, de la mer Noire au Pinde, en masses compactes ; ils sont très nombreux en Macédoine. Ils se distinguent depuis 1870 des autres populations de religion grecque ; ils ont alors fondé un exarchat bulgare indépendant du patriarche de Constantinople, et avec lequel ils ont pu faire une active propagande religieuse et nationale.

Ils s'inspirent du souvenir du traité de San Stefano qui avait fondé une Grande Bulgarie, du Danube à l'Archipel. La Grande Bulgarie avait été ensuite considérablement réduite par le traité de Berlin. Mais Sofia, leur capitale, aux sources de l'Isker, tout près de celles de la Strouma, sur les pentes du Rilo, au milieu de la Grande-Bulgarie, sur la route de Belgrade à Constantinople, de Bucharest à Salonique, occupe une situation géographique et politique tout à fait exceptionnelle.

Depuis sa fondation en 1878, sous le gouvernement du prince de Battenberg ou de Ferdinand de Saxe-Cobourg, la Bulgarie a fait des progrès considérables ; elle a cultivé son sol, exploité les mines de fer du Balkan, constitué une armée solide, créé de toutes pièces une petite marine de guerre, bâti des forts sur la mer Noire, des forteresses et des écoles, préparé courageusement son avenir.

La propagande bulgare, puissamment soutenue par le gouvernement de Sofia, s'est étendue, patiente et audacieuse, sur tout le terrain de la Grande-Bulgarie. D'une part, elle descendit au Vardar contre les Serbes ; en 1872, le sultan avait refusé l'installation d'évêques bulgares à Uskub, Vélès, Okhrida ; mais en 1890, le gouvernement du

prince Ferdinand obtint la constitution d'évêchés à Uskub, Vélès, Ischtip, Presba, Prilip, Okhrida. C'était le chemin de Salonique barré aux Serbes.

D'autre part, l'influence bulgare descendit à l'Archipel, contre les Grecs. Elle y tendit le long de la Mesta, au-dessus de Cavala, elle rappela le souvenir de Philippe de Macédoine arrivant à la côte par-dessus les colonies grecques. Elle profita naturellement des défaites grecques de 1897 : trois évêchés bulgares furent alors fondés à Melnik, Stroumitza et Koukouch. Salonique était directement menacée.

Mais Salonique, où il n'y avait plus que quelques fonctionnaires turcs, n'était pas grecque : les Grecs n'y exerçaient guère que les métiers inférieurs ; elle n'était pas serbe : les Serbes n'y étaient que quelques centaines ; elle n'était pas davantage bulgare ; elle était, elle est juive ; elle est peuplée en grande majorité de Juifs, chassés autrefois d'Espagne et de langue espagnole, et le français est aujourd'hui la langue la plus répandue à Salonique, et les principales écoles y sont des écoles françaises.

Belles matières à dissertations et à convoitises rivales !

Et c'est pourquoi, depuis la guerre des Balkans, pendant trente-cinq ans, la péninsule des Balkans ne cessa pas d'être extrêmement troublée, et surtout en Macédoine ; d'une façon quasi régulière et devenue en quelque sorte normale, des bandes grecques, serbes, bulgares, sans parler des albanaises, y entretinrent un état d'incertitude, de pillage et de désordre sanglant, qui réduisit ces malheureux pays à une pitoyable misère ; et ces bandes ne faisaient pas seulement le coup de feu contre les Turcs ; aussi souvent au moins elles étaient en bataille les unes contre les autres : la proie musulmane disputée passionnément entre les Chrétiens.

Mais les races et les nationalités les plus conscientes n'ont de force qu'en se cristallisant en noyaux politiques, en se constituant en États capables de les organiser et de soutenir par tous moyens leurs revendications et leurs prétentions.

Or, à travers le XIXe siècle, parmi les intrigues et les ambitions des grandes puissances, nous avons vu naître dans les Balkans, ou renaître, soutenus par de glorieux souvenirs, des petits États devenus peu à peu capables de

répondre aux aspirations des diverses nationalités. Les Albanais n'ont été groupés que tout récemment en un État, qui est comme le Benjamin des Balkans, et qui ne manque pas de protecteurs, qui peut-être en a trop.

Mais la Grèce, le Montenegro, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, nés à des dates différentes, ont grandi peu à peu en force et en espérance et sont devenus capables de soutenir eux-mêmes leurs droits.

La Grèce avait eu beaucoup de peine à se dégager, non pas seulement de la domination des Turcs, mais de la tutelle des grandes puissances. On l'avait enfermée dans d'étroites limites, selon la ligne de l'Aspro-potamo, pour ne pas inquiéter la domination anglaise dans les îles Ioniennes, et surtout pour qu'elle ne grandît pas trop vite, pour qu'elle ne pût devenir jamais une étoile de première grandeur au firmament politique. Pourtant on ne lui trouva un roi, Othon de Bavière, en 1832, qu'en lui donnant la limite de l'Arta ; mais elle n'eut ni les îles, ni même Samos qui eut du moins un gouvernement particulier, ni la Crète qui eut des promesses aussi, en compensation des ruines que Ibrahim-pacha y avait laissées.

Elle n'eut donc que des ressources insuffisantes ; elle végéta ; ce qui y entretint des mécontentements et des désordres continuels. En 1844, le roi Othon lui donna une Constitution avec deux Chambres, dont une élue au suffrage universel, et le régime parlementaire : ce qui ne lui assura pas une prospérité immédiate.

Pendant la guerre de Crimée elle essaya de prendre la Thessalie ; mais la France et l'Angleterre, qui soutenaient la Turquie, ne pouvaient pas en permettre le démembrement ; une division française occupa le Pirée de 1854 à 1857. On le reprocha au roi ; une conspiration militaire le renversa, le 26 octobre 1862.

Il eut pour successeur Georges de Grèce, le frère de la princesse de Galles ; il reçut comme don de joyeux avènement les îles Ioniennes, qui depuis longtemps demandaient leur annexion à la Grèce, moyennant la neutralisation de Corfou et la démolition des forteresses (14 novembre 1863). Le nouveau roi modifia la Constitution en 1864, ne garda qu'une seule Chambre, celle du suffrage universel : médiocre satisfaction aux aspirations nationales.

La Crète se souleva, en 1866, pour avoir le même sort que les îles Ioniennes, pour être rattachée aussi à la patrie

grecque. La Grèce arma pour la soutenir. Mais « l'Europe » intervint, assura aux chrétiens de Crète quelque garanties, par le pacte de Halépa (1868): et ce fut tout pour le moment.

La Grèce ne prit pas part en 1877 à la guerre des Balkans, qui fut une guerre des Slaves contre les Turcs, une guerre panslaviste, et puis elle était encore déchirée de querelles intestines ; elle eut pourtant promesse d'un agrandissement de territoire, et la France et l'Angleterre lui firent obtenir la Thessalie en 1881.

Un homme d'État habile, et qui fut assez heureux pour garder le pouvoir pendant plusieurs années (de 1882 à 1890), M. Tricoupis, donna dans la paix une prospérité réelle à la Grèce, des finances équilibrées, une activité économique inconnue jusque-là et précieuse pour l'avenir. Mais la Grèce ne vivait que de ses ambitions nationales, que pour réaliser sa « Grande Idée », pour réunir tous ses enfants autour du même foyer.

La nouvelle insurrection de la Crète en 1897 ne lui donna pas encore toute la satisfaction qu'elle espérait, et ses défaites et le traité de Constantinople furent pénibles à son amour-propre ; du moins l'autonomie de la Crète, sous le gouvernement d'un prince grec, puis d'un fonctionnaire grec, marquait un pas décisif vers l'annexion.

Et c'est de ces circonstances qu'est sortie la carrière politique de M. Venizelos, un Crétois, devenu bientôt l'espoir du panhéllenisme. Des épreuves et des déceptions de 1897 était née naturellement une nouvelle crise intérieure qui prit même un caractère révolutionnaire. Une « Ligue militaire » se forma contre le roi, contre le diadoque Constantin vaincu jadis par les Turcs, contre les princes royaux : on ne savait à qui s'en prendre. M. Venizelos, qui venait d'être ministre du gouvernement autonome crétois, détourna les députés crétois de la prétention qu'ils avaient de venir siéger au parlement d'Athènes ; mais il se fit élire lui-même en Grèce, personnifiant, par son mandat à la fois crétois et grec, l'union qui ne pouvait désormais tarder.

Il tira la Grèce de l'anarchie politique où elle s'affaiblissait ; il rétablit l'ordre, la paix entre les partis, reconstitua l'autorité royale par une revision de la Constitution qui calma l'irritation générale ; il arracha l'armée à ses préoccupation politiques où elle se ruinait, en la remettant au travail, sous la direction d'une mission française comman-

dée par le général Eydoux, pour la préparation du grand effort qu'il faudrait à l'achèvement de l'unité nationale. Il ramena la Grèce toute au culte de sa « Grande Idée ». Il ne pouvait pas lui rendre de plus grand service.

L'autonomie de la Serbie avait été promise par les Turcs au traité de Bucharest en 1812; pour se réaliser en un État véritablement viable, il lui aura fallu, d'un traité de Bucharest à l'autre, un siècle entier. Elle y fut retardée par d'interminables querelles entre les Karageorgevitch et les Obrenovitch. Miloch Obrenovitch s'était défait de Kara-Georges par un crime en 1817, et s'était fait reconnaître par le sultan comme kniaz ou prince de Serbie. La convention d'Akkermann et le traité d'Andrinople (1826-1829) avaient confirmé cette autonomie. Miloch en abusa pour gouverner le pays despotiquement, si bien qu'il fut renversé par les nobles en 1842 et remplacé par Alexandre Karageorgevitch. Il reprit le pouvoir en 1858 et fit une entrée triomphale à Belgrade le 2 janvier 1859; malgré la Porte, il se proclama prince héréditaire, et en effet, à sa mort en 1860, son fils Michel lui succéda sans difficulté. On peut le considérer comme le fondateur de la Serbie.

Et il sembla que déjà les Obrenovitch allaient pouvoir réaliser l'unité serbe. Le règne de Michel en fut tout occupé. Le Monténégro à cette date, sous son prince Nicolas, assurait son indépendance contre les Turcs, et tout aussitôt tentait de se rapprocher de la Serbie. La Croatie obtenait en 1868 une véritable autonomie dans le royaume de Hongrie, et sa capitale Agram, ou Zagreb, célébrait dans ses écoles la grandeur historique de la Serbie. Michel Obrenovitch avait conscience de cette agitation nationale, rêvait de faire jouer à son pays le rôle du Piémont en Italie, se préparait à la conquête de la Bosnie autour de laquelle devait s'opérer naturellement la réunion de la Serbie, du Monténégro, de la Croatie, de la Dalmatie peut-être aussi et de la Carniole.

Il fut assassiné le 10 juin 1868 par les partisans de Karageorgevitch, qui d'ailleurs ne purent pas empêcher l'avènement de son fils Milan. Le Monténégro fut agrandi en 1878 des ports d'Antivari et de Dulcigno, la Serbie gagna le district de Nisch, et Milan bientôt après prit le titre de roi. Mais tout cela ne pouvait pas compenser le terrible malheur que fut pour la nationalité serbe l'établissement de la domination austro-hongroise en Bosnie et Herzégovine:

une effroyable plaie qui mutilait la race au milieu même de son domaine, un coup mortel peut-être, et qui fut longtemps irréparable et inconsolable. Et la pauvre Serbie connut vingt-cinq années d'épreuves de toutes sortes où il parut bien qu'elle allait mourir. Milan en 1885, lorsque la Bulgarie s'agrandit de la Roumélie orientale, voulut s'y opposer et maintenir l'équilibre balkanique : c'est l'établissement de l'Autriche en Bosnie qui poussa les Serbes sur les Bulgares, en ce temps-là et depuis ; s'ils pouvaient les uns et les autres s'entre-détruire, elle y trouverait son compte. Milan alors se fit battre par Alexandre de Battenberg. Il abdiqua en 1889 en faveur de son fils Alexandre Ier ; puis il revint en 1894, s'empara de nouveau du pouvoir en se faisant donner le titre de généralissime, s'imposa par la terreur, troubla plusieurs années le pays par ses caprices et son despotisme, usa, pour ainsi dire, toute la popularité des Obrenovitch. Il dut s'éloigner enfin et mourut peu après. Alexandre Ier et sa femme, la reine Draga, furent assassinés en 1903 par des officiers de leur entourage, qui assurèrent la couronne à Pierre Ier Karageorgevitch.

Ce crime termina pourtant l'ère des désordres où la Serbie s'épuisait. Du moins elle reprit désormais le pur souci de sa politique nationale. Comme la Grèce dans le même moment elle s'est préparée, dans la réconciliation des partis et la réorganisation de son armée, au rôle qu'elle allait avoir à jouer pour réaliser aussi sa grande idée.

Le péril autrichien la tint en haleine plus encore que la nécessité historique d'achever la défaite des Turcs. L'annexion définitive de la Bosnie à l'Autriche en 1908 exaspéra le sentiment national chez tous les Serbes, de Serbie et d'ailleurs. Serbes et Monténégrins se tendirent la main par-dessus la frontière autrichienne. Le prince Nicolas de Monténégro s'écria : « Les couleurs noire et jaune de la ligne de démarcation qui vient d'être tracée entre nous ne pourront jamais valoir comme frontière : ne sommes-nous pas un même corps et une même âme ? » Les deux Skouptchina, de Cettigné et de Belgrade, échangèrent des saluts émouvants : « Pas un Monténégrin, proclama la première, n'a peur de la mort. Unis, faisons la guerre, la guerre sainte. » Il s'agit de la guerre sainte contre l'Autriche ; car c'était contre l'Autriche, à ses dépens, que devait se faire l'unité serbe. C'est l'Autriche qui était l'ennemie.

La Serbie et le Monténégro ne purent pas encore sauver les Serbes de Bosnie de la domination étrangère. La Russie ne put les soutenir, il leur fallut consentir à l'annexion de la Bosnie à l'Autriche-Hongrie ; mais les liens qui les unissaient en furent resserrés par ce grand malheur, et en vérité on peut dire qu'ils ne furent plus que les deux moitiés d'un même peuple ; d'autres événements allaient encore les unir plus intimement.

La Bulgarie est plus jeune, mais elle a fort vite rattrapé son retard. Dès sa naissance elle parut être achevée, car le traité de San Stefano l'avait établie à peu près exactement sur tout le domaine occupé par la race bulgare. La grande Bulgarie fut mutilée par le traité de Berlin en trois tronçons, la Bulgarie de Sofia, la Roumélie orientale de Philippopoli, et la Macédoine en partie bulgare. La « Grande Idée » des Bulgares fut dès lors de réaliser définitivement la grande Bulgarie de San Stefano.

Pourtant ils eurent d'abord un autre souci, celui de consacrer leur indépendance réelle, et d'échapper à la lourde tutelle de la Russie, leur « libératrice ». Ce fut l'œuvre d'Alexandre de Battenberg qui en fut puni par la Russie de la façon que l'on sait, puis de Stambeulof qui trempa vigoureusement la force du nouvel État par une dictature farouche et bienfaisante.

Mais sous le gouvernement très ambitieux de Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, la Bulgarie se mit au travail avec une singulière ardeur pour la préparation de son avenir qu'elle voulait très glorieux. Elle se donna une armée remarquable, des écoles admirablement organisées ; elle multiplia ses voies ferrées, instrument de sa prospérité financière ; elle construisit des ports, comme Bourgas dans la mer Noire ; elle fit de Sofia une capitale digne de la grandeur qu'on rêvait.

Elle ne chercha pas vraiment à s'accorder avec les Serbes, pas plus qu'avec les Grecs. Elle se tint plutôt à l'écart, dans l'isolement laborieux où elle s'efforçait de grandir plus qu'eux, avec la volonté arrêtée de les contenir un jour et de s'assurer contre eux la domination des Balkans. On dirait que la Bulgarie du prince Ferdinand a pensé jouer dans les Balkans le rôle de la Prusse des Hohenzollern en Allemagne.

Elle estima prudent cependant de ne pas exciter contre elle la haine de la Russie, et le prince Ferdinand, qui avait

de la souplesse diplomatique, a travaillé de tout son effort à se rapprocher du gouvernement de Saint-Pétersbourg. Stamboulof renversé en 1894, assassiné en 1895, le prince Ferdinand fit baptiser son fils aîné le prince Boris selon le rite grec et demanda que le tsar Nicolas II fût le parrain de l'enfant; Nicolas II y consentit. En 1902 le Grand-Duc Nicolas vint inaugurer l'église de Chipka et assista aux fêtes du vingt-cinquième anniversaire de la délivrance de la Bulgarie. En 1907, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'avènement du prince Ferndiand, on inaugura la statue du tsar Alexandre II, le tsar libérateur. Les liens paraissaient étroitement renoués entre la Bulgarie et la Russie; et dégagé de tout souci de ce côté, le prince Ferdinand allait pouvoir bientôt proclamer l'indépendance de la Bulgarie et prendre le titre de « tsar des Bulgares ».

De l'autre côté du Danube, la Roumanie est, encore plus que la Bulgarie, distincte de l'ensemble du monde balkanique, elle n'est pas balkanique en vérité, elle est danubienne, et c'est là qu'est son originalité. Elle a un glorieux passé, même antique; par-delà le moyen âge, elle rattache son origine au nom de Rome même: une grande île latine dans la mer de l'invasion slave.

Dès le XVIIIe siècle, voisine de la Russie, elle avait excité l'intérêt des tsars de Saint-Pétersbourg, ils avaient exercé de bonne heure une sorte de protectorat sur ses hospodars que les sultans devaient prendre parmi les hauts fonctionnaires orthodoxes de Constantinople. Après les conventions d'Akkermann et d'Andrinople, la Porte dut permettre l'élection des hospodars parmi les nobles de la nation roumaine, comme Grégoire Ghika, Jean Stourdza, le prince Bibesco; et ce fut comme un commencement d'autonomie, quoique ces hospodars aient souvent été fort mal obéis des autres boyards leurs compatriotes.

En 1848, comme l'Allemagne, l'Italie ou l'Autriche, les principautés danubiennes se soulevèrent au nom de l'idée nationale roumaine; leurs populations fraternisèrent et firent appel aux Roumains de Transylvanie qui y répondirent, et il parut que la Roumanie allait vivre dès lors par le seul effort de sa volonté patriotique. Le prince Bibesco, réputé trop docile aux ordres de la Russie, fut obligé d'abdiquer. C'était le résultat de l'active propagande entreprise par une poignée de jeunes étudiants qui avaient appris dans les écoles de Paris la doctrine de la souveraineté nationale.

Les Russes n'en permirent pas plus le triomphe en Roumanie qu'en Hongrie. Ils intervinrent militairement de concert avec les Turcs, réprimèrent toute agitation, et signèrent avec la Porte la convention de Balta-Liman, 1er mai 1849, d'après laquelle les hospodars ne devaient plus être élus, mais nommés par le sultan, avec le consentement du tsar. Cela n'arrêta qu'un temps le développement de l'indépendance ronmaine, et l'on a vu qu'après la guerre de Crimée les deux principautés reprirent le droit de choisir leurs princes, qu'elles choisirent un même prince, Alexandre Couza (janvier 1859), qu'elles eurent ensuite une seule assemblée, un seul ministère, une capitale unique, Bucharest (1862), et qu'enfin, après la chute de Couza, elles eurent un prince héréditaire avec Charles de Hohenzollern qui prit le titre de roi en 1882.

La vie intérieure de la Roumanie a été parfois troublée depuis cinquante ans par la question juive et par la question agraire. Il y a en Roumanie une proportion exceptionnelle de Juifs ; ils exercent comme en une sorte de monopole tous les petits métiers et le commerce de l'argent, et comme le paysan n'a pas de ressources, si peu qu'il cherche à sortir de sa servitude économique, il tombe sous la dépendance de l'usurier et il y achève souvent sa ruine ; c'est pourquoi la population des campagnes se soulève parfois comme en Russie en formidables pogromes.

Mais c'est que la condition de la terre y est restée tout à fait imparfaite. Elle était il y a un demi-siècle toute aux mains de l'Église et des nobles. Dès son avènement Couza sécularisa les biens des couvents : un huitième du sol fut ainsi mis à la disposition des petits propriétaires. Couza voulut aussi réduire la puissance foncière des boyards ; il tenta, comme Alexandre II venait de le faire en Russie, de les exproprier au moins en partie, pour assurer aux paysans de quoi vivre en travaillant. Ce fut la raison essentielle de sa chute. La noblesse sauva ainsi pour un temps sa fortune, mais ce fut au prix de terribles Jacqueries, en 1888, en 1906 encore, qui révélaient un mal social extrêmement profond. Il a bien fallu y apporter des remèdes, qui n'ont été longtemps que des palliatifs. On a enfin organisé un système de caisses rurales qui ont pour objet d'acheter les grandes propriétés pour les revendre aux paysans ; comme elles sont sous la tutelle de l'État, elles ont évité l'inconvénient de l'agiotage et commencé de transformer la condition

de la propriété foncière. Assurément la prospérité du pays en sera développée, car la Roumanie dont le sol est fertile est déja un important grenier à blé, et elle a dans la montagne des ressources minières et surtout pétrolifères qui ont une grande valeur.

Ses revendications nationales en devaient avoir une force décisive. Lors de la guerre de 1877, elle entra avec les Russes dans la lutte contre les Turcs, et son armée contribua remarquablement à la prise de Plevna. Elle y perdit la Bessarabie qui est roumaine et qu'il fallut pourtant céder aux Russes ; elle eut en échange la Dobroudja, qui ne la vaut pas et qui n'est pas roumaine. Depuis donc elle se sépara du système politique russe, et s'appuya sur l'Allemagne, sur l'Autriche-Hongrie ; elle entra dans le système de la Triple-Alliance.

C'était du dépit. Elle s'aperçut qu'elle n'avait rien à y gagner, que ce n'est pas en cette voie qu'elle peut trouver l'achèvement de son unité nationale par l'union avec les Roumains de Transylvanie que les Hongrois tiennent rudement sous le joug. Un grand parti national se forma sous la direction du professeur N. Jorga, pour développer et fortifier le sentiment de la nationalité roumaine, et assurer sa reconstitution totale. En ce sens, il fonda ses espérances sur la dissolution de l'Autriche-Hongrie, et par conséquent il eut tendance à s'appuyer sur la Russie et surtout sur la France, où il était sûr en effet de rencontrer les plus vives et au besoin les plus agissantes sympathies.

De cette revue des États balkaniques, il résulte donc que depuis près d'un siècle qu'ils avaient commencé d'exister ils n'étaient pas encore arrivés jusqu'à ces dernières années à leur émancipation totale. Leurs frontières ne coïncidaient pas, elles ne coïncident pas aujourd'hui partout avec les frontières des races, et ne répondaient pas aux aspirations nationales des uns ni des autres. Ce fut la raison profonde de la crise qu'ils viennent de traverser, un des épisodes les plus remarquables de l'histoire de la Question d'Orient comme de l'histoire universelle.

II. — La Révolution jeune-turque (1908-1909).

La crise est née des affaires de Macédoine. L'action des bandes de divers drapeaux et la répression parfois rude des troupes turques y entretenaient une agitation qui

attira l'intervention des grandes puissances, qui d'ailleurs n'avaient pas toutes des sentiments désintéressés. En 1903, la Russie et l'Autriche se mirent d'accord pour instituer en Macédoine un régime de pacification : c'est ce que l'on appelle le programme de Mürzteg, du nom du château des environs de Vienne où l'empereur François-Joseph et le tsar Nicolas II venaient d'avoir une entrevue à cette intention.

Donc une gendarmerie internationale fut établie en Macédoine, composée de troupes d'Italie, de France, d'Angleterre, d'Autriche et de Russie ; une commission financière européenne fut chargée d'y percevoir les impôts nécessaires à l'entretien de cette force armée ; en sorte que cette province se trouva déjà soumise à l'administration de l'Europe beaucoup plus qu'à celle de la Turquie. C'était un nouveau démembrement qui se préparait, comme celui qui venait d'arriver en Crète.

Ce fut le prétexte ou la raison dont se servit le parti jeune-turc pour tenter un mouvement révolutionnaire contre Abd-ul-Hamid II. Depuis 1877, ce parti avait été traqué, pourchassé, décimé, réduit à l'exil. Il trouva à Salonique, à l'abri de la gendarmerie européenne, dans l'affaissement général de l'autorité du sultan, un milieu favorable pour se réorganiser très secrètement, en agissant surtout sur les officiers de la garnison turque.

Tout d'un coup, en juillet 1908, l'armée de Salonique se souleva, sous le commandement de Mahmoud-Chevket-pacha, se porta très rapidement sur Constantinople par la voie ferrée, avec la connivence d'une grande partie de la population, et, presque sans coup férir, elle imposa au sultan Abd-ul-Hamid le rétablissement de la constitution de 1876 et des institutions alors préparées par Midhat-pacha : tout le programme du *Tanzimât* ou de la Réforme.

La Révolution de juillet fut accueillie dans la plus grande partie de l'empire ottoman par un vif enthousiasme, il parut qu'elle était la fin des malheurs qui avaient éprouvé l'empire depuis une trentaine d'années, qu'elle était le signal de son salut, de sa régénération glorieuse. Les Jeunes-Turcs, entraînés par la facilité de leur victoire, crurent que tout leur était possible, affirmèrent d'abord qu'ils n'avaient pas besoin du concours de l'Europe pour assurer l'ordre en Macédoine, et, sur leur demande, la gendarmerie européenne en fut aussitôt retirée. Ils procla-

mèrent l'intention de réaliser dans toute la Turquie, d'Europe et d'Asie, les réformes nécessaires, de façon que toutes les populations de toutes races et de toutes religions y fussent dès lors à l'abri de toutes vexations; mais aussi ils eurent l'ambition de réparer les fautes du dernier gouvernement, et de refaire l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman : entreprise louable, mais singulièrement dangereuse, vu les positions déjà prises par leurs ennemis en instance d'héritage. Car il ne faut toucher à rien en cet édifice instable et fragile qu'est l'empire turc; sinon, tout se disloque et se dissout.

Mettant en train le régime nouveau, les Jeunes-Turcs convoquèrent une Chambre des députés; mais, selon la lettre du traité de Berlin, la Roumélie orientale, réunie à la Bulgarie en 1886, et la Bosnie-Herzégovine, confiée à l'administration de l'Autriche-Hongrie pour une période de vingt-cinq ans, étaient toujours provinces turques et devaient donc envoyer des députés à Constantinople. Or l'Autriche-Hongrie, dont l'administration en Bosnie aurait dû cesser en 1903, s'y était maintenue et n'était pas disposée à y renoncer. Elle prit les devants, et proclama l'annexion de ce pays. Elle s'entendit assez aisément à ce sujet avec le gouvernement ottoman en lui rendant le sandjak de Novi-Bazar. Mais elle excita ainsi en Serbie une extrême irritation, la Serbie n'ayant jamais cessé de porter ses espérances vers la Bosnie. La Russie parut un moment soutenir la Serbie ; l'Allemagne agit vigoureusement en faveur de l'Autriche, qui garda la Bosnie-Herzégovine. Elle accentuait ainsi sa poussée sur Salonique : c'était pour elle un gros succès.

Il semble qu'elle avait aussi en cette aventure partie liée avec le prince de Bulgarie ; il y a toujours eu de bons rapports entre Vienne et Sofia ; il ne faut pas oublier que le prince Ferdinand est un ancien officier autrichien. En même temps que l'Autriche annexait la Bosnie, il se proclama, sans plus de scrupules, tsar des Bulgares, et non pas seulement de Bulgarie, affichant audacieusement la prétention de réunir un jour tous les Bulgares sous son sceptre. La Porte dut encore enregistrer ce démembrement de son ancienne souveraineté.

Le nouveau gouvernement ottoman se trouva naturellement atteint dans son prestige par ces événements. Le sultan Abd-ul-Hamid reprit par suite de l'autorité ; il essaya

de ressaisir tout son ancien pouvoir par une contre-révolution, avril 1909. Il échoua, et les Jeunes-Turcs, pour assurer leur avenir, le déposèrent et le remplacèrent par Méhémet V, plus docile ; mais cela ne leur rendit ni la Roumélie, ni la Bosnie.

L'empire ottoman demeura profondément ébranlé par les ambitions de ses voisins et ses propres querelles ; d'autre part, les velléités de relèvement que manifestaient les Jeunes-Turcs étaient pour exciter les convoitises de ses ennemis : ainsi jadis Nicolas Ier s'était jeté sur la Turquie quand il l'avait vue tenter de se réformer ; en sorte que les excellentes intentions des Jeunes-Turcs risquaient de porter préjudice à l'Empire autant que le despotisme d'Abd-ul-Hamid.

III. — La guerre des alliés balkaniques contre les Turcs et la guerre des alliés entre eux (1912-1913).

Toutes ces difficultés exaspérèrent les Jeunes-Turcs qui avaient cru par leur seul avènement sauver leur pays. Par colère et par déception, ils se mirent plus âprement en défense contre toute intervention étrangère, et c'est ainsi qu'ils prirent contre les intérêts italiens en Tripolitaine des dispositions qui amenèrent la rupture et la guerre avec le gouvernement de Rome. Ils y perdirent la Tripolitaine qui leur fut enlevée par le traité de Lausanne le 15 octobre 1912[1].

Or nous avons vu que les États balkaniques, du moins les voisins immédiats de la Turquie, n'attendaient qu'une occasion pour achever l'émancipation totale des nationalités dont ils étaient les champions. Ils ne manquèrent pas de profiter des embarras des Jeunes-Turcs.

Bulgares, Serbes, Monténégrins, Grecs, s'y préparaient dans le plus grand secret et avec une extrême ardeur, qui fut révélée par les événements postérieurs. Ils s'armaient formidablement, achetant des canons, des fusils, utilisant les services de missions militaires étrangères, comme la mission française du général Eydoux en Grèce ; dans le même secret qui ne fut divulgué que quelques mois après, ils signèrent le 13 mars 1912, grâce à une intervention diplomatique très habile de la Russie, un traité d'alliance offensive et

1. Voir ci-dessus, p. 339.

défensive, par lequel ils s'engageaient ensemble à faire la guerre à la Turquie pour lui reprendre ses dernières provinces chrétiennes d'Europe, jetaient les bases du futur partage de la péninsule balkanique en réservant à l'arbitrage russe la solution des difficultés de détail qui pourraient se présenter, réglaient même les conditions d'une entente militaire contre l'Autriche, si l'Autriche prétendait intervenir dans les opérations qui allaient suivre.

Tout ainsi préparé, au mois d'octobre 1912, avant la conclusion du traité italo-turc de Lausanne, à la suite de quelques incidents de frontière comme il y en avait sans cesse depuis quelques années, proclamant la volonté de délivrer leurs frères chrétiens de la domination des infidèles, les alliés balkaniques déclarèrent la guerre à la Turquie, et commencèrent les hostilités avec une grande vigueur.

La guerre eut naturellement quatre théâtres principaux. Les premiers coups et les plus rudes furent portés par les Bulgares. Isolant et masquant très heureusement la forte place d'Andrinople, ils enfoncèrent leur attaque entre elle et la mer Noire, portant leur offensive droit sur Constantinople ; sous le commandement du général Savof, ils remportèrent d'éclatantes victoires à Kirk-Kilissé, à Lulé-Bourgas : il parut un moment qu'ils allaient franchir en quelques étapes le chemin de Constantinople et entrer triomphalement dans Sainte-Sophie.

Ailleurs leurs alliés remportaient des succès semblables, opéraient presque complètement déjà la liquidation territoriale de l'empire ottoman en Europe. Les Monténégrins investissaient Scutari d'Albanie après de vifs combats. Les Serbes, sous le commandement du général Putnik, entraient dans Uskub, la vieille capitale de Douchan, au milieu d'un enthousiasme indescriptible, battaient les Turcs à Kumanovo, descendaient le Vardar, puis envahissaient l'Albanie, et arrivaient à Durazzo sur l'Adriatique. Les Grecs franchissaient la Vistritza, le Vardar inférieur, s'emparaient de Salonique, y faisaient prisonniers 25 000 Turcs, occupaient l'Épire, enveloppaient Janina. La petite flotte grecque prenait la plupart des îles turques de la côte d'Asie Mineure, sauf celles que l'Italie tenait en garantie de la paix de Lausanne.

Il y a peu d'événements dans l'histoire qui aient jamais soulevé dans le monde entier une pareille émotion. Il semblait que ce fût la fin d'une ère historique, de l'ère turque.

Déjà on disait que le sultan allait se retirer à Brousse, en Asie, ou intervenir de sa personne et périr sur les murs de la ville, les armes à la main, comme le dernier des empereurs grecs Constantin Dragasès.

Pourtant la Turquie d'Europe ne s'écroula pas encore, comme on avait pu le croire un moment. Les officiers de la mission allemande à Constantinople relevaient le courage des Turcs, d'ailleurs admirables de fermeté dans ces terribles épreuves, aidèrent à l'organisation de la résistance. Les lignes de Tchataldja, en avant de Constantinople, furent hérissées de canons, formidablement renforcées. L'attaque des Bulgares s'y brisa. Le choléra se mit dans les armées en présence, immobilisa les belligérants. Surtout « l'Europe » s'était émue de la gravité de ces événements ; elle n'eût pas vu d'un regard indifférent l'entrée des Bulgares à Constantinople. L'Autriche était inquiète de l'établissement des Serbes sur la mer Adriatique, déclarait qu'elle ne permettrait pas qu'il durât. Les événements des Balkans avaient sur les populations slaves de la monarchie austro-hongroise les répercussions les plus profondes et les plus redoutables pour elle. L'Autriche mobilisa la plus grande partie de ses forces militaires, menaçant d'intervenir en Serbie, occupée surtout de maintenir ses nationalités slaves dans le devoir.

Tout cela compliquait le problème balkanique et arrêta les hostilités. Un armistice fut conclu le 3 décembre 1912 entre les alliés et la Porte. Des conférences pour la paix s'ouvrirent à Londres le 13 décembre, pendant que les ambassadeurs des grandes puissances en Angleterre se réunissaient pour s'efforcer d'aider à la solution des questions posées. Pourtant ces premiers efforts de paix n'aboutirent pas. Les alliés balkaniques exigeaient qu'on leur livrât Andrinople, Scutari, Janina, qu'ils n'avaient pas prises. Les Turcs s'y refusaient. Les pourparlers furent rompus le 6 janvier 1913 ; un nouveau gouvernement turc, formé des éléments les plus énergiques du parti jeune-turc, s'empara du pouvoir le 23 janvier.

Les hostilités recommencèrent. Mais elles n'eurent pas l'activité des premières semaines. Les belligérants étaient fatigués, à court d'argent. Les Bulgares tentèrent quelques opérations sur Gallipoli, sur Tchataldja, sans beaucoup d'avantages. Cependant il y eut quelques résultats. Les Grecs enlevèrent Janina le 5 mars. Le 18 mars, le roi

Georges fut assassiné à Salonique ; son fils aîné lui succéda sous le nom de Constantin XII. Le 26 mars, Andrinople succomba, après un violent assaut, auquel prirent part ensemble les Bulgares et les Serbes. Le 23 avril, un dernier coup de théâtre : le défenseur turc de Scutari, Essad-pacha, traite avec le roi de Monténégro, lui livre la place, se proclame un moment roi d'Albanie. L'Autriche, furieuse de ce qu'elle appelait une comédie, faillit entrer en campagne. Les puissances purent la contenir ; mais le Monténégro dut consentir à abandonner Scutari et à la remettre à une occupation internationale.

La conférence des ambassadeurs de Londres, en présence de la gravité exceptionnelle de la situation, redoubla d'activité ; le 30 mai, elle amena tous les belligérants à signer les préliminaires de Londres.

La Turquie d'Europe disparaissait presque entièrement. Les Turcs perdaient Andrinople, ne gardaient que Constantinople, et les détroits du Bosphore et des Dardanelles, avec une étroite côte au nord de la mer de Marmara, à peine de quoi s'y défendre. — L'Autriche obtenait quelque satisfaction, barrait aux Serbes la route de l'Adriatique par la constitution d'une Albanie autonome, sur laquelle elle se réservait sans doute une espèce de protectorat. Le gouvernement italien était d'accord avec elle pour rejeter la Serbie à l'intérieur de la péninsule balkanique ; cependant il était entendu que la Serbie aurait un débouché commercial sur l'Adriatique. — Enfin les îles de la côte d'Asie Mineure (le Dodécanèse) étaient prises sous la haute autorité des grandes puissances qui en régleraient ensuite les destinées.

Restait à partager le butin conquis par les alliés. L'alliance n'y résista pas.

Ceux qui connaissaient bien la situation politique de la péninsule des Balkans n'ont pas été surpris de la fragilité et de la dissolution de cette alliance. Elle n'était pas plus viable que la confédération italienne rêvée par Napoléon III au lendemain de Solferino, et où il pensait accorder les Bourbons de Naples, les Habsbourg de Toscane ou de Venise, la maison de Savoie et la papauté. Il y a les mêmes divergences d'intérêts entre les États balkaniques, la même rivalité d'influence. En somme, en dehors du Monténégro, les trois puissances balkaniques, Bulgarie, Serbie, Grèce, avaient conquis ensemble la Macédoine et la Thrace ; or,

s'il y a en Thrace surtout des Musulmans, en Macédoine il y a des Grecs, des Serbes et des Bulgares : comment les répartir ? Y a-t-il lieu même de les répartir ? Car il y avait un parti unitaire macédonien, qui voulait l'autonomie de la Macédoine, qui ne voulait pas qu'elle fût partagée, démembrée comme une petite Pologne. C'est pourquoi les Bulgares, forts de leurs éclatantes victoires, se fondant sur la prépondérance certaine de leur race en Macédoine et sur les résultats très remarquables de leur propagande dans les dernières années, revendiquaient la plus grande partie de la province.

Surtout, il y avait sous toutes ces querelles ethniques ou linguistiques la question de l'équilibre balkanique : les Bulgares, maîtres de la Macédoine, auraient touché l'Albanie, séparé la Grèce de la Serbie, régné sur les hautes vallées des principaux fleuves de la péninsule, préparé leur hégémonie sur la nouvelle Balkanie ; ils auraient constitué dès lors une véritable grande puissance.

C'est pourquoi les discussions entre les alliés de la veille furent aussitôt extrêmement passionnées, et ils se tinrent les uns et les autres sur le pied de guerre le plus redoutable.

La Russie, conformément au traité du 13 mars 1912, intervint avec beaucoup d'énergie, rappela aux gouvernements balkaniques l'engagement qu'ils avaient pris de soumettre leurs différends à son arbitrage, les invita à envoyer leurs représentants à Pétersbourg, à démobiliser leurs armées. Des pourparlers s'engagèrent en ce sens, mais pénibles, interrompus par de continuels incidents. La Roumanie, qui avait déjà obtenu de la Bulgarie une rectification de frontière, intervint à son tour et déclara nettement que, si une guerre éclatait entre les « alliés », elle ne pourrait pas rester neutre ; elle agirait pour assurer le maintien de l'équilibre balkanique, donc contre la Bulgarie qui pouvait seule le compromettre.

Tout à coup, sans qu'on sache encore à qui en attribuer la responsabilité, au gouvernement bulgare lui-même, ou seulement au parti militaire fier de ses dernières victoires, l'armée bulgare, dans la nuit du 29 au 30 juin, exécuta une attaque générale sur les armées serbe et grecque qu'elle avait devant elle. On ne saurait sans doute exagérer la gravité de l'événement ; il brisait l'alliance balkanique qui avait été si glorieuse ; il affaiblissait pour longtemps peut-être le sentiment de la solidarité politique et de la frater-

nité militaire entre les vainqueurs des Turcs. Il retardait, pour longtemps apparemment, ou il compromettait à jamais l'achèvement de la confédération des Balkans, qui serait seule capable d'assurer la véritable indépendance de ces jeunes États et de garantir leur avenir.

Quoi qu'il en soit, les troupes bulgares attaquèrent d'un vigoureux effort Guevguéli, sur le Vardar, pour séparer les Serbes des Grecs, rejeter les Grecs sur Salonique et à la mer, les Serbes sur Uskub, occuper Monastir et prendre toute la Macédoine. Il est sûr que le succès de ce plan eût garanti à la Bulgarie, dans la distribution des dépouilles turques, la part du lion, et lui eût réservé la domination des Balkans, réduisant la Serbie et la Grèce à une situation secondaire, à une sorte de vassalité.

On vit rarement déception plus profonde et faute politique plus lourde. La face de l'histoire peut en être entièrement changée.

Les Bulgares furent vaincus sur toute la ligne. Ils échouèrent devant Guevguéli et durent lâcher la ligne du Vardar. Les Serbes et les Monténégrins les refoulèrent de la vallée de la Bregalnitza, affluent de gauche du Vardar, et les rejetèrent sur leurs anciennes frontières. Les Grecs les poursuivirent sur Doïran, Serrès, Stroumitza, Demir-Hissar, commencèrent de remonter derrière eux la Strouma, qui prend sa source à quelques kilomètres de Sofia. Cependant la Roumanie, selon l'avertissement qu'elle avait donné, se prononça, malgré l'Autriche, pour l'alliance serbo-grecque, déclara la guerre à la Bulgarie, fit passer le Danube à ses troupes toutes fraîches, parmi le plus ardent enthousiasme de toute l'opinion publique roumaine.

Alors la défaite des Bulgares tourna à la débâcle. Ils fuyaient partout devant les Grecs. La ruine de leur grand rêve, le désespoir causé par un désastre si inattendu et si proche des plus glorieuses victoires, les affolèrent : ils s'en allaient en pillant et massacrant effroyablement les malheureuses populations qu'ils trouvaient sur leur passage. A Serrès, Doxato, Kilkich, Melnik, sur toutes les routes de la retraite, ils commirent des excès épouvantables, et l'histoire sera obligée de garder le souvenir des atrocités bulgares, après celui des « atrocités de Bulgarie » dont ils avaient été victimes de la part des Turcs trente-cinq ans auparavant. Triste épisode de cette guerre fratricide, qui leur a fait le plus grand tort !

Ils en furent déjà punis. Les victoires de leurs ennemis, de leurs alliés d'hier, se multipliaient de jour en jour. Les Serbes prirent Kotchana, envahirent le territoire bulgare du côté de Widdin, menacèrent cette ville, arrivèrent devant Tsaribrod, en pays bulgare, à cinquante kilomètres de Sofia; ailleurs, par Egri-Palanka, ils avançaient sur Kustendil. Les Grecs, remontant irrésistiblement la Strouma, remportaient la brillante victoire de Kilkich, s'engageaient dans les hautes vallées du Rilo-dagh qui dominent Sofia vers le Sud; ils voulaient venger les malheureuses populations massacrées par les Bulgares; ils étaient exaltés à leur tour par leurs succès; ils criaient avec leur roi: « A Sofia! A Sofia! »

Les Roumains, auxquels les Bulgares ne pouvaient opposer aucune résistance, occupaient toute la Bulgarie jusqu'au Balkan; leurs avant-gardes apparaissaient à quelques kilomètres au nord de Sofia.

Les Turcs enfin n'avaient pas manqué de profiter de circonstances aussi inespérées. Sans rencontrer personne devant eux, sans s'émouvoir du reproche qu'on leur adressait de violer le traité de Londres, ni de la menace platonique qu'on leur faisait de les en punir, ils sortirent des lignes de Tchataldja, occupèrent Lulé-Bourgas, Kirk-Kilissé, Andrinople. Les populations — singulier retour des choses! — les accueillaient comme des libérateurs; car l'occupation bulgare avait été lourde, souvent cruelle; une délégation des habitants d'Andrinople fut envoyée dans les capitales européennes pour exprimer leur désir de rester sous la domination ottomane. D'ailleurs tout ce pays est en partie musulman, et la doctrine des nationalités pouvait trouver satisfaction à ce qu'il appartînt à la Turquie.

La Bulgarie était réduite aux dernières extrémités, menacée d'un écrasement total, si elle s'obtinait à lutter encore. Elle s'avoua vaincue, demanda à traiter.

Les négociations eurent lieu à Bucharest, sous la direction du gouvernement roumain qui avait été dans cette crise le maître des événements. Les conférences s'ouvrirent le 31 juillet; elles furent rapidement menées: le traité de Bucharest fut signé le 10 août.

Il complétait en somme, sur les principaux points, le traité de Londres, puisqu'il règlait le partage des provinces que ce traité avait enlevées à la Turquie: — La Roumanie obtint satisfaction; elle eut une importante rectification de frontière au Sud de la Dobroudja; elle eut Silistrie et la

ligne Turtukaï-Baltchik, interdisant à la Bulgarie toute fortification dans la région voisine, en sorte que le quadrilatère bulgare Silistrie-Varna-Routchouk-Choumla se trouve démantelé et ainsi la Bulgarie à la merci d'une offensive roumaine, la Roumanie en position d'exercer sur toute la péninsule balkanique une véritable hégémonie ; une position semblable à celle du Piémont jadis au Nord de l'Italie, dans la région du Pô, auquel le Danube ressemble ici à cet égard.

La Macédoine fut partagée, mais non pas au bénéfice des Bulgares ; ils n'eurent qu'une partie de la vallée de la Strouma et de celle de la Mesta, avec Stroumitza et Xanthi, les Grecs leur laissant d'ailleurs un accès à la mer Égée entre Cavala et Dédé-Agatch. Ainsi quelques régions de population bulgare se trouvèrent attribuées à la Serbie ; en effet la Serbie eut la plus grande partie de la vallée du Vardar, et Monastir ; elle eut par là une frontière commune avec les Grecs, avec lesquels elle resserra plus étroitement son alliance contre toute velléité de revanche de la part des Bulgares. La Grèce eut, outre la Crète, Cavala, Serrès, la Chalcidique et l'Épire, sauf la limite à déterminer vers l'Albanie méridionale. La question des Iles restait réservée selon les termes du traité de Londres.

L'Autriche, inquiète des victoires serbes, célébrées avec enthousiasme par les Bosniaques, protesta contre le traité de Bucharest, contre l'écrasement infligé à la Bulgarie. La Russie voulut assurer Cavala à la Bulgarie : elles se disputaient la reconnaissance bulgare. Mais elles ne furent soutenues respectivement ni par l'Allemagne ni par la France; elles renoncèrent à leur opposition, et le traité de Bucharest prit un caractère définitif, aussi définitif du moins que peuvent être les choses humaines, et surtout les choses de l'Orient.

C'était un succès considérable pour la Roumanie qui paraissait bien avoir recueilli sans se battre les principaux bénéfices de ces sanglantes luttes.

Quant aux Turcs, ils se réinstallaient tranquillement à Andrinople. La Bulgarie sollicita l'intervention des grandes puissances, en les priant de faire respecter les conditions du traité de Londres : grand signe de faiblesse que d'être obligé d'appeler au secours, de ne pouvoir se défendre soi-même. Les puissances sommèrent la Porte de respecter le traité de Londres : elle enregistra ces sommations, sans autre émoi. Il fut question d'une action militaire de la Russie, au nom de l'Europe : combinaison bien dangereuse

pour la paix générale si fragile. En fin de compte, les puissances conseillèrent à la Bulgarie de s'adresser directement à la Turquie et de tâcher de s'accorder avec elle. Les Bulgares s'y résignèrent; ils espérèrent, ou ils affectèrent d'espérer, pour cacher leur humiliation, une alliance avec la Turquie contre les Grecs et les Serbes. Mais les Turcs ne s'y prêtèrent pas, et les Bulgares eurent la suprême douleur et le sévère châtiment de perdre les champs de bataille de Lulé-Bourgas et de Kirk-Kilissé, et Andrinople, leur conquête la plus glorieuse.

Ce fut l'objet du traité conclu à Constantinople le 30 septembre 1913, qui ferma pour un moment cette crise de la question d'Orient éternellement renaissante.

La paix de Bucharest laissait beaucoup de questions en suspens pour être durable; elle ne dura pas plus que la fatigue des belligérants. Et même il allait leur falloir vite reprendre le harnais guerrier dans le formidable et universel conflit qui se préparait.

D'abord il faut dire ce qui restait à résoudre au lendemain des traités de Londres, Bucharest et Constantinople (octobre 1913).

Il y avait une question financière. Depuis longtemps la Turquie ne vivait guère que des capitaux de l'Occident et notamment de la France, garantis en partie du moins par les ressources des pays qui venaient de lui être enlevés. C'est pourquoi il fut impossible à ses vainqueurs d'exiger d'elle une indemnité de guerre; ce sont ses créanciers qui en auraient subi les frais. D'autre part, ces créanciers avaient besoin que leur gage fût sauvegardé, et les héritiers de « l'homme malade » en Macédoine ou ailleurs devaient supporter la part de la dette ottomane correspondante aux revenus des pays par eux conquis. D'où la nécessité de remanier tout le système financier qui mettait depuis longtemps la Turquie sous la tutelle financière de l'Europe, dans une espèce de protectorat économique qui ne devait plus finir. Ce fut le programme de la conférence financière qui se tint à Paris à cause des grands intérêts financiers de la France dans tout le Levant.

Il y avait ensuite la question de l'Albanie : il avait été difficile d'en fixer les limites du côté du Nord et d'arracher Scutari au Monténégro. Il n'était point facile d'en fixer les limites méridionales : la Grèce voulait tous les pays de langue grecque ; l'Italie et l'Autriche étaient d'accord pour l'écarter

du canal d'Otrante, pour reculer sa frontière le plus loin possible vers le Sud. On donna pour roi aux Albanais un prince allemand, Guillaume de Wied, cousin du roi Carol de Roumanie, et il établit sa capitale, au moins provisoire, à Durazzo; mais l'Albanie du Sud, qui est un morceau d'Epire et qui veut être grecque, ne voulut pas obéir au gouvernement albanais; elle réclama au moins son autonomie dans le royaume: ce à quoi le nouveau roi ne consentit pas, craignant que ce ne fût comme ailleurs le commencement d'un démembrement. Il fallait aussi donner une constitution aux populations albanaises, qui ne savent pas trop ce que c'est, habituées à l'anarchie du pillage; il fallait leur enseigner la nécessité et le respect de l'ordre politique et social: dure besogne, fertile en incidents. Il fallait surtout y concilier les intérêts opposés de l'Autriche et de l'Italie: si l'Autriche l'emportait, c'était la mer Adriatique transformée en un lac autrichien; si l'Italie l'emportait, c'était Trieste bloquée, embouteillée; grave problème, de ces problèmes qui ne se résolvent généralement qu'à coups de canon.

Il y avait enfin la question des Iles, du Dôdécanèse (ou les Douze Iles, dont les principales sont du nord au sud Imbros, Lemnos, Tenedos, Mitylène, Chio, Cos, Rhodes). La Grèce les revendiquait, puisqu'elles sont de race grecque et voulaient être grecques comme la Crète; mais l'Italie en occupait quelques-unes, en garantie du traité de Lausanne; elle manifestait l'intention d'en garder une, ou plusieurs, par exemple Rhodes; chose sérieuse: si elle gardait Rhodes, les autres puissances, méditerranéennes ou non, dans l'intérêt de l'équilibre, prendraient d'autres morceaux, et ce serait le partage de la Turquie d'Asie, de conséquences incalculables.

En dehors de ces règlements à achever, la crise des six dernières années laissait des résultats qu'il peut être utile d'analyser, si provisoires qu'ils aient été.

Elle se résolvait par un nouveau démembrement, un démembrement décisif de l'empire turc: on s'y attendait; c'est une loi; même vainqueur, l'empire ottoman perd quelque chose; à plus forte raison quand il ne l'est pas.

A sa place en Europe on avait pu voir naître et vivre un moment une confédération ou du moins une alliance balkanique. Elle n'avait pas duré. Il n'était pas probable qu'elle pût renaître. Elle avait fait place, pour peu de temps, à une alliance de la Roumanie, de la Serbie, du Monténégro et

de la Grèce. En fait, ces États peuvaient s'allier; ils ne semblaient pas faits pour se lier très étroitement en une véritable Confédération. Ils avaient des intérêts non opposés, mais divergents ; ils constituaient d'ailleurs séparément des forces dont il fallait désormais tenir compte. La Grèce apparaissait comme une rivale de l'Italie dans la Méditerranée orientale ; son nouveau roi s'était intitulé Constantin XII, se donnait pour l'héritier du dernier empereur grec de Constantinople, revendiquait donc Constantinople peuplée de beaucoup de Grecs, proclamait un peu naïvement son ambition de restaurer à son profit l'ancien empire d'Orient. La Grèce pouvait-elle alors porter le poids d'une pareille politique impériale? Avec ses dernières conquêtes, elle était peuplée de 4 à 5 millions d'habitants.

L'avenir de la Bulgarie restait mystérieux; il était admirable au lendemain de ses premières victoires à Kirk-Kilissé et Lulé-Bourgas ; il semblait compromis désormais ; mais elle avait montré depuis trente-cinq ans des qualités extraordinaires qui devaient lui assurer un rapide relèvement. Elle pouvait le chercher dans un rapprochement avec la Turquie ; car, en somme, s'il y a différences religieuses, il y a parenté ethnique, les Bulgares étant aussi d'origine finnoise. Ou bien les Bulgares, et les Turcs mêmes pouvaient se rapprocher des autres Etats balkaniques dans une confédération qui obligerait les plus grandes puissances à compter avec elle : mais à peine peut-on ici rappeler de telles possibilités.

La Serbie n'a pas son avenir vers le Sud ; elle ne pouvait s'achever que par la Bosnie ; ses destinées étaient ainsi rattachées à celles de l'Autriche-Hongrie. Il fut possible aussitôt de signaler un rapprochement de plus en plus intime entre la Serbie et le Monténégro. Ils avaient marché la main dans la main dans la guerre contre les Turcs et ensuite contre les Bulgares. Tandis que le Monténégro était enserré et comme étouffé entre la Dalmatie autrichienne et l'Albanie de Scutari, la Serbie lui avait donné après la victoire une part considérable de sa conquête dans la région de Novi-Bazar. L'intimité des deux gouvernements et surtout des deux peuples en était grandement accrue. Il convenait dès lors d'attacher quelque importance à ce bloc serbo-monténégrin qui était capable sans doute d'attirer à lui les populations serbes de la Bosnie. Mais ce ne pouvait être encore qu'une indication, un trait que l'avenir effacerait ou accentuerait.

La Roumanie venait de jouer un grand rôle, et sans effort; elle demeurait intacte en ses ressources, grandie en son prestige presque au rang des grandes puissances. Son avenir était vers la Transylvanie, où il y a trois millions de Roumains, la moitié de la population de la Roumanie même; ses destinées étaient attachées aussi à celles de l'Autriche-Hongrie.

En somme, le résultat capital de la dernière crise, c'était l'avènement des États balkaniques à une réelle indépendance, à la capacité d'un grand rôle militaire et politique. Il était difficile de mesurer les conséquences d'une telle nouveauté. En tout cas, tous les Slaves, de la Russie à la Bohême, avaient célébré les victoires des Balkaniques comme des victoires de toute la race. Les Slaves de l'Autriche-Hongrie, qui étaient 25 millions, la moitié de la population de l'empire, y avaient pris une conscience plus haute de leurs droits nationaux; il fallait que l'Autriche-Hongrie leur donnât satisfaction et qu'elle devînt slave: elle pouvait en mourir. Albert Sorel écrivait il y a vingt-cinq ans: « Voilà un siècle que l'on travaille à résoudre la question d'Orient. Le jour où l'on croira l'avoir résolue, l'Europe verra se poser inévitablement la question d'Autriche. » C'était une prophétie.

Les armements de l'Allemagne n'étaient pas surprenants; elle ne pouvait guère compter sur l'Autriche, à moins d'aider à la démembrer; l'Italie était bien occupée dans la Méditerranée, et pour longtemps. D'autre part, la Russie était très redoutable avec ses 160 ou 180 millions d'habitants, et l'appui moral de l'immense monde slave; et la France n'avait pas oublié.

IV. — Aux portes de l'Asie.

Un des phénomènes les plus surprenants de l'histoire contemporaine, ce fut assurément la pénétration des Allemands jusqu'à Bagdad. Ils aiment à fonder leurs ambitions sur des droits historiques; il n'y avait rien dans l'histoire pour indiquer qu'un jour un chemin de fer allemand passerait à la gare de Ninive ou à celle de Babylone, parmi les prestigieux souvenirs de la magnificence des Abbassides; les empereurs allemands n'étaient pas les successeurs désignés des Califes.

On voit bien au cœur du moyen âge un empereur alle-

mand, et le plus illustre, au point qu'il est tout auréolé de légende, — c'est de Frédéric Barberousse qu'il s'agit, — s'engager sur les Chemins de l'Orient où nos Croisés assuraient à la France pour des siècles une gloire si éclatante et une si remarquable autorité... ; mais il se noya dans le Cydnus : il est vrai qu'un juriste ingénieux bâtirait un droit sur cet accident. Il faut avouer néanmoins que les Allemands n'y songèrent pas.

A défaut de traditions, ils firent valoir leur extraordinaire activité économique, leur surproduction industrielle qui exigeait toujours des débouchés nouveaux, le développement de leur population qui voulait toujours plus de travail, qui voulait une part, une grande part des richesses de la terre. A la recherche du pain quotidien, pendant des années, des centaines de milliers d'Allemands avaient émigré vers l'Amérique du Nord ou du Sud : forces bientôt perdues pour la mère-patrie.

L'empereur Guillaume II, qui avait bien compris qu'il ne pouvait pas y avoir d'expansion coloniale sans une puissante marine de guerre, avait cherché à travers le monde des clients pour l'industrie allemande : il avait pensé lui ouvrir le marché chinois ; les victoires du Japon sur la Russie rendaient précaire en Extrême-Orient tout établissement européen. Avec une imagination qui révélait une sorte de génie, il avait adopté une politique musulmane : du Maroc au Liban, il s'était donné pour le protecteur des États de l'Islam peu à peu absorbés par les entreprises coloniales de la France, de l'Angleterre ou de la Russie. On ne peut pas dire qu'il ait eu beaucoup de succès au Maroc puisque, après avoir solennellement proclamé en 1905 à Tanger, qu'il en garantirait l'indépendance politique et l'intégrité territoriale, il a dû en 1911 y admettre l'établissement du protectorat français.

Et c'est pourquoi, tous autres débouchés manquants ou mal assurés, l'effort allemand se porta au Sud-Est avec une énergie aussi impressionnante que son *Drang nach Osten* d'autrefois.

L'organisation définitive et la force politique et économique des États de l'Europe occidentale l'obligeaient depuis des siècles à prendre cette nouvelle orientation.

On en trouverait les origines au traité de Berlin de 1878, qui mit fin à la guerre des Balkans et où l'on verra peut-être un jour le chef-d'œuvre diplomatique du prince de

Bismarck. Car non seulement il y consolida la prépondérance prussienne en Allemagne en poussant l'Autriche-Hongrie sur la Bosnie-Herzégovine ; mais aussi, de la sorte, l'Autriche, qui n'avait pas une grande puissance industrielle parce qu'elle n'avait pas de houille en quantité suffisante, servit de vestibule ou de passage à l'expansion commerciale de l'Allemagne, et les produits allemands, le long du Danube, le long de la voie ferrée de Vienne à Constantinople et Salonique, inondèrent toute la péninsule des Balkans.

Mais encore la Turquie, arrachée par l'Allemagne aux prises mortelles de la Russie, dut en témoigner sa reconnaissance et ne se fit pas prier.

Elle se mit toute, avec une confiance naïve, à l'école de l'Allemagne ; elle lui emprunta des instructeurs militaires ; elle lui acheta des canons ; elle crut refaire ainsi sa force. Elle lui fit de larges concessions de voies ferrées.

C'était dans l'automne de 1898, au lendemain des massacres d'Arménie : 2 ou 300 000 victimes égorgées de sang-froid sur l'ordre d'Abd-ul-Hamid II. L'empereur Guillaume II fit avec l'impératrice le voyage de Palestine et de Syrie ; il posa à Jérusalem la première pierre de l'Église du Sauveur ; il visita avec même zèle les plus fameuses mosquées de Damas. Il vint à Constantinople ; il mit sa main dans celle du « Sultan rouge » ; il le présenta à l'Impératrice. Il l'encouragea, non pas sans doute à continuer, mais à travailler énergiquement à la renaissance de l'Islam avec l'appui de l'Allemagne.

Cette croisade de quinze jours, religieuse et commerciale, remarquablement éclectique, valut à l'empereur allemand des avantages comparables à ceux que valaient à la France deux siècles de croisades et trois siècles d'alliance avec les Turcs.

A l'instigation de son impérial ami, et pour affirmer la régénération de la puissance ottomane, le sultan Abd-ul-Hamid fit construire, sur ses deniers, la voie ferrée du Hedjaz, la « voie sacrée » qui, de Damas à Médine fut destinée à porter au tombeau du prophète des milliers de pèlerins de ferveur renouvelée : elle y devait arriver le 1er septembre 1908.

En même temps le gouvernement ottoman concédait à une compagnie allemande la construction du chemin de fer de Bagdad, 3 000 kilomètres ! une bonne affaire, en attendant mieux, pour les fabricants de rails.

C'était la direction décisive de l'expansion allemande :

Hambourg, Berlin, Vienne, Constantinople, Bagdad ; vers les riches contrées de l'Irak-Arabi où s'élevèrent les plus magnifiques capitales de l'antiquité ; vers l'Inde prestigieuse qui attira toujours toutes les convoitises ; sur le grand chemin des peuples, des migrations patriarcales, autrefois, des grandes transactions commerciales aujourd'hui ! — les peuples de notre temps sont agités d'une telle fièvre d'entreprises économiques, à travers l'ancien et le nouveau monde, qu'on se croirait en vérité revenu au nomadisme ; tous âprement acharnés à la recherche de la fortune, comme dans les temps préhistoriques à la poursuite du gibier nécessaire à la vie de la tribu; malgré tous les progrès dont elle se vante, l'humanité n'a pas tant changé depuis 6 000 ans.

Les hommes n'ont pas cessé d'être excités par la lutte pour la vie ou la recherche du bien-être matériel. Mais ce n'est pas ici le moment de moraliser.

Les ingénieurs allemands se mirent aussitôt à l'œuvre, et la construction fut activement poussée.

De Haïdar-pacha, en face de Constantinople, l'escalade du plateau d'Anatolie est relativement aisée; on passa par Angora, l'ancienne Ancyre, où l'on éveilla le souvenir de l'empereur Auguste; en 1906, on arrivait à Eregli, au pied du Taurus. En novembre 1907, la Compagnie obtint de la Porte le droit d'irriguer et mettre en culture la plaine de Koniah, l'ancienne Iconium : c'était le commencement de la mise en valeur de terres qui avaient eu dans l'antiquité une éclatante prospérité.

L'enthousiasme et l'orgueil furent grands en Allemagne, à considérer une entreprise aussi colossale : une œuvre commerciale, s'écriait M. de Schœn devant le Reichstag, mais une œuvre purement germanique où s'affirmait la preuve de la puissance économique et des ressources financieres de l'Allemagne.

Cette joie se mélangea pourtant de quelque amertume ; il n'est pas rare, en notre fragile humanité, qu'aux temps de l'exaltation romantique succèdent ceux des dures réalités. Le travail était pénible ; il ne pouvait pas rappporter aussitôt des profits proportionnés. Il fut difficile de couvrir les intérêts engagés, il fallut solliciter de nouveaux capitaux ; il fallut recourir à des capitaux français, dans la proportion de 30 pour 100. Le « Bagdad » allait-il donc devenir un chemin de fer franco-allemand?

Mais on rencontra d'autres obstacles, peut-être plus redoutables encore, dans la concurrence des nations voisines. Car l'Allemagne n'était pas seule à prêter à la Turquie le concours de son énergie ; beaucoup d'autres brûlaient de se dévouer à cette renaissance. Justement les trois puissances de la Triple-Entente étaient là-bas plus anciennement et plus fortement établies.

L'Angleterre, toujours éveillée aux dangers qui pouvaient menacer la sécurité de sa domination dans l'Inde, était solidement installée tout le long de l'océan Indien. Depuis Aden et le détroit de Bab-el-Mandeb, toute la côte méridionale de l'Arabie, ou Hadramaout, est sous sa domination, et les documents officiels anglais l'appellent « la côte des chefs amis ». La France vient de reconnaître sa prépondérance à Mascate. De l'autre côté du golfe d'Oman, aux frontières de l'Inde, elle a mis son protectorat sur le Beloutchistan et sur l'Afghanistan ; le traité qu'elle a signé avec la Russie le 30 août 1907 abandonne à son influence au moins commerciale toute la partie orientale de la Perse.

Elle est toute-puissante sur tous les rivages du golfe Persique, à Bender-Bouchir, à Bender-Abbas, aux îles Bahrein. Elle s'est assuré le protectorat de Koweit, qui, aux embouchures du Chat-el-Arab, est le seul port qui soit à peu près confortable ; les Allemands y envoyèrent un jour un officier pour y préparer l'établissement de leur influence, mais la place était prise. A l'est du Chat-el-Arab, l'émir arabe de Mohammerah avait aussi reconnu le protectorat de l'Angleterre. Il y avait longtemps qu'elle avait organisé un service régulier de navigation sur le Karoun, affluent du Chat-el-Arab, par où elle escaladait les hauteurs du Farsistan et remontait jusque sur Ispahan. La société Lynch, de capitaux anglais, était maîtresse, avec le consentement du sultan de Constantinople, de la navigation du Tigre et de l'Euphrate.

Le vice-roi de l'Inde, Lord Curzon, qui ne perdait aucune occasion de manifester la puissance de sa patrie, fit un jour un voyage triomphal tout le long des côtes du golfe Persique pour y affirmer envers et contre tous la suprématie des intérêts anglais.

La Russie aussi était fortement établie en Perse, dans la Perse continentale, au Sud de la mer Caspienne, où elle avait accordé sa politique avec celle de l'Angleterre. Elle

voyait sa descente au sud traversée par la concurrence allemande, de Belgrade à Bagdad ; elle se sentait repoussée toujours plus loin vers l'Est. Elle avait autant et même plus de droits que l'Allemagne à se chercher des débouchés vers le Sud, son vrai domaine d'expansion; sa sphère légitime d'influence enveloppait toute la région de la mer Noire. Voyez les cartes ! par comparaison avec la Russie, l'Allemagne était une intruse en Asie Mineure.

La France enfin avait depuis longtemps de grands intérêts en Syrie, à Smyrne, non pas autant en Asie Mineure. Elle était prête d'ailleurs à soutenir ses alliés, à faire intervenir pour eux ses capitaux. Aux origines de la négociation franco-allemande sur le Maroc, l'Allemagne eût été plus conciliante si la France lui avait laissé le champ libre en Syrie et Mésopotamie. La France ne s'y prêta point, et sa situation y demeura entière.

Il y avait donc une barrière anglo-franco-russe sur le passage du « Bagdad », ou du moins à son terminus. Elle était faite de redoutables forces militaires et économiques; elle était faite aussi de traditions séculaires redoutables, car il y a une grande puissance dans l'évolution historique.

La diplomatie allemande, avec beaucoup d'ingéniosité et de vigueur, résolut ce délicat problème, et ce fut un de ses plus beaux succès dans la période contemporaine : elle y fut digne de Bismarck, quand il lui ouvrait les voies par le traité de Berlin.

Le tsar Nicolas II et l'empereur Guillaume II eurent une entrevue à Potsdam, le 4 novembre 1910, et leurs rapports y apparurent pleins de cordialité. L'émoi fut grand partout, notamment en France et en Angleterre : on ne s'en étonnera pas.

La surprise ne fut pas moindre lorsqu'on en connut les résultats. Car on y vit bien les concessions faites par la Russie, moins bien celles qui lui étaient faites. La convention de Potsdam avait pourtant quelque ressemblance avec celle qui avait été signée le 9 février 1909 entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc : l'Allemagne en effet reconnaissait la prépondérance des intérêts politiques de la Russie dans la Perse septentrionale, en confirmation du traité anglo-russe du 30 août 1907. La Russie reconnaissait à l'Allemagne une entière liberté commerciale dans cette zone et dans toute la Perse, déclarait ne pas s'opposer à l'achèvement du « Bagdad », s'engageait même à y

rattacher dans le plus court délai possible ses chemins de fer persans, donc ouvrait la voie au « Bagdad » et des débouchés plus loin vers l'Est.

L'Angleterre se hâta de suivre la Russie dans cette politique de réalisations. Elle aussi elle leva son veto à tout ce qui pouvait importer à la continuation du Bagdad. Mais elle fit reconnaître par la Turquie la prépondérance de ses intérêts économiques et même politiques à Koweit et à Mohammérah. L'Allemagne renonça à demander pour elle seule la voie Bagdad-Bassorah, qui serait construite par une compagnie turque formée de capitaux internationaux où les intérêts allemands et anglais seraient représentés également. Des arrangements furent préparés entre la société Lynch et les banques allemandes au sujet de la navigation du Tigre et de l'Euphrate.

La France enfin débattit ses intérêts avec la plus grande fermeté. Elle se fonda pour cela sur sa situation financière en Turquie, sur sa prépondérance financière générale qui lui permettait d'exiger, en compensation des emprunts qu'elle autorisait, des concessions de travaux publics pour ses nationaux. Ce fut l'objet de négociations qui furent assez longues et délicates avec l'Allemagne et la Turquie, et qui firent de la France, d'une façon assez imprévue, la principale rivale de l'Allemagne en Asie Mineure; il est vrai que les entreprises françaises étaient ici soutenues par la politique russe qui n'aimait pas à voir les chemins de fer allemands trop près de l'Arménie.

Donc, la France eut dans la Turquie d'Asie 4 500 kilomètres de voies exploitées ou concédées, contre 4 800 kilomètres à l'Allemagne. Elle en avait 1 500 en état d'exploitation: Smyrne-Cassaba-Karahissar; Smyrne-Soma-Panderma, avec embranchement à construire sur les Dardanelles; Alep-Rayak, avec embranchement sur Tripoli, Beirouth, Jaffa et privilèges pour l'aménagement de ces ports. — 3 000 kilomètres venaient de lui être concédés, surtout la grande ligne Samsoun-Sivas-Argaï, avec embranchements de part et d'autre sur Kastamouni et Jozgad, ou sur Erzeroum, Trébizonde et Van. Tout cela assurait donc la suprématie économique de la France dans la région de Smyrne et des Dardanelles, en Syrie, dans l'Anatolie orientale et l'Arménie, sur presque toute la côte méridionale de la mer Noire.

Les Allemands avaient, en 1914, 1 800 kilomètres de voies exploitées, notamment Haïdar-pacha-Eregli, au pied du

Taurus, avec embranchement sur Angora. Ils venaient de se faire concéder 3 000 kilomètres nouveaux, c'est-à-dire la continuation de la grande ligne depuis Erégli avec la percée du Taurus jusqu'à Mossoul et Bagdad, avec embranchements notamment sur Kaisarieh-Sivas, sur Diarbékir et sur les deux ports de Mersina et Alexandrette.

La France ayant renoncé aux 30 pour 100 qu'elle avait obtenus précédemment dans le capital de la compagnie du « Bagdad », la grande ligne et ses approches immédiates étaient désormais entièrement sous la direction de banques allemandes.

Notons en passant quelques demandes ou prétentions de l'Autriche et de l'Italie en Lycie, dans la région d'Adalia. L'Italie en particulier s'y autorisait de sa jeune activité commerciale et d'une tradition historique forte du plus lointain passé.

Donc la poussée économique de l'Allemagne reprenait avec une vigueur nouvelle à travers l'Asie Mineure. Les obstacles qu'elle avait rencontrés sur le chemin et au terminus étaient renversés ou tournés.

Il y avait pourtant encore des embarras sur l'avenir de cette route grandiose. Car il y fallait tenir compte de la détresse de l'Autriche-Hongrie et de sa transformation éventuelle capable d'y affaiblir les influences germaniques. Il fallait tenir compte de l'émancipation politique, et sans doute bientôt économique des États Balkaniques, Roumains, Serbes, Bulgares, Grecs, qui pouvaient cesser de n'être que des clients pour devenir des producteurs. Il fallait tenir compte de la concurrence des grandes puissances, et surtout de la France, tout le long du « Bagdad » ; il n'était pas difficile de prévoir, à regarder seulement la carte, une voie ferrée des Dardanelles parallèle à celle du Bosphore, une voie commerciale franco-russe par Odessa, Samsoun, Sivas sur Diarbékir-Mossoul et sur la Perse, et peut-être même une voie Tripoli-Homs-Bagdad le long de l'Euphrate.

Il n'était pas sûr que la force allemande pût prendre toute la part qu'elle espérait à la renaissance des riches terres de la Mésopotamie, qu'elle pût présider seule aux destinées de la Babylone nouvelle.

V. — La question de la Méditerranée.

La Méditerranée est, pour ainsi dire, le lieu de la Question d'Orient. Chemin de l'Orient et de l'Inde, les Turcs

pensèrent en faire un lac musulman ; mais surtout ils la fermèrent au commerce des Occidentaux ; ils la livrèrent pendant plus de trois siècles à la piraterie. Ils eurent tort ; s'ils y avaient laissé passer les relations des marchands européens avec les Indes, ils auraient été eux-mêmes entraînés dans le tourbillon de la civilisation, et il ne serait pas nécessaire aujourd'hui de les expulser pour rouvrir le chemin. C'est à peine si pendant ces trois cents ans de barbarie, Venise, puis la France, des Croisades aux Capitulations, ont pu sauver quelques-unes des traditions commerciales qui les unissaient avec le Levant,

Le canal de Suez, inauguré en 1869, ramena à la Méditerranée le commerce de l'Inde, qui avait dû prendre la voie du Cap ; il y attira toutes les grandes puissances commerciales de l'Europe, et ce fut la fin de la clôture de la Méditerranée, ce fut l'origine de ses nouvelles destinées. Notre livre en prendrait une nouvelle forme d'unité ; il serait comme l'histoire de la reconquête de la Méditerranée, de la réouverture des chemins de l'Asie, par la retraite de l'Islam turc qui les avaient fermés.

Depuis 1869 jusqu'à nos jours la Méditerranée n'a encore pu s'ouvrir qu'à quelques-unes des puissances européennes. L'Angleterre y a continué de garantir sa route de l'Inde par Gibraltar et Malte ; si elle y a renoncé aux Iles Ioniennes, elle s'est établie à Chypre et en Egypte.

La France y a accompli une œuvre admirable. Elle a émancipé l'Italie à l'égard des puissances allemandes qui ont été rejetées au nord des Alpes ; elle a relevé l'Egypte de ses ruines ; elle a contribué puissamment à l'émancipation de la Grèce. Elle y a pris parti contre les Turcs, l'instinct des Croisades l'emportant ainsi en quelque manière sur la tradition des Capitulations.

Il faut reconnaître que la politique française n'y fut pas toujours très consistante, tantôt favorable, tantôt contraire aux Turcs. Il est vrai que sans doute elle n'eût pas pu sauver la Turquie, minée et ruinée par ses propres vices.

D'autre côté, sur les côtes méridionales de la Méditerranée, la France a pris la plus grande part de l'héritage musulman, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie. Les Anglais, maîtres de l'Egypte, y ont pourtant ménagé ses droits légitimes, scientifiques et économiques ; et nous venons de voir qu'elle n'avait pas laissé périmer ses traditions séculaires

en Syrie, jusque sur les côtes de la mer Noire, où pourtant on ne la vit jamais dans le passé.

Elle reprenait peu à peu en Orient une situation politique comparable en importance à celle des temps du marquis de Villeneuve ou de Napoléon III.

L'Italie, refaite et consciente de ses grandes destinées, reprit à son tour l'héritage de Venise et même de la Rome antique. Elle défendit sa situation en Albanie; le mariage du roi Victor-Emmanuel III avec Hélène de Monténégro a peut-être plus que la valeur d'un symbole. Elle se fit reconnaître par la France et par l'Angleterre une position de suprématie en Tripolitaine, elle s'y établit. Elle manifesta le souci de faire italiennes, comme autrefois vénitiennes, la mer Adriatique et la mer Ionienne; elle chercha à prendre pied dans les îles de la mer Egée, sur la côte de Lycie.

Il lui arriva en tout cela, faisant partie du groupement politique de la Triple Alliance, de paraître la rivale de la France. Il est certain qu'il faut que la France fasse une place à l'Italie sur la Méditerranée. Mais il est certain aussi qu'il faut que l'Italie y fasse une place à la Grèce, si laborieuse et si méritante, dont la race est demeurée maîtresse de tout l'ancien empire athénien et même byzantin.

Et entre toutes ces puissances méditerranéennes, anciennes ou même antiques à des degrés divers, Angleterre, France, Italie, Grèce — sans compter la Turquie —, on pourrait concevoir, sans beaucoup d'efforts ni de luttes, l'établissement de ce qu'un distingué publiciste[1] appelait récemment « l'équilibre autonome » de la Méditerranée, c'est-à-dire l'équilibre de la Méditerranée entre les puissances méditéranéennes. La grande guerre a apporté à la solution de ces problèmes des lumières décisives.

BIBLIOGRAPHIE

Pierre Albin, *Les grands traités politiques du XIXe siècle*, Paris, Alcan, 1912.

La vie politique dans les Deux Mondes, publication annuelle

1. M. André Tardieu, dans une conférence à la « Correspondance d'Orient » sur *l'Equilibre méditerranéen.*

par A. Viallate et M. Caudel, depuis 1906, Paris, Alcan.
G. Hanotaux, *La guerre des Balkans*, Paris, 1914.
Fullerton (W. Morton), *Problems of power, a study of international Politics from Sadowa to Kirk-Kilissé*, 1913.
Schurman (Jacob), *The Balkan wars*, 1912-1913.
René Pinon, *L'empire de la Méditerranée (1871-1910)*, Paris, 1913.
H. W. Steed, *La Monarchie des Habsbourg*, Paris, 1914.

CHAPITRE XII.

LA GRANDE GUERRE ET LES TRAITÉS (1914-1920).

I. — LA MARNE (1914).

L'assassinat de l'archiduc-héritier d'Autriche-Hongrie (28 juin 1914). — L'ultimatum austro-hongrois à la Serbie (23-25 juillet). — Déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie et à la France. — La neutralité de l'Italie.

La déclaration de Londres du 5 septembre. — La victoire de la Marne.

En Turquie : le *Gœben* et le *Breslau* à Constantinople. — L'intervention turque. — Les Russes en Galicie. — Les flottes anglo-françaises devant les Dardanelles.

II. — VERDUN (1916).

La défaite russe et la perte de la Pologne et de la Galicie (avril-août 1915).

L'intervention de l'Italie. — Les raisons historiques de ses ambitions sur la Méditerranée. — L'Italie dans la Tripolitaine et les îles de l'Archipel.

L'intervention bulgare (septembre 1915). — Les raisons et les ambitions du roi de Bulgarie. — La Serbie écrasée ; ses armées retirées à Corfou.

Echec des Anglais devant Bagdad. — Echec de l'expédition des Dardanelles. — Le prestige de l'Allemagne en Orient.

La défaite des Allemands devant Verdun et des Autrichiens dans le Trentin.

L'offensive russe en Galicie et la détresse de l'Autriche-Hongrie. — L'offensive italienne sur Gorizia. — L'offensive franco-britannique en Picardie.

La conquête de l'Arménie par les Russes. — Le califat arabe de La Mecque.

III. — LA VICTOIRE DES ALLIÉS (1918).

L'intervention roumaine (août 1916). — La Révolution russe et le Bolchevisme (1917). — Venizelos et le retour de la Grèce à sa politique nationale.

L'intervention des États-Unis. — Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'offensive allemande du printemps 1918.

La grande bataille de France et la victoire du Maréchal Foch. — La victoire d'Orient.

La Capitulation de l'Allemagne (11 novembre 1918).

IV. — LES TRAITÉS (1919-1920).

Les traités de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly et de Sèvres (28 juin 1919-10 août 1920). — Le désarmement de l'Allemagne et la fin de l'Autriche-Hongrie. — La nouvelle Europe.
La fin de l'empire turc.
La Grande Grèce. — La Renaissance et l'avenir de l'hellénisme.

I. — La Marne (1914).

On a soutenu que la grande guerre où nous sommes prenait ses causes essentielles et ses principaux caractères dans la Question d'Orient. Il y a sans doute à cela quelque exagération, et la lutte économique de l'Angleterre et de l'Allemagne, et celle du Droit contre la Force, de la Civilisation contre la Barbarie, dépassent le cadre de l'Orient, enveloppent le monde entier, tous les continents et tous les océans. Tout de même les régions de la Méditerranée orientale, du canal de Suez aux Portes de Fer, de l'Adriatique au Caucase en constituent peut-être le champ de bataille le plus expressif. La guerre y a commencé.

Le 28 juin 1914, l'archiduc-héritier d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand, et sa femme, la duchesse de Hohenberg, étaient assassinés à Serajevo, par deux jeunes Serbes de Bosnie. Les circonstances, aussi bien que les causes du crime, sont restées mystérieuses. *Is fecit cui prodest.* Il est certain que cet événement a servi les desseins des partis belliqueux à Vienne et à Berlin et que nul gouvernement au monde n'y avait moins d'intérêt que celui de Serbie.

Pourtant, après quelques semaines de réflexion, le temps de se concerter avec Berlin, le gouvernement austro-hongrois adopta la thèse de la complicité du gouvernement serbe, et le 23 juillet il adressa à Belgrade un ultimatum inouï exigeant, non seulement une enquête judiciaire sur le crime, sous le contrôle de magistrats austro-hongrois, mais des mesures de répression contre la presse serbe coupable d'entretenir les grands rêves de la nation, et de telles garanties pour l'avenir que l'indépendance de la Serbie n'eût plus été qu'un mot. Le 25 la Serbie accepta presque entièrement cet ultimatum, demandant seulement quelques éclaircissements sur les termes où sa souveraineté même était atteinte et proposant sur ce point l'arbitrage du tri-

bunal de La Haye. Le gouvernement de Vienne rompit là-dessus, et le 28 il engagea les hostilités. Il est devant l'histoire le premier auteur responsable de la guerre; le fait est clair : il voulait briser la Serbie et avec elle la barrière balkanique qui se dressait devant Salonique, devant Constantinople, devant l'Orient, qui barrait l'essor des puissances germaniques.

La Russie intervint : pouvait-elle se laisser rejeter sur l'Asie par la poussée allemande ? Elle répondit à la mobilisation autrichienne par la mobilisation des corps d'armée de sa frontière méridionale. L'Angleterre, la France, l'Italie offrirent leur médiation, acceptée par la Russie, même aussi par l'Autriche. L'empereur d'Allemagne Guillaume II, en des termes volontairement blessants et inacceptables, somma la Russie de désarmer ; sur son refus il lui déclara la guerre. Il est, sinon le premier, du moins le principal auteur de la catastrophe qui allait être déchaînée sur le monde. Avec l'Autriche-Hongrie, vers la Bulgarie, vers la Turquie, il voulait, par-dessus les Balkans, ouvrir la route de Bagdad et de l'Océan Indien aux ambitions de l'Allemagne.

La France intervint comme alliée de la Russie; d'ailleurs la guerre lui fut aussi déclarée par l'Allemagne, sous le prétexte faux que des avions français avaient survolé Nuremberg : crime de mensonge pire que celui de la dépêche d'Ems.

La frontière française étant bien défendue, les armées allemandes furent lancées sur la Belgique et le Luxembourg. L'Angleterre intervint pour l'honneur des traités jadis signés par la Prusse ; elle entraîna avec elle son allié le Japon. En quelques jours le monde entier, pour ainsi dire, s'embrasait d'un formidable incendie.

Quelques traits y sont significatifs au point de vue qui nous occupe. Tout de suite le tsar Nicolas II changea le nom de sa capitale Saint-Pétersbourg en Petrograd, reniant les formes allemandes qui dans le langage même avaient jusque-là marqué l'influence de la civilisation allemande en Russie : une affirmation éclatante de l'émancipation du monde slave, mûr désormais pour vivre sans tutelle ; par là une grande date dans l'histoire générale.

L'Italie, quoiqu'elle fît partie de la Triple Alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, tout de suite se déclara neutre, parce que les prétentions germaniques dans les

Balkans ne pouvaient pas s'accorder avec ses propres intérêts. Elle l'avait finement senti depuis longtemps et avait commencé de se rapprocher de la Russie : leurs mains déjà se nouaient par la Serbie amie de la Russie, et par la Roumanie amie et sœur de l'Italie. Voici qu'on parle pour demain d'une voie ferrée Lyon-Milan-Belgrade-Bucharest-Odessa, une belle ligne latino-slave sur la carte de l'Europe, une barrière pour protéger contre les violences allemandes les civilisations de la Méditerranée.

Le grand rêve allemand se heurta, se brisa tout aussitôt contre de redoutables réalités. Par la Belgique et le Luxembourg, les armées françaises furent débordées sur leur aile gauche, à Charleroi et Mons, et se replièrent sur l'Aisne, vers la Marne, appuyées des deux côtés aux camps retranchés de Verdun et de Paris. Le gouvernement de la République se retira à Bordeaux ; mais c'est de là qu'il signa, par la plume de M. Delcassé, la Déclaration de Londres du 5 septembre, l'Angleterre, la France et la Russie s'engageant à ne pas traiter séparément de la paix : le premier acte de la condamnation de l'Allemagne. Presqu'en même temps le général Joffre la consacrait déjà par l'immortelle victoire de la Marne, fixait l'invasion dans les tranchées de l'Aisne.

Cependant les Turcs croyaient toujours au triomphe de l'Allemagne ; on leur raconta la bataille de Mons et Charleroi, on ne leur raconta pas celle de la Marne. Ils avaient d'ailleurs partie liée d'avance avec Guillaume II. Rien de plus naturel : ils voyaient leur empire démembré d'année en année par les soins de la Triple-Entente de plus en plus influente dans les pays de l'Asie antérieure ; les victoires des Balkaniques en 1912-1913 avaient été favorisées par le concours militaire et diplomatique de la Russie, de la France et de l'Angleterre. Comment les Jeunes-Turcs ne se seraient-ils pas appuyés sur le gouvernement de Berlin qui leur promettait la défaite de tous leurs ennemis, la renaissance de leur ancienne grandeur, la restauration de l'Islam jadis annoncée par les prophètes ? En vérité la Turquie ne pouvait pas ne pas s'allier avec l'Allemagne ; il faut qu'elle en partage la fortune.

Dès août, deux croiseurs rapides allemands, le *Gœben* et le *Breslau*, après quelques coups de piraterie sur les côtes d'Algérie, poursuivis par les vaisseaux anglais et français, se sauvèrent à Constantinople. Pour n'avoir pas à les in-

terner et désarmer, le gouvernement turc les acheta, les baptisa turcs, et ils allaient travailler pour son compte. Le 29 octobre, ils bombardèrent quelques ports russes sur la mer Noire. Le 1er novembre, la Turquie était en état de guerre avec la Russie, c'est-à-dire avec l'Entente. Le Kaiser et le Sultan proclamèrent la guerre sainte d'Allah et du vieux bon Dieu allemand contre tous les infidèles qui ne croient pas qu'Allah est Dieu, le seul Dieu, et que Kaiser Guillioun est son prophète. Cela n'est pas beaucoup plus sérieux que les cérémonies du Mamamouchi. Mais pourtant ces fantaisies allaient mettre à l'épreuve l'autorité religieuse du sultan de Constantinople, et, comme ses appels à la guerre sainte n'eurent aucun écho nulle part, il apparut bientôt que non seulement le sultan avait perdu la plupart des anciennes provinces de son empire, mais aussi les bénéfices moraux de son titre de Commandeur des croyants ; son pouvoir spirituel avait éprouvé le sort de son pouvoir temporel. Nous verrons qu'il y a là un des événements les plus considérables de la Grande Guerre.

Cependant, la protection d'Allah tardant à se manifester en faveur des indignes successeurs de Mahomet, les « Infidèles » en profitaient, en Orient comme en Occident. Les armées de la France, de l'Angleterre et de la Belgique brisaient l'effort désespéré des Allemands sur les bords de l'Yser, leur interdisaient Calais, chemin de Londres, après leur avoir interdit Paris, les obligeaient à creuser plus profondément leurs tranchées.

Les Serbes, attaqués par une puissante armée austro-hongroise, sous le général Potiorek, chassés un moment de leur capitale, remportèrent ensuite sur le Rudnik une éclatante victoire, 50 000 prisonniers, 124 canons, rejetèrent l'ennemi sur la Save, et le vieux roi Pierre rentra dans sa capitale. Les Italiens toujours neutres s'installèrent alors à Vallona, sur la côte orientale de l'Adriatique, au sud de l'Albanie, pour marquer l'attention avec laquelle ils suivaient ces événements.

Les Russes, qui des août 1914 avaient envahi la Prusse et en avaient été rejetés par la victoire allemande de Tannenberg, reparurent sur les frontières de la Galicie avec des forces toujours accrues. Pendant qu'en avant de Varsovie ils contenaient les furieuses attaques du maréchal Hindenburg, le vainqueur de Tannenberg, Broussiloff remportait le 3 septembre l'éclatante victoire de Lemberg,

décimait une première fois les armées austro-hongroises, investissait Przemysl, assiégeait les cols des Carpathes, chemins de la Hongrie. Une rude campagne d'hiver le conduisit aux revers des montagnes, au-dessus des plaines qui sont les greniers à blé de toutes les populations germaniques Przemysl tombé, les voies s'ouvraient vers Cracovie e Buda-Pest.

Et rien ne semblait pouvoir conjurer ces menaces déjà mortelles. Les Turcs, conduits par des officiers allemands, pensèrent envahir aisément la Caucasie russe, prendre les riches régions pétrolifères de la Caspienne, et faire une puissante diversion sur la Russie méridionale. Ils furent arrêtés dès la frontière et battus à Sary-Kamisch. On parlait d'aller soulever l'Inde et l'Égypte contre les Anglais ; le khédive Abbas-Hilmi, qui se trouvait en Turquie au début de la guerre, proclamait son intention de secouer le joug des Anglais. Les Anglais débarquèrent des troupes au fond du golfe Persique, s'emparèrent de Bassorah, et commencèrent de remonter le Tigre en direction de Bagdad. Les Anglais encore déposèrent le khédive rebelle et le remplacèrent par son oncle Hussein-Kamel qui prit le titre de sultan, pour affirmer mieux la rupture de tous ses liens avec le gouvernement de Constantinople. Les Anglais toujours, et avec eux les Français, parurent devant les Dardanelles, et il s'en fallut de peu qu'ils n'enlevassent par surprise les Détroits et Constantinople.

Dès ces premiers mois de la guerre, les puissances germaniques et leurs alliés turcs étaient serrés de près par les formidables efforts des Alliés. C'est que la force des choses, déterminée par des siècles d'histoire, combattait invinciblement avec la France, l'Angleterre et la Russie.

II. — Verdun (1916).

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie comptaient ensemble 120 millions d'habitants et disposaient de ressources agricoles et industrielles considérables, sans compter celles que leur fournissaient les neutres soucieux de faire des affaires plutôt que de défendre le droit et la morale. Il n'est pas étonnant qu'il ait fallu du temps pour abattre le militarisme allemand : il a fallu quatre ans pour abattre Napoléon (1812-1815), la France ayant été d'abord épuisée par vingt ans de guerres antérieures.

En particulier l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient d'énormes quantités de houille et de fer, sans compter ce qu'elles prenaient en Belgique et dans les départements français envahis. Le fer du bassin de Briey leur permettait des armements, pour ainsi dire, inépuisables. Menacés sur l'Aisne et sur l'Yser d'une part, sur la Vistule et les Carpathes de l'autre, elles demandèrent aux usines Krupp et aux usines de guerre un effort colossal, et elles en firent sortir au printemps de 1915 des quantités énormes de matériel de guerre, obus et canons de tous calibres, surtout de gros calibre.

Où allait tomber l'ouragan de fer et de feu né des forges allemandes ?

Il tomba sur le front russe à la fin d'avril. Les Russes avaient conquis rapidement la Galicie jusque dans les Carpathes et n'avaient pas pris le temps de construire à mesure les retranchements que nécessite la guerre nouvelle; ils allaient lancer leur innombrable cavalerie sur les plaines hongroises, lorsque sur le cours supérieur de la Vistule, au bord de la Dunajec, dans la région de Gorlice, ils reçurent le choc d'une formidable artillerie lourde concentrée sur eux par le maréchal Mackensen. Ils fléchirent. Au même moment se manifesta chez eux, pour des causes diverses encore mal établies, une extraordinaire pénurie de munitions. Contre un ennemi si supérieurement armé ils luttèrent avec une énergie farouche, comme savent lutter des Russes ; mais ils durent céder le terrain ; ils abandonnèrent Przemysl, Lemberg, la Galicie, la Bukovine. En même temps, par la Prusse orientale le maréchal Hindenburg menaçait les communications de Varsovie, prétendait envelopper les Russes avec ses armées et celles de Mackensen, les enserrer dans de puissantes tenailles et infliger à la Russie la défaite décisive. Le grand-duc Nicolas sut se dégager de cet effroyable danger, et même organiser sur la Dvina et le Pripet une ligne de résistance que les Allemands ne purent pas franchir. La retraite avait été meurtrière pour les Russes, mais aussi pour les Allemands qui à la fin d'août étaient maîtres de la Pologne et d'une partie de la Lithuanie, mais épuisés, incapables de pénétrer plus avant sur les routes de Kiev, de Petrograd et de Moscou. Ils étaient vainqueurs encore, mais leurs victoires étaient encore vaines ; le tsar Nicolas II au commencement de septembre prit lui-même le commandement suprême de ses armées, et depuis

lors les Allemands ne firent plus aucun progrès: le front oriental de la guerre se fixa comme le front occidental.

C'est qu'aussi les Austro-Hongrois n'avaient pas pu aider efficacement les armées de Hindenburg et de Mackensen; ils étaient désormais obligés de faire tête aux Italiens.

L'intervention de l'Italie aux côtés des Alliés (fin mai 1915) est un fait nouveau d'une importance exceptionnelle dans l'histoire de la Grande Guerre, et même dans l'histoire de la Question d'Orient. Il en faut rechercher les origines si l'on veut en établir les caractères et estimer les résultats à en attendre.

Le jeune royaume d'Italie, tout occupé de se constituer, n'avait pas eu jusque-là de politique impérialiste, c'est-à-dire de politique d'expansion. Mais il cultivait, pour les faire valoir au moment venu, les glorieux souvenirs de son histoire, et il n'est pas de passé plus grandiose.

Il est difficile, a écrit quelque part M. Lavisse, de ne pas rêver du haut du Capitole. Et le Capitole fut la tête du monde, et les Romains disaient de la mer Méditerranée *mare nostrum,* et Rome régna des Colonnes d'Hercule aux bords du Tigre, et elle assura à toutes les provinces de son empire des siècles de prospérité. Il a fallu les invasions germaniques du ve siècle pour détruire la grande paix romaine. Les Italiens, qui ont mis leur capitale à Rome, ont la noble ambition de renouer la chaîne avec les temps de la grandeur antique.

Après les sombres siècles de l'invasion barbare, ce sont encore des Italiens qui ont rendu à la Méditerranée quelque chose de sa prospérité d'autrefois. Gênes et Venise en furent les reines, s'en disputèrent longtemps, s'en partagèrent l'empire. Gênes eut d'actifs comptoirs jusqu'au fond de la mer Noire. Venise, plus puissante encore à partir des Croisades, régna sur la Dalmatie, sur les îles Ioniennes, sur la Crète, sur Chypre; un moment, elle avait été maîtresse d'un quart et demi de l'empire grec; elle avait possédé même la Morée. Le doge de Venise à chaque avènement jetait à la mer Adriatique l'anneau de l'hyménée : encore des siècles de gloire et de richesse; Venise est silencieuse aujourd'hui, mais de quel éclat elle rayonna sur les ténèbres du moyen âge ! Elle fut longtemps le trait d'union de l'Occident à l'Orient.

C'est Napoléon qui lui a pris sa liberté et qui lui a fait perdre pour plus d'un siècle la maîtrise de l'Adriatique. Quand

au traité de Campo-Formio, en 1797, il donna Venise et la Dalmatie à l'Autriche, ce fut une lourde faute contre la latinité ; lui, le dernier des empereurs romains, il donna à des Allemands d'Autriche Venise et la maîtrise de l'Adriatique ! Venise est revenue à l'Italie en 1866, mais la maîtrise de l'Adriatique et d'une partie des Balkans est restée à l'Autriche jusqu'à maintenant et on sait la difficulté de la lui reprendre.

Cependant l'Italie nouvelle travaillait et grandissait. Maîtresse de Venise, maîtresse de Rome, elle concevait l'ambition et le devoir d'en reconstituer l'héritage. Des malentendus avec la France, sur la question du Saint-Siège, sur la question de Tunis, la jetèrent un moment, par dépit surtout, dans la Triple Alliance avec la Prusse et l'Autriche ; mais elle y éprouvait du malaise, elle y était tenue en tutelle, tout son passé devait l'en détourner quand elle sentirait son avenir en jeu.

Très peuplée, très laborieuse, riche en ressources de toutes sortes, grande nation désormais, elle voulut sa place sur la Méditerranée. Elle prit la Tripolitaine (1912), s'installa dans les îles de l'Archipel, à Rhodes, en face de l'Asie Mineure, posa les jalons de son nouvel empire. Elle n'y rencontra de la part de ses alliés d'alors que de la mauvaise volonté ; naturellement, car ils y étaient ses rivaux, ses ennemis ; ils ne la gardaient avec eux qu'à condition qu'elle fût petite. Mais les temps étaient finis de son esclavage.

Avec une pleine conscience de ses devoirs et de ses droits historiques, elle avait proclamé d'abord sa neutralité ; avec la même grandeur, avec la même souveraine volonté d'une action digne de toutes ses gloires, elle déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie, et tout de suite le général Cadorna exerça sur les routes de Trente et de Trieste une vigoureuse pression. Par les sacrifices et les ressources qu'elle apporta à la guerre, l'Italie est une grande nation désormais ; elle ne sera plus la vassale de personne ; elle veut jouer et elle jouera un rôle de premier plan.

Mais les avantages que l'intervention italienne promettait à la cause des Alliés furent d'abord compromis par l'intervention bulgare dans l'autre camp. La Bulgarie, Italie des Balkans ? Peut-être. Là aussi il faut rechercher de sang-froid, à la lumière de l'histoire et des faits, les raisons de la politique bulgare. Il ne suffit pas de couvrir le roi Fer-

dinand de Bulgarie des épithètes les plus désobligeantes; il importe davantage de le comprendre. Il régnait depuis trente ans sur un jeune royaume qui avait manifesté tout de suite les plus remarquables qualités, et il avait conçu pour son pays comme pour lui-même les plus hautes ambitions. Vainqueur des Turcs en 1912 dans de rudes et glorieuses batailles notamment à Lulé-Bourgas, il marcha sur Constantinople; il rêva de mettre sur son front la couronne des anciens empereurs d'Orient; il fut arrêté par l'opposition de l'Europe autant que par les lignes de Tchataldja. Il ne l'avait point oublié.

La grande guerre venue, il observa plus d'un an une absolue et impénétrable neutralité, et sans que nous en connaissions le détail, il entra en négociation avec les deux partis. Il pouvait faire valoir des droits sur la plus grande étendue de la Macédoine, peuplée surtout de Bulgares, ainsi qu'il résulte des cartes ethnographiques que nous publions dans nos livres classiques, ainsi qu'il résulte du traité de San Stefano jadis imposé par les Russes aux Turcs. Mais sa trahison de 1913 avait amené le partage de la Madédoine entre les Serbes et les Grecs ses vainqueurs. Apparemment, sollicité par les Alliés, il demanda toute la Macédoine; il apportait en compensation des forces militaires remarquables qui eussent annihilé la Turquie et assuré rapidement la fin de la guerre. Apparemment les Serbes refusèrent d'abandonner toute leur part de Macédoine; il fallait aussi ménager les Grecs. En un mot les Alliés ne purent offrir à la Bulgarie rien de comparable aux services qu'elle pouvait rendre. La victoire des Alliés ne lui réservait qu'une part médiocre des Balkans.

Les Empires germaniques lui offraient la domination des Balkans par l'écrasement de la Serbie et, s'il le fallait, de la Roumanie et de la Grèce. Elle serait par eux le Piémont de la Balkanie. Et comme alors les Russes étaient écrasés et semblaient hors de cause, Ferdinand de Bulgarie joua son jeu sur la carte allemande. En vérité il n'y a pas lieu d'en être surpris. Ce n'est pas à dire que les Empires germaniques dussent trouver en lui un allié bien sûr; il se servait d'eux plus qu'ils ne se servaient de lui, et si un jour il eût régné sur les Balkans nul doute qu'il n'eût défendu contre eux-mêmes avec âpreté toute son indépendance. Déjà la Bulgarie avait su se défaire, au lendemain de la guerre

des Balkans, de la tutelle russe, comme autrefois l'Italie de la tutelle de Napoléon III.

Le roi de Bulgarie crut d'abord avoir bien joué. Sa « trahison » eut pour conséquence presque immédiate l'écrasement de la Serbie, sa rivale la plus détestée. Pauvre Serbie ! Les termes manquent pour en exprimer l'héroïsme sublime et les épreuves surhumaines. Mais la voilà à jamais rayonnante d'une gloire incomparable ! Après un siècle de luttes contre les Turcs, elle avait enfin conquis son indépendance, et vengé les vaincus de Kossovo. Elle était forcément devenue l'espoir des Serbes de Bosnie et de Croatie ; ils regardaient vers Belgrade ; ils en attendaient la délivrance et la fondation de la Grande-Serbie. Démembrement menaçant et inévitable de l'Autriche-Hongrie : elle ne le permit pas, et ce fut la guerre.

Car la Serbie avait la charge, non seulement de refaire l'unité serbe, mais avec elle de monter la garde devant le germanisme, de contenir ses envahissements dans la direction de Salonique et de la Méditerranée : rude tâche, devant laquelle les Obrenovitch avaient failli, mais qui fut tout entière acceptée par Pierre et Alexandre Karageorgevitch, les héros de la Grande Guerre. Ces rôles d'avant-garde sont pourtant terribles : Pologne, Belgique, Serbie ; l'honneur en exige de redoutables épreuves.

En décembre 1914, les armées serbes du général Putnik avaient infligé une défaite complète aux Autrichiens, et depuis elles gardaient fortement les passages de la Save et du Danube, lorsque l'intervention bulgare les surprenant par derrière les mit aussitôt dans la situation la plus délicate. En vain la France envoya-t-elle le général Sarrail à Salonique pour les secourir ; il n'avait que des troupes trop peu nombreuses, il ne put qu'atténuer le coup qui leur était porté. Une puissante armée allemande, commandée par le maréchal Mackensen, accabla les Serbes sous un déluge de fer ; ils ne se laissèrent pas envelopper ; ils reculèrent en se battant bravement de montagne en montagne ; ils durent abandonner peu à peu tout leur malheureux pays, se retirèrent par l'Albanie : la marine italienne et la marine française les sauvèrent. Ils furent recueillis à Durazzo sur les vaisseaux des Alliés, et s'allèrent remettre à Corfou de leurs fatigues inouïes, des effroyables épreuves qui pourtant les laissaient indomptés, invaincus. On a vu les plus grandes puissances déposer les armes aux premiers désas-

tres: Serbie, Belgique! On ne vit jamais rois ni peuples plus vaillants refuser de traiter après avoir tout perdu. Rien n'est perdu quand l'honneur est sauf!

Cependant, sauf Salonique fortement gardée par les Anglo-Français du général Sarrail, toute la péninsule des Balkans était au pouvoir des Allemands. Ailleurs ils remportaient d'autres succès que même ils purent croire décisifs. Les vaisseaux français et anglais ne purent pas forcer le passage des Dardanelles; des troupes débarquées sur la presqu'île de Gallipoli y soutinrent des luttes meurtrières; puis, après quelques mois, il fallut les retirer, et les Turcs triomphèrent de cette incontestable victoire qui sauvait pour un temps Constantinople.

En Asie, les Russes n'avaient pas laissé envahir la Caucasie; mais ils étaient eux-mêmes contenus sur la frontière, pendant que les Turcs massacraient les Arméniens pour les empêcher de se révolter.

Les Anglais débarqués à Bassorah, maîtres de toute la région du Chat-el-Arab, essayèrent de remonter le Tigre en direction de Bagdad, et lancèrent le général Townshend pour enlever la ville. C'était bien imprudent; la petite armée anglaise fut arrêtée à quelques kilomètres de Bagdad, rejetée et enfermée dans Kut-el-Amara; il fut impossible de la secourir, et elle dut capituler après une vaillante résistance quand elle eut épuisé ses vivres. Cette capitulation, bien qu'elle ne portât que sur 8 à 10 000 hommes, eut un retentissement considérable dans tout l'Orient. Elle faillit avoir d'immenses conséquences. La Perse s'agitait et les Turco-Allemands y nouaient des intrigues redoutables; les Musulmans de l'Inde paraissaient s'émouvoir des éclatantes victoires du sultan de Constantinople: on sait la répercussion qu'ont les moindres événements dans ces mystérieux pays de l'Islam. On se rappelle en particulier les suites qu'y avait eues la prise de Sébastopol par les alliés des Turcs.

Et l'Égypte enfin était directement menacée. Une nombreuse armée turco-allemande était massée aux abords du canal de Suez. Si elle le franchissait et s'avançait dans la vallée du Nil, ce pouvait être le signal d'un soulèvement général aux incalculables conséquences pour la domination des Anglais, et pour celle des Italiens en Tripolitaine, et pour celle même des Français en Tunisie, en Algérie, au Maroc, au Soudan.

Moment critique, le plus critique de toute la grande guerre jusque-là. On annonça la formation dans les Balkans d'une grande armée allemande, déjà appelée l'armée d'Égypte, qui sous le commandement du maréchal Mackensen, le vainqueur des Russes, le vainqueur des Serbes, traversant l'Asie-Mineure et la Syrie, irait soulever et conquérir l'Égypte, puis par la Mésopotamie et la Perse, gagnerait l'Inde, en appellerait les peuples à l'indépendance et renverserait l'empire de l'Angleterre.

On annonça la venue du Kaiser à Constantinople, avec la perspective de quelque marche triomphale vers le Caire, vers Bagdad et Téhéran..... Il n'osa. Il y avait dans son tempérament politique des hésitations singulières : il eût peut-être forcé la fortune ; elle a besoin souvent d'être violentée. Sans doute il crut que dès lors la victoire ne pouvait plus lui échapper; car en vérité il régnait déjà sur les chemins de l'Orient, sur tout l'Orient.

Le principal défaut des coalitions est dans la difficulté d'en concerter l'action : non seulement les intérêts ne sont pas toujours concordants, mais la mise en œuvre des moyens militaires prête à des heurts, au moins à des retards, quand il n'y a pas unité de commandement. La position centrale des empires germaniques leur permettait de porter vite des renforts sur un point menacé; les Alliés étaient forcément plus lents à la riposte. Et puis ils n'avaient pas voulu la guerre; ils ne l'avaient pas préparée, et il leur fallut du temps pour réparer le temps perdu.

Tout de même, ils réussirent à réaliser, selon l'expression du Président du Conseil français, M. Briand, « l'unité d'action sur l'unité de front », et ils se disposèrent pour une offensive générale dans le courant de l'année 1916.

Les Allemands pensèrent la prévenir pour en compromettre l'efficacité, et dès le mois de février, ils firent un effort énorme sur les positions françaises de Verdun, pensant les briser comme ils avaient brisé l'année d'avant les positions russes de la Dunajec, déborder la ligne française et retrouver par Bar-le-Duc et Vitry le chemin de Paris. La bataille fut chaude pendant six mois (février-août), et elle se prolongea même encore au delà. Après un moment de surprise, de quelques jours, les troupes

françaises tinrent bon, repoussèrent tous les assauts de l'ennemi et lui infligèrent des pertes énormes. La bataille de Verdun eut une importance comparable à celle de la Marne, et l'histoire put écrire dès lors que là s'était brisée la puissance du militarisme allemand.

Elle permit notamment aux Alliés de prendre leur offensive générale à peu près au moment fixé, pourtant encore un peu plus tôt qu'ils ne l'auraient voulu. Car les Autrichiens en mai firent sur les armées italiennes dans la région du Trentin un effort analogue à celui des Allemands sur Verdun, et la situation des Italiens fut un moment difficile. C'est pourquoi les armées russes de la Volhynie, sous le commandement du général Broussiloff, se jetèrent dès le début de juin avec une violence extrême sur les armées austro-hongroises qui leur étaient opposées, les enfoncèrent sur un vaste front, reprirent leur marche sur Lemberg, chassèrent l'ennemi de la Bukovine et d'une grande partie de la Galicie, lui infligeant en quelques semaines des pertes énormes, notamment plus de 400 000 prisonniers. L'Autriche-Hongrie se trouva dès lors militairement à peu près hors de cause ; elle eût succombé déjà sans l'intervention des armées allemandes.

Alors l'Italie dégagée put prendre à son tour l'offensive et le général Cadorna remporta en août la brillante victoire de Gorizia, en direction de Triestre. Alors les armées franco-britanniques fortement liées purent entreprendre en juillet sur la Somme une offensive de longue haleine qui avait pour objet de marteler sous une pluie d'obus le front allemand, d'en écraser les défenses et les défenseurs pour en réaliser lentement et sûrement l'usure matérielle et morale qui décidera de la victoire.

Et les Allemands ainsi se trouvaient réduits à la défensive par l'incontestable supériorité numérique, matérielle et morale de leurs adversaires. De même en Orient.

L'Égypte demeura inattaquable aux Turcs et le canal de Suez lui fut une barrière fidèle. Il fut même impossible de le couper, et il continua de voir une intense circulation de vaisseaux marchands et de transports de troupes.

Les Turco-Allemands ne purent pas davantage exploiter leur victoire de Kut-el-Amara. Les troupes anglaises demeurèrent puissamment établies sur le chemin de Bagdad, toujours prêtes à reprendre leur offensive d'abord prématurée. En thèse générale, il convient de remarquer qu'après deux

ans et demi de guerre, sauf quelques départements français et la Pologne avec une partie de la Lithuanie, les Allemands n'avaient pas pu occuper profondément les territoires des grandes puissances alliées ; ils avaient été plus à l'aise pour écraser de petits peuples, Belgique, Luxembourg, Serbie, Monténégro ; ils n'avaient pas vu d'autres capitales que Bruxelles, Belgrade et Cettinié. Par contre leurs possessions coloniales étaient toutes perdues, Kiao-Tchéou, les territoires du Pacifique, les grandes et riches colonies d'Afrique ; ils avaient laissé aux Anglais l'empire de la mer, et n'échappaient plus au blocus que par des sous-marins, ce qui jusqu'à présent n'est pas un procédé pratique pour le grand commerce. Et cependant les empires coloniaux des puissances alliées prouvaient magnifiquement leur valeur et leur cohésion : tout l'empire russe, 180 millions d'habitants, immenee réservoir d'hommes qui aurait dû assurer mathématiquement l'écrasement de l'Allemagne ; l'Indo-Chine, Madagascar, le Soudan, toute l'Afrique du Nord, même le Maroc, toute la France extérieure unie pour fournir à la France envahie une main-d'œuvre abondante et des légions d'admirables soldats ; et quel plus beau spectacle que celui des colonies anglaises, soulevées d'un même mouvement pour le salut et pour la grandeur de la métropole : les Allemands pourraient se vanter d'avoir achevé de façon décisive l'unité jusque-là précaire de l'empire anglais. Comment l'auraient-ils emporté sur des forces pareilles ? Comment ont-ils seulement pu commettre la folie de les provoquer ?

Cependant même plus près d'eux ils commencèrent de sentir la puissance toujours croissante de leurs ennemis. Les Russes de la Caucasie, passant de la défensive à l'offensive, envahirent l'Arménie turque, enlevèrent Erzeroum, puis Trébizonde, menacèrent de descendre les hautes vallées du Tigre et de l'Euphrate pour donner la main aux Anglais vers Bagdad.

Les villes saintes, chose de grave conséquence, se soulevèrent contre le sultan. La Mecque chassa les Turcs ; les Arabes refusèrent l'obéissance a l'usurpateur de Constantinople. Nous avons dit plus haut, à propos de la lutte de Méhémet-Ali contre le sultan Mahmoud, la profonde hostilité qui sépare les Arabes des Turcs Ottomans. Rappelons que les fondateurs et les premiers chefs de l'Islam furent les califes arabes de Damas et de Bagdad, que les Turcs leur ont enlevé jadis par ruse et par violence la direction

politique et religieuse du monde musulman, et mesurons ainsi la gravité qu'avait pour les Turcs de Constantinople une véritable Renaissance politique et religieuse de l'Arabie. C'était proprement la fin de leur carrière historique; c'est déjà un signe de ruine.

Sur le sol même de l'Europe, le gouvernement français, dès la retraite des Serbes, avait tenu à garder Salonique. La Grèce, sous un ministère Venizelos, avait sollicité cette intervention qui lui permettrait un jour de porter secours à la Serbie, conformément à son traité d'alliance avec elle. L'idée était de toute manière heureuse; non seulement elle conservait aux Serbes l'espérance de la résurrection de leur glorieuse patrie; elle permettait de tenir la Bulgarie en respect; elle réservait la possibilité de l'intervention roumaine; elle disputait aux Allemands le champ de bataille balkanique aux frontières les plus vulnérables de l'Autriche-Hongrie.

Mais surtout, elle affirmait les droits historiques de la France en Orient; elle s'accordait avec tout son grand passé. C'est pourquoi il était juste que ce fût un général français, le général Sarrail, qui fût chargé de l'organiser et de la diriger: une affirmation nouvelle de la prépondérance prise partout par la France dans la conduite de la guerre. Les Alliés vinrent peu à peu grossir l'armée de Salonique; les Serbes, une ardente armée reconstituée après quelques mois de séjour à Corfou; des Anglais; des Russes; des Italiens enfin; — toutes les puissances méditerranéennes interdisant la Méditerranée aux puissances allemandes qui n'y ont aucun droit. Par là l'expédition de Salonique prenait tout son sens historique. Mais il fallut quelque temps encore pour qu'elle donnât tous ses fruits.

III. — La Victoire des Alliés (1918).

Au mois d'août 1916, au moment où les armées russes paraissaient décidément maîtresses de la situation en Galicie, la Roumanie se prononça pour l'Entente, et ses troupes envahirent la Transylvanie où elles étaient appelées par les populations. Mais elles ne furent pas soutenues par la Russie qui commençait d'être travaillée par le mouvement révolutionnaire et où s'agitaient déjà autour du

tsar et de la tsarine de ténébreuses intrigues de l'Allemagne. Et les Roumains furent accablés par les armées allemandes, autrichiennes et bulgares du maréchal Mackensen. Presque toute la Roumanie fut envahie jusqu'aux lignes du Sereth, et ses pétroles et ses blés tombèrent aux mains de l'ennemi.

Bientôt après la Révolution russe éclata. En mars 1917, le tsar Nicolas II fut obligé d'abdiquer. Pendant quelques mois encore, la Russie, sous le gouvernement provisoire de Kerenski, demeura fidèle aux engagements qu'elle avait pris avec les Alliés, et même en juillet elle fit un vigoureux effort offensif sur le front de Galicie ; il n'aboutit qu'à une débâcle effroyable de toute son organisation militaire et en novembre les Bolchevistes s'emparèrent du pouvoir. Leurs chefs, Lénine et Trotsky, ne tardèrent pas à traiter avec l'Allemagne à Brest-Litovsk, et la Roumanie fut obligée de signer le traité de Bucharest. Les solutions de la guerre se trouvaient encore retardées.

Mais l'effondrement de la Russie préparait justement à la question d'Orient de toutes nouvelles solutions. Depuis Pierre le Grand, elle poursuivait sur le chemin de Byzance le rêve de la reconquête de Sainte-Sophie ; elle était sur le point de le réaliser, et ses Alliés lui avaient formellement reconnu le droit de s'établir à Constantinople : là devait se fermer le cercle où l'Entente devait contenir et briser le grand dessein allemand qui se formait le long du chemin de fer de Bagdad.

Les Bolchevistes déclarèrent d'eux-mêmes qu'ils n'avaient aucun droit et aucune prétention sur Constantinople.

A qui donc allait revenir la grande cité ? Comment donc allait se résoudre le nœud même de la question d'Orient ?

C'est là que le génie de Venizelos assura à la Grèce des avantages que ses meilleurs amis n'avaient jamais rêvés pour elle. Déjà les deux Napoléons avaient écarté au delà de la mer Noire les ambitions de la Russie tsariste. Ainsi la place était réservée à la Grèce, parce que Constantinople fut la capitale de l'empire grec avant l'invasion turque, parce qu'en dehors des Turcs retenus à Constantinople par son rang de capitale du sultan, la ville, *Polis*, est essentiellement grecque, parce qu'ainsi l'histoire et le droit préparaient à la Grèce l'héritage de Constantin. Là était la réparation véritable du désastre de 1453.

La Grèce pourtant faillit perdre à jamais l'occasion

merveilleuse et unique qui s'offrait. Le roi Constantin, le tueur de Bulgares, était aussi le beau-frère de l'empereur Guillaume II et pour des raisons qui nous échappent, le second titre lui faisait totalement oublier le premier. Il avait refusé de secourir la Serbie malgré le traité qui l'y obligeait ; il refusait de laisser passer l'armée serbe de Corfou à Salonique par le chemin de fer. Et même, surveillé de près et exaspéré de cette défiance justifiée, il en vint aux tractations les plus suspectes avec les Allemands et les Bulgares, avec les ennemis des « puissances protectrices » auxquelles la Grèce avait dû son indépendance et lui-même sa couronne ; ainsi il livra aux Bulgaro-Allemands les forts de Rupel et les villes de Sérès, Drama, Cavalla dans la Macédoine orientale, Florina dans la Macédoine occidentale, menaces redoutables aux deux ailes de l'armée de Salonique. Il aurait sans doute lié ouvertement partie avec les pires ennemis de sa patrie, s'il n'avait pas été sous la menace de la flotte des Alliés.

Et la Grèce allait sombrer dans le mépris universel lorsque Venizelos, l'amiral Coundouriotis et le général Danglis quittèrent Athènes pour aller fonder à Salonique le gouvernement de la Défense Nationale, résolu à s'accorder avec les puissances alliées pour chasser l'envahisseur bulgare. Constantin essaya de réagir, de soulever Athènes contre l'influence des Alliés ; il lui fallut accepter le contrôle de sa police, de ses chemins de fer, de ses postes et télégraphes. Enfin il parut consentir au désarmement des troupes qu'on lui avait laissées, et des marins alliés, Français surtout, débarquèrent au Pirée et marchèrent sur Athènes à cet effet : ils furent accueillis par une fusillade meurtrière et 150 marins français furent tués (2 décembre 1916). Dès lors la mesure était comble. Les Alliés décidèrent la chute de Constantin, et quelques semaines après, en leur nom, M. Jonnart obligea le roi à abdiquer. Le gouvernement de Venizelos s'installa à Athènes et fit rentrer la Grèce dans le droit chemin, c'est-à-dire dans la ligne de ses glorieuses destinées où l'attend le plus prestigieux avenir. Elle se rangea aussitôt aux côtés des Alliés sur le front de Salonique, à temps pour prendre part à la victoire décisive et à la paix triomphale.

Car, pendant ce temps, les Alliés s'étaient organisés et renforcés pour les suprêmes batailles. Au printemps de 1917, les États-Unis, sous le président Wilson, après de

longues hésitations et de minutieuses préparations juridiques, s'étaient décidés à intervenir, parce que la guerre sous-marine, poussée à outrance par l'Allemagne, les menaçait dans leurs intérêts immédiats. Leur intervention assurait aux Alliés une supériorité écrasante. Mais il fallait du temps pour organiser, pour armer et pour entraîner les contingents américains envoyés au front des batailles européennes. Et les Allemands pensèrent profiter de ces délais pour forcer la fortune à se prononcer enfin en leur faveur.

La lutte décisive s'engagea au printemps de 1918.

Le 23 mars des canons allemands à longue portée commencèrent de faire tomber sur Paris des boulets terriblement meurtriers. En même temps, une furieuse attaque, déclanchée par le commandement allemand, enfonçait la ligne des Alliés, vers Saint-Quentin à l'endroit où se soudaient les contingents français et anglais, et une poche profonde fut creusée dans leur front, en direction de Montdidier et d'Amiens. En présence de ce danger, la France et l'Angleterre réalisèrent enfin l'unité de commandement, sur la tête du général Foch. Et Clemenceau et Lloyd George donnèrent ensemble aux opérations une vigueur indomptable. Pendant ce temps, presque chaque nuit, les avions allemands jetaient la mort sur les populations inoffensives de Londres et de Paris.

Le 27 mai, les Allemands remportèrent un nouveau succès ; ils enfoncèrent la ligne des Alliés au Chemin-des-Dames, sur l'Aisne, et y creusèrent une nouvelle et profonde poche, en direction de Château-Thierry et de Meaux, encore sur la Marne.

Ce furent les instants les plus solennels de la Grande Guerre : Foch gardait sa foi inébranlable, et avec un merveilleux sang-froid il encadrait dans ses armées les contingents américains, à mesure qu'ils arrivaient : il s'assurait de jour en jour une supériorité numérique décisive. Il calculait le moment de la victoire avec une science incomparable.

Enfin l'heure sonna de la grande bataille de France.

Le 15 juillet, après un formidable déluge d'artillerie qui retentit jusqu'à des centaines de kilomètres, les chefs allemands, Hindenburg et Ludendorff, jetèrent une puissante attaque sur les armées françaises de Champagne pour y faire la trouée décisive. Le général Gouraud céda sa pre-

mière ligne, mais il arrêta net le choc ennemi sur ses secondes lignes, où il infligea aux Allemands un désastre meurtrier ; dès le soir du 15, le destin de la bataille se dessinait.

Le 18, Foch donna le signal de l'offensive. Le général Mangin par une irrésistible poussée entre la Marne et l'Aisne, vers les sources de l'Ourcq déjà illustrées en 1914, obligea en quelques jours les Allemands à vider la poche de Château-Thierry et à se retirer en grand désordre sur leurs anciennes positions de l'Aisne.

De jour en jour la grande bataille s'alluma sur tout le front. Foch ne laissa plus aucun répit à ses adversaires, et il ne cessa pas de garder toute l'initiative. Il les chassa de Montdidier sur Saint-Quentin ; il les bouscula dans les Flandres, et dans l'Argonne ; atteints sur un point, ils s'y renforçaient ; aussitôt il tombait sur un autre, ils y poussaient de nouvelles divisions ; il jetait les siennes sur les fronts dégarnis ; il refoula de semaine en semaine les Allemands sur leurs anciennes lignes ; il les défonça à coups d'artillerie ; et l'heure de la poursuite venue, il mit en ligne des milliers de chars d'assaut qui portèrent la panique au cœur des bataillons allemands et leur annoncèrent l'inévitable catastrophe.

Cependant d'un bout à l'autre de l'Europe, jusque dans l'Asie antérieure, les combats décisifs partout assuraient la victoire des Alliés. Bagdad, Jérusalem étaient tombés entre leurs mains. Les Italiens, un moment refoulés à Caporetto, reprenaient victorieusement l'offensive en avant de la Piave et retrouvaient le chemin de l'Isonzo.

Le 15 septembre, l'armée de Salonique, sous le commandement du général Franchet d'Esperey, donnait l'assaut aux lignes germano-bulgares, et en quelques jours les brisait ; le 25 septembre, la Bulgarie demandait un armistice, et les contingents alliés s'avançaient vers la Serbie, vers la Roumanie, vers le Danube.

Et le maréchal Foch, maître de l'heure, préparait en Lorraine, sous le commandement du général Castelnau, une puissante attaque qui, sur le flanc gauche des Allemands, allait les réduire à un désastre sans précédent. Ils le sentirent, ils sollicitèrent un armistice. Le maréchal leur fit des conditions extrêmement lourdes, les conditions d'une véritable capitulation.

Ils l'acceptèrent, le 11 novembre. Ils consentaient à se

retirer au delà du Rhin et à livrer toute leur flotte de guerre.

Il n'y a pas dans toute l'histoire de désastre aussi colossal. Dès lors la puissance militaire de l'Allemagne était abattue. C'était la fin d'un cauchemar qui accablait le monde depuis la guerre de 1870. C'était la fin de l'hégémonie allemande.

Les conséquences d'un pareil événement semblaient dès lors incalculables ; elles affectaient l'histoire universelle, et il faudra sans doute des siècles pour en épuiser les effets. En ce qui concerne la question d'Orient, qui nous occupe seule ici, la victoire des Alliés y apportait des solutions, que l'on pouvait prévoir depuis la Révolution française, mais que les ambitions allemandes avaient un moment compromises.

IV. — Les Traités (1919-1920).

Trois grandes dates ont inauguré l'ère bienfaisante de la paix générale, qui n'est pas une paix allemande : le 11 novembre 1918, le monde entier célébra par de joyeuses farandoles la capitulation des Empires Centraux ; — le 28 juin 1919, dans la Galerie des Glaces du château de Versailles, où l'empire allemand avait été fondé par Bismarck, le 18 janvier 1871, les représentants de l'Allemagne, MM. Hermann Muller et le docteur Bell, signaient le traité qui leur était imposé par les Alliés vainqueurs et juraient d'en exécuter les clauses « loyalement, fidèlement ». — Enfin, le 14 juillet 1919, jour de la fête nationale de la République française, anniversaire de la prise de la Bastille en 1789, les troupes victorieuses, élite de toutes les armées alliées, passaient sous l'Arc de Triomphe de l'Étoile, derrière trois maréchaux de France, Joffre, Foch et Pétain. Rien ne peut empêcher que ce ne soit là l'un des événements les plus considérables de l'histoire universelle.

La paix de l'Orient, solution, au moins pour un temps, de la question d'Orient, n'est qu'un chapitre de la paix générale, et il faut la replacer dans ce grand ensemble.

La paix générale est inscrite aux traités de Versailles avec l'Allemagne, de Saint-Germain avec l'Autriche, de Neuilly avec la Bulgarie et de Sèvres avec la Turquie. Il nous faudra naturellement insister surtout sur les derniers.

Le traité de Versailles a arraché à l'Allemagne les pays qu'elle ne tenait sous sa domination que par la force, ses provinces polonaises de Posnanie et de Dantzig, les régions danoises du Sleswig, le Luxembourg dégagé du Zollverein qui lui avait été imposé, et enfin et surtout l'Alsace-Lorraine, dont le retour à la patrie française donne à ces traités toute leur grandeur morale.

L'Allemagne vaincue n'a pas été astreinte au paiement d'une indemnité de guerre, qui eût été pourtant amplement justifiée. Du moins elle a été obligée à la réparation de tous les dommages de guerre qu'elle a commis, souvent sans aucune nécessité militaire. Des sanctions ont été prises contre les auteurs responsables de la guerre, que l'Allemagne devra punir et livrer aux tribunaux des Alliés. Et le traité de Versailles s'efforce de prendre des garanties solides contre toute nouvelle violence de l'Allemagne : ses forces militaires sont réduites au strict nécessaire pour les besoins de l'ordre intérieur, toute la rive gauche du Rhin et la rive droite sur une largeur de 50 kilomètres est neutralisée ; tout mouvement de troupes et toute fortification y sont interdits. L'Angleterre et les États-Unis ont signé des traités par lesquels ils garantissent la France contre toute attaque de l'Allemagne non provoquée. De nombreuses et importantes clauses économiques sont destinées, tout en permettant le relèvement de l'industrie et du commerce allemands, à assurer que leurs produits en seront d'abord employés à la réparation des dommages de guerre.

Autant qu'il est possible de l'établir par des stipulations écrites, l'Allemagne, auteur responsable de la guerre, est désormais déchue de l'hégémonie qu'elle prétendait imposer au monde. Elle est diminuée en étendue territoriale et en population, privée de toutes ses colonies dont elle faisait l'instrument de ses ambitions mondiales, renfermée sur elle-même, obligée de travailler à réparer le mal qu'elle a fait. On a le droit d'espérer qu'elle exécutera loyalement le traité qu'elle a signé, c'est le seul moyen qu'elle a de rentrer dans la société des nations civilisées. C'est d'ailleurs la condition essentielle de la paix.

L'Autriche-Hongrie a reconnu plus franchement sa défaite, où pourtant l'empire des Habsbourg, vieux de huit siècles, a sombré misérablement. Comme il est regrettable que, par suite des prétentions inadmissibles des Allemands d'Autriche et des Magyars de Hongrie, l'Autriche-Hongrie

n'ait pas su à temps s'organiser en un vaste système fédéral fondé sur les libertés nécessaires à toutes les nationalités qui en faisaient partie! Une Autriche constituée comme la Suisse, dans la liberté, aurait été dans l'Europe centrale une puissante garantie de la paix et de la prospérité générale.

En attendant, sur les ruines de l'empire des Habsbourg, qui n'étaient plus que les « brillants seconds » des Hohenzollern, la paix de Saint-Germain a consacré l'existence de toute une couronne de nations libres, — la République de Pologne ; sa résurrection après plus d'un siècle d'étouffement sous le joug des trois puissances partageantes, est un des traits les plus caractéristiques de l'Europe nouvelle ; il donne la plus grande valeur morale à la victoire des Alliés, la victoire de la Liberté ; — la République Tchéco-Slovaque, dégagée du despotisme des Habsbourg, après trois cents ans d'oppression ; — le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, où se réalise enfin, après tant d'épreuves, l'unité yougo-slave, — le Royaume de Roumanie qui, lui aussi, avec la Bessarabie, la Transylvanie, le Banat de Temesvar, achève son unité nationale, vigoureux agent, dès lors, de la civilisation méditerranéenne, au front des mystérieuses steppes russes.

Au lieu de la Mittel-Europa où le Dr Naumann rêvait d'organiser pour de longs siècles la domination de l'Allemagne, voici que l'Europe centrale est faite de personnalités nationales, fortifiées dans leurs longues épreuves, et prêtes à tous les devoirs comme à tous les droits de la liberté.

Et l'Italie enfin a repris ses dernières terres « irredente », Trente et Trieste, a achevé son unité territoriale, reconquis sa grande place dans le système des États méditerranéens. Après une trop longue fréquentation des puissances germaniques, voici qu'elle a retrouvé, pour ainsi dire, sa conscience méditerranéenne : *fuori i barbari*, ce fut le cri de ses ancêtres, dans les siècles de son esclavage.

Et les traités de Neuilly et de Paris ont réalisé enfin la grande paix de la Méditerranée. Nous pouvons dès maintenant les insérer dans la grande tradition historique, qui fait tout le fond et toute la thèse de ce livre, et qui s'exprime par la retraite fatale de l'Islam turc et la reconstitution de la civilisation méditerranéenne, c'est tout le mouvement que nous suivons depuis la bataille de Lépante.

La France n'a pas cessé depuis cent ans de fortifier sa situation dans la Méditerranée occidentale. Sa grande victoire lui confirme la possession du Maroc et apporte ainsi le couronnement attendu du grand édifice français de l'Afrique du Nord. De Dunkerque à l'Équateur, tout un empire, un des plus vastes du monde, s'offre dès lors à l'expansion du génie français. Les populations viennent de faire la preuve de leurs sympathies pour la France qu'elles ont défendue contre l'invasion allemande comme leur vraie patrie ; elles lui ont fourni quelques-uns de ses contingents militaires les plus précieux et les plus glorieux, et l'histoire retiendra notamment les gestes héroïques de la division marocaine aux plus effroyables chocs de l'immense bataille. De Dunkerque à l'Équateur, il n'y a plus maintenant qu'une France. Rome même, au temps de sa grandeur impériale, n'avait pas une situation pareille.

L'Italie est établie en Tripolitaine, l'ancienne Cyrénaïque ; elle y reprend avec nous la conquête latine du monde méditerranéen.

On dirait aussi que la civilisation arabe veut renaître après six siècles de ténèbres turques. De l'Égypte à la Syrie et à la Mésopotamie, des États arabes s'efforcent de revivre et supportent mal la tutelle européenne, qui semble pourtant encore indispensable à leur organisation politique et économique. Il est trop tôt évidemment pour envisager l'avenir de ces expériences.

En tout cas il n'est pas trop tôt pour constater l'effacement de l'Islam turc. La grande guerre aura donné le coup mortel à l'homme malade. S'il y a encore une Turquie, vers le milieu de l'Asie-Mineure, comme il y a ailleurs un Turkestan, il n'y a plus d'empire turc ou ottoman, et l'évènement de 1453 peut bien être considéré comme entièrement réparé. Il vient de perdre l'Arabie, la Syrie, la Mésopotamie, l'Arménie, la Cilicie, la Thrace. Il se réduit au domaine ethnique de la race turque, quelques cantons autour de Brousse et d'Angora. Ce sont les traits décisifs du traité de Sèvres (10 août 1920).

On laisse le sultan à Constantinople par une sorte d'ironie du destin, et par la difficulté de savoir à qui l'attribuer. Car la politique de circonstance ne se décide pas aisément à suivre les leçons de l'histoire qui pourtant finissent toujours par s'imposer. On laisse le sultan à Constantinople ; mais il n'aura plus les Dardanelles, il

n'aura plus même la garde du Bosphore dont il fut un « mauvais portier ». Il n'aura plus d'armée, sauf une police pour sa sécurité ; il n'aura plus de flotte. Constantinople a été occupée en mars 1920 par des contingents alliés, anglais, français, italiens, grecs. On laisse le sultan à Constantinople, mais en vérité Constantinople n'est plus au sultan.

Cette situation pourra-t-elle durer longtemps ? Ce n'est pas probable, elle est trop mal définie, et elle a tous les caractères du provisoire. Quel est le régime normal, naturel, donc capable de durée ? Il faut le demander à l'histoire, qu'il faut savoir interroger.

Lorsque le 29 mai 1453, Mahomet II entra dans Sainte-Sophie, le prêtre grec qui officiait au maître-autel prit le calice et les hosties consacrées et se dirigea vers la muraille : elle s'ouvrit pour lui laisser passage et se referma derrière lui. C'est la croyance unanime au cœur des populations grecques que, lorsque les temps seront révolus, le prêtre reviendra, la muraille lui rendra le passage et il viendra achever le divin sacrifice, que les prêtres de l'hellénisme ne cesseront plus de célébrer dans les siècles des siècles.

A ceux qui n'accepteraient pas une argumentation d'un tel mysticisme, rappelons des phénomènes positifs. La Grèce était il y a un quart de siècle une méprisable petite nation ; appelée à la liberté il y a environ cent ans, elle n'avait fait que de lents et pénibles progrès, parmi les querelles des partis entretenues justement par la précarité de son existence politique, et comme au XVIIIe siècle il paraissait à tous que Constantinople était réservée à la Russie : au début de la grande guerre, les Alliés avaient admis généralement, et sans doute sincèrement, cette solution.

Que les temps sont changés depuis l'avènement de l'ère bolcheviste ! Qui mettrait le bolchevisme à Constantinople ?

La Grèce a fait depuis vingt-cinq ans de tels progrès qu'ils semblent poussés par la toute-puissante logique de l'histoire. Elle a eu la Crète, la Macédoine. Voici qu'elle obtient naturellement l'Épire, la Thrace en Europe, Smyrne, le Dodécanèse, peut-être Chypre qu'un moment l'Angleterre lui offrait parce que c'est une île grecque, et qui veut être grecque.

La Grèce va former un État homogène de 8 millions d'habitants, capable, quoi qu'on en dise, d'une organisation politique et économique remarquable, capable, avec ses nouvelles provinces, d'y fournir tout le personnel nécessaire. Il était trop tôt sans doute pour lui donner Constantinople ; mais les Alliés lui ont attribué la presqu'île de Gallipoli ou des Dardanelles, et toute la Thrace jnsqu'aux lignes de Tchataldja, à moins de 30 kilomètres de la ville, *Polis*. C'est en vérité lui promettre Constantinople.

Les Turcs vont continuer vers l'Asie-Mineure leur retraite fatale. Dans très peu d'années, ceux qui sont encore à Constantinople, qui sont surtout des fonctionnaires ou des officiers, repasseront à leur tour le Bosphore. Alors le principal élément de la population de la ville sera de beaucoup l'élément grec ; il y a déjà aujourd'hui à Constantinople 400 000 Grecs ; et nulle autre population chrétienne n'y approche, même de loin, de ce chiffre.

Alors il faudra bien rendre Constantinople aux Grecs, et permettre que le prêtre grec y achève sa messe interrompue.

Les longs siècles de la domination turque, qui n'ont pas pu tuer la race ni la pensée grecque, la renaissance de la Grèce nouvelle depuis 1821 et depuis la bataille de Navarin, démontrent à quiconque que l'hellénisme a une puissance de vitalité et d'expansion incalculable. Il a réalisé depuis cent ans, depuis vingt-cinq ans surtout, des progrès qui lui permettent toutes les espérances.

Comme le disait récemment un grand journal français, qui n'est pas suspect de philhellénisme exagéré, l'hellénisme a le droit d'aînesse en Orient.

Il y a bien d'autres droits. Avec la France, qui ne peut pas séparer ses intérêts de ceux de la Grèce, il a conquis la domination intellectuelle et morale de l'Orient ; ses écoles se multiplient partout. Il est chez les Grecs une tradition que nous leur envierions volontiers ; leurs riches armateurs mettent leur orgueil à fonder des écoles et des établissements scientifiques. Nul doute que la Grèce nouvelle, entièrement reconstituée dans ses cadres territoriaux, ne fournisse bientôt la plus brillante carrière historique.

Et l'hellénisme a commencé de conquérir le commerce de l'Orient. Le Pirée a plus d'activité qu'il n'en eut jamais ; il va se donner, il se donne déjà l'outillage nécessaire. Il

a près de 200 000 habitants, avec Athènes 5 à 600 000. Il sera prochainement l'un des plus grands ports de la Méditerranée, et si bien situé ! Cela n'empêchera pas le commerce hellénique de prendre une place considérable, même à Constantinople. En vérité, il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que la Grèce, encore à peine refaite, est prête à vivre de la vie la plus intense et qu'elle est destinée à un avenir digne de son grand passé.

Après Salamine, elle eut le siècle de Périclès. Voici qu'elle vient de remporter avec nous une immense victoire de Salamine, encore la victoire de la liberté sur le despotisme, de la civilisation sur la barbarie de pure violence. Nous allons avoir avec elle notre siècle de Périclès.

Jadis Alexandre le Grand ouvrit les grandes routes de l'Orient, vers la Chine et vers l'Inde. Fermées par l'invasion turque, voici qu'ensemble nous allons les rouvrir et que la civilisation méditerranéenne va de nouveau illuminer le monde.

Et la question d'Orient y trouvera pour un temps une solution.

Et ce ne sera pas la fin de la question d'Orient. Elle reparaîtra sous d'autres formes ; elle est aussi vieille que l'histoire des hommes, et durera autant qu'il y aura des hommes et qui se disputeront les trésors de la terre.

BIBLIOGRAPHIE

Victor Giraud, *La Guerre*, Paris, 1920.

Le Livre Jaune (1914). La Guerre européenne, pieces relatives aux négociations qui ont précédé les déclarations de guerre de l'Allemagne à la Russie et à la France.

Gloria, *Histoire de la Guerre*, 1914-1918.

Bulow (Prince de), *L'Allemagne impériale*, 1914.

Harrison (Austin), *The pangermanic doctrine*, 1904.

Moysset (Henry), *L'esprit public en Allemagne*, Paris, 1913.

La collection très importante des *Pages d'Histoire*, chez Berger-Levrault, notamment le texte des traités de Versailles, Saint-Germain et Trianon, Neuilly et Sèvres.

CONCLUSION

I. — LE RECUL DE L'ISLAM TURC

Nullité du rôle des Turcs dans l'histoire de la civilisation. — Les défaites de l'Islam en Asie, en Afrique, en Europe. — Les trois termes de la question d'Orient : le Pamir, le Nil, les Détroits. — La politique des sultans. — Les massacres. — L'impuissance du concert européen et les intérêts contradictoires des puissances.

II. — RÉFORME OU DÉMEMBREMENT DE L'EMPIRE TURC

La politique française. — La tradition de l'alliance ottomane. — La formule de l'intégrité de l'empire ottoman. — La tradition de la réforme ottomane. — Le Tanzimât (1826-1877). — Degre de sincérité des réformes ottomanes. — Incompatibilité de l'État ottoman avec la civilisation européenne. — Le caractère des Turcs. — La réforme forcée. — L'inévitable tradition du démembrement et de la destruction de l'empire turc.

III. — LA FIN DE LA TURQUIE

La renaissance des nationalités balkaniques. — L'expansion russe en Asie. — La soumission des Turcomans. — L'expansion française en Afrique. — Les États arabes. — L'expansion anglaise de la Méditerranée à l'Inde. — L'accord anglo-franco-russe. — La poussée germanique vers le sud-est ; le chemin de Bagdad. — La question de la Turquie d'Asie. — L'Europe aux portes de l'Asie. — Les grandes migrations des peuples et la question d'Orient.

I. — Le recul de l'Islam turc.

Il n'est question ici que de résumer les faits essentiels de cette histoire de la question d'Orient ; aussi bien un simple résumé peut-il offrir, par le groupement des phénomènes les plus remarquables, des aperçus très instructifs.

Les empires turcs fondés au commencement des temps modernes furent surtout puissants au XVIe et au XVIIe siècles. Parmi eux, celui des Ottomans domina le pays de l'Adriatique au Tigre, de la mer Noire au Sahara ; celui des Grands Mongols, Turcs aussi en dépit de leur nom, déborda du plateau de l'Iran sur la plus grande partie de l'Inde. Ni l'un ni

l'autre ne jeta de profondes racines dans le sol conquis : très méprisants et très cruels pour les vaincus, incapables d'organisation politique, d'aménagement économique, habiles seulement dans la guerre et le pillage, nés, dirait-on, pour le mal, et condamnés par là à disparaître devant le progrès de la civilisation, ils laissèrent les races soumises vivre dans leurs anciens cadres administratifs, avec leurs vieilles croyances ; ils rasèrent les richesses de la terre, et, pour suffire à leurs besoins de luxe et de plaisirs, ils les épuisèrent toutes : l'herbe ne pousse plus sous leurs pas. Ils ne fondèrent rien ; ils firent partout la ruine ; le bénéfice de leur apparition dans l'histoire est nul ; ils font une épaisse tache d'ombre dans le développement historique de l'humanité.

C'est pourquoi leur grandeur fut éphémère, et, dès le commencement du XVIIIe siècle, leur décadence fut manifeste à tous les yeux, et les puissances européennes s'approchèrent pour le partage de leurs dépouilles.

En Asie, les Anglais vainquirent successivement les Français, les Mongols, les Mahrattes, enfonçant ainsi leur domination jusqu'aux races indigènes. Ont-ils mieux que les Mongols absorbé les Hindous ? Ont-ils réussi mieux qu'eux à gagner l'âme des vaincus ? Ont-ils fondé une nation viable, et non pas seulement une colonie d'exploitation ? — Les Russes attaquèrent le berceau même des races turques, devinrent maîtres de la Sibérie, du bassin de l'Amour, du Turkestan, et, quoique la conquête soit encore toute récente, qu'elle ait été très laborieuse, il y a déjà fusion avec les vaincus, qui, admirateurs de la force, avides encore de gloire militaire, se rangent avec enthousiasme derrière les étendards du grand tsar blanc, pour les porter encore en d'héroïques chevauchées.

En Afrique, la France continua la grande croisade où l'Espagne était devenue impuissante. Comme la Russie par le nord, elle enveloppa les empires musulmans par le sud. Maîtresse d'Alger, puis de Tunis et du Maroc, elle les prit à revers sur le Niger, sur le Congo, dans la direction du Nil supérieur, et puissante malgré les événements en Égypte, toujours grandement estimée et aimée dans tout le Levant, elle pénétra dans les parties vives du monde de l'Islam. — Mais l'Angleterre, pour garder l'Inde, avait besoin des routes qui y mènent, et voulait régner sur tous les pays intermédiaires. Elle contint la France au sud en Afrique,

comme la Russie au nord en Asie. Elle fut longtemps, dans cette politique aux vastes pensées, leur commune rivale.

Et en Europe enfin, le sultan turc, resté un étranger, un barbare, recula, malgré ses ruses, ses colères, malgré les querelles des chrétiens. Il perdit la Hongrie et la Crimée au XVIIIe siècle, puis la Grèce, la Serbie, le Monténégro, puis la Roumanie, puis la Bulgarie et la Roumélie orientale. Il fut enfermé dans Constantinople. Il n'y resta que parce qu'on ne savait par qui le remplacer, et que ses folies criminelles n'avaient pas encore lassé la patience des grandes puissances.

Napoléon déjà avait mesuré tout ce champ de la question d'Orient. Il avait poussé la France en Égypte, vers Suez et la mer Rouge, pour tendre la main à Tippoo-Sahib. Il avait poussé la Russie vers l'Inde, et rêvé de retrouver, par-dessus l'Iran, les traces d'Alexandre-le-Grand. Il avait jugé mûre la question de Constantinople, prononcé la condamnation capitale du sultan. Car cet homme étrange toucha tous les problèmes politiques; son génie projeta en tous sens de lumineuses clartés dans les mystères de l'avenir.

Ainsi les trois termes de la question d'Orient furent dès lors fixés : le Pamir, au delà duquel sont accumulés les incomparables trésors de l'Inde et de la Chine ; — le Nil et la mer Rouge ; — Constantinople et les Détroits, qui sont, au nord et au sud de la Méditerranée, les deux traits d'union de l'Europe à l'Asie.

Or le sultan tenait, directement ou indirectement, ces deux routes, et ainsi il portait tout le poids de cette poussée de l'Europe vers l'Est lointain. Il y résista selon ses moyens, souvent par le mensonge et le meurtre. Tantôt il endormait les gouvernements européens par d'éloquentes promesses de réformes ; il leur faisait croire qu'il adopterait leurs lois, leurs mœurs, leur système d'éducation, toute leur civilisation. Tantôt quand il pensait pouvoir sans danger se laisser aller à son naturel, il massacrait : à dates quasi régulières, il répondait de cette façon aux plaintes de ses sujets pillés, et cette tradition était si bien établie dans ce pays que ses souverains réputés les plus libéraux, les plus totérants, ses « réformateurs », y avaient sacrifié. Mahmoud massacra les Grecs; Abd-ul-Medjid massacra les Crétois ; Abd-ul-Aziz commença le massacre des Bulgares. Il est vrai que les massacres les

plus sanglants obligèrent l'Europe à intervenir, et produisirent les démembrements successifs de l'empire turc. Les massacres de 1822 servirent la cause de l'indépendance de la Grèce et de la Serbie ; ceux de 1860 produisirent l'autonomie du Liban ; ceux de 1876-1877 amenèrent les armées russes dans les Balkans, aux portes de Constantinople, et faillirent coûter au sultan son trône. Il n'y a que les massacres arméniens de 1895-1896, les plus affreux, qui ne furent pas châtiés de cette sorte, et pourtant leur auteur ne se mit pas en peine de gagner l'Europe par d'apparentes réformes, et les grandes puissances offrirent le spectacle de la plus exceptionnelle et de la plus touchante harmonie. Jamais il ne fut tant parlé du concert européen et de ses bienfaits que dans ces sanglantes années.

N'est-ce pas justement parce que le concert était parfait que les massacres d'Arménie sont restés impunis? Car le concert de tant de puissances dont les intérêts sont contradictoires ne put s'établir que sur des négations, non sur des affirmations et des actes. Cet accord tint toutes les mains liées, et personne ne pouvant agir librement, personne n'agit, que le sultan.

Comment en effet les six grandes puissances se seraient-elles entendues autrement que pour ne rien faire, pour s'empêcher réciproquement de rien faire?

L'Allemagne prussienne poussait l'Autriche au Danube inférieur et vers l'Archipel pour n'avoir pas à la craindre sur le Danube supérieur, lui donnait des terres slaves pour qu'elle fût moins germanique et fît équilibre à la Russie, lui faisait ouvrir les routes du sud pour ses produits. Elle traçait en écharpe à travers l'Europe une voie d'expansion qui coupait à Constantinople la voie russe venue du nord-est, et la voie franco-anglaise venue de l'Ouest. Il se formait là une ardente concurrence politique et commerciale.

L'Italie a de grands desseins sur la Méditerranée qui fut dans l'antiquité un lac romain. Elle se servait de la Triple-Alliance pour retenir un peu l'Autriche dans ses ambitions balkaniques ; mais elle restait attachée à l'amitié de la France et de l'Angleterre pour ne pas être traitée en vassale par ses alliées.

La Russie, après avoir maintes fois en ce siècle heurté les portes de Constantinople, en était aussi éloignée que jamais, par les rivalités des grandes puissances, par les destinées nouvelles de l'Autriche-Hongrie, par l'ingrati-

tude, qui n'est que l'instinct de la conservation, des États des Balkans. Déçue comme la France en Italie, elle renonça un moment aux « guerres de magnificence », et reprit la conquête des vastes solitudes de l'Est asiatique : l'Inde et la Chine lui firent oublier pour un temps Sainte-Sophie. Moins ennemie ainsi de l'Autriche, il lui était possible de même de s'allier à la France.

II. — Réforme ou démembrement de l'Empire turc.

Quant à la politique de la France, il y faut insister, d'abord parce qu'il s'agit de la France, ensuite parce qu'elle a joué et joue un rôle prépondérant dans le Levant, qu'elle parut souvent être la pierre angulaire de l'édifice singulièrement instable de l'entente européenne, qu'elle seule en a hautement formulé maintes fois le principe, a dit sa pensée d'alors : l'intégrité de l'empire ottoman.

Une telle politique se peut autoriser de lointaines et précieuses traditions ; elle remonte à François Ier, et toute la diplomatie du XVIIe et du XVIIIe siècle s'en inspira. L'ennemie séculaire de la France fut alors la maison d'Autriche, qui, maîtresse un moment de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-Bas, titulaire de la couronne impériale d'Allemagne, menaçait l'équilibre de l'Europe et la sécurité particulière de la France. Contre elle, pour la prendre à revers, les Capétiens s'aidèrent de la Suède, de la Pologne et de la Turquie. Ils dressèrent la barrière de l'Est, et ils n'eurent longtemps qu'à se louer de cette conception diplomatique.

Au XVIIIe siècle elle parut moins heureuse. La barrière s'effondra par larges brèches sous les efforts de la Russie : la Suède fut rejetée au nord ; la Pologne succomba. La France pourtant s'attacha encore à l'alliance ottomane, pour contenir la Russie et pour sauver son monopole commercial dans le Levant.

Napoléon indiqua une voie nouvelle, parut résumer tout le passé et préparer tout l'avenir. Tant qu'il fut en guerre avec la Russie, il soutint l'empire turc, il en répara les lézardes, il le releva et lui donna quelque apparence. A Tilsit, il conçut l'alliance russe, et de ce fait, abandonna le sultan, prêt à lui donner le coup mortel. A une situation nouvelle, en effet, il fallait une méthode nouvelle, et celle de François Ier et de Richelieu ne pouvait s'adapter à toutes les circonstances. Il ne s'agissait plus désormais d'écar-

ter l'Autriche du Rhin ou du Pô; il s'agissait de contenir une Angleterre toujours envahissante, maîtresse des mers, dangereuse sur la Méditerranée, dont elle voulait faire une rue anglaise de Londres à Bombay; comme aujourd'hui il s'agit de contenir une Allemagne trop grande à laquelle la Russie est un contrepoids nécessaire. En reprenant le principe de Tilsit, il faut en reprendre les corollaires; il faut s'attacher aux enseignements de Napoléon. Consciemment ou non, n'a-t-il pas parfois comme deviné l'avenir, et ceux dont il a été le précurseur, Cavour et Bismarck, n'ont-ils pas été surtout, comme lui, les agents de destinées inéluctables? Ne fut-ce pas toute leur force?

On parut de nos jours avoir trouvé une conciliation entre la tradition des Croisades et celle des Capitulations. On compléta la formule de l'intégrité de l'empire ottoman par celle de sa réforme: il sera réformateur ou il ne sera plus. C'était le rajeunissement de la tradition monarchique des siècles précédents.

Cette formule était belle. Elle promettait satisfaction aux chrétiens en respectant les musulmans; elle mettait d'accord l'esprit des croisades avec celui de la politique de François Ier. Elle paraissait être le terme naturel où se joignaient les deux grandes voies diplomatiques de toute l'histoire de la France en Orient.

Elle retarda un démembrement auquel la France eût été alors seule à ne pas prendre part.

Elle était en contradiction avec l'occupation de l'Égypte par les Anglais, et en affirmait le caractère provisoire. La Russie ne voulait pas de l'Arménie, la France ne voulait pas se charger d'agir seule en Crète, parce qu'il ne fallait pas donner aux Anglais le droit de rester en Égypte.

Du moins pour le moment, cette formule eut des avantages; elle était peut-être conforme aux nécessités du jour, sinon du lendemain. Les puissances n'étant pas d'accord sur le partage ottoman, elle tint en respect toutes les convoitises; elle garda intact l'héritage du malade, et il y eut quelque grandeur dans ce silence imposé aux avidités qui se tendaient tout à l'entour.

Elle devait aboutir, c'était son unique raison d'être, à la réforme générale de l'empire ottoman.

Le 10 février 1897, les ambassadeurs des six grandes puissances signèrent un plan de réformes complètes à appliquer à toutes les provinces de l'empire turc. Ces pro-

positions n'étaient point nouvelles. Il y a une tradition réformatrice dans l'empire ottoman, et elle est aujourd'hui presque séculaire : c'est celle du Tanzimât. Elle a eu une série de représentants sincères, Sélim III, Mahmoud II, Abd-ul-Medjid, Abd-ul-Aziz, assistés de ministres dévoués à la même cause, Reschid-pacha, Fuad-pacha, Ali-pacha, appuyés sur un parti puissant, celui des Jeunes-Turcs, persuadés comme eux que la réforme était pour l'empire une question de vie ou de mort. Elle a eu ses manifestations très expressives : les premiers efforts de Sélim III sont brisés par la Révolution de 1807 ; mais Mahmoud II, très hardiment, en pleine guerre grecque, détruit les janissaires et paraît ainsi ouvrir la voie à toutes réformes. Abd-ul-Medjid promulgue solennellement, le 3 novembre 1839, l'acte de Gulhané, la grande charte des libertés chrétiennes, et garantit à tous ses sujets la sécurité de leur vie, de leurs biens et de leur honneur, l'exacte répartition des impôts, leur honnête perception ; désormais tous, musulmans, chrétiens, israélites, seront traités comme les sujets d'un même empereur, comme les enfants d'un même père. Le hatti-humayoun de 1856 « confirme et consolide les garanties promises par la charte de Gulhané », *promet* l'égalité de tous devant la loi, le respect de la propriété individuelle et collective, l'admission de tous aux emplois publics et au service militaire, l'égalité de tous devant l'impôt et devant la justice, la répression de tous délits de corruption, concussions et malversations. Abd-ul-Aziz, en 1864, promulgue la grande loi des vilayets ; elle appelle tous les sujets du sultan, sans distinction de religion. à l'exercice des droits politiques par un système d'élections qui paraît assurer aux chrétiens une émancipation complète et l'influence à laquelle ils ont droit en proportion de leur population. En 1876, Abd-ul-Hamid donne à ses peuples une constitution inspirée des institutions politiques dont l'Europe occidentale se montre le plus fière : il y est question d'une Chambre des députés, d'un Sénat, d'une Haute-Cour de justice, d'élections très larges. Dans le même temps, on parle de travailler à la prospérité matérielle de l'empire, de rendre la fertilité aux terres que la domination turque a épuisées, de construire des chemins de fer, des routes et des canaux, de faire enfin circuler un sang nouveau dans ce corps mourant. La France, toujours libérale et volontiers crédule en ces matières, suit avec intérêt les efforts que fait cet ancien allié pour se rendre digne

de le rester; elle aide ses pas mal assurés dans cette voie si nouvelle pour lui ; elle lui fournit des capitaux pour ses voies ferrées, pour ses écoles. Surtout en 1868, elle fonde les plus généreuses espérances sur la création du lycée de Galata-Seraï; elle y appelle des jeunes gens de toute origine; elle leur enseigne sa langue; dans cette langue. elle leur enseigne les rudiments de la civilisation occidentale, pense leur faire oublier les variétés de leurs langues maternelles, leur donner en français des idées et des sentiments français, les imprégner ainsi profondément de l'esprit de tolérance, leur refaire une âme nouvelle, dégagée de tous les mortels préjugés d'autrefois, ouverte à tous les progrès.

Il n'y a pas de plus noble entreprise dans l'histoire de la France au XIXe siècle; même la bataille de Navarin ne rappelle pas des sentiments plus élevés.

Le Tanzimat parut longtemps avoir totalement échoué, et il suffirait de reprendre les abus qu'énumèrent, en annonçant leur suppression, les Chartes de réformes de 1839, 1856, 1864, 1877, pour refaire le tableau de l'empire ottoman, du moins à la veille de la récente révolution : aucune sécurité pour la vie, l'honneur et les biens des chrétiens, aucune justice dans la répartition et la perception des impôts, aucunes libertés civiles ni politiques, aucune égalité en quelque matière que ce soit. Les musulmans se considéraient toujours comme la classe dirigeante et conquérante; les chrétiens n'étaient toujours que des raïas. Il n'y avait pas la moindre pénétration des uns par les autres ; ils étaient plus que jamais des ennemis irréductibles, qu'il fallait séparer, pour la paix de l'Europe.

Il ne convient peut-être pas de douter de la sincérité réformatrice de Sélim III, de Mahmoud II, d'Abd-ul-Medjid et de leurs ministres. Cependant il convient de noter que leurs plus éloquentes promesses sont contemporaines des plus graves dangers que l'empire a courus dans ce siècle. La charte de Gulhané suivit de près la défaite de Nézib, et contribua à décider l'intervention européenne contre l'armée égyptienne d'Ibrahim-pacha. En 1856, les représentants du sultan admis au congrès de Paris se montrèrent reconnaissants de cet honneur exceptionnel, en communiquant aux puissances l'intention où était leur souverain de suivre résolument la voie des réformes, et bientôt, les puissances

ayant « constaté la haute valeur de cette communication », le hatti-humayoun fut promulgué. La loi des vilayets de 1864 fut le corollaire du hatti-humayoun et appartient à la période de la grande action réformatrice de la France à Constantinople. La constitution de 1876 permit à Abd-ul Hamid de ne pas tenir compte des exigences pourtant modestes de la conférence de Constantinople. Ajoutons que l'autonomie de la Crète en 1897 ne fut pas davantage l'expression de la bonne volonté du sultan ; elle lui fut imposée par l'Europe. On serait peut-être en droit de conclure que les réformes ne furent jamais sérieusement voulues par les sultans, même réputés réformateurs, qu'elles ne furent le plus souvent qu'une sorte de fausse monnaie — qu'on nous passe l'expression — dont ils payèrent les bienfaits que l'Europe, et surtout la France, leur prodiguèrent. Et si cette observation se peut appliquer à des souverains relativement honnêtes, comme Abd-ul-Medjid et Abd-ul-Aziz, que faudra-t-il penser de la sincérité d'Abd-ul-Hamid II, qui, dès le début de son règne, cachait mal le mépris qu'il faisait des institutions européennes, jouant la comédie de la Constitution, renvoyant aussitôt après Midhat-pacha, et se livrant au fanatisme d'un entourage de Derviches?

En un seul point, la réforme eut de bonne heure quelque succès. L'antique armée des janissaires devenue impuissante céda la place à une armée nouvelle, qui devint le précieux instrument de la politique personnelle d'Abd-ul-Hamid II. Tout en jetant de la poudre aux yeux de l'Europe, en « tapissant sur la rue », comme on le disait naguère de Méhémet, la Turquie refit sa vigueur guerrière et retrouva la force de nuire. Ce n'était pas pour cela que l'Europe, et surtout la France, avait entrepris la politique des réformes.

Et l'on put, après un siècle d'expériences, poser en fait que l'empire turc n'était pas capable des transformations désirables. Nous entendons bien que d'autres races, asiatiques aussi, comme les Hongrois, ont adopté les mœurs de l'Europe et mérité d'entrer dans la famille européenne. Mais c'est que dès le moyen âge elles furent chrétiennes, et que le christianisme fut le seul agent de fusion entre les peuples les plus différents; du reste, il serait difficile de déterminer jusqu'à quel point ces races sont demeurées pures de mélanges, car la communauté de religion a naturellement permis les unions avec les autres races du même

pays, et on ne distingue plus aujourd'hui, par exemple dans la Hongrie proprement dite, plusieurs populations superposées. Au contraire, les Turcs sont restés musulmans, ont été par là longtemps réfractaires à toute fusion, à toute culture européenne, le Coran leur en inspirant foncièrement le mépris et la haine. Au contact plusieurs fois séculaire des chrétiens, ils n'avaient fait qu'exalter leur fanatisme, qu'accentuer leurs caractères asiatiques, et ils parurent plus étrangers et plus barbares que jamais, à mesure qu'aux croyances chrétiennes qui la séparaient déjà d'eux, l'Europe ajoutait les principes révolutionnaires auxquels ils semblaient ne rien pouvoir comprendre.

Le Turc était resté l'ardent « moslem » de jadis ; il le prouvait chaque jour. La haine du « roumi » était toujours le dogme essentiel de sa foi, et elle s'avivait d'année en année ; elle s'exaspérait en une passion sanguinaire au spectacle des irrésistibles progrès de son ennemi ; elle se satisfaisait en abominables massacres. Cependant le Turc trompait l'Europe sur ses vrais sentiments ; la ruse lui semblait finesse d'intelligence et la marque de sa supériorité sur les Occidentaux qu'il bernait avec des mots. Tous ces sentiments se personnifièrent dans le sultan Abd-ul-Hamid : c'est pourquoi il fut pour l'Islam tout entier le padischah glorieux, vénéré, saint ; ils se complétèrent chez lui d'une peur maladive, qui fut la principale raison de ses crimes : il tua pour ne pas être tué. Car il savait que les Turcs n'aiment pas les sultans réformateurs, et il se souvenait des révolutions de 1807 et de 1876 : c'est une autre tradition dans l'histoire de l'empire ottoman. Il avait raison, à son point de vue : l'Europe lui fut beaucoup moins redoutable que les Derviches ; bien mieux, elle ne trouva pas mauvais qu'il régnât ainsi, puisque, dans le temps où il massacrait, elle proclamait hautement le principe de l'intégrité de l'empire ottoman. Abd-ul-Hamid II fut un habile homme ; il trouva le secret de vivre et de contenter tout le monde ; il est vrai que l'Europe y mit beaucoup de bonne volonté.

En vérité, la politique de la réforme ottomane était très honorable ; mais elle avait échoué ; elle paraissait n'être que la politique du néant.

Certains espérèrent que bientôt l'Europe, lasse d'être dupe, et effrayée d'un démembrement qui déchaînerait toutes les convoitises, se déciderait à réformer l'Empire otto-

man par la force, a employer le canon s'il le fallait, à « cautériser »[1]. — Mais jamais les grandes puissances ne purent s'accorder pour cautériser. Il est un principe du droit politique européen, qu'elles ont maintes fois proclamé et que le sultan leur rappelait sans cesse et leur faisait respecter, c'était celui de la souveraineté absolue de la Sublime Porte dans l'administration intérieure des provinces de l'empire ; quand elles faisaient des communications au sultan, il était bien entendu qu'elles ne prétendaient pas attenter à son autorité, et que c'étaient seulement des indications qu'elles soumettaient à son approbation. Le sultan était souverain, et la Turquie était un État indépendant. Que de difficultés seulement pour introduire un peu d'ordre en Macédoine !

D'ailleurs on se rendit compte de tout cela, surtout de l'impuissance du concert européen. Entraînées par les événements, et pour éviter de nouveaux malheurs, les puissances, comme malgré elles, en criant toujours bien haut les grands principes fondamentaux de l'intégrité de l'empire turc, de la souveraineté du sultan dans l'administration intérieure de cet empire, proclamèrent l'autonomie de la Crète, préparèrent celle de la Macédoine, se préoccupèrent de régler la question arménienne, reconnurent officiellement l'union de la Roumélie à la Bulgarie, laissèrent les Anglais en Égypte, retombèrent dans l'inévitable voie du démembrement. Il leur fallut avouer — car elles agirent comme si elles avouaient — que le Tanzimât ou la réforme générale était une chimère, que cette tentative, brutalement achevée en 1877 par l'avènement d'Abd-ul-Hamid et la restauration de la théocratie musulmane, n'était dans la décadence de l'empire ottoman qu'un « répit », un mieux passager précurseur du terme suprême et des derniers soubresauts de l'agonie, « que l'on devait prévoir le jour où les fils d'Ortogrul et d'Osman, successivement refoulés dans leurs premières limites, auraient disparu du continent, entre le régime condamné de la force dont ils vivaient et le règne de l'invincible civilisation que leur instinct repoussait »[2].

De quelque façon donc qu'on retournât l'analyse des élé-

1. A. Vandal, *Les Arméniens et la Réforme de la Turquie.*
2. E. Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, II, p. 327-328. Conclusion.

ments essentiels de la question d'Orient, il fallait aboutir à cette inévitable solution, la destruction de l'empire ottoman, qui se présentait comme un indéniable fait historique, né au XVIIe siècle, grandi depuis, irrésistible, capable désormais d'emporter toute réaction, fatal.

III. — La fin de la Turquie.

Il est difficile de séparer l'histoire de la politique contemporaine. Dans le temps de paix il est difficile de démêler les faits particuliers qui auront des conséquences importantes ; en temps de guerre il est impossible de définir les lendemains : en pleine éruption on ne mesure pas les ruines et les alluvions du volcan. Alors plus que jamais il faut se garder d'exagérer l'importance des faits immédiatement contemporains, même d'une guerre comme celle où nous sommes, dont les épreuves et les passions ne permettent pas l'observation froide. La guerre actuelle est un épisode, si formidable qu'il soit ; elle était déterminée par des phénomènes antérieurs ; elle contribue certes et contribuera à déterminer des phénomènes nouveaux ; mais justement le moyen de l'apprécier est de la tenir en son milieu, c'est-à-dire de l'envelopper dans les grandes lignes dont elle dépend.

Or la renaissance des nationalités chrétiennes dans les Balkans est assurément l'un des traits historiques les plus remarquables qui définissent aujourd'hui la Question d'Orient.

Quand Mahomet le Conquérant fut entré dans Constantinople et qu'il eut transformé Sainte-Sophie en mosquée, il en fit recouvrir toutes les peintures d'un enduit de chaux et flanqua la coupole de deux minarets. Les minarets sont faciles à abattre, et Sainte-Sophie reprendrait aisément son premier caractère de basilique chrétienne ; l'enduit de chaux musulmane n'a servi qu'à préserver les peintures chrétiennes de l'action du temps ; il s'effrite aujourd'hui, tombe par morceaux lamentables, et les images, les mosaïques du temps de Justinien reparaissent aussi fraîches, aussi brillantes qu'autrefois ; elles ne forment pas encore un tout, et leur dessin est encore indistinct : mais d'année en année leurs plaques lumineuses grandiront, se rejoindront, Sainte-Sophie reprendra toute sa beauté première.

Successivement se sont formés le Monténégro, la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, et le destin ironique

a pris pour instruments de cette œuvre même les puissances qui y perdent. Ainsi la Russie fut pour beaucoup dans la fondation de la Serbie, de la Grèce, de la Bulgarie, et elles ont échappé à son influence, et la Bulgarie lui barre, avec la Roumanie, le « chemin de Byzance ». De la même manière d'ailleurs la France a travaillé du meilleur de son sang à la fondation de l'Italie, et l'Italie fut de la Triple Alliance pendant plus de trente ans. Il arrive que les peuples comme les individus pratiquent l'indépendance du cœur. Voici pourtant que l'Autriche elle-même vient de donner naissance à une nationalité qui s'ignorait, l'Albanie : il faudra voir le résultat de cette politique généreuse. Longtemps réduits à d'infimes proportions, tenus en tutelle, menue monnaie des combinaisons diplomatiques des grandes puissances, les États chrétiens des Balkans viennent de grandir en taille et en prestige ; il faudra maintenant compter avec la Serbie, avec la Grèce, avec la Bulgarie, avec la Roumanie surtout. Les Balkans seront désormais un élément actif de l'équilibre général : nouveauté politique de grande importance.

L'établissement de la domination russe, française et anglaise sur une grande étendue de pays musulmans est un autre caractère essentiel de la Question d'Orient, car la péninsule des Balkans n'en est peut-être pas le centre, et l'Asie et l'Afrique offrent de plus étonnants spectacles. La nouvelle forme politique prise par l'ancienne Turquie d'Europe a forcé la Russie à se rejeter vers l'Est. Malgré ses défaites de 1905, elle y a accompli une œuvre extraordinaire. Entre la mer Noire et l'Océan Pacifique, de l'Océan Glacial vers le Pamir, son mouvement a été, depuis un siècle, continu. Lent d'abord et comme inconscient, il en est venu à franchir toute la distance nécessaire qui la séparait de l'Empire colonial anglais, et à fermer ainsi au Pamir le cercle dont les puissances chrétiennes enserrent l'Islam par le nord.

Désormais voisine de la Chine et de l'Inde, à portée de leurs trésors par les voies continentales, la Russie n'a plus autant besoin de débouchés maritimes, et la possession de Constantinople n'est plus l'inspiration unique de sa politique extérieure. Si elle s'intéresse avec autant de passion aux affaires des Balkans, c'est qu'il lui faut couvrir sa frontière occidentale contre les ambitions germaniques. Dès lors, elle ne se heurte plus à la rivalité de la France, elle peut même s'entendre avec l'Angleterre, et tous les systèmes di-

plomatiques de l'Europe chrétienne peuvent en être modifiés.

Elle concentre sa plus grande attention au développement politique de l'Asie; elle y a obtenu déjà de tels résultats qu'elle a compris que ses destinées y pouvaient être très brillantes, et que sa mission dans l'histoire universelle était de coloniser l'Asie, de reconduire la civilisation européenne à son berceau, et d'en achever, par le nord de l'ancien monde, le gigantesque cycle. Le milieu de son empire, son centre de gravité en quelque sorte, est désormais dans l'Asie centrale, au pied du Pamir, à égale distance de la mer Noire et de la mer Jaune, de Moscou et d'Irkoutsk, de Saint-Pétersbourg et de Vladivostok, de l'Europe et de la Chine. Elle y a vaincu glorieusement, puis absorbé — car elle est douée d'une grande force d'assimilation — toutes les populations musulmanes du Turkestan, elle les a enrôlées sous ses drapeaux; elles sont à son service. N'englobera-t-elle pas de même dans son action les autres Turcs musulmans, c'est-à-dire les Ottomans? Qu'on jette les yeux sur une carte ethnographique et religieuse de l'Asie; les Turcomans de la mer d'Aral y occupent une place bien plus considérable que les Osmanlis, qui, enveloppés par les Indo-Européens des Balkans, du Caucase, de l'Arménie et de la Perse, par les Arabes de la Syrie et de la Mésopotamie, y sont comme égarés au milieu de races étrangères et ennemies. Chassés de Constantinople et rejetés en Asie mineure, les sultans ottomans, redevenus les sultans de Brousse ou d'Erzeroum, ne subiraient-ils pas la destinée des khans de Khiva et de Boukhara ?

Mais voici le grand drame de la guerre. Le temps n'est-il pas venu des grands événements que Napoléon jadis projeta en un mirage éblouissant aux yeux du tsar Alexandre Ier ? Sans perdre de vue le progrès de la décomposition de l'Empire ottoman, tout en poussant ses colons, ses marchands, ses missionnaires de toutes sortes à travers l'Asie mineure, la Russie a fortifié ses positions vers la Chine, dans le Turkestan; elle y a porté toutes ses ressources; elle y a jeté des voies ferrées, comme les énormes artères qui feront revivre le continent asiatique. La guerre précipitera les résultats que la Russie attend d'une aussi puissante préparation, et elle réglera pour un long temps les destinées de l'Asie. Nous entrons dans une ère historique où il est impossible de mesurer l'immense rôle qui est réservé à l'empire des tsars.

A l'autre bout du monde musulman, à travers les pays arabes qui forment l'autre moitié des terres où règne le Coran, l'expansion française en Afrique est presque aussi remarquable. Elle aussi s'est continuée sans interruption depuis 1830, par l'Algérie sous Louis-Philippe, le Sénégal sous Napoléon III et surtout le Soudan de nos jours. Tant d'héroïques efforts y sont actuellement faits qu'on s'oblige à croire qu'ils attirent les préoccupations essentielles du gouvernement et expliquent les sacrifices faits longtemps dans le Levant au maintien du *statu quo*.

Sans abandonner les excellentes et très anciennes positions qu'elle occupe en Syrie, en Égypte, et sur lesquelles elle espérait pouvoir un jour fonder quelque nouvelle conception politique, elle absorbait peu à peu — car elle a, comme la Russie, une grande force d'assimilation — les États musulmans de l'Afrique occidentale ; elle tient la plus grande partie du bassin du Niger ; elle remonte au nord du Congo, le long de l'Oubanghi, jusqu'à l'hinterland de la Tripolitaine. Elle exploite habilement les sympathies dont elle jouit en Éthiopie pour y faire passer une autre voie de pénétration vers le Nil ; et, aux confins septentrionaux des pays noirs, comme la Russie vers le Pamir, elle ferme le cercle dont les puissances chrétiennes enserrent l'Islam par le Sud.

Les Anglais, dans le même temps, se sont ouvert la route de l'Inde à travers les pays musulmans. C'est l'histoire d'une politique qui pendant un siècle s'est soutenue avec une constance remarquable et a enregistré les plus notables succès. Maîtres de Gibraltar dès le début du XVIIIe siècle, ils ne s'étaient pas engagés aussitôt dans la Méditerranée, et on a vu en 1770 un officier de la marine anglaise, Elphinston, servir de pilote à la flotte russe d'Alexis Orlof menaçant Constantinople. L'Angleterre ne s'occupa naturellement de cette nouvelle route de l'Inde que lorsqu'il fut question de l'ouverture d'un canal de Suez. Dès lors elle sut s'en assurer l'accès. Elle prit et garda Malte dont les ambitions de Bonaparte lui révélaient la valeur stratégique. Elle eut jusqu'en 1863 le protectorat des Iles Ioniennes. Elle eut Aden en 1839, Chypre en 1878, la domination effective de l'Égypte en 1882. Elle disposa des deux routes de l'Inde, celle du Cap et celle de la mer Rouge.

Elle acheva dans la répression des cipayes la destruction

de la puissance des Grands Mongols de Delhi; elle renversa ainsi la suprématie politique de l'Islam dans l'Hindoustan; elle parut refaire, de Londres à Calcutta, d'un bout à l'autre de l'ancien continent, l'unité de la race indo-européenne.

Elle ne cessa point, pendant toute cette histoire et presque jusqu'à nos jours, de redouter l'opposition de la France et de la Russie, et ce fut le principal caractère de sa politique extérieure au XIXe siècle. Elle se maintint à Malte malgré la France; elle l'écarta de l'Égypte, malgré la situation très forte qu'elle s'y était assurée et malgré les services qu'elle y avait rendus; elle la refoula vers le Sud, et l'affaire de Fachoda fut comme le dernier symbole de cette longue querelle. Elle écarta la Russie de Constantinople à plusieurs reprises, notamment lors de la guerre de Crimée, et lors de la guerre des Balkans; elle l'enferma dans la mer Noire par la convention des Détroits de 1841, elle s'établit à Chypre pour la mieux surveiller en Asie mineure; pendant tout le XIXe siècle, elle remporta sur les Russes des succès répétés et les refoula vers le Nord, dégageant ainsi devant elle les grandes voies du Levant, et le Levant, en effet, à la hauteur de la Syrie et de la Mésopotamie, demeure encore aujourd'hui ouvert à ses entreprises.

Mais la politique britannique ne se règle pas sur des abstractions ou des sentiments; elle est d'un réalisme plein d'audace. Le danger de la concurrence allemande lui inspira dès lors d'autres desseins; et les conventions du 8 avril 1904 avec la France, du 31 août 1907 avec la Russie, inaugurèrent une entente anglo-franco-russe, à laquelle l'Espagne et l'Italie montrèrent des sympathies, qui ferma un siècle entier d'ardente rivalité, et qui constitua, à la veille de la grande guerre, l'un des faits nouveaux les plus importants des dernières années.

C'est que la poussée germanique vers le Sud-Est est devenue le trait le plus caractéristique de la dernière phase de la Question d'Orient: le *Drang nach Süd Osten* remplaça le *Drang nach Osten* du moyen âge chrétien. On vit se dessiner à travers l'ancien continent, par Hambourg, Berlin, Vienne, Buda-Pest, Belgrade, Sofia, Constantinople, Bagdad, Bassorah, une gigantesque ligne d'action allemande qui chaque jour se précisait et s'accentuait. C'était la voie de l'Elbe et du Rhin continuée par le Danube et par les chemins de fer des Balkans; c'était le lieu géomé-

trique, en quelque sorte, de tout l'effort économique de l'Allemagne contemporaine.

Elle y avait été amenée par les échecs qu'elle avait subis ailleurs. Au commencement de son règne, Guillaume II rêvait d'installer le commerce allemand sur le marché chinois que l'on pouvait croire disponible ; il avait pensé jeter un pont sur le Pacifique [1], par Kiao-Tcheou, les Mariannes, les Carolines, les Samoa, la Nouvelle-Guinée. Les victoires du Japon écartèrent de l'Extrême-Orient les ambitions européennes, et la Chine nouvelle ne paraît pas facile à démembrer. Puis l'Empereur d'Allemagne jeta son dévolu sur le Maroc, un bon marché de 8 à 10 millions de bons clients, avec des ressources minières sans doute importantes : il a fallu renoncer au Maroc. L'Allemagne se porta vers le Sud-Est avec d'autant plus d'âpreté, avec la fièvre inquiète d'un grand commerçant qui n'a pas une clientèle proportionnée à sa production. Il lui fallait à tout prix des débouchés, sous peine d'une crise économique et sociale dont on ne peut mesurer la gravité.

Elle rencontra sur le Danube inférieur les Slaves de toutes nationalités, comme elle les rencontrait dans les siècles passés sur l'Elbe ou sur l'Oder ; le champ de bataille est déplacé, mais la bataille est la même. Il y a une formidable muraille slave à abattre pour gagner les pays du Levant. Il y a la Russie et ses 180 millions d'habitants. Jadis, lors de la première guerre des Balkans, la Russie faillit atteindre Constantinople et la Méditerranée, et ainsi barrer la route à l'expansion germanique. Bismarck très habilement l'écarta par le traité de Berlin, et, les nouveaux États des Balkans étant jeunes et petits, l'influence germanique put les pénétrer et au delà fonder sur l'alliance turque une combinaison viable. Mais les Slaves balkaniques d'aujourd'hui sortirent vite de l'enfance, affirmèrent et soutinrent très fortement leurs prétentions à l'indépendance, arrivèrent à la maturité, échappèrent à la tutelle de l'Allemagne, lui devinrent déjà une concurrence. Ainsi se dessina, de la mer Noire à la mer Adriatique, une barrière slave très résistante. L'Autriche, oublieuse de Sadowa, dut s'associer à l'effort de l'expansion germanique ; mais elle-même elle est slave à moitié, et si demain, de gré ou de force, elle donnait à ses populations slaves les satisfactions

1. Voir notre *Question d'Extrême-Orient*, les Conclusions.

nationales diverses auxquelles elles ont droit, la barrière slave, plus que doublée en puissance, serait désormais infranchissable, surtout si l'on considère qu'elle serait soutenue naturellement par la Russie, par l'Angleterre, par la France, par l'Italie même, qui ensemble ont intérêt à fermer la Méditerranée aux entreprises de l'Allemagne. C'est l'un des objets des rudes batailles d'aujourd'hui.

Cependant, l'Allemagne profitait des circonstances favorables des années dernières pour prendre en Asie Mineure une position déjà forte. Car, pour dire les choses au vrai, la question de la Turquie d'Asie fut dès lors posée. Le gouvernement ottoman affirmait des intentions de réformes ; il y avait longtemps que de telles intentions chez lui restaient vaines ; en tous cas, ces réformes ne pouvaient consister qu'en des libertés accordées aux diverses provinces de l'Asie turque, et, notamment, les populations arabes de la Syrie commençaient déjà à revendiquer une sorte d'autonomie ; il n'était pas difficile de percevoir les lignes, encore vagues, d'un démembrement territorial de la Turquie d'Asie, et aussi les positions prises par les puissances européennes du voisinage. Si l'Allemagne s'était fait concéder le chemin de fer de Bagdad, l'Angleterre s'en assurait le terminus à Bassorah, Koweit, et régnait sur le golfe Persique ; la Russie tenait les sources de l'Euphrate et du Tigre par l'Arménie ; la France avait des intérêts financiers partout, une grande influence matérielle et morale en Syrie. L'Italie s'approchait et convoitait Rhodes. Il n'y avait que l'Autriche-Hongrie qui ne s'approchait pas ; elle avait assez à faire d'assurer sa propre existence.

Donc à la veille de la guerre, des chemins de fer étaient projetés ou commencés tout à travers la Turquie d'Asie ; chemins de fer fondés sur des capitaux européens, à travers un pays qui déjà n'était plus turc que de nom. L'Islam non seulement reculait, mais s'effaçait en son berceau même sous la domination économique de la Chrétienté. C'était la croisade moderne qui arrivait aux tombeaux du Christ et de Mahomet. C'était l'Europe aux portes de l'Asie. C'étaient les signes du dénouement.

Nous n'avons pas cessé en tout ce livre de définir la Question d'Orient par la retraite de l'Islam turc devant la poussée des puissances chrétiennes : il n'y a pas moyen d'en comprendre autrement toute l'ampleur et toute la grandeur historique.

Et sa solution, dans sa forme actuelle, c'est la fin de la Turquie. La guerre n'y changea rien; elle désigna seulement, ce qui a son importance, les héritiers de l'homme malade.

Et l'histoire les avait déjà désignés. Au chevet du mourant, les héritiers légitimes attendaient patiemment les derniers moments, disposant déjà de leurs « espérances », sans beaucoup de scrupule. Survint un héritier de l'onzième heure; il s'installa dans la maison, quoi qu'il n'y eût aucun droit; il répara cette infériorité par des soins plus assidus, plus émouvants; il dorlota le malade, lui célébra les vertus magiques de son orviétan, lui annonça la guérison, la renaissance, la résurrection, un avenir de grandeur égal aux gloires du passé. Le malade n'eut plus de regards, et quels regards! que pour cet ami si dévoué, si désintéressé, et il voulut chasser les vrais héritiers, qui, il faut le reconnaître, l'avaient un peu négligé, avaient même indiscrètement commencé de mordre sur l'héritage: ce qu'un moribond ne saurait pardonner.

Mais l'Allemagne était venue trop tard et de trop loin à la Méditerranée; elle ne put substituer sur le testament son usurpation d'hier aux droits séculaires de ses rivales et à l'évolution des nationalités libérées. L'histoire, comme la nature, ne procède pas par sauts.

En attendant, s'il fallait, en conclusion, replacer la Question d'Orient dans l'ensemble de l'histoire universelle, on noterait ces grands phénomènes généraux qui sont parmi les plus impressionnants de l'évolution de l'humanité: — Il y a vingt-deux siècles, l'hellénisme conduit par Alexandre le Grand, du Bosphore, d'Alexandrie, de Tyr, conquit l'Asie antérieure, les plateaux de la Perse, ouvrit pour des siècles les routes de l'Inde et de la Chine. — Il y a quinze siècles, depuis les Huns, que les peuples de l'Asie, Mongols, Finnois, Tartares, Turcs, ont commencé de refluer vers l'Occident, couvrant de leurs hordes redoutables la Russie, la Hongrie, toute l'Asie Occidentale, la péninsule des Balkans, pour s'établir le plus fortement à Constantinople. — Voici cinq siècles, depuis la bataille de Lépante, que les Européens reprennent vers l'Est les traces d'Alexandre le Grand, refoulent les peuples de l'Asie sur l'Asie, cherchent les routes des marchés incomparables de l'Inde et de la Chine,

pour achever vers le Toit du Monde la communion de toutes les races humaines.

C'est presque toute l'histoire des hommes, et c'est l'histoire même de la Question d'Orient.

Les hommes et les faits d'hier et même d'aujourd'hui sont petits dans le tableau des siècles.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

AVERTISSEMENT POUR LA HUITIÈME ÉDITION (1920). I
PRÉFACE DE M. GABRIEL MONOD. V
INTRODUCTION. — DÉFINITION DE LA QUESTION D'ORIENT. . . . 1

PREMIÈRE PARTIE.

LES ORIGINES.

CHAPITRE PREMIER.

Byzance et Stamboul.

I. — L'EMPIRE BYZANTIN.

Les conquêtes de Justinien. — Les Slaves du Danube ; les Bulgares. — Les Sassanides de la Perse.
Héraclius. — Les Slaves au sud du Danube. — Défaite des Perses. — Apparition des Arabes.
Les conquêtes arabes ; la course à l'Indus, à l'Atlantique. — Léon l'Isaurien et Charles Martel. — La décadence arabe.
Renaissance de l'empire byzantin au xe siècle. — Conversion et organisation des Slaves du Danube. — Basile II le Bulgaroctone (xiie siècle).
Les Mongols, Huns, Turcs. — Les Sedjoukides en Asie mineure, à Bagdad. 6

— L'EMPIRE LATIN.

Les Croisades. — Les Etats francs du Levant. — Saladin ; prise de Jérusalem (1187).
L'empire byzantin ; ses dissensions. — Les intérêts des Vénitiens. — La Serbie. — La Bulgarie. — Les Latins à Constantinople ; l'empire latin. — Les Latins et les Chrétiens des Balkans. — Chute de l'empire latin (1261).
Les Mongols ; Tchinguiz-Khan (xiiie siècle). 14

III. — LA CHUTE DE L'EMPIRE GREC.

Son étendue en 1261. — Les États chrétiens du Danube inférieur ; Stéphane Douchan et la Grande-Serbie (1331-1355). — Les Turcs Ottomans.
La bataille de Kossovo (1389). — L'empire de Timour-Lenk.

— La bataille d'Angora (1402). — Prise de Constantinople (1453).
Le « rassemblement de la terre russe ». — Fin de la domination mongole en Russie. — Le mariage d'Ivan III et de Sophie Paléologue (1472). 19

IV. — L'EMPIRE OTTOMAN.

Ses ennemis. — L'apogée de la puissance ottomane (XVIe s.). — Les conquêtes de Sélim en Asie (1512-1520). — Soliman le Magnifique : Belgrade, Rhodes. — Barberousse en Algérie. — L'alliance française. — Les Ottomans en Hongrie, à Bude, devant Vienne. — Extrême extension de leur empire.
Caractères de la domination ottomane. — Vainqueurs et vaincus. — Les autonomies locales. — L'Islam dans l'Inde. — Les Grands Mongols de Delhi. — Les Portugais sur les côtes de l'Inde.
La décadence ottomane. — La bataille de Lépante (1571). — Traité de Sitvatorok (1606). — Premières résistances des sujets chrétiens. — La Russie : les Romanof. — Décadence des Grands Mongols : les Européens dans l'Inde. 25

CHAPITRE II.

La Question d'Orient au XVIIIe siècle.

Politique nouvelle de l'Autriche vers le Danube inférieur. — Politique nouvelle de la Russie vers la mer Noire et le Danube inférieur. — Nouveaux intérêts de l'Angleterre vers l'Inde. 38

I. — PROGRÈS DE L'AUTRICHE.

Le sultan Mohammed IV et ses grands vizirs les Kœprilü. — La bataille de Saint-Gothard (1er août 1664). — Les Turcs devant Vienne ; intervention de Jean Sobieski : sa victoire au Kahlenberg (1683). — Victoires autrichiennes sur les Turcs. — Le prince Eugène. — Les Vénitiens en Morée. — Les Russes à Azov. — Le traité de Carlowitz (1699).
Pacification de la Hongrie. — Les confins militaires. — La campagne de Pierre le Grand sur le Pruth (1711). — Le traité de Falksen : restitution d'Azov. — Le traité de Passarowitz (1718).
La diplomatie française et le dogme de l'intégrité de l'empire ottoman. — L'ambassade du marquis de Villeneuve. — Les Turcs devant Belgrade. — Le traité de Belgrade (1er septembre 1739). — Les capitulations de 1740. — Prestige de la France à Constantinople. 40

II. — PROGRÈS DES RUSSES.

Le grand dessein de Catherine II. — La guerre turco-russe (1768-1774). — Les Russes en Grèce. — Destruction de la flotte turque à Tchesmé (3 juillet 1770). — L'entente austro-

prussienne. — Le premier partage de la Pologne (1772). — Le traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774).
Le projet grec (1772-1781). — M. de Ségur à Pétersbourg. — Potemkin : colonisation de la Russie méridionale. — Occupation de la Crimée ; le voyage de Kherson. — Nouvelle guerre turco-russe (1787-1792). — Le plan prussien du baron de Herzberg. — Les traités de Sistova et de Yassy (1791-1792). 50

III. — EN ASIE. — PROGRÈS DES ANGLAIS.

Progrès des Anglais. — Les Russes en Sibérie.
La Perse. — Fin de la dynastie des Sophis (1722). — Le règne de Nadir-shah (1736-1747). — Avènement de la dynastie turcomane des Kadjars (1761).
Les Grands Mongols de Delhi. — Aureng-Zeb. — Démembrement de l'empire mongol de l'Inde. — Les Français dans l'Inde : Martin, Dumas, Dupleix. — Les Anglais dans l'Inde. — Le traité Godeheu (1754). — Robert Clive. — La bataille de Plassey (1757) et la conquête du Bengale. — Warren Hastings.
La décadence des puissances musulmanes et les ambitions européennes à la fin du XVIIIe siècle. 60

CHAPITRE III.

Le grand dessein de Napoléon.

I. — LES APPROCHES ; BONAPARTE EN ÉGYPTE ; LES ANGLAIS DANS L'INDE.

Relations de la Convention avec le gouvernement ottoman. — Le général Aubert-Dubayet. — Les projets de Bonaparte sur l'Orient. — L'expédition d'Egypte. — La bataille du Nil. — L'Institut du Caire. — Perte de l'Egypte : Kléber et Menou.
Bonaparte et le tsar Paul. — Le grand projet contre l'Inde. — La paix d'Amiens (1802).
Les Anglais dans l'Inde. — La mort de Tippoo-Sahib ; la conquête du Mysore (1799). — Le gouvernement du marquis de Wellesley. — La défaite des Mahrattes (1802-1805). 70

II. — LE GRAND PLAN DE NAPOLÉON SUR L'ORIENT.

La mission Sébastiani en Orient (1802). — Le général Decaen dans l'Inde. — Le traité de Presbourg (1805). — Sébastiani à Constantinople.
Les Anglais devant Constantinople. — Leur échec (février 1807). — Les Anglais en Egypte. — Leur échec (septembre 1807). — Le traité de Finkenstein entre Napoléon et la Perse (mai 1807). — L'entrevue de Tilsitt (juillet 1807).
La Révolution du 29 mai 1807 à Constantinople. — Chute de Sélim III. — Nouvelle révolution : avènement de Mahmoud (28 juillet 1808). — Insurrection des provinces ottomanes : Djezzar-pacha ; les Wahabites ; Pasvan Oglou ; le Monté-

negro ; le patriote grec Rhigas ; Ali de Janina ; la Serbie ; Kara-Georges et Miloch Obrenovitch.
Le traité de Tilsitt. — Négociations franco-russes sur la question d'Orient. — La lettre du 2 février 1808. — Projet de partage de l'empire ottoman : la « langue de chat ». — Le grand dessein sur l'Inde. 82

III. — DÉFAITE DE NAPOLÉON.

Baylen. — L'entrevue d'Erfurt (septembre 1808). — Le traité de Vienne (1809). — Le gouvernement français des provinces illyriennes.
La guerre turco-russe (1806-1812) et le traité de Bucharest (28 mai 1812). — Le grand plan de Napoléon en 1812. — La défaite de Napoléon.
L'Orient au moment du congrès de Vienne. 95

DEUXIÈME PARTIE.

LA RÉFORME DE LA TURQUIE ET LES DÉMEMBREMENTS.

1815-1878.

CHAPITRE IV.

L'indépendance de la Grèce.

I. — LA RENAISSANCE DE LA NATIONALITÉ GRECQUE.

Marchands, klephtes et marins des îles. — La politique du tsar Alexandre Ier. — Rapprochement avec la France. — L'Autriche et l'Angleterre. — Les Philhellènes, les Philomuses, les Hétairies. 104

II. — L'INSURRECTION ET LA RÉPRESSION.

Alexandre Ypsilanti en Moldavie (1821). — L'insurrection en Grèce. — Mort d'Ali de Janina (1822). — Massacres à Constantinople, à Chio. — L'assemblée d'Épidaure (janvier 1822). — L'intervention du tsar Alexandre.
La politique anglaise. — Canning. — Le sultan Mahmoud appelle l'armée égyptienne. — Dissensions intestines parmi les Grecs. — Ibrahim-pacha en Morée. — Le siège et la prise de Missolonghi par les Turcs et les Égyptiens (1825-1826). 109

III. — L'INTERVENTION EUROPÉENNE ET L'INDÉPENDANCE (1826-1829). [illegible]

Destruction de la milice des Janissaires (juin 1826). — Débuts de la réforme militaire en Turquie. — L'agitation philhellénique en Europe. — Vigoureuse intervention du tsar Nicolas Ier. — La convention d'Akkermann (octobre 1826).
Les inquiétudes de l'Angleterre. — La triple alliance de Londres (6 juillet 1827). — La bataille de Navarin (20 oct.).

Traité de Tourkmantchaï entre la Russie et la Perse (février 1828). — Le général Maison en Morée (1828). — Les Russes en Arménie et dans les Balkans (1828-1829).
Le traité d'Andrinople (14 septembre 1829). — Le nouveau royaume de Grèce. — L'entente franco-russe en 1828-1830. — Le projet Polignac. 117

CHAPITRE V.

Mahmoud et Méhémet. — La réforme de la Turquie.

Le Tanzimât. — Nécessité et difficulté de la réforme de l'empire ottoman. — Mahmoud. 135

I. — LE SULTAN ET LE PACHA. — MAHMOUD ET MÉHÉMET.

Les réformes de Méhémet-Ali en Égypte. — « La confiscation universelle ». — Prospérité de l'Égypte. — Les forces militaires et navales du pacha. — Les conquêtes : fondation de Khartoum ; expansion de l'islam en Afrique.
La question de Syrie. — Conquête de la Syrie par Ibrahim. — Sa victoire à Konieh (21 décembre 1832). — Les Russes au Bosphore (février 1833). — L'amiral Roussin à Constantinople. — La convention de Kutayeh (5 mai 1833). — Le traité d'Unkiar-Skélessi (8 juillet 1833). 137

II. — LA CRISE DE 1840.

Grandeur de Méhémet-Ali. — Puissance de la France en Égypte. — Inquiétudes de l'Angleterre. — Nouvelle guerre entre Mahmoud et Méhémet. — Victoire d'Ibrahim à Nézib (24 juin 1839). — La flotte turque livrée au pacha d'Égypte.
Intervention de l'Europe. — La note collective du 27 juillet 1839. — Situation prépondérante de la France dans le Levant en 1839. — Rapprochement de l'Angleterre et de la Russie contre la France. — La politique de Thiers. — La quadruple alliance de Londres (15 juillet 1840). — Préparatifs de guerre en France, en Allemagne.
Défaites de Méhémet-Ali. — La note française du 8 octobre 1840. — Le ministère Guizot. — La convention d'Alexandrie (25 novembre 1840). — Le hatti-sherif du 1er juin 1841. — — La convention des detroits (13 juillet 1841). — Succès diplomatique de l'Angleterre. 144

III. — LA CHARTE DE GULHANÉ.

Les puissances européennes garantes de l'intégrité de l'empire ottoman. — Continuation de la réforme en Turquie : Abd-ul-Medjid ; Reschid pacha. — La charte de Gulhané (3 novembre 1839). — Réorganisation de l'armée ottomane. — L'œuvre de Reschid-pacha. — Opposition des ulémas et des fanatiques musulmans. — Agitation des provinces chrétiennes : troubles en Serbie, en Palestine, dans le Liban. — Dissensions en Grèce : la Constitution de 1843 ; le ministère

Colettis ; Piscatory et Edmond Lyons. — La politique de la France dans le Levant. 157

CHAPITRE VI.

La guerre de Crimée et ses suites. — Réformes et autonomies.

I. — FRANCE, ANGLETERRE ET RUSSIE — LA GUERRE DE CRIMÉE.

L'influence anglaise à Constantinople.
La France et la Russie dans le Levant. — Le firman du 9 février 1852 sur les lieux saints. — Le tsar Nicolas. — L'Autriche et la Prusse. — Prise d'armes au Monténégro. — Le tsar et sir Hamilton Seymour. — L'ambassade Menchikof (mars 1853). — L'ultimatum russe. — Résistance de la Porte. L'ingratitude de l'Autriche. — La politique prussienne. — L'enthousiasme belliqueux en Russie et dans les Balkans. — Destruction de la flotte turque à Sinope (30 novembre 1853). — L'ultimatum anglo-français. — La guerre (mars 1854).
Les Anglo-Français à Gallipoli, à Varna, dans la Dobroudja. — L'occupation des Principautés par l'Autriche. — En Crimée : l'Alma, Balaklava, Inkermann. — Le siège de Sébastopol (septembre 1854-septembre 1855). — Intervention du Piémont. — Mort du tsar Nicolas (2 mars 1855). — La prise de Sébastopol. — Prise de Kars (27 novembre 1855).
Les négociations pour la paix. — Le Congrès de Paris (février-mars 1856). — Le traité du 30 mars. 166

II. — LA POLITIQUE DES RÉFORMES.

L'influence française à Constantinople. — Insuffisante application de la charte de Gulhané. — La réforme militaire. — Le hatti-humayoun du 18 février 1856. — Avènement d'Abd-ul-Aziz (1861) ; ses ministres Ali pacha et Fuad pacha. — La loi sur les vilayets (1864). — Note française sur l'application du hatti-humayoun (janvier 1867). — Le lycée français de Galata-Seraï. — Le Conseil d'État et la Haute-Cour de justice (1868). — Projet de contruction de voies ferrées. — La guerre de 1870. 184

III. — LA POLITIQUE DE L'AUTONOMIE.

Les oppositions aux réformes. — Inexécution des réformes. — La politique russe ; nécessité du démembrement ; autonomie des diverses provinces.
Fondation de la principauté de Roumanie par l'union de la Moldavie et de la Valachie (1859-1862). — La Serbie : Miloch Obrenovitch ; départ des dernières garnisons turques. — Les troubles du Liban : massacres de chrétiens Maronites ; massacres de Damas (avril-juillet 1860). — Intervention française ; expédition du général de Beaufort-d'Hautpoul. — Les Français dans la Montagne. — Départ des troupes

françaises (juin 1861). Organisation nouvelle du Liban par le règlement du 9 juin 1861. — En Grèce : chute du roi Othon (1862) ; avènement de Georges Ier et annexion des îles Ioniennes (1863). — Insurrection de la Crète (1866-1869). — Répression de l'insurrection. — Le firman du 10 janvier 1868.

Querelles entre les chrétiens de l'empire ottoman : les Uniates; le schisme bulgare (11 mars 1870). 190

CHAPITRE VII.

La guerre des Balkans (1877-1878).

I. — LA CONFÉRENCE DE LONDRES (1871).

La circulaire Gortchakof (29 octobre 1870). — La conférence de Londres et la convention du 13 mars 1871. — La nouvelle politique extérieure de l'Autriche-Hongrie et les intérêts de l'Allemagne prussienne. — L'alliance des trois empereurs. — Le chancelier Gortchakof et le panslavisme. — Le Congrès des Slavophiles à Moscou (1867). — Le panislamisme et la jeune Turquie. — La Renaissance musulmane. 204

II. — LES INSURRECTIONS ET LA CONFÉRENCE DE CONSTANTINOPLE (1875-1877).

Insurrection de l'Herzégovine (1875). — La note Andrassy (30 janvier 1876). — Insurrection de la Bosnie. — Insurrection de la Bulgarie. — Le memorandum de Berlin. — Déposition et mort d'Abd-ul-Aziz ; avènement de Mourad (30 mai 1876). — Avènement d'Abd-ul-Hamid II. — Guerre de la Turquie contre la Serbie et le Monténégro (juillet 1876). — Les « atrocités » de Bulgarie. — Défaites des Serbes. — Le général Ignatief à Constantinople (octobre 1876) : armistice accordé à la Serbie. — La conférence de Constantinople (décembre 1876-janvier 1877). — Proclamation solennelle de la Constitution ottomane (24 décembre 1876). — Echec de la conférence européenne. — Arrangement austro-russe. — La note collective du 31 mars 1877; résistance de la Porte. — Convention militaire entre la Russie et la Roumanie. — La guerre. 209

III. — LA GUERRE.

Gravité des circonstances. — Le passage du Danube. — La pointe du général Gourko à travers les Balkans. — L'armée de Suleïman pacha devant Andrinople.

Osman pacha à Plevna ; échecs des Russes. — Echecs des Russes en Asie. — Activité du généralissime turc Méhémet-Ali sur la ligne du Lom.

Concentration des troupes russes devant Plevna. — Todtleben. — Capitulation de Plevna (28 novembre). — Prise de Kars

(18 novembre). — Passage des Balkans. — Les Russes à Andrinople. — Les Russes devant Constantinople, à San-Stefano. — L'armistice d'Andrinople. 220

IV. — LE TRAITÉ DE BERLIN ET SON EXÉCUTION.

Le traité de San-Stefano (3 mars 1878). — La Grande-Bulgarie. — Protestations de l'Angleterre. — La politique du prince de Bismarck. — Le Congrès de Berlin (juin-juillet 1878). — Le traité du 13 juillet. — Le traité secret du 4 juin 1878 entre l'Angleterre et la Porte : les Anglais à Chypre. — La nouvelle principauté de Bulgarie.

Affaiblissement de la Turquie. — Les nouveaux royaumes de Roumanie et de Serbie (1881-1882). — Les Autrichiens en Bosnie et Herzégovine. — Le Monténégro et la ligue albanaise. — Les nouvelles frontières de la Grèce (1881). — La principauté de Bulgarie ; rupture avec la Russie (1883). — La révolution de 1885 : union de la Bulgarie et de la Roumélie orientale. — Le blocus pacifique de la Grèce (1886). — La guerre entre la Serbie et la Bulgarie. — Enlèvement du prince Alexandre de Bulgarie (août 1886) : son abdication. — Ferdinand de Saxe-Cobourg élu prince de Bulgarie (juillet 1887). 230

TROISIÈME PARTIE.

LES SOLUTIONS ACTUELLES.

CHAPITRE VIII.

En Asie. — Anglais et Russes.

I. — LE PLATEAU DE L'IRAN.

Le recul de l'Islam en Asie.

Le plateau de l'Iran. — Anarchie dans l'Afghanistan. — La Perse, son originalité parmi les peuples musulmans. — La dynastie turcomane des Kadjars : Nasr-ed-din (1848-1896). — Le Babisme. — Ses caractères nationaux. 243

II. — L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE EN ASIE.

Les premières approches. — Les Anglais dans l'Inde. — Fin de la conquête de la Péninsule. — La guerre de l'opium (1840-1842).

Les Russes au delà de l'Oural. — Premiers projets de Pierre le Grand et de Catherine II. — Les pillards Kirghiz. — Le khan de Khiva. — Les Russes au sud du Caucase. . . . 249

III. — LA CRISE DE 1840-1860.

Désastre anglais dans l'Afghanistan (1842). — Soumission des

Seykhs du Pendjab (1843-1848). — L'insurrection des cipayes (1857). — L'administration de la Compagnie anglaise. — La révolte : Nana-Sahib. — Reprise de Delhi. — Sir Colin Campbell. — Reprise de Lucknow. — Fin de la révolte. — Nouvelle organisation du gouvernement de l'Inde. — Victoria, impératrice des Indes (1877).

L'agitation générale de l'Islam vers 1850. — Les musulmans du Caucase. — L'iman Schamyl. — Vingt-cinq ans de luttes. — Prise de la citadelle de Dargo. — Défaite de Schamyl (25 août 1859). — Soumission des Tcherkesses. 251

IV. — LE GRAND EFFORT DES RUSSES.

Expansion de la Russie en Asie après la guerre de Crimée. — Le traité d'Aïgoun (1858) : les Russes sur l'Amour. — Les traités de Tien-tsin et de Péking. — Les Russes à Kouldja (1871). — Dans le Turkestan. — Tchernaïef. — Prise de Tachkent. — Le général Kaufmann, gouverneur du Turkestan russe ; prise de Samarkand. — Soumission du khan de Boukhara (1868). — Soumission du khan de Khiva (1873).

Les Anglais maîtres de la Birmanie (1885). — Dans l'Afghanistan (1879-1880).

Nouveaux efforts des Russes depuis la guerre des Balkans. — Sur la mer Caspienne. — Les Tekkés. — Le général Skobelef. — Prise de Géok-Tépé (1881). — Occupation de Merv, de Saraks, de Pendjeh (1884-1886). 260

V. — L'ENTENTE ANGLO-RUSSE.

La fin d'une rivalité séculaire.

La défaite de la Chine par le Japon et le traité de Simonosaki (avril 1895). — Le partage du « gâteau chinois ». — L'alliance anglo-japonaise (1902). — La guerre de Mandchourie et le traité de Portsmouth.

La poussée allemande vers l'Asie Mineure et le Golfe Persique. — L'affaire du Thibet. — L'accord anglo-russe du 31 août 1907. — La barrière anglo-russe dans l'Asie antérieure. . . 268

CHAPITRE IX.

L'Afrique du Nord.

I. — L'ISLAM EN AFRIQUE.

La conquête arabe au VIIe et au VIIIe siècle. — La décadence de la domination arabe. — Les Français dans l'Afrique occidentale. — Le percement de l'isthme de Suez.

L'expansion de l'Islam en Afrique au XIXe siècle. — La simplicité de la morale et du dogme de l'Islam. — L'Islam et le commerce des esclaves : la puissance des négriers. —

Les confréries musulmanes. — Les Senoûsiya. — Extension et mode de l'action des Senoûsiya. 283

II. — LES ANGLAIS EN ÉGYPTE.

Les successeurs de Méhémet-Ali en Égypte. — Les conquêtes égyptiennes. — Fondation de Khartoum (1823). — La découverte des sources du Nil. — Le khédive Ismaïl pacha (1863-1879). — La conquête du Soudan égyptien. — Guerres entre l'Égypte et l'Abyssinie. — La découverte des monuments de l'ancienne Égypte : Auguste Mariette et les égyptologues français. — Le canal de Suez. — L'opposition de l'Angleterre. — La compagnie du canal. — L'inauguration (18 novembre 1869).

Désastreuse politique financière d'Ismaïl pacha. — Il vend à l'Angleterre ses actions du canal (1875). — Le contrôle financier anglo-français (1878). — Le mécontentement en Égypte; opposition du khédive aux contrôleurs européens. — Déposition d'Ismaïl; avènement de son fils Tewfik (juin 1879).

Le parti national égyptien. — Le colonel Arabi. — Les insurrections du parti militaire (1881-1882). — Arabi pacha ministre de la guerre. — La conférence de Constantinople. — L'émeute d'Alexandrie (11 juin 1882). — Abstention du gouvernement français : bombardement d'Alexandrie. — Violation de la neutralité du canal de Suez par les Anglais. — Bataille de Tell-el-Kébir; prise du Caire. — Les Anglais maîtres de l'Égypte.

L'agitation musulmane au Soudan. — Le Mahdi Mohammed-Ahmed. — La proclamation de la guerre sainte (1881). — Les victoires du Mahdi. — Gordon pacha. — Prise de Khartoum (janvier 1885). — L'évacuation du Soudan par les Anglo-Egyptiens. 290

III. — L'ÉTHIOPIE ET LES ITALIENS.

L'Éthiopie. — Ses origines. — L'anarchie féodale en Éthiopie. — Le négus Théodoros. — Sa guerre contre les Anglais. — Sa défaite et sa mort (1868). — Le négus Johannès (1872-1889). — Ménélik II, roi du Choa (1865). — Puissance et prospérité de ce royaume.

Les établissements italiens sur les côtes de la mer Rouge. — Massouah. — Lutte des Italiens contre Johannès. — Leur alliance avec Ménélik. — Le traité d'Ucciali (mai 1889) : affirmation du protectorat italien sur l'Éthiopie. — Occupation de Kassala par le général Baratieri (juillet 1894); défaites des Madhistes. — L'empire italien de l'Afrique orientale.

Réconciliation du négus Ménélik et du ras Mangascia. — Dénonciation par Ménélik du traité d'Ucciali (1893). — L'expédition du cosaque Atchinof. — La guerre entre les Italiens et Ménélik. — Les victoires du général Baratieri sur le ras Mangascia. — La conquête du Tigré (1895). — Les victoires

de Ménélik : l'Amba-Alaghi, Makallé, Adoua (décembre 1895-mars 1896). — Le traité de paix d'Addis-Abeba (octobre 1896). 305

IV. — D'ALGER A TUNIS ET FEZ.

Les Espagnols sur la côte barbaresque. — Le Maroc. — Les intérêts européens au Maroc.
La France sur la côte barbaresque. — Premières relations de la France avec Alger. — Prise d'Alger (juillet 1830) — Fin de la domination turque en Algérie. — Français et Arabes : Bugeaud et Abd-el-Kader. — La colonisation française en Algérie.
La soumission des Berbères de la Kabylie (1857). — Faidherbe au Sénégal (1854-1865).
L'expansion française depuis 1880. — Établissement du protectorat français en Tunisie. — La France au Congo, dans la boucle du Niger, au lac Tchad.
La France au Maroc. — Le conflit franco-allemand (1905-1911). — La « Tunisification » du Maroc (1912). 315

V. — L'AFRIQUE DU NORD EN 1914.

Les derniers progrès des Européens en Afrique. — La situation des Anglais en Égypte. — Échec de la convention de 1887. — L'expédition anglaise contre Khartoum (1896-1898). — La mission Marchand et l'affaire de Fachoda (1898). — Les Italiens en Tripolitaine (1912). — Les intérêts et le rôle de la France dans l'Afrique musulmane. — La convention franco-anglaise du 8 avril 1904. 332

CHAPITRE X.

Le règne d'Abd-ul-Hamid II. — Les massacres d'Arménie (1894-1896) et l'autonomie de la Crète (1895-1897).

I. — LA POLITIQUE PERSONNELLE DU SULTAN ABD-UL-HAMID II.

Les Vieux-Turcs et les Jeunes-Turcs. — L'entourage du sultan. — Les terreurs d'Abd-ul-Hamid. — Relations du sultan avec les confréries. — Réorganisation militaire et administration financière. 344

II. — LES MASSACRES D'ARMÉNIE (1894-1896).

La politique arménienne. — L'église grégorienne d'Arménie. — La constitution arménienne de 1860. — Les Arméniens au service du sultan.
Les traités de San-Stefano et de Berlin : clauses relatives à l'Arménie. — L'intervention anglaise en faveur des Arméniens. — Les plaintes des Arméniens. — La nouvelle politique russe contre les Arméniens : la centralisation sous le tsar Alexandre III. — Les comités révolutionnaires.
La persécution des Arméniens par le sultan. — La politique

des massacres. — Les massacres du Sassoun (août-septembre 1894). — L'intervention de l'Europe. — Le premier massacre de Constantinople (octobre 1895). — L'iradé du 20 octobre 1895. — Le grand massacre (novembre-décembre 1895). — La question des seconds stationnaires. — Les massacres de Van (juin 1896). — L'affaire de la Banque ottomane : le second massacre de Constantinople (août 1896). — Le « sultan assassin », le « sultan rouge ».
La politique européenne. — Les propositions anglaises. — La formule française de l'intégrité de l'empire otteman. . . 348

III. — LES AFFAIRES DE CRÈTE ET LE CONFLIT GRÉCO-TURC (1895-1898).

Les Crétois et le firman de 1868. — Le traité de Berlin et le pacte de Halepa (1878). — Le firman du 26 octobre 1889. — Plaintes des Crétois. — Nomination d'un gouverneur chrétien, Karatheodory-pacha. — Plaintes des musulmans.
Conflits sanglants entre chrétiens et musulmans : musulmans dans les villes, chrétiens dans la montagne. — L'emotion à Athènes. — Concessions faites par le sultan : Georgis Berovitch pacha, gouverneur chrétien de la Crète. — L'arrangement du 25 août 1896. — Espérances et premières mesures de pacification. — Soulèvement des musulmans : mesures suspectes prises par le gouvernement ottoman. — Troubles à La Canée (janvier 1897). — Intervention de la Grèce : le colonel Vassos en Crète (février 1897). — L'enthousiasme à Athènes : réveil de la Grande Idée. — Inquiétudes des Slaves des Balkans. — Proclamation de l'autonomie de la Crète par les puissances. — Sommation à la Grèce de rappeler ses troupes de Crète.
Surexcitation des passions patriotiques à Athènes. — Concentration des troupes grecques et des troupes turques à la frontière de Thessalie. — Nouveaux troubles en Asie Mineure. — Explosion des haines religieuses. — Déclaration de guerre entre la Grèce et la Turquie. — La politique de la Serbie et de la Bulgarie. — La guerre (avril-mai 1897). — Premiers succès des Grecs en Epire. — L'invasion turque en Thessalie : Tyrnavos, Larissa, Pharsale. — La médiation européenne. — La solution de la question crétoise. — La défaite de l'hellénisme. — Restauration du prestige du sultan parmi les musulmans. 361

CHAPITRE XI.

La Guerre des Balkaniques (1912-1913). — Aux portes de l'Asie.

I. — LES NATIONALITÉS ET LES ÉTATS BALKANIQUES.

La diversité des races balkaniques.
Les Albanais : leurs anciens rapports avec l'Italie du Sud ; leur conversion à l'Islam ; leurs mœurs ; leurs services à la Porte. — Les Grecs : le domaine de leur race ; le cadre de la « Grande

Idée ». — Les Koutzo-Valaques ou les Roumains du Sud. — Les Serbes: en Dalmatie, en Bosnie; la « Vieille-Serbie » de Prizrend et de Kossovo. — Les Bulgares: leur propagande nationale et religieuse.
Les groupements de races en États: La Grèce: sa lente constitution territoriale; les Iles Ioniennes; la Thessalie; l'autonomie de la Crète. — La Serbie: les Obrenovitch et les Karageorgevitch; les Autrichiens en Bosnie; l'accord serbo-monténégrin. — La Bulgarie: le souvenir de San Stefano; les rapports avec la Russie. — La Roumanie: la perte de la Bessarabie; les Roumains de Transylvanie. 379

II. — LA RÉVOLUTION JEUNE-TURQUE (1908-1909).

L'agitation de la Macédoine et le programme de Mürzteg (1903).
L'armée de Salonique et la Révolution de Juillet 1908. — Le programme national de la Jeune-Turquie.
L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche.
Ferdinand Ier tsar des Bulgares.
La chute d'Abd-ul-Hamid II et l'avènement de Méhémet V (avril 1909). — Les déchirements intérieurs de la Turquie. . 392

III. — LA GUERRE DES ALLIÉS BALKANIQUES CONTRE LES TURCS ET LA GUERRE DES ALLIÉS ENTRE EUX (1912-1913).

L'alliance Balkanique (13 mars 1912). — Déclaration de guerre (octobre 1912).
Les victoires bulgares, Kirk-Kilissé, Lulé-Bourgas. — Les victoires des Serbes, des Grecs et des Monténégrins.
L'intervention diplomatique. — Les préliminaires de Londres (30 mai 1913): la destruction presque totale de la Turquie d'Europe.
La rupture entre les alliés (juin 1913). — Les Bulgares seuls contre tous: leurs défaites. — L'intervention de la Roumanie et le retour offensif des Turcs. — Le traité de Bucharest (10 août 1913): le partage de la Macédoine; le traité turco-bulgare de Constantinople (30 septembre 1913).
Les questions en suspens: la question financière; la question des îles.
Les Balkans après la guerre. 395

IV. — AUX PORTES DE L'ASIE.

Les Allemands sur le chemin de Bagdad. — La politique musulmane de Guillaume II; la poussée allemande au sud-est depuis le traité de Berlin; l'influence allemande à Constantinople: le voyage de Guillaume II dans le Levant.
La « voie sacrée » du Hedjaz. — La concession du Bagdad.
Le « Bagdad » au pied du Taurus. — Opposition de l'Angleterre: ses intérêts dans la région du Golfe Persique. — Opposition de la Russie: ses intérêts en Perse et en Arménie. — La France en Syrie.
L'entrevue et la convention de Potsdam: conciliation des intérêts russes et allemands; accord anglo-allemand sur la

Mésopotamie. — Le partage des voies ferrées de l'Asie mineure entre la France et l'Allemagne. 406

V. — LA QUESTION DE LA MÉDITERRANÉE.

L'ouverture de la Méditerranée par le canal de Suez.
L'Angleterre en Méditerranée. — La France et l'héritage musulman. — Les entreprises italiennes. — La situation politique de la Grèce.
« L'équilibre autonome » de la Méditerranée.
Les Bulgares. — Les Serbes. — Les Russes. — Les efforts de l'Autriche vers le sud. — La poussée de l'Allemagne. — L'équilibre mondial de la Méditerranée. — La prépondérance des races latines en Méditerranée.. 413

CHAPITRE XII.

La Grande Guerre et les Traités (1914-1920).

I. — LA MARNE (1914).

L'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie (1914). — L'ultimatum austro-hongrois à la Serbie (23-25 juillet). — Déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie et à la France. — La neutralité de l'Italie. — La déclaration de Londres du 5 septembre. — La Victoire de la Marne.
En Turquie : le *Gœben* et le *Breslau* à Constantinople. — L'intervention turque. — Les Russes en Galicie. — Les flottes anglo-françaises devant les Dardanelles.. 418

II. — VERDUN (1916).

La défaite russe et la perte de la Pologne et de la Galicie (avril-août 1915).
L'intervention de l'Italie. — Les raisons historiques de ses ambitions sur la Méditerranée. — L'Italie dans la Tripolitaine et les îles de l'Archipel.
L'intervention bulgare (septembre 1915). — Les raisons et les ambitions du roi de Bulgarie. — La Serbie écrasée; ses armées retirées à Corfou.
Échec des Anglais devant Bagdad. — Échec de l'expédition des Dardanelles. — Le prestige de l'Allemagne en Orient.
La défaite des Allemands devant Verdun et des Autrichiens dans le Trentin.
L'offensive russe en Galicie et la détresse de l'Autriche-Hongrie. — L'offensive italienne sur Gorizia. — L'offensive franco-britannique en Picardie.
La conquête de l'Arménie par les Russes. — Le califat arabe de La Mecque.. 422

III. — LA VICTOIRE DES ALLIÉS (1918).

L'intervention roumaine (août 1916). — La Révolution russe

et le Bolchevisme (1917). — Venizélos et le retour de la Grèce à sa politique nationale.
L'intervention des États-Unis. — Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
L'offensive allemande du printemps 1918.
La Grande bataille de France et la Victoire du Maréchal Foch. — La victoire d'Orient.
La Capitulation de l'Allemagne (11 novembre 1918). 432

IV. — LES TRAITÉS (1919-1920).

Les traités de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly et de Sèvres (28 juin 1919-10 août 1920). — Le désarmement de l'Allemagne et la fin de l'Autriche-Hongrie. — La nouvelle Europe.
La fin de l'Empire Turc.
La Grande Grèce. — La Renaissance et l'avenir de l'hellénisme. 437

CONCLUSION.

I. — LE RECUL DE L'ISLAM TURC.

Nullité du rôle des Turcs dans l'histoire de la civilisation. — Les défaites de l'Islam en Asie, en Afrique, en Europe. — Les trois termes de la question d'Orient: le Pamir, le Nil, les Détroits. — La politique des sultans. — Les massacres. — L'impuissance du concert européen et les intérêts contradictoires des puissances. 444

II. — RÉFORME OU DÉMEMBREMENT DE L'EMPIRE TURC.

La politique française. — La tradition de l'alliance ottomane. — La formule de l'intégrité de l'empire ottoman. — La tradition de la réforme ottomane. — Le Tanzimât (1826-1877). — Degré de sincérité des réformes ottomanes. — Incompatibilité de l'Etat ottoman avec la civilisation européenne. — Le caractère des Turcs. — La réforme forcée. — L'inévitable tradition du démembrement et de la destruction de l'empire turc. 448

III. — LA FIN DE LA TURQUIE.

La renaissance des nationalités balkaniques. — L'expansion russe en Asie. — La soumission des Turcomans. — L'expansion française en Afrique. — Les Etats arabes. — L'expansion anglaise de la Méditerranée à l'Inde. — L'accord anglo-franco-russe. — La poussée germanique vers le Sud-Est; le chemin de Bagdad. — La question de la Turquie d'Asie. — L'Europe aux portes de l'Asie. — Les grandes migrations des peuples et la question d'Orient. 455

TABLE DES MATIÈRES. 465

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

BINDING LIST MAR 1 1953

D
371
D7
1921

Driault, Édouard
La question d'Orient
8. éd.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY